

Université Paris IV–Sorbonne
Ecole doctorale II Histoire Moderne
et Contemporaine

LA GUERRE DES MALOUINES
DANS LES RELATIONS
INTERNATIONALES

Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de docteur de l'Université Paris IV-Sorbonne

Par Bérengère Masson (épouse LUCAS)

Date de soutenance le : Samedi 20 juin 2009

Sous la direction de Monsieur le Professeur Jean MARTIN

JURY :

Monsieur Le Professeur Jean Ganiage

Monsieur Le Professeur Bruno Callies de Salies

Monsieur Le Professeur Jean Vavasseur-Desperriers

Remerciements

Nous remercions tout particulièrement M. Martin, qui nous a proposé ce sujet, c'est l'une des recherches les plus enrichissantes que nous ayons effectuée jusqu'à maintenant.

Elle nous a permis de parcourir de très nombreuses bibliothèques, de la bibliothèque du Congrès à Washington en passant par la British Library et le Public Record Office à Kew Gardens (Londres), la biblioteca del Congreso à Buenos Aires, Madrid, ... et de découvrir de nombreux pays. Nous nous ne vous remercierons jamais assez de nous avoir accordé ce privilège.

Nos remerciements s'adressent également à la famille Suarez, qui nous a logée en Argentine, et qui surtout s'est montrée très intéressée par nos recherches.

Merci à notre amie Faye Willis, qui nous a hébergée à Wimbledon pour accéder aux bibliothèques londoniennes.

Au personnel du journal *La Nacion*, à M^{me} Ana Maria Anaya (directrice du journal) qui nous a ouvert les portes de la bibliothèque de son journal alors que cette dernière est habituellement réservée aux seuls journalistes, nous les remercions pour les facilités dont nous avons pu disposer (photocopie gratuite et à volonté, utilisation d'Internet et de l'imprimante). Sincèrement merci.

Egalement au personnel des très nombreuses bibliothèques que nous avons pu fréquenter, qui en considération de notre statut d'étudiante étrangère ont largement facilité nos recherches.

Merci à Osvaldo, à David, et particulièrement à Dean (du personnel de la bibliothèque du Congrès) qui nous a donné sa carte personnelle, dans le cas où nous aurions besoin d'informations et de documents complémentaires.

La présente énumération ne serait pas complète si nous omettions de mentionner notre famille, merci à notre sœur aînée qui nous a régulièrement hébergée dans son appartement parisien pour accéder aux bibliothèques.

Et merci à tous ceux qui nous ont aidée à mener à bien cette étude.

Motivations

Les raisons pour lesquelles nous avons choisi ce sujet sont multiples, tout d'abord notre goût certain pour l'Argentine, pays que nous connaissions avant de réaliser cette étude (nous y avons effectué une visite touristique en 1998). Mais surtout notre intérêt pour les langues, l'espagnol et l'anglais, nous avons pu nous adonner simultanément à nos deux passions, l'histoire et les langues.

Cette conjugaison nous permet de présenter aujourd'hui l'étude que nous avons réalisée au cours de ces quelques années. Notre tâche ne fut pas aisée (entre notre activité salariée, nos activités extra-salariées, etc.), c'est de loin l'étude qui nous a coûté le plus de temps. Mais c'était pour nous, le défi le plus important à relever envers et contre tout.

Les îles Malouines sont un sujet relativement exploité par les chercheurs français, mais ceux-ci ont plutôt tendance à s'en tenir au point de vue anglais, ou français¹, ce phénomène est certainement dû à des cloisonnements géographiques.

Nous avons eu à pâtir de l'absence totale de « bonnes » études géopolitiques sur l'Argentine, toutes sont antérieures à 1980. Et la qualité des recherches est somme toute relativement médiocre (cela n'engage que notre appréciation et nos connaissances sur ce pays), ce sont des informations sommaires qui n'apportent rien sur la situation économique, sociale, politique du pays... Le manque d'intérêt français pour l'Argentine est déconcertant.

Nous nous sommes rendue en Argentine, afin de travailler sur les journaux argentins. Nous plaignons de tout cœur les étudiants argentins, le manque de moyens des bibliothèques est tout simplement effrayant, il n'existe qu'une seule machine à microfilmer avec une seule photocopieuse² pour la bibliothèque du « Congreso », alors qu'il s'agit d'une des bibliothèques les plus importantes du pays. Et le plus drôle pour nous, a été de voir les utilisateurs de ces machines, c'est un outil très peu usité, il paraissait très inhabituel pour eux de recourir à ce type de matériel. Pour notre part, dans la mesure où les archives papier étaient dans un état pitoyable (déchirées, dispersées,...) nous avons dû monopoliser une machine pendant la moitié de notre séjour, notre statut d'étudiante étrangère a beaucoup participé à ce

¹ Les thèses de M. Neveu « *La perception française de la guerre des Malouines* » et M. Parsons « *Le Times et la guerre des Malouines – aspects du discours de la guerre* ».

² Il y avait en fait une autre machine à microfilm mais elle n'était pas équipée de photocopieuse.

« privilège », dans la mesure où normalement les personnes devaient s'inscrire sur une fiche et ne pas passer plus de 45 min en consultation (alors que nous y avons passé des journées entières de 8 heures du matin à 20 heures).

Puis nous sommes allée à Londres, pour accéder aux fonds du Public Record Office, et à la British Library. Les difficultés que nous avons eu à rencontrer pour le Public Record Office, concernent le fait que les documents référencés ne sont pas consultables parce que classés « top secret ». La plupart ne seront accessibles qu'en 2032 ou 2082.

En Espagne, à Madrid, les sources étaient moins abondantes, mais de bonne qualité, nous avons trouvé là-bas, un bon compromis, entre les sources hispanophones et anglophones (les autres pays que nous avons visités n'avaient presque exclusivement que des documents dans une seule des deux langues).

Enfin, notre tour du monde des recherches sur les Malouines, a pris fin à Washington, où les ressources diplomatiques sont très abondantes. La bibliothèque du Congrès conserve d'ailleurs dans ses magasins, les plus vastes ressources imprimées du monde. Ce fut donc avec une certaine jubilation que nous avons consulté les ouvrages. En revanche, l'inconvénient était le délai de réception (parfois jusqu'à 48 heures), fort heureusement, nous pouvions commander plusieurs livres en même temps et les conserver pour le lendemain.

Nous avons bien entendu passé de longues heures dans les bibliothèques parisiennes, en particulier à la bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDCI) de Nanterre qui dispose d'un fonds très riche en ce qui concerne les relations internationales.

L'intérêt de nous rendre en Argentine, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en Espagne pour notre thèse, est à considérer dans le cadre d'un « investissement ». C'est-à-dire d'assurer la qualité de notre travail, de ne pas nous contenter des résumés de journaux, ou des quelques livres argentins, anglais, etc. disponibles en France. L'histoire étant l'une de nos passions « innées », il n'était pas concevable pour nous d'utiliser uniquement des outils de seconde main. D'autant que nous avons eu l'opportunité d'accéder aux archives journalistiques et ainsi de nous procurer des documents d'Etat classés « top secret ».

Sur place, nous avons pu discuter avec des personnes d'origine diverse, qui nous ont « raconté et interprété » cette période, nous avons pu de cette façon confronter l'histoire vivante qui existe dans les mémoires et l'histoire dans les archives argentines. De ce fait, nous pensons avoir concrétisé dans ces quelques centaines de pages, ce que nous avons pu vivre, lire, entendre, et voir.

Nous soulignons également que les Malouines restent toujours un sujet d'actualité. Lors de notre dernier séjour à Buenos-Aires, nous avons pu lire dans la presse des articles abordant le sujet (pour la question des zones de pêche surtout, car les navires étrangers s'introduisent dans les zones délimitées aux Argentins et aux Kelpers, d'où l'intérêt pour eux de trouver une formule d'association).

Les journalistes ne perdaient jamais l'occasion de relancer la question de l'appartenance des Malouines à l'Argentine.

Les Argentins se passionnent du fond du cœur pour tout ce qui peut advenir dans cet archipel.

La reconquête est toujours un sujet d'actualité, certes, certains orateurs harangent toujours leur auditoire sur le thème d'un retour de ces îles au sein de la nation argentine. Quant au dirigeant, le sujet revient régulièrement à l'ordre du jour, notamment à l'occasion des commémorations du 2 avril, ou lors des polémiques sur les sujets économiques (les zones de pêche ou le pétrole). Même si les Argentins avaient les moyens militaires de faire valoir leurs revendications, les préoccupations argentines pour le moment sont tout autres, dans la mesure où le pays affronte de considérables problèmes économiques et sociaux. Il reste qu'à l'heure présente, les pages les plus douloureuses de l'histoire argentine³ semblent tournées.

Nous avons beaucoup hésité pour orthographier les Falkland, l'orthographe « les îles Falkland » ne fait pas de doute, jamais nous n'avons vu de « s » à ce nom propre, en revanche, « les Falkland » sont très souvent orthographiées avec un « s », nous avons tranché en nous appuyant sur les documents officiels de l'ONU qui orthographie « les Falkland » et non « les Falklands ».

³ L'Argentine affiche aujourd'hui un taux de croissance à 9%. Pourtant, les investisseurs étrangers tardent encore à investir, les craintes quant à la corruption se font encore sentir.

Sommaire

Introduction

- I - La guerre des Malouines dans les relations internationales : un sujet d'une richesse exceptionnelle
- II - Pourquoi une guerre pour les Malouines ?

Première partie - Présentation des îles Malouines

- I - Les îles de l'Atlantique Sud : géographie et population
- II - Le climat et la topographie des Malouines
- III - Les îles Malouines : ses habitants, son économie, son administration
- IV - Une économie basée sur l'élevage ovin et la pêche
- V - L'administration des Falkland

Deuxième partie - Les Malouines, de la découverte à la spoliation britannique : de la diplomatie à la naissance du conflit armé

- I - La découverte de l'archipel jusqu'à la fin de la domination espagnole
- II - De la domination argentine jusqu'au 3 février 1833
- III - De la « spoliation anglaise » aux négociations de 1965
- IV - Les îles de l'Atlantique Sud jusqu'aux négociations de New York en février 1982
- V - Les négociations depuis 1833 : léthargie et activité de la diplomatie
- VI - La reprise des négociations après la seconde guerre mondiale et la création de l'ONU
- VII - L'intense activité diplomatique des années 1960
- VIII - Les négociations des années 1970 jusqu'à la veille de la guerre : entre avancée et recul
- IX - La nature du contentieux : entre domination coloniale et autodétermination

Troisième partie - Le point en 1982 : le contexte international et la guerre des Malouines

- I - Un point stratégique pour maintenir un monde libre ?
- II - Les îles Malouines dans le contexte de la période de décolonisation

III - Le Tiers-monde : un soutien dans la volonté de décoloniser les Malouines

IV - Le conflit des îles Malouines dans le contexte de la crise pétrolière

Quatrième partie - Les gouvernements britannique et argentin en 1982 : les raisons intérieures d'une guerre entre les deux Etats ?

Préambule

I - La situation intérieure argentine justifie-t-elle une guerre ?

II - La situation économique de l'Argentine

III - La situation sociale de l'Argentine

IV - La situation intérieure britannique justifie-t-elle une guerre ?

V - La situation politique et l'essence de la politique thatchérienne

VI - La situation économique du Royaume-Uni

VII - La situation sociale

Cinquième partie - La guerre approche : les prémices, et les raisons de l'engagement militaire pour les deux parties

Préambule

I - Les prémices, l'Argentine va envahir les Malouines

II - La commission Rattenbach : la décision de quelques hommes

III - L'échec des dernières négociations de New York

IV - Les raisons de la décision du 26 mars

V - La Grande-Bretagne : l'orgueil blessé

Sixième partie - Une guerre non déclarée

I - L'invasion des Malouines le 2 avril 1982 du point de vue argentin

II - La réaction britannique : une riposte immédiate

III - Le moment de répit : les Britanniques progressent vers le sud

IV - La médiatisation de la guerre : une guerre en direct

Septième partie - Les combats prédominent sur la diplomatie

Préambule

I - Les premières victimes et les pertes matérielles

II - Les Falklandais dans la guerre

Huitième partie - Juin 1982 : la fin de la guerre, le bilan

I - Vers la fin de la guerre

- II - La fin de la guerre : négociations et cessez-le-feu
- III - Les polémiques
- IV - Le bilan des pertes matérielles et humaines
- V - Le bilan pour les îles Falkland
- VI - Les relations entre Falklandais et Argentins depuis 1982

Neuvième partie - L'enjeu des alliances de l'Argentine

Préambule

- I - Les alliances et relations argentines
- II - Les amitiés argentines (les pays en dissension avec le Royaume-Uni)
- III - L'impact du conflit du canal de Beagle dans les relations argentines avec le Chili

Dixième partie - L'enjeu des alliances anglaises

Préambule

- I - Les alliances anglaises
- II - Le rôle de la CEE

Onzième partie - L'intervention des organisations internationales et du Vatican dans le conflit

- I - Les organisations internationales en jeu
- II - Les autres organisations internationales
- III - Le rôle du Pape dans le conflit des Malouines

Douzième partie - Les Etats-Unis au cœur du conflit des Malouines

Préambule

- I - La position et l'intervention des Etats-Unis
- II - Le rôle des Etats-Unis dans les négociations
- III - Les alliances internationales d'assistance : les USA entre deux feux

Treizième partie - Les enjeux économiques sont-ils déterminants dans l'expansion du conflit?

- I - Les groupes de pressions
- II - Les enjeux du traité de l'Antarctique (1^{er} déc. 1959)
- III - Une ressource potentielle source de toutes les polémiques : le pétrole
- IV - Les ressources naturelles : la pêche, l'élevage ovin

Quatorzième partie - La diplomatie pendant la guerre des Malouines

Préambule

- I - La diplomatie du 2 avril au 22/24 avril 1982
- II - La diplomatie du 24 avril au 14 juin 1982
- III - L'Organisation des Nations Unies pendant le conflit
- IV - La problématique de l'autodétermination et des Kelpers
- V - La stratégie diplomatique de la Junte

Quinzième partie - La gestion du conflit après les hostilités

- I - Les réactions argentines « immédiates »
- II - Les réactions occidentales
- III - La réaction des pays sud-américains

Seizième partie - Les conséquences pour les deux belligérants

- I - Les conséquences pour l'Argentine
- II - Une économie Argentine exsangue
- III - La Grande-Bretagne : le triomphe de Margaret Thatcher et l'honneur retrouvé
- IV - Les conséquences pour les Kelpers : une expansion économique « miraculeuse »

Dix-septième partie - Les négociations depuis la guerre entre les 2 nations

Préambule

- I - Les réactions argentines : continuer les négociations
- II - Les dernières nouvelles des négociations

Conclusion

Bibliographie

Table des matières

Table des illustrations

Annexes

- I - Chronologie des événements
- II - Extraits d'interview à la BBC
- III - Documents de l'ONU
- IV - Documents diplomatiques
- V - Extraits journalistiques
- VI - Extraits littéraires

INTRODUCTION

La guerre des Malouines dans les relations internationales : un sujet d'une richesse exceptionnelle

En 1982, la nation argentine et sa junte décident de mobiliser le pays pour « reconquérir » les îles Malouines perdues en janvier 1833.

La Grande-Bretagne qui avait délogé la maigre garnison argentine en 1833, se réveille très surprise au matin du 2 avril 1982, les Britanniques découvrant même pour la plupart d'entre eux l'existence de cet archipel territoire britannique.

Les Argentins « las » des négociations qu'ils ont entreprises en 1965 auprès de l'Organisation des Nations Unies, mobilisent leur armée et débarquent 10 000 hommes dans l'archipel.

Pourquoi les Argentins ont-ils soudainement décidé de rompre ces négociations ?

On peut émettre quelques hypothèses.

L'élément majeur est que le pays est dans une situation économique, sociale et politique très instable, la Junte a donc besoin de conforter son pouvoir vacillant.

A la fin mars, alors qu'une évaluation sur le projet de la guerre aux Malouines ait été rendue au président Galtieri, survient l'incident des Georgias, c'est une opportunité inespérée.

La Junte saisit cette opportunité pour « attaquer » les forces anglaises (quelques hommes) de l'archipel et reconquérir les îles.

En quelques jours, cette décision de longtemps « caressée et manigancée » est prise par le général Galtieri : le 2 avril 1982, l'armée argentine a repris les îles.

C'est le début d'une guerre non-déclarée, les prodromes de ce conflit laissent la place à la diplomatie, puis les Britanniques prennent la contre-offensive, et l'on assiste à une rapide

escalade vers un conflit sanglant, tel l'épisode du *Général Belgrano*, le 2 mai qui fait quelques centaines de morts, le conflit prend les dimensions d'une guerre !

On peut également s'interroger sur la pertinence du sujet, quel est l'intérêt d'observer le conflit des Malouines, sous le prisme des relations internationales ?

Les relations internationales ont toujours eu un rôle déterminant dans le conflit depuis le traité de partage Luso/Espagnol de Tordesillas de 1494, jusqu'à nos jours. L'Argentine disposant de faibles moyens militaires a toujours protesté tant auprès des instances du Royaume-Uni, que dans les organisations latino-américaines (auprès de ses alliés, qui ont relayé l'écho et les demandes de restitution auprès du Royaume-Uni), qu'auprès des organisations internationales (la SDN, l'ONU, etc.), de même qu'au Vatican qui a lui aussi proposé sa médiation. Sans effet.

Le deuxième élément fondamental qui place le conflit malouin dans les relations internationales est le contexte international. En 1982, le monde est toujours « divisé » entre le camp occidental et les pays communistes, l'opposition entre ces deux blocs est encore vive, Ronald Reagan a lancé son programme de « guerre des étoiles », l'URSS montre déjà des signes d'affaiblissement mais est encore active. De ce fait, ce conflit « régional » a un impact sur les relations internationales.

L'Argentine a déjà montré son penchant pour le bloc occidental, « alliée » des Etats-Unis, elle lutte auprès de ces derniers contre les sandinistes d'Amérique centrale. Elle s'oppose toutefois dans des conflits régionaux aux Britanniques, alliés traditionnels des Etats-Unis (pour le canal de Beagle : le Chili est soutenu par le Royaume-Uni).

Cela a également un impact vis-à-vis des relations est/ouest, puisque les Russes et les Américains vont discrètement s'opposer dans le conflit : la politique américaine qui s'affirme neutre au début va peu à peu s'orienter vers un soutien aux Britanniques, tandis que les Argentins reçoivent l'aide tactique et « voilée » des Soviétiques.

La CEE fait bloc derrière le Royaume-Uni qui est l'un de ses piliers, pour condamner l'invasion argentine, mais des dissensions vont se faire jour : l'Italie et l'Espagne ont des sympathies traditionnelles pour l'Argentine.

L'Argentine a également elle-même placé le sujet sur le plan des relations internationales, en soulignant « l'anachronisme colonial ».

C'est donc un sujet qui soulève de nombreuses questions, notamment vis-à-vis de la situation interne des deux pays, ce qui pose le problème des motivations des deux équipes dirigeantes qui « poussent » à la guerre, par conséquent quelles sont les causes « légitimes » de cette guerre ?

Aussi, il est assez fascinant de souligner les points communs des gouvernants argentin et britannique dans le conflit, cela au regard de leur politique intérieure. Malgré des différences fondamentales (la démocratie britannique n'est en rien comparable à la dictature argentine), les deux pays souffrent des mêmes maux, c'est-à-dire le chômage, une crise économique, des problèmes politiques. Les deux gouvernements pâtissent d'une absence d'assise au sein de l'ensemble de la classe politique et de la population.

Les deux belligérants jouent donc les « va-t-en guerre » pour des raisons de politique intérieure.

Il est clair que si la situation politique des deux pays avait été meilleure les deux gouvernements n'auraient pas eu le besoin de justifier auprès de leur peuple de leur force militaire, et surtout de redorer leur blason.

Les deux gouvernements justifient également leur position en arguant de prétendus droits de « souveraineté » sur ces îles, dans un tel contexte, les négociations s'avèrent impossibles, chacun campe sur ses positions. Les conséquences de ce conflit seront « naturellement » dramatiques pour les Argentins, l'échec militaire a pour effet de les « plonger » davantage dans le gouffre du marasme économique. Même s'il existe un effet « bénéfique » à long terme, soit le changement de régime politique, les maux de l'Argentine n'ont pas pour autant disparu. Si l'on considère la situation de l'Argentine jusqu'en 2005, il est clair qu'il aurait fallu encore beaucoup d'autres Malouines pour faire avancer les choses....

Au regard de la situation économique des deux pays, dix ans après le premier choc pétrolier, la question des ressources en hydrocarbure est une question cruciale dans le conflit ; en 1982, les îles étant hypothétiquement riches en or noir⁴ (depuis 1995, l'exploitation des ressources a commencé ce qui relance régulièrement le débat), de même les zones de pêche sont sujettes à de vives et régulières discussions.

Du point de vue des sources, ce sujet est également passionnant, les partis pris sont très importants, les ouvrages et les articles sur le thème foisonnent.

⁴ C'est la mission Shackleton qui mentionnait dans un rapport, l'étendue des richesses des Falkland.

L'Argentine en 1982, est soumise à une dictature militaire depuis 1976, et de ce fait les journaux sont sous le contrôle de la junte tout comme l'agence de presse Telam, donc les informations sont pour le moins erronées, partielles, et partiales. Du début à la fin du conflit, les communiqués de presse résumaient la situation sur le mode optimiste, « tout va bien »... mais la situation n'était pas aussi bonne que la Junte le prétendait, tant s'en fallait. De même, c'est une presse très polémique, qui reprend les informations des journaux internationaux (européens, anglais et américains surtout), en les modifiant à l'occasion... C'est un point de vue, une vision du conflit très nationaliste, on croit presque entendre l'hymne patriotique en lisant les ouvrages argentins sur le sujet, la presse nationale argentine va donc « naturellement aussi » dans ce sens.

Le constat du côté des sources anglaises est lui aussi frappant, pour la première fois, des journalistes sont présents à bord des navires britanniques⁵ pour commenter le conflit, c'est une guerre en direct, toutefois même s'ils sont présents, on perçoit « la reprise » des comptes-rendus militaires et du gouvernement à la lecture des journaux anglais.

Il s'agit maintenant d'étudier toutes ces questions sous le regard de la diplomatie internationale, afin de mettre en lumière la dimension internationale du conflit, alors que rien ne pouvait laisser prévoir un tel conflit dans une région du monde qui compte « *selon l'imaginaire populaire seulement* » 400 000 moutons et 1815 habitants.

⁵ D'où les richesses journalistiques sur le sujet. Particulièrement du « Times » et de la presse britannique en général qui consacrait chaque jour ses éditoriaux à ce sujet.

Problématique

Pourquoi une guerre pour les Malouines ?

Il s'agit dans cette étude d'essayer de comprendre pourquoi une guerre s'est déclenchée entre l'Argentine et le Royaume Uni précisément en 1982.

Le but particulier de cette recherche est d'analyser la guerre des Malouines, dans le cadre de la diplomatie internationale sous le prisme des politiques gouvernementales argentine et britannique. Comment les gouvernements ont-ils étayé leurs droits sur les îles, comment ont-ils géré la gestion des Falkland pendant 150 ans, sans susciter de trop fortes tensions, pour finalement arriver à un conflit armé en avril 1982 ?

Lors de nos précédentes recherches sur ce même thème, nous avons pris conscience de la dimension internationale de ce sujet, alors que cet aspect n'a jamais été étudié spécifiquement. D'autant qu'aujourd'hui, près de trois décennies nous séparent des faits, la guerre froide a pris fin, et nous disposons donc de plus de recul et de distance, ainsi que d'impartialité pour analyser sereinement ces événements.

Par ailleurs, la pertinence de ce sujet consiste en l'approche nouvelle de ce thème. Il s'agit d'analyser la dimension prise par ce conflit dans le cadre diplomatique. L'invasion argentine des îles Malouines, îles situées à 12 000 km de Londres est un fait mineur mais il va prendre la dimension d'un conflit international.

Comment justifier, expliquer le développement de ces événements ? La junte, a-t-on supposé, ne pensait pas que le Royaume-Uni allait répliquer à cette conquête, du fait du détachement apparent du cabinet britannique pour ces îles. Quoiqu'il en soit, le gouvernement Thatcher décide de riposter, faisant jouer ses alliances diplomatiques, tout en sollicitant l'aide de ses alliés (Etats-Unis, Chili), pour un appui militaire, logistique et matériel, et même économique. La Grande-Bretagne bénéficie par ailleurs de l'appui quasi unanime de la CEE. Sous cet aspect, la guerre des Malouines met en lumière les alliances, les amitiés des deux pays.

L'Argentine apparaît alors plutôt isolée diplomatiquement, il est évident que l'un de ses alliés lui a préféré le Royaume-Uni, alors qu'il aurait pu s'en tenir à une attitude de neutralité, cet aspect n'a jamais été étudié de façon approfondie.

Il s'agit également de replacer ce conflit dans le cadre du contexte international (guerre froide, attitude des pays communistes, situation stratégique de ces îles, contrôle de l'Antarctique) et de montrer combien ce conflit reflète les problèmes et les dissensions internationales de l'époque. Ainsi, les alliances argentines n'ont jamais été traitées dans le sens de ce conflit. Quel rôle ont joué le Brésil, le Venezuela, le Pérou ... dans la guerre des Malouines ? L'Argentine a-t-elle fait jouer ses relations ? Que lui ont apporté ses traités d'alliance avec ses voisins américains et sud-américains ? Comment le gouvernement argentin a-t-il géré ses relations diplomatiques ? Quelle place tiennent dans ce conflit, les difficultés de l'Argentine avec le Chili pour le canal de Beagle ? Ces deux conflits n'ont jamais été mis en parallèle, alors que l'on y trouve l'origine du rapprochement anglo-chilien.

C'est donc un aspect fondamental, pour comprendre, justifier l'aide du Chili à la Grande-Bretagne, et son antagonisme vis-à-vis de l'Argentine.

Sinon comment expliquer l'attitude du Chili ?

Il semble également évident que le thème a surtout été étudié en France, du côté britannique et jamais de façon large telle que dans la diplomatie qui offre une explication exhaustive du sujet. En étudiant cet aspect l'on comprend non seulement toutes les causes de ce conflit mais aussi on en mesure les conséquences d'un point de vue international.

De même, l'aspect militaire a largement été exploité, nous avons nous-même procédé à une étude de cet aspect dans notre mémoire de DEA. Il ne s'agit pas de revenir à « l'histoire-bataille » en compilant tout ce qui a pu être produit sur la guerre des Malouines, mais plutôt d'offrir une perspective nouvelle de ce conflit, en l'analysant à travers le prisme des relations diplomatiques et des relations internationales.

De même, sous cet aspect l'on pourra étudier les relations de Royaume Uni avec les pays Européens, notamment avec l'Espagne (qui est alors en pourparlers pour le rocher de Gibraltar, sujet toujours d'actualité), l'Irlande avec le problème de l'Ulster. Il s'agira de montrer en quelque sorte comment ce conflit vient raviver ces problèmes territoriaux.

D'autre part, comme il existe une forte communauté italienne en Argentine, l'Italie fait connaître, après le naufrage du *Belgrano* son opposition à la campagne militaire anglaise.

L'aspect diplomatique soulève-t-il donc la question des nationalités ? De même, qu'en est-il des ressortissants britanniques en Argentine ? Quel est le rôle des ambassadeurs ?

L'approche diplomatique du sujet est également fondamentale en ce qui concerne l'étude du rôle de l'ONU⁶ : quel fut le rôle de cette organisation internationale depuis les négociations entamées dans les années 1960 ? De même, on pourra retracer toutes les négociations concernant les îles Malouines entre les deux pays.

Par ailleurs, l'on pourra étudier la politique extérieure des pays intéressés par le conflit, c'est-à-dire étudier la politique extérieure des Etats-Unis, de leur politique en Amérique du Sud, de leurs liens avec le Royaume-Uni. De même l'on pourra analyser cet aspect pour le Brésil, le Pérou, la Chine, l'URSS, Cuba... et considérer leurs intérêts dans le conflit.

Enfin, il nous faudra également répondre à une autre question fondamentale que soulève l'approche spécifique de ce sujet : le conflit malouin est-il un problème colonial ?

⁶ Son rôle a pris de l'importance à partir de la résolution 502, en 1960.

I. Présentation des îles Malouines

I – Les îles de l’Atlantique Sud : géographie et population

II – Le climat et la topographie des Malouines

III – L’archipel des Malouines : ses habitants, son économie, son administration

IV – Une économie basée sur l’élevage ovin et la pêche

V – L’administration des Falkland

Chapitre 1

Les îles de l'Atlantique Sud : géographie et population

Les îles de l'Atlantique sud constituent un vaste archipel¹ s'étendant sur des milliers de milles.....

On peut évoquer dans cette étude, leur position de carrefour géostratégique (surtout au XIX^{ème} siècle et jusqu'en 1914), leur climat redoutable, leur géographie (faune, milieu marin...), leur économie... Du fait, de la complexité du tableau, il convient de procéder par étape, ainsi en première partie, nous étudierons sa situation géographique.

Des îles anglaises sur le continent sud américain

On peut d'ailleurs préciser que les îles étaient un point d'appui pour la navigation, donc une position stratégique, jusqu'en 1914, c'est-à-dire jusqu'à l'inauguration du canal de Panama (le 15 août 1914).

Aujourd'hui, elles sont davantage une escale avant le grand continent blanc et ses richesses réelles ou supposées.

Des îles que rien ne laissait présager britanniques

Il ne s'agit pas ici de retracer l'histoire de la colonisation britannique mais simplement de vérifier les éléments argentins qui démontrent que les îles Malouines à la base n'ont pas vocation à être anglaises et encore moins à être en 1982 un vestige colonial de l'empire britannique forgé principalement au XIX^{ème} siècle.

Pour démontrer cela, nous pouvons partir d'un postulat géographique simple.

¹ Nous vous renvoyons aux cartes des pages 23 et 24.

Ce dernier peut remettre en cause toutes les colonisations et la domination des empires coloniaux constitués depuis le XVI^{ème} siècle.

Les îles Malouines se situent dans l'Atlantique sud entre les latitudes 52° et 53° et les longitudes 57° et 62°.

Cet archipel se situe à quelque 7,500 miles ou 12 068 kilomètres des côtes britanniques et à quelque 300 miles ou 483 km des côtes argentines, c'est-à-dire qu'il se situe sur la plaque sud-américaine et plus précisément sur le plateau continental argentin.

Une escale avant le continent antarctique

Les îles se situent à proximité de l'Antarctique (soit à 1 200 km), ce qui constitue un avantage certain pour le Royaume-Uni qui peut de cette façon revendiquer des droits sur une partie du territoire Antarctique et ses éventuelles richesses, compte tenu du fait que le continent blanc n'a jamais été réellement exploré.

Elle constitue également un relais stratégique avant d'accéder aux immenses ressources du territoire antarctique.

Mais les revendications sur l'Antarctique ont été mises entre parenthèses par le traité de Washington du 1^{er} décembre 1959, qui fait de l'Antarctique une zone démilitarisée ouverte à la coopération scientifique internationale.

Les îles Falkland ne font pas partie de cette zone qui s'étend au sud du 60° parallèle sud. L'Argentine, de même que le Chili, signataires de ce traité de 1959, ont réservé leurs droits sur cette zone (art. 4 et 6 du traité). Les îles Falkland sont en revanche situées à l'intérieur de la zone maritime sur laquelle l'Argentine prétend exercer son droit de puissance riveraine.

On peut donc dire que ces îles présentent un certain intérêt pour le Royaume-Uni, mais d'un point de vue géographique, elles n'ont pas *a priori* à « appartenir » à l'Angleterre.

Il faut aujourd'hui une traversée d'environ trois semaines pour parcourir ces 12 068 km (à noter que les sources sont peu concordantes, puisque nous avons pu lire qu'elles étaient situées à quelque 14 084 km).

L'archipel couvre une zone insulaire de quelque 15 000 km², ou 6 000 miles, soit plus précisément : 11.718 km² pour les deux plus grandes îles, plus les îles de Géorgie du Sud, ou Sandwich du Sud avec 4 132 km².

Il constitue également, grâce à ses eaux territoriales, un point de contrôle du trafic maritime transitant par le cap Horn et par le détroit de Drake.

Par ailleurs, l'une des spécificités des Falkland, c'est la constante double appellation des îles, une appellation anglaise qui trouve ses origines dans la culture anglaise, il en va de même pour les dénominations argentines, mais celles-ci ont tout de même une traduction et une correspondance française ce qui n'est pas le cas pour les désignations britanniques.

Etude de la géographie des îles

L'archipel principal est constitué de deux grandes îles, une que l'on appelle « Orientale ou Soledad ou encore East Falkland » et l'autre : « Occidentale ou Grande Malouine ou West Falkland », ainsi que de nombreuses autres petites îles (200 environ), auxquelles il faut ajouter d'autres chapelets d'îles, notamment les « Georgias del Sur » qui se trouvent à 1.287 kilomètres au sud-est des îles Malouines et les îles Sandwich du sud. Situées à quelque 756 kilomètres au sud-ouest des îles « Georgias del Sur », ces îles Sandwich sont inhabitées.

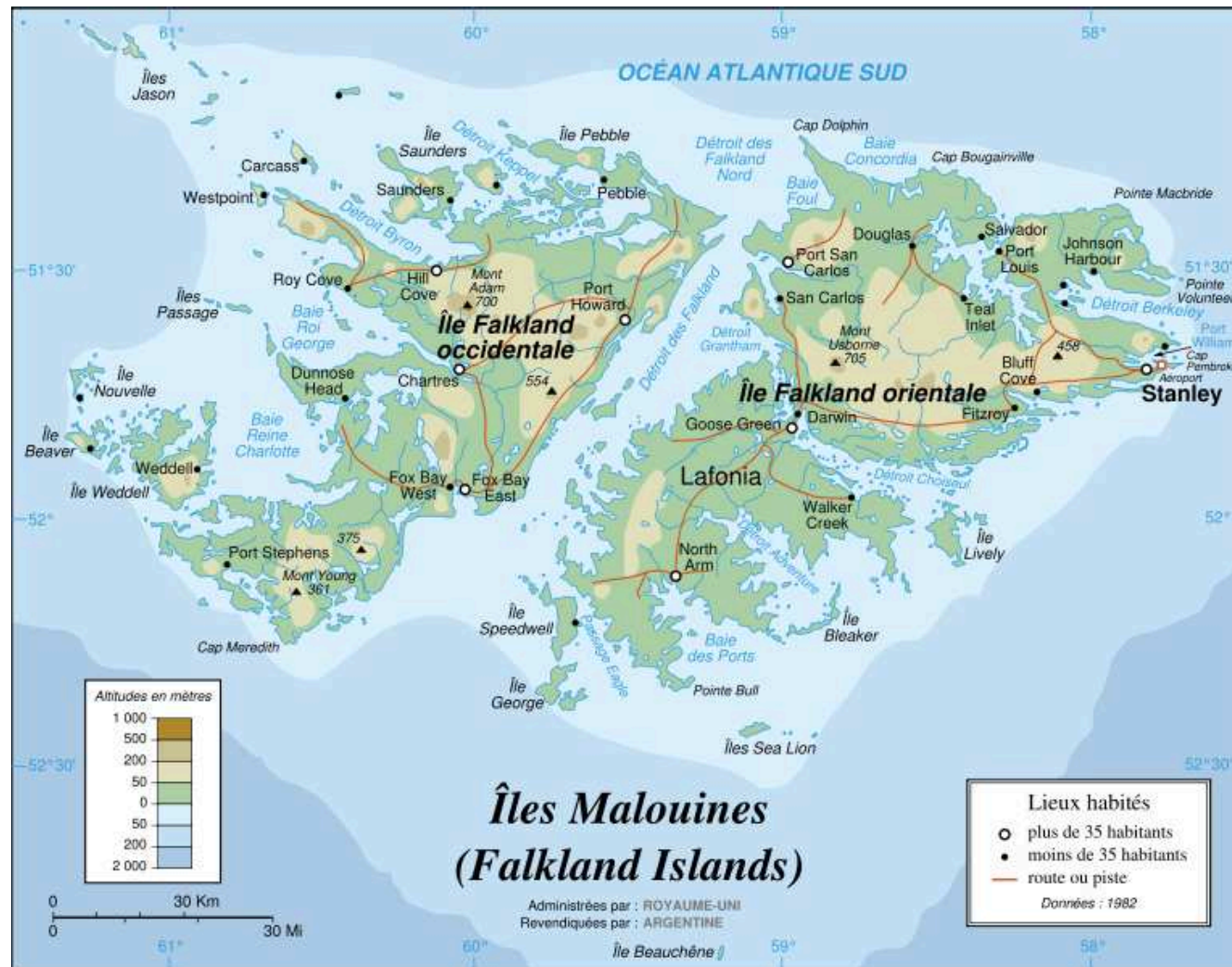
Le détroit de Falkland (ou de St Charles) sépare ses deux principales îles. Falkland c'est l'appellation anglaise donnée par John Strong en 1690, en l'honneur du vicomte Falkland, qui était le trésorier de la Royal Navy à cette époque.

Pour ce qui est de la terminologie argentine les îles « Malouines », elle est dérivée de l'appellation française, celle-ci a été donnée par des cartographes français dans les années 1720, alors que l'archipel était assidûment fréquenté par des pêcheurs de Saint Malo, chassant le phoque...



Territoire britannique de l'Antarctique²

² Source : <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/amsudant/R-U-Arctique.htm>



Cartographie des Falkland³

³ http://commons.wikimedia.org/wiki/Image:Iles_Malouines_carte.svg. Les informations recensées datent de 1982.

Une situation de carrefour et une escale

L'on peut dire que la situation de carrefour des Malouines en a fait pendant très longtemps une position géostratégique.

Avant l'ouverture du canal de Panama, c'était un carrefour idéal, comme on a pu le voir précédemment, c'était l'unique passage interocéanique entre Atlantique et Pacifique, il était donc assez fréquemment emprunté.

Une escale transocéanique où l'on embarquait des vivres frais, avant d'affronter le Cap Horn, mais aussi parfois la fin du voyage pour certains navires qui venaient se jeter à la côte dans un état de délabrement extrême après avoir lutté pendant des semaines pour franchir le Cap Horn.

D'où leur intérêt fondamental pour les Britanniques qui gardaient ainsi un atout géostratégique.

Chapitre 2

Le climat et la topographie des Malouines

Malgré, un nouveau courant touristique prônant un retour aux sources et à la nature vierge, il est clair que les Malouines n'ont pas une vocation ni un climat susceptible d'attirer des foules. Les rigueurs du climat, le manque d'occupation et l'éloignement continental contribue largement à cela. Par ailleurs, l'hostilité du climat ainsi que la topographie et la géographie des îles les ont rendues peu attractives économiquement. Les visiteurs ne s'attardent pas. Il convient donc d'étudier maintenant la géographie malouine et son climat hostile.

Le climat des Malouines

La température moyenne annuelle est de 6°C. En hiver, les températures sont naturellement largement en dessous de 0°, en été les maximales atteignent les 14°C. Il pleut très fréquemment, le ciel est souvent très nuageux et chargé.

On peut aussi citer un extrait, sur les conditions météorologiques dans l'archipel lors de l'arrivée des Argentins et des Anglais :

« El ambito operacional : sobre la superficie del mar dos fenomenos caracteristicos : la ola de viento y la onda marina. Las dos se producen por efecto local del viento sobre la masa liquida, y es tanto más grande cuando mayor es la fuerza eólica. Así por ejemplo un viento de 60 nudos (110 km/h) que son frecuentes produce olas de 10 metros de altura en las cuales la navegación comienza a hacerse azarosa; en oportunidad los vientos pueden alcanzar 70 u 80 nudos (130/150 km/ horas), con la cual la superficie del

mar se transforma en una voragine de agua y espuma de características difíciles de describir, donde las olas pueden tener hasta 17 metros de elevación. La onda marítima, en cambio, tiene su génesis en zonas alejadas del área del observador, y se produce en zonas de tormentas, en ocasiones a muchos miles de kilómetros del lugar⁴”.

On lit ci-dessus que les vents pouvaient souffler très fort, jusqu’à environ 130 km/heure. Or, lorsque l’armée argentine a envahi les îles, c’était l’automne austral. Vers le 20 avril, lorsque les Britanniques arrivèrent sur zone, les conditions climatiques n’étaient pas bonnes (c’est ce qui aurait précipité la capitulation argentine, les soldats argentins n’étaient pas équipés pour un tel froid⁵).

On peut lire également que les vents de 110 km/heure produisaient des vagues de 10 mètres, autant dire que comparativement la bruine anglaise était agréable.

De plus la température de l’eau est très froide (les chances de survie pour l’équipage naufragé du *Belgrano* étaient minces, l’eau était à peine à quelques degrés, environ 3/4°C, après quelques minutes dans l’eau, ils sont tous morts d’hypothermie).

Toutefois, d’après les sources, bien qu’elles soient une terre désavantagée du point de vue climatique, ces îles ont malgré tout même un certain charme.

Le visage géographique et naturel des Malouines

Le paysage peut séduire les amoureux de la nature, nous pouvons y voir de petits monts avec de petits granulés de quartz, qui culminent à environ 600 mètres, quelques petits cours d’eau, de petites rivières passant ça et là...

La partie sud de l’île, où se situe également Port Stanley, c’est une large plaine.

Le rivage des îles, est quant à lui très échanqué, nous y trouvons de petits îlots qui jalonnent tout autour sur toute sa longueur, des baies, de petites criques, les plages sont couvertes de galets de toutes les couleurs et de toutes formes, d’autres sont couvertes de sable blanc. Il y a des rochers qui longent toute la côte, des fjords.

⁴ Rubén O Moro, *La guerra inaudita, Historia del conflicto del Atlántico Sur*, Pleamar, Buenos Aires, 1985. Pagina 46/47.

⁵ La critique qui est souvent faite est que les états majors n’avaient surtout pas envisagé qu’ils auraient à combattre et de ce fait ils étaient mal équipés. Ils sont partis en guerre, comme pour une promenade, l’expérience leur démontrera qu’ils avaient mal évalué la situation.

Le paysage peut donc être relativement charmant, très naturel et très varié, et pour les amoureux de la faune, il y a aussi beaucoup de moutons, de manchots.... .

Néanmoins la dureté du climat empêche toute végétation de s'épanouir, elle reste assez rare. L'été est court et frais, la végétation n'a pas le temps d'éclorre, du fait également de l'intensité du vent, les températures très basses et le taux élevé d'acidité du sol (ph 4.5), le manque de potassium, ainsi que de phosphore et la quasi-absence de nitrogène sont des éléments qui amènent à comprendre le fait que la végétation soit si pauvre. De plus, le sol est en permanence humide. L'herbe est la végétation la plus répandue de l'archipel, mais elle n'est pas très nutritive, elle ne permet donc que l'élevage de moutons.

Nous pouvons donc dire que le climat et la végétation des Malouines ne sont pas des plus accueillants, néanmoins ce paysage possède un certain charme typiquement « british » (mais plus évocateur du nord de l'Ecosse que du Kent ou du Sussex).

Aussi si l'on considère la population locale, il apparaît évident que les autochtones sont des *Britanniques de pure souche*.

Chapitre 3

L'archipel des Malouines : ses habitants, son économie, son administration

Depuis le XVIII^{ème} siècle, le peuplement des îles Malouines a évolué : la population⁶ s'est accrue, de même, l'origine des populations est très diverse.

Le début du peuplement des Malouines

Au XVIII^{ème} siècle, l'intérêt pour les Malouines était relativement ardent, l'objectif était de coloniser les îles et de les défendre pour qu'elles restent sous la souveraineté du nouveau propriétaire.

Pour ce qui est des Espagnols, ils ont été très rares, au contraire des Anglais et des Français qui ont tenté de s'approprier les îles en les occupant de fait.

En 1764, après que Louis de Bougainville eût fondé Port Louis sur l'île orientale, il y eut environ 130 habitants (70 familles venues d'Acadie et de St Malo), l'objectif était de développer l'économie de l'archipel et d'exploiter ses richesses, en même temps ces habitants assuraient une présence française dans cette partie du monde (l'objectif était pour les grands empires de baliser l'occupation des mers et des terres).

A la même époque et sur l'autre île se développe une colonisation britannique, celle-ci est mixte, c'est une colonisation à la fois civile (qui se traduit par la fondation de Port Egmont en 1765) et une occupation militaire qui se concrétise par l'installation d'une garnison (en 1766).

⁶ Nous vous renvoyons au site : <http://www.mysterra.org/webmag/iles-malouines/population.html>, pour obtenir des informations actualisées sur la population de l'archipel.

A la fin du XVIII^{ème} siècle, les îles sont donc relativement bien colonisées, néanmoins ces occupations sont illégales, les Espagnols protestent et disent que les occupants sans titre doivent retourner dans leurs pays d'origine.

Lorsque commence la domination argentine des îles, l'occupation est relativement faible, par exemple, il n'y a de garnison qu'en 1829, c'est-à-dire environ 50 hommes. Ceci est fort peu si nous les rapportons aux chiffres du XVIII^{ème} siècle et à l'éloignement de ces populations qui ont tenté de coloniser les îles, puisque les îles ne se situent qu'à environ 480 km des côtes argentines, même s'il s'agit de la Patagonie, région la moins peuplée d'Argentine. Par la suite, après 1833, pendant l'occupation britannique, on peut s'appuyer sur la correspondance de Silas Duncan⁷ qui adressait des rapports à Levi Woodbury⁸. Dans son rapport, rédigé en 1831, il dit que lors de son arrivée à Berkeley Sound East Falkland, l'île était peuplée de pirates qui étaient pour la plupart des prisonniers venus de Buenos Aires et de Montevideo. Les personnes qui participaient à l'économie de l'île étaient sous la direction de Louis Vernet⁹ et de Mathew Brisbane. Selon lui, il y avait environ quarante personnes et quelques gauchos. La plupart de ces personnes ont souhaité partir à bord de l'*US Lexington*, avouant avoir été bernées par Vernet et être restées dans les îles contre leur volonté. En 1832, il semble donc que les îles soient quasiment inoccupées.

Pendant un siècle, les îles ont été constamment occupées par les Anglais. Nous pouvons nous référer pour obtenir des informations relativement précises à *Getting it right the real history of the Falklands Malvinas*¹⁰. Il nous donne les chiffres suivants en citant les « census » de l'administration britannique : 1851 : 384 dont 140 enfants de moins de 15 ans ; en 1861 : 541 dont 117 enfants de moins de 15 ans ; en 1870 : 811 dont 120 enfants d'âge scolaire ; 1880 : 1497 dont 140 enfants d'âge scolaire ; en 1881 : 1553 dont 976 hommes, 577 femmes ; en 1891 : 1789. On constate une part relativement importante des jeunes, il montre une

⁷ Commandant de l'*USS Lexington*.

⁸ Secrétaire de la marine.

⁹ Louis (Luis) Vernet, né à Hambourg en 1791 dans une famille de descendants de huguenots du refuge. Vécut aux Etats-Unis, où il fut ranchman puis se fixa en Argentine en 1816 et devint éleveur. Parlait couramment l'allemand, l'anglais, le français et l'espagnol. Ses affaires prospérèrent rapidement. Intéressé par l'élevage aux Malouines, il s'associa avec Jorge Pacheco mais cette association ne dura pas. Il s'associa alors avec un officier en retraite, Pablo Aréguati. En 1824, Aréguati fit une première expédition aux Malouines avec 26 gauchos mais ce fut un désastre. Vernet arriva aux Malouines le janvier 1826 puis y revint en 1829 avec le titre de commandant civil et militaire. Il avait demandé l'aval du consulat britannique et s'était engagé à fournir des renseignements à ce dernier. Après l'affaire des trois schooners américains, il quitta les Malouines le 7 novembre 1831 afin de se défendre devant les autorités, confiant ses intérêts à Matthew Brisbane Il ne devait jamais y revenir. Décédé à San Isidoro (Argentine) en 1871.

¹⁰ Ouvrage du 19^{ème} siècle de Pascoe, *Getting it right the real history of the Falklands Malvinas*.

dynamique. C'est une population en âge de procréer qui a investi les îles, cela participe donc au développement de celles-ci.

La population augmente peu à peu pour atteindre 2392 Kelpers en 1931. Nous savons donc que les îles étaient assez bien investies. Cet attrait pour les Falkland est lié au fait qu'il s'agit d'une escale proche du Cap Horn, cette proximité favorise les escales, mais aussi les installations, certains trouvent le repos dans ces contrées paisibles.

Le peuplement au XX^{ème} siècle et la mosaïque des habitants : moins de 2000 habitants en 1982

C'est une émigration qui se renouvelle (même si les flux d'émigration sont relativement faibles).

En revanche, l'émigration se fait plus sentir, surtout chez les jeunes, puisque l'offre d'emploi est assez limitée : l'unique solution était de travailler pour la couronne britannique (par exemple et pour citer des chiffres contemporains à la guerre des Malouines, en 1981, il y avait environ 850 personnes qui étaient employées par la couronne britannique sous contrat temporaire sur une population de 1813 habitants). Ce qui est énorme, c'est environ 46% de la population et presque la totalité de la population active.

Il est également possible de faire une analyse de la population malouine en juillet 1976 (l'une des bases de données les plus complètes qui apparaît dans le rapport Shackleton, *An economic Survey of the Falkland Islands*).

Selon cette source, la population en 1980 est de 1813 habitants, elle s'est réduite de 24% depuis 1932. Cette érosion peut s'expliquer par le développement de la navigation transocéanique, les déplacements sont plus faciles, les Falklandais (les jeunes générations surtout) vont donc vers des contrées plus attrayantes.

Cette population est « urbaine » à 60% (si l'on peut qualifier le chef lieu, Port Stanley, d'agglomération urbaine) Port Stanley compte 1050 habitants, Goose Green et Darwin ont respectivement 100 habitants.

17% de la population malouine sont nés en Grande-Bretagne et 75% dans l'archipel.

Les habitants des îles Falkland sont appelés les Kelpers, on peut faire ici un petit aparté pour préciser que l'étymologie du terme « Kelpers » dérive de « kelp », qui est une algue (utilisée pour l'industrie chimique) croissant en larges bancs autour des îles. Quant à l'origine des

Kelpers, ils ont presque tous des racines écossaises, anglaises ou galloises, quelquefois irlandaises.

Trois dénominations ecclésiastiques sont représentées dans les îles : anglicane, catholique et non-conformiste (méthodiste).

La vie politique est peu active, il leur faut attendre 1964 pour assister à la création du premier parti local, celui-ci s'affirme « bien entendu » anti-argentin :

También en 1964, entre julio y octubre, surgió en las Malvinas el primer partido político de su historia. Se trataba del Progresive Nacional (Partido Nacional Progresista), cuyo programa repudio las presiones argentinas y cuya meta era la autonomía bajo soberanía británica o la adhesión al Commonwealth¹¹.

Aussi, ce que l'on peut dire, c'est qu'avant 1982, les îles n'étaient pas très développées, la population était peu nombreuse, elle n'avait presque aucun moyen pour se défendre elle-même. Seule une cinquantaine de militaires constituaient la garnison, dotée de moyens dérisoires.

La militarisation de l'archipel : l'impact sur la population

Margaret Thatcher remédia à cela : en 1984, deux ans après la guerre, les Britanniques ont fait des Malouines « *la forteresse la plus coûteuse du monde¹²* ». Ils y ont affecté 4 frégates, 2 destroyers et un sous-marin patrouilleur nucléaire. Ils ont construit une grande base aérienne militaire pour 850 millions de dollars, un port capable d'accueillir des navires de fort tirant d'eau. Ils ont également installé de nombreux militaires, soit environ 3 500 hommes, dont 1 500 marins et 1 000 hommes de la Royal Air Force.

Ceci est énorme par rapport à la population, d'autant que les militaires sont essentiellement des hommes jeunes, ce qui peut générer un déséquilibre pour la parité homme/femme (la population féminine était déjà en nette infériorité auparavant, soit 705 femmes pour 1203 hommes, ceci selon le recensement de juin 1977).

Concernant la militarisation des îles, le point le plus important pour nous, est de voir la croissance de cette population, au plus fort il y eut environ 4 500 hommes stationnés sur place, plus de 2 militaires pour un Kelper.

¹¹ Gambini Hugo, *Crónica documental de las Malvinas: la historia*, Sánchez Teruelo S.A., Biblioteca de redacción, Buenos Aires, 1982.

¹² Expression des éditoriaux argentins.

Aujourd'hui, et devant le coût de cette militarisation (8 000 millions de dollars de 1982 jusqu'à 1987) et la réduction du danger, il n'y a plus qu'environ 1 000 hommes. Notons, par ailleurs que des aménagements ont été installés à l'écart, les hommes côtoient à peine la population locale, d'autant qu'ils ne sont cantonnés dans leur base que pendant 4 à 6 mois par an.

La population kelper est donc essentiellement d'origine britannique et depuis 1982, la population militaire est devenue omniprésente. Mais les militaires n'ont pas réellement dynamisé les îles dans la mesure où ils vivent en retrait.

La nationalité des Falklandais : britanniques ?

Il s'agit ici de déterminer si les Falklandais peuvent se voir reconnaître le droit à l'autodétermination.

De ce fait, vis-à-vis de la nationalité des Kelpers, avant le 1^{er} janvier 1982, ils n'avaient pas la citoyenneté britannique (pour cela le référendum de 1979 était encore « justifiable »), ils ont un statut particulier, mais une partie de la population est britannique du fait de l'émigration. Selon le dernier recensement du mois de décembre 1980, 91.67% de la population étaient natifs de la colonie ou du Royaume-Uni, et 95.04% ont la nationalité britannique. 1326 personnes sont nées dans les îles, 302 en Grande-Bretagne et 151 étaient de diverses origines.

Quant au statut de l'archipel, il s'agissait bien d'un territoire colonial et reconnu comme tel en 1960 par les Nations Unies (Résolution 2064).

Toutefois, le territoire n'était pas habité par des autochtones subissant une domination coloniale.

Le *British Nationality Act* de 1981¹³, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1983 faisait une distinction entre les Falklandais et les Kelpers.

¹³ Dans le milieu des années 1970, le gouvernement britannique a décidé de mettre à jour le code de la nationalité, qui a été sensiblement modifié depuis le *British Nationality Act* 1948 est entrée en vigueur le 1^{er} Janvier 1949. En 1977, un Livre vert a été produit mentionnant les possibilités pour la réforme du code de la nationalité. Il a été suivi en 1980 par un Livre blanc contenant du gouvernement des plans spécifiques pour le changement. Le *British Nationality Act* de 1981 a reçu la sanction royale le 30 Octobre 1981.

La Loi sur la citoyenneté de reclasser le Royaume-Uni et des Colonies (CUKC) en trois catégories :

- la citoyenneté britannique,
- Citoyenneté britannique des territoires dépendants,
- et la citoyenneté britannique d'outre-mer.

La loi a été remplacée par la *British Overseas Territories Act 2002*, qui a accordé la pleine citoyenneté britannique à tous les territoires britanniques d'outre-mer, y compris les îles Falkland. L'intégralité de la loi figure sur Internet à la page : <http://www.statutelaw.gov.uk/content.aspx?activeTextDocId=1360590>

Il faut souligner que les 1800 habitants des Malouines n'avaient pas tous obtenu la nationalité britannique : environ 400 personnes natives de l'archipel ne l'avaient pas, pour les 1400 autres, ils avaient dû justifier d'un lien filial proche (grands-parents ou parents nés britanniques) avec la Grande-Bretagne, ou leur lien étroit avec l'île de Man, ou les îles Anglo-Normandes. On peut donc dire que globalement, les Falklandais étaient de souche britannique.

Ces 400 personnes obtinrent le statut de citoyen des territoires dépendants britanniques (British Dependent Territories Citizenship), de ce fait, ils se voyaient reconnaître des droits restreints, ils n'avaient pas le droit de demeurer plus de 6 mois en Grande-Bretagne, et leur entrée sur le territoire britannique était contrôlée.

A noter que bien que leur statut fût intermédiaire pour certains d'entre eux, les Falklandais avaient dans leur ensemble manifesté à plus de 90% lors d'un référendum organisé peu avant l'invasion argentine qu'ils souhaitaient rester britanniques.

Voici un extrait de l'œuvre d'Alberto A. De Vita qui explique les bouleversements consécutifs à la guerre :

« Después de 1982, específicamente el 28 de marzo de 1983, se sanciona en Gran Bretaña la ley que incorpora a los Kelpers como miembros plenos de la población británica. Desde un punto de vista jurídico, la sanción de esta ley que hace a los Kelpers tan británicos como miembros plenos de la población británica. Desde un punto de vista jurídico, la sanción de esta ley que hace a los Kelpers tan británicos como los nacidos en el corazón de Londres, fue un error. Porque al identificarlos como ciudadanos británicos, les quita el carácter de "tercera parte" en el conflicto. Vale decir: si para obtener la autodeterminación son exigibles como requisitos. (Pagina 153)

(Pagina 154) Una identidad nacional diferenciada de la potencia colonista.

- una relación legítima con el territorio e

- idoneidad como para ser reconocidos como unidad política del derecho Internacional, ninguno de estos requisitos es satisfecho por los Kelpers¹⁴”.

Les Kelpers ont donc eu jusqu'au 28 mars 1983 un statut distinct de la population britannique.

¹⁴ Alberto A De Vita, *Malvinas/82 Como y por qué*.

Alberto De Vita évoque dans cet extrait l'acte de nationalité britannique pour les Falkland qui est un acte du parlement britannique datant du 1^{er} janvier 1983. Il stipule que les habitants des Falkland deviennent des citoyens britanniques, ils obtiennent en fait le même statut que les habitants de Gibraltar.

D'où pour l'Argentine, le problème de « l'anachronisme colonial ». Les îles étaient pour eux occupées par des colons, mais lorsque tous les Kelpers sont devenus Britanniques, tout en perdant ce moyen de défense, ils ont gagné un autre argument : qu'en est-il du droit à l'autodétermination défendu par les Britanniques lorsque la population visée est de la même nationalité que la Nation qui prétend avoir des droits sur ces territoires ?

Le problème est que les îles ont été reconnues « colonie » par l'ONU. La position de l'ONU étant très claire à ce sujet, les territoires coloniaux doivent être décolonisés. La Grande-Bretagne ne devait naturellement pas trop « insister » sur ce point, en revanche, elle ne pouvait pas non plus affirmer que les îles étaient autonomes ou indépendantes, sinon, comment justifier son intervention lors du conflit ? D'autant qu'elle y a envoyé de gros moyens militaires.

De ce fait, comme l'Argentine le soutient, les Anglais ne bénéficient plus de cette argumentation pour s'assurer la possession de ces îles. La population étant devenue pour la grande majorité pleinement britannique, elle jouit alors des mêmes droits civiques et juridiques que les Britanniques de la métropole et ceci ne fait que renforcer son sentiment d'appartenance à la Couronne. L'autodétermination ne peut donc s'appliquer à cette population.

En ce qui concerne les caractéristiques de cette population, de toute évidence, elle apparaît profondément britannique, de par sa langue, sa culture et sa mentalité. Le type physique de la population est européen, en 1982, on trouve relativement peu de sud-américains (ceci est un peu moins vrai aujourd'hui). Cette population immigrée n'a pas respecté de règles endogames, les Sud-américains se sont mariés avec des Kelpers, ce qui s'explique par la masculinité de la population : il y a assez peu de femmes dans les îles. Les hommes devaient aller chercher des épouses ailleurs, au risque de demeurer célibataires.

Vivre aux Malouines

Pour ce qui est des distractions, elles sont assez rares, il y a quelques pubs, où l'on sert avec abondance une sorte de bière typiquement malouine « la sapinette ». Il y a peu d'hôtels, un à Port Stanley le « *Upland Goose Hotel* », un autre dans l'arrière pays, le « *Globe Hotel* »,

pourvu d'un bar. Il y a également quelques jeux typiques comme le « Shinty », un jeu écossais analogue au hockey mais plus rudimentaire, car il se joue simplement avec des bâtons.

Il existe aussi une monnaie spéciale qui n'a cours qu'aux Malouines, « *The Government of the Falkland Islands pound* » cette monnaie peut uniquement s'échanger au Royaume Uni.

La religion est aussi présente aux îles Malouines, il y a une cathédrale anglicane, une église presbytérienne et une église catholique, elles sont représentatives des populations anglaise, écossaise et irlandaise qui se sont installées là. La place de l'église est également prépondérante dans la mesure où les autres distractions sont rares, ce qui permet aux habitants de se rencontrer et de discuter. Quelques habitants peuplent la « campagne » et sont très éloignés. Au niveau culturel, il n'y a guère de distractions, un journal qui porte joliment son nom : « *The Penguins News, The Falkland News Magazine* » pour 22 pence, c'est un journal local dont l'éditeur est en 1982, Graham L.Bound. Ce dernier a deux assistants généraux, qui sont Vera Bonner et H.L Bound. Il existe aussi une radio locale qui transmet quelques informations.

Les Argentins dès leur arrivée s'assurèrent le contrôle de ces moyens d'information.

Que dire de la vie des Falklandais, sinon qu'elle est relativement « ennuyeuse », les îles sont trop éloignées des grands foyers de peuplement pour bénéficier de leur rayonnement.

La capitale : Port Stanley

Nous pouvons aussi évoquer ici la capitale de l'archipel, Port Stanley ou Puerto Argentino, c'est une simple bourgade anglaise en modèle réduit pourrait-on dire, le port, la jetée, le bâtiment de la *Falkland Island Company*. En face du port, se dresse l'édifice de briques du Jubilee, construit en 1875, en l'honneur de la Reine Victoria. Le long du port se trouve une avenue, Ross Road, qui conduit au *Battle Memorial*, un monument commémorant la bataille navale anglo-allemande de décembre 1914 dans les parages, au cours de la première guerre mondiale. En dehors de cette avenue, Port Stanley s'étale le long d'une colline descendant en pente douce jusqu'à la mer. Le village se compose d'une dizaine de blocs de maisonnettes de bois aux toits de zinc. Des transversales pas toujours asphaltées descendent de la colline et coupent à angle droit plusieurs rues de moyenne importance. On peut décrire la cathédrale anglicane d'une façon très succincte, c'est-à-dire : « d'une laideur sobre ». L'église catholique Saint-Mary n'est qu'une bâtisse en bois blanc. Outre les quelques pubs, les Kelpers ont encore pour se divertir, une salle de cinéma, une maison commune, un

terrain de football conforme aux normes, mais en déclivité !!!, et, pour les courses de chevaux un hippodrome situé au bord de la mer.

Pour ce qui est de l'équipement sanitaire, Port Stanley est dotée d'un hôpital de douze lits, pour les biens et les services, d'un supermarché et d'une école primaire. C'est donc une description très sobre de Port Stanley, qui rend la « ville » peu attrayante, d'autant moins si l'on ajoute que pendant la période hivernale, la nuit tombe à 15 heures.

La vie est aussi rythmée par les rares arrivées du bateau du courrier. C'est une vie très tranquille que mènent les Kelpers, tout le monde se connaît, c'est une vie sans surprise : on vit sa vie dans l'archipel en suivant l'exemple parental. Toutefois les jeunes générations doivent quitter les îles pour suivre des études, ils partent vers l'Angleterre (s'ils y ont de la famille), ou vers un pays d'Amérique du Sud, pour rentrer plus régulièrement. D'ailleurs, ces contraintes, trop nombreuses, ne sont pas de nature à retenir une population jeune. Toutefois, d'un point de vue général, force est de reconnaître que depuis 1982, la politique d'aménagement s'est nettement améliorée, les bâtiments ont pris vie avec l'arrivée des militaires et surtout grâce au réveil de la mère patrie.

Il nous faut maintenant étudier l'un des points essentiels de la vie aux îles Malouines, c'est-à-dire l'économie et les ressources de cet archipel.

Chapitre 4

Une économie basée sur l'élevage ovin et la pêche

Peut-on trouver dans l'économie de l'archipel des raisons qui justifient la riposte britannique ?

A première vue, il faut reconnaître qu'en 1982, l'économie locale est peu développée.

Le développement économique des Malouines : la FIC

Si l'on étudie de plus près toutes les informations connues, on peut se demander si véritablement, le gouvernement de Sa Majesté ne se dissimulait pas l'importance économique des îles ?

L'on peut d'emblée considérer les données représentatives de la richesse de ces habitants : en 1974, le PIB s'élève à quelque 2.678.000£, par habitant environ 1,477£. A l'égard du marché et du négoce, en 1974, les exportations ont été évaluées à environ 2.239.000£, les importations à 805.200£. Toutes les exportations sont dirigées vers la Grande-Bretagne, et 82,3% des importations sont en provenance de celle-ci. Les échanges se font donc presque exclusivement entre les Falkland et l'Angleterre.

Du point de vue de la consommation et de la distribution, il y a un unique supermarché qui appartient à la FIC, il se nomme "FIC West Store".

L'alimentation est assez coûteuse puisque toutes les denrées qui ne sont pas produites sur place sont importées du Royaume-Uni ou du continent voisin (mais pour une part infime), ceci dans la mesure où la distance et les moyens de transport élèvent les prix.

L'économie locale est entièrement aux mains de la FIC ou la « *Falkland Island Company* », les Argentins la décrivent comme une entreprise caractéristique de l'organisation coloniale. Sa fondation remonte à 1851. C'est Samuel Fisher Lafone qui est à l'origine de cette fondation, il a acheté le monopole sur les chevaux, les moutons, les bovins, les chèvres, les cochons, ceci pour 30 000£, pendant 5 ans, il a eu droit à « une exonération des taxes », mais l'entreprise ne fut pas véritablement rentable avant 1902.

Elle devient une entreprise fructueuse après sa décapitalisation au début des années 1970, par exemple en 1977, elle a obtenu environ 290.000£ de profits de taxe, les dividendes ont payé pour l'ensemble des actionnaires environ 208.000£, en 1978, elle eut environ un profit de 270.000£ et elle redistribua à ses actionnaires environ 218.000£, ce qui est déjà important.

Les actionnaires de cette entreprise appartiennent tous à une compagnie mère, soit un holding dont la raison sociale est : "*Charringtons Industrial Holding*", cette compagnie est la propriété d'un autre groupe "Coalite", dont l'un des administrateurs est l'époux de Margaret Thatcher (d'où également la notion de conflit d'intérêt à charge pour Margaret Thatcher dénoncé dans l'argumentaire des Argentins).

Cet élément est l'un des plus polémiques, d'autant que la FIC a commencé lors des négociations de 1978 à agir comme un « lobby » ou groupe de pression.

Elle agit comme un lobby afin d'éviter tout retournement de situation au sein des Chambres britanniques. Elle constitue un groupe d'intérêt financier assez important, pour cette raison les actionnaires luttent contre ces négociations qui auraient pu porter atteinte au pouvoir économique de son monopole et introduire des concurrences argentines.

L'on peut dire que le rôle économique de la FIC est prépondérant, puisqu'elle contrôle toute l'économie locale, elle est maîtresse de 42% des terres malouines, soit environ 7 000 km², elle domine environ 66% de la tonte de la laine, par l'intermédiaire de quelques petites entreprises qui sont des relais indépendants. Pour ce qui est de la production de la laine, elle est presque strictement tournée pour l'exportation vers l'Angleterre, puisque la population locale ne constitue que 1% du marché, le Royaume-Uni achète donc 99% de la production lainière des Falkland.

Egalement, du fait de son importance et de sa position de premier propriétaire foncier, c'est elle qui subirait les plus lourdes conséquences d'une restitution de l'archipel aux Argentins.

L'autre intérêt économique des îles....

Il n'y a pas non plus que l'intérêt économique de la FIC qui est en jeu, il y a, bien plus important : le pétrole et sa présence potentielle révélée par la mission Shackleton en 1976. Ceci rend redoutable l'opposition à toute négociation avec l'Argentine.

L'un des hommes les plus opposés et combatifs à l'encontre des Argentins est Brian Frow, Commandant de l'air en retraite, il est l'un des administrateurs de la *Falkland Island Company*.

Le 30 mars 1982 à l'occasion d'un débat au Parlement sur la crise provoquée par l'incident de las « Islas Georgias », il affirma que :

« No hay dudas de que la acción Argentina fue deliberada para analizar el agua y ver hasta donde estamos decididos a llegar... Hay petróleo en la plata forma marítima de la zona, los argentinos la saben y huelen el dinero...¹⁵ »

Ce serait donc l'attrait de l'or noir qui pousse les Argentins et les Anglais à guerroyer, c'est une hypothèse... mais si le doute était assez persistant à l'époque, il est aujourd'hui, dissipé depuis le début de l'exploitation 1995...

Pendant toute la période qui a précédé, puis suivi la guerre, les Anglais n'ont jamais rendu publique leur recherche *et pour cause*, les informations concernant ces faits ne faisaient état que de rumeurs (nous les évoquerons plus bas avec Shell).

Si l'on en croît la *Prensa*, la mer argentine est l'une des mers les plus riches en pétrole du monde, ses ressources ont été évaluées à environ 200 000 millions de barils de pétrole.

Ce qui est énorme, si l'on considère les informations faisant état de la diminution de ces ressources en 1982, c'est également une donnée majeure si l'on considère la crise pétrolière à ce moment même.

Selon le *Monde diplomatique* de mai 1982, il existe un « enjeu polaire », ceci du fait de l'importance du pétrole dans la région. Ce quotidien constate que depuis 1977, les revues pétrolières évoquent l'existence de pétrole au large des Falkland.

Un géologue américain travaillant pour la Banque Interaméricaine de Développement a suscité la convoitise en estimant la possibilité d'un jaillissement possible de 2 millions de barils par jour pendant plus de dix ans. Ces chiffres révèlent l'importance pétrolière des Malouines (on se réfère à des chiffres qui ne sont normalement évoqués que dans les pays

¹⁵ De Vita Alberto A, *Malvinas/82, Como y por qué*, Instituto de publicaciones navales, Buenos Aires, 1994.

arabes), on peut surtout dire que c'est quatre fois plus que le total de la production argentine en 1982, c'est une hypothétique source de richesses qui, même si elle reste incertaine, ne peut être tenue pour négligeable....

Deux compagnies se sont lancées dans des forages d'exploration, la première est Exxon, qui admet que pour le moment, ses recherches ont été très coûteuses, mais vaines.

La seconde compagnie est Shell, cette dernière se refuse à toute déclaration officielle, mais selon les rumeurs, elle aurait foré en 1981 un puits très prometteur, qui aurait produit quelque 5 000 barils par jour.

Dans un contexte de guerre froide, mêlé aux deux chocs pétroliers consécutifs, on peut reconnaître que « finalement » s'il s'avère que les îles sont riches en pétrole, cela peut effectivement avoir entraîné un conflit.

Outre ces richesses pétrolifères, il y a d'importantes ressources minérales, mais celles-ci ne sont pas exploitées.

La pêche : une ressource économique importante

Au niveau des richesses maritimes, il y a la pêche et surtout le krill. Il y eut quelques tentatives pour développer cette activité. Un plan pour développer l'industrie du poisson a été notamment suggéré mais il n'a rien donné ; ceci jusqu'en 1986, lorsque la zone de pêche a été définie, les Falkland ont vendu des licences de pêche, et ont réussi à générer un profit d'environ 20 millions de livres sterling par année.

Le rapport Shackleton estime qu'il y a moins de 80 variétés de poisson autour des Falkland, dont assez peu d'espèces seraient commercialisables (le merlan, ou encore le colin)..

Jusqu'en 1986, on trouve beaucoup de navires de pêche étrangers dans cette zone, surtout des Russes, des Japonais qui réduisent l'importance des prises. Mais les licences de pêche accordées à ces étrangers sont devenues une source de revenus énormes pour la FIC et les îles, elles représentent une ressource financière majeure.

C'est la FIG (Falkland Islands Government) qui assure la gestion et les autorisations en ce qui concerne la pêche (elle prône une gestion raisonnée en limitant celle-ci afin de préserver cette ressource providentielle).

Pour ce qui est du Krill, on considère qu'il y a quelque 80 millions de tonnes de cette espèce, ce qui est énorme si l'on considère la richesse en protéines de ce crustacé.

Le krill est un petit crustacé, ressemblant à une crevette dans son aspect externe, mais son organisme est différent, il est gris et mesure environ 5 centimètres.

Les scientifiques ont découvert qu'il possédait un fort pourcentage de protéines et, en proportion un peu plus faible, une vitamine du groupe A anti-oxydante. Ces atouts l'ont transformé en « crevettes des mers australes ».

Il est aujourd'hui pêché industriellement dans les mers antarctiques (à 93% par les Russes) et en Norvège. Il est transformé en farine pour nourrir les animaux.

Dans l'écosystème, il est essentiel à l'échelle trophique, il est l'un des aliments préférés des calamars, mammifères marins, oiseaux, poissons et certains cétacés.

Du fait de l'étendue du territoire océanique contrôlé par les îles Malouines, ces ressources sont considérables.

Au niveau de la faune marine, une très importante colonie de manchots cohabite aux Malouines : celle-ci fut fortement chassée et exploitée au XIX^{ème} siècle. Face à sa quasi-disparition, elle devint une espèce protégée.

Les ovins : 1^{ère} espèce résidant aux Malouines

L'espèce animale la plus répandue dans l'archipel et la non moins mythique et critique est le mouton, ce dernier fut introduit au XIX^{ème} siècle.

En 1982, les îles Malouines comptent environ 700 000 têtes de ce bétail, pour la plupart de race mérinos, c'est une race que l'on apprécie pour la qualité de sa laine mais aussi de sa viande, puisqu'il peut se nourrir de peu. Sa consommation est commune et sa production est rentable.

L'élevage ovin est devenu vers 1870, l'un des éléments de la production animale et l'unique possibilité de développement agricole, cela du fait de la pauvreté du sol.

La laine des Falkland fut pendant très longtemps mondialement réputée. Elle fut la principale richesse et ressource pendant plus d'un siècle. En 1982, la centaine d'exploitations réunissait environ un cheptel de 700 000 têtes de bétail, la production annuelle représentait presque 3 millions de kilos de laine. Cette activité a favorisé en même temps la création d'emplois, puisqu'une partie de la laine était filée sur place, tandis que la plus grande partie partait pour le Royaume-Uni.

L'importance de cette ressource a beaucoup tourné en dérision les deux pays en conflit, l'on estimait que c'était une guerre pour récupérer quelque 700 000 moutons et quelques otages britanniques : la réalité des faits dépasse cependant de telles critiques.

Mais face à la concurrence aujourd'hui, l'activité est en réelle perte de vitesse. La concurrence étrangère d'une part (la Nouvelle-Zélande particulièrement) et la baisse de la

demande d'autre part ont entraîné la réduction du cheptel et la reconversion de l'activité agricole vers le tourisme... Les îles n'offrant que de très faibles possibilités, la seule solution réside dans le développement touristique. Cette activité tend de plus en plus à se développer, d'autant que les îles possèdent des attraits certains pour les amoureux de grands espaces verts désertiques. Ainsi entre octobre 2007 et avril 2008, 62 203 passagers des navires de croisière ont visité les Malouines¹⁶.

Qui connaît la richesse des Malouines ?

L'on peut donc dire que l'économie malouine n'a jamais réellement fait l'objet d'une étude, ce qui est une lacune ; « personne » ne s'est « apparemment » jamais intéressé au potentiel économique de l'archipel.

Néanmoins on a une possibilité d'apprécier ces capacités économiques si l'on prend en considération les données concernant le pétrole ou encore le krill. C'est donc une région qui ne manque pas d'atouts économiques, d'autant plus si l'on considère le regain d'intérêt pour l'Antarctique en cette fin de XX^{ème} siècle. Margaret Thatcher n'en a pas été dupe.

En ce qui concerne la conclusion de cette sous-partie, l'on peut dire qu'aux îles Malouines se dégage un charme discret, typiquement anglais, du fait de leur géographie, de leur climat nuageux et humide.

La population, de par son mode de vie, sa culture, est profondément anglaise... ceci ne fait aucun doute, c'est d'ailleurs l'un des points les plus délicats de la discussion qui oppose Britanniques et Argentins.

L'économie de l'archipel est profondément marquée par l'empreinte de la *Falkland Island Company* et de ses richesses potentielles.

¹⁶ Source : <http://www.fco.gov.uk/en/about-the-fco/country-profiles/south-america/falkland-islands>

Chapitre 5

L'administration des Falkland

Avant de clore cette étude géographique, il convient d'étudier le fonctionnement de l'administration de cet archipel. Les îles Malouines furent dès 1949, dotées d'une constitution remaniée en 1955, 1964, 1977 (celle qui est appliquée aujourd'hui date de 1985).

L'administration des îles jusqu'en 1982

C'est en 1892, que les îles reçurent le statut de colonie de la Couronne.

Lorsque les Argentins envahissent les îles à l'aube du 2 avril 1982, les îles forment une colonie de la couronne britannique (au même titre que 16 autres petites colonies comme par exemple Sainte Hélène, les Bermudes, ou encore Hong Kong).

L'autorité exécutive est exercée par le gouverneur des Malouines au nom de Sa Majesté la Reine qui l'a nommé sur la proposition du Premier ministre.

En 1982, la structure gouvernementale comporte :

- le gouverneur nommé par la Reine, il s'agit en 1982, de Sir Rex Masterman Hunt,¹⁷

¹⁷ Sir Rex Masterman Hunt est né le 26 juin 1926. C'est un diplomate et un administrateur des colonies britanniques.

Il a été gouverneur des Falkland de 1980 à septembre 1985. Après des études au St Peter's College d'Oxford, il a rejoint la Royal Air Force en 1941, engagé comme pilote, il a transféré en Inde 5 Spitfires en août 1946. Il a quitté le service actif en 1948, mais est resté réserviste jusqu'en 1951. En 1952, il rejoint les Services coloniaux et diplomatiques, il sert en Ouganda, en Turquie, en Malaisie, dans le sud-Vietnam, etc. Il était d'ailleurs Ambassadeur britannique à Saïgon, lors de la chute du Sud-Vietnam en 1975. Lors de l'invasion argentine, il fut capturé par les forces argentines et envoyé en Uruguay. Il déclara à l'un des généraux argentins: "*You have landed unlawfully on British territory and I order you to remove yourself and your troops forthwith*". Il a écrit un livre intitulé *My Falkland Days*. Il a été porte-parole de l'Association des îles Falkland pendant de nombreuses années. Activité qu'il a quittée en 2004, pour se retirer dans le Yorkshire.

- puis un Conseil Exécutif composé du gouverneur et de 2 membres permanents, c'est-à-dire le secrétaire principal et le secrétaire secondaire,
- de 2 membres provisoires nommés par le gouverneur,
- ainsi que de 2 membres électifs du Conseil législatif, élus par des membres de ce même conseil.

Le conseil exécutif se réunit deux à trois fois par an.

Il y a aussi un Conseil Législatif dont le gouverneur est le président, il y a 2 membres permanents (le secrétaire principal et le secrétaire secondaire) et 6 membres élus au suffrage universel des adultes. C'est la seule instance démocratique, mais on n'y trouve aucun ouvrier ; seuls les plus riches membres de la communauté y siègent, c'est-à-dire les propriétaires fonciers et les gérants.

On note également la présence d'une cour d'Appel, établie en 1965, il n'y avait jusque là que des tribunaux de territoire. Il faut souligner que l'activité de la justice est relativement réduite, les habitants se connaissant pour la plupart, les délits et infractions sont rares, seuls quelques conflits de voisinage entre « clans » persistent, mais ils restent peu productifs en matière de délits.

En ce qui concerne l'administration, en accord avec l'information soumise à la Chambre des Communes du Royaume-Uni, le gouvernement territorial emploie 315 personnes, y inclus les agents contractuels.

La politique du gouvernement consiste à donner l'opportunité à tous les membres de l'administration publique et à tout citoyen malouin d'accroître ses aptitudes, elle a pour objectif la réduction de la venue de fonctionnaires non Kelpers.

Dans un discours prononcé en juin 1978, le gouverneur déclara qu'il présenterait des propositions au Conseil Législatif pour développer le programme de médecine. Son projet consiste à envoyer plus de Malouins avec une bourse à l'étranger afin qu'à leur retour, ils fassent bénéficier le pays de leurs connaissances et de leurs capacités.

On note donc que les Britanniques se sont relativement peu investis dans l'administration locale et on comprend encore moins leur focalisation sur ces quelques îles distantes de tout et apparemment dénuées d'intérêt.

Après juin 1982 : la Grande-Bretagne réinvestit les Falkland

Il est clair que peu après le conflit, le contrôle britannique s'est tout de même fait sentir plus fortement et ceci à tous les niveaux de la vie locale.

Dans une certaine mesure, par la présence britannique renforcée avec les militaires, ces derniers ont fortement investi les îles, puisque l'on a compté presque 5 000 militaires au maximum, même si leur présence n'est pas permanente (elle fluctue sur 4 à 6 mois par an), l'impact de cette population reste très important.

Mais surtout parce qu'en 1983, les Anglais ont décidé d'ouvrir le bureau du gouvernement des îles Falkland. Les Anglais ont développé des services, notamment dans le secteur médical, encouragé les visites dans la mère patrie, alors que les Britanniques étaient « sollicités » par des campagnes d'information et de tourisme pour aller visiter les îles du bout du monde, des expositions avaient également pour but d'éveiller l'intérêt des britanniques pour les îles. Parallèlement, de nombreuses compagnies et associations opérant en Grande-Bretagne ont développé des aides et des assistances pour développer les îles, notamment par l'intermédiaire de la FIA (*Falkland Islands Association*), la UKFIT (*UK Falkland Islands Trust*), ou la SSF (*Falkland Conservation and Shackleton Scholarship Fund*).

En conclusion, nous pouvons dire que les îles Falkland ne sont pas une terre dénuée d'intérêt. D'autant qu'en 1982, la perspective de gisements pétrolifères les rend « encore » plus attrayantes. Elles le sont par bien d'autres aspects : notamment leur situation géographique et l'espace océanique qui leur revient, la préservation de l'espace environnemental (bien que les mines anti-personnelles polluent toujours le sol), la faune, la flore, les nombreuses espèces marines qui avoisinent les îles...

En ce qui concerne la pêche, les richesses de l'océan sont indéniables, les licences de pêche accordées aux pays étrangers grâce à l'application de la zone de pêche depuis 1986, permettent d'assurer la quasi indépendance financière des îles par rapport à la Grande-Bretagne, mais surtout d'atteindre le produit intérieur brut par habitant le plus élevé d'Amérique du Sud, avec presque 22 000 \$ (depuis la mise en place de cette zone).

II) Les Malouines de la découverte à la spoliation britannique : de la diplomatie à la naissance du conflit armé

I - La découverte de l'archipel jusqu'à la fin de la domination espagnole

II - De la domination argentine jusqu'au 3 février 1833

III - De la « spoliation britannique » aux négociations de 1965

IV - Les îles de l'Atlantique Sud jusqu'aux négociations de New York en février 1982

V - Les négociations depuis 1833 : léthargie et activité de la diplomatie

VI - La reprise des négociations après le second conflit mondial et la création de l'ONU

VII - L'intense activité diplomatique des années 1960

VIII - Les négociations des années 1970 jusqu'à la veille de la guerre : entre avancée et recul

IX - La nature du contentieux : entre régime colonial et autodétermination

Préambule

Dans cette partie, il s'agit de découvrir l'archipel des Malouines, l'un des objectifs de cette exploration historique et géographique est de mettre à mal toutes les fausses idées sur ces îles.

La première de ces idées est que les îles Falkland pour les Anglais, ou Malvinas pour les Argentins et Malouines pour les Français occultent toutes les autres îles existantes dans cette partie du monde du fait de la « célèbre » guerre de 1982. Alors que les îles Malouines sont comprises dans un vaste archipel que l'on nomme « les Antilles Australes Britanniques », il s'agit d'un archipel composé de nombreuses îles, soit « Falkland Islands, South Georgia Island, Traverse Islands, Saunders, Montagu, Bristol, Thules ».

L'Argentine n'a pas tenté en 1982, de reprendre ce vaste ensemble, elle contestait « seulement la colonisation » des îles Malouines et de quelques autres îles telle Thules mais l'importance minime des forces armées stationnées sur ces îles laisse à penser que la priorité des Argentins était bien les Falkland.

Aussi, il nous semble essentiel d'en finir avec la représentation convenue qui veut que ces îles n'offrent pas le moindre intérêt, compte tenu du fait qu'elles dénombrent très peu d'habitants et beaucoup de manchots et de moutons.

Mais peut-on imaginer que si tel avait réellement été le cas, la « Royal Army » (en comptant bien sûr avec le tempérament de Margaret Thatcher), aurait pu sillonner l'océan Atlantique pour défendre ces maigres intérêts¹ et surtout quelques pauvres Kelpers, alors que le coût de ce « déplacement » s'est élevé à plus de 35 millions de dollars ?

Il s'agit donc ici de reprendre l'histoire à ses débuts : il subsiste de nombreuses ambiguïtés, vis-à-vis de la découverte de ces îles : à qui les îles Falkland appartiennent-elles réellement du point de vue du droit international ?

¹ Les polémiques allaient bon train dans la presse, tant française qu'internationale : « faire tout ce chemin pour reprendre 700 000 moutons ».

Deuxième partie - Les Malouines de la découverte à la spoliation anglaise : de la diplomatie à la naissance du conflit armé

Les occupations successives par plusieurs nations entretiennent la confusion, nombreux sont les pays détenant potentiellement des « droits sur ces îles », ce qui nous amène à nous poser la question suivante : qui a découvert les îles Malouines ? Cette question fait aussi débat, différents pays font valoir des raisons pour étayer la légitimité de leurs prétentions, parmi elles se distinguent très nettement le Royaume-Uni et l'Argentine.

Chapitre 1

La découverte de l'archipel jusqu'à la fin de la domination espagnole

En 1982, lorsque la guerre des Falkland éclate, le monde entier découvre ces îles perdues au milieu de l'Océan Antarctique ; peu de personnes connaissent leur existence², et pour cause... Elles sont isolées et éloignées de toutes les grandes concentrations de populations, de plus elles n'ont pour ainsi dire pas d'intérêt touristique. Pour ces raisons, en 1982, une grande partie de la population européenne, les Britanniques, en premier, méconnaissent ces îles, l'effet de surprise est total !

La découverte des îles

La découverte de l'archipel remonte aux débuts de l'époque moderne. En effet, on a des traces de son existence dès 1522, des cartes géographiques font état de la présence d'îles dans cette zone.

La « paternité » de cette découverte est attribuée à divers pays. Au moins quatre pays revendiquent la primauté de cette découverte.

En premier lieu, les deux pays les plus engagés dans l'exploration du monde à cette époque, le Portugal et l'Espagne.

Les Portugais attribuent leur découverte à Amérigo Vespucci et cela dès 1502, c'est donc une découverte relativement récente et plutôt retentissante, puisque Amérigo Vespucci est l'un des explorateurs les plus fameux.

Que faut-il penser de cette affirmation ?

Les cartes nautiques font mention de la présence d'îles dès 1522, en 1529, en 1536, en 1541. Il paraît donc évident qu'il y a des terres émergées à cet endroit, la désignation nominative des

² D'ailleurs sur les cartographies classiques et les mappemondes, l'archipel n'apparaît pas.

îles est plutôt floue, on pense à les appeler les « San Anton, Sanson, de los Patos, ou los Leones », l'imagination des explorateurs est féconde.

Les Espagnols déclarent de leur côté que c'est la flotte de l'évêque de la Plaisance qui a découvert ces îles vers 1540.

Compte tenu des événements, il apparaît évident et logique que la Grande-Bretagne réclame, elle aussi, la paternité de cette découverte, selon elle, c'est le navigateur anglais John Davies qui aurait découvert ces îles en 1591.

Même si l'on peut toujours douter de l'authenticité de ces faits, il est néanmoins évident que ce sont les Anglais qui ont les premiers réellement marqué leur présence sur ces territoires, particulièrement Sir Richard Hawkins en 1594, ce dernier les a baptisées : « Hawkins Maidenland » en l'honneur de la reine Elisabeth 1^{ère} (1533/1558/1603).

Les Anglais ne se sont pas arrêtés à ce premier passage dans ces îles, puisque, en 1650 John Strong baptise à son tour et comme de « coutume » les îles et notamment le détroit entre les deux plus grandes îles, soit « Falkland Sound » en honneur du 5^{ème} vicomte Falkland, à l'époque Premier Lord de l'Amirauté.

Pour compléter le tableau des « revendications », les Pays-Bas attribuent leur découverte au capitaine du vaisseau hollandais *Globe*, Sebald de Weert, qui le 24 janvier 1600 les baptise tout naturellement Sebaldijnen Eilanden, en français les îles Sébaldines.

A ces quatre prétentions, vient s'ajouter une carte turque, datée de 1513 qui affiche des îles dans cette zone, cette découverte est attribuée à l'amiral Piri Reis.

Les données concernant la découverte de ces îles sont anciennes et multiples, de ce fait on peut difficilement faire pencher la légitimité de la découverte de tel ou tel pays et lui reconnaître des prérogatives.

Il est également possible de s'interroger quant à la date véritable de la découverte des Malouines, puisque ces informations ne sont pas vérifiables.

Néanmoins on peut estimer que les Malouines ont été « découvertes » au début du XVI^{ème} siècle lorsque les explorations géographiques étaient à leur apogée.

Dès lors que l'on ne peut pas déterminer la possession des îles par l'antériorité de la découverte, la légitimité des droits sur ces îles pourrait-elle alors se cimenter sur la conquête

et la colonisation humaine des espaces inoccupés ou par rapport à la bulle papale d'Alexandre VI ou du partage de Tordesillas ?

En raison de leur éloignement et de leur climat, les îles n'ont pas fait l'objet d'une colonisation précoce.

L'intérêt de la France et de la Grande-Bretagne pour les îles au XVIIIème siècle

Toutefois, de ce point de vue, il faut reconnaître que la France s'est intéressée assez tôt à ces îles, ce qui contribue à l'ajouter à la liste des candidats fondés à revendiquer des droits. En 1701, quelques navires français croisent dans ces eaux à la recherche de zones de pêche. En 1703, le jésuite français Nyel leur donne le nom d'îles d'Anican en l'honneur d'un armateur de Bordeaux. Mais ce n'est qu'à la fin du XVIII^{ème} siècle que Louis Antoine, comte de Bougainville, fonde le premier établissement sur l'archipel, précisément le 14 avril 1764. Il fonde Port Louis sur l'île orientale et y installe quelques familles acadiennes qui seront bientôt rejointes par des familles de Saint Malo. Les débuts de la colonisation humaine sont très modestes, puisqu'il s'agit de quelque 130 personnes, (les Malouins sont ainsi à l'origine de l'appellation française et argentine de ces îles).

La colonisation française illustre la volonté de s'approprier ces îles. Peu de temps après son arrivée, Bougainville repart pour la France pour aller chercher de l'aide, il laisse la colonie sous l'intendance de M. Neuville. Soulignons également que la traversée qui avait acheminé les Malouins avait été très longue puisqu'ils étaient partis de St Malo le 15 septembre 1763, pour mouiller devant Port Louis le 2 février 1764.

L'Espagne veille et ne laisse pas aux Français le temps de s'installer durablement, puisque très rapidement le roi d'Espagne proteste en invoquant le Pacte de Famille et le traité d'Utrecht. Louis XV ordonne en conséquence à Louis de Bougainville de rétrocéder les îles, c'est ainsi que le 1^{er} avril 1767, les colons malouins sont rapatriés vers la France. La France reçoit une indemnité de 603.000 livres.

Pendant ce temps, le navigateur John Byron³, est passé sur l'île de Saunders où il a fondé l'établissement anglais de Port Egmont (le 22 janvier 1765), et installé quelques colons, mais

³ Le commodore John Byron, né à Nottingham en 1723, décédé en 1786, reconnut le détroit de Magellan en compagnie de Lord Anson (1742) et fut un temps prisonnier des Espagnols. Il accomplit un voyage de circumnavigation au cours duquel il reconnut également l'archipel Dangereux (Tuamotou) et les îles Kiribati. Grand-père du poète et écrivain Lord Byron 1788-1824, célèbre pour sa participation à l'indépendance de la Grèce 1821-1830.

les deux populations (française et anglaise) sont restées pendant deux ans dans l'ignorance l'une de l'autre.

L'année suivante (1766) la colonisation britannique se renforce par l'arrivée d'une garnison militaire aux ordres de John McBride.

Les Espagnols réinvestissent les îles

Devant le regain d'intérêt manifesté par les Français et les Anglais, les Espagnols qui considèrent que ces deux présences sont illicites, prennent conscience de la nécessité d'organiser la protection des îles. Ils se réfèrent au traité de Tordesillas pour affirmer la légitimité de leurs droits sur les îles.

Nous savons qu'une bulle pontificale édictée par le pape Alexandre VI le 2 mai 1493, établissait que toute nouvelle terre découverte à plus de 100 lieues au-delà des Açores serait sous la domination espagnole, ce qui simplifiait de beaucoup l'appartenance des nouvelles conquêtes alors que celles-ci débutaient et que l'on ignorait toutes les richesses de ce nouveau monde.

Le traité Luso-Espagnol de Tordesillas du 7 juin 1494 étendit la distance de 100 lieues à 370 lieues des Açores et des îles du Cap Vert. Même si l'on ignorait encore la richesse de l'Atlantique Sud, un traité reconnaissait déjà implicitement l'appartenance des Malouines à la couronne d'Espagne, « les Antilles Australes Britanniques » appartenaient déjà aux Espagnols de par ces traités.

Aussi, les îles sont réellement devenues espagnoles en 1580, lorsque Philippe II reconnaît devant notaire la possession de ces îles. Mais comme on l'a vu précédemment cela n'arrêta ni les Anglais, ni les Français dans la mesure où la colonisation espagnole à la fin du XVIII^{ème} siècle était peu envahissante, menacée de déclin.

En 1770, les Anglais sont délogés de Port Egmont, par un contingent espagnol⁴, venu de Buenos Aires, aux ordres de Juan Ignacio de Madariaga.

L'affrontement eut lieu en décembre 1769, dans le détroit de San Carlos.

Ceci produit un froid dans les relations britanniques et espagnoles : Londres menace Madrid d'une guerre, les Anglais souhaitent garder un établissement dans l'archipel. Un traité est

⁴ Celui-ci comptait 1400 hommes.

signé le 22 janvier 1771. Finalement les Anglais quittent l'archipel qu'ils ne jugent pas assez productif, ceci le 22 mai 1774.

Pour affermir leur droit, les Espagnols installent donc un gouverneur, en 1767, le capitaine Felipe Ruiz, qui sera le premier d'une série d'une vingtaine de 1767 à 1811⁵. Pour plus de commodité, les îles furent rattachées à la circonscription administrative de Buenos Aires.

D'autre part, le traité du 23 octobre 1790 dit « Convention de Nootka Sound » met fin pour un temps aux contestations anglaises et espagnoles, les possessions espagnoles sont définitivement reconnues.

La révolte de l'Amérique latine

Au XIX^{ème} siècle, l'Amérique Latine entre en révolte, et parmi ces divers pays l'Argentine n'échappe pas à la règle.

La révolution argentine débuta en 1810, c'est à cette date que les Argentins ont inauguré une nouvelle façon de penser leurs relations avec le Royaume d'Espagne.

Certains penchaient pour une solution intermédiaire (une sorte d'association) qui eût évité tout affrontement violent. Mais l'attitude de Fernand VII changea la donne, ce souverain trop absolutiste, se fit des ennemis parmi les libéraux.

A vrai dire si Fernand VII avait eu une attitude plus souple à l'égard des provinces du Rio de la Plata, celles-ci auraient pu continuer à supporter le joug espagnol ; quoiqu'il en soit, les Argentins n'ont pu tolérer l'emprise trop forte de l'Espagne. Ce bouleversement inaugura une nouvelle période pour les Malouines, elles passèrent sous le contrôle argentin après une négociation avec les Espagnols.

⁵ Le premier fut, on l'a déjà dit plus haut, Felipe Ruiz.

Chapitre 2

De la domination argentine jusqu'au 3 février 1833

La brève occupation des îles par les Argentins

La domination argentine⁶ sur les îles Malouines fut relativement brève, à peine 13 ans et elle fut peu développée. Ajoutons que les sources varient, les dates concernant le début de l'autorité argentine sur les îles restent approximatives, pour certains auteurs, ce début se situe en 1811, pour d'autres en 1820.

La position selon laquelle les îles seraient devenues argentines en 1811 repose sur les faits suivants : les Malouines sont devenues argentines lorsque l'Espagne a été conquise par Napoléon 1^{er} et qu'elle a perdu toutes ses colonies sud-américaines du fait de la révolution de ces dernières⁷.

Du fait que les îles relèvent du continent sud-américain et que leur administration de l'époque fut confiée à Buenos Aires, les Argentins se les sont tout naturellement appropriées.

Les Malouines seraient donc devenues argentines lorsque l'Argentine a entamé sa révolution et qu'elle l'a menée à son terme.

En 1816, lorsqu'est proclamée l'indépendance de ce qui sera la future Argentine « les Provinces réunies du Rio de la Plata⁸ », se constitue le premier gouvernement patriotique

⁶ Soit la présence réelle d'une population argentine.

⁷ Dès 1810 avec la Révolution de Mai, les Argentins proclament leur indépendance. En 1813, le gouvernement brûle en place publique les instruments de torture de l'Inquisition et décrète l'abolition de l'esclavage. L'indépendance proclamée derechef le 9 juillet 1816 (Congreso dans la ville de San Miguel de Tucumán) n'est qu'une conséquence juridique venant entériner ce qui est déjà une réalité. Plusieurs années de guerre contre l'Empire espagnol permettent aux Argentins de se séparer définitivement de l'emprise des Bourbons.

⁸ « Provincias Unidas del Río de la Plata » ou Provinces Unies du Río de la Plata fut la dénomination utilisée pour le territoire actuel de l'Argentine, de l'Uruguay et du département bolivien de Tarija depuis la Révolution du 25 Mai 1810 jusqu'au milieu de la décennie de 1830.

argentin (la première Junte). Les îles font toujours partie de la circonscription administrative de Buenos Aires, donc elles sont bien possession argentine.

Dès 1819, des Argentins ont pris pied aux Malouines et le 6 novembre 1820, un « corsaire » ou plutôt un aventurier américain, le « colonel » David Jewett⁹, qui avait dû trouver refuge à Berkeley Sound à bord de son navire, l'*Héroïna*, en prend officiellement possession au nom des autorités de Buenos Aires, et hisse les couleurs de la confédération du Rio de la Plata. Les îles deviennent alors argentines mais la présence effective des Argentins (s'il y en eut une) ne dura guère plus de six mois.

Le 9 juin 1829, Louis Vernet, un descendant de huguenots français, présent aux Falkland depuis 1826, est investi du commandement militaire et administratif de l'archipel. Toutefois, l'occupation argentine reste minime, puisqu'elle se limitait à un pénitencier et à quelques civils. Vernet redonne à Puerto Soledad son ancien nom français de Port Louis.

Du fait de la faiblesse de l'occupation des îles par les Argentins, les Britanniques sont à nouveau tentés par les Falkland.

Les difficultés argentines aiguisent l'intérêt britannique

Avant 1833, quelques incidents surviennent dans les îles, ces derniers ont certainement ouvert la voie à « l'invasion britannique ».

Louis Vernet, lorsqu'il fut nommé commandant, s'était fait octroyer l'exclusivité des droits de pêche, et il fonda des pêcheries. C'est ainsi que se produisit un grave incident américano-argentin. A la fin de 1830, trois schooners américains de Boston, le *Harriett*, le *Breakwater* et le *Superior*, sont surpris à chasser les phoques dans les eaux de l'archipel. Des insulaires, probablement des gauchos aux ordres de Vernet, se saisissent de ces trois bâtiments et l'un d'eux est pillé. A la demande du consul des Etats-Unis à Montevideo, le navire américain *USS Lexington* intervient à Berkeley Sound en janvier 1831 : le commandant Silas Duncan appréhende les sept responsables du pillage du schooner *Harriet*, (sur plainte de son capitaine,

L'appellation tomba en désuétude, étant remplacée par celle de Confédération Argentine (cette appellation désigne uniquement le territoire argentin jusque 1861). Depuis lors le nom de République Argentine est habituel, bien que la Constitution de la Nation Argentine admette les trois appellations comme noms officiels, employant de surcroît le terme *La Nación Argentina* pour la formation et la sanction des lois.

⁹ David Jewett commandait le corsaire *Héroïna* sous pavillon des Provinces du Rio de La Plata Il resta à Puerto Soledad de mars à octobre 1820 dans l'espoir de capturer des bâtiments espagnols : il se trouva dans le dénuement et eut à faire face à une épidémie de scorbut et à la mutinerie d'une partie de son équipage. Il fut dénoncé comme pirate par le secrétaire d'Etat américain John Quincy Adams (il avait capturé un navire américain et un navire portugais). La réalité de la prise de possession à laquelle il aurait procédé a été contestée. Le gouvernement de Buenos Aires ne la notifia pas aux gouvernements étrangers.

Gilbert Davidson), des repris de justice provenant des pénitenciers de Montevideo et de Buenos Aires. Duncan évalue la population (en plus des forçats) à une quarantaine de colons, dont quelques familles d'origine allemande, en qui il voit des gens honnêtes, laborieux, quelquefois accompagnés de leurs épouses et de leurs enfants, et qui tous disent se trouver là par ce qu'ils ont été trompés par Vernet et son associé écossais Matthew Brisbane, et demandent à quitter cette terre inhospitalière. Quelques autres *gauchos*¹⁰ ou *horsemen* vivent dans l'intérieur de l'île mais Duncan ne les a pas vus. Le commandant américain détruit les défenses de l'établissement et déclare les îles *terra nullius*, affranchie de la domination de toute puissance, quelle qu'elle soit. Sa manière d'agir sera approuvée par les autorités américaines et même par le président Andrew Jackson. Le *Lexington* ramène à Montevideo 26 colons, dont les Allemands ainsi que 13 esclaves noirs introduits par Vernet et 7 prisonniers. Ces derniers, auteurs du pillage sont traduits en justice mais ils seront remis en liberté. Il ne reste plus qu'une vingtaine de personnes sur l'île, dont des gauchos et quelques familles d'Indiens Charruas réfugiés là pour échapper aux geôles argentines (ils avaient combattu avec ardeur les troupes argentines pour défendre leurs terres situées au sud de Buenos Aires).

Vernet ayant quitté l'île à la suite de cet incident, un nouveau gouverneur intérimaire, le Major Jean Etienne (dit Juan) Mestivier Esteban, Français de naissance, est nommé en septembre 1832. Il a pour tâche d'installer une colonie pénale. Il rejoint son poste le 6 octobre à bord du brick *Sarandi*, commandé par le capitaine Don José Maria Pinedo, avec un contingent de 24 hommes (pour la plupart en affectation disciplinaire). La cérémonie officielle d'installation a lieu le 10 octobre mais une mutinerie éclate peu après dans la garnison et Mestivier est assassiné¹¹, le 31 novembre 1832, sous les yeux de sa jeune épouse.

Les Britanniques avaient suivi tous ces événements avec attention, et dès le 28 septembre, trois jours après le départ de Mestivier, le chargé d'affaires Henry Fox¹² avait protesté contre cette nomination. Le Royaume Uni n'allait pas tarder à reprendre possession des îles puisque celle-ci devint effective le 3 janvier 1833.

¹⁰ En Argentine, les gauchos sont des gardiens de troupeau.

¹¹ La mutinerie de la garnison semble avoir été fomentée, à la faveur d'une absence du *Sarandi* qui patrouillait dans l'archipel, par l'un des soldats, le repris de justice Manuel Saenz Valiente, et encouragée par l'adjudant Gomila, commandant en second de la garnison. Le meurtre de Mestivier aurait donné lieu à des scènes atroces. Les 9 mutins voulurent s'emparer du schooner *Rapid* de Liverpool qui relâchait sur la rade, mais ils n'y parvinrent pas et s'enfuirent dans l'intérieur. Ils furent tous repris par des gauchos, aidés par l'équipage du navire français *Jean Jacques*.

¹² Henry Stephen Fox, (1791-1846) diplomate britannique, chargé d'affaires à Buenos Aires 1831-1832, ministre plénipotentiaire à Rio de Janeiro 1833-1836, à Washington DC, 1836-1844. Intéressé par la botanique, il correspondit avec Darwin et fonda un arboretum à Buenos Aires.

La prise des Falkland et la lenteur de la réaction argentine

Le Royaume-Uni convoitait de longtemps les îles Falkland, même lorsqu'elles relevaient de la couronne d'Espagne, ceci du fait de l'importance stratégique de ces îles et de la volonté d'expansion et de maîtrise des mers des Britanniques ;

Tout au long de cette première période, il ne s'agit pas vraiment de négociations, les deux parties s'en tiennent à leurs positions respectives. En 1825, le cabinet de Londres franchit tout de même un premier pas favorable, faisant apparemment taire ses prétentions, il reconnaît l'indépendance de la République Argentine avec laquelle il passe un traité d'amitié et de navigation et nomme un consul chargé d'affaires, en la personne de Woodbine Parish Robertson. Après les problèmes rencontrés avec les Etats-Unis, le Royaume Uni présente, par l'entremise de M. Parish, et sur la demande du premier ministre, Lord Liverpool, une protestation qui conteste l'occupation des Malouines par l'Argentine. Pour les Argentins, cette objection est jugée assez dérisoire, il s'agit pour eux d'une plaisanterie, les Anglais rappelaient qu'en 1774, ils avaient laissé une « plaque de plomb avec une inscription dessus » rien de plus, mais ils avaient apparemment oublié qu'ils avaient souscrit en 1790 à la « Convention de Nootka Sound ».

L'Argentine se contenta de prendre bonne note de la plainte, sans réellement y prêter attention. La Royal Navy profita de l'occasion et des désordres survenus aux Falkland pour occuper les îles, le 2 janvier 1833. L'escadre de l'Atlantique sud, basée à Rio de Janeiro, avait dépêché les corvettes *Clio* et *Tyne*. Au mouillage à Berkeley Sound, (Puerto Soledad) se trouvaient le brick argentin *Sarandi* et le schooner *Rapid*, de Liverpool. Le capitaine Don José Pinedo de retour d'une tournée dans l'archipel, s'employait à diligenter une enquête sur le meurtre du gouverneur Mestivier, commis en son absence. Le capitaine Jeremy Onslow de la *Clio* l'informa ouvertement qu'il prenait possession des îles Falkland au nom de la Grande-Bretagne, il lui adressa une note qui le mettait en demeure d'enlever le drapeau argentin, de replier la garnison venue avec Mestivier (24 hommes) et d'évacuer les effets et autres biens appartenant à son gouvernement. Toutefois les colons, pour la plupart des gauchos recrutés par Vernet, (dont un Français) ne furent pas expulsés.

Le 3 janvier, à 6 heures du matin, le capitaine Pinedo se rendit à bord de la *Clio* pour faire part de sa protestation personnelle et déclarer la Grande-Bretagne responsable de cette agression. Il déclara à Onslow que puisqu'il n'avait pas d'autre issue, il devrait se retirer mais qu'en aucun cas il n'abaisserait les couleurs argentines. (Il était d'autant moins en état de

résister que son équipage était pour moitié composé de mercenaires britanniques qui n'auraient en aucun cas accepté de tirer sur leurs compatriotes). En conséquence, devant la facilité de l'opération, à 9 heures du matin du même jour, les marins de la *Clio* prirent le drapeau argentin qui fut remis à Pinedo, hissèrent l'Union Jack et congédièrent les Argentins. Le lendemain de cette prise de possession, le capitaine Onslow leva l'ancre, et la *Tyne* suivit. Le 5 janvier le *Sarandi* repartit pour Buenos Aires avec à son bord les soldats et quelques colons argentins. Il était escorté du schooner *Rapid* à bord duquel se trouvaient aux fers neuf prisonniers¹³ impliqués dans la rébellion et le meurtre du gouverneur.

Les Argentins sont ainsi chassés par la force et remplacés par des colons britanniques, c'est le début de l'occupation « illégitime » anglaise... Puerto Soledad qui avait retrouvé le nom de Port Louis devient dans un premier temps Port Anson puis prendra à partir de 1843, le nom de Port Stanley.

On sait que depuis lors, les Argentins n'ont jamais cessé de revendiquer ces territoires.

Devant la puissance du Royaume-Uni, la faiblesse diplomatique et militaire argentine ne faisaient absolument pas le poids, ce qui explique qu'en 1982, l'Argentine réclamait les îles Malouines depuis 149 ans.

¹³ Sept d'entre eux furent condamnés à mort et passés par les armes à Buenos Aires.

Chapitre 3

De la « spoliation anglaise » aux négociations de 1965

La légitimité de l'appartenance des îles

En tout premier lieu on peut se demander si cette colonisation est légitime, d'après les traités de droit international et les sources, il apparaît que non, mais la raison du plus fort, n'est-elle pas celle de la raison, en l'occurrence ici la force ? (...).

Selon l'Argentine, le titre juridique anglais est vicié pour 3 raisons.

Premièrement, rappelons que l'Espagne possédait un titre juridique qui lui permettait d'exercer sa souveraineté sur les îles, cela était appuyé par l'occupation effective du territoire jusqu'en 1820, date à laquelle les Espagnols évacuèrent les îles pour transférer leur titre aux Provinces réunies du Rio de la Plata.

Mais le Royaume-Uni conteste cette manière de voir et déclare que de 1820 à 1829, les îles ont été inoccupées et sont devenues de ce fait *terra nullius*, et qu'en conséquence il était fondé à occuper ces îles.

L'Argentine rétorque que les Anglais n'avaient pas le droit d'agir ainsi, du fait de l'*uti possidetis juris*, ce postulat garantissait que les frontières des républiques récemment formées en Amérique Latine seraient celles des provinces espagnoles auxquelles elles se subrogeaient.

Subséquent, les îles n'étaient pas un territoire *terra nullius*, sans maître, puisqu'elles étaient rattachées à la province de Buenos Aires, cela de fait, et même si les Argentins n'occupaient pas effectivement ce territoire.

De plus les Anglais ont recouru à la force pour s'emparer des îles, c'est le défaut majeur de la thèse britannique, puisque ces territoires étaient finalement occupés en 1833 lorsqu'ils ont pris possession des îles et chassé les Argentins par la contrainte.

Aussi si l'on consulte le *traité de droit international public* de Paul Fauchille, on pourrait considérer que s'il y avait eu un accord ou un traité entre l'Argentine et le Royaume-Uni, reconnaissant la conquête des îles par les Anglais par la force et de son occupation, les îles seraient britanniques, mais les Argentins ont toujours contesté « verbalement » cette occupation, n'ayant pas les moyens de lutter à armes égales contre la conquête anglaise. Ceci suffit-il à démontrer l'illégalité de l'occupation britannique ?

Les protestations argentines auprès des Nations Unies

Depuis la prise de possession par les Britanniques en 1833, l'Argentine a toujours privilégié les négociations, pour la bonne et simple raison que les rapports de force ne sont pas équilibrés. L'Empire Britannique étant très puissant à cette époque, l'Argentine ne pouvait que recourir à la méthode « douce ».

On peut noter que pendant les 150 années qui ont suivi la conquête anglaise, l'Argentine a toujours protesté contre cette situation de fait et elle a intensifié ses efforts après le 26 juin 1945, date de la création des Nations Unies.

Buenos Aires a dès lors protesté auprès de l'Organisation des Nations Unies puisque les Argentins considèrent que cet archipel est un territoire à décoloniser.

L'ONU a constitué un appui de choix puisque depuis sa création, cette organisation n'a cessé d'émettre des résolutions, des articles qui réclamaient l'indépendance des territoires colonisés (cette requête est inscrite dans sa charte initiale). Notamment le 14 décembre 1960, dans la résolution 1514 (XV), l'Assemblée Générale s'est dotée d'une Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ce texte proclame :

« Solennellement la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations ». L'assemblée générale ajoute dans son paragraphe 6 que : « Toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies »¹⁴.

C'est sur ces textes que l'Argentine va maintes fois s'appuyer pour faire reconnaître ses droits sur les Malouines.

¹⁴ La résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960.

Il existe des théories pour expliquer que les Argentins ont sollicité l'appui de l'ONU à compter des années 1960. Ces raisons seraient essentiellement économiques et liées à l'intensité des échanges économiques entre les deux pays. L'Argentine était un des greniers à blé de la Grande-Bretagne (également un de ses principaux pourvoyeurs en viande, en cuirs, etc.), alors que l'Argentine importait les produits manufacturés britanniques. L'Argentine était donc dépendante économiquement de la Grande-Bretagne. Mais après la seconde guerre mondiale, le rôle de la Grande-Bretagne sur la scène internationale s'est trouvé supplanté par les Etats-Unis. Le Royaume-Uni perdit de son pouvoir, de son prestige auprès de ses colonies, particulièrement après l'indépendance de l'Inde.

Au XX^{ème} siècle apparemment, les Falkland ne présentaient plus un grand intérêt, mais dans un contexte de guerre froide et dans l'hypothèse d'une éventuelle fermeture du canal de Panama, Londres se devait de conserver ce territoire conquis le 3 janvier 1833.

Au début des années 60, la Grande-Bretagne a amorcé une « révolution verte » dont le but était de parvenir à une *quasi*-autosuffisance pour les matières premières et les denrées alimentaires, afin d'être de moins en moins tributaire de ses importations. De ce fait, ces importations d'origine argentine ont régressé, de par là même les relations ont perdu de leur importance. L'élément économique aurait donc incité les Argentins à entamer des négociations plus vigoureuses pour retrouver la souveraineté sur les Malouines.

Les négociations depuis 1965 jusqu'en 1982

L'acte le plus important des Nations Unies au cours de cette période est la résolution 2065 adoptée le 16 décembre 1965, cette résolution est votée sans aucune opposition mais avec quatorze abstentions. Elle exprime le fait que les îles Malouines sont un cas de la résolution 1514 (XV) qui exprime la volonté de mettre fin à la colonisation, pour cette raison, l'ONU invite les deux parties en litige à négocier sur la question de la souveraineté de ces îles. Le Comité spécial qui était chargé d'étudier la situation par rapport à l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, invite et recommande aux deux pays de trouver une solution pacifique aux problèmes tout en tenant compte des populations et des résolutions en vigueur sur ces principes. Il faut souligner que le Comité spécial a été créé le 27 novembre 1961 par la résolution 1654 (XVI), son rôle pour les îles Falkland commence à être perceptible dès 1964.

En effet, le représentant de l'Argentine demanda la restitution des îles sans que les habitants n'eussent à se prononcer, il eut le soutien des membres communistes et afro-asiatiques du

comité. La Grande-Bretagne a, toutefois changé sa position en fonction des tendances politiques du gouvernement en place. En 1964, les négociations se déroulent avec Lord (ministre des Affaires étrangères) ont été menées sur le principe que l'intérêt national l'emportait sur les intérêts des habitants de l'île. Avec la chute de l'administration Harold Wilson, en 1969, le nouveau chef conservateur du Foreign Office a été Sir Alec Douglas-Home. Il a officiellement dévalorisé l'importance de l'ONU, lors des pourparlers. Il a déclaré que la souveraineté ne serait pas un problème et a souligné que les habitants de l'île seraient directement impliqués dans toute négociation. Il a nommé David Scott, le sous-secrétaire en charge des « territoires dépendants » à poursuivre les négociations avec Buenos Aires. Scott s'est vite rendu compte que la souveraineté était encore un problème aux yeux des Argentins et qu'un simple décret de Londres ne pourrait pas changer la question. La position de l'Argentine a été formulée par le Ministre des affaires étrangères, Ministre, le conservateur, nationaliste. Il a envisagé la poursuite de son action territoriale comme un moyen de renforcer son identité du pays et un moyen de contrer l'appel de Peronism. Scott a effectivement négocié avec l'Ambassadeur d'Argentine Eduardo McLonglin et Juan Carlos Beltramino, un fonctionnaire de leur ambassade à Londres. Beltramino s'est révélé un habile négociateur.

Après cette remise à l'ordre du jour de la question des Malouines dans le début des années soixante auprès des Nations Unies, le débat allait rester infructueux jusqu'au 2 avril 1982. On constate que les deux parties ont accepté de s'asseoir à la table des négociations, mais leurs positions restent inconciliables.

De ce fait l'on constate que l'Argentine a tenté de « regagner » les îles Malouines par la voie diplomatique durant de longues années mais ceci a abouti à un échec complet en dépit de quelques avancées sur le plan des relations économiques et de la coopération entre les îles et l'Argentine.

Le problème posé en 1982, est que l'occupation anglaise est relativement ancienne et que les îles ont été anglicisées, de même que leur population (d'où le problème de l'autodétermination que l'on évoquera plus tard).

Les Malouines sont mises en avant sur la scène sud-américaine

Aussi au long du XX^{ème} siècle, l'Argentine fait largement connaître ses revendications auprès des Sud-américains.

Particulièrement lors de la 7^e Conférence Internationale des Etats américains, les participants proclament que :

« Le territoire des Etats est inviolable et ne peut être l'objet d'assujettissement militaire ni d'aucune autre contrainte développée par des autres Etats ».

L'Argentine place le sujet dans toutes les organisations auxquelles elle participe, notamment auprès de l'OEA, par exemple en 1954, les participants de la 10^e conférence interaméricaine de l'OEA déclaraient à Caracas, dans la résolution 96 :

« La solidarité des républiques américaines associées avec les justes réclamations des peuples d'Amérique en relation avec les territoires occupés par des pays extra-continentaux ».

On peut donc dire que dans les organisations internationales, les sud-américains étaient des appuis pour l'Argentine (bien que l'avènement du conflit nous montrera que tout compte fait le soutien n'est pas si unanime et aussi engagé que l'aurait souhaité l'Argentine).

Vis-à-vis des pays du Tiers Monde, leur position adoptée lors de la conférence de Bandoeng sur le colonialisme vient conforter les Argentins dans leurs luttes, les pays du Tiers-Monde expriment lors d'un communiqué (le 24 avril 1955) :

« Déclarer que le colonialisme, dans toutes ses manifestations, est un mal auquel il doit être mis fin rapidement ».

De plus, pour les pays du Tiers Monde, il apparaît important de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des nations, ceci peut définir brièvement les visées argentines, puisque du point de vue géographique les Malouines sont situées sur le plateau continental argentin et que les îles selon « le droit international, sont argentines ».

Une période riche en événements de toutes sortes

Quoiqu'il en soit l'histoire des Falkland pendant toute cette période ne s'arrête pas à la question du droit de la jouissance de ces îles et des organismes par lesquels ils ont tenté de les reconquérir, elles comptent quelques événements notables à relater.

En 1833, les Falkland reçurent l'éminente visite de Darwin, venu étudier la faune.

En 1849, pendant la période de la ruée vers l'or, un nouvel incident opposa les Anglais aux Américains, du fait de l'absence de passage transocéanique, les navires devaient passer par le cap Horn ou par le détroit de Magellan pour gagner la côte californienne, et compte tenu de la distance à parcourir, certains faisaient escale à Port Stanley pour se ravitailler en eau douce, en vivres, et au besoin procéder à des réparations. Ceci était parfois l'occasion d'actes de violence de la part des équipages, c'est ainsi que les capitaines des navires *Hudson* et *Washington* furent arrêtés « pour maraude » et surtout parce que leurs hommes avaient tué un certain nombre d'ovins appartenant aux autochtones. En 1833, la corvette américaine *USS Germantown* fut envoyée sur place à la rescousse de ses ressortissants. Sous la menace d'un canon de 32 livres pointé sur les fenêtres du palais de justice de Port Stanley, le juge se borna à astreindre les deux capitaines à payer une modique amende d'une livre pour chacun des 22 moutons indûment abattus.

En 1908, les South Shetlands, South Orkney, South Georgia, Grahamland et South Sandwich Islands sont devenues des dépendances des îles Falkland. Les îles Georgia devinrent même un grand port de pêche à la baleine¹⁵.

On remarque de temps en temps des provocations argentines, par exemple, un timbre édité par la poste argentine montre les Malouines comme un territoire argentin.

Cet archipel fut également le théâtre de batailles lors de la première guerre mondiale, particulièrement celle qui opposa le 8 décembre 1914, l'amiral sir Frederic Sturdee qui vengea la déconfiture de Coronel (au large des côtes chiliennes) et la mort de l'amiral Cradock, le 30 octobre 1914, dans un engagement avec une escadre de la Marine Impériale allemande aux ordres de l'amiral Maximilien Von Spee. Malheureusement par la suite, les sources mentionnent peu de récits relatifs à l'histoire des Falkland.

Toutefois pendant la seconde guerre mondiale, nous savons que Stanley fut une importante base navale et une station de radiotélégraphie¹⁶.

R. B.M Levick rapporte qu'en juillet 1940 lors de la Conférence de La Havane, la délégation argentine exprima que :

« Argentina continually expressed its desire to acquire not only the Falkland Islands but also its dependencies and the Antarctic continental shelf opposite Argentina. Chile in the same way wanted territories lying

¹⁵ R. B.M Levick, *Chief Events and Episodes in the History of the Falkland Islands and the Gibraltar Parallel*, Whitewater House, Devon, 1983.

¹⁶ Id. R. B.M Levick

between longitude 53°W and 90°W, including the South Shetland. (The territories required by each overlapped, and both were contested by Britain). Where bases were set up by both Argentina and Chile in the territories claimed, Britain asked the International Court of Justice to arbitrate, whereupon both countries rejected the Court's competence to arbitrate and in March 1947 it declined to do so.¹⁷”

On constate donc que le débat concernant les terres antarctiques est relativement animé ; c'est pourquoi en 1959, le traité de l'Antarctique¹⁸ vient établir un consensus international.

En 1946, alors que l'ONU vient juste de voir le jour, la Grande-Bretagne inclut l'archipel des Falkland dans les territoires non autonomes soumis à son administration¹⁹.

Le 2 mai 1948, le président Peron réaffirme son désir de restaurer la souveraineté sur les Falkland.

Le 18 janvier 1949, les gouvernements britannique, chilien et argentin concluent un accord pour éviter tout incident au cours des étés 1948/1949 : il est interdit aux navires de guerre de dépasser la latitude 60°. Cet accord prend fin le 18 novembre 1949.

Néanmoins, l'on peut soutenir que, justement, cet historique connut un ralenti important, puisque depuis le percement du Canal de Panama, les îles avaient perdu beaucoup de leur intérêt stratégique. Toutefois après les années 65, au grand dam des Argentins, elles vont redevenir un enjeu important, du fait du regain d'intérêt pour l'espace antarctique et ses richesses.

¹⁷ R. B.M Levick, *Chief Events and Episodes in the History of the Falkland Islands and the Gibraltar Parallel*, Whitewater House, Devon, 1983.

¹⁸ Cf. Partie XIII, Chapitre 2 - Les enjeux du traité de l'Antarctique (1^{er} déc. 1959).

¹⁹ *Lessons from Failure: The Falklands/Malvinas Conflict*, by Jorge O. Laucirica. *Seton Hall Journal of Diplomacy and International Relations*. Mai 2000.

Chapitre 4

Les îles de l'Atlantique Sud jusqu'aux négociations de New York en février 1982

Les faits marquants de ces années sont bien sûr la reprise des contacts entre les Anglais, les Argentins et les Kelpers.

Une reprise des liens avec la Grande-Bretagne

On constate une reprise des liens entre les Anglais et les Argentins par la construction en 1972 d'une piste d'aviation aux Malouines. Les réactions de l'époque furent relativement vives, notamment de la part des Anglais, le *Times*, par exemple exprima :

« Les Argentins ont établi une tête de pont dans les îles ».

Chaque objet transporté signifie en quelque sorte la ratification de la souveraineté Argentine. Les fonctionnaires britanniques se posèrent des questions : une piste aussi longue ne faciliterait-elle pas une invasion argentine ? L'aéroport à construire, serait-il de dimension domestique ou apte pour des vols internationaux de jets peut-être en route pour la Nouvelle-Zélande ? La piste mesurait environ 1200 mètres et fut, ainsi que le *Times* en fit mention, bien utile pour l'atterrissage des Hercules C-30 lors de l'invasion.

D'un point de vue pratique, cette piste a rendu la vie plus facile aux Kelpers, les îles sont très isolées, à quelque 14 800 kilomètres de la métropole anglaise, il n'était pas facile pour les Kelpers de subvenir à leurs besoins les plus classiques du quotidien. D'un point de vue économique, les Argentins en créant cette piste ont intensifié leurs exportations aux Malouines, ils ont par ailleurs démontré aux habitants des îles que les échanges entre les îles et l'Argentine seraient une source d'avantages pour eux.

Au printemps 1970, la chancellerie argentine prit l'initiative de faire connaître à un groupe de l'ambassade britannique et des dirigeants kelpers, ses facilités portuaires et aériennes depuis la Patagonie pour accéder aux îles. L'intention était d'établir des contacts pour établir des lignes de communications entre l'Argentine et l'archipel Malouin, la proximité des côtes argentines permettrait peut-être d'établir un service de voyage plus fréquent et moins contraignant du fait des distances énormes. Il fallait aussi réduire l'isolement dans lequel vivaient les Kelpers, ces derniers étaient tributaires du service du navire *Darwin*, qui assurait une rotation bimestrielle avec Montevideo, mais pour avoir une chance de trouver une place sur ce navire, il était nécessaire de réserver son passage un an à l'avance. Ceci illustre parfaitement l'isolement dans lequel vivaient les insulaires.

Aussi, cette construction répondait à un besoin économique, dans la mesure où le *Darwin* n'était guère rentable. Par exemple pour la période 1961/1970, la FIC (Falkland Islands Company) enregistrait un déficit de 77.032 £ : c'est-à-dire que le maintien de la ligne coûtait 146.227£, alors que le gain n'était que de 69.195£.

Le gouvernement britannique fut séduit par l'idée et entama des tractations avec l'Argentine, ces négociations culminèrent avec la signature de la déclaration conjointe de Buenos Aires le 1^{er} juillet 1971. Le 3 juillet, deux jours après avoir signé l'accord, le pont aérien fut initialisé avec le premier vol commercial de ce qui devait être le service régulier de lignes aériennes de l'Etat.

Peu après, comme on l'a déjà évoqué auparavant, les autorités argentines et britanniques décidèrent d'aller plus avant dans l'intégration et le développement des îles, elles décidèrent de construire une piste d'atterrissage pour avions biturbo-hélices pour passagers. Les paroles prononcées par le porte parole du gouvernement argentin le 15 novembre 1972, lors de l'inauguration de l'aérodrome construit à Port Stanley, sonnent d'ailleurs comme un message d'espérance pour les relations futures entre les deux nations, en voici un extrait :

« Los habitantes de estas islas y los del territorio continental argentino...anhelan reencontrarse en el dialogo fecundo... Quiera dios que este aeródromo consagrado a tan noble propósito sirva permanentemente para hacer realidad la paz y la concordia y la intercomunicación entre los hombres de buena voluntad²⁰».

²⁰ Rubén O Moro, *La guerra inaudita, Historia del conflicto del Atlántico Sur*, Pleamar, Buenos Aires, 1985.

En ce qui concerne les îles de la Georgie et les Sandwichs du Sud, la FAA réussit le premier survol entre ces archipels, le 20 novembre 1980, avec un avion KC-130.

Ces initiatives contribuent largement au désenclavement de ces archipels et surtout de leurs habitants. Mais on peut dénoncer le fait que ces relations ont encouragé les Argentins à relancer la question de la souveraineté des archipels, question que le Royaume-Uni refusait toujours d'évoquer.

Le 14 décembre 1973, l'Assemblée générale des Nations Unies vota la résolution 3160 dans laquelle elle évoquait la nécessité d'accélérer les négociations :

“Gravely concerned at the fact that eight years has elapsed since the adoption of Resolution 2065, without any substantial progress having been made in the negotiations.”²¹

Mais les craintes anglaises et les provocations argentines empêchèrent de faire de réelles avancées, au contraire, les pourparlers se déroulèrent à partir de ce moment dans un langage de sourds.

Le début des hostilités entre Argentins et Anglais

En 1975, le Royaume-Uni fait rebondir les difficultés et mécontente les Argentins en envoyant la mission Shackleton (du nom du commandant de la mission). Cette mission Shackleton est une équipe de recherche qui a pour charge d'étudier le sous-sol du territoire malouin ainsi que sa zone océanique, les Anglais prospectent donc le sous-sol afin de rechercher du pétrole.

Naturellement, le ton et les protestations montent à Buenos Aires, d'ailleurs le journal *Cronica Popular* exerce une pression sur la présidente Isabel Peron (veuve de Juan Peron) pour qu'elle prenne la décision de l'invasion des Malouines.

A la suite de cet appel, environ 20.000 Argentins se portèrent volontaires pour prendre part à cette reconquête, c'est dire combien l'enthousiasme populaire était fort.

Le Royaume-Uni prête la plus grande attention à cette effervescence, pourtant il ne renforce pas ses forces armées dans l'archipel, qui étaient très réduites, pour ne pas dire inexistantes, car il n'y avait que le HMS *Shackleton*, un navire d'expéditions antarctiques qui faisait aussi fonction de garde-côte.

²¹ Cité dans Dolzer, *Territorial Status of the Falkland Islands (Malvinas)*, p. 298.

Ce navire par ses nouvelles activités d'investigations pétrolières, occasionna une rixe au début de février 1976.

Le bâtiment est arraisonné par le destroyer argentin *Almirante Storni* qui tira quelques obus devant l'étrave du navire anglais et lui enjoint l'ordre de stopper sa route.

Néanmoins le flegme anglais joue son rôle, le capitaine bluffe, déclare qu'il transporte une cargaison d'explosifs et réussit par cette ruse à rentrer tranquillement à Port Stanley.

Nous pouvons nous demander pourquoi les Argentins avaient provoqué cet incident, il paraît évident que ces derniers n'étaient pas du tout d'accord pour que ces recherches s'effectuent, puisque cela susciterait un intérêt supplémentaire pour le Royaume Uni.

Si l'on trouvait de « l'or noir » dans le sous-sol malouin, la question de la restitution des îles serait incompressible pour les Kelpers et les Anglais.

De plus les Argentins étaient en droit de penser que le chef de la mission, Lord Shackleton se trouvait à bord du navire à ce moment.

A la suite de cet éclat, de nouvelles tensions se firent jour et les relations entre les deux parties furent de nouveau tendues. L'Argentine relança les hostilités en rappelant son ambassadeur à Londres et en déclarant l'ambassadeur britannique *persona non grata*.

De même, l'hypothèse de plus en plus forte de la présence de pétrole ne fit que renforcer la position hostile de Buenos Aires.

Il est clair que la mission Shackleton et son objectif ont réveillé l'intérêt et les hostilités des Anglais et des Argentins. Ces derniers n'acceptent toujours pas que les Britanniques puissent s'investir dans des recherches même si elles étaient supposées être océanographiques puisque ces îles ne leur appartiennent pas.

Les sources ne laissent guère de doutes sur le fait que ce sont les odeurs de pétrole qui ont initié et relancé la discorde.

Face à la pression Onusienne et celle des Argentins, les pourparlers vont reprendre en 1978.

Pour autant la situation n'évolue pas, les Kelpers refusent le référendum de 1979, ce qui donne un argument de plus aux Britanniques pour camper sur leurs positions intransigeantes.

Du fait les Malouines, en 1982, sont toujours une colonie de la Couronne britannique ; par ailleurs, vis-à-vis du statut de ces îles, en 1982, le comité de décolonisation des Nations Unies, les a inscrites sur la liste des territoires non autonomes.

Deuxième partie - Les Malouines de la découverte à la spoliation anglaise : de la diplomatie à la naissance du conflit armé

Nous pouvons conclure pour cette partie, que les îles Malouines ont une histoire très mouvementée, l'origine de la découverte de l'archipel reste floue, et les occupations successives des Espagnols, des Français, des Argentins et des Anglais ont accru la complexité de la question.

Ceci est d'autant plus surprenant si l'on tient compte des faits climatiques et géographiques de ces îles, que nous allons maintenant étudier. Ne cachons pas que cette étude a pour but de préciser les causes réelles de l'intérêt des deux parties : la position stratégique des îles et leurs richesses.

Chapitre 5

Les négociations depuis 1833 : léthargie et activité de la diplomatie

Il convient maintenant d'étudier les négociations qui se sont déroulées entre le Royaume-Uni et l'Argentine depuis 1833.

Les Anglais laissèrent les îles aux mains d'anciens forçats (bien sûr tout ceci émane de sources argentines).

La situation dégénéra. Dans le courant de l'année 1833, l'Écossais Matthew Brisbane, ex-associé de Louis Vernet et quatre de ses compagnons, dont le Français Simon, furent assassinés par des gauchos. La situation aux îles Falkland fut connue des autorités britanniques, qui décidèrent d'envoyer sur place l'amiral Sir George Francis Seymour, commandant de l'escadre stationnée à Rio de Janeiro, qui décida de doter les îles d'une administration permanente. Le premier administrateur britannique fut le lieutenant Henry Smith, qui prit ses fonctions le 9 janvier 1834. Les îles eurent un lieutenant-gouverneur en 1843, puis un gouverneur à partir de 1844. Tous les biens de Louis Vernet, qu'il avait lui-même évalués à environ 14.293£, furent saisis par l'Amirauté.

Après cette annexion vint le temps des protestations. Le ministre Manuel Vicente Masa s'en prit violemment au représentant de la Grande-Bretagne à Buenos Aires, tandis que le ministre à Londres, Manuel Moreno²², demandait la restitution des îles Malouines. Palmerston²³

²² Manuel Moreno, Buenos Aires 31 janvier 1782-idem 28 décembre 1757.

Frère de l'homme d'Etat Mariano Moreno, Manuel Moreno fit ses études au collège royal de San Carlos. Exilé aux États-Unis sous la dictature de Rosas, il étudia la médecine à Baltimore. De 1821 à 1827, il fut député et ministre des relations extérieures sous la présidence de Dorrego. Il fut aussi professeur de chimie à l'Université de Buenos Aires. Ministre plénipotentiaire et chargé d'affaires à Londres de 1829 à 1835, Dès juin 1833, il remit au Foreign Office une protestation contre l'occupation britannique des Malouines.

²³ Henry Temple Palmerston, 1784/1865, homme politique britannique, secrétaire d'état au Foreign Office, puis Premier ministre de 1855 à 1858 et de 1859 à 1865.

rétorqua quelques jours plus tard, le 8 janvier 1835, que les îles appartenaient désormais à la Couronne britannique.

Le 29 décembre Moreno réfuta largement les allégations, de Palmerston, qu'il jugeait infondées, en même temps qu'il indiquait par ordre à Juan Manuel de Rosas que si le gouverneur anglais était disposé à une transaction pécuniaire, il serait prêt à traiter. Moreno ne réussit pas à convaincre les Anglais d'entreprendre des négociations, il échoua devant leur détermination.

Tel fut le début du litige malouin entre les Anglais et les Argentins.

Après cette tentative de négociation, les Argentins essayèrent à maintes reprises de trouver un consensus. En 1834, par exemple, le gouvernement argentin tenta d'ouvrir des négociations avec Lord Aberdeen mais ce fut un nouvel échec. D'une part, du côté argentin, il y avait sans cesse cette volonté de négocier et d'autre part, du côté britannique, toujours cette volonté belliqueuse d'écraser l'adversaire argentin. Autre exemple, en novembre 1845, les escadres française et britannique s'entendirent pour procéder à un blocus du Rio de la Plata afin de chasser le dictateur Rosas de Buenos Aires. Après un sévère affrontement avec l'artillerie argentine installée à Vuelta de Obligado sur le fleuve Paraná, les forces franco-britanniques l'emportèrent mais décidèrent de se retirer dans la mesure où leurs navires avaient beaucoup souffert.

Les réclamations argentines du milieu du XIXème à la seconde guerre mondiale

En juillet 1848, à la Chambre des Communes, Sir William Molesworth demanda que l'on restitue les îles Malouines à Buenos Aires « qui les réclame à juste titre ». En 1849, il y eut une nouvelle réclamation argentine recherchant une solution viable pour que la Grande-Bretagne répare l'injustice commise, mais ce fut également un échec cuisant. Il faut souligner que la prise des îles Falkland étant relativement récente, les Argentins pensaient réellement que les Anglais allaient leur restituer les îles.

En 1884, cette fois, la réclamation du gouvernement argentin fut mandée à Washington par l'intermédiaire de Luis. L. Dominguez, il fit une réclamation concernant l'intervention du « Lexington », mais ce fut un nouvel échec.

En 1887, Vicente G. Quesada revint à la charge en réclamant au gouvernement américain une réparation pour les actions du capitaine Silas Duncan. Les Etats-Unis rétorquèrent qu'ils ne pouvaient exercer de pression sur le gouvernement britannique, celui-ci étant le seul compétent pour entreprendre des négociations.

Enfin en juillet 1908, Londres réaffirma sa souveraineté sur les territoires au sud du 50° parallèle et installa une délégation du gouvernement des Malouines à Gryviken en Géorgie du Sud. L'occupation britannique prenait donc peu à peu une assise de plus en plus consistante dans l'Atlantique sud.

Du point de vue des négociations l'on peut déjà déterminer qu'une solution pacifique n'était d'ores et déjà plus envisageable au début du XX^{ème} siècle.

En 1919, alors que se crée la SDN, ou Société des Nations, le 7 mars, le ministre des Affaires Extérieures Honorio J. Pueyrredon se livra à une active propagande pour dénoncer « l'oubli de la cause des îles Malouines ».

En 1925, le gouvernement argentin ne donna pas suite à la protestation émise au nom de la Couronne par le gouverneur britannique, au sujet de l'installation d'une station de télégraphie aux Orcadas du Sud. Le gouvernement de Buenos Aires prenait ainsi quelques initiatives pour défendre et maintenir ses intérêts dans l'archipel.

Le 14 décembre 1926, à la suite d'une convention passée entre les gouvernements britannique et belge, le gouvernement argentin rappela la situation aux Malouines, et émit également une énième protestation contre cette convention.

On constate donc toujours la permanence d'un état de fait : il n'y a aucune réelle négociation, les deux parties ne font part « que de leurs protestations ».

En 1927, un insulaire né dans les îles Malouines sollicita le gouvernement britannique, en effet, le problème de la nationalité des Kelpers, se posait de façon récurrente. Le 6 mai, le gouvernement britannique légiféra que :

« Toute personne née sur le territoire des Falkland devait être considérée de droit de nationalité britannique ».

Le 11 janvier 1929, l'Argentine fit une avancée dans le même sens, les autorités argentines décrétèrent que toutes les valeurs et les transports qui provenaient de l'étranger vers les Malouines, ne seraient plus considérés comme en transit, mais comme destinés à un territoire argentin.

Le 9 janvier 1933, le gouvernement argentin, devant une émission anglaise, commémorant le centenaire de l'occupation des îles Malouines, décida de ne pas prêter attention aux festivités, mais au contraire fit des estampilles postales dans lesquelles il incluait les Malouines comme ses territoires propres, ce qui fut source d'une protestation britannique auprès du gouvernement argentin. Le 17 février les autorités argentines prirent de nouvelles dispositions

pour les ressortissants britanniques des îles Malouines : elles ne reconnaissaient plus la validité de leurs passeports.

En 1934, le congrès argentin émit la loi N°11904 et dans son article premier énonça que l'œuvre de Paul Grussac, *Les îles Malouines*, devait être traduite en espagnol. Cette œuvre fut un élément d'importance pour les Argentins puisqu'en fait, c'est un exposé de l'ensemble de leurs droits à la possession des îles Malouines.

Le 31 août 1939, à l'occasion de la célébration du 25^{ème} anniversaire du canal de Panama, qui avait pour but d'inciter les pays américains à prendre toutes les mesures adéquates et nécessaires pour préserver leur indépendance politique, l'Argentine rappela ses droits sur les îles Malouines et les terres australes.

Richard Gott²⁴, écrivait dans *The Guardian* du 7 avril 2007, qu'il existait des documents secrets (dont la consultation serait possible en 2015) qui exposaient un accord intervenu entre les gouvernements britannique et argentin au début de la Seconde Guerre Mondiale, en 1940. Le titre de ce document classé secret est suffisamment évocateur pour laisser libre cours à toutes les suppositions :

An item in the Public Record Office refers to a Foreign Office document of 1940 entitled "Offer made by His Majesty's government to reunify the Falkland Islands with Argentina and to agree to a lease-back". Though its title survives, the document itself has been embargoed until 2015, although it may well exist in another archive. It was presumably an offer thrown out to the pro-German government of Argentina at the time, to keep them onside at a difficult moment in the war, though perhaps it was a draft or a jeu d'esprit dreamt up in the office²⁵.

On peut supposer que la révélation de ce document en 2015, sera un autre élément déterminant pour la cause argentine.

Le 31 août 1940, à la Conférence de la Havane, qui traitait du même thème (préserver la souveraineté des pays d'Amérique du sud et centrale), l'Argentine réitéra sa position

²⁴ Richard Willoughby Gott journaliste et historien britannique. Né à Aston en 1938, étudia à Oxford et enseigna à l'université du Chili. Tenu pour un éminent spécialiste de l'Amérique latine, auteur d'ouvrages sur la guérilla en Amérique latine, Cuba, Hugo Chavez etc. Longtemps collaborateur du *Guardian*, il fut soupçonné d'avoir été un agent du KGB et dut démissionner en 1994 puis reprit ultérieurement sa collaboration. Il s'est rendu aux Malouines en 1968.

²⁵ Richard Gott dans *The Guardian*, "Argentina's claim on the Falklands is still a good one", le 7 avril 2007.

antérieure. De même, au sein de son gouvernement, l'Argentine commença à s'organiser, le 30 avril, par exemple elle créa une Commission Nationale de l'Antarctique, avec un caractère permanent, cette commission dépendait du ministère des Relations extérieures et du Culte. Pendant la seconde guerre mondiale, le sujet a été un peu occulté, les préoccupations anglaises n'étaient certes pas à la négociation. Néanmoins, on constate que pendant ces 107 années, l'Argentine a réellement tenté de régler ce problème territorial par la négociation et la diplomatie, ceci en évoquant ses problèmes lors des grandes manifestations internationales qui abordaient les difficultés sud-américaines et en demandant à la Grande-Bretagne de négocier.

Ces tentatives n'ont pas été d'une grande efficacité, d'autant que les Anglais ont pris au fur et à mesure du temps, une position prépondérante dans l'Atlantique Sud. Il est possible que si les demandes répétées des Argentins avaient été plus fortes et plus menaçantes, elles auraient pu avoir quelque effet, mais ces timides protestations n'ont pas fait reculer d'un *iota* la position britannique. On peut constater en étudiant la période suivante que le problème « de las Islas Malvinas » va être mis davantage en avant d'un point de vue international et surtout avec les interventions Onusiennes, cependant les avancées resteront minimes.

Chapitre 6

La reprise des négociations après la seconde guerre mondiale et la création de l'ONU

La Guerre Froide et la décolonisation : les négociations sont inexistantes

La période d'après-guerre correspond à la phase de la décolonisation, ce qui a pour effet de raviver les ardeurs argentines, d'autant plus avec la création des Nations Unies. Compte tenu également du fait que les Britanniques sont fortement concernés par la décolonisation et qu'ils adoptent, comparativement à d'autres « vieux » empires, la méthode souple. Pour préciser l'ambiance de cette période, on peut rappeler les propos de César Diaz Cisneros :

« Les Malouines dont le nom de Falkland Island est également accepté, ne sont pas des colonies ni une possession de la Grande-Bretagne, puisque de droit, elles sont argentines et seulement de fait, sans droit aucun, elles sont sous le pouvoir de la Grande-Bretagne²⁶ ».

Cette période d'après-guerre correspond également et surtout à la période de guerre froide.

De ce fait, le Royaume-Uni en temps qu'allié principal des Etats-Unis est relativement occupé pendant toute la période.

La situation ne s'améliore donc que très peu pour l'Argentine qui ne voit nullement les négociations progresser.

²⁶ C. Diaz Cisneros, La soberanía de la República Argentina en las Malvinas ante el Derecho Internacional.

En 1946, l'Argentine éleva de nouvelles protestations concernant la diffusion des timbres postaux et l'occupation anglaise de l'archipel.

La Commission Nationale de l'Antarctique fut également réorganisée sur des bases plus amples, elle intégra de nouveaux ministres, et de cette façon élargit ses compétences.

En 1947 se tint à Rio de Janeiro une Conférence Interaméricaine pour le maintien de la paix et de la sécurité sur le continent, l'Argentine rappela « comme d'habitude » ses droits sur les îles Malouines.

Ce sont des protestations « neutres » qui sont très surprenantes. Depuis plus de 100 ans, l'Argentine proteste, presque rituellement, contre l'occupation britannique ; bien qu'elle voie que cela ne mène à rien, elle persévère, toujours sans le moindre résultat.

L'Argentine saisit toutes les occasions pour protester

En réalité, à chaque manifestation internationale, l'Argentine manifeste sa désapprobation, notamment lors de la Conférence Internationale Américaine qui se déroule à Bogota en 1948. En 1954, le gouvernement prit une nouvelle initiative, il dicta un ensemble de règles pour l'administration de quelques territoires, notamment celui de la Terre de Feu, dont dépendent les îles Malouines, ceci leur coûta une protestation le 24 novembre de la part du Royaume-Uni qui affirmait que, directement ou indirectement, l'occupation britannique des îles Malouines était « légale ». A cette réaction, l'Argentine fit de nouveau valoir ses revendications sur l'archipel de l'Atlantique Sud devant les Nations Unies. En 1957, face à la session du 14 octobre, réalisée pour la Commission des Evénements fiduciaires de l'ONU, le délégué argentin réclama que le Royaume Uni reconnaisse que les îles Malouines, Sandwich du Sud, Georgie du Sud et les terres incluses dans le territoire antarctique ne constituaient pas des colonies ou des possessions de Grande-Bretagne. Le représentant britannique répondit que son gouvernement, par respect des dépendances des Malouines, était disposé à soumettre le cas à la juridiction de la Cour Internationale de La Haye. L'Argentine n'accepta pas cette proposition, car elle considérait que ses droits étaient légitimes, fondés sur des faits historiques, confirmés par la géologie et la géographie. Le 10 janvier 1958, il eut une nouvelle montée dans le conflit, avec l'arrivée des Soviétiques dans l'île de Sandwich du Sud, ou l'île Zavodovski, les visées soviétiques étant essentiellement tournées vers l'Antarctique. L'Argentine, dès qu'elle apprit ces événements, « profita » de l'occasion pour réitérer ses revendications.

En fait, elle utilise inlassablement les mêmes arguments : c'est en raison de sa continuité géologique, de sa proximité géographique que les îles Falkland appartiennent indéniablement à l'Argentine. Ajoutons qu'elle se reconnaît des droits historiques et juridiques, mais de tout cela les Britanniques ne sont apparemment pas très soucieux, ils occupent les îles depuis presque 130 ans, ce qui leur donne « presque autant de droits que les prétendues revendications argentines ».

De même, l'on observe de temps à autre la recrudescence de rumeurs concernant la future autonomie des Malouines, ce qui répond parfaitement au contexte de décolonisation pratiqué par les Anglais.

Donc en 1958, comme les rumeurs sont assez persistantes, le gouvernement argentin profite de l'occasion pour « critiquer un peu plus les vues anglaises » ; cette autonomie serait pour eux seulement une couche superficielle, qui dissimulerait la souveraineté britannique de fait sur les îles.

On peut donc dire que cette période ne fut pas très favorable aux négociations entre le Royaume-Uni et l'Argentine, on assiste même à une situation de blocage total.

Il ne peut y avoir de solution à ce problème, aucune n'est acceptable pour les deux camps. Si les Anglais donnaient l'indépendance aux îles Falkland, ils subiraient les critiques et les assauts des Argentins et les îles ne seraient pas à l'abri d'une invasion argentine, puisque ces territoires se retrouveraient sans protection.

La période qui suit, est un peu plus féconde pour les négociations mais les méthodes restent inchangées, les Argentins ne se montrent pas très entreprenants, ils font des objections à chaque grand sommet, néanmoins, ils se montrent plus actifs auprès des Nations Unies.

Chapitre 7

L'intense activité diplomatique des années 1960

Cette période s'inscrit dans la continuité avec la période précédente, cependant l'on perçoit tout de même une montée de l'intransigeance des deux parties. Les initiatives argentines se multiplient, alors que les attitudes anglaises semblent parfois s'assouplir en apparence, de ce fait, les résultats en sont totalement nuls.

Le rôle déterminant de l'ONU

Le début de la période voit une initiative importante des Nations Unies, le 14 décembre 1960, l'Assemblée générale de l'ONU approuve avec une ample majorité la résolution 1514, sur la concession de l'indépendance à des pays et des peuples coloniaux :

« La nécessité de mettre fin, rapidement et inconditionnellement au colonialisme sous toutes ses formes et manifestations ».

L'année 1964 est assez riche en événements, notamment le Colonial Office modifie les structures qui assistent les autorités sur l'archipel. Les pouvoirs des conseils existants sont accrus, le Conseil Exécutif (EXCO) resta constitué de 7 membres (en incluant le gouverneur qui présidait et représentait Sa Majesté), tandis que le Conseil Législatif est composé de 13 membres, 6 membres élus par la population , et 7 notables nommés par le gouverneur. Le corps de police, constitue un groupe militarisé, qui est renforcé par un détachement d'infanterie de marine, il compte environ 30 hommes (mais ceci à partir de 1967).

Nous notons, un autre événement d'importance notable, soit la naissance du premier parti politique falklandais : Le Parti national Progressiste prend forme entre juillet et octobre, son

programme est assez simple, il répudie toutes les prétentions argentines, seules l'autonomie sous l'égide de la Grande-Bretagne ou l'adhésion au Commonwealth sont envisageables pour cette formation.

Le 1^{er} mai 1964, alors que les îles Malouines étaient sous domination britannique depuis 131 ans, le président Arturo Illia réitéra « l'habituel message » devant le Congrès pour revendiquer les îles perdues. Il souligna aussi à propos des rumeurs qui faisaient état avec insistance d'une prochaine indépendance des îles, qu'il ne la reconnaîtrait en aucun cas. Pour lui et pour les Argentins, les îles Malouines étaient argentines.

Egalement, le 20 août 1964, le chancelier argentin Miguel Angel Zabala Ortiz, déclara dans un message télévisé, que l'Argentine allait se doter d'une juridiction maritime. Il prévoyait de développer cet objectif par le moyen d'un projet de loi, celui-ci déterminerait l'étendue de la souveraineté argentine sur les eaux continentales, zone dans laquelle se trouvent les îles Malouines. L'Argentine trouverait donc un semblant d'autorité ou de contrôle sur l'archipel, mais bien sûr le Royaume-Uni ne pouvait être en accord avec de tels principes.

Pour ce qui est des négociations auprès de l'ONU, le 9 septembre 1964, se tint une réunion particulière du Comité spécial, c'est-à-dire que cette réunion réunissait un nombre restreint de pays, soit 24. Cette réunion avait un thème précis et vaste à la fois, son objectif était d'examiner la situation des territoires autonomes ou des pays coloniaux. L'Argentine présenta une nouvelle réclamation lors de la troisième réunion du comité.

Pendant cette réunion, se produisit un événement qui fit grand bruit, ce fut « l'exploit » du pilote civil argentin d'origine irlandaise, Miguel L.Fitzgerald. Ce dernier fit une traversée en avion depuis Buenos Aires, jusqu'aux îles Malouines, avec une escale à Rio Gallegos. Après avoir parcouru 2.860 kilomètres, il atterrit dans l'île Soledad, à proximité du wharf. Il poursuivait un but politique, puisqu'il planta le drapeau argentin et il remit à un Kelper une déclaration destinée au gouverneur de l'archipel. La carte fut lue plus tard par un fonctionnaire anglais de la radio locale, puis fut déposée au musée local. Il exprimait dans ce document que comme citoyen argentin, il accomplissait une mission :

« [...] qui est dans l'âme et la décision de 22 millions de ses compatriotes », son message évoquait : « l'irrévocable détermination de ceux qui comme moi, sont disposés à mettre un terme à cette troisième invasion anglaise d'un territoire argentin »,

Il annonçait que :

« à cette heure-ci a déjà commencé une autre reconquête, comme en 1807 ».

Ce fut un acte de détermination nationale. En outre, cet acte exprimait l'intime attachement des Argentins aux îles Malouines.

Néanmoins, et après cet incident, les débats au comité se poursuivirent pendant deux semaines. On peut noter l'expression de l'ambassadeur italien Ludovico Carducci-Artensio pour qualifier la situation aux Malouines :

« Le problème des Malouines est plus un problème d'un territoire colonial que d'un peuple colonisé, les circonstances font que c'est un problème assez spécifique ».

La conclusion de ces débats démontre que le problème malouin tombe dans les limites entre l'indépendance d'un pays et d'un peuple colonial. La recommandation faite au comité spécial de la décolonisation pour la question malouine fut une recommandation pour que la Grande-Bretagne et l'Argentine entreprennent dans un avenir relativement proche des négociations pour chercher des solutions.

On peut considérer également pendant cette période un autre succès argentin, même s'il reste « symbolique », l'ambassadeur Carlos Moreno obtint de la part des Nations Unies que la dénomination « Islas Malvinas » en castillan, devint la norme pour tous les documents étrangers envoyés par l'ONU, ce que les Argentins, interprétèrent comme le signe d'une reconnaissance de leurs droits sur les îles Malouines.

Le 7 décembre, comme pour donner plus de force à ses précédents propos, le chancelier Dr.Zabala Ortiz répéta devant l'assemblée des Nations Unies que l'Argentine détenait des droits inaliénables sur les îles Malouines puisque la Grande-Bretagne avait pris l'archipel par la force. Il ajouta que l'Argentine n'oubliait pas et n'oublierait jamais ses droits, il souligna également que, fidèle à sa politique pacifique, son gouvernement était disposé à négocier avec la Grande-Bretagne.

Suite à cela on prit l'initiative de reconnaître l'acte de Washington (la Conférence Interaméricaine Extraordinaire) et la reconnaissance implicite de la part de quelques pays membres de l'O.E.A. des droits de l'Argentine sur les Falkland.

Les négociations tournent à l'avantage des Argentins

On doit également reconnaître qu'en 1965, les négociations prirent une tournure favorable à l'Argentine, puisque la résolution 2065 reconnaissait bien l'existence d'une contestation de souveraineté entre l'Argentine et la Grande-Bretagne. L'ONU soulignait l'urgence qu'il y avait à régler cette situation. Elle soulignait également :

“General Assembly resolution 2065 (XX) of 1965 confirmed that the right to self-determination was not applicable to the islanders since they were a British population transplanted with the intention of setting up a colony²⁷”.

Ce point est positif pour l'Argentine dans la mesure où il vient corroborer sa position du problème.

Il faut également souligner que les négociations furent facilitées lorsque le parti travailliste était au pouvoir au Royaume-Uni. Par exemple en 1966, le Premier ministre britannique Harold Wilson dépêcha le chancelier Stewart en Argentine pour discuter du problème des Falkland. Alors que sous les gouvernements conservateurs, les négociations n'étaient plus à l'ordre du jour.

En 1966, au mois de septembre, un groupe de nationalistes argentins qui voyageait dans un avion à destination de Rio Gallegos, détourna l'avion et l'obligea à atterrir à Port Stanley, ils exprimaient ainsi leur opposition à l'occupation britannique. Après cet épisode, l'ONU se fit plus insistante pour que les deux partis en dissension trouvent un accord.

L'Argentine fit, de son côté, des efforts pour être crédible vis-à-vis des Kelpers. Elle leur prodigua de multiples assurances.

Elle refusa le projet de référendum de la Grande-Bretagne, alléguant que la reconnaissance de la souveraineté argentine en ces dits territoires, nécessitait que la volonté d'expression des Kelpers ne soit pas subordonnée aux Britanniques, alors qu'une grande partie de cette population était composée de personnes travaillant pour la couronne britannique.

Pour l'Argentine, il s'agissait de réclamer le rétablissement de son intégrité territoriale, elle signala aussi qu'elle ne supporterait pas la dénaturation du droit à l'autodétermination des peuples pour consolider une situation anachronique.

²⁷ Special Committee on Decolonization 11th Meeting (AM) - 15 June 2006.

Deuxième partie - Les Malouines de la découverte à la spoliation anglaise : de la diplomatie à la naissance du conflit armé

C'est donc une période assez riche en événements, les Argentins ont plus à cœur de voir aboutir cette situation qui affaiblit leurs affirmations nationales. Les Anglais restent malgré tout fermes, les Falkland sont britanniques. Les interventions des Nations Unies ont l'avantage de faire parler de ce problème sur la scène internationale et de faire sortir par le même moyen l'Argentine de son isolement médiatique, mais il n'en reste pas moins que les résolutions et les incitations à la négociation n'ont pas le moindre résultat. Tous ces éléments vont mener à la guerre non déclarée des Malouines le 2 avril 1982, d'autant que la période des années 1970, jusqu'en mars 1982 est une phase active pour la diplomatie.

Chapitre 8

Les négociations des années 1970 jusque la veille de la guerre : entre avancée et recul

Ce fut une phase riche en rondes de négociations, mais les résultats en furent minces. On assista à une meilleure collaboration entre les deux partis en désaccord, mais les problèmes fondamentaux et viscéraux perdurèrent.

Les avancées notables s'affichent au niveau de la coopération

Au mois de juillet 1971, les représentants britanniques et argentins se réunirent avec le secrétaire général de l'ONU qui leur soumit une déclaration conjointe de négociations sur les îles. Néanmoins ce document ne constituait pas une renonciation des deux gouvernements à leurs droits « supposés » sur les Falkland, mais c'était plutôt une orientation qui tenait compte des intérêts des Kelpers, jusqu'à une solution du conflit sur la souveraineté de l'archipel. Il y eut également des accords pécuniaires qui accrurent les relations britanniques et argentines. Notamment la mise en place d'un accord concernant les communications, dont l'objectif était d'améliorer la coopération économique, sociale et culturelle entre les îles Falkland et l'Argentine.

Les lignes aériennes de l'Etat (LADE ou Linéas Aéreas del Estado), qui sont comme leur nom l'indique une compagnie aérienne appartenant au gouvernement argentin, se chargèrent dorénavant des communications aériennes, cette compagnie effectuait un vol hebdomadaire entre l'Argentine et Port Stanley. D'ailleurs le 1^{er} mai 1979, eut lieu l'inauguration de l'aéroport permanent de Stanley, dont la construction fut effectuée avec des moyens matériels et humains argentins, alors que l'investissement était britannique. Le coût de cette construction fut de 6 millions de livres sterling.

Ceci est donc une belle illustration de volonté de coopération nécessaire au développement de l'archipel. Cela ne fut pas la seule initiative économique argentine, puisque la YPF (« Yacimientos Petrolíferos Fiscales » la société pétrolière publique argentine privatisée en 1993) et le gaz de l'Etat établirent des services dans l'archipel.

Tandis que le gouvernement argentin offrait aux insulaires une assistance médicale sur le continent, il proposait en même temps aux Kelpers d'éduquer leurs enfants en Argentine, du fait de l'insuffisance des équipements scolaires dans l'archipel (où il n'existait alors qu'une seule école primaire).

Ces initiatives furent plutôt bien acceptées par les Kelpers, en revanche, ils virent sans bienveillance un flot de touristes argentins débarquer des navires. Pendant cet épisode, l'Argentine fit des efforts diplomatiques importants auprès des réunions internationales, et souligna toujours qu'elle ne défendait que son intégrité territoriale, de même qu'elle avait le plus grand respect pour les insulaires.

Les Nations Unies pendant cette période lui sont donc assez favorables, ceci peut s'observer à l'importance des résolutions que prend l'Organisation.

Par exemple en 1970, la résolution 2621, déclare que la continuation du colonialisme sous toutes ses formes est un crime qui viole la Charte des Nations Unies.

Le 4 décembre 1973, c'est la résolution 3160, l'ONU fait part de ses préoccupations vis-à-vis de l'absence de progression « *substantielle* » et de reconnaissance des efforts argentins. De même qu'elle déclare : « *nécessaire d'accélérer les négociations prévues dans la résolution* ».

En 1976, c'est la résolution 31/49, qui souligne l'accélération des négociations. L'Argentine obtient le soutien des pays non alignés. Néanmoins, la situation auprès du Royaume-Uni n'est pas un franc succès, notamment au commencement de l'année 1976, la Grande-Bretagne qualifie de stérile les négociations entreprises jusque là sur la souveraineté. Ce malaise est confirmé par l'affaire du navire *Storni* qui s'oppose à la mission Shackleton. Cela occasionne d'ailleurs de part et d'autre le retrait des ambassadeurs et bien sûr les négociations sont interrompues. Cette situation de blocage persiste, d'ailleurs le gouvernement travailliste avait pour ainsi dire quasiment fermé toute discussion, alors que d'habitude ils étaient moins réticents aux négociations. La situation se dégrade en mai 1979, avec la formation d'un nouveau gouvernement conservateur et l'arrivée de Margaret Thatcher au poste de Premier ministre.

Les négociations avec Ridley

Néanmoins, on peut noter que les intentions britanniques partaient d'un bon principe. En juin 1979, le sous-secrétaire d'Etat Nicholas Ridley se rendit aux îles Malouines, il rencontra le commandant Cavandoli, l'intention de ce dernier était de reprendre les îles Malouines. En fait, le gouvernement conservateur était assez favorable à l'ouverture de négociations, mais seulement lorsque celles-ci avaient un caractère économique. Pour ce qui est de la souveraineté disputée de ces îles contestées par les Argentins, les Britanniques n'étaient aucunement disposés à négocier. En septembre 1979, durant une réunion de l'Assemblée Générale des Nations Unies, le brigadier Pastor et Lord Carrington²⁸ se mirent d'accord pour rétablir les relations diplomatiques. (Les deux ambassadeurs qui avaient été rappelés après l'incident du *Storni*). Le brigadier général Pastor profita de l'occasion pour soutenir devant Lord Carrington que les îles Malouines étaient un problème sérieux pour l'Argentine et qu'il importait de le résoudre.

Il proposa pour ce faire un programme de travail, consistant à réunir les deux ambassadeurs avec leurs sous-secrétaires respectifs pendant une semaine deux fois par an et de tenir une réunion annuelle au niveau des responsables politiques de plus haut rang.

Cette proposition fut acceptée, sur le principe, par Lord Carrington, mais ce dernier ajouta que la Grande-Bretagne avait à résoudre d'autres problèmes internationaux plus urgents (la Rhodésie par exemple).

A la suite de cette proposition, le gouvernement argentin proposa à Ridley une réunion préliminaire, mais les conséquences des événements de Rhodésie furent le prétexte donné par Ridley pour refuser ces pourparlers.

²⁸ Lord Carrington

Peter Alexander Rupert, 6^{ème} baron Carrington, MC, CBE, né à Aylesbury, Buckinghamshire, le 6 juin 1919, éduqué à Eton, siège à la Chambre des Lords depuis 1940.

Sert dans les grenadiers guards pendant le second conflit mondial. Military cross.

Secrétaire parlementaire du Ministre de l'Agriculture. Novembre 1951-octobre 1954.

Haut commissaire en Australie 1956-1959.

Premier Lord de l'Amirauté dans le cabinet Macmillan. 1960-1963

Leader de l'opposition à la Chambre des Lords, 1964-70

Président du parti conservateur 1972-74.

Secrétaire au Foreign Office 1979-1982. Démissionne lors de la crise des Falkland. 6 avril 1982.

Secrétaire général de l'OTAN 1984-1988

1991 : préside une conférence internationale sur la dissolution de la Yougoslavie.

1999 : Lors de la suppression de la pairie héréditaire, il est nommé pair à vie avec le titre de baron Carrington of Upton.

Est actuellement le plus ancien membre de la Chambre des Lords.

En mars 1980, la dynamique des négociations fut de nouveau relancée, on programma effectivement une réunion formelle au niveau des sous-secrétaires et ceci dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies.

Aussi, ce qui peut paraître étrange jusqu'à ce moment, c'est que les Kelpers avaient toujours été ignorés dans ces rondes de négociations. On remédia à cela en intégrant dans « l'équipe anglaise » un notable insulaire. Mais on peut noter qu'il ne figurait pas comme un tiers départageant Argentins et Britanniques.

Par ailleurs, ce qu'il ne faut pas « oublier » de mettre en avant c'est que le problème des relations avec l'Argentine est un sujet préoccupant et quotidien pour les habitants des Malouines. La réalité pour eux, c'est qu'ils n'ont pas la maîtrise de leur destin, dans la mesure où la question est entièrement dans les mains de Londres qui a en charge la politique étrangère et la défense. Bien que détenant des voix consultatives, sur le plan de la politique internationale, l'opinion des 2800 habitants des Malouines est considérée comme négligeable. C'est pourquoi la population autochtone garde une grande méfiance à l'égard du gouvernement britannique.

Toute tentative de ce dernier pour normaliser les relations avec l'Argentine est vécue comme une trahison et une velléité de désengagements de la Grande-Bretagne quant à sa responsabilité de protection et de défense des îles.

Ridley : les négociations avancent à grand pas ?

A la suite de cette proposition, une ronde de négociations se tint à New York, les 28, 29 et 30 avril 1980. Pendant le déroulement de ces discussions, Ridley demanda au commandant Cavandoli de lui parler en privé, ce qui lui fut immédiatement accordé. Néanmoins le commandant Bloonner Reeve et l'ambassadeur Harding se joignirent à eux. De cette réunion en comité restreint, il résulta quelques intentions positives, notamment, les deux hommes pensaient qu'il devait exister une solution, dans laquelle le thème de souveraineté argentine serait inscrit. De même que toute solution devait, selon Ridley, tenir compte de la volonté des insulaires.

Il s'agit maintenant de résumer toutes les idées soulevées par le représentant britannique Ridley. Ce dernier eut à vaincre les réticences de Lord Carrington ainsi que de Margaret Thatcher pour voir aboutir cette ronde de négociations, ce qui n'est pas d'augure très favorable pour la suite.

Il pensait que le problème des Malouines pourrait se résoudre par une solution du style ou de la logique de Hong Kong, il précisa toutefois que les dates devraient être adaptées pour protéger les intérêts des Kelpers. Il souligna également qu'il n'était pas l'homme décisif de la situation car il devait soumettre tout ceci au cabinet britannique. Il estimait que l'on aurait un élément de réponse à cette proposition dans les 6 semaines à venir.

Cependant, il resta clairvoyant, il fit ressortir que la Falkland Island Company serait un ennemi de taille, qui nécessiterait toute la coopération argentine. Il promit de prendre en considération la bonne foi des Argentins ; cependant il n'envisageait qu'une solution politiquement acceptable pour les Anglais et les insulaires.

Les deux parties poursuivirent leurs efforts tout au long de l'année 1980, particulièrement en juillet, lorsque Ridley proposa de réunir une commission complètement confidentielle pour le mois de septembre de cette même année. L'ambassadeur Harding, le commandant Cavandoli, le commandant Bloomer Reeve, ainsi que Ridley se réunirent avec le consentement du cabinet britannique. Cette réunion était totalement liée à l'autorité du cabinet de Londres, tout ce qui ressortait de cette discussion devait être « *ad référendum* » du cabinet britannique. Cette réunion constituait une sorte de préliminaire pour concilier les Britanniques et les Argentins sur un accord sur les îles Malouines.

Par conséquent, le 10 et 11 septembre 1980, les participants se réunirent à Coppet en Suisse. Ridley fixa une recommandation : cette réunion devait absolument rester secrète. Il exposa que le but de cette réunion était d'établir quelques accords qui seraient soumis au consentement du cabinet britannique, il exposa les raisons de la demande de secret, toutes ces tractations devaient rester secrètes afin de préparer au mieux les habitants des Malouines.

Néanmoins à l'issue de ces deux jours de pourparlers, ils parvinrent aux accords suivants : une possibilité de transfert de la souveraineté pour les îles Malouines. Cependant pour ce qui était des îles Georgie du Sud et de Sandwich du Sud, elles pourraient être incluses dans une concorde qui établirait une exploitation conjointe. Ces accords prendraient effet dès que ces derniers arrangements seraient signés.

Ils avaient également envisagé la question des insulaires, il était nécessaire de protéger leurs intérêts, de même que leur mode de vie. De fait ils programmaient une administration combinée des Argentins et des Britanniques et cela pendant 99 ans.

Il était prévu que les citoyens malouins conserveraient leur nationalité britannique, mais que les enfants de ces derniers et nés à partir de cet accord, auraient la double nationalité, alors

que leurs petits-enfants auraient uniquement la nationalité argentine. Aussi les termes de cet accord seraient révisables tous les 10 ans.

En ce qui concerne la représentation de ces deux gouvernements, il fut entendu que les positions argentines seraient incarnées par une commission générale, alors que les positions britanniques seraient représentées par un gouverneur et un conseil élu parmi la population locale. De même pour la question économique, il y aurait un conseil qui élaborerait des projets communs pour les îles, ainsi que pour toute leur zone maritime, tandis que la *Falkland Island Company* serait démantelée.

Pour le symbole, les deux drapeaux flotteraient conjointement sur tous les édifices publics, pour que soit respectée l'égalité de représentation. Les soldats de la Royal Army seraient évacués.

Ces négociations furent donc très fécondes, de même les deux parties se virent toutes deux reconnaître des droits équitables sur les Falkland. Il restait néanmoins à soumettre ces propositions aux deux gouvernements, ce qui fut chose faite le 25 septembre 1980.

A la suite de cet accord, Ridley se rendit aux Malouines afin de présenter ces projets au conseil législatif, car il revenait aussi aux habitants de décider de leur avenir.

Ridley n'eut pas la tâche facile pour présenter ces propositions aux Kelpers. Leur réaction n'était pas très difficile à prévoir : il les trouva comme, il pouvait s'y attendre, on ne peut plus réticents et il lui fut tout aussi difficile, sinon plus, de convaincre le cabinet de Margaret Thatcher.

En présence de son homologue argentin, Ridley garda son optimisme, il pensait que les mentalités allaient évoluer. Le 2 décembre 1980, lorsqu'il exposa la situation des Falkland devant la Chambre des Communes, il souligna que l'hostilité des Kelpers aux négociations avait été exagérée. De même lorsqu'il évoqua sa proposition d'une solution « de type Hong Kong », il fut accueilli par des clameurs et pratiquement ridiculisé.

Ridley vuelve a las islas en noviembre de 1980. Londres había comenzado a evaluar y temer el riesgo de negarse a la posibilidad de una negociación seria. Ridley es franco con los isleños, les dice como no le había dicho antes Rowlands, que aislados de la Argentina carecían de futuro económico, les dice además que Gran Bretaña no puede asumir la defensa militar de las islas. Pero agrega algo nuevo y muy importante: afirma que

no podía que descartar que la Argentina, cansada, pudiera intentar una solución militar; los islenos, acaso por primera vez, advierten el peligro. Ridley estuvo a punto de convencerlos; algunos consejeros comenzaron a discutir el tema; Otros llegaron a manifestar que si el gobierno argentino le diera 10.000 libras y un boleto para viajar, la mayoría de los propietarios abandonarían las islas²⁹.

Mais ...

Página 60: Ridley debió hacer personalmente la presentación en los comunes. El fracaso de Ridley fue total. Ridley fue destrozado por los representantes laboristas y atacado sin piedad también por los conservadores, sus propios correligionarios, que no estaban dispuestos a permitir que los laboristas les robaran las banderas nacionalistas ni los beneficios de los rendimientos que siempre aportan estas actitudes. Ridley terminó esa tarde su carrera política.... Ni Lord Carrington ni Ridley habían medido el valor y la fuerza de su oponente: el Falkland Islands Company, el Comité de las Islas en Londres³⁰.

La Chambre des Communes envisagea alors de « geler » pendant dix ans toute discussion concernant la souveraineté des îles Malouines.

De même, le Cabinet insista sur le fait que cette question était très sensible pour les parlementaires ainsi que pour l'opinion britannique.

Les négociations se poursuivent bon gré, mal gré début 1981

Néanmoins, la volonté de négocier était apparemment toujours forte, puisqu'une nouvelle ronde de négociations fut proposée pour février 1981, que les Britanniques acceptèrent. Le 17 février 1981, l'ambassadeur du Royaume-Uni eut donc une entrevue avec le commandant Bloomer Reeve, cet entretien avait pour objet d'apprécier la position britannique lors de la prochaine ronde des négociations à New York. En ce qui concerne Ridley, il semblait être l'un des partisans les plus déterminés d'une solution négociée au sujet des Malouines. Le 23 février 1981 alors que commençait la ronde des négociations de New York, il exprima de nouveau son opinion. Pour lui, les Kelpers n'étaient apparemment pas assez bien renseignés sur les intentions argentines.

²⁹ Méndez Costa Nicanor, *Malvinas, esta es la historia*, Editorial Sudamericana S.A., Buenos Aires, 1993.

³⁰ Id référence ci-dessus.

La base de cette réunion n'était pas très favorable aux Argentins car il y avait toujours dans l'esprit des négociateurs britanniques, le refus des Kelpers de toute négociation et la réponse de la Chambre des Communes qui avait proposé d'interrompre les négociations pendant 10 ans. Les Anglais exposèrent leurs principes, ils ne pouvaient que se soumettre à la volonté des Kelpers. Ils leur garantissaient la sécurité, de même qu'ils n'exerceraient pas de pression sur eux pour modifier leurs relations et ils leur garantissaient un contrôle sur les ressources de la pêche qu'ils étaient les seuls à pouvoir exploiter. Vis-à-vis de cette position qui était devenue soudain très réticente, les Argentins soulignèrent que le temps du politique était révolu, pour eux le refus total des Kelpers d'entendre leur cause les avait dissuadés d'aller plus avant dans ce type de négociations. La fierté argentine se trouvait blessée et contrariée par ces vues et positions, ils soulignèrent que leur pays était un modèle en matière d'accomplissement de ses obligations internationales et que ses bonnes relations avec les Nations Unies étaient un excellent moyen de garantir ces réalisations.

Finalement cette réunion de New York n'apporta aucun nouvel élément, la situation demeurait inchangée.

En mars 1981 se produisent en Argentine des changements politiques, en conséquence desquels le Docteur Camilion devint le nouveau responsable des relations extérieures.

Parallèlement, il y eut une altercation entre Chiliens et Argentins ; le Général Galtieri³¹, alors commandant en chef de l'armée prit la décision de fermer la frontière avec le Chili. Cette situation suscita beaucoup d'embarras dans la diplomatie argentine dans la mesure où Anglais et Chiliens entretenaient d'excellentes relations.

³¹ Léopoldo Fortunato Galtieri - Né à Caseros-Castelar, près de Buenos Aires, le 15 mai 1926, dans une famille modeste d'immigrés italiens. Entré au collège militaire à 17 ans. Officier du génie. Stagiaire à la célèbre Ecole militaire des Amériques (US army school of the Americas). Alors installée dans la zone du canal de Panama, celle-ci formait des officiers à la lutte contre la subversion communiste. Les généraux Viola, Pinochet et Banzer en furent élèves. Des vétérans des guerres d'Indochine et d'Algérie (Trinquier, Aussaresses) y ont donné des enseignements portant sur l'action psychologique, impliquant au besoin le recours à la torture.

En 1975 nommé commandant du génie de l'armée argentine. En 1976, il prend une part active au coup d'Etat qui renverse Isabel Peron et porte au pouvoir son ancien condisciple le général Videla. Promu général de division en 1977. Membre de la Junte à partir de 1981, il se rend la même année aux Etats-Unis où il est bien reçu par plusieurs hauts responsables de l'administration Reagan qui promettent aide et assistance à la Junte. Après la déposition du général Viola, il exerce les fonctions de chef de l'Etat du 22 décembre 1981 au 18 juin 1982. Devant l'opposition croissante de la rue, il doit faire quelques timides concessions libérales.

Acquitté une première fois lors du procès de la Junte en 1985, il est condamné à 12 ans de prison par le conseil de guerre sous la présidence Alfonsín en 1986 pour incapacité lors de la guerre des Malouines. Il est gracié par le président Menem en 1991 mais meurt le 12 janvier 2003 alors qu'il se trouve sous le coup d'une nouvelle inculpation pour les meurtres commis sous son autorité par « l'escadron de la mort ».

Personnalité à tous égards de second plan.

Ceci n'était pas de bon augure d'autant qu'après le 23/24 février, la Chambre des Communes avait commencé à durcir ses positions, sous la pression de la *Falkland Island Company*. Toutefois le *Foreign Office* gardait une attitude relativement positive vis-à-vis des négociations sur les Falkand, il soutenait qu'on pouvait les poursuivre, mais il écartait de ces pourparlers les îles Sandwich du Sud et Georgie qui constitueraient la base britannique pour l'Antarctique. Devant ces faits, le docteur Oscar Camilion fit parvenir une note à l'ambassadeur britannique pour lui dire d'accélérer les discussions, tout en lui rappelant que « *la situation coloniale résultait d'un anachronisme tant inacceptable qu'insoutenable pour la dignité de la Nation Argentine* ». De nouveau, au mois de septembre, un entretien privé eut lieu entre Lord Carrington et le docteur Camilion ; mais ce dernier déclara à l'issue que Lord Carrington n'avait pas l'intention de négocier sérieusement. Il n'en sortit rien de concret.

On peut dès lors noter un changement de comportement britannique à l'égard des pourparlers. Sous l'influence de Ridley, il y avait eu quelques ébauches d'accords, et des discussions fructueuses, mais lorsque Lord Carrington reprit en main les négociations, il parut évident que les intentions britanniques avaient changé.

Lord Carrington s'était toujours montré hostile aux prétentions argentines sur les Malouines, et ce, bien sûr, sous l'influence de la Chambre des Communes. En décembre 1981, il y eut des changements politiques en Argentine, le nouveau responsable des relations extérieures était le docteur Costa Méndez. Ce dernier tenta de réactiver les négociations, en proposant de nouveau une date de réunion, mais celle-ci fut quelque peu retardée dans la mesure où les Anglais avaient des problèmes avec le Canada et que l'Argentine devait s'accoutumer à son changement de présidence.

La position du nouveau président argentin se fit plus insistante, il annonça à Costa Méndez qu'il envisageait une occupation militaire des Malouines. Celui-ci relativisa les choses et chercha à apaiser les esprits en indiquant que ce n'était certainement pas à l'étude.

En 1982, la dernière ronde de négociations : les Argentins sont résolus à en découdre

Il eut donc une nouvelle ronde de pourparlers à New York, le 26 et le 27 février 1982, avec, du côté argentin, les ambassadeurs Ross et Ortiz de Rozas, tandis que les Britanniques étaient représentés par les ministres Luce et Fearn, ainsi que par l'ambassadeur Williams, avec en plus cette fois, non plus un, mais deux conseillers malouins. La composition de cette délégation britannique avait pour priorité de donner satisfaction aux insulaires.

Les pourparlers finirent avec l'apparente volonté de la délégation britannique de réfléchir à la proposition argentine qui consistait à établir une sorte de Commission permanente aux négociations, qui devait se réunir les premières semaines de chaque mois. Ces débuts furent nommés « la proposition de réactivation ». Ce fut donc une réunion qui consacra de nouveau une assez bonne entente entre les deux parties qui par ailleurs exprimaient le désir de résoudre rapidement le problème de la souveraineté des îles.

Après cela, Costa Méndez se crut obligé d'émettre un communiqué, le 2 mars :

« L'Argentine a négocié avec la Grande-Bretagne avec patience, fidélité et bonne foi, cela pendant plus de 15 ans, dans une démarche signalée par les résolutions des Nations Unies. Le nouveau système constitue un pas efficace pour la rapide solution de cette dispute. Au cas où cela n'arriverait pas, l'Argentine se maintient le droit de mettre fin au fonctionnement de ce mécanisme et de choisir librement la procédure qui comblerait le plus ses intérêts ».

Il y a donc dans les propos de Costa Méndez une sorte de menace à peine larvée, rappelons que nous sommes déjà le 2 mars 1982 et qu'un mois plus tard l'Argentine va faire passer ses menaces dans les faits. D'ailleurs personne ne se méprit sur le sens de ce communiqué, puisque l'ambassadeur britannique Williams émit une protestation quant à son contenu. Nous notons aussi la première intervention des Etats-Unis dans la question des Malouines, lors de la visite à Buenos Aires du sous-secrétaire d'Etat américain, Thomas O. Enders. Ce dernier déclara que les Etats-Unis n'étaient pas intéressés par ce conflit, et que la position de son pays restait neutre en la matière, « hands off ».

Il convient de souligner ici brièvement la situation après la fin du conflit, soit en août 1982, Enders déclara devant la Chambre des représentants que les Etats-Unis ne tenaient pas au fait que les îles Malouines devinssent « une base militaire ». Pendant ce temps, les Malouines continuaient à être un sujet de préoccupations aux Nations Unies.

En mars 1982, un nouvel ambassadeur d'Argentine fut désigné auprès de cette institution internationale, en la personne du docteur Eduardo Roca. Le 20 mars 1982, le président Galtieri révéla à Eduardo Roca qu'il envisageait une intervention armée afin de régler définitivement ce problème de souveraineté, puisque le conflit ne pouvait selon lui avoir aucune autre issue.

D'autant que la situation argentine était assez compromise et fragilisée auprès de l'ONU, dans la mesure où le Nicaragua protestait contre l'intervention d'« éléments » argentins dans l'élaboration d'un coup d'Etat monté depuis le Honduras voisin.

L'ultime avertissement argentin intervint le 31 mars 1982, quand l'ambassadeur Roca reçut pour instruction de présenter devant le Conseil de Sécurité de l'Onu, une note dénonçant l'agression britannique dans les îles de Georgie du Sud.

Trois heures plus tard, Londres apprit que l'Argentine préparait activement une invasion militaire des îles Malouines. Dans ce contexte, la situation de l'ambassadeur Roca était quelque peu difficile à soutenir d'autant qu'il était mal informé des intentions et des réalisations de la Junte militaire argentine. De ce fait, le matin du 2 avril 1982, l'ambassadeur britannique Parsons demanda une réunion du Conseil de Sécurité, mais l'ambassadeur argentin ne souhaita pas y prendre part, il remit son discours au lendemain, pour laisser le temps au ministre des Affaires étrangères Costa Méndez d'expliquer au conseil de Sécurité les intentions et les objectifs du gouvernement argentin.

Il faut souligner que c'est dans la nuit du 1 au 2 avril, que les forces armées argentines ont envahi les Malouines ainsi que les autres îles de l'Atlantique Sud. D'ailleurs le Général Galtieri reçut deux ultimes appels visant à le dissuader de l'invasion alors que les troupes argentines commençaient déjà à prendre pied dans l'archipel, le premier provenait de Kamanda wa Kamanda, président du Conseil de Sécurité et le second du président des Etats-Unis.

Ceci compromettait fondamentalement les négociations.

Dorénavant, il n'était plus question de négociation pacifiste, puisque l'armée argentine installée dans l'archipel constituait une force de pression belliqueuse incontournable.

Les négociations furent très longues, malheureusement elles furent à peu près vaines.

Dans la mesure où les deux parties restaient fermement campées sur leurs positions, les Kelpers et le lobby de la FIC jouèrent le rôle d'arbitres. Mais naturellement, ce rôle fut défavorable aux Argentins, car même si la situation économique de l'Angleterre n'était pas exceptionnellement bonne à la fin des années 1970 et au début des années 1980, elle l'était si on la mettait en comparaison avec l'ensemble des données politiques, sociales et économiques de la situation de l'Argentine.

De toute évidence, les Kelpers n'avaient aucun intérêt à devenir Argentins. Ce pays connaissait une dictature militaire, les droits de l'homme étaient bafoués et sa situation économique était proche de la banqueroute.

On peut souligner aussi l'importance du contexte international de l'époque, on parlait de « guerre froide », de pays non-alignés, ce furent des négociations qui eurent un retentissement international de ce point de vue. Dans ce monde où les « camps est/ouest » étaient prédominants, chaque pays devait prendre position, d'où le rôle important de médiateur des Nations Unies pour apaiser ces tensions et gérer tout ceci. Il semble important de souligner le rôle de Ridley, qui à la fin des années 1970 a vraiment réussi à faire progresser les négociations, malheureusement il s'est heurté à la Chambre des Communes, mais aussi et surtout aux Kelpers, qui étaient irrémédiablement rébarbatifs à toute négociation et à tout ce que cela pouvait sous-entendre, même si, au quotidien, la proximité de l'Argentine pouvait leur faciliter « considérablement » la vie.

Pour les Kelpers, cette proximité était perçue comme une « promiscuité », l'Argentine était considérée comme le « voisin gênant », ils ne pouvaient ni ne voulaient entendre parler d'une quelconque souveraineté argentine sur leur archipel.

Aussi peut-on risquer d'évoquer la lenteur argentine face à ce problème, c'est un conflit qui n'est pas récent, depuis le 3 janvier 1833, l'Argentine proteste diplomatiquement contre la « prise et l'anachronisme colonial » que les îles Malouines représentent pour elle et finalement après 149 ans, quelques militaires décident de reprendre ces îles par la force.

Du fait et face à l'ampleur de ces réticences anglaises, les négociations ne pouvaient qu'échouer, tout comme il était prévisible que les Argentins finiraient par être excédés par cette situation. D'autant plus compréhensible et prévisible, si l'on se réfère à leur nationalisme (pourtant quelque peu vacillant en 1982, c'est donc l'un des objectifs de cette reconquête, c'est-à-dire restaurer l'unité nationale autour d'un thème majeur) et à la fierté nationale exacerbée devant ce conflit, pour eux les Malouines leur avaient été volées et en 1982, ils ne faisaient que reprendre leur bien.

Néanmoins tous ces éléments restent insuffisants pour comprendre ce conflit, c'est pourquoi nous étudierons dans le chapitre suivant la situation des deux pays en 1982, ceci à une échelle politique, sociale et économique. L'objet de cette nouvelle esquisse d'étude devrait montrer que c'est la situation de ces deux pays qui est la cause de ce conflit. En revanche, dans la partie suivante, nous nous proposons d'examiner la nature du contentieux.

Chapitre 9

La nature du contentieux : entre statut colonial et autodétermination

La nature du conflit selon l'Argentine

Pour l'Argentine, il s'agit clairement d'un problème de nature coloniale. C'est pourquoi elle porte le litige devant l'Organisation des Nations Unies.

Sous l'égide de l'ONU, une multitude de tentatives de règlement et de rondes de négociations eurent lieu (nous étudierons ce point déterminant spécifiquement). Mais nonobstant quelques accords pratiques (transports, communications, etc.), aucune négociation n'aboutit. C'est pourquoi, l'Argentine a repris par la force les îles, qui selon elle, lui appartenaient de plein droit.

L'Argentine souligne que c'est un problème d'intégrité territoriale et d'occupation d'une région coloniale.

Notons l'expression de l'ambassadeur italien Ludovico Carducci-Artenisio pour qualifier la situation aux Malouines « *le problème des Malouines est plus un problème d'un territoire colonial que d'un peuple colonial, les circonstances font que c'est un problème assez spécifique* ».

Aussi les Argentins tentent de profiter du contexte et de la vague de décolonisation. Rappelons ici en quelques mots le bilan de la décolonisation britannique à cette époque, ceci afin d'éclairer l'insistance des Argentins : l'Inde et le Pakistan obtiennent leur indépendance en 1947, Ceylan en 1948, l'Égypte en 1952, le Ghana et la Fédération de Malaisie en 1957, le Nigeria en 1960, Chypre et la Sierra Leone en 1961, le Tanganyika en 1962, etc. ... Toutes ces décolonisations programmées de longue date interviennent dans une relative sérénité (en comparaison de la décolonisation de certains territoires français comme l'Algérie), c'est pourquoi le terrain semble propice à une entente.

Les Argentins ne sont donc pas insensibles au fait que la Grande-Bretagne soit en train de perdre la plupart de ses colonies et ils pensent que les Malouines pourraient être entraînées dans ce même courant.

La seconde guerre mondiale a été déterminante. L'évolution des mentalités et un certain constat ont montré après 1945 que les grands empires coloniaux entraient dans la phase du déclin.

Les Européens ont mené une guerre contre le nazisme, au nom de la liberté. De ce fait, comment pourraient-ils justifier de refuser leur liberté à ceux qui la leur réclament ?

Le contexte de la guerre froide est aussi de ce point de vue déterminant. Les Etats-Unis, se rappelant qu'eux aussi furent jadis une colonie sous domination britannique, libérée au prix d'une guerre, encourageaient la décolonisation.

Cela pouvait également permettre aux Américains d'affaiblir les puissances européennes, car en devenant amis avec les anciens territoires coloniaux, ils pouvaient sans difficultés, profiter économiquement de la situation.

De même, l'URSS y entrevoyait un affaiblissement potentiel de l'Occident et une possibilité de se faire de nouveaux alliés sur le continent latino-américain.

L'Argentine souligne par ailleurs que le conflit ne concerne pas un peuple colonisé, mais un territoire colonisé. Raison pour laquelle les arguments avancés par la Grande-Bretagne en faveur de l'autodétermination sont inacceptables. Avançant qu'un grand nombre de résidents étaient employés de la Couronne et qu'ils étaient dans leur grande majorité britanniques, ou plutôt descendants de Britanniques, l'issue de la consultation ne pouvait manquer d'être favorable à la Grande-Bretagne.

L'Argentine souligne également que les territoires étant à plus de 12 000 kilomètres de la Métropole les interfaces et les échanges avec les Kelpers sont beaucoup plus nombreux avec les Argentins qu'avec les Britanniques, surtout depuis les accords économiques. Les îles Malouines se sont vu offrir par les Argentins des facilités et ont pu développer leurs échanges commerciaux. Alors que jusque là, les Britanniques n'ont jamais trouvé beaucoup d'intérêt à venir en aide aux Kelpers.

Ce sont des arguments de poids, mais les Kelpers restent attachés à la Grande-Bretagne et n'entendent pas passer sous la souveraineté d'un pays en voie de développement, souffrant de

maux endémiques (dictature et difficultés économiques), alors que le Royaume Uni, malgré ses déboires, est une nation occidentale et démocratique.

La nature du conflit selon le Royaume-Uni

Devant les requêtes et l'insistance de l'Argentine, le Royaume-Uni se montre parfois conciliant et prêt à négocier.

Mais le plus souvent, il se borne à rétorquer qu'il est tout disposé à accepter l'autodétermination de la population.

Etant entendu que l'autodétermination lui serait favorable et que l'ONU dans sa résolution 2065 n'avait pas reconnu ce droit aux Kelpers, les Argentins n'ont jamais accepté de se prêter à ce jeu.

La théorie d'un territoire colonisé n'est pas acceptée par les Britanniques, pour eux les Malouines sont leur possession de plein droit et ce n'est pas contestable.

A noter que seul subsistent aujourd'hui quelques vestiges de l'Empire britannique, dont font partie si l'on rejoint la position argentine, les îles Falkland, ainsi que les îles Sandwich et les îles de la Georgie du Sud, Gibraltar, Sainte Hélène, Tristan da Cunha et quelques autres possessions éparses, pour la plupart insulaires.

Les Britanniques ont une présence active sur le territoire malouin depuis 1833 et c'est une « occupation » active. Les Britanniques établis sur cette terre lointaine, devenus des Kelpers, ont développé l'économie de l'archipel et entendent continuer à vivre sous l'égide du Royaume Uni tout en profitant des possibilités offertes par la proximité argentine, qui leur facilitent la vie.

En conclusion, dès lors, pour quelle raison le Royaume-Uni consent-il un si grand effort ?

Margaret Thatcher affirme lors de la séance extraordinaire de la Chambre des Communes le 3 avril 1982 qu'elle refuse de s'incliner devant la violence de ces revendications territoriales, et qu'elle entend défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Elle entend de même honorer les engagements pris envers les Kelpers et laver l'affront fait au drapeau.

De même, nous pouvons lire dans la presse britannique, « *Last but no least* », le sentiment d'orgueil national prédomine, la Grande-Bretagne se devait de ne pas céder aux intimidations d'une puissance militaire de second ordre.

Mme Thatcher compte aussi défendre les intérêts des Britanniques (notamment les intérêts de la FIC dans laquelle son époux passe pour avoir des intérêts ?) et les quelques Britanniques qui résident dans les îles.

Rappelons que nous sommes toujours dans un contexte de guerre froide, que le Panama fait partie des pays non-alignés, et qu'en conséquence la situation géostratégique des Malouines, fait de cet archipel la clé d'une position stratégique importante dans l'hypothèse d'une fermeture du canal de Panama.

De même, s'arroger le pouvoir sur les Malouines est la meilleure façon de s'assurer le contrôle d'un immense territoire encore méconnu (l'Atlantique sud, y compris l'Antarctique, le plateau continental et la zone économique exclusive de la région).

C'est pourquoi lorsque les Anglais réfutent les arguments de ceux qui dénoncent le colonialisme britannique, ils répliquent : « *Demandons-leur plutôt où se trouvent les populations colonisées ? Sûrement pas les manchots, ni les éléphants de mer, ni surtout les moutons, qui sont eux aussi de race britannique (Shetland)* ».

III) Le point en 1982 : le contexte international et la guerre des Malouines

I - Un point stratégique pour maintenir un monde libre ?

II - Les îles Malouines dans le contexte de la période de décolonisation

III - Le Tiers-monde : un soutien dans la volonté de décoloniser les Malouines

IV - Le conflit des îles Malouines dans le contexte de la crise pétrolière

Chapitre 1

Un point stratégique pour maintenir un monde libre ?

Le point sur la guerre froide au début des années 1980

Début 1980, les relations entre les deux blocs sont à la guerre fraîche, cette période de « fraîcheur » durera jusqu'en 1985. Le raidissement américain fait suite à l'invasion de l'Afghanistan.

Le Président Carter revient à une politique de fermeté : il applique un embargo à l'URSS sur les livraisons de céréales, sur les livraisons de technologies de pointe.

En 1980, les Américains boycottent les Jeux Olympiques de Moscou, les Soviétiques font de même lors de JO de Los Angeles, en 1984.

Parallèlement, ils mènent une politique de défense dissuasive en augmentant les crédits militaires et l'effort de réarmement.

Le congrès américain ne ratifie pas les accords SALT II. Ils font parallèlement pression sur les Européens pour qu'ils ne livrent pas les équipements nécessaires au gazoduc transsibérien et ne se ravitaillent pas en gaz auprès de l'URSS. Fraîchement élu, le Président Reagan n'alourdit pas les sanctions contre l'Union soviétique. Pour des raisons économiques intérieures, il lève même l'embargo sur les céréales (les lobbies agricoles font pression) puis sur le gazoduc transsibérien.

Toutefois, nous constatons tout de même que les relations Est-Ouest continuent à être très tendues. Nous ressentons également que les stratégies de dissuasion portent surtout sur les matières premières (nucléaires, gaz, pétrole), alliant en même temps, les accords et alliances diplomatiques.

Son élection s'explique par une réaction patriotique et impérialiste des USA après les échecs à l'échelle internationale qu'ils viennent de connaître.

Le nouveau président américain veut redonner confiance à l'Amérique et estime qu'il ne peut négocier avec l'URSS qu'en position de force.

Il va assez loin dans ses propos en qualifiant l'URSS de « L'empire du Mal », « la représentation du diable sur la terre ».

Le durcissement de la politique des Etats-Unis se confirme d'autant plus que l'URSS est essentiellement accaparée par des problèmes intérieurs entre 1982 et 1985, notamment de succession entre la mort de Brejnev et l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev.

En même temps, Reagan poursuit la politique de réarmement entamée par le président Carter : le budget militaire double de 79 à 87 pour atteindre 295 milliards \$ et 29 % du budget global ; il finance fortement les forces US, en la développant et la modernisant, il équipe les sous-marins nucléaires de missiles MX, bombardier B1, fusées Trident.

En même temps que se profile en Europe, la crise des missiles (1979), les Etats-Unis lancent le programme Initiative Stratégique de Défense (IDS) ou « guerre des étoiles ».

L'objectif de ce programme paraît surréaliste pour l'époque, il s'agit d'édifier dans l'espace un bouclier inviolable avec stations spatiales de détection et de frappe nucléaire en vue de détruire tout missile ennemi lancé contre les USA. Cet armement assurerait une supériorité décisive sur l'URSS par la fin de l'équilibre de la terreur : les Etats-Unis pourraient détruire l'URSS, mais ces derniers ne pouvaient plus détruire les USA.

Avec le président Reagan, la doctrine Johnson de 1965 redevient d'actualité : « pas de nouveau Cuba » et il applique la politique du « big stick ».

Il intervient particulièrement en Amérique Centrale et du Sud : en octobre 1983, c'est à Grenade. Au Nicaragua, les USA multiplient les entraves économiques en réduisant leurs relations commerciales. Ils apportent un soutien financier et en armes aux « contras » (l'opposition armée aux sandinistes). Au Salvador et au Guatemala, ils soutiennent le gouvernement de ces deux pays aux prises avec des maquis révolutionnaires soutenus par les sandinistes.

Les USA se sont toutefois attirés des reproches des latino-américains lorsqu'ils ont soutenu la Grande-Bretagne contre l'Argentine dans le conflit des îles Malouines en 1982. L'Argentine,

qui revendique ces îles anglaises depuis 1833, les occupe par surprise en 1982, avant que la Grande-Bretagne ne vienne les reconquérir par la force.

Par ailleurs, compte tenu du contexte international, il a été dit que le déclenchement de la guerre des Malouines avait été utilisé comme un écran de fumée pour masquer la répression « annexionniste » de la Cisjordanie. Le siège de Port Stanley conjugué avec le sommet des sept pays les plus riches (sommet du G7) a constitué l'occasion idyllique pour une invasion du Sud-Liban.

A noter que la signature d'accords de défense bilatéraux et la fourniture d'armes ont permis à Washington de développer des actions militaires dans ce sous-continent. Initialement motivée, pendant la guerre froide par la lutte contre les mouvements révolutionnaires alliés de Cuba et de l'U.R.S.S., l'implication américaine se trouve aujourd'hui essentiellement motivée par la lutte contre le trafic de drogue, mais aussi par la dérive extrême-gauche de certains pays riches en pétrole contre le Venezuela avec Hugo Chavez.

Les îles Malouines dans le contexte de la guerre froide : les deux blocs qui s'affrontent par pays interposé

Le conflit des Malouines a été un affrontement entre une puissance d'envergure nucléaire occidentale : le Royaume-Uni et une puissance conventionnelle, sans armement nucléaire, en voie de développement : l'Argentine, pour la possession d'îles à l'intérêt stratégique et économique incertain.

C'est pourquoi, le rapport de force déséquilibré entre les deux belligérants associé à l'attitude des deux superpuissances, Etats-Unis et Union soviétique, entraîne une limitation de l'escalade militaire. Dans la mesure où l'escalade militaire pourrait entraîner une troisième guerre mondiale, nous assistons à des soutiens « dissimulés » des deux côtés.

La victoire britannique a été conditionnée par la cohérence d'un système interarmé ainsi que par la mise en œuvre d'une logistique impressionnante, avec un rôle non négligeable joué par les satellites de communication et l'appui stratégique certain des Etats-Unis.

La guerre froide influe nettement sur la guerre des Malouines, certains ont même considéré que cette guerre en était l'expression.

En fait, en 1982, le monde est bipolaire partagé entre l'URSS et les Etats-Unis. Ces derniers en tant que deux grands ennemis du monde ont le devoir d'intervenir pour les îles Malouines. C'est un terrain d'affrontement.

Aussi, l'affrontement s'affiche à un niveau militaire entre une nation « sous-développée » (bien que l'Argentine est en 1982 le pays le plus avancé militairement et économiquement d'Amérique du Sud) et une nation occidentale du Nord.

Cette opposition répond parfaitement à ce cadre de guerre froide, où la décolonisation a été un terrain d'affrontement.

En 1982, les relations Est-ouest ne sont pas « chaudes » puisque le monde traverse une période de récessions économiques, nous constatons donc un certain retrait des deux blocs, c'est un peu le chacun pour soi. Lorsque les troupes anglaises ont commencé à faire route vers les îles Malouines, nous avons vu l'URSS entreprendre quelques démarches. Aussitôt les Etats-Unis les ont mis en garde contre une quelconque tentative d'intervention dans le conflit, l'aide militaire russe pour l'Argentine fut donc très discrète, mais pas suffisamment car les services de renseignements anglais et américain savaient qu'ils aidaient les Argentins.

Les Etats-Unis ont ainsi fait mine de tergiverser dans le choix du soutien entre ses deux alliés (entre le Royaume-Uni, allié traditionnel et l'Argentine, soutien de la politique américaine en Amérique du Sud).

Il y a également d'autres pays qui se démarquent dans leur prise de position vis-à-vis de l'Argentine, c'est notamment le cas de Cuba qui prend fait et cause pour les Argentins, d'autant lorsque les Etats-Unis se rangent finalement aux côtés du Royaume-Uni.

Il faut reconnaître que Buenos Aires a rassemblé un ensemble de politique complètement disparate.

La situation internationale en 1982 n'est donc pas favorable à l'émergence d'un conflit important. Du fait de l'importance des partis pris pour les deux nations qui cadraient idéalement dans la séparation des deux blocs, l'Argentine, une dictature militaire, un pays du sud et l'Angleterre, un pays industrialisé et occidental, faisant partie du Traité de l'Atlantique Nord, toutes les conditions étaient réunies pour générer un vaste conflit si chacun se prenait au jeu.

Il faut également souligner que même si l'Argentine est un « allié » des Etats-Unis, elle a toujours fait preuve d'une certaine réticence à l'égard de ces derniers. Nous pouvons évoquer le fait que leur amitié est relativement nouvelle, puisqu'en fait, ils ont depuis peu des projets communs.

En fait, en ce qui concerne la position de l'Argentine face aux Etats-Unis, nous pouvons dire que c'est historiquement l'exemple le plus achevé du refus de coopérer avec les Etats-Unis.

Durant la Deuxième guerre mondiale, l'Argentine était « prétendument » neutre ; toutefois, les ports argentins, à l'inverse des brésiliens, étaient fermés aux forces occidentales, alors que Buenos Aires était de notoriété publique un centre d'espionnage et de transmissions allemand, raison pour laquelle de nombreux nazis ont choisi l'Argentine comme terre de refuge.

Les relations Russo-Argentine

En 1980, pendant la guerre froide, l'Argentine a profité de l'embargo américain contre l'URSS sur les céréales pour accroître ses ventes auprès de l'URSS, pendant que celle-ci soutenait l'Argentine devant l'ONU pour éviter que la Junte militaire ne fasse l'objet d'une condamnation pour non-respect des droits de l'homme.

Le 12 avril 1981, le nouveau ministre des affaires étrangères Oscar Camilion a réaffirmé l'indépendance de l'Argentine vis-à-vis de la politique étrangère des Etats-Unis et son intention de livrer à l'Union Soviétique les quantités de viande et de céréales commandées. Il a décrit la participation argentine aux manœuvres navales interaméricaines organisées sous l'égide des Etats-Unis comme n'impliquant aucun engagement de collaborer à la défense des communications dans l'Atlantique Sud.

Néanmoins les relations entre Washington et Buenos Aires s'étaient beaucoup améliorées après l'entrée de Ronald Reagan à la Maison Blanche, en janvier 1981. L'Argentine ne se faisait plus reprocher publiquement ses entorses aux droits de l'homme. Les Etats-Unis fermaient les yeux sur les actes de la dictature en échange de sa docilité concernant des projets américains.

Le 19 mars 1981, la Maison Blanche demandait au Congrès d'annuler l'interdiction de ventes d'armes à l'Argentine, prise en 1978. Le Congrès approuva.

Mais il faut souligner que cela est plutôt une victoire d'ordre symbolique, puisque les Argentins s'approvisionnaient ailleurs (notamment auprès de la France).

Mais cette mesure va dans le sens d'un certain rapprochement entre les deux nations.

Le conflit des îles Malouines est bel et bien une occasion d'affrontements modérés pour les deux blocs, modérés puisque finalement le conflit n'est pas de grande taille.

L'Argentine l'a mainte fois rappelée, pour elle, c'est surtout, un conflit colonial ou plus précisément un « anachronisme colonial ».

Toutes ces considérations sont larges, les Argentins désireux de reprendre leurs territoires ont choisi un moment relativement inopportun dans la mesure où la situation internationale, mais surtout les pays interventionnistes (les Etats-Unis et les nations européennes) se doivent de conforter la position anglaise, au risque de voir s'effondrer les relations dominants/dominés. Bien que l'Argentine ne fasse pas partie du groupe des pays du Tiers Monde, il faut imaginer le bouleversement si le dominé (l'Argentine) parvenait à vaincre le dominant, cela constituerait un bouleversement total de l'équilibre mondial. Le conflit soulève également le problème des accords militaires internationaux.

Le conflit des Falkland n'est donc pas un conflit de la guerre froide, mais il montre l'affaiblissement de l'autorité des deux grands sur leurs alliés. Nous sommes au début des années 1980, la fin du bloc soviétique en même temps que la fin de la guerre froide sont proches, le conflit des Falkland n'a-t-il pas été en quelque sorte un événement annonciateur de la fin des deux blocs ?

C'est un conflit atypique qui ne répond à aucun critère de la diplomatie internationale de l'époque.

Chapitre 2

Les îles Malouines dans le contexte de la période de décolonisation

Dans un contexte international de guerre froide, de polarisation politique interne extrême et de crise économique et sociale, la guerre des Malouines est également placée dans un autre contexte, celui de la décolonisation.

Pourquoi créer un rapprochement entre ce contexte et l'archipel des Malouines ?

Tout naturellement dans la mesure où l'Organisation des Nations Unies a reconnu que les îles étaient des colonies, elle les a mises sur la liste des territoires à décoloniser (dans la résolution n°2065, du 16 décembre 1965).

Un territoire à décoloniser

La Grande-Bretagne possède un empire colonial, construit au 19^{ème} siècle : l'Inde en 1805, en 1815 le cap de Bonne Espérance, Ceylan, Malte, l'île Maurice et les Seychelles. En 1919, c'est Singapour, en 1824, Malacca, 1833, ce sont les Falkland, en 1840, la Nouvelle Zélande, Hong Kong en 1842, la Birmanie en 1852, le Lagos en 1861, le Labrador en 1846 et le Sarawak en 1888.

Après la Seconde Guerre mondiale, lorsque l'ONU a été créée, le processus de décolonisation était amorcé, le climat international était donc favorable aux revendications argentines.

Mais c'est seulement en 1960 que l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la Résolution 1514¹ sur « *l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux* », y compris les îles Malvinas.

Recognising that the peoples of the world ardently desire the end of colonialism in all its manifestations, [...]. Welcoming the emergence in recent years of a large number of dependent territories into freedom and

¹ Cf Annexe 2 « Résolution 1514 (XV) », page 536.

independence, and recognizing the increasingly powerful trends towards freedom in such territories which have not yet attained independence,

Le 14 décembre 1960, la déclaration de garantie d'indépendance des pays et des peuples colonisés est stipulée dans la résolution 1514 (XV)².

Ce climat est devenu plus perceptible en 1965, lorsque l'ONU a adopté la Résolution 2065³, réaffirmant la :

« sincérité de mettre fin au colonialisme sous toutes ses formes, dont l'un regroupe les îles Malvinas ».

L'Assemblée générale a demandé aux gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de s'engager à résoudre le problème « *sans retard dans les négociations recommandées par le Comité spécial chargé d'enquêter sur la situation* » du pays et des peuples coloniaux.

Le Royaume-Uni n'a pas voté contre ces résolutions. Il s'est simplement abstenu. Dans ce cadre toutes les actions ont été sabotées. Toutes les négociations ont été avortées grâce à l'action conjointe du Parti conservateur et des Kelpers, alors qu'Harold Wilson, premier ministre conservateur tentait de négocier une solution qui permettait le retour de l'archipel dans les dix années.

² Cf Annexe 2 « Resolution 1654 (XVI) », page 538.

³ Cf. annexe 2 Résolution 2065, page 540.

Chapitre 3

Le Tiers-monde : un soutien dans la volonté de décoloniser les Malouines

En 1955, ni l'Argentine, ni les autres pays sud américains ne participent à la conférence afro-asiatique de Bandoung.

Toutefois, ces derniers avaient rappelé dans leur communiqué du 24 avril 1955 qu'ils se déclaraient tous d'accord pour affirmer que « *le colonialisme, dans toutes ses manifestations, est un mal auquel il doit être mis fin rapidement* ».

Ils définissent également que le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale dans toutes les nations.

Plus tard, en 1982, lors du conflit, le mouvement des non-alignés en rappellera les principes.

A Colombo (Sri Lanka), le 19 août 1976, le point 119 de la déclaration politique, adopté par la 5^{ème} Conférence des chefs d'état ou de gouvernement dispose ; en ce qui concerne le cas spécial et particulier des îles Malouines, la conférence a soutenu fermement la réclamation de la République argentine et elle a exhorté le Royaume-Uni à poursuivre activement les négociations recommandées par les Nations unies en vue de faire passer ce territoire sous la souveraineté argentine et d'en finir ainsi avec cette situation illégale dans l'extrême sud du continent américain.

Le 6^{ème} sommet revient sur cette question.

Le point 168 de la Déclaration de la Havane, en date du 9 septembre 1979, énonce :

« en ce qui concerne le cas spécial et particulier des îles Falkland (Malvinas), les chefs d'états et le gouvernement ont soutenu de nouveau le droit de la République argentine à voir ce territoire revenir sous la souveraineté et demandé que les négociations sur ce point soient accélérées ».

Au lendemain des événements de 1982, la 7^{ème} conférence des chefs d'état ou de gouvernement des pays non-alignés se tient à New-Delhi.

La déclaration finale, en date du 11 mars 1983 réitère les principes énoncés dans les points 156 à 158 :

- Le point 156, prend position en faveur de l'Argentine, pour autant les non-alignés s'affichent désireux de trouver une solution pacifique :

« 156. Les chefs d'état ou de gouvernement ont fermement réaffirmé leur appui au droit de la République Argentine à obtenir sa souveraineté sur les îles Falkland par le biais de négociations. Ils ont instamment demandé la reprise de ces négociations entre les gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni, avec les bons offices du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies et ont affirmé qu'il était nécessaire que les parties tiennent dûment compte des intérêts de la population des îles. Ainsi assurait-on une solution rapide, pacifique et juste de la question, conformément aux principes de mouvement des pays non-alignés et aux décisions qu'il a prises à ce sujet, ainsi qu'aux résolutions 1514 XV, 2065 XX, 3160 XXVIII, de l'Assemblée générale des Nations Unies. »

Le point 157 réaffirme le soutien des non-alignés :

« 157 La conférence a reconnu que les îles Falkland, les îles de la Géorgie du sud et les Sandwichs du sud font partie intégrante de l'Amérique Latine et a remercié les pays latino-américains et autres pays non-alignés de la solidarité et du ferme soutien qu'ils ont témoigné à la république argentine dans les efforts qu'elle a déployé pour résoudre cette question de souveraineté et s'opposer à la consolidation de la situation coloniale qui existe dans les îles. »

Le point 158 constate que l'activité militaire dans la zone des malouines n'est pas favorable à la stabilité de la région :

« 158 En même temps, la Conférence a considéré que la présence militaire et navale massive et les activités du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dans la région des îles Falkland constitue une source de profonde inquiétude pour les pays de la région et sont préjudiciables à la stabilité de la zone. »

Chapitre 4

Le conflit des îles Malouines dans le contexte de la crise pétrolière

En 1982, le monde a déjà connu deux chocs pétroliers. De ce fait, la réputation de richesse en pétrole des îles lancées depuis la mission Shackleton en 1976, vient jouer davantage le trouble dans le conflit.

Le rapport Shackleton « *Economic Survey of the Falkland Islands* »

Ce dernier a été demandé par le gouvernement d'Harold Wilson en 1975, il a été publié en 1976. L'objectif de ce rapport était de faire l'état des lieux de la richesse en ressources naturelles des îles. Le rapport devait faire le point sur les richesses marines (état des lieux de la faune marine, diversité des poissons et des espèces marines), les richesses du sol falklandais (l'agriculture, les ovins, la laine, les ressources minérales) et la présence de ressources en hydrocarbure et gaz.

Il fut à l'origine d'un incident anglo-argentin, l'équipée océanographique de l'Endurance fut arraisonnée par le Storni. Les Argentins ne voyaient pas du tout d'un bon œil, la présence de cette équipe qui venait prospecter les richesses d'un territoire qu'ils revendiquaient depuis plus de 143 ans.

Que dit ce rapport ?

Il signalait que la région du Bassin des Falkland qui se trouve entre l'Argentine et l'archipel avait fait l'objet d'une campagne de prospection sismique, suivie d'un certain nombre de forages d'exploration.

Sept gisements d'hydrocarbures avaient été trouvés, principalement de gaz naturel.

Le forage le plus proche des îles Malouines (100-125 milles au large de l'Argentine) comprenait 13 puits, dans deux d'entre eux, les recherches ont permis de découvrir des gisements d'hydrocarbures. Mais tous deux furent sans intérêt commercial, leur exploitation était trop onéreuse, de même les avancées techniques de l'époque n'étaient pas assez évoluées

pour permettre une extraction dans de si mauvaises conditions climatologiques (aujourd'hui, avec un pétrole à environ 70 \$ le baril et les progrès techniques, ces puits seraient susceptibles d'être exploités, nous avons le cas par exemple en Sibérie, de Total qui a décroché l'exploitation de réserves en haute mer, à 400 kilomètres des côtes russes et donc assez proches du cercle polaire).

Le rapport conclut qu'il n'y avait aucune confirmation de l'espoir d'un champ important.

D'ailleurs, lorsque l'on interrogeait les habitants, ils déclaraient tous, qu'ils y avaient autant de chance de gagner au loto que d'avoir des ressources pétrolières dans le sous-sol falklandais.

Face aux rumeurs grandissantes sur la richesse pétrolière et minérale des Falkland, Margaret Thatcher demanda au cours du mois de mai 1982, à Lord Shackleton de mettre à jour son rapport.

Le rapport reprit la conclusion de l'enquête de 1976 selon laquelle les coûts de production énormes imposés par les profondeurs d'eau et le climat imprévisible, et en général hostile étaient tels que seuls des gisements importants pouvaient être commercialement exploitables et rentables.

Il signalait également que les conditions géopolitiques n'étaient pas favorables, pour permettre une exploitation, il était nécessaire qu'Anglais et Argentins s'entendent sur des accords d'exploitation.

Parce que la Patagonie possédait déjà des infrastructures pétrolières bien développées, alors que les îles Falkland distantes de tout ne possédaient aucune structure, ce qui pouvait alourdir le coût de l'exploitation.

Quant aux territoires britanniques en Antarctique, le rapport conclut qu'il était très peu probable qu'une exploitation commerciale de pétrole puisse être envisagée avant un moment tant celle-ci serait confrontée à des difficultés techniques liées aux conditions particulièrement sévères des mers polaires. Là encore, même si une telle exploitation devait se réaliser, il était extrêmement peu probable que les îles aient un rôle à jouer.

Enfin, même si les Malouines pouvaient participer à une telle exploitation, Lord Shackleton s'interrogea quant aux éventuels dangers d'une telle évolution. Il rappela qu'elle nécessiterait l'utilisation d'une main d'œuvre importée, ce qui pouvait constituer un facteur perturbateur. Il signala la nécessité de limiter ce type de développement, comme cela avait été constaté en

Écosse et indiqua que la société des habitants des Malouines était bien plus fragile que celle de leurs homologues dans la mer du Nord sur les îles écossaises.

Donc en 1976, tout comme en 1982, l'espoir d'un développement de la production pétrolière ne semblait pas constituer, comme certains le prétendaient, la solution miracle pour l'archipel des Malouines.

L'odeur de pétrole plane sur le conflit des Malouines

Le rapport Shackleton était assez pessimiste mais il ne cachait pas que l'archipel avait un potentiel. D'où le renforcement et l'intérêt croissant du lobby falklandais. Toutefois leur vue du rapport était assez incomplète, alors que Lord Shackleton soulignait la nécessité de coopérer avec les Argentins. Mais cette coopération économique nécessitait des efforts diplomatiques et comme chacun des deux pays n'était pas prêts à faire les efforts nécessaires, la situation était bloquée.

“Petróleo Malvinense. Londres, “hay mas petróleo en el fondo marino de las islas Falkland que en el mar del norte, dijo el representante de la región en esta ciudad, Brian Frow. Agrego que su afirmación estaba basada en los estudios realizados por el institutos de Investigaciones británico, argentinos, el instituto de investigaciones Geológicas de los estados Unidos, dos universidades importantes compañías petroleras. Frow considero que “si bien el gobierno argentino sostuvo su acción militar con el objetivo de afirmar su soberanía en las islas, es indudable que quien logre el control del territorio tendrá ante sí un auge petróleo”. No se puede discutir que el objetivo de largo plazo de los argentinos son los hidrocarburos y el gas, sostuvo.”⁴

Nous pouvons mesurer ici que le conflit des Malouines fut un conflit hors norme.

Il ne s'agit pas d'une guerre coloniale, ou impérialiste. La raison à cela est que, bien que les Nations Unies et l'Argentine soulignent que le territoire en question est un territoire colonisé, on ne peut pas déterminer que le conflit trouve son ancrage dans cette situation. De même, lorsque l'on entend “colonie”, on voit des peuplades d'origines et de cultures différentes de la nation dominante. Alors que les Malouines sont habitées par des personnes à la culture et à l'identité nationale attachées à la couronne britannique, on pouvait même lire dans le Times que les “islanders” étaient plus “british” que les “british” eux-mêmes.

⁴ El Clarín, 5 de abril 1982

Le conflit n'était pas l'expression d'un conflit de la guerre froide. Puisque bien que le Général Galtieri fût anti-communiste, nous l'avons vu se rapprocher depuis la fin des années 1970 de l'URSS, alors que dans le même temps, l'Argentine était un soutien américain dans sa politique d'endiguement en Amérique du Sud.

Ce n'était pas un conflit entre deux nations qui se détestaient et qui entretenaient des relations hostiles, dans la mesure où le seul antagonisme qui les opposait, était le conflit des Malouines ; mais au-delà, ils entretenaient de bonnes relations commerciales et économiques, les intérêts britanniques en Argentine étaient nombreux et l'inverse était vrai aussi.

Il ne s'agit pas d'un conflit religieux ou ethnique, les Falklandais étaient britanniques, ils conservaient les traditions de leur origine, grâce à la transmission ancestrale. Ils étaient pour la plupart catholique, il y avait quelques anglicans, mais les deux groupes entretenaient des relations pacifiques.

Il s'agissait donc d'un conflit ancré au 19^{ème} siècle, fragilisé par de nombreuses négociations infructueuses. Etant donné que ce sont les Argentins qui s'estimaient lésés et qui ont pris la résolution de rompre les négociations et d'en venir aux armes, cette invasion peut s'expliquer par la frustration et le sentiment d'injustice d'un peuple qui avait un sentiment d'appartenance fort envers un territoire qu'il considérait comme leur. Nous pouvons donc dire que le conflit des Malouines est l'expression directe du nationalisme d'un peuple. Nationalisme qui va se révéler très fortement à l'échelle mondiale au cours de la décennie suivante. Tant, il est vrai que la fin du 2^{ème} millénaire a été l'expression de la montée des nationalismes. Cette montée en puissance s'était déjà affirmée en Europe pendant toute la première partie du 20^{ème} siècle, mais la fin des empires coloniaux a égrené une montée de cette expression.

IV) Les gouvernements britannique et argentin en 1982 : les raisons intérieures d'une guerre entre les deux Etats ?

Préambule

I - La situation intérieure argentine justifie-t-elle une guerre ?

II - La situation économique de l'Argentine

III - La situation sociale de l'Argentine

IV- La situation intérieure britannique justifie-t-elle une guerre ?

V - La situation politique et l'essence de la politique thatchérienne

VI - La situation économique du royaume

VII - La situation sociale

Préambule

Il s'agit dans cette partie d'étudier le contexte de la guerre des Malouines, cela d'un point de vue politique surtout, puis économique et enfin social, pour l'Argentine et pour l'Angleterre.

Il est un fait avéré que les conditions politiques et économiques des deux pays ont largement influencé la résurgence et l'éclosion de cette question, et naturellement l'idée du conflit armé. En effet, l'Argentine a vu après la seconde période péroniste resurgir ses travers, c'est-à-dire la dictature militaire. Celle-ci en ce début 1982 doit faire face à une situation économique et sociale très périlleuse ; du fait il s'agit de rendre au peuple la motivation d'une cohésion nationale. Les Malouines semblent être alors une excellente opportunité pour les militaires. Mais face à eux, le Royaume-Uni est aussi en proie à des difficultés comparables, même si elles sont dans une large mesure moins importantes. Il faut surtout souligner que si l'Argentine est en 1982 soumise à une dictature, le Royaume-Uni est elle bel et bien une démocratie sous le régime d'une monarchie parlementaire.

Chapitre 1

La situation intérieure argentine justifie-t-elle une guerre ?

Il convient tout d'abord d'appréhender une vision globale de l'Argentine au début des années 80. En premier lieu, il s'agit d'un pays immense, dont la superficie est de 2 780 000 km², en 1980 il compte environ 27 millions d'habitants, cette population s'accroît d'environ 1,6% par an, elle est urbaine à plus de 85%.

Sa capitale Buenos Aires compte en 1980, près de 10 millions d'habitants couramment appelés « Portenos¹ ».

L'Argentine a une population de souche largement européenne, surtout d'origine espagnole et italienne. Par exemple à Buenos Aires, environ 40% de la population est d'origine italienne, nous trouvons également des Arabes du Moyen Orient, des Juifs d'Europe centrale et environ 100 000 personnes d'origine anglaise sans négliger les amérindiens autochtones.

Ces éléments sont d'importance pendant la guerre des Malouines, puisque ces communautés vont faire pression sur leurs pays d'origine pour freiner la dureté de l'offensive anglaise et de la « Dame de fer ».

Mais, ils sont également importants d'un autre point de vue, le pays face à cette multitude ethnique n'est pas une nation homogène, elle n'a pas une culture identitaire unie, mais multiple.

De ce point de vue, les Malvinas peuvent constituer un repère culturel pour tous. A l'école, partout, les élèves apprennent et voient le slogan « *las Malvinas fueron, son y seran*

¹ « Portenos » est le surnom donné aux habitants de Buenos Aires.

*Argentinas*²». C'est un slogan national qui fait appel au chauvinisme et au patriotisme des Argentins, tout en fixant un objectif national, contre un ennemi « les Anglais » (ils les ont d'ailleurs affrontés et battus en 1978 lors de la coupe du monde de football).

Les Argentins sont aussi catholiques à 94,3%, et c'est l'un des rares pays où le catholicisme est encore religion d'Etat, ce qui se révèle essentiel pendant la dictature militaire puisque l'Eglise est l'un des piliers soutenant la Junte. L'Argentine en 1982 est un pays immense, faiblement peuplé.

La reconquête des Malouines : la situation politique et le leitmotiv de la Junte ou d'une nation ?

En 1982, l'Argentine est sous la loi d'une dictature, ceci depuis mars 1976.

Cette dictature fait suite à trois années de péronisme³ (césarisme démocratique). Le pays est alors en proie à une faillite économique et politique. Le rôle de la dictature militaire était d'enrayer la « subversion » du corps social par tous les procédés.

L'installation de la dictature argentine

En 1976, donc, le nouveau chef d'état, le général Jorge Rafael Videla et ses acolytes militaires annoncent leur programme, instaurer une législation d'exception.

Celle-ci établissait les principes suivants : abolition de toute protection juridique minimale de même que des libertés civiques, chaque citoyen devenait un suspect à part entière, ce citoyen se trouve être à la fois le complice actif ou passif de cette subversion, il est tenu par un appareil répressif tentaculaire.

Cette nouvelle législation est une véritable déclaration de guerre à la société civile. Néanmoins en 1976, il faut souligner que les Argentins étaient soulagés par le coup d'Etat. Puisque l'Argentine était en proie au terrorisme, beaucoup d'Argentins pensaient que seuls les militaires pourraient parvenir à endiguer ces problèmes.

² « Les Malouines étaient, sont et seront argentines »

³ En 1966 a lieu la révolution argentine. C'est Juan Carlos Onganía (1914-1995) commandant en chef de l'armée de terre qui instaure un régime à la fois militaire et technocratique et promet des élections pour 1973. Dès lors les gouvernements vont se succéder pendant 10 ans au gré des pressions militaires.

Depuis son exil, proscrit, Juan Domingo Perón fait élire en mars 1973 le modéré Héctor Cámpora (1909-1980). En juin, son retour officiel d'exil est marqué par une bataille rangée entre factions péronistes. H. Cámpora démissionne. M. Perón est réélu en septembre 1973. La violence entre péronistes et le terrorisme urbain accentuent les difficultés dues au choc pétrolier. En juillet 1974, J.D. Perón meurt, c'est sa veuve Isabel (1931-) qui lui succède à la Présidence. Le chaos empire. Le 24 mars 1976, les militaires, déjà engagés dans la « sale guerre » contre les guérillas révolutionnaires, la déposent.

La dictature perdura jusqu'en 1983, l'extrait ci-dessous⁴ résume brièvement le ressenti du coup d'Etat et de la période dictatoriale :

“En cuanto a la Argentina, en 1976 habia sufrido otro golpe de estado, característica recurrente de su política como la de la mayoría de los países de la región. Este golpe de estado venia dramatizado por un virulento movimiento terrorista que había asolado al país, armándose una ofensiva oficial durante el gobierno de la señora Perón. El proceso de reorganización nacional, que se inauguro en 1976, indico la intención de permanecer en el poder por espacio de dos periodos electorales (hasta marzo de 1984) y también señalo las dos prioridades que alentaría: Vencer el terrorismo y recuperar la economía”⁵.

Les objectifs et les réalisations de la junte sont intelligibles, il s'agit pour elle d'éliminer physiquement, à une grande échelle, tous les opposants politiques à son régime.

L'un des autres éléments notoires est l'instauration d'un régime de terreur dans tout le pays, afin d'extirper toute racine de subversion et surtout afin de prévenir l'émergence de complicité active ou passive au sein du peuple.

C'est une politique de terreur qui rappelle les déboires de la Révolution Française et de la période de la Terreur (31 mai 1793 / 27 juillet 1794), pendant laquelle fut établie la loi des suspects et où la dénonciation était répandue. Il y avait donc le risque, à combattre ce terrorisme, d'aller vers un danger encore plus important.

La dérive de la dictature

Les risques de la dérive du processus de Réorganisation Nationale furent déclarés très tôt, notamment le 12 juin 1976 lorsque le lieutenant-colonel Hugo Pascarelli, commandant d'artillerie, avait lors d'un discours annoncé son programme de violence organisée par l'Etat :

⁴ Rovira Alejandro, *Malvinas ahora/ prologo del presidente del Instituto Argentino de Estudios Estrategicos y de las Relaciones Internacionales*, Juan Enrique Guglielmelli, Artecolor Ltda, Montevideo, 1982. page 163.

⁵ Traduction du passage : « Quant à l'Argentine, en 1976, elle avait souffert d'un autre coup d'état, caractéristique récurrente de sa politique, comme des autres pays de sa région. Ce coup d'état venait dramatiser un virulent mouvement terroriste qui avait isolé le pays, armant une offensive officielle pendant le gouvernement de Madame Peron. Le processus de réorganisation nationale, qui débuta en 1976, indiquait l'intention de rester au pouvoir pendant l'espace de deux périodes électorales (jusqu'en mars 1984), de même qu'il annonçait les deux priorités qui les préoccupait : vaincre le terrorisme et récupérer l'économie. »

Quatrième partie - Les gouvernements britannique et argentin en 1982 : les raisons intérieures d'une guerre entre les deux états ?

« La lutte que nous menons ne reconnaît aucune limite ni morale ni naturelle, elle se situe par delà le bien et le mal ⁶ »

Ces propos sont confirmés par d'autres discours tenus par les militaires au pouvoir, notamment le 10 janvier 1977, le colonel Carlos Caggiano Tedesco, déclarait au journal *La Nacion* que « *le soutien de la population (contre les guérillas) devait être total. C'est pourquoi nous éliminerons les neutres et les indifférents* ».

En fait, les militaires se sentaient investis d'une mission, celle-ci visait le rétablissement de la grandeur et de la foi à la nation infidèle, puisque l'Argentine avait abandonné ses valeurs traditionnelles et que cela avait entraîné sa déchéance, c'est à peu près en ces termes que s'exprimait le général Videla.

Outre la répression qui est la composante dominante du programme des forces armées, nous ressentons l'aspect idéologique, propagandiste, citons pour illustration l'acte du 27 mars :

« La suprématie des valeurs de la morale chrétienne, de la tradition nationale et de la dignité de la société argentine » de même que « l'intégration dans le monde occidental et chrétien ».

La violence est donc l'instrument politique de l'Etat.

Cette institutionnalisation du terrorisme d'état reposait sur la complète adhésion des différents échelons de la hiérarchie militaire.

Celle-ci avait pour mission de constituer pour chaque armée des unités spéciales ou « *grupos de tareas* », dont la fonction première consistait à conduire dans la clandestinité les opérations de répression (la séquestration, la torture et l'exécution des opposants politiques). Aussi, y avait-il des listes noires où étaient répertoriées les victimes potentielles, ces listes étaient centralisées par le ministère de l'Intérieur, lequel les adressait par la suite aux commandants des régions militaires, qui effectuaient les « tâches » en toute liberté.

Du fait les prisonniers politiques qui ne succombaient pas sous la torture ou les blessures, étaient pour la plupart passés par les armes. Les dépouilles étaient incinérées dans les fours crématoires ou enterrées dans des fosses communes clandestines. Les exécutions étaient l'occasion de signer un pacte de sang (« à tour de rôle » les officiers devaient participer aux pelotons d'exécution, cela afin que tous soient coupables), de ce fait, la cohésion entre ces

⁶ *La Razon* du 12 juin 1976.

officiers était réelle, de même cela assurait collectivement leur impunité et leur immunité personnelle⁷.

Le soutien de l'Eglise à la dictature

Soulignons également l'appui de l'Eglise à cette dictature, dans la mesure où l'Eglise constitue dans la société catholique argentine un pilier moral. Dans ce contexte, l'Eglise se présente par sa neutralité bienveillante comme « une sorte de directeur de conscience de la communauté nationale ».

Le 29 mars 1976, l'Argentine établit le catholicisme comme religion d'état, dans ce cadre il eut une cérémonie de prestation de serment entre l'Eglise et le nouveau pouvoir politique (soit une cérémonie à huis clos, entre le général Videla, 38^{ème} président de la République et le haut commandement militaire de l'Eglise, le nonce apostolique et quelques évêques).

L'appui de l'Eglise consacre la nouvelle dictature dans la mesure où celle-ci rétablit un certain maintien de l'ordre, Nicolas Derisi (recteur de l'université catholique et évêque auxiliaire de La Plata), exprime la voie intégriste de ce catholicisme fervent partisan de ce maintien de l'ordre. Ceci dans *La Razon* du 12 septembre 1979 :

« Je crois sincèrement que l'Argentine est l'un des pays où il y a le plus de tranquillité et où les droits de l'homme sont les plus respectés. En ce moment, il y a des prisonniers, mais des prisonniers de droit commun assure le gouvernement, et en tout cas dans le respect de la loi de la Constitution. Je ne vois pas qu'en ce moment en Argentine, on emprisonne, on tue, l'on piétine nulle part les droits de l'homme... De toute manière, je reviens d'Europe et je peux vous assurer qu'en Argentine règne une plus grande tranquillité. En Argentine, une femme peut se promener la nuit en toute sécurité. Je dirais que les droits de l'homme sont en substance défendus en Argentine⁸ ».

Ces allégations, sous le regard des Argentins d'aujourd'hui ne sont que pure hypocrisie, d'autant que nous ne savons toujours pas ce que sont devenus de très nombreux disparus.

Le bilan est très lourd : il varie entre 10 000 et 30 000 disparus, morts sous la torture ou exécutés, la liste nominale de ces disparus dont les mères défilaient inlassablement sur

⁷ Nous savons tous cela depuis le début et le milieu des années 1990, lorsque les coupables ont commencé à parler et à être jugés.

⁸ *La Razon* du 12 septembre 1979.

l'avenue du 8 mai⁹ pour réclamer justice, ceci dès 1978, ces mères que l'on appelait communément « les folles de mai ». Cette liste a été publiée au début des années 2000.

Les ecclésiastiques légitimaient aussi la violence, ainsi que l'emploi de la torture au nom de l'exemplarité de la situation politique.

Néanmoins, nous devons souligner ici que l'opinion publique condamnait très fermement l'usage de cette torture. Mais dans la mesure où la liberté d'expression était brimée, les Argentins n'avaient pas intérêt à protester sur les places publiques sous peine de faire partie à leur tour des opposants politiques et d'être arrêtés puis torturés.

C'est une collaboration très étroite qui lie l'église et la dictature argentine puisque les aumôniers militaires allaient jusqu'à enseigner dans les écoles militaires, telles que l'Ecole supérieure de guerre ou l'Ecole Nationale de renseignements. Ces dernières avaient pour objectif de « former » ceux dont les missions seraient d'enlever, torturer les opposants à la Junte, tout cela donc était fait avec l'« assentiment » de l'église.

Le contexte de la guerre des Malouines est donc également « religieux », d'ailleurs au début, la campagne militaire s'intitulait « Operación AZUL¹⁰ », puis elle prit une connotation beaucoup plus religieuse « *El vestido azul de la Virgen Maria* », plus tard, les généraux la baptisèrent « Operación Rosario (Rosaire) ». Toutes ces appellations donnaient l'impression d'une croisade à la fois catholique et patriotique. Ce qui n'était pas sans déplaire bien entendu à l'Eglise argentine, ni à certaines couches populaires.

Les années les plus répressives furent la période 1976/77, le pays pendant ces deux années fut en état d'alerte jusqu'à ce que se réduisent les attentats et que le calme revienne.

Néanmoins, il restait toujours le cas de ces dix mille à trente mille disparus que les militaires avaient exterminé. Mais en mars 2001, plus de vingt années après la fin de la dictature, la justice argentine prit une décision historique : elle abrogea les lois d'amnistie protégeant les militaires pendant la période totalitaire, ces derniers seront donc « peut-être » poursuivis pour les crimes qu'ils ont commis à cette époque.

⁹ C'est la plus grande et large avenue de Buenos Aires.

¹⁰ C'est un plan de reprise des îles Falkland, élaboré en décembre 1981 par l'Amiral Anaya et confié à l'Amiral Lombardo, il prévoyait une grande attaque contre les Malouines entre le 15 mai et juillet 1982 ; Période qui était susceptible d'être moins propice à la riposte britannique, pour cause d'hiver austral.

Une opposition naissante à la dictature

Au début des années 1980 commencent pour la Junte des années plus sombres, l'échec de la politique économique est l'élément qui rompt ce fragile équilibre. D'un point de vue international, son attitude à l'égard du respect des droits de l'homme et des disparus est de plus en plus nettement contestée.

Même l'Eglise d'Argentine, qui est, il faut le souligner, l'une des plus conservatrices d'Amérique Latine, commence à renier ces années de « sales guerres ».

Par exemple en juillet 1981, elle critique ouvertement la Junte dans un document qu'elle publie et dans lequel elle justifie sa participation à la politique de la dictature militaire pendant les années les plus noires de la répression.

De nouveau l'église s'oppose au gouvernement le 7 novembre 1981 lors d'une manifestation qu'elle organise en collaboration avec la CGT péroniste, le leitmotiv de cette manifestation est « pour la paix, le pain, et le travail ».

Cette manifestation rassemble plus de 15 000 personnes.

Même si ce chiffre n'apparaît pas énorme, en Argentine, cette manifestation eut l'effet d'une bombe, c'était la plus importante opposition populaire à laquelle la Junte avait à faire face depuis son accession au pouvoir en 1976. Ces personnes risquaient leur vie pour manifester.

C'est pourquoi en remplacement du général Viola, la Junte désigna le commandant en chef de l'armée de terre, le général Galtieri, qui prit ses fonctions le 21 décembre 1981, avec l'homme fort du gouvernement le ministre de l'Économie, Roberto Aleman. Celui-ci annonçait en janvier 1982, un programme économique : dévaluation du peso de 36% (pour stimuler les exportations agricoles), hausse des tarifs et blocages des salaires dans le secteur public (pour tenter de ramener le déficit du budget de l'État de 8% à 2% du PIB), plans de privatisation des entreprises d'État, et surtout du sous-sol.

Les débuts d'une ouverture politique avec Galtieri

Dans le même temps, les timides promesses d'ouverture politique du général Galtieri allaient donner une vigueur inattendue aux critiques de la « multipartidaria »¹¹.

¹¹ La *multipartidaria* est la coalition des cinq principaux partis de la droite populiste ou libérale (péronistes, radicaux, démocrates-chrétiens, « desarrollistes » et « intransigeants »).

Depuis le coup d'État de 1976, leurs dirigeants - tout comme ceux du petit PC - n'avaient pourtant eu de cesse de négocier avec l'armée les aménagements qui leur auraient permis de retrouver leurs privilèges traditionnels. Ils étaient prêts pour cela à toutes les concessions. C'est ainsi que le leader radical Ricardo Balbin¹² dont le cynisme n'est plus à démontrer, déclara que « les disparus étaient morts » et qu'il fallait donc les oublier.

Heureusement, la lutte obstinée des organisations de défense des droits de l'homme et surtout celle des « folles de mai¹³ » empêchèrent que les militaires argentins soient absous de la « disparition » de plus de 20 000 opposants qu'ils avaient enlevés, torturés et assassinés clandestinement.

De même, l'attribution en octobre 1980 du prix Nobel de la paix au militant des droits de l'homme Adolfo Perez Esquivel fut vivement ressentie par les militaires et concourut à donner un nouveau souffle à la lutte courageuse des « mères de la place de Mai » et des associations de défense des droits de l'homme¹⁴.

Nous constatons qu'en fait, la politique de Galtieri associe une austérité économique à une politique populiste. Il assouplit sa politique dans la seconde partie de son programme, c'est-à-dire qu'il autorise la réapparition des partis politiques.

Ces derniers avaient été supprimés en 1976, il y avait le « Partido Justicialista » ou parti péroniste, la « Union Civica Radical » ou le parti radical, le « Partido intransigente », le « Movimiento de integracion y desarrollo (le MID) » ou le Mouvement de l'intégration et du développement, le « Movimiento Cristiano Democratico », le « Movimiento Socialista », l'« Alianza Federalista » ou l'Alliance Fédéraliste ou encore le « Partido Comunista Argentino ».

¹² Ricardo Balbin est le symbole même de la corruption intellectuelle de la classe politique argentine, décédé en 1981.

¹³ Créée le 22 août 1979, l'Association des mères de la place de Mai est née de la réunion spontanée et non partisane, le samedi 30 avril 1977 sur la place de Mai à Buenos Aires, de quatorze Argentines de toutes conditions sociales, s'étant connues au cours de recherches de leurs proches arrêtés après le coup d'État du 24 mars 1976. La marche des Mères coiffées de langes blancs, tous les jeudis à 15 h 30 sur cette place centrale, manifeste la résistance et la mémoire face aux disparitions forcées de personnes commises par le régime militaire (1976-1983). Elles ont été connues et soutenues à l'étranger à partir de l'organisation de la Coupe du monde de football de 1978 en Argentine. La notoriété internationale de ces 14 femmes s'accroît en 1979, lorsqu'elle partent revendiquer leur cause à l'étranger (États-Unis, Italie, Vatican). L'autre élément déterminant a été la visite en Argentine de la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour recueillir des témoignages sur la répression. Ces Mères au péril de leur vie, ont largement, mais indirectement, contribué à la condamnation des hauts responsables militaires en 1985 après le retour de la démocratie.

¹⁴ Ce sont les diplomates soviétiques qui devant la commission des droits de l'homme de l'ONU en février 1980, ont pesé de tout leur poids pour empêcher une condamnation de la dictature de Videla (1976-) sur les questions des violations des droits de l'homme et des « disparus ».

Ces 8 partis avaient été supprimés par la Junte afin d'éliminer toute opposition.

L'agitation se fait aussi sentir du côté des syndicats et de la classe ouvrière argentine, la plus importante du sous-continent. Malgré la répression, la nouvelle génération de militants syndicaux combatifs s'affirme, comme en témoignent les nombreuses grèves qui ont jalonné l'année 1980 et les durs conflits des ouvriers de l'automobile à la mi-1981.

Mais le processus de changement voulu par la population s'annonce long. Car, même si en mars 1981, le gouvernement du général Viola qui a pris la succession de Videla, paraissait incapable de faire face aux problèmes du pays, c'est bien l'armée qui reste encore la seule force politique - et économique - organisée.

Parallèlement, le général Galtieri tentait de s'assurer ses propres bases, en se garantissant une place au sein du gouvernement et de l'armée, il amorça donc une transition politique en introduisant des règles constitutionnelles.

En décembre 1981, il réussit à accomplir son souhait puisqu'il devint le président de la Junte.

Dans son désir de popularité auprès du peuple, Galtieri tenta de faire preuve de bonne volonté, il promit de reverser son salaire au « trésor fiscal », cela afin de contraster avec les autres hommes politiques qui s'enrichissaient personnellement¹⁵.

Mais malgré ces mesures, la contestation fut persistante, le gouvernement était secoué par l'opposition des directions syndicales. Profondément corrompues et compromises avec le régime, celles-ci se voyaient contraintes, pour conserver un semblant de légitimité, de tenir compte de la colère de leurs bases face au plan d'austérité de M. Aleman. Et le 30 mars 1982, 30 000 personnes manifestaient encore à Buenos Aires à l'appel de la CGT. Le général Galtieri donnait à la troupe ordre de charger. Le bilan fut de plusieurs morts et blessés et de quelque 2 000 arrestations.

Le sentiment nationaliste et la mise en œuvre d'une politique populiste

C'est dans ce climat de débâcle politique et économique qu'intervint ce qui pouvait passer pour un coup de génie : le 2 avril 1982, l'armée argentine envahissait et reconqu Coast les îles Malouines. Même si l'immense majorité des Argentins n'était pas dupe de la manœuvre, celle-ci parvint toutefois pendant quelques mois à désamorcer efficacement la

¹⁵ Cela est un fait notoire en Argentine, encore aujourd'hui les hommes politiques sont pour la plupart des hommes d'affaires multimillionnaires, qui ont des salaires faramineux, c'est-à-dire jusqu'à 120 000 euros par mois, alors que le « Smic » est à 80 euros.

convergence des courants d'opposition qui se dessinait. Difficile en effet de s'opposer à la satisfaction d'une revendication territoriale indéniablement légitime, aux yeux de l'histoire comme de la géographie. Difficile également de résister à un sentiment nationaliste d'autant plus puissant qu'il est un besoin profondément ressenti dans une nation encore en formation, majoritairement composée de fils d'immigrants de la première ou deuxième génération.

Il entama aussi une politique « plus populiste ». Il tenta d'être plus proche du peuple, en devenant plus sociable, en faisant des « bains de foules » improvisés, il embrassait des bébés, serrer hardiment les mains de vieillards. Il faisait des apparitions informelles, en février 1882, notamment, il invita quelque 13 000 convives à un barbecue.

Outre cette politique intérieure populiste qui détonnait avec les années de répression, sa politique extérieure était hardiment plus vigoureuse, notamment pour le canal de Beagle.

En 1979, la Junte fut proche d'une guerre avec le Chili pour ce problème territorial.

En avril 1981, l'Argentine ferma sa frontière avec le Chili en réponse aux « provocations » chiliennes, c'est une négociation du Vatican qui résolut le problème (soulignons que cela montre l'importance du rôle de l'Eglise pour ces deux dictatures).

Un conflit territorial pour assurer une légitimité à la Junte

En rapport avec ce conflit territorial, il faut concéder que l'Amérique latine est relativement coutumière des conflits territoriaux, en même temps il faut souligner que les Argentins avaient très à cœur les îles, ... de la à prétendre que la Junte a saisi cette opportunité pour s'assurer une légitimité... il n'y a qu'un demi-pas :

« La récupération des "Malvinas" est un effet pour l'Argentine, un enjeu énorme, qu'on a du mal à saisir en Europe où l'on n'y voit qu'une revendication tiers-mondiste classique, alors qu'il s'agit de quelque chose de beaucoup plus profond, viscéralement enraciné dans le cœur des Argentins. En Amérique Latine, les conflits territoriaux ont une intensité qu'ils atteignent rarement ailleurs, certains ayant abouti à des guerres très meurtrières (en 1864, le Paraguay dut faire face à la triple alliance, du Brésil, de L'Argentine et de l'Uruguay; au bout de 6 ans de guerre, sa population était tombé d'un million à 200 000 d'habitants). [...] Dès lors la tension du coup d'éclat international "truc classique" des gouvernements en difficultés, devient de plus en plus forte: reprendre ces îles, c'est se refaire à

bon compte une légitimité et assurer ainsi la pérennité du pouvoir des militaires¹⁶. »

Nous pouvons donc souligner que ce projet relevait très certainement de la politique, puisqu'il émanait de la Junte... Les arguments avancés pour la mise en avant de ce projet étaient la personnalité même de Margaret Thatcher ; son aura de fermeté connue des Argentins, était atténuée par le fait que c'était une femme, une femme hésiterait donc à lancer son pays dans la guerre... Mais ce ne fut vraisemblablement pas l'argument qui importa aux yeux de la Junte, mais plutôt des faits un peu plus concrets, notamment le fait que la politique de défense de la Grande-Bretagne avait été réorientée sous l'impulsion de Margaret Thatcher. Les réunions de la Junte mirent donc en évidence que la flotte de surface était sacrifiée au profit des sous-marins stratégiques. De ce fait, le transport de troupes¹⁷ à longue distance était devenu impossible.

« La décision de Mme Thatcher de sacrifier la flotte de surface au renouvellement des sous-marins stratégiques impliquant la renonciation définitive à toute intervention outre-mer, le dernier livre blanc sur la défense n'en faisait d'ailleurs pas mystère. La Royal Navy n'avait plus de porte-avions conventionnels capables d'assurer la couverture aérienne de la flotte, plus assez de navires en amphibies et logistiques pour amener une force d'intervention à 14 000 kilomètres de ses bases.[...]L'élément déterminant de la décision argentine est là : la junte a vu qu'elle n'avait pas à redouter une riposte militaire massive ayant pour objectif la reconquête des Malouines. Tous les indices vont dans ce sens : si elle avait eu le moindre doute, elle n'aurait pas commis autant d'erreurs. Elle n'aurait pas fixé le débarquement au 2 avril, laissant aux britanniques le temps d'arriver avant les tempêtes de l'hiver austral. Elle n'aurait pas installé sur l'île une garnison entièrement composée de conscrits. Et probablement elle aurait encore attendu un an, le temps pour elle de compléter son armement (elle n'avait reçu que 5 des 14 Super-Etendard commandés et autant d'exocet; ses missiles antiaériens Roland n'étaient pas encore pleinement opérationnels) et pour son adversaire de perdre ses moyens d'action (le porte-aéronefs

¹⁶ Extrait de *La question des Malouines (actes du colloque du 2 avril 1987)*, Union Latine, Paris, 1988, 124 pages. Pages 25 et 26.

¹⁷ Raison pour laquelle, par exemple, le paquebot *Queen Mary II* fut affrété pour le transport de troupes.

Quatrième partie - Les gouvernements britannique et argentin en 1982 : les raisons intérieures d'une guerre entre les deux états ?

Invincible devait être vendu à l'Australie en décembre 1982; le transport de chalands de débarquement Intrepid allait être désarmé en 1983 et la réduction de la flotte logistique avait déjà été commencée avec la vente de pétroliers ravitailleurs Lyness et Tabarness à l'US Navy). En 1983, l'entreprise ne pouvait échouer. Mais dès 1982, les Argentins ont estimé qu'elle était sans risque sur le plan militaire ¹⁸.».

De ce fait, les raisons politiques du conflit sont quasi certaines, ce sont les militaires, donc les généraux de la Junte, qui ont pris la décision d'envahir le 2 avril 1982 les îles Malouines. Mais leur manque de préparation¹⁹ et leur inexpérience dans les combats militaires laissaient prévoir un échec si le Royaume Uni décidait de riposter.

La situation politique argentine à la veille du conflit malouin est donc très périlleuse, surtout pour le pouvoir en place, qui se trouve de plus en plus confronté au mécontentement populaire. Il y avait donc nécessité d'agir rapidement.

La dictature, fragilisée devant l'échec de son programme de redressement de la situation économique et sociale, avait besoin de l'appui de la population pour continuer à se maintenir en place d'où l'idée de précipiter l'invasion des Malouines, d'autant que le 150^{ème} anniversaire de la présence britannique dans les îles approchait.

Il s'agit maintenant d'évoquer la situation économique argentine, celle-ci n'est guère plus réjouissante que la situation politique, et cela malgré de sérieux atouts.

¹⁸ Extrait de *La question des Malouines (actes du colloque du 2 avril 1987)*, Union Latine, Paris, 1988, 124 pages. Page 26.

¹⁹ Ce manque de préparation est évident. Pourtant coutumiers du climat très rude à l'approche de l'hiver austral, les jeunes soldats argentins n'étaient pas parés contre le froid, leurs vêtements n'étaient pas suffisamment chauds. Nombre d'entre eux ont dû être amputés des membres inférieurs et supérieurs.

Chapitre 2

La situation économique de l'Argentine

Nous allons essayer ici de dresser un bilan de la situation économique²⁰ de l'Argentine, puis nous établirons une analyse de ces rapports commerciaux avec la CEE, et les Etats-Unis afin d'établir le rapprochement avec la guerre des Malouines, car tant il est vrai que le point économique a été important dans la guerre des Malouines.

Pendant la période 1976-1982, l'Argentine a vu une accélération remarquable des changements structurels, sociaux et économiques. Mais sa situation économique en 1982 n'en est pas moins catastrophique.

Une situation économique catastrophique

Depuis le coup d'Etat de 1976 jusqu'en décembre 1981, c'est le ministre de l'Economie, M. Martinez de Hoz²¹ qui a eu cette charge.

La situation est caractérisée par une inflation galopante, la chute de la demande interne provoquée par la chute brutale des salaires réels (diminués de moitié entre 1976 et 1977).

²⁰ Cette partie a été relativement difficile à réaliser, car aucune bonne étude économique argentine correcte n'existe, nos sources sont donc très nombreuses et très dispersées. De ce fait, il est difficile de les citer et de relier chaque élément à la source. Nous pouvons toutefois citer : *La economia argentina ante el conflicto armado* de Carlos Moyano Llerena dans *La Nacion*, Sabado 1 de Mayo 1982.

²¹ José Alfredo Martínez de Hoz (né le 13 août 1925) est un homme politique, un économiste et avocat et professeur d'université argentin. Il est surtout célèbre pour son rôle de ministre de l'économie pendant la dictature militaire et pour avoir élaboré le processus de Réorganisation nationale entre 1976 et 1981. Son plan économique présenté le 2 avril 1976 prévoyait une maîtrise de l'inflation et la stimulation des investissements étrangers. Il interdit les grèves et décrète le gel des salaires. Il quitta ses fonctions lorsque le général Jorge Rafael Videla fut remplacé par le général Roberto Eduardo Viola à la tête de la Junte,. Dans un reportage du journal *Perfil* du 3 décembre 2007, Alfredo Martínez de Hoz rompt le silence pour défendre Jorge Rafael Videla : « *no es un asesino* », il justifie les « *algunos procedimientos* » qui ont provoqué l'assassinat de quelques citoyens par « *él tenía que defender a la sociedad de los ataques de los terroristas* ».

Corrélativement, les difficultés financières des entreprises ont conduit à un alourdissement colossal de la dette extérieure du pays, qui est passée de 8 milliards en 1976 à plus de 30 milliards de dollars au début de 1981.

D'autant que près des trois quarts de cet endettement, l'un des plus élevés du monde à l'époque, devaient être remboursés dans l'année 1981, plaçant le pays au bord de la banqueroute.

C'est l'Union soviétique qui est alors le principal soutien économique de la junte militaire.

Les deux pays se soutiennent mutuellement : l'Argentine n'a pas hésité à ignorer l'embargo sur les livraisons de céréales à l'URSS décidé par Jimmy Carter, Moscou devient le principal partenaire commercial de Buenos Aires et reçoit en 1980, 60% de ses exportations agricoles (les Russes ont acheté près de 17 millions de tonnes de céréales à l'Argentine) ; alors qu'en février 1980, l'Union soviétique soutient la dictature de Videla devant la commission des droits de l'homme de l'ONU, pour empêcher une condamnation concernant de la violation des droits de l'homme et la question des « disparus ».

Le pays est exsangue à cause de la corruption, de l'inflation, de la spéculation. Cette crise est constante et tenace, en fait elle reflète la crise de l'économie capitaliste que connaît le monde, d'autant que l'économie argentine dépend beaucoup des échanges extérieurs. La récession mondiale la touche donc de plein fouet.

Toutefois, la situation en Argentine est d'autant plus grave que le système économique est obsolète et inadéquat, basé sur une activité agricole de basse production, une industrie peu performante et très coûteuse, augmenté par de forts déséquilibres régionaux et qui de plus est contrôlée par des monopoles étrangers.

De même, la répartition des richesses est très inégale, les riches sont une poignée, alors que les pauvres composent la majorité du pays et la classe moyenne trop peu développée pour garantir la sécurité du gouvernement en place.

Cela est le fruit de la politique libérale de l'ex-ministre de l'économie Martinez de Hoz. Cette situation a profité à l'oligarchie terrienne et aux spéculateurs financiers et dont tout le poids est retombé sur les secteurs populaires.

Les chiffres de la situation économique

Nous pouvons situer la situation économique argentine en donnant quelques chiffres, notamment le produit intérieur brut, réduit en 1981 à 6,1%, dans le premier trimestre de 1982, il diminua davantage, 5,7%, la tendance s'aggrava au second trimestre, 8,1%.

Pour ce qui est du produit industriel brut, il tomba à 20% dans le dernier trimestre de 1981, il chuta de 10% au cours de l'année, l'économie s'effondrait.

Le volume de la production industrielle enregistra une baisse de 11,5% dans le premier trimestre de 1982 et de 14,5% dans le second trimestre.

L'explication de ce phénomène se trouve dans une enquête réalisée sur 300 industriels qui représentent environ 85% du produit brut industriel.

Pour 69% d'entre eux, ils produisaient en deçà de la production habituelle, 28% maintenaient leurs productions, alors que seulement 3% augmentaient le volume de leur activité. Ces chiffres sont d'autant plus inquiétants si nous considérons l'indice du volume de la production industrielle. En effet cette donnée révèle que la production industrielle est à son plus bas niveau depuis les dix dernières années.

Dans le second trimestre 1982, il y eut un petit sursaut de la production manufacturière, mais le reste de l'activité industrielle était toujours en déclin. Par exemple l'industrie automobile a produit dans les 3 premiers mois de 1982, 51,8% de moins qu'au cours du premier trimestre de 1981, et le nombre de véhicules produit en mars 1982 est le plus bas enregistré depuis 1966. Ce sont des considérations précises, mais qui révèlent néanmoins un problème général, une situation économique catastrophique que les dépenses occasionnées lors de la guerre des Malouines vont venir aggraver.

Cette conjoncture économique déplorable prend sa véritable dimension lorsque nous analysons le produit intérieur brut, ce dernier augmente de seulement 3,2% entre 1976 et 1981, tandis que pendant la période antérieure, soit 1970/1975, il avait augmenté de 15% alors que la situation économique était déjà mauvaise.

De même si nous considérons le produit industriel brut nous constatons que pendant la première période (le début des années 70), il augmente de 18%, pendant la période qui suit, il diminue de 16%, ce qui est spectaculaire, d'autant si nous considérons les autres pays

d'Amérique Latine, notamment le Brésil, qui accroît son PIB de 71,6%, le Mexique de 45,3%, la Colombie de 44%, l'Uruguay de 33%, et le Chili de 17,9%.

Nous assistons donc en Argentine à une véritable récession économique, sans doute comparable à la banqueroute du pays en décembre 2001.

Par ailleurs, nous constatons la mise en concurrence de la production industrielle locale avec les produits d'importation (cela est lié à l'abaissement des barrières douanières). En parallèle, une politique de crédit cher avec des taux d'intérêt en dollars « ahurissant » ont entraîné une détérioration graduelle de l'industrie argentine, l'agriculture fut moins concernée. Cette situation s'est transformée en débâcle en 1980 et 1981.

Alors que la croissance du secteur productif était en chute libre avec 5,7% en quatre ans (1976-80), celle du secteur financier était de 44,5% (en valeur constante).

Ces chiffres témoignent de l'énorme transfert de ressources réalisé au détriment du secteur productif vers les multiples formes de spéculation, comme les prêts à très court terme consentis à des taux plusieurs fois supérieurs à ceux du marché mondial.

Mais en mars 1980, le mécanisme s'est enrayé et le secteur financier est à son tour entré en crise. L'accumulation des dettes impayées a provoqué la faillite d'une série d'établissements financiers parmi les plus importants du pays. Faillites qui ont entraîné à leur tour celles de très nombreuses banques privées et de milliers d'entreprises industrielles. Le processus s'est poursuivi l'année suivante et durant le 1^{er} trimestre de 1981.

La faillite du secteur industriel entraîne la dérive économique

La santé économique désastreuse du pays se reflète dans la faillite du secteur industriel et trouve sa source dans la santé des entreprises, la plupart d'entre elles ne peuvent vendre leurs produits, ou ne peuvent réaliser ce qu'elles ont vendu. De plus, l'industrie est pénalisée par les hauts coûts financiers, c'est-à-dire que les taxes d'intérêts sont supérieures à la rentabilité d'un quelconque secteur productif de biens ou de services, alors que la croissance diminue, ce qui accroît l'endettement interne, qui en valeur absolue est le plus haut de l'histoire argentine.

En fait, ce dont souffre l'économie, c'est du fléau de la corruption, de la destruction progressive de l'appareil productif, de l'inflation non contenue, de la spéculation, de l'importance de l'économie informelle²², de son chauvinisme.

Face à cela, les militaires ont massivement renforcé le secteur public, cela a pour objectif de compenser la faiblesse du secteur privé.

Ce patriotisme s'affiche par des dépenses somptuaires : des aménagements urbains prestigieux, particulièrement pour le mondial de football en 1978, l'augmentation spectaculaire des dépenses militaires (réarmements), le rachat d'entreprises en faillite.

L'Argentine est donc malade de la faiblesse de sa structure productive et de tous les maux d'une économie laissée à l'abandon, qui est de plus en proie à la corruption généralisée, à la spéculation et aux dispendieuses faiblesses de ses hommes politiques.

Les mesures économiques prises pendant l'effort de guerre

Egalement pendant la guerre des Malouines, le gouvernement argentin décide de dévaluer le peso (le 5 mai 1982) de 16,60% et de prendre une série de mesures destinées à augmenter ses faibles réserves en devises (les réserves de change de l'Argentine se situent entre 3 et 4 milliards de dollars, en avril 1982, elles ont baissé de 500 millions de dollars) et ses recettes fiscales, afin de poursuivre l'effort de guerre contre le Royaume-Uni. Le dollar était évalué à quelque 12 000 pesos et 18 000 au marché noir, à la veille du 2 avril, après l'invasion des Malouines, il passe à 14 000 pesos. Cette mesure entérine la dépréciation rapide de la monnaie argentine depuis le début du conflit. Elle vise également à inciter les gros exportateurs de céréales à rapatrier le produit de leurs ventes à l'étranger. Cela afin que les exportateurs qui se plaignaient du cours trop bas du dollar et qui gardaient leurs devises à l'étranger, les rapatrient en Argentine.

L'estimation de ces sommes ainsi retenues à l'étranger est d'environ 2,5 milliards de dollars.

Le ministère de l'économie prend également une mesure pour financer la guerre, il décide de prélever 1000 pesos par dollar qui rentre en Argentine.

De même, une baisse des droits de douane à l'importation est décidée, l'objectif de cette mesure est de réduire les coûts de production et d'éviter un dérapage des prix. Pareillement

²² C'est-à-dire tous les petits métiers tels les cireurs de chaussures, vendeurs ambulants (vendeurs de bonbons, de journaux, de cigarettes, etc.) qui sont très nombreux (encore aujourd'hui d'ailleurs).

les importations de certains produits, comme les automobiles, les alcools, les parfums, les aliments, les textiles, les téléviseurs couleur, sont contrôlés.

Vis-à-vis de sa dette extérieure, le gouvernement continue à honorer ses paiements, cette résolution est annoncée le 3 mai, par le secrétaire d'Etat à l'économie, M. Bustamante. Donald Reagan se prononce également sur ce fait, il affirme que l'Argentine a tout intérêt à continuer à honorer sa dette qui est en 1982 de plus de 35 milliards de dollars, si elle souhaite après le conflit emprunter à nouveau sur les marchés mondiaux des capitaux. Malgré tout, la Bank Export/Import (l'une des plus grandes banques américaines) décide de suspendre tout nouveau crédit à l'Argentine.

Les échanges commerciaux avec la CEE et l'embargo

Aussi pendant la guerre des Malouines, l'économie argentine fut encore plus endommagée par les mesures économiques coercitives prises par la C.E.E. et quelques autres pays.

L'embargo économique fut très mal ressenti par les Argentins, car il était plutôt rigoriste, néanmoins il constituait une amorce logique aux antécédents des marchés établis depuis quelques années. En effet, jusqu'en 1972, quasiment 50% des exportations argentines étaient destinées à l'Europe, mais peu à peu cette tendance se réduisit, en 1981, cette part ne représentait plus que 20%. L'Argentine se vit obligée de diversifier ses marchés très rapidement, puisque la Communauté Economique Européenne menait une politique agricole très protectionniste. Nous pouvons ici reprendre les statistiques du journal « *La Nacion* » du 2 avril 1982, afin de voir très précisément les échanges entre la CEE et l'Argentine.

Exportations argentines à la CEE en 1980 (en millions de dollars)

Agricole/Pêche : (82,2%) 2009

Non agricole : (17,7%) 433

Principaux produits

Viandes : 433

Céréales et oléagineux : 1.060

Fruits et légumes : 124

Fibres, cuirs et laines : 219

Poisson, fromage, miel : 106

Dérivés pétroliers : 110

Machines : 14

Automobiles : 14

Participations de quelques produits argentins dans le Marché Communautaire Européen (sur le total qu'importe la CEE en %)

Maïs : 25

Soja : 10

Résidus de blé : 41

Huile de lin : 80

Autres huiles végétales : 25

Farine de lin : 75

Farine de tournesol : 85

Viande fraîche surgelée et congelée : 41

Extrait de viande : 52

Importations CEE à l'Argentine en 1981 (en millions de dollars)

Total : 2.005

Pays-Bas : 716

Italie : 388

Allemagne : 352

Royaume-Uni : 221

France : 143

Belgique : 86

Exportations CEE à l'Argentine en 1981 (en millions de dollars)

Total : 2.507

Allemagne : 1.053

Italie : 432

France : 398

Royaume-Uni : 356

Pays-Bas : 140

Belgique : 75

Nous constatons que les exportations de la CEE vers l'Argentine sont supérieures aux importations. La balance commerciale argentine est donc déficitaire pour les échanges commerciaux. Nous pouvons remarquer que les Argentins commercent davantage avec les Britanniques qu'avec les Français, cela s'explique sans doute par le fait que les Français ont toujours eu beaucoup de difficultés à pénétrer les marchés mondiaux.

Le grand bénéficiaire de ces exportations est l'Allemagne, les liens économiques ont toujours été solides entre ces deux pays. Toutefois, l'embargo économique de la CEE a beaucoup éprouvé l'Argentine (ce dernier a d'ailleurs été reconduit plusieurs fois au plus grand désarroi des Argentins). Aussi les questions sur l'avenir économique de l'Argentine sont très nombreuses, l'effort de guerre est très important, la ruine du pays est annoncée.

Les dirigeants de la Junte en décidant d'envahir les Malouines, ont engagé le pays dans un effort de guerre qu'il n'était pas prêt à supporter. Ce sont trois domaines économiques qui ont dû financer la guerre : les taxes, soit ce qui est du ressort fiscal et qui pesait sur tous les Argentins, la balance des paiements et le secteur monétaire.

La situation économique de l'Argentine en 1982 est très critique, et la politique poursuivie par la Junte dans ce domaine est complètement suicidaire, tant pour l'avenir du pays que pour les Argentins qui ressentent de plus en plus fortement les disparités sociales.

Chapitre 3

La situation sociale de l'Argentine

La situation sociale reflète largement la crise économique : un fort taux de chômage, les revenus salariés de plus en plus bas, la fuite des cerveaux, l'augmentation des bidonvilles, une très forte hausse de l'absentéisme scolaire, le nombre croissant de suicide de mamans élevant seules leurs enfants, etc.

Une situation sociale tout aussi désastreuse

Le processus de désindustrialisation et l'activité économique moins intense ont naturellement entraîné de graves problèmes sociaux.

Le taux de chômage est en constante augmentation, au début des années 80, il y a environ un million huit cent mille chômeurs, alors que le pays ne compte que 27 millions d'habitants.

Un peu plus d'un million de travailleurs ont une activité pour leur propre compte, ces travailleurs indépendants représentent en 1980, environ 27% de la population active. Ce qui est énorme, mais si nous jugeons cette masse d'emploi par rapport à ces revenus, on constate qu'ils sont très irréguliers, elle représente une masse instable et fragile économiquement et de ce fait socialement.

Pour ce qui est de la fuite des cerveaux, on estime à environ deux millions le nombre de personnes techniquement et hautement qualifiées qui quittent le pays, ces chiffres montrent une défaillance complète du système, les personnes qui pourraient avoir un rôle économique important fuient le pays.

De même, les immigrés qui tentaient de trouver du travail, reviennent chez eux, nous estimons ces retours à environ 100 000 depuis le début des années 1980. Le chômage touche toutes les couches de la société, mais la situation des travailleurs industriels se révèle la plus inquiétante, en 1981, ils sont moins nombreux (environ 38,7%), soit moins qu'en 1976, lors du coup d'Etat. En février 1982, les industries du cuir, des chaussures, du textile, des machines non électriques, des machines et des appareils électriques, comptent moins de travailleurs actifs qu'en 1971, ces données expriment une énorme baisse de production, de ce fait les tensions sociales sont graves. Nous pouvons prendre le cas de l'industrie sidérurgique, en 1976, cette activité comptait environ 45 000 actifs, en 1982, ils ne sont plus que 28 000 travailleurs, autant de personnes qui se sont retrouvées sans emploi.

Ce fort taux de chômage se conjugue avec une mauvaise politique salariale, les négociations paritaires sont suspendues par une décision officielle (toutes les augmentations salariales et les pensions sont supprimées et gelées à l'avenir).

Paradoxalement, le gouvernement augmente les taxes sur les produits de consommation alors que le système fiscal est déjà lourd, il devient de plus en plus coûteux de s'alimenter. Néanmoins les entreprises continuent leurs évasions fiscales.

En effet, le niveau réel des salaires affiche une chute effective qui est la plus prononcée et la plus soutenue de l'histoire argentine, cela est le fruit d'une politique de redistribution forcée des bénéficiaires, ce procédé utilisé par l'Etat oblige les salariés à verser « leurs cotisations » pour participer à la rente nationale.

En 1975, le salaire compte pour environ 50% du PIB, en 1982, il n'occupait plus que 30%.

La paupérisation de la population

Cette importante chute engendre la paupérisation de la masse salariale, puisque les salaires baissent, alors que les produits de consommation, ainsi que le coût de la vie sont en continuelle ascension. Pendant l'année 1981, le niveau général des salaires diminua en termes réels de 11%, et la chute atteignit les 18% dans le secteur industriel. Durant le premier trimestre 1982, la diminution du salaire réel arriva selon les études statistiques à 25% et la tendance déclinante continua durant le second trimestre, pour dépasser les 30%, néanmoins le gouvernement argentin ne prit aucune mesure pour essayer d'enrayer la situation. En 1975, le salaire correspondait à approximativement 40% du coût industriel. En 1982, il en représente à peine 5% dans les principales entreprises. Cela constitue une preuve irréfutable de cette diminution réelle du salaire.

Le pouvoir d'achat de la population était donc largement détérioré. En avril 1981, un ouvrier avait besoin de travailler 80 (en indice) pour pouvoir acheter un kilogramme de viande, un an plus tard, 112 et en juin 1982, environ 126, c'est-à-dire, en chiffre réel plus de 55% de temps en plus pour un même morceau de viande. Si nous considérons d'autres produits de consommation courante, la situation s'aggrave avec d'autres articles qui sont absolument essentiels à la vie de consommation quotidienne : des pâtes, du sucre, des pommes de terre, du lait, des œufs, tout cela coûtait en avril 1982, un temps de travail supérieur à 50% par rapport à juin 1982.

A cette date, un opérateur non qualifié peut seulement acheter 41% de la valeur de biens de consommation qu'il consommait en 1960. En d'autres termes, les Argentins reçoivent moins d'aliments pour plus de travail, ils devaient réduire et modifier substantiellement leurs habitudes alimentaires et se satisfaire de l'essentiel. La viande, pourtant base de l'alimentation nationale, est devenue un aliment de luxe.

De même, les bas salaires, la sous-occupation et l'inoccupation ont conduit à la désertion scolaire, à l'augmentation du nombre des malades et à une protection médicale déficiente.

Les enfants sont carencés en calcium, compte tenu de la faiblesse de leur alimentation.

Pendant cette période, la vente des produits alimentaires diminua en un an de 25%, et la consommation globale de 5,5%. La tendance se perpétua au cours du premier trimestre de 1982, avec une chute de 12,7% qui s'étendit à 8,2% les mois suivants. Cette même consommation globale, en 6 ans, avait seulement augmenté de 1,1%, ce qui est vraiment très peu ; en réalité, c'est une récession.

Tout cela est parti d'un critère absolument régressif en matière sociale, qui considère les travailleurs comme l'ultime pierre d'une supposée pyramide sociale, cela en leur appliquant le principe de les obliger à payer une crise dont ils ne sont pas les responsables.

Pendant ces quelques années, ils ont souffert de la campagne publicitaire menée avec de nombreux slogans, qui tentaient de convaincre la population de la responsabilité des salariés qui par le biais des réclamations syndicales, des coûts sociaux élevés pour les employeurs avaient entraîné une inflation galopante.

Six ans et demi de blocage des salaires, de liberté des prix, et de suppression des acquis sociaux, démontrent que l'inflation n'est pas produite par les travailleurs. L'accroissement brut du coût de la vie pendant ces années, soit environ 32.680% depuis 1976, est un chiffre

qui permet de comprendre que l'inflation est causée par la structure défailante de l'économie et de la vulnérabilité du secteur externe.

Des conditions de travail très dégradées

Dans cette situation de crise généralisée, il est clair que la condition des travailleurs est de loin la pire. L'important taux de chômage facilite une systématique violation des lois du travail dans un marché où la demande de travail est forte. Consciemment ou inconsciemment, il s'exerce une véritable supériorité de classe entre patrons et travailleurs.

Certaines catégories de salariés sont plus ou moins fortement touchées par cette crise, par exemple les pères de famille sont assujettis au travail, par nécessité... les femmes quant à elles, composante marginale du marché, sont très vulnérables.

Mais cette situation et surtout le chômage touchent principalement les jeunes, et surtout ceux qui n'ont pas d'expérience professionnelle et ceux qui ont écourté leurs scolarités, pour pouvoir contribuer à la subsistance familiale.

Par ailleurs, beaucoup de salariés se payent en « nature », de façon illégale, « au noir », ce qui porte préjudice à la masse salariale.

Pour ce qui est du temps de travail, les lois qui l'établissent restent lettre morte, et dépendent la plupart du temps de la volonté patronale. Les dispositions jubilaires favorables de ceux qui remplissent des tâches insalubres ou risquées ont été supprimées, ces salariés sont maintenant considérés dans un régime privilégié de spéculation, de pouvoir de l'argent.

De ce fait, nous pouvons considérer que la situation des travailleurs en Argentine, ainsi que les conditions salariales sont déplorables.

La vie est onéreuse, le travailleur supporte tous les aléas des crises, il est à la merci de l'Etat qui lui fait payer tous les efforts financiers à fournir. Les salariés sont aussi soumis à la dure loi de l'offre et la demande du marché de l'emploi : il y a des bataillons de chômeurs, du fait les patrons en profitent et font pression sur eux, ils sont très « exigeants, et naturellement ingrats ». La guerre des Malouines va accroître la gravité de la situation, parce que les charges qui pèsent sur les travailleurs vont devenir de plus en plus lourdes à cause de l'effort de guerre et du remboursement de la dette.

Quatrième partie - Les gouvernements britannique et argentin en 1982 : les raisons intérieures d'une guerre entre les deux états ?

Néanmoins, l'Argentine n'est pas le seul pays acteur à être dans une mauvaise posture économique, sociale et politique, dans une bien moindre mesure c'est aussi le cas de la Grande-Bretagne.

En conclusion, nous pouvons dire que l'Argentine a pris en ce 2 avril 1982, une décision regrettable, dans la mesure où elle se trouvait dans une situation économique, politique et sociale critique. La réaction anglaise ne pourra se faire attendre, de même la réaction américaine solidaire des Britanniques, ne peut surprendre personne, la décision d'envahir les îles Malouines par la Junte ayant été prise dans la précipitation.

Chapitre 4

La situation intérieure britannique justifie-t-elle une guerre ?

La situation politique et l'essence de la politique thatchérienne

La situation politique du Royaume-Uni en 1982 n'est pas très florissante.

Margaret Thatcher au pouvoir

La popularité de Margaret Thatcher est loin d'être bonne, en décembre 1981, alors que l'économie traversait une passe particulièrement difficile, seulement 25% des Britanniques se déclaraient satisfaits de leur nouveau Premier ministre. Ce qui est très peu, mais en juillet 1982, après la victoire sur les Argentins pour les îles Malouines, sa cote de popularité atteignait 52%, au cours des deux dernières années de son mandat sa popularité s'est maintenue autour de 40/45%, avant de s'éroder progressivement en 1990.

Il convient de décrire la personnalité de Margaret Thatcher, afin de comprendre cette doctrine « thatchérisme » de ce début des années 80 et de comprendre l'effort de guerre impressionnant dont elle est la principale responsable. Le comportement de Margaret Thatcher a très vite été résumé par ce sobriquet de « Dame de Fer », ou le surnom de TINA²³ dont on l'a affublée traduit bien, lui aussi, le penchant pour le dogmatisme qu'éprouvait celle pour qui aucune autre solution que la sienne n'était envisageable. Cette inflexibilité se manifeste lorsque les principes sont en jeu, lors de l'invasion des Malouines par les Argentins, par exemple ou de l'affrontement avec les mineurs en 1984.

²³ TINA : *There Is Not Alternative*.

Ses propos sectaires sont aussi peu tactiques que ses exhortations au courage et à l'autonomie. De fait Mme Thatcher a rarement été populaire.

Nous pouvons synthétiser en quelques mots la vision politique de la Dame de Fer : elle souhaite libérer l'individu de la tutelle des groupes d'intérêt ainsi que de l'Etat, tout en maintenant les valeurs référentielles des traditions, c'est un esprit conservateur mais pragmatique. Par ailleurs, c'est grâce à ce discours qu'elle est devenue leader du parti conservateur en février 1975, élection où elle supplante Edward Heath²⁴ qui n'avait pas réussi à mener les conservateurs à une victoire électorale, chose à laquelle Margaret Thatcher parviendra en 1979, en devenant premier ministre. En prenant les commandes du gouvernement en 1979, Margaret Thatcher se doutait peu que c'est sur la scène internationale, davantage peut-être que dans le domaine intérieur, qu'elle allait trouver un rôle à sa mesure. La guerre des Malouines, avec ce qu'elle impliquait de risques et de sang-froid, contribua à réconcilier le dirigeant conservateur avec l'opinion publique et à renforcer sa réputation d'inflexibilité. Mme Thatcher, que son expérience ministérielle n'avait nullement préparée au rôle de chef de guerre, entraînait ainsi dans la légende.

²⁴ Right. hon. Sir Edward Richard George Heath, M.C. M.P. (1916–2005), homme politique britannique, premier ministre du Royaume-Uni entre 1970 et 1974.

Fils d'un charpentier et d'une domestique, Edward Heath est né le 9 juillet 1916 à Broadstairs dans le Kent. Étudiant à Balliol College, Oxford, il avait été remarqué par Winston Churchill pour ses vues opposées à la politique d'apaisement à l'égard de Hitler. Churchill deviendra son mentor. Engagé volontaire dans l'artillerie il termine la guerre comme lieutenant colonel. Il fut ensuite cadre de banque. Elu député conservateur de Bexley et Sidcup en 1950, Heath a siégé à la Chambre des Communes jusqu'en 2001. Européen fervent, à cause de son expérience de combattant durant la Seconde Guerre mondiale, il contribua très nettement à l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun le 1^{er} janvier 1973. Il est d'abord responsable de la discipline au sein du groupe parlementaire conservateur « Chief whip ». En tant que plus ancien membre, il était devenu le "père de la Chambre ». Ministre du Travail en 1959 puis lord du Sceau privé dans le cabinet Harold Macmillan en 1960 chargé des négociations pour l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE mais se heurte au veto de De Gaulle en 1963. En 1965, il succède à Douglas-Home à la tête du parti conservateur et mène la campagne électorale victorieuse de 1970 qui l'amène au 10 Downing Street. Ce fils d'ouvrier détonnait au parti conservateur et ne gouvernera le Royaume-Uni que lors d'un seul mandat, marqué par la contestation sociale et les difficultés économiques. Il parvient à faire entrer le Royaume-Uni dans la CEE après avoir convaincu une opinion publique et un parti conservateur plutôt tièdes ; "C'est le plus beau jour de ma vie" s'exclame-t-il lorsqu'il signe le Traité d'accession de son pays à la Communauté européenne au Palais d'Egmont à Bruxelles le 24 janvier 1972. Par le biais du traité référendum, le président Pompidou avait fait lever le veto français mis par De Gaulle à l'entrée du Royaume-Uni. Le traité entra en vigueur le 1^{er} janvier 1973 (Europe des Neuf avec le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark). Critiqué dans son parti, notamment par l'aile thatchérienne, Edward Heath, qui se voulait libéral sur le plan économique mais progressiste sur le plan social, avait cristallisé sur lui le mécontentement populaire. Il est aussi le Premier ministre qui a envoyé l'armée britannique en Irlande du Nord mais il n'a pas réussi à résoudre ce conflit. En 1974, une grève de mineurs pousse Edward Heath à convoquer des élections législatives anticipées. Il perd le pouvoir au profit du travailliste Harold Wilson qui retrouve le pouvoir. L'année suivante, en 1975, il est écarté de la direction de son parti par Margaret Thatcher qui dénonce son « socialisme sournois ». Heath déclara par la suite qu'elle n'avait jamais pris une « décision judiciaire ». Il se retire de la vie politique en 2001 et meurt à Salisbury le 17 juillet 2005.

La politique de défense de Margaret Thatcher

C'est donc la politique de défense de Margaret Thatcher qui lui a valu une envergure et une renommée internationale, il s'agit donc ici d'explicitier cette politique défensive.

Le domaine de la Défense s'était vu porter au rang d'objectif prioritaire dès le retour au pouvoir en 1979 du parti conservateur. Il concluait la liste des cinq actions urgentes que la nouvelle équipe s'engageait à mener au cours de son mandat. Le manifeste promettait explicitement « *de renforcer les défenses de la Grande-Bretagne et de travailler, en collaboration avec nos alliés, à la protection de nos intérêts dans un monde de plus en plus menaçant* ». L'objectif ne pouvait être atteint qu'en retrouvant un niveau de recrutement acceptable ; pour cela il était donc nécessaire d'augmenter la solde des militaires, cela fut chose faite dès la première semaine qui suivit l'élection de 1979.

La politique de défense était un objectif prioritaire, dans la mesure où les blocs Est/Ouest s'affrontaient toujours et où le Royaume-Uni connaissait quelques déconfitures avec ses colonies. En ce qui concerne ses colonies ou ses anciennes colonies, la Grande-Bretagne effectuait quelques missions de protection militaire, cela à la demande des pays concernés, tels le Belize, ou vis-à-vis des territoires où elle avait toujours autorité comme Hong Kong, les Falkland, et Gibraltar.

Des mesures avaient d'ores et déjà été prises en 1977, les membres de l'OTAN avaient en effet pris la décision conjointe d'augmenter de 3% le budget de la défense par an et cela pendant 5 ans.

En 1980, il y eut un redressement des crédits de défense, avec 9,2 milliards de £ (soit 6% de plus que dans l'exercice budgétaire précédent), la défense pesait pratiquement le même poids que la santé en terme de parts de budget, c'est-à-dire 11,9% et 12,1% respectivement, ce qui peut sembler spectaculaire. « Grâce » à ces efforts, l'Angleterre s'affirmait ainsi comme l'un des acteurs les plus engagés dans l'effort de défense de l'OTAN.

La décision de renouveler la composante stratégique océanique, les missiles nucléaires longues portées embarqués à bord de sous-marins, prise en 1980 devait encore accroître la pression budgétaire, même si le coût des missiles Trident achetés aux Américains et la construction des sous-marins porteurs devait être étalée sur les quinze années suivantes. Il faut également souligner que cette politique de défense s'inscrit dans la continuité des orientations stratégiques prises par les différents gouvernements. Particulièrement les travaillistes sont

opposés à l'arme nucléaire, mais une fois au pouvoir, ils ne pouvaient remettre en cause l'existence des *polaris*²⁵. Néanmoins, les problèmes économiques auxquels doit faire face la Grande-Bretagne au début des années 80, lui imposent une restriction des dépenses publiques et donc bien évidemment cela inclus la défense.

En juin 1981, il y eut un livre blanc intitulé « the Way Forward », dans lequel le gouvernement décrivait sa nouvelle orientation de la politique de défense. La principale victime de cette restructuration est la Royal Navy, surtout les armements et, les plates-formes, dont l'entretien était coûteux. Le nombre de navires de la Royal Navy serait réduit de 9 unités, il ne resterait plus que 50 bâtiments. Au nombre des navires sacrifiés se trouvent 3 porte-avions, dont 1 serait vendu à l'Australie, et les deux autres réformés, pour être vendus. Mais la Navy voyait augmenter son nombre de sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire, il y en avait 12, auxquels on en ajouta 5.

Mais dans la mesure où la guerre des Malouines allait éclater un an plus tard, le gouvernement allait réviser ses objectifs à la hausse. On peut donc dire que la guerre des Malouines, ainsi que le contexte international belliqueux allaient sauver la Navy, du moins provisoirement, puisque les Malouines étaient très éloignées des côtes anglaises, il s'agissait donc de mobiliser toutes les forces navales, il n'était donc plus question de vendre les navires. D'ailleurs afin de pouvoir transporter les soldats sur les lieux d'opérations, des navires marchands se virent réquisitionnés par le gouvernement. Aussi concernant le suivi de cette politique de défense, nous pouvons souligner que les grandes lignes budgétaires furent poursuivies. Cela est évident, si l'on considère la baisse de ces crédits pendant la période 1985/1990, où ils baissent de 10%, alors que pendant la période précédente (1979/1985) ils avaient augmenté de 15% afin de répondre au programme thatchérien et surtout de fournir les efforts de guerre.

Aussi, il apparaît important de souligner que les relations avec les Etats-Unis furent, pendant la guerre des Malouines, un élément décisif, c'est cela qui permit à l'Angleterre de réussir son pari, c'est-à-dire malgré l'éloignement géographique des Malouines, de vaincre la nation argentine qui avait quelques atouts dans son jeu, particulièrement la proximité géographique, les moyens humains et militaires. Cependant, c'est d'un point de vue diplomatique que le soutien américain a été le plus mitigé, car les Etats-Unis étaient liés aux deux pays par des

²⁵ Ce sont des missiles stratégiques lancés à partir de sous-marin.

traités et des accords. Ce sont néanmoins les relations privilégiées avec le Royaume-Uni qui l'ont emporté.

Les relations Thatcher-Reagan

En ce qui concerne le couple Thatcher-Reagan, c'est d'amitié dont il faut parler. Le fait qu'ils aient partagé la même foi dans la capacité de l'économie de marché à équilibrer la situation économique mise à mal par l'inflation, leur volonté commune de tenir tête aux forces communistes ainsi que leur goût identique pour les concepts simples ne pouvaient que les rapprocher et renforcer ce sentiment de partenariat privilégié qui a profondément influé sur l'évolution des relations Est-Ouest.

C'est au cours de la guerre des Malouines que la solidarité instinctive entre les deux pays trouvera sa plus parfaite illustration ; néanmoins quelques jours avant le débarquement des forces argentines, le secrétaire d'Etat américain Alexander Haig²⁶ faisait part de ses réticences à son collègue britannique Peter Carrington.

Les Etats-Unis n'entendaient pas prendre parti dans le différend qui opposait ses deux alliés. Londres dut faire valoir le soutien apporté à la politique américaine au Salvador et rappeler le rôle actif joué par les Britanniques dans la décision de la Communauté Européenne d'appliquer des sanctions économiques à l'Iran lors de la détention des diplomates américains gardés en otage à Téhéran.

L'existence au sein de l'administration américaine d'un fort courant favorable au développement des liens avec les pays d'Amérique Latine, dont l'un des personnages les plus actifs est Mme Jeane Kirkpatrick, représentante des Etats-Unis à l'Onu, ne facilita d'ailleurs pas la tâche d'Alexander Haig. Ce dernier essaya d'éviter tout conflit avec elle jusqu'à la fin de la « guerre non déclarée des Malouines ». Mme Kirkpatrick affirmait devant l'ONU pour la défense des Argentins que :

²⁶ Alexander Megs Haig Jr, né le 2 décembre 1924, servit dans l'infanterie à la fin de la seconde guerre mondiale. Issu de West Point (1947), il servit en Corée sous Mac Arthur puis au Vietnam (Distinguished Service Cross 1967). Il obtint un MA en relations internationales à l'université de Georgetown. En 1973-74 il fut chef d'Etat major à la Maison Blanche sous les présidents Nixon et Ford puis de 1974 à 1979, il commanda le SACEUR (commandement intégré de l'OTAN en Europe). Il quitta l'armée en 1979. Président de la firme *United Technologies inc.* 1979-1981.

Secrétaire d'Etat du Président Reagan de janvier 1981 à juillet 1982, il eut de fréquents différends avec le Secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger. Sa mission de bons offices dans l'affaire des Malouines a été qualifiée de *Shuttle diplomacy* (diplomatie de la navette) à cause des va et vient permanents entre Londres, New York (Nations Unies) et Buenos Aires auxquels il était astreint.

Il est l'auteur d'un livre de souvenirs « *Inner circles, how America changed the world* » (1992). Il a participé à des séries télévisées et est le père de Brian Haig, auteur à succès.

Quatrième partie - Les gouvernements britannique et argentin en 1982 : les raisons intérieures d'une guerre entre les deux états ?

« Les militaires de Buenos Aires ont fait la guerre uniquement parce qu'ils n'ont pas su se mettre d'accord pour ne pas la faire ».

A ce moment, les politiques britanniques n'appréciaient guère la position américaine, selon eux, les Américains avaient quelque peu oublié que ce sont les Argentins qui étaient les agresseurs.

De même, les stratèges britanniques s'inquiétaient des incidences que pouvaient avoir ces longues négociations sur la conduite des opérations militaires, qui d'ailleurs ont réellement commencé lorsque ces derniers ont perdu patience, c'est-à-dire vers la fin avril, puisque les négociations n'aboutissaient pas, le conflit militaire était latent. L'amiral Woodward estimait quant à lui, et vis-à-vis de l'évolution des événements que chaque jour auquel Alexander Haig s'employait à établir des négociations était un jour de perdu pour les Britanniques et un jour de gagné pour les Argentins. Ils estimaient que les militaires britanniques étaient éloignés de leurs bases logistiques et de tout, alors que les Argentins renforçaient leurs positions pendant ce temps, ce qui rendrait les combats un peu plus difficiles. L'incompréhension du Royaume-Uni s'exprime à d'autres échelles, notamment ils ne comprenaient pas que Washington n'ait pas suspendu ses importations de produits argentins. Mais ils entendaient bien que la position américaine au sein de l'Organisation des Etats Américains (OEA) rendait la situation pour eux relativement inconfortable.

Néanmoins, les Américains montrèrent leur soutien, très rapidement, par exemple ils soutinrent les Britanniques au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour la résolution 502²⁷ le 3 avril 1982 (elle prévoyait le retrait immédiat des Argentins des îles), les Anglais furent donc appuyés par les Etats-Unis ainsi que par la France. Nous notons que l'appui américain va se faire de plus en plus perceptible auprès de leur allié anglophone, après le rejet argentin de l'ultimatum britannique et lorsque les opérations militaires commencèrent. Washington continua à faire pression sur Margaret Thatcher pour conclure un compromis qui aurait épargné aux Argentins une cuisante et inéluctable défaite.

La politique de Margaret Thatcher a été inflexible, cette inflexibilité s'est surtout affichée à deux points de vue, économique et vis-à-vis des relations internationales. La guerre des Malouines a été l'occasion pour elle de se donner une renommée internationale et de

²⁷ Annexe 3 – « Résolution 502 », page 541.

redorer le blason de la politique britannique, c'était une politique novatrice qui bouleversait les années d'immobilisme antérieur.

Conserver les Malouines ou conserver le pouvoir ?

Toutefois, il convient de souligner que même si la guerre des Malouines s'est soldée par une victoire politique, lorsque l'annonce de l'invasion argentine fut annoncée, la surprise (d'autant dans l'opinion publique) était telle, que le gouvernement faillit être renversé.

L'émoi fut très vif sur les bancs de l'opposition, aussi bien que dans le parti conservateur, ainsi que dans la presse anglaise et dans l'opinion publique, tous apprenaient l'existence des îles Falkland et tous redoutaient la guerre. Bien entendu le parti travailliste critiqua de façon très âpre le gouvernement de Margaret Thatcher, l'accusant d'incompétence, de manque de clairvoyance et de visée politique.

Face à la montée de l'opposition, le gouvernement conservateur risquait de devoir démissionner, d'ailleurs trois ministres du Foreign Office (Lord Carrington, Richard Luce et Humphrey Atkins²⁸) y furent contraints. John Nott²⁹, ministre de la défense offrit également sa démission à Margaret Thatcher, mais celle-ci la refusa.

L'enjeu majeur lors de l'annonce de l'agression militaire argentine pour le gouvernement de Margaret Thatcher était alors de « reprendre » les îles sous peine de perdre le pouvoir. La messe fut dite lorsque le samedi 3 avril la Chambre des Communes³⁰ se réunit en séance extraordinaire.

Les parlementaires reprochèrent alors à Humphrey Atkins d'avoir déclaré auprès des députés la veille à 11 heures, qu'il y avait bel et bien des rumeurs concernant une éventuelle attaque, il mentionnait que sa source était le gouverneur des îles lui-même, qu'il venait de s'entretenir

²⁸ Il était alors le porte-parole du Foreign Office.

²⁹ Sir John William Frederick Nott M.P. Né à Bideford, Devon, le 1^{er} février 1932.

Servit comme officier au 2^{ème} Gurkhas rifles regt en Malaysia 1952-56

Etudie le droit et l'économie à Trinity College, Cambridge 1956-60.

Membre du Parlement pour St Ives, Cornwall 1966-83 (d'abord Libéral puis à partir de 1968, conservateur)

Treasury minister (cabinet Heath 1970).

Secrétaire d'Etat au commerce en 1979 (cabinet Thatcher)

Secrétaire d'Etat à la défense en janvier 1981, appliqua une politique de restrictions budgétaires qui lui fut reprochée par les conservateurs au cours de la guerre. (désarmement du *HMS Endurance*) Mars 82 : offre sa démission en même temps que Lord Carrington. Elle est refusée. Cesse ses fonctions en janvier 1983 et ne se représente pas aux élections. Un temps président de la Banque Lazard frères, il vécut ensuite retiré dans sa ferme de Erth, Cornwall.

Epoux d'une Slovène, Sir John Nott est l'auteur de scénarios pour le cinéma et d'un livre de souvenirs « *Here today, gone tomorrow* ».

³⁰ Il s'agissait de la deuxième réunion de la Chambre des Communes un samedi depuis 1945.

avec lui quelques instants plus tôt. En réalité, il lui avait parlé 2 heures plus tôt, 2 heures pendant lesquelles la situation avait totalement changé. Son imprécision lui valut son congé.

Lors de cette séance, c'est Margaret Thatcher³¹ qui engagea le débat, face aux critiques de l'opposition, elle rétorqua avec un argument de poids : en 1977, alors que le parti travailliste était en poste, l'Argentine avait occupé les îles Thulé, et les parlementaires n'avaient été informés des faits que deux ans plus tard, tout comme la population. Elle défendit donc assez vigoureusement sa politique, ou tout du moins pour le cas présent son « absence ».

Elle se justifia, en exposant que bien entendu les satellites et les services de surveillance britanniques avaient détecté la présence d'une importante flotte argentine naviguant vers les Falkland³², elle n'en avait pas fait l'annonce pour la bonne et simple raison qu'elle ne voulait pas précipiter l'arrivée des troupes argentines.

Cela vint aussi contrecarrer *a posteriori*, les critiques mentionnant que la flotte britannique avait réussi à se préparer et à appareiller vers les Malouines en un temps record. Autant dire, que la décision de Margaret Thatcher est prise dès l'annonce de la présence des navires de guerre argentine, les îles Malouines ne seraient pas abandonnées à l'Argentine.

Face à ce combat verbal engagé, la session fut très fortement agitée.

« Aux Communes, les conservateurs et les travaillistes sont réunis dans un même élan patriotique. Les députés interpellent le gouvernement, l'accusent de ne pas avoir pris à temps des mesures militaires adéquates et exigent la plus grande fermeté dans la riposte. A grands cris, la démission de Mme Thatcher, de Lord Carrington et de ses adjoints aux affaires étrangères, MM. Humphrey Atkins pour l'Europe et Richard Luce pour l'Amérique, ainsi que celle de John Nott, ministre de la Défense, sont réclamées par les députés survoltés. Ils leur reprochent, entre autres, de ne pas avoir prévu à temps cette invasion des Argentins et aussi d'avoir trop sacrifié l'armement conventionnel de la Royal Navy au profit du déterrent nucléaire et du programme des fusées Trident³³. »

³¹ Cette annonce est visible sur « Youtube » sous l'intitulé : « Margaret Thatcher : The Falklands war ». On peut y entendre les protestations des parlementaires. Une autre vidéo est également intéressante : « Margaret Thatcher's Roasting » où elle discute de la légitimité de l'attaque sur le Belgrano avec une citoyenne britannique.

³² Rappelons que la côte argentine ne se situe qu'à 350 kilomètres de l'archipel des Malouines.

³³ Planchar Roger, *La guerre du bout du monde*, Denoël, Paris, 1983, 204 pages.

Elle se défendit de la visible absence de réaction, en rétorquant que quelques navires étaient déjà en mer, mais que de toute façon compte tenu de la distance des Falkland, l'annonce du départ des troupes n'aurait rien changé à la situation.

Nous pouvons toutefois douter de ce dernier argument, dans la mesure où les rapports de force étaient très déséquilibrés. Est-ce que Galtieri n'aurait pas rappelé ses troupes si, il avait été convaincu que l'une des plus grandes puissances militaires possédant l'arme nucléaire allait riposter ? Tout comme semble l'indiquer Oscar Allende³⁴ :

"En una publicación del diario inglés "The Time", Galtieri explico que no podía entender la reacción militar británica a la recuperación Argentina de las Malvinas. Nunca esperé, indico, una respuesta tan desproporcionada. Nadie la espero, por qué un país situado en Europa podía preocuparse tanto por unas islas que no sirven a ningún interés nacional? Me pareció insensato. En lo que se refiere a la alianza de los EE.UU. con Gran Bretaña, manifestó sentir mucha amargura y tremenda desilusión. Nos llevamos realmente bien con el gobierno norteamericano, dijo. Debíamos hacer muchas cosas juntas en este continente. Por eso es que acepté sin dudas... el ofrecimiento del secretario Haig para actuar como mediador".

Certains députés (notamment Sir Nicholas Fisher, conservateur) s'opposaient également à l'intervention militaire britannique, stipulant que les Kelpers seraient les victimes des combats, il fallait avant tout les protéger. De même, il justifia sa position en rappelant les mauvaises conditions météorologiques au voisinage de l'Antarctique à cette période de l'année.

Lord Carrington démissionna le 6 avril, il confia qu'il avait été atteint par les attaques verbales lors de la séance extraordinaire, (les députés avaient crié à la « trahison »), et qu'il avait préféré donner sa démission jouant de cette façon, un rôle de bouc émissaire, puisqu'il en fallait au moins un. Il fut remplacé le même jour, aux affaires étrangères par Sir Francis Pym, leader conservateur. Ce dernier était notoirement connu pour son opposition à la réduction du budget de la Royal Navy.

³⁴ Oscar Allende, *Complot contra la democracia 1930-1982*, Buenos Aires, El Cid Editor, mayo de 1983, 256 paginas.

A noter que c'est John Nott qui prononça la conclusion de la séance extraordinaire en soulignant que la guerre n'était pas exclue.

Nous pouvons donc dire que la crise des Malouines ne fédère pas les différents partis politiques derrière le gouvernement.

D'ailleurs, le 9 avril, un membre du parti travailliste Stanley Clinton Davies annonça que son parti ne donnerait pas un "chèque en blanc" au gouvernement dans le développement de la crise des Malouines. Il avertissait du risque de la dérive du conflit vers une guerre totale et dangereuse.

Pendant, le conflit, Margaret Thatcher se montra inflexible, la condition préalable pour elle à toute négociation était l'application de la résolution 502 du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Toutefois, le 14 mai, la presse argentine se fait l'écho d'un assouplissement de sa position devant les exigences de l'opposition et de son propre camp:

"Thatcher acepto que la soberanía de las Malvinas es negociable. Londres, 13. Por primera vez desde el comienzo de la crisis de las Malvinas, la primera ministra, Sra. Thatcher, debió defender en la cámara de los Comunes la posición negociadora adoptada por su gobierno, y también por primera vez sostuvo que la soberanía es negociable. Por exigencia de la oposición laborista, la primera ministra convocó hoy a la quinta sesión de emergencia de la cámara de los comunes desde el inicio de la crisis. En debate debió enfrentar la severa crítica formulada por los miembros de su propio partido, el conservador, quien acusaron al gobierno de alentar una "entrega" diplomática de las islas. Estamos trabajando para una solución pacífica, no para una entrega pacífica", afirmó la Señora Thatcher, y agregó: "todo el personal militar y civil argentino debe ser retirado de las Falkland (Malvinas) de acuerdo con un calendario específico, y esto deberá ser controlado"³⁵.

Nous le constatons, les conditions qu'elle impose ne peuvent être acceptées par l'Argentine. Cette session ressemble davantage à une manœuvre pour gagner un peu de temps et pour tenter de montrer qu'elle compose avec le Parlement, mais en réalité, elle ne cédera rien ni à l'opposition, ni même aux voix divergentes de son propre parti.

³⁵ *El Clarín*, 14 de mayo de 1982

Quatrième partie - Les gouvernements britannique et argentin en 1982 : les raisons intérieures d'une guerre entre les deux états ?

La dame de fer a eu quelques difficultés à se faire valoir, notamment pour tous les problèmes de politique intérieure, tel que l'économie, tant il est vrai que la crise économique mondiale a touché le Royaume-Uni... Toutefois, son salut et sa réélection en 1984 lui furent acquis grâce au soutien populaire.

Margaret Thatcher a donc dû lutter sur plusieurs fronts en même temps, pour cette raison sa côte de popularité a souvent été assez « maigre ».

Chapitre 5

La situation économique du royaume

Il ne s'agit pas ici de faire un bilan de la situation en Grande-Bretagne, mais de l'évoquer brièvement dans cette partie, l'économie du pays et ses difficultés et d'étudier la politique de Margaret Thatcher dans ce domaine.

La situation économique en Grande-Bretagne en 1982, n'est pas bonne, il y a environ deux millions de chômeurs (surtout la population immigrée, ce qui provoquait de graves crises sociales comme en 1981 où il y eut des émeutes), des grèves, des conflits sociaux des ouvriers, des employés de la santé publique, des transports et de quelques autres groupes. Le produit brut national est à peine 4 fois supérieur à celui de la Suisse.

La politique économique de Margaret Thatcher

Margaret Thatcher d'un point de vue économique tenta de réduire le budget de l'Etat, afin d'assainir les finances mises à mal par la crise économique mondiale. Son premier objectif a été de lutter contre l'hyper-inflation qui menaçait toute politique à long terme.

Notamment elle a mené une politique monétariste, la solution consistait en fait à restreindre les dépenses publiques et à réduire le secteur économique sous contrôle de l'Etat (thèse inspiré de Keiph Joseph).

En 1981, le gouvernement Thatcher s'aperçut que la maîtrise de la masse monétaire ne suffisait pas à enrayer la crise. Cela à cause du prix du baril du pétrole à 42\$³⁶ alors qu'il se négociait aux environs de 3\$ avant le premier choc de 1973, cela ne pouvait qu'affecter la

³⁶ Ces prix sont ridicules au regard de la crise pétrolière en 2008, où le cours du baril de pétrole est monté jusqu'à 150\$, alors qu'il était stabilisé à 60\$ avant la crise.

balance commerciale des pays occidentaux, de même la reprise américaine à partir de 1982 allait contribuer au redémarrage de l'économie britannique.

La relance de l'économie

Aussi afin de relancer l'économie et d'équilibrer les budgets de l'état, Margaret Thatcher et son gouvernement entreprirent d'agencer un calendrier des principales opérations de privatisation, ce dernier s'échelonna pendant une longue période, soit du début à la fin de son mandat (1979-1990).

Margaret Thatcher commença donc par les secteurs d'activités les plus coûteux, les plus prestigieux, les plus représentatifs de la société anglaise : la liquidation de British Aerospace, cela en 1981, mais elle ne procéda pas à la privatisation totale de cette entreprise, le gouvernement mit en vente la moitié des capitaux en 1981, et pour ce qui est de la seconde tranche, en 1985 ; de même pour *Cable and Wireless*, dont les capitaux furent liquidés en 1981, puis 1983, et enfin en 1985. En 1982, le gouvernement procéda à la privatisation d'Amersham, de Britoil (la seconde partie en 1985) ; Ils privatisèrent *Associated British Ports* (1983 et 1985), puis Enterprise Oil (1984), de même que Jaguar, puis British Telecom (1984 jusqu'en 1991), en 1986, c'est le tour de British Gas en 1986, puis de British Airways en 1987, ainsi que de Rolls Royce, et de même que British Airports Authority, British Steel en 1988, en 1989, Water Plc³⁷. La privatisation de toutes ces entreprises « prestigieuses » coûta un peu à la bonne réputation de Margaret Thatcher.

La situation de l'emploi

En la matière, Mme Thatcher accusait le parti travailliste d'être le parti du chômage et proclamait que celui-ci n'était pas une fatalité. Son gouvernement héritait en mai 1979 d'un million de chômeurs ; le nombre des sans-emploi allait atteindre deux millions en janvier 1980 avant de passer la barre des 3 millions en janvier 1982. La reprise de la croissance devait permettre de réduire le nombre des chômeurs à partir de 1986, lesquels étaient depuis 1982 comptabilisés différemment.

³⁷ Comme son nom l'indique « Société de distribution et d'assainissement des eaux ».

Evolution du chômage de 1979 à 1984 au Royaume-Uni :

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Nbre de chômeurs	1140	1451	2269	2626	2866	2994
% population active	4,3%	5,4%	8,5%	9,8%	10,8%	11,1%

Nous notons donc que le chômage a largement augmenté pendant ces quelques années, les efforts fournis par le gouvernement Thatcher n'ont pas été suffisants pour enrayer la crise économique mondiale, et les licenciements massifs provoqués par cette crise.

Outre ces problèmes contextuels, Margaret Thatcher fut confrontée à des problèmes de structures de son gouvernement. En 1981 elle décida d'abolir le ministère de la Fonction publique dont le dernier secrétaire général fut Ian Bancroft au motif que cette structure établie en 1968 se comportait davantage comme un centre de défense d'intérêts professionnels que comme une véritable composante du gouvernement. L'ensemble des responsabilités de ce ministère relatives à la gestion des personnels et au contrôle de la gestion échet au Cabinet Office placé sous l'autorité directe du premier ministre, les questions financières étant consacrées au Trésor, lequel finira par retrouver l'ensemble de la maîtrise de la Fonction Publique en 1987.

Nous pouvons donc dire en forme de conclusion pour cette sous partie que le Royaume-Uni a souhaité un changement de gouvernement en 1979, afin d'enrayer les problèmes que le parti travailliste n'arrivait pas à endiguer. Mais la politique économique de Margaret Thatcher n'endigua pas davantage les problèmes de l'économie britannique car la crise internationale « enravait » les efforts fournis par le gouvernement. Evidemment ces problèmes économiques eurent des répercussions sur la situation sociale, surtout du point de vue des grèves, de l'augmentation du chômage, et du mécontentement salarial.

Chapitre 6

La situation sociale

La situation sociale en Angleterre était loin d'être bonne. Lorsqu'en 1979, Margaret Thatcher devient premier ministre, on parle « d'hiver du mécontentement », tant la situation sociale du pays est désastreuse.

Le marasme social anglais

Le pays est en proie à la toute puissance syndicale, il est paralysé par les grèves à répétition, les cadavres s'entassent dans les morgues, alors que les coupures d'électricité sont incessantes.

Devant la crise économique, ainsi que devant les privatisations, le gouvernement se voyait obliger de libérer des emplois du secteur public. L'allégement des effectifs résultait du transfert au secteur privé d'un certain nombre de tâches subalternes et surtout de la recherche d'une meilleure productivité à laquelle Margaret Thatcher attachait la plus grande importance. Dès 1979, elle avait demandé à Sir Derek Rayner de diriger une cellule qui superviserait la réduction du nombre de fonctionnaires. Le résultat de cette politique est une dégradation certaine du secteur public, notamment pour tout ce qui est du domaine médical et des autres activités de services élémentaires. Aussi, les entreprises privées appliquent les mêmes directives que le gouvernement afin de rester compétitives ; elles licencient en grand nombre. Cela crée donc de vives tensions salariales - et notamment donc parfois - des grèves comme en 1984 qui fut une année noire pour la politique thatchérienne.

La grève des mineurs de 1984-1985, si elle fut un affrontement historique par ses proportions, l'a été aussi par la violence qu'elle a suscitée, verbale autant que physique. Aux anathèmes de Scargill³⁸ répondait la véhémence de la première ministre qui alla même un jour de juillet 1984, jusqu'à comparer les mineurs aux Argentins que la Grande-Bretagne venait de vaincre, ajoutant que les ennemis de l'intérieur était plus durs à combattre et plus dangereux pour la liberté. Il y a donc une certaine instabilité qui s'est installée à l'échelle sociale.

Les difficultés syndicales

A tout cela, viennent s'ajouter les difficultés syndicales. En effet, Margaret Thatcher veut mettre sous son contrôle les syndicats...

En résumé, les différentes phases du mouvement thatchérien du problème syndical aboutissaient à limiter la liberté de manœuvre des appareils dirigeants en soumettant leurs décisions à un contrôle plus démocratique.

La situation sociale en Grande-Bretagne, dans les années 1980, n'est donc pas excellente, cela dans la mesure où Margaret Thatcher s'efforce d'avoir une politique dirigiste, son programme fondé sur le principe du « law and order » dérange et crée de très vives tensions. Souvent, considérée comme une ultra-libérale par ses détracteurs, elle est en réalité libérale, tout en étant conservatrice, c'est pourquoi, elle se refusait à privatiser les chemins de fer (on lui attribue souvent cette mesure, mais la privatisation des chemins de fer fut une mesure prise par John Major).

De ce point de vue, la guerre des Malouines fut une véritable aubaine pour la Dame de fer, elle s'imposa comme un véritable chef d'Etat et eut après coup les mains libres (grâce à l'appui populaire) pour mener une politique de fermeté à l'intérieur du pays.

En conclusion, l'on peut donc dire que la guerre des Malouines répond à plusieurs nécessités :

- faire diversion auprès de l'opinion populaire en proposant un objectif national,
- les deux gouvernements ont perdu la confiance de leur population face à la situation économique et sociale catastrophique, ils doivent donc trouver un terrain qui va permettre de rétablir la confiance,
- rétablir l'image des dirigeants, pour s'imposer, particulièrement Margaret Thatcher qui souffrait d'une mauvaise image et de la Junte en général.

38

Quatrième partie - Les gouvernements britannique et argentin en 1982 : les raisons intérieures d'une guerre entre les deux états ?

Nous avons vu que ceci a fonctionné pour le pays vainqueur, Margaret Thatcher qui était peu populaire en 1979, a réussi à se faire réélire en 1983 et à se maintenir au pouvoir jusqu'en 1990, en stimulant l'ego national.

De ce fait, nous mesurons ici combien le sentiment national des Argentins est fort vis-à-vis des Malouines, ils ont un sentiment évident d'injustice, en 1982, cela fait 17 ans qu'ils réclament auprès de l'ONU l'ouverture de négociations et la rétrocession des îles. Sans rien obtenir de concret. En 1982, ce sentiment d'injustice va les conduire à la guerre.

Pour ce qui est de la Grande-Bretagne, qu'est-ce qui l'a poussée à répliquer de la sorte à l'invasion argentine ? Pourquoi envoyer une véritable armada pour un archipel, dont le précédent gouvernement aurait consenti à se défaire ? L'humiliation ? D'éventuels intérêts économiques ? La personnalité de Mme Thatcher qui ne pouvait autoriser un territoire anglais à être envahi par une nation de seconde zone ?

Ces causes sont liées et ont très certainement contribué à la décision de reconquérir l'archipel, d'autant qu'une victoire en politique extérieure ne pouvait qu'avoir des retombées intérieures positives.

V) Une logique de guerre : les prémices, et les raisons de l'engagement militaire pour les deux parties

Préambule

I - Les prémices, l'Argentine se prépare à envahir les Malouines

II - La commission Rattenbach : la décision de quelques hommes

III - L'échec des dernières négociations de New York

V - Les raisons de la décision du 26 mars

VI - La Grande-Bretagne : l'orgueil blessé

Préambule

Il s'agit ici d'étudier les prémices de la guerre des Malouines, tant il est vrai que depuis de longues années les deux parties « tentent » vainement de négocier pour déterminer l'appartenance des îles. Nous observons donc peu avant l'invasion argentine que les relations entre les gouvernements britannique et argentin sont de plus en plus tendues. Les éléments annonciateurs sont divers, nous pouvons retenir les faits les plus marquants, c'est-à-dire l'incident de Georgie du sud, de même que la commission Rattenbach et ses incidences dans les journaux argentins, ainsi que les ultimes négociations manquées.

Chapitre 1

Les prémices, l'Argentine va envahir les Malouines

L'incident des Georgias ou de Géorgie du Sud

L'incident des Georgias eut lieu en mars 1982, il fut pour les Argentins le détonateur de l'invasion, car c'est à ce moment que la Junte a compris que les négociations diplomatiques n'aboutiraient pas, et qu'il était temps de mettre fin à cet « anachronisme colonial ».

Il paraît important de souligner qu'il existe deux versions de cet épisode, nous pouvons résumer la situation de cette façon : les Anglais accusent les Argentins d'avoir provoqué un conflit en « envahissant » ces îles qui leurs appartiennent, et les Argentins incriminent les Anglais d'avoir donné une ampleur démesurée à une mission scientifique qui selon eux n'avait aucune « prétention militaire ».

Si l'on en croit les Argentins, ils avaient dûment informé l'ambassade britannique à Buenos Aires, et cet incident se résumait à un non-événement exploité pour les mettre en difficulté :

“El 9 de marzo el Sr Davidoff envio a la embajada Britanica en Buenos Aires una notificacion formal de que 41 trabajadores iban a viajar a las Georgias del sur el 11 de marzo en el Bahia Buen Suceso un buque de apoyo de la marina Argentina e iban a permanecer alli durante un periodo inicial de cuatro meses. Se ofreció a transportar provisiones a la BAS y de poner a disposición de esta los servicios de un medico y una enfermera que viajaba con el grupo. La embajada británica informo sobre esto al gobernador y a la oficina al Sr. Davidoff que suministrara¹ información mas detallada sobre el buque y los trabajadores.

¹ Suministrar : fournir.

El 21 de marzo, el comandante de la base de Grytviken informo que la bandera Argentina había sido arriada, pero que no había indicios de que los argentinos se estuvieran preparando para partir.²”

En même temps que dans l'île, la représentation argentine est souillée :

“En Malvinas, se habia violado el acceso a la oficina del representante argentino en el lugar y se habia colocado una bandera britanica sobre la Argentina con inscripciones injuriosas, hecho que fue denunciado por el representante argentino antes las autoridades britanicas y se aguardaban explicaciones al respecto³”.

Pourtant, le 20 mars, le gouverneur des Malouines informa le bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth qu'il avait reçu le 19 mars dans la soirée une communication du commandant de la base de Grytviken. Cet appel annonçait l'arrivée dans le port de Leith du navire *Bahia Buen Suceso* avec un groupe assez important de personnels militaires et civils argentins. Ces derniers avaient fait fi de l'avertissement qui les informait que leur débarquement n'était pas autorisé. Ils auraient du avant toute chose aller se signaler à la base de Grytviken, mais les Argentins répondirent qu'ils étaient autorisés à débarquer grâce à un laissez-passer émis par l'Ambassade de Grande-Bretagne à Buenos Aires.

Le gouverneur donna des instructions au commandant de la base : les Argentins devaient se présenter à Grytviken et enlever le drapeau national qu'ils y avaient planté.

Dans un communiqué destiné aux services d'information britanniques, le gouverneur donna son point de vue, la Marine argentine était selon eux en train d'employer le commandant Davidoff du *Bahia Buen Suceso* comme une couverture pour établir une présence argentine en Georgie du Sud. Devant le refus de partir des Argentins, le capitaine Baker suggéra d'envoyer le *HMS Endurance* pour chasser les intrus, auparavant il devait recevoir l'accord de la chancellerie britannique.

Entre temps, l'Ambassade britannique de Buenos Aires déclara n'avoir donné aucune autorisation à M. Davidoff.

² De Vita Alberto A, *Malvinas/82, Como y por qué*, Instituto de publicaciones navales, Buenos Aires,1994. Page 88.

³ De Vita Alberto A, *Malvinas/82, Como y por qué*, Instituto de publicaciones navales, Buenos Aires,1994. Page 89.

Néanmoins, les Britanniques restèrent très prudents, ne sachant s'il fallait y voir un incident fortuit, ou bien une provocation délibérée et autorisée en haut lieu pour pousser les Anglais à commettre une faute.

Le Foreign Office décida de réagir en autorisant l'envoi du *HMS Endurance* pour le soir même, avec à son bord un détachement d'Infanterie.

Il y a une sorte de provocation des deux parties ou du moins il s'avère difficile de déterminer la bonne foi des deux gouvernements.

Si nous tenons compte du fait que M. Davidoff avait déjà effectué en décembre 1981, une mission identique en Georgie du Sud, sans que cela eut provoqué une telle réaction, l'envoi du *HMS Endurance* peut être pris comme une réaction un peu vive à un accident somme toute relativement banal. L'Argentine protesta de sa bonne foi et, selon des sources argentines, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Buenos Aires aurait fait savoir le 23 février 1982, que le commandant Davidoff lui avait téléphoné, il avait présenté ses excuses pour les incidents survenus lors de sa visite précédente à Grytviken, et annonçait une nouvelle visite avec un groupe de scientifiques.

Le 9 mars, Davidoff envoya une note en bonne et due forme à l'ambassade britannique à Buenos Aires pour annoncer sa visite à Grytviken, avec une équipe de 41 hommes, le départ était fixé au 11 mars, à bord du navire *Bahia Buen Suceso*. Ce dernier est un navire d'appui de la marine argentine, un séjour d'environ 4 mois était prévu. Davidoff proposait à la base de Grytviken de lui envoyer du matériel, ainsi que l'assistance médicale d'un médecin et d'une infirmière pendant le séjour. Comme l'indique cet extrait :

“El izamiento de la bandera Argentina : Un detonante. El barco: Bahia Buen Suceso cuyo comandante es Sr Davidoff propuesta un equipo medical al "Bristish Antartic Survey" (una base cientifica britanica en las islas Georgias) pero... el 20 de marzo de 1982 se produjo el desembarco de los obreros de Davidoff en las islas Georgias del sur. Gran Bretaña emite una queja relativa al hecho, basada en estos puntos”⁴.

Le 21 mars, le commandant de la base de Grytviken annonça que les Argentins avaient enlevé leur drapeau, mais ils ne semblaient faire aucun préparatif en vue de leur départ.

⁴ De Vita Alberto A, *Malvinas/82. Como y por qué*, Instituto de publicaciones navales, Buenos Aires, 1994. page 42.

Pour relativiser l'importance de l'événement, le gouvernement argentin signala que le *Bahia Buen Suceso* n'était en aucune façon un navire de guerre, mais seulement un navire marchand de transport, connu comme tel des autorités britanniques.

Le commandant de la base informa le commandant du *HMS Endurance* que les Argentins paraissaient pour quelques-uns vêtus comme des militaires et qu'ils paraissaient se comporter comme tels, mais que néanmoins ils n'étaient pas porteurs d'armes à feu. Le gouvernement argentin disait que la Grande-Bretagne avait intentionnellement prétendu que les hommes du *Bahia Buen Suceso* étaient des militaires, afin de justifier l'envoi d'un navire de guerre armé, comme l'affirme l'analyse suivante :

“Que el personal del desembarco tenia caracter civil y militar.

Qué se enarbolo en el lugar una bandera Argentina y que se consideraba la presencia del personal como ilegal.

El punto al cuanto al personal militar, será posteriormente desmentido, como veremos al estudiar los hechos en Gran Bretaña. O sea la presencia del personal será el argumento utilizado posteriormente por el gobierno británico para emitir su ultimátum y justificar el envío de unidades navales a la región. Correspóndanle, por lo tanto su análisis en el capítulo de los hechos ocurridos en Gran Bretaña y la magnificación que se hace de los mismos.”⁵

Le 24 mars, comme le *HMS Endurance* poursuivait sa route avec l'objectif manifeste de chasser les Argentins, le gouvernement de Buenos Aires prit des mesures et envoya un autre navire, le *Bahia paraiso* pour protéger les travailleurs du *Bahia buen suceso*.

L'opinion britannique commençait à s'émouvoir. C'est ainsi que Lord Carrington fit parvenir une note au Premier ministre et aux membres de la commission de la défense: il observait que depuis le 15 février la situation s'était dégradée dans le sens d'un conflit à brève échéance.

L'interprétation que Buenos Aires donnait de ces événements nous semble on ne peut plus simple: la junte prétendait que la Grande-Bretagne cherchait un *casus belli* et un prétexte pour rompre les négociations en cours. A cette fin, elle affirmait devant le monde entier que les Argentins ne respectaient pas la souveraineté du Royaume Uni, notamment en hissant leurs couleurs nationales sur un territoire britannique.

Il fallait aussi y voir un prétexte pour mettre fin aux négociations.

⁵ De Vita Alberto A, *Malvinas/82. Como y por qué*, Instituto de publicaciones navales, Buenos Aires, 1994. Page 42.

“Que se ocurrió el 20 de marzo de 1982? Lo que ocurrió es que en esa fecha comenzó la ofensiva británica en el Atlántico Sur, a través de la explotación de los hechos ocurridos en las islas Georgias del Sur.

Este incidente será objeto de un estudio detallado cuando veamos de qué manera Gran Bretaña lo magnifica. En este punto veremos de qué manera afecto los planes argentinos.

El incidente Georgias, en marzo de 1982, fue el detonante de la situación.”⁶

De fait, pour les Argentins, cet incident est à l'origine de « tout », un simple navire de recherche scientifique est à l'origine d'un conflit armé...

A dire vrai les deux pays étaient sans doute à la recherche d'un brandon de discorde, d'un sujet d'affrontement direct, pour faire éclater un conflit qui ferait « capoter » définitivement des négociations qui traînaient depuis de nombreuses années, chacun espérant faire peser la balance de son côté.

Aussi les Argentins considéraient la réaction britannique largement disproportionnée, mais cela relevait plutôt du comportement du commandant de la base de Grytviken, qui avait annoncé au début qu'il n'y avait que très peu de civils. Pour les Argentins, l'envoi du *HMS Endurance*, était donc révélateur de la volonté de la Grande-Bretagne d'en venir aux mains, comme l'exprime ce passage :

“No hay tal reaccion britanica de magnitud. Hay una acción de agresión británica planeada desde mucho tiempo atrás. El desarrollo de este tercer punto permitirá entender por qué el desembarco argentino en Malvinas el 2 de abril de 1982 fue un acto defensivo y por qué los sucesos posteriores se hallan justificados en un contexto de estado de necesidad y de legitima defensa.”⁷

Il apparaît également à la lecture de cette citation, que l'Argentine, à la suite de cet événement, se considérait également en position de défense le 2 avril 1982. Pourquoi ? Parce que selon elle, après ces événements, ses chances de retrouver la souveraineté sur les Malouines s'amenuisaient. Comment reprendre les Malouines, si Margaret Thatcher envoie

⁶ De Vita Alberto A, *Malvinas/82, Como y por qué*, Instituto de publicaciones navales, Buenos Aires, 1994. Page 32.

⁷ De Vita Alberto A, *Malvinas/82, Como y por qué*, Instituto de publicaciones navales, Buenos Aires, 1994. Pagina 19.

une force dissuasive dans l'Atlantique Sud, car après les événements de Grytviken, elle ne peut ignorer les provocations argentines. Dès lors il s'agit pour les Argentins d'agir au plus vite et de « secouer » la Commission Rattenbach. Néanmoins, nous pouvons constater que chaque pays essaye d'apaiser l'autre, en recourant à l'hypocrisie, ceci dans la mesure où tous deux cherchent à gagner du temps.

De même que les Argentins mettent en cause la réaction trop violente des Anglais alors qu'ils sont en pleine négociation, ils dénoncent également le ton virulent à l'excès de la presse britannique. Selon eux les négociations en cours se trouvent complètement faussées par ce climat délétère.

Il y eut également une polémique à propos du drapeau argentin, les Argentins prétendent que ce ne sont pas eux qui ont planté ce drapeau mais les habitants de Georgie du Sud, ceci pour justifier que les Argentins n'avaient pas leur place dans l'île, et pour justifier « l'agression » subie.

« El supuesto izamiento de la bandera Argentina por parte del grupo de trabajadores de Davidoff : "Davidoff se negó este hecho, aduciendo que cuando sus hombres desembarcaron la bandera ya ondeaba en el lugar. La conclusión de la comisión Rattenbach acerca de que el izamiento de la bandera Argentina "no provocó problemas mayores" es antojadiza... Es decir, si la bandera Argentina fue izada por obreros argentinos, evidentemente la provocación fue Argentina. Pero si la bandera no fue izada por argentinos... la explicación debemos buscarla en otra parte, pues entonces quien pudo haberla enarbolado si en el lugar había tan solo británicos y animales. Y, fundamentalmente, con qué fines fue enarbolada? »⁸

Dans le cas présent, la version argentine nous semble devoir être accueillie avec circonspection, les habitants de la Géorgie du Sud ne possédaient sans doute pas de drapeau argentin, et à supposer que tel eût été le cas, ce fait resterait malgré tout bien étonnant.

« ¿De qué gobierno fue la provocación?

La operación Alfa: la cancillera dice que se prevea la instalación de una Estación científica en Georgias (may de 1981) semejante a la de Thule en 1976 (islas Sándwich).

⁸ De Vita Alberto A, *Malvinas/82. Como y por qué*, Instituto de publicaciones navales, Buenos Aires, 1994. Page 42.

*La explicación acerca de como y de por qué se llega al conflicto bélico entre la republica Argentina y Gran Bretaña en 1982, se halla en el hemisferio norte, específicamente en Londres... Gran Bretaña busca un enfrentamiento bélico en el Atlántico Sur por las islas Malvinas en el ano 1982 ».*⁹

Nous constatons également selon ces extraits, que les missions scientifiques argentines avaient déjà fait l'objet de pourparlers l'année précédente, puisque les Argentins voulaient établir en Georgie du Sud une mission « Alfa », comme celle qui existait à Thules depuis 1976.

De même, nous notons des deux côtés une volonté belliqueuse, celle-ci est encore plus perceptible lorsque la Grande-Bretagne annonça qu'elle allait envoyer des navires de guerre, ainsi qu'un sous-marin, comme l'indique De Vita :

« Esto, hasta el 26 de marzo, fecha en la que la presión diplomático y militar, con el anuncio del envío de buques de guerra y un submarino nuclear que aplico Gran Bretaña, se torno insoportable. El 2 de abril de 1982 : el presidente dirige un mensaje al pais en el cual explica los motivos de la decision.

"La situación que se planteo se refería al virtual emplazamiento a un grupo de argentinos para que abandonara las islas Georgias del Sur donde este grupo desarrollaba legalmente un trabajo común, siendo que su situación jurídica estaba protegida por acuerdos establecidos oportunamente por los dos países. Él envió de una fuerza naval y él termina perentorio que se quiso imponer son demostraciones claras de que se persiste en encarar la cuestión con argumentos basados en la fuerza y solo ve la solución en el desconocimiento liso y llano de los derechos argentinos. En Gran Bretaña, la "reacción" fue de... sorpresa.¹⁰»

De ce fait, nous pouvons véritablement dire que l'affaire des « Georgias » fut l'incident déclencheur qui engendra le conflit des Malouines. Les deux partis étaient résolus à en découdre, et ces faits donnaient enfin l'opportunité aux deux pays de faire valoir leur force

⁹ De Vita Alberto A, *Malvinas/82, Como y por qué*, Instituto de publicaciones navales, Buenos Aires, 1994. Page 44.

¹⁰ De Vita Alberto A, *Malvinas/82, Como y por qué*, Instituto de publicaciones navales, Buenos Aires, 1994. Page 101.

dans un conflit armé où la raison du plus fort obtiendrait le droit de souveraineté sur les îles. L'incident des Georgias est un incident minime, mais il prit des proportions démesurées car telle était la volonté des deux gouvernements.

En même temps, le 26 mars, les services secrets britanniques rapportaient que de nombreux navires de guerre argentins avaient pris la mer. Le gouverneur de l'archipel, Sir Rex Hunt, avait d'ailleurs reçu un message d'alerte *top secret* du Foreign Office le 1^{er} avril :

« We have apparently reliable evidence that an Argentine task force could be assembling off Stanley at dawn tomorrow. You will wish to make your dispositions accordingly »¹¹.

Mais que pouvait faire le gouverneur Hunt avec les moyens militaires dérisoires dont il disposait ? Peu, le rapport de force était par trop inégal, 40 soldats britanniques ne pouvaient absolument rien contre 10 000 combattants argentins. Il annonça à la population par la radio que l'invasion argentine était imminente.

Car, si nous considérons la position argentine, avec la Commission Rattenbach, il n'est plus possible de douter de ce prétexte, il s'agissait de se donner une raison pour passer à l'offensive, tout comme pour la Grande-Bretagne qui depuis de nombreuses années refusait de négocier. Les rondes de négociations étaient régulières, depuis 1965, avec l'impulsion de l'ONU, des avancées avaient été faites comme la construction par les Argentins d'une piste pour l'aviation à Port Stanley. Mais dans tous les cas, Anglais et Falklandais tiraient avantages de ces négociations, et les Argentins ne voyaient pas la fin de ces interminables pourparlers, qui ne leur rapportaient aucun avantage concret.

¹¹ Annexe 2, Extrait de l'interview de Sir Hunt à la BBC.

Chapitre 2

La commission Rattenbach : la décision de quelques hommes

La Junte désirait reconquérir les îles Malouines. Après avoir usé de diverses tentatives, de négociations diplomatiques, elle en est venue à envisager d'engager à bref délai un conflit armé. Néanmoins, elle ne désire pas amorcer la guerre contre les Anglais sans faire une évaluation de ses chances de l'emporter, d'autant que la victoire escomptée aurait des retombées très importantes (le blason des généraux serait redoré, ce serait une victoire stratégique et psychologique très importante).

La Junte prit donc l'initiative de créer une commission chargée d'étudier tous « les paramètres » d'une reconquête du territoire de l'archipel Malouin. La Junte Militaire, responsable de la manœuvre politique et de la stratégie militaire, nomma les membres de cette commission militaire.

Il importe de souligner le caractère « secret » de cette commission, ceci pour des raisons évidentes, puisque le but de cette « entreprise » est de surprendre l'ennemi, pour que la reconquête soit aisée, puisque avant la date butoir du 2 avril 1982. Les îles ne comptaient qu'une poignée de soldats pour les « défendre ».

Le comité avait reçu pour mission de recueillir toutes les informations pour juger d'une date à laquelle serait fixée l'invasion, il devait envisager une éventuelle réponse des Anglais à une invasion argentine, mais également analyser leurs capacités de riposte.

Les membres de la commission devaient faire connaître leur opinion à bref délai, ce fut certainement l'une des causes de leur erreur d'appréciation, d'autant que leur envie de recouvrer les îles et de rétablir l'unité « supposée » était forte.

Aussi en décembre 1981, la Junte renouvelle « ses membres ». Bien que les anciens généraux de la Junte eussent déclaré que l'invasion des Malouines n'était pas opportune, les nouveaux

généraux envisageaient sérieusement la reconquête des Malouines et nomment d'erechef les membres de la commission Rattenbach.

Il s'ensuivit une vigoureuse controverse, d'autant que des fuites ont rapidement fait connaître au public ainsi qu'à la presse qu'il y existait une commission chargée d'évaluer les forces argentines et britanniques et d'élaborer un plan d'attaque.

La commission était composée de 6 membres, des généraux et des amiraux (soit 2 pour l'armée de Terre, 2 pour la Marine, 2 pour l'armée de l'Air). Il s'agissait du lieutenant général Benjamin Rattenbach, et du général de division D.Tomas Armando Sanchez pour l'armée de terre, de l'amiral D.Alberto Pedro Vago et du vice-amiral D.Jorge Alberto Boffi pour la Marine et du brigadier général D.Carlos Alberto Rey et du brigadier Major D.Francisco Cabrera pour les forces aériennes.

Les officiers, toujours dans un souci de « secret » qui ressemblait fort à un complot, durent prêter serment à la Junte militaire au siège du Congrès de la Nation. Lors de cette prestation de serment, les tâches et les responsabilités qui leur incombaient leur furent indiquées.

La commission reçut pour mission de travailler dans le plus grand secret, cela lui imposa donc d'agir sans le moindre collaborateur, elle devait produire ses rapports de manière manuscrite.

Sa mission non « déclarée » était de « projeter » la prise des Malvinas, d'analyser si elle était du domaine du possible, quant à l'invasion, elle restait très aléatoire.

C'est donc dans une perspective hypothétique qu'agissent les collaborateurs, d'autant que ce groupe de travail est exactement mandaté le 7 décembre alors qu'Argentins et Britanniques sont toujours en cours de négociations à New-York.

Néanmoins, ce dont la nouvelle Junte et la commission de travail n'étaient pas informées, c'est qu'en 1981, il y avait déjà eu un document « *Plan de Inteligencia de estratégica Nacional* » élaboré par le secrétaire des plans, dont le sujet était l'évaluation des risques d'un conflit armé avec le Royaume-Uni. Les conclusions de ce texte étaient que le conflit serait grave, que l'Argentine devrait s'attendre à une sérieuse résistance des Britanniques, mais nul n'eut connaissance de ce rapport.

En ce qui concerne la date fixée par la Junte pour mettre à exécution le plan d'invasion : le délai normal qui avait été imposé au début par la Junte était le 9 juillet 1982, néanmoins elle précipita quelque peu les « recherches », l'invasion fut peu à peu évoquée pour le 15 mai 1982, mais l'arrivée de l'hiver aux îles Malouines devait hâter un peu les choses, de ce fait.....

la date fut de plus en plus avancée, enfin le 26 mars, les militaires se résolurent à fixer la date à un délai très bref, c'est-à-dire le 1^{er} avril 1982.

Le problème restait maintenant d'harmoniser les différentes composantes de l'armée pour les opérations de reconquête des îles Malouines.

Les membres de la commission commencèrent à rédiger à la fin janvier les documents qui donnaient corps aux projets d'invasion. N'ayant pas reçu de directives de la Junte, ils planifièrent eux-mêmes les objectifs à atteindre.

Dans cet objectif, ils élaborèrent une stratégie militaire, leur projet porte le nom de DEMIL. Avant de présenter ce projet à la Junte, chacun des rédacteurs exposa ses projets au commandant en chef de chaque unité militaire, il eut quelques rectifications à faire, si bien que pendant le mois de février, ils en étaient toujours aux préliminaires.

Les événements des Georgias précipitèrent l'acceptation partielle de ces préliminaires, il devenait urgent d'avancer dans chaque service des armées, afin de coordonner le projet d'invasion entre les différents secteurs.

La commission tint aussi à élaborer un plan de campagne schématique qui coordonnait les niveaux inférieurs des commandos.

La commission se devait aussi de calculer d'autres lignes de positions, notamment lors de la réunion du 16 mars 1982, le chef de l'état major présenta un plan de travail qui fut approuvé et qui envisageait l'élaboration des documents suivants : soit un dossier qui prévoyait la réaction des Britanniques, ainsi que celle du Chili lors de l'invasion des Malouines. La commission considérait que ces documents devaient être traités pour la fin mars.

A ce propos, nous pouvons souligner que les militaires et la Junte eux-mêmes restaient très imprécis quant à l'exécution de ces plans, les dates restaient floues. Par exemple, la Commission de travail leur demanda quand les plans seraient mis à exécution (pendant la 3^{ème} semaine de janvier) ils répondirent qu'ils prévoyaient la mi-mars.

La commission de travail se heurtait à de nombreuses lacunes, dans la mesure où la Junte n'avait pas exprimé ses désirs quant à la préparation de l'invasion, les militaires durent élaborer un document faisant état de leur objectivité, ils manquèrent également de temps pour analyser la situation et constituer les dossiers. Nous pouvons souligner aussi l'absence d'organes compétents pour envisager l'invasion.

Il subsistait également des lacunes dans les recherches de la commission de travail, vis-à-vis des capacités de l'ennemi qui furent étudiées de façon très superficielle, de même que l'analyse de la probable réaction britannique.

De même la commission Rattenbach devait envisager les obstacles physiques, puisque les opérations devaient se dérouler durant la plus mauvaise période climatique, l'hiver austral (mai, juin, juillet), où les jours sont les plus courts. De plus, ces conditions climatiques différentes devaient éprouver les forces terrestres propres à l'ennemi dans la mesure où il devrait adapter ses armements ainsi que ses équipements au terrain et au climat très difficiles. Aucun de ces facteurs ne fut pris en compte par la commission de travail. De la lecture d'une étude sur les blessures des militaires argentins, il ressort clairement que la commission n'avait pas pris conscience du froid des îles Malouines, dans la mesure où les blessures les plus nombreuses étaient causées par le froid, des amputations de membres durent être pratiquées à cause des gelures. De plus, le plan n'avait pas prévu ni nourriture, ni campements adaptés à ce climat, et de ce fait de nombreux militaires souffrirent du froid et de la dénutrition.

La tâche de la Commission Rattenbach fut laborieuse, ce fut une sorte d'état major, sans aucune directive, qui devait organiser une conquête militaire en gardant le plus grand secret pour offrir à l'ennemi une belle surprise, afin d'organiser une éventuelle position offensive en cas de contre-attaque britannique. Mais les prévisions et les conclusions de cette commission étaient exagérément optimistes, les commandants avaient sous-estimé la vigueur de la riposte anglaise, qu'ils pensaient impossible. De même, les membres de la commission n'avaient pas assez élaboré la coordination sur place des différents corps d'armée, ce qui eut pour conséquence un grand désordre, une fois sur le terrain.

Vis-à-vis de l'organisation matérielle sur place, elle laisse largement à désirer, les commandants d'état major n'avaient pas envisagé les conditions climatiques déplorables qui régnaient sur place, ce qui forcément entama largement le moral des troupes sur place, de même que leur forme physique. Tout ceci laissait donc présager une issue désastreuse du conflit pour les Argentins.

Chapitre 3

L'échec des dernières négociations de New York

Ces dernières négociations sont fondamentales. Du fait qu'elles ont échoué, l'absence de résultats a renforcé l'Argentine dans sa position belliqueuse (puisque la Commission Rattenbach avait pour objectif d'établir un « plan de bataille ») et que les négociations étaient désormais tenues pour un « chemin moribond ».

Il est de notre devoir de souligner la mauvaise foi des auteurs argentins sur ce sujet et notamment celle d'Alberto A. De Vita. Car comment rendre leurs propos crédibles alors que la commission Rattenbach travaille à la guerre ? Comment peut-on dire que l'on travaille sérieusement à la paix en préparant la guerre ? Même si nous pouvons trouver quelque excuse aux Argentins, après dix-sept années d'efforts diplomatiques.

La position argentine, selon ses propres sources, est la suivante : les plans argentins étaient de renforcer les négociations diplomatiques, augmenter la pression sur les Britanniques par cette voie et faire ainsi basculer le camp international dans son sens et envisager seulement ensuite la possibilité de la solution militaire.

Dans cet esprit, le 27 janvier 1982, à la faveur d'une réception à l'ambassade britannique à Buenos Aires, à laquelle son ministre des Affaires étrangères était convié, la Junte fit une contre-proposition pour réactiver les négociations. L'ambassadeur en fit part au Foreign Office mais ce dernier réserva sa réponse en attendant la ronde des négociations de New York.

La proposition argentine tenait en ces quelques articles : l'établissement d'une commission permanente pour les négociations avec des représentants des deux pays pendant un an, à

raison de deux semaines par mois. Ceci afin d'assurer la continuité des négociations, puisque jusque là des négociations sporadiques n'avaient donné lieu à aucun résultat probant. De plus, les Argentins insistaient sur l'importance d'un règlement pacifique de la question de la souveraineté de l'archipel de l'Atlantique Sud.

Ceci constituait une preuve du bon vouloir des Argentins. Pourtant ces propositions n'aboutirent pas.

Dès le début des négociations, l'Argentine souhaita que la réunion porte sur la souveraineté des Malouines et que le Royaume Uni donne une réponse à sa proposition d'une permanence pour les négociations entre les deux pays.

Cette proposition ne reçut pas l'approbation de la Grande-Bretagne lors de la nouvelle ronde de négociations qui se déroula à New York à partir du 26 février, par ailleurs le délégué britannique aux négociations se contenta de refuser toutes les propositions faites par l'Argentine. Les bons sentiments s'étaient envolés, ceci fut mis en lumière par la mauvaise volonté de la délégation britannique.

Néanmoins, cette position était justifiable pour les Britanniques, ils n'ignoraient pas les visées des Argentins, c'est pourquoi ils se refusèrent à leur donner satisfaction. Un an de négociations ne changerait rien au problème, puisqu'ils ne voulaient pas céder la souveraineté des îles à l'Argentine. Au cours de ces négociations, les Anglais soulignèrent aussi que chaque accord pris devrait au préalable et en tout état de cause être approuvé par le gouvernement britannique et ensuite par les insulaires, conditions qui semblaient impossibles à relever.

En fait les Anglais ne laissaient pas vraiment le choix à la Junte argentine qui ne pouvait souffrir un tel discrédit alors que son pouvoir était plus que vacillant, et que sa situation économique était proche de la banqueroute.

Rappelons que les rondes de négociations se déroulaient sous l'égide de l'ONU, ce qui assurait une certaine pression sur les Britanniques. Ces derniers devaient ainsi régulièrement s'asseoir à la table des négociations, mais dans la mesure où ils demeuraient fermes sur leur position, tout progrès des négociations semblait voué à l'échec.

Les négociations de New York restèrent donc lettre morte, sans dénouement, sans discussion concrète, il ne ressortit absolument rien de ces échanges, à l'exception d'une froide résolution

des Argentins, qui avaient le sentiment d'avoir épuisé la voie des négociations. Ils ne leur restaient dès lors que la solution d'un conflit armé.

Car il importe de souligner que la Junte a de gros enjeux dans ce conflit, notamment et surtout la consolidation de son pouvoir, ainsi que l'unité nationale qui à l'époque se trouve sans cesse remise en cause par les activités terroristes.

Chapitre 4

Les raisons de la décision du 26 mars

Une décision précipitée

Le 26 mars 1982 est la date à laquelle les Argentins ont pris la décision politique d'envahir l'archipel des îles Malouines dans l'Atlantique Sud.

L'incident des îles de Géorgie a accéléré cette démarche.

La veille, le 26 mars donc, la presse anglaise avait annoncé l'envoi de sous-marins nucléaires, les Argentins décidèrent en conséquence de passer sans plus attendre à l'action avant que les îles ne devinssent une place forte.

Le rôle des médias fut assez prépondérant dans la guerre des Malouines, les journalistes furent la cause de nombreuses indiscretions (surtout plus tard du côté britannique).

D'autres éléments expliquent certainement la précipitation argentine. Notamment, au début des années 1980, Londres semblait se désintéresser complètement des îles Malouines, allant même jusqu'à confirmer, en application des restrictions budgétaires, le désarmement du seul navire de la Royal Navy présent sur place, le patrouilleur brise-glace *Endurance*. De ce fait, la Junte prit l'initiative de lancer une invasion sur l'archipel ; cela afin de désamorcer une situation intérieure perturbée en créant un coup d'éclat afin de donner aux Argentins un sentiment d'unité nationale, c'est le seul point qui sera atteint, et encore dans un premier et bref temps.

C'est cette précipitation qui est à l'origine de la défaite argentine.

La personnalité de Galtieri est également à mettre en cause dans ce conflit, ce chef avait un besoin indiscutable de se démarquer des autres généraux, il désirait comme beaucoup de

dictateurs inscrire son nom dans l'histoire, de ce fait il était nécessaire de trouver une cause déterminante pour cela, la reconquête des îles Malouines constituait en cela un objectif de prédilection. Cette reconquête s'inscrivait dans un projet national de redressement de la nation Argentine.

La rapidité de la Junte à réagir dans ce cas précis a peut être été liée à une raison sentimentale, ce qui peut faire sourire. Il est clair que le 150^{ème} anniversaire de la domination britannique a beaucoup joué.

La raison « sentimentale » : les 150 ans de domination anglaise approche

Cette partie est un élément que nous devons de souligner individuellement, fût-ce de manière brève, mais elle a une importance psychologique indéniable sur les Argentins. En effet, les Malouines ont précisément été conquises par les Anglais le 5 janvier 1833, de ce fait le 2 janvier 1983, allait marquer le 150^{ème} anniversaire de cette conquête. Les Argentins et surtout la dictature ne pouvaient décemment pas laisser passer ceci, le patriotisme argentin ne pouvait endurer une telle « infamie ». Etait aussi en jeu, le crédit de la dictature. En décembre la Junte venait de changer de gouvernement, il s'agissait, comme nous l'avons expliqué plus haut, de redonner une unité au pays. En fait, pour éclairer cette situation nous pouvons résumer un article de la *Prensa*, le moins anglophobe des journaux argentins, lorsque à la fin janvier, son chroniqueur politique, Yglesias Ruoco, fit valoir que le but premier du président de la nouvelle Junte était de rendre aux Falkland leur nom espagnol, las Malvinas, et d'y rétablir la souveraineté argentine usurpée par la Grande-Bretagne en 1833. Galtieri s'était promis de le faire avant le 150^{ème} anniversaire de l'annexion britannique. Buenos Aires proposa des plans en ce sens, en cas de rupture de ces négociations qui s'enlisaient depuis 15 ans.

Une question de nationalisme

Les Argentins sont nationalistes, ceci nonobstant les divisions ethniques qui existent parmi eux, tant il est vrai que cette population est un melting-pot de descendants de toutes les vagues d'immigration, le peuplement le plus nombreux est d'origine européenne, les Espagnols et les Italiens sont de loin les plus nombreux, mais nous trouvons également des Allemands, des Arabes levantins, des Asiatiques. Le reste représente le peuplement autochtone, c'est-à-dire des descendants d'Amérindiens (Mapuches, Avas, Charruas,

Guaranis, Coméchingons, Diaguitas, Kolla, Toba etc) au total environ 4 à 500.000 personnes originaires du pays ou quelquefois des pays limitrophes, et souvent métissés.

Du fait de ce melting-pot, il n'y a pas de véritable cohésion au sein de la nation argentine, en général, ces divers groupes se supportent mal. De même, il existe une opposition entre les personnes issues des différentes provinces fédérales, les Portenos¹² sont peu appréciés des habitants des autres provinces, de même les « Cordobeces¹³ » sont considérés par les Portenos comme guindés, trop hautains.... c'est une histoire de nationalisme et d'identité qui s'affiche à l'échelle de la province, mais la distinction la plus importante s'observe entre les « Portenos » et le reste du pays.

La Junte en fixant comme objectif la « reconquête » des Malouines a donné un objectif commun à toutes ces populations, ce qui explique le semblant de cohésion populaire que nous pouvions observer le deux avril dans les rues de Buenos Aires.

D'autant que l'opinion argentine estime que l'occupation britannique est injuste, dans la mesure où c'est un pays riche qui est venu s'installer dans l'hémisphère sud, dans des îles qui reviennent de plein droit aux Argentins.

Pour être allée quelques mois en Argentine et avoir discuté avec les Argentins à ce sujet, nous avons enregistré de nombreuses réactions, qui toutes étaient hostiles à la Grande-Bretagne. Le discours tenu par les Argentins est varié. Certains ont un discours plutôt fanatique, ils sont convaincus qu'un jour, les îles Malouines leur reviendront, au besoin par la force ; d'autres tiennent des propos, plus « rageurs » : *« que les Kelpers se débrouillent avec les Anglais, ils refusent de devenir Argentins et pourtant on leur fournit tout ce qui est nécessaire à leur existence première, alors que les Anglais qui sont éloignés d'eux, ne participent aucunement à leur confort, alors qu'ils restent anglais, et qu'ils se débrouillent »...*

Il est à noter qu'il existe en Argentine, une assez nombreuse population d'origine anglaise anciennement établie et largement assimilée, qui cohabite relativement bien avec les autres Argentins, nous l'estimons à environ 100 000 personnes en 1982 (ce qui, au regard de la population argentine, n'est pas négligeable).

Ceci est également vrai pour les îles Malouines, quelques Argentins y vivent. Cela s'explique par le fait de la scolarisation, dans la mesure où les Malouines sont dépourvues de toute institution scolaire supérieure, les jeunes Kelpers doivent donc s'exiler pour aller étudier, bien souvent ils choisissent l'Argentine (ou dans une moindre mesure le Chili). En âge de se

¹² Les habitants de la capitale fédérale.

¹³ Les habitants de Cordoba.

marier et du fait du déséquilibre entre les sexes dans les îles (il y a plus de femmes que d'hommes) les jeunes femmes et jeunes hommes retournent aux « îles » accompagnés de leurs époux ou épouses argentin(es), ce qui contribue également à un petit mixage de la population kelper.

Revenons sur la question du nationalisme argentin. Même aux abords du Congrès de la Nation, nous pouvions lire des slogans tagués : « un día vencimos »¹⁴. Il est clair que de telles inscriptions s'affichaient un peu partout dans la capitale fédérale... Egalement, quelques rues portent des noms qui rappellent l'appartenance des « Malvinas » à l'Argentine.

Les Malouines, c'est un rêve national dans un pays où le nationalisme est exacerbé. Au biberon, les Argentins apprennent déjà que l'Angleterre leur a volé les Malvinas. A l'école sur toutes les cartes de l'Argentine, figurent les Malvinas (même encore aujourd'hui dans les cartes météorologiques de tous les journaux). Jusque dans le plus humble village perdu au fin fond de la Pampa, nous pouvons trouver une rue nommée « calle de las Malvinas ». Les artistes chantent et font des poèmes sur les Malouines, par exemple Miguel Angel Estrella témoigne : « *las Malvinas sous le drapeau argentin ont le désir dans notre cœur, dans notre corps* ». Ces vers en disent long sur l'exaltation ambiante qui règne pour les îles Malouines.

Nous pouvons donc parler de nationalisme pour les Argentins, c'est un sujet relativement explosif, à chaque fois qu'il nous a été possible d'évoquer le sujet, on nous a parlé du pétrole, des richesses des Malvinas que les Anglais avaient confisquées. Il y a donc une indéniable rancune qui s'exprime à l'égard des Anglais, mais ceci a pour objectif de resserrer les liens des Argentins derrière le drapeau du nationalisme...

C'est donc un nationalisme « de rue » qui s'affiche en Argentine, un nationalisme populaire. Par exemple, lors de l'annonce de la conquête des Malouines par l'armée argentine, les Argentins sont descendus dans la rue et ont célébré la reconquête aux côtés des policiers qui les malmenaient quelques jours auparavant. Autre exemple encore, le 30 mars, le syndicat péroniste CGT est descendu dans la rue pour critiquer la gestion de la crise, cette manifestation fut interdite par les forces de l'ordre, qui procédèrent à environ 2 000 arrestations, et les jours suivants c'était « la fête ».

Ce qui peut paraître invraisemblable, pourtant tel fut le cas !

¹⁴ « Un jour nous vaincrons »

Cinquième partie - La guerre approche : les prémices, et les raisons de l'engagement militaire pour les deux parties

Face à ce nationalisme affiché par les militaires et les Argentins en général, il y a également le nationalisme britannique dont Margaret Thatcher se fait le porte parole mais qui est exprimé aussi par la presse anglaise et surtout par la population.

Chapitre 5

La Grande-Bretagne : l'orgueil blessé

Margaret Thatcher ne faiblit pas dans les négociations

En fait la question des négociations ardues peut être résumée de la manière suivante : « la diplomatie ne peut rien contre l'orgueil national et la fierté blessée ». Nous pouvons donc dire que ni les Argentins ni moins encore les Anglais n'ont recherché une conciliation dans les négociations.

Les combats ne se sont pas déroulés très rapidement, de ce fait les négociations ont perduré pendant un moment, c'est ainsi que le 15 mai encore, Margaret Thatcher déclarait à Edimbourg : « *si les négociations échouent, il ne nous reste qu'une seule issue* ».

Le 16 mai, c'est au tour de John Nott (ministre de la Défense britannique) qui précise dans la presse : « *une décision militaire devra être prise sous peu* ». Le 17 mai, afin de convaincre la population anglaise et internationale que tous les recours ont été épuisés, Margaret Thatcher constate l'impasse diplomatique : « *nous avons examiné six propositions, qui ne menaient à rien. Nous avons été aussi loin que possible dans les négociations, il nous faut choisir cette semaine entre la guerre et la paix* ». En réponse à cette déclaration le vice-amiral Sandy Woodward Commandant de la *Task Force*, fait savoir à Margaret Thatcher qu'il est prêt.

Ces déclarations pèsent comme des menaces vis-à-vis de l'Argentine, pourtant elle ne recule pas, l'orgueil national est à son point culminant.

Pour justifier sa position intransigeante, Margaret Thatcher exprima lors d'une interview : « *Il s'agit presque d'un principe. Un envahisseur l'emportera-t-il ou la loi internationale sera-t-elle rétablie ?* ». Elle expliqua à un journaliste de la BBC qu'elle n'avait aucunement

l'intention de « *finalement, laisser les habitants des îles sous la botte de la Junte contre leur gré* ».

Au même moment, Sir Anthony Parsons¹⁵ séjourne à New York pour une ultime série de pourparlers, mais ces révélations ne lui laissent pour ainsi dire qu'une marge de manœuvre singulièrement réduite. Car Margaret Thatcher passe en revue toutes les solutions, elle confie au journaliste que si la *Task Force* se retirait maintenant, à la condition que les troupes argentines évacuent également, pour laisser place à des négociations, au moindre choc, l'Argentine aurait les moyens de revenir rapidement sur les lieux, puisque sa base la plus proche ne se trouve qu'à quelque 600 kilomètres de l'archipel.

Du fait, elle réclame que si négociations il y a les forces anglaises doivent se trouver à proximité à l'île de l'Ascension, avec un appui américain, alors que les Argentins réclament un retrait total et le retour des troupes anglaises en Grande-Bretagne.

En réalité, nous assistons à un véritable blocage, les deux parties ne parviennent pas à trouver un terrain d'entente. A ceci viennent s'ajouter quelques autres polémiques, et particulièrement une qui fait grand bruit, c'est-à-dire la rapidité de l'intervention de la Task Force.

La polémique sur la rapidité de l'envoi de la flotte : le 5 avril

L'Argentine débarqua ses troupes aux îles Malouines le 2 avril 1982, le temps de réaction des Britanniques pour l'envoi d'une armée fut très court puisque le 5 avril dans la matinée presque toute l'armada britannique faisait route vers les Falkland. Autant dire que ce fut une réaction très rapide, un peu trop peut-être car matériellement les Anglais ne pouvaient pas mettre sur pied une armée en un peu plus de 48 heures, c'est donc que la préparation de l'armée avait été commencée, peut-être pas à temps, car si les troupes anglaises étaient parvenues sur les lieux avant le 2 avril, ceci eut été complètement dissuasif pour les Argentins.

Il y eut également des rumeurs dans la presse britannique affirmant que des sous-marins nucléaires furent envoyés dans l'Atlantique Sud dans la dernière semaine de mars. Mais nous n'avons pas de réponse à de telles questions, puisque ni Margaret Thatcher ni l'Amirauté ne se sont jamais préoccupés d'y répondre.

Néanmoins, même si l'envoi des troupes fut rapide, la réaction politique (et publique) anglaise fut très vive, Lord Carrington démissionna du Foreign Office, il payait de cette façon le prix

¹⁵ Ambassadeur de Grande Bretagne à l'Onu.

des « mauvaises informations » reçues par ses services. De sorte que nous ne savons pas très bien démêler le vrai du faux, les troupes britanniques avaient-elles été déjà mises en alerte pour les combats, la surprise des Anglais était-elle feinte ou avaient-ils été véritablement pris au dépourvu par l'invasion ?

Nous ne pouvons être que circonspect vis-à-vis de la deuxième éventualité, il ne s'agit pas de l'attaque de Pearl Harbor, et nous ne sommes plus en 1945, les moyens de détecter les mouvements de troupes ont fait d'énormes progrès. Ici, il s'agissait de nombreux navires, qui ne pouvaient passer inaperçus des radars, encore moins dans un contexte de guerre froide où rien ne pouvait passer inaperçu.

D'autant que, à l'appui de la première hypothèse, nous pouvons rappeler le fait que, la nuit de l'invasion, le président Reagan s'entretint pendant plus d'une heure avec le Général Galtieri, pour le dissuader d'attaquer les îles Malouines. Donc, si le président américain jouait un rôle de médiateur en intervenant au dernier moment, cela ne signifiait-il pas que les Britanniques avaient eu connaissance des événements ?

Il y eut également au Royaume-Uni, une polémique concernant l'envoi du nombre de navires de la Royal Navy, alors que le premier ministre annonçait aux Chambres l'envoi d'environ 24 bâtiments, plus d'une quarantaine de bâtiments faisaient route vers les îles Malouines.

Il paraît donc évident que la flotte britannique a pu très rapidement prendre le départ, faut-il y voir le résultat de l'efficacité de l'état major britannique ou tout « simplement » les politiques avaient-ils décidé auparavant de l'envoi d'une partie de ces unités dans l'Atlantique Sud ?

Il semble évidemment normal, d'après les sources, d'envisager que les Anglais prévoyaient d'envoyer des forces militaires dans l'archipel des Malouines, mais ils ne s'attendaient certainement pas à ce que les Argentins fussent si prompts.

Du fait, nous pouvons nous interroger sur la volonté de négociation des deux parties, il semble évident que les deux parties en présence s'étaient résolues à un conflit armé, et dès lors les tentatives d'Alexander Haig n'allaient assurément pas résoudre la question.

D'autant si nous considérons que le gouvernement britannique n'est pas en « assez bonne posture » pour souffrir un quelconque discrédit dans ses relations extérieures, il s'agit donc pour lui également de « redorer » son blason, ou tout au moins de réaffirmer la politique d'un Etat fort, ce à quoi Margaret Thatcher va s'employer.

Margaret Thatcher : une situation politique délicate (au sein des Chambres, et de l'opinion publique)

Il importe ici de rappeler brièvement la position dans laquelle se trouvait Margaret Thatcher à la veille du conflit des Malouines, soit en mars 1982, puis au début du conflit, afin d'analyser la réaction de l'opinion publique, politique et internationale vis-à-vis de la Grande-Bretagne.

Tout d'abord, il convient de souligner que Margaret Thatcher est en tout début de campagne électorale en 1982, car, la Chambre des Communes doit être renouvelée en mai 1983¹⁶, et les sondages de mars 1982, ne sont guère encourageants pour les conservateurs, car environ 75% des électeurs se disent défavorables à leur politique.

De ce fait, de nombreuses personnes ont prétexté que Margaret Thatcher a délibérément engagé le pays dans la guerre des Malouines, pour trouver une échappatoire, redonner une image glorieuse de la Grande-Bretagne, afin que les Anglais se détournent des problèmes politiques intérieurs, retrouvent confiance en leur pays, en la politique de leur premier ministre.

Au début du mois d'avril la situation de Margaret Thatcher est assez délicate dans la mesure où les Chambres critiquent sa position, mais elle a l'appui de l'opinion publique, des Européens, et l'appui, en apparence mitigé, des Américains.

Pour ce qui est de l'appui des Européens, il est assez contesté par l'opinion publique, dans la mesure où les pays de la Communauté exercent une certaine pression. C'est-à-dire, même s'ils s'en cachent bien, ils souhaitent en échange de leur soutien à l'Angleterre, dans la mise en place de l'embargo économique et militaire déclaré à l'Argentine, que les Anglais subventionnent les agriculteurs allemands et français en versant une forte cotisation, alors que les Anglais semblent de moins en moins attachés à la Communauté européenne.

La population anglaise est convaincue de ce chantage, et ce malgré la visite et les déclarations de la commission présidentielle (François Mitterrand, Pierre Mauroy, Claude Cheysson) réaffirmant sans ambages sa solidarité avec Londres face à « la logique regrettable de Buenos Aires ». F. Mitterrand et C. Cheysson ont eu beau répéter à l'envi qu'il n'existait aucun lien entre l'embargo argentin et le contentieux communautaire, la population anglaise n'en est guère convaincue. En dépit de ces doutes au sein de la population anglaise, l'appui de la Communauté européenne a été certain, puisque malgré l'obstination des Argentins à solliciter la suspension de cet embargo, les Européens le renouvelèrent à trois reprises.

¹⁶ Le parti conservateur obtient environ 42% des votes, soit 392 sièges (en 1979, 342 sièges).

Mais Margaret Thatcher résista à la vague européenne et argentine, elle ne capitula pas, ce qui lui valut la confirmation de son surnom de « Dame de Fer ». Son attitude suscita quelques polémiques, par exemple, celle du parti pris dans la mesure où son mari possédait des actions de la FIC (la *Falkland Islands Company*), l'abandon de la souveraineté britannique acculerait la FIC à ruine, puisqu'il s'agissait d'un monopole d'Etat, ce qui aurait donc des conséquences économiques sur le capital boursier de M. Thatcher. Ce point est-il tellement déterminant dans la prise de décision de Margaret Thatcher ? Celle-ci paraît surtout préoccupée par son rôle au sein de l'Etat.

Cette obstination à ne pas s'incliner lui valut aussi la sympathie d'une large part de la population, par exemple la BBC diffusa une série de sondages révélateurs : 90% des personnes interrogées désiraient l'évacuation totale des îles Malouines par les troupes argentines, 70% souhaitaient la restauration complète de l'administration britannique, 62% un droit de veto pour les habitants sur leur sort futur. Vis-à-vis des négociations du secrétaire général de l'ONU, 36% du public n'y croyaient plus et réclamaient une intervention immédiate, 27% seulement pensaient que les pourparlers pourraient encore se poursuivre plus d'une semaine (à la date du 17 mai).

Néanmoins, si ces négociations devaient aboutir à un échec, les Anglais sont alors 59% à se prononcer en faveur d'une invasion. Les sondages sont donc très encourageants pour Margaret Thatcher même s'il existe un important courant pacifiste. De plus, un autre journal *The Sun*¹⁷ a effectué un sondage parmi ses électeurs, il lui accorde 48% des suffrages en cas d'élections immédiates, les travaillistes sont crédités de 33% de l'électorat et la nouvelle alliance libéraux-sociaux-démocrates d'un maigre 17%.

A propos de la couverture médiatique des événements, à laquelle la BBC, prit une large part cette dernière fut accusée de manque d'objectivité, le prince Charles dû même intervenir pour porter secours à Margaret Thatcher contre les attaques « de trahison » de la part d'une partie de la Chambre des Communes et d'une partie du gouvernement. Elle reçut également le soutien de la population, dans un sondage 81% du public jugea justifiée sa couverture de la « guerre ».

Nous pouvons donc émettre les hypothèses suivantes : Margaret Thatcher se trouvant en fâcheuse posture pour une éventuelle réélection en 1982, essaya de trouver une formule expiatoire à la morosité et à la crise anglaise. Une guerre pouvait relancer l'économie et

¹⁷ Rappelons que c'est un journal populaire et ultra-patriotard.

donner un peu « d'euphorie » aux Anglais en cas de victoire, le contraire n'ayant pas été envisagé, au vu des forces de toute l'armada britannique envoyée sur place. Mais la position de Margaret Thatcher était assez délicate, elle recevait des critiques de toutes parts, soit parce qu'elle n'avait pas su parer en temps voulu à l'imminence du conflit mais également parce qu'elle aurait prémédité ce conflit pour donner un coup de pouce à sa réélection. Ces critiques sont paradoxales, mais toutes vont dans le même sens, nombreux sont ceux qui sont opposés à la politique de Margaret Thatcher. La « Dame de Fer » sort cependant victorieuse de ce conflit, son prestige et son surnom sont mérités, et les critiques paraissent dérisoires devant sa réussite.

En conclusion de cette partie, nous pouvons dire que l'obstination des deux pays à « refuser » les négociations va les conduire au conflit armé.

En apparence, ils se disent tous les deux prêts pour des pourparlers, ils s'assoient d'ailleurs à la table des négociations, même si Alexander Haig est astreint à faire de permanentes allées et venues entre Washington, Londres et Buenos Aires pour des conciliations.

Aussi, notons-t-nous que les deux pays sont tous les deux dans des situations politiques assez confuses, mais surtout très instables.

Pour Margaret Thatcher, l'invasion des Malouines constitue un défi, il s'agit pour elle d'asseoir son pouvoir, d'apaiser par une victoire extérieure les critiques des travaillistes, en « mettant » de son côté l'opinion publique anglaise.

Pour l'Argentine, la conquête des Malouines illustre la concrétisation d'un défi nationaliste que nul gouvernement depuis la conquête anglaise n'avait eu l'opportunité de régler. C'est un thème très important pour les Argentins, un thème national, ce que nous pouvons prouver en examinant l'effort de guerre qu'ils ont consenti.

VI) Une guerre non déclarée

I - L'invasion des Malouines le 2 avril 1982 du point de vue argentin

II - La réaction britannique : une riposte immédiate

III - Le moment de répit : les Britanniques progressent vers le sud

IV - La médiatisation de la guerre : une guerre en direct

Chapitre 1

L'invasion des Malouines le 2 avril 1982 du point de vue argentin

Les moyens argentins (troupes, matériels militaires)

Il convient, avant d'examiner les moyens militaires dont dispose l'Argentine, de faire une analyse de la politique de défense de ce pays avant 1982.

Dès les années 1960, la marine argentine s'est trouvée confrontée aux problèmes de la vétusté de ses unités, puisque beaucoup de ces dernières avaient été achetées aux Etats-Unis vers la fin des années 1940¹. Depuis cette époque, elle n'avait pas réellement pu disposer de crédits suffisants pour se procurer du matériel plus récent.

De ce fait, son potentiel maritime ne cesse de s'affaiblir, alors que des pays tels que le Brésil, faisaient d'importants efforts pour améliorer leur défense, par exemple au début des années 70, elle se trouve menacée pour sa seconde place par le Chili et le Pérou. Le Chili, son rival le plus dangereux a « heureusement » pour elle été bloqué dans sa course, à la suite de la chute en 1973, du gouvernement Allende, et de l'instauration de la dictature de Pinochet. Néanmoins, le cas de la marine argentine est préoccupant, particulièrement en 1976, juste avant l'arrivée de la junte au pouvoir, la marine se compose en tout et pour tout de quelques navires : un porte-avions d'origine britannique, et des destroyers et sous-marins achetés à l'US Navy. Elle possède aussi quelques armements plus récents, c'est-à-dire deux sous-marins allemands livrés en 1974, et deux destroyers de construction britannique de type *Sheffield*.

Mais l'arrivée au pouvoir des militaires en 1974, renverse la donne, puisqu'ils sont un peu plus préoccupés par ces lacunes. La Junte lance donc un programme relativement ambitieux,

¹ Il avait été acheté à l'US Navy.

elle commande six sous-marins, dix frégates, et des avions d'attaque Super-Etendard. Pourquoi tant d'efforts ? Pour deux raisons, grâce à ce « réarmement », les Argentins reviennent avantageusement dans la course pour la deuxième place, surclassant définitivement la marine chilienne (dans l'objectif du canal de Beagle), mais le but premier est de prendre la première place devant le Brésil dès avant la fin des années 80.

C'est aussi grâce à cet effort que l'Argentine a pu prétendre soutenir un conflit contre un pays occidental, et envisager la guerre (même s'il est vrai que sa position était assez dissuasive, pour faire craindre en Grande-Bretagne un conflit de longue durée pour quelques terres antarctiques et moins de 2000 « sous citoyens » britanniques).

Il convient maintenant de donner un descriptif des moyens militaires argentins en 1982.

Le quotidien *La Nacion* publie le 23 avril 1982, un article sur les capacités militaires argentines, il agit dans un but didactique, mais surtout pour renforcer la fierté nationale des Argentins à l'égard de leur armée.

L'armée argentine compte plus de 185 000 hommes, ce qui fait d'elle la troisième force militaire d'Amérique latine, si l'on en croit le bilan militaire publié annuellement par l'Institut international d'Etudes stratégiques. A ce chiffre, on doit ajouter les quelque 43 000 paramilitaires, c'est-à-dire la « Gendarmeria » (la gendarmerie qui est en Argentine, la police militarisée des frontières), la « Prefectura Naval » (c'est-à-dire la Préfecture Maritime ou les gardes-côtes) ainsi que la « Policia Federal » (c'est-à-dire la police fédérale), de plus on compte quelque 250 000 réservistes intégrés à la Garde Nationale et la Garde Territoriale.

Selon l'Institut International d'Etudes Stratégiques, le coût de la défense argentine s'élève à environ 3.380 millions de dollars en 1980.

Le service militaire dure un an pour l'armée de terre et de l'air et quatorze mois pour la Marine.

L'armée compte 130 000 hommes, dont 90 000 proviennent du service militaire obligatoire, ces derniers s'articulent en 5 groupes d'armée, deux brigades de cavalerie, 3 brigades d'infanterie, 3 brigades de montagne, une brigade pour la jungle et quelques autres unités.

En ce qui concerne le matériel, *La Nacion* nous donne également une excellente description des véhicules utilisés. Les moyens de l'armée se composent surtout de véhicules légers qui

incluent 60 M-4 Sherman, des 125 TAM (des tanks de fabrication argentine), des 300 A.M.X. VTO, 75 M-3, 250 M-113, et 100 Kuerassier autrichien.

L'armée argentine possède ses propres avions de transport (les fameux Hercules) et des hélicoptères de types très différents.

Rappelons ici que situées dans l'Atlantique Sud à 660 km des côtes argentes et 14 560 km des îles britanniques, les Malouines et leurs dépendances (Géorgie du Sud, îles Sandwich) nécessitent pour leur contrôle des moyens aéronavals capable d'affréter d'importantes forces et d'assurer un soutien logistique adéquat.

Les Argentins, géographiquement plus favorisés semble-t-il, disposent d'un porte-avions d'attaque, le *25 de Mayo*, qui, bien qu'ancien, reste une excellente plate-forme pour appuyer les opérations au sol et assurer la supériorité aérienne sur la zone des combats².

La *Fuerza Aeria Argentina* (FAA) et le *Commando de Aviación Naval* (CAN) alignent 274 aéronefs opérationnels dont la plupart ont un rayon d'action leur permettant d'atteindre les Malouines. Ce sont les aéronefs *Super Etendard AM 39* et les *Exocet* qui causent des destructions spectaculaires à la Royal Navy dont celles du *Sheffield* et de l'*Atlantic Conveyor*. Cependant, la crainte d'exposer leur porte-avions inutilement, surtout après la destruction du croiseur *Général Belgrano* et la quasi-incapacité où ils se trouvent de ravitailler en vol leurs *Dagger* et *Skyhawk* ne permettront pas aux FAA et au CAN d'exploiter pleinement leur puissance aérienne. Nous pouvons d'ailleurs souligner ici les prouesses des pilotes argentins, qui pour passer inaperçus des radars britanniques et américains volaient au ras des flots³, ce qui coûta d'ailleurs la vie à quelques-uns d'entre eux. Ces pilotes étaient mis en avant par la Junte, comme des symboles de bravoure et de patriotisme, ils étaient également considérés comme des héros par la presse argentine et bien entendu par l'opinion publique.

Toutefois, la bravoure des pilotes argentins ne sera pas toujours récompensée. Afin d'échapper aux défenses sol-air les *Skyhawk* et *Dagger* volent aux ras de leurs cibles et font coup au but sans que leurs bombes, faute d'une course assez longue, puissent s'armer ; 16 navires seront tout de même mis hors de combat dont 6 coulés.

Un autre inconvénient majeur pour l'armée de l'air argentine, est que la piste d'atterrissage de Port Stanley ne peut accueillir les avions de type *Mirage III* qui auraient pu garantir une protection efficace à l'armée de terre. Seule l'*Aviación del Ejercito*⁴ assure une présence

² Celle-ci, il faut le reconnaître est tout de même limitée.

³ A moins de 15 mètres des flots alors que certaines vagues dans ces contrées antarctiques pouvaient atteindre 12 mètres pendant l'hiver austral.

⁴ Aviation légère de l'armée de Terre.

constante sur les îles ; elle est bien vite paralysée par les actions commando des forces britanniques. Celles-ci, défavorisés par la distance, alignent cependant des forces intégrées et modernes dont les structures s'adaptent aux conditions stratégiques.

L'armée navale argentine compte environ 36 000 hommes, pour moitié issus de la conscription. On inclut parmi eux des formations aériennes (les personnels de l'aéronavale) et des formations terrestres : compagnies de débarquement (fusiliers marins) embarquées à bord des navires mais appelées à servir à terre.

Pour ce qui est de la Marine, l'unité de meilleur tonnage est le porte-avions *25 mai*, c'est un navire d'origine britannique de la classe *Colossus* acheté aux Pays-Bas en 1968, et qui a été modernisé. Il peut embarquer 14 chasseurs A-4 Skyhawk, six appareils anti-sous-marin de la classe S-2 Tracker et 4 hélicoptères S-61 Sea King, en plus de 5 hélicoptères Super-Etendard⁵ de fabrication française.

Le second navire par le tonnage est le croiseur léger⁶ *Général Belgrano*, il est armé de missiles antiaériens Seacat et de deux hélicoptères. Il est « utile » dans le contexte sud-américain dans la mesure où il peut appuyer des combats terrestres grâce à sa grande puissance de feu.

Les unités les plus modernes sont d'origine britannique, deux destroyers de la classe 42 (*Santisima Trinidad* et *Hercules*), pourvus de missiles anti-navires à longue distance, ces derniers s'ajoutent à sept autres destroyers plus anciens. Tous comptent des missiles anti-navire Exocet. La flotte possède en outre quelques bâtiments plus petits et quatre sous-marins conventionnels, dont deux de la classe 209.

L'armée incorpore l'Infanterie de Marine qui se compose de 5 bataillons de fusiliers, un de commandos, une unité amphibie légère, l'artillerie légère et des missiles, qui se transportent en 30 navires de débarquement de diverses capacités. Le gouvernement argentin avait passé commande d'autres unités navales qui se trouvaient encore en construction et même pour certaines en voie d'achèvement dans des chantiers navals en France, mais elles ne furent pas livrées dans la mesure où Londres imposa un embargo.

⁵ Seulement 5 des 14 hélicoptères ont été livrés.

⁶ Navire de guerre rapide, armé de canons et destiné à éclairer les escadres, à surveiller les routes maritimes, un croiseur léger jauge environ 5000 tonnes, alors qu'un croiseur lourd jauge 10 000 tonnes.

La force aérienne compte 19 500 hommes, dont 10 000 issus de la conscription, elle comptabilise environ 223 avions et 20 hélicoptères de combat.

Les avions rassemblent environ 78 A-4 Skyhawk, vingt-six Dagger israéliens (qui ressemblent aux Mirages III français), 21 Mirages III, quarante-cinq Pucara et vingt Hunquero. L'aviation de transport compte parmi ses plus grands moyens, 7 C-130 Hercules et deux KC-130 pour le réapprovisionnement d'avions en vol, en plus de onze F-27 Friendship de vigilance maritime, 8 F-28 pour des missions identiques, ainsi que 3 G-222.

On peut donc dire que l'armée argentine est complète. Elle a certainement les capacités d'affronter l'armée britannique, dans la mesure où celle-ci est en totale restructuration, et surtout au regard de l'éloignement géographique dans laquelle se trouve la zone de conflit. Les Argentins disposent donc de plus de moyens et d'un effectif supérieur en hommes, mais les Britanniques bénéficient rapidement de l'appui américain, qui va peser d'un poids décisif dans la victoire.

Ce qui va être également défavorable à la Marine, et surtout aux pilotes de l'aéronavale c'est l'irruption soudaine de la guerre. Les équipages et les pilotes ne sont pas suffisamment entraînés, ils commençaient seulement à se familiariser avec les « Super-Etendard ». Elle se heurte également à d'autres difficultés, les navires commandés à l'Allemagne n'ont pas été livrés, et pour comble, deux sous-marins sur quatre sont hors service, le porte-avions *Veinticimo de mayo* a des ennuis de chaudières qui le condamneront à rester au port pendant toute la durée du conflit. Mais des suppositions ont été faites sur ces problèmes du navire phare de la marine argentine, *il s'agirait davantage de soucis d'économiser ce navire que de problèmes techniques*. Egalement dès le début des opérations, un des deux *Sheffield* et un aviso deviennent indisponibles.

De ce fait, l'on peut dire que l'armée argentine a certes d'indéniables capacités mais elle est handicapée par la décision précipitée des militaires de la Junte. Il est clair que si ces derniers avaient pris l'initiative de temporiser un tant soit peu, c'est-à-dire d'attendre la livraison du reste du matériel militaire, ainsi que la réduction matérielle et financière de la Royal Army qui devait passer dans les faits quelques mois plus tard, le cours des événements eût pu être différent. Mais pour son malheur, la Junte a été trop optimiste, pensant qu'il n'y aurait pas de riposte britannique en raison de la distance et de l'apparent désintérêt du nouveau

gouvernement, elle a également été induite en erreur par le rapport de la Commission Rattenbach.

Même si la tentative de reconquête se solda par un échec cuisant, elle atteignit tout de même au début un des effets escomptés par la Junte, c'est-à-dire une réaction complètement euphorique de la population argentine.

La réaction populaire : un pays en liesse !

Au matin du 2 avril, lorsque les Argentins apprennent la reconquête des îles Malouines, ils entrent en liesse. C'est l'enthousiasme généralisé, surtout après que la confirmation de la nouvelle eût été donnée par la Junte militaire. Le premier objectif des militaires argentins était donc visiblement atteint, mais ce sursis ne durera que quelques jours, tant le désenchantement sera rapide.

Les balcons et les fenêtres de la capitale fédérale étaient pavoisés aux couleurs nationales, bleu et blanc, les voitures⁷ faisaient retentir leurs klaxons et une foule de plus en plus dense se rassemblait sur la place du 8 mai. La même ville qui encore trois jours auparavant ressemblait à un champ de bataille, offrait tout à coup l'image d'un peuple solidaire à l'annonce d'une reconquête attendue depuis près de 150 ans.

Après l'annonce de la nouvelle, le général Galtieri sortit de la Casa Rosada « très ému » pour prendre un bain de foule, pour serrer les mains qui se tendaient vers lui tandis que la multitude criait « *Argentine, Argentine* », « *Vive la patrie* ». L'allocution prononcée par le président et retransmise par des haut-parleurs installés autour de la place fut ponctuée de chaleureux applaudissements.

L'excitation des Portenos atteignit son comble à 15 heures, lorsque « el Presidente general » Galtieri sortit de nouveau sur le balcon pour prononcer une brève allocution : « Ne me remerciez pas, car nous n'avons fait qu'interpréter les sentiments les plus profonds de la nation argentine ».

Cet épisode appartient à l'un des moments les plus forts de la nation argentine au cours la période de la dictature.

⁷ Une anecdote à ce sujet : le parc automobile argentin est particulier, les voitures sont pour la plupart vétustes, et seraient en France et dans beaucoup d'autres pays des pièces de collection (R8, etc.).

L'activité politique fut très intense dans la journée du 2 avril, car il s'agissait pour le président et ses principaux ministres de recevoir tous les dirigeants politiques appartenant aux diverses tendances politiques, ainsi que des syndicalistes, dont les représentants de la CGT, et les anciens présidents et les anciens membres de la Junte, afin qu'ils soient informés des événements de la nuit.

Les représentants de toutes ces « forces » politiques et syndicales exprimèrent leur soutien à la Junte, la guerre des Malouines réunissait tous les Argentins derrière un même objectif, « vaincre les Anglais et garder la conquête de l'archipel des Malouines ».

Il faut également souligner les manœuvres politiques du général Galtieri, qui avait dans un communiqué ordonné la mise en liberté de tous les syndicalistes et manifestants détenus à la suite des incidents du 30 mars. Du fait, la CGT alla même jusqu'à publier un communiqué invitant les travailleurs à se rassembler sur la place du 8 mai, afin de communier dans la ferveur nationale retrouvée, l'unité nationale paraissait donc atteinte.

Le gouvernement militaire a donc emporté une indiscutable victoire politique, même si le président a souligné dans son discours que la décision de reconquérir les « Malvinas » échappait à « tout calcul » politique ». Habilement d'ailleurs, le général Galtieri s'est efforcé à la fois de dépersonnaliser l'opération militaire en la présentant comme une victoire des forces armées unies au peuple et lui ôter son aspect conjoncturel en l'inscrivant dans la ligne des actions héroïques des grands libérateurs de l'Argentine, tout comme les actions du général San Martin et du général Belgrano.

Néanmoins, en Argentine, la population après la vague d'enthousiasme, s'abandonne à la peur, ce qui contraste grandement avec l'immense allégresse du début, cette crainte s'accroît à mesure que les forces britanniques approchent de l'archipel..... Pendant la guerre, la population est encore animée de quelques espoirs de vaincre, mais son désarroi est total lorsque le 2 mai, le *Général Belgrano* est coulé, la haine contre les Anglais est alors immense, ce naufrage est jugé comme une violation du droit de la guerre.

Donc peu à peu, les Argentins vont se résigner, mais surtout ils commencent à critiquer de plus en plus ouvertement le pouvoir. Ce sont d'ailleurs ces événements qui vont engager la junte dans la voie qui aboutira inexorablement à sa chute, et dont la première étape sera la démission du général Galtieri, tenu pour l'un des principaux responsables de cet échec.

Par exemple, le 26 avril, il y eut un rassemblement des deux « centrales péronistes » la C.G.T., et l'Intersectorielle. Au début, de la manifestation, on entend des slogans « Argentine, Argentine », mais peu à peu les slogans deviennent de plus en plus nettement antigouvernementaux. On pouvait lire en particulier sur des pancartes, « Malouines, oui, processus, non » (le processus évoqué, est celui de la réorganisation nationale entamé depuis 1976) ou tout simplement « basta ! »⁸. A proximité du Palais présidentiel, on pouvait voir la jeunesse péroniste arborant un immense portrait d'Isabel Peron, tout en scandant des slogans subversifs, tels « *Galtieri, Galtieri, fais attention. Malouines Argentines, le peuple avec Peron* » ou encore « *Nous acceptons les Malouines, mais pas la dictature* », « *elle va finir, elle va finir la dictature militaire* ».

On observe que l'opposition se manifeste de plus en plus ouvertement, il y a un total renversement, après des débuts prometteurs pour la cohésion et l'unité nationale autour du gouvernement, on sent peu à peu que le peuple déchanté et se range de plus en plus dans l'opposition, la preuve en est que cette manifestation du 26 avril rassemblait plus de 15 000 personnes. Elle correspond par son ampleur à la manifestation qui avait rassemblé les syndicats, le 30 mars, mais la police avait à l'époque, procédé à l'arrestation d'environ 2000 personnes, que le général Galtieri avait libérées juste à la veille de la « reconquête ».

L'Argentine a cru pouvoir vaincre le Royaume-Uni, c'était sans compter sur la personnalité de la Dame de fer, qui ne pouvait décemment pas laisser passer cet affront.

De plus, on peut estimer que la liesse populaire en Argentine était quelque peu « injustifiée » dans la mesure où la victoire du 2 avril est sans gloire, il y avait seulement quelques dizaines de militaires dans l'archipel des Malouines. En débarquant massivement 10 000 hommes, les Argentins ne pouvaient que vaincre, puisque les Kelpers ne pouvaient opposer aucune résistance tant le déséquilibre des forces était évident.

Le revirement de l'opinion argentine est donc provoqué par un « relatif » rééquilibrage militaire, c'est-à-dire que les Anglais ne pouvaient laisser passer une telle humiliation. De ce fait ils envoyèrent des forces armées, ces dernières reçurent l'appui logistique des Américains ce qui décupla l'efficacité de leurs forces, sur place. Ils tentèrent de récupérer progressivement les îles, dans la mesure où la résistance argentine ne fut pas assez efficace, les Anglais gagnèrent du terrain, ceci jusqu'à la reddition totale des Argentins. Il s'agit donc

⁸ « Suffit ! ».

d'une conquête sans gloire, et d'une résistance peu acharnée, rien qui ne fut de nature à rendre fiers les Argentins, si l'on excepte la destruction du *Sheffield* pour venger le *Belgrano*, et quelques actes de bravoure. L'issue de ce conflit est donc fatale, les soldats argentins souffraient de leurs mauvais équipements et de leur insuffisante préparation, le terme des hostilités fut pour eux une réelle délivrance.

L'on peut donc dire pour achever cette sous-partie, que la population a cru un temps au retour des îles Malvinas au sein de la nation, mais cette illusion a été brève. Les Argentins n'ont pas été dupes de l'optimisme de commande des informations, ni des communiqués réconfortants de la Junte, puisque des fuites exprimaient le désarroi dans lequel se trouvaient les soldats (ils souffraient du froid, de la pénurie de vivres).

Le conflit s'achève sans gloire pour Galtieri et la junte, la situation des troupes est critique, elles sont éprouvées par le froid, la faim, et sont assiégées par l'armée britannique. C'est pourquoi ils accordent finalement au gouverneur Menéndez un blanc seing presque total pour négocier avec les Britanniques.

Les conséquences de cette « guerre » ont réveillé le mécontentement des Argentins, cela eut donc tout l'effet inverse du but visé par la Junte argentine.

Chapitre 2

La réaction britannique : une réponse immédiate

L'armée britannique en route vers l'archipel des Malouines

Le statut de la Grande-Bretagne la place au quatrième rang⁹ des puissances militaires mondiales, c'est-à-dire disposant des moyens les plus sophistiqués de puissance lui permettant de compenser son infériorité régionale dans le cas d'un conflit éloigné de ses bases militaires. L'armée britannique est donc une armée de rang nucléaire. Néanmoins avant le conflit des îles Malouines, elle connaissait une restructuration importante due au contexte économique international et aux problèmes budgétaires internes, mais la nécessité de défendre ses intérêts à l'extérieur a fait que, en quelque sorte, la guerre des Malouines allait sauver la Royal Navy.

L'armée britannique compte environ 340 000 hommes, tous volontaires, parmi cette immense majorité masculine, on parvient à distinguer environ 16 696 femmes¹⁰.

Les coûts de la défense s'élèvent à 27.770 millions de dollars en 1981/1982,

L'armée encadre environ 176.248 soldats, au nombre desquels les femmes sont 6.546..... Parmi ces chiffres, un peu moins de 9000 soldats sont à l'étranger pour des missions ponctuelles ou dans les colonies britanniques.

Le nombre relativement faible d'avions de combat alignés 28 Sea Harrier et 14 Harrier, est compensé par une présence quasi permanente sur la zone des combats de deux porte-aéronefs

⁹ Sa flotte est la 3^{ème} flotte la plus importante à l'échelle mondiale.

¹⁰ Ces chiffres proviennent également de l'Institut International d'Etudes Stratégiques.

(l'*Hermès* et l'*Invincible*) ainsi que de deux porte-conteneurs transformés en plates-formes aéronavales (*Atlantic Conveyor* et *Atlantic Causeway*).

L'autre élément qui apporte un avantage décisif à la maîtrise des airs est le nombre très important d'hélicoptères engagés : 182 aéronefs à voilures tournantes participeront aux opérations alors que les Argentins n'en alignent qu'une trentaine.

D'un point de vue matériel, globalement, l'armée britannique compte environ 900 véhicules de combats « Chieftain, de 53 tonnes, armés chacun de canons de 120 millimètres, ainsi que quelque 271 voitures légères « Scorpion », 243 Saladin, 290 Scimitar, 1.429 Ferret, 200 Fox, 600 Saracen et 60 Spartan.

L'armement antichar britannique inclut des missiles Milan, Swingfire montés sur des véhicules légers Striker, Blowpipe qui peuvent être opérationnels avec un seul homme et qui servent comme protection antiaérienne.

L'armée britannique dispose également de 100 hélicoptères Scout, 7 Alouette II, 20 Sioux, 158 gazelles et 30 Lynx, armés pour quelques uns d'entre eux de missiles Tow et Hot. Un total de 240 nouveaux chars de model Challenger, plus modernes que les Chieftain, devaient être livrés prochainement à la Royal Army. Les réserves régulières de la Royal Army s'élevaient à environ 137 000 membres, dont 4065 femmes, ce chiffre comprend également les quelque 8000 soldats de la Royal Marine (soit l'infanterie de Marine).

La Royal Navy disposait de quelque 62 navires, et de 28 sous-marins d'attaque, sans compter les 4 unités armées de projectiles balistiques Polaris.

Les sous-marins d'attaque britannique comptent environ 12 unités propulsées par des énergies nucléaires et armées de torpilles conventionnelles, dont parmi elles, la torpille très moderne Tigerfish¹¹.

Deux porte-avions modernes sont en service dans la marine britannique (deux autres sont quelque peu défectueux), ce sont l'*Hermès* et l'*Invincible*¹². Chacun de ces deux porte-avions peut embarquer des avions qui décollent à la verticale, soit les Sea Harrier, de même que des

¹¹ Cette torpille a la capacité de se déplacer dans l'eau afin de couler des navires sous-marins ou de surface, et cela dans un rayon d'action d'environ 60 kilomètres, ce qui permet de belles attaques surprises.

¹² Ce dernier devait être vendu à l'Australie, mais finalement le conflit aura raison de cette vente. Bien heureusement d'ailleurs pour les Britanniques dans la mesure où il sera d'ailleurs très utile à la marine britannique lors de la guerre des Malouines.

hélicoptères anti-sous-marins S-61 Sea King. Cela constitue une force de frappe importante. De plus, les Britanniques ont un très net avantage sur les Argentins, ils ont la pratique de la guerre, alors que pour les Argentins, c'est véritablement leur première guerre du XX^{ème} siècle, avec des appareils modernes. De plus ils disposent d'armements nouveaux au maniement desquels ils ne sont guère accoutumés.

La description de l'équipement britannique ne s'arrête pas là, puisque les unités de combat et les escadres comptent 14 destroyers, dont 7 de classe moderne 42, et 46 frégates de types différents, qui sont tous armés de missiles anti-navires et aériens, et d'hélicoptères dotés d'une force de frappe contre les sous-marins.

En plus d'unités de moyens mineurs et d'appui, l'armée britannique dispose de navires d'assauts amphibiens « *Fearless* et *Intrepid* » et environ une cinquantaine de navires de débarquement (landing crafts) de différents gabarits.

Aussi, les Britanniques affichent une impressionnante capacité de réaction : le déploiement de force est tout bonnement impressionnant. Comme l'illustre d'ailleurs le transport aérien militaire assuré par quelque 35 Hercules et VC 10 de la Royal Air Force qui acheminent 5 907 tonnes de fret et 5 242 hommes entre la Grande-Bretagne et l'île de l'Ascension, dernière base opérationnelle située à 6 480 km des Malouines.

On a évoqué plus haut la politique de Margaret Thatcher en matière de défense, elle entreprend en effet un programme de modernisation, ce programme consiste à remplacer les 4 sous-marins stratégiques armés de polaris, par 4 sous-marins nucléaires¹³.

Les forces armées de la Navy disposent de 20 avions Sea Harrier et 90 hélicoptères anti-sous-marins.

La Navy s'organise en une brigade de commandos, divisée en trois groupes et unités d'appui. Cette unité d'élite s'entraîne à toutes les conditions climatiques, notamment arctiques pour son éventuelle intervention dans le cadre de l'alliance atlantique.

Les marines disposent d'une vingtaine d'hélicoptères légers, et sont inclus des missiles anti-tank Milan et anti-aérien Blowpipe.

Les réserves de l'armée et de l'infanterie de marine britannique comptent environ quelque 34.000 hommes.

¹³ Sur le modèle du sous-marin américain OHIO, ce dernier est armé de bombes atomiques Trident.

Les forces aériennes disposent d'environ 700 avions de combat, les effectifs pour l'armée de terre sont d'environ quelque 92.701 soldats, dont 6.085 femmes, il faut ajouter à ces chiffres les 28.000 réservistes et les 3 escadrons d'avions de réserve.

La grande vedette de la Royal Air force est constituée par les avions à géométrie variable « Tornado », construit avec la coopération de l'Allemagne Occidentale et de l'Italie, auxquels on peut ajouter 220 unités d'attaque au sol à basse altitude, et quelque 165 intercepteurs.

Le reste de la flotte de l'armée de l'air : pour les avions d'attaque, à peu près 74 Buccaneer, 122 Jaguar, 24 Lightning, 112 Phantom, 119 Harrier, 56 Vulcan d'attaque, quelques-uns sont dédiés à des missions stratégiques, ainsi que quelques autres avions un peu plus anciens.

Pour le transport, on dispose principalement d'environ d'une cinquantaine de C-130 Hercules, et quelque 19 avions de réapprovisionnement Victor K-2, ainsi que 34 Nimrod de patrouille maritime et d'alerte avancée.

L'armée de l'air possède également des hélicoptères plus importants tels les Chinook, les Puma, et les Wessex, des Gazelles (qui sont un peu plus légers).

Les avions britanniques utilisent des missiles air-air Sidewinder, Sparrow, Sky Flash, Red Top et Firestreak.

La flotte aérienne de l'armée britannique est relativement importante, il en va de même pour les forces de l'armée de terre et de la marine, même si la marine connaît quelques déboires dus à des réductions de budgets au début des années 1980. Ces derniers seront vite mis à profit par le premier ministre britannique et son gouvernement conservateur, dans la mesure où ils vont faire prendre conscience aux Chambres, de la nécessité d'une marine forte, puisque les « possessions » britanniques sont très nombreuses et cela dans tous les océans et qu'il s'agit de défendre ces territoires stratégiques.

Si rappelons-le le théâtre des opérations est relativement limité, les forces engagées nécessitent un impressionnant soutien logistique du fait de l'éloignement. Ce soutien n'est concevable que par la maîtrise des mers. Défi que parvient à relever la Grande-Bretagne en alignant une flotte totalisant 1 085 000 tonnes et 123 navires dont 50 de combat, parmi lesquels 4 plates-formes aéronavales évoquées antérieurement. Cependant, la plupart des navires de combat peuvent mettre en œuvre des hélicoptères qui contribuent à la suprématie

britannique. Face à cette « invincible armada », les Argentins ne peuvent mettre en ligne que 29 bâtiments totalisant 115 000 tonnes.

La réaction anglaise : le choc !

Lorsque la population anglaise apprit qu'elle venait de « perdre la bataille » la plus courte de son histoire, ce fut « la mer des sarcasmes ».

La population fut scandalisée et choquée par l'annonce de cette invasion, de même les journaux, on put lire à la une de la plupart de tous les quotidiens des titres tels que « Shamed ». Ce titre fit la une du « *Daily Mail* », journal pourtant connu comme de tendance conservatrice. Les critiques dénonçaient l'imprévoyance du gouvernement : des fuites argentines laissaient présager une invasion imminente, pourtant le gouvernement n'avait pas fait la moindre déclaration de mise en garde, ni même amorcé la moindre préparation quant à l'envoi de troupes vers les Malouines.

La position de Mrs Thatcher fut largement critiquée au sein des Chambres. Elle fut accueillie aux Communes, lors de la session exceptionnelle du samedi matin, par les cris de : « Démission, démission ». Elle dut faire face à une opposition déchaînée des travaillistes, des sociaux démocrates auxquels se joignaient même certains conservateurs qui critiquaient la lenteur de sa réaction, et son absence d'initiative. Mais ainsi que nous l'avons vu, Margaret Thatcher avait gardé ses tractations très secrètes, c'est pourquoi les critiques ont dû se taire très rapidement, car qui aurait pu croire que les navires militaires anglais pouvaient être prêts en 48 heures ?

Les critiques sont acerbes : des interpellations s'élèvent des arrières bancs de la vieille garde conservatrice : « comment avez-vous pu être aussi aveugles, assez négligents, assez maladroits pour ne pas venir voir le coup ? », de même Michael Foot¹⁴ s'écria :

« Nos concitoyens des Falkland ont été trahis. Par vous. Lord Carrington déclarait tout récemment avoir toute raison de croire l'Argentine soucieuse de poursuivre la négociation : comment s'est-il pareillement laissé abuser ? Vous devrez en répondre ¹⁵ ».

¹⁴ C'est le leader de l'opposition travailliste.

¹⁵ Déclaration lors de la réunion exceptionnelle à la Chambre des Communes.

De son côté Enoch Powell ironise devant les Communes : « *on saura dans une semaine ou deux de quel métal est faite la Dame de fer* ». Le « Daily New » titre qu'elle n'est qu'« *un papillon clinquant* ». Mrs Thatcher rétorque, plaide en assurant que les représentants Argentins, étaient à New York, à la fin février, pleins de bonnes attentions, et que rien ne laisser supposer une telle issue. Elle explique que le ton belliqueux des Argentins est une coutume, les journaux flattent l'orgueil de la population, et qu'elle ne peut décemment pas envoyer des troupes à chaque article de presse malveillant.

De plus, elle nie catégoriquement que certains services de renseignement l'aient avertie des préparatifs argentins six jours avant l'invasion. Elle évoque 48 heures, mais elle rétorque à ses interlocuteurs et critiques qu'en 48 heures, elle ne pouvait rien faire, puisque les Malouines sont situées à plus de 12 000 kilomètres de Londres, et qu'il faut 15 jours par voie maritime pour y parvenir.

En fait, l'opinion britannique ne pensait pas du tout que les Argentins allaient « oser » s'attaquer à une puissance telle que le Royaume-Uni, les Anglais souffrent quelque peu du syndrome de la « suffisance des grandes puissances ». Dotés de la puissance atomique, ils pensent que leur puissance est assez dissuasive pour « freiner » les intentions argentines. C'est une excessive confiance en soi qui est à l'origine de « la faute » anglaise. Mais est-il vraiment possible de donner crédit à cette version ?

De fait, la surprise est totale quand, au petit matin du 2 avril, les Anglais apprennent la nouvelle, et c'est le choc. La réaction se fait vive, les pacifistes défilent dans la rue, pour réclamer un règlement du conflit sans recours aux armes, tandis que les partisans de la force crient leur honte.

Ces derniers obtiennent gain de cause, il ne pouvait d'ailleurs en être autrement si le Premier ministre voulait rester à la tête du gouvernement. Très rapidement elle décide d'envoyer une importante force armée mais la lenteur des navires sera critiquée, et fera sujet de polémique, les Anglais cherchent à gagner du temps pour s'organiser.

A ce titre, on peut évoquer ici les mémoires de l'Amiral Woodward¹⁶. Fin mars 1982, en tant que contre-amiral, il entraînait ses bâtiments dans les parages de Gibraltar, quand l'amiral Fieldhouse, à ce moment là commandant en chef de la flotte, l'informa de l'imminence de

¹⁶ Admiral Sandy Woodward, with Patrick Robinson, *One Hundred Days : The Memoirs of the Falklands Battle Group Commander*, Londres, Harper Collins, 1992, 360 p.

l'invasion des Falkland par les Argentins et précisa que si on avait besoin des forces que commandait Woodward, il serait expédient qu'on eût également le vice-amiral le plus ancien à leur tête. Trois semaines plus tard, Fieldhouse prit l'avion pour aller rencontrer Woodward au cours de son escale à l'île de l'Ascension. Lors de cette entrevue, Woodward nous révèle que Fieldhouse lui avait confié que le secrétaire d'Etat à la défense John Nott, désirait *"avoir un officier suffisamment important pour que, si tout tournait au vinaigre, son limogeage soit une sanction éclatante satisfaisant l'opinion publique"*. Quand le 17 avril, Woodward, fit part de ses inquiétudes dans une lettre à sa femme, lui rapportant son entrevue, il précisait : *"Aucun de nos plans ne semble tenir guère plus de vingt quatre heures et pendant ce temps, Monsieur Nott fait l'âne, se tord les mains de désespoir et pleure sur son sort, à l'idée que sa carrière est irrémédiablement compromise"*.

L'invasion des Falkland vue par Sir Rex Hunt¹⁷

Nous pouvons ici évoquer les mémoires de Sir Rex Hunt, gouverneur de l'Archipel en 1982. Son témoignage est très intéressant dans la mesure où il rapporte la réaction de l'administration des Falkland, et celle de leurs habitants, tout en évoquant les sentiments qu'il a ressentis à l'annonce de l'imminence de l'invasion :

« Sir Rex Hunt was Governor of the Falkland Islands at the time of the Argentine invasion.

When I was formally sworn in as governor, the chief secretary said the Falklands was a tranquil and absorbing place. It was anything else but tranquil in 1982.

But I liked the islands as soon as I got there. The people were friendly. I felt very much at home.

There had been deliberate neglect of the islands.

The advice I was given before I went out was to win the confidence of the islanders, because they were very suspicious of the Foreign Office.

What was left unsaid, but was quite clear, was they wanted me to win the confidence of the islanders so that they could sell them down the river to Argentina, because the Foreign Office regarded it as an anachronism¹⁸”.

¹⁷ Il a publié ses mémoires : Hunt, Rex. *My Falkland Days*, Londres, Politico's Publishing Limited, 2002, 431p.

¹⁸ Extrait d'une interview accordée à la BBC lors de la publication de « Falkland Days ». On peut la retrouver en intégralité en annexe 2.

Sir Rex relate ici son arrivée aux Falkland en 1980 et les inquiétudes des Falklandais à l'égard des tractations du Foreign Office. Il s'est bien accoutumé aux habitants qu'il décrit comme des gens avenants.

Dans la deuxième partie de son interview, son discours prend un tournant nettement plus politique et diplomatique :

But in my first dispatch I said: "There is no way we will convince these islanders that they will be better off as part of Argentina".

Argentina never had a proper claim to the Falkland Islands. Their claim was spurious from the very beginning.

Dans ce court extrait, le gouverneur nous fait part de ce qu'il ressent. Selon lui, donc les Argentins n'ont donc pas la moindre chance de convaincre les Falklandais de les rejoindre.

My first intimation of an impending invasion didn't come until Thursday 1 April at 3.30pm when this top secret telegram came from the Foreign Office

It was couched in typical Whitehall jargon: "We have apparently reliable evidence that an Argentine task force could be assembling off Stanley at dawn tomorrow. You will wish to make your dispositions accordingly."

[...]

I decided Government House would be the operational headquarters for the Royal Marines.

Rex Hunt parle du télégramme *top secret* qu'il a reçu du Foreign Office. Il savait donc que les îles allaient être envahies. Mais il n'avait aucun moyen de répondre à cette attaque. Se battre contre des bataillons entiers, alors qu'une garnison dérisoire défendait l'archipel, était un rapport de force qui garantissait l'issue fatale pour les quelques soldats en poste aux îles Falkland.

After I had sent my wife and son to a safer house, I told the domestic staff to go away and just take their few most valuable possessions.

Nanny, our housekeeper, got her priorities right.

Off she went with a picture of the Queen under one arm and a bottle of gin under the other.

From five to six the next morning until dawn, which was 6.35, it was a very fierce fire fight. I was under my desk with my assistant. I had to make a conscious effort to think through the noise.

People say "weren't you frightened?" I think I would have been but I was stunned of all emotions because of the noise.

[...]

I knew I would have to give in sometime. My one anxiety was how many lives I had to lose before I gave in, and had we done enough to resist to get the response from Britain that we needed?

If I had known Maggie Thatcher as well then as I know her now I would not have had that anxiety.

Ici Rex Hunt affiche ses craintes quant à une éventuelle réponse des forces britanniques. Il avoue ne pas connaître en 1982 Mrs Thatcher, tout en regrettant de ne pas la connaître, ce qui lui aurait ôté ses craintes.

I got the admiral in charge of the task force to come to me and he urged me to give the order to lay down arms.

He said otherwise I would be held responsible for any further casualties.

I did point out that it is the people who start the shooting that are to blame. But I did take his point. It was an overwhelmingly superior force.

[At 1230, the governor, wearing his plumed governor's hat, went to the town hall in Stanley to meet the Argentine general commanding the invasion].

"There was this rather miserable little general, sallow faced, coming towards me with a fixed smile on his face. I really felt the anger surge then and I thought: "This is just the rape of the Falkland Islands."

I refused to shake hands with him and said: "You have landed unlawfully on British territory and I order you to remove yourself and your troops forthwith."

Rex Hunt évoque sa rencontre avec un général de l'armée argentine, ses paroles sont méprisantes.

He said: "We have taken back what is rightfully ours and we shall stay forever."

I had to get out by 4.30 that afternoon. We were flown to Montevideo. I didn't know anything more than the general public about what was going on. I was never invited into any of the confidential briefings at the Foreign Office. It was ridiculous.

Rex Hunt dénonce également ici sa mise à l'écart, il ne fut, il est vrai convié à aucune négociation. Tout comme d'ailleurs aucun des représentants des îles Malouines, comme si leurs sorts n'étaient plus dans leur main.

When I went back the Falklands it was very emotional.

The islanders insisted on grabbing me by the hand and putting their arms around me. They will forever be grateful for the sacrifices people made.

Was [the war] worth it? Yes, undoubtedly so. Just look at the poor Argentines now and look at the prosperous islanders. They have done tremendously well since then.

All sorts of things have happened that couldn't have happened had it not been for Galtieri's folly.

We still have a lot of friends out there.

During the occupation we were sitting [in Britain] looking at the television to see how the islanders were getting on.

That formed a bond between us and the islanders which I think will last until we die¹⁹.

C'est le discours d'un homme apaisé, mais on perçoit son ressentiment à l'égard des Argentins, tout autant que l'on devine le profond attachement qui le lie aux Falkland. Il a visiblement mal vécu cette période troublée. Gouverneur d'un archipel aux antipodes, lieu tranquille s'il en fut, voilà que cette terre paisible se trouve envahie par des milliers de soldats argentins. L'absurdité pour lui étant d'attendre pendant les heures qui suivent l'annonce britannique de l'imminence de l'invasion, sans pouvoir réagir d'aucune manière, si ce n'est en mettant ses proches à l'abri.

¹⁹ Extrait d'une interview accordée à la BBC lors de la publication de « Falkland Days ». On peut la retrouver en intégralité en annexe 2.

Chapitre 3

Le moment de répit : les Britanniques progressent vers le sud

Une guerre « d'opérette » : l'absence de combat.

Ce titre peut paraître surprenant, car le conflit des Malouines a coûté la vie à des centaines d'hommes, mais il faut souligner qu'à ses débuts, cette guerre fut lente à se traduire par des combats, et que les Britanniques ralentissaient l'allure de leur escadre pour laisser du temps à la diplomatie. Les déclarations des deux gouvernements donnaient également à l'événement un aspect très théâtral, ce qui réduisait forcément le sérieux de cette guerre. La presse française, mais aussi internationale s'est donnée à cœur joie de tourner en dérision cette guerre d'opérette.

Néanmoins les premiers morts coupèrent court à ces controverses.

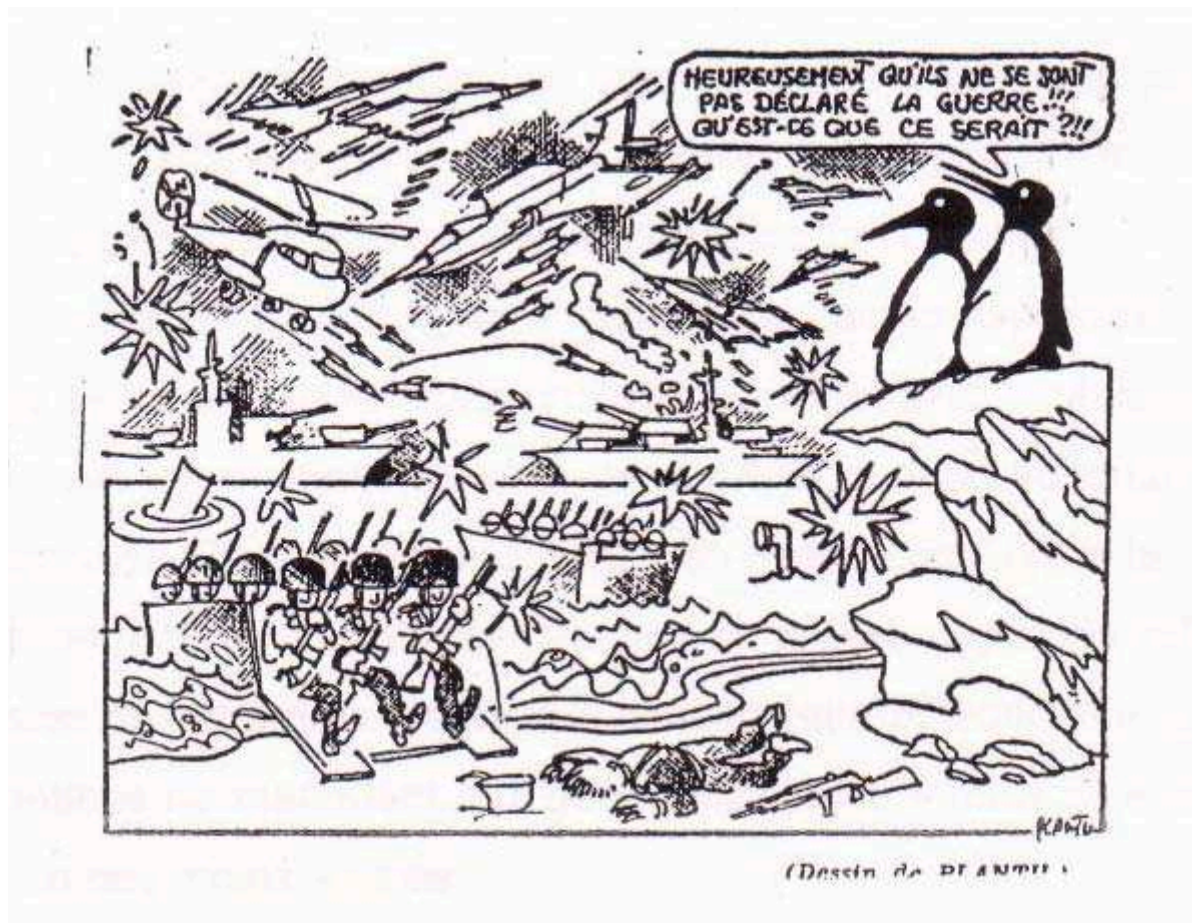
En fait, les premiers combats commencèrent le 24 avril, lorsque les Anglais reprirent les îles de Grytviken, auparavant il s'agissait de gagner du temps pour laisser agir la diplomatie.

Par exemple, Alexander Haig, demanda à plusieurs reprises à la *Task Force* de ralentir sa descente vers l'Atlantique Sud, afin de donner du temps aux négociations, les Anglais accédèrent à cette requête, les navires faisaient route à 20 noeuds. Ceci montre leur bonne foi, mais force est de reconnaître que cette lenteur jouait en leur faveur, cela leur permettait de s'organiser. Le gouvernement de Mme Thatcher estime en effet que le temps travaille pour lui. M. Haig a reconnu que la situation devenait « de plus en plus lourde de risques », tandis que le blocus économique fragilisait de plus en plus les Argentins.

Ce conflit fut tourné en dérision. De même, on constate de la part des journaux britanniques une certaine « théâtralisation » de l'information, par exemple la différence entre les portraits

des dignitaires argentins, raidis dans la naphthaline de leurs costumes, et prenant des poses qui rappellent cette guerre d'opérette, et la photo de Margaret Thatcher du mardi 4 mai 1982, où on l'a vu apparaître comme l'explique la légende « détendue » et souriante, revenant de son « week-end » aux Chequers²⁰.

Cela fait donc bel et bien l'effet une guerre d'opérette où les journalistes surenchérisent d'informations douteuses, qui relèvent davantage des journaux à sensation que d'une presse sérieuse. *Le Monde*²¹ illustre également le côté saugrenu de cette guerre :



La guerre des Malouines vue par Plantu (journal *Le Monde*)

Voilà, un excellent exemple de l'ironie ambiante dans la presse vis-à-vis de cette guerre.

Nous pouvons donc souligner que ce fut une guerre très médiatisée. Au-delà de cette médiatisation et de l'aspect ironique nous pouvons ici remarquer dans cette représentation de Plantu que ce fut une guerre qui se gagna d'abord sur la mer et dans les airs, puis sur terre.

²⁰ C'est la résidence de week-end des Premiers ministres britanniques depuis 1921, elle se situe dans le Buckinghamshire.

²¹ *Le Monde* du mercredi 5 mai 1982.

Les engagements navals et aériens représentés dans cette iconographie illustrent assez bien les combats et la façon dont la guerre s'est déroulée.

L'avancée des troupes britanniques et leur arrivée

Le 3 avril 1982, Margaret Thatcher annonce devant la Chambre des Communes le départ imminent de 24 navires de combat pour l'archipel des Malouines, mais ce sont plus de quarante navires qui vont prendre le départ. La *Task Force*, centrée autour des porte-aéronefs *Invincible* et *Hermes*, était composée de 40 navires, et il faut en outre compter avec une cinquantaine de navires de soutien (pour la plupart des bâtiments affrétés servant au transport de troupes et d'engins).

Là encore, le vice-amiral Woodward nous livre quelques détails dans ses mémoires²². Faisant route vers le sud, manquant encore un peu d'assurance dans son commandement, Woodward reçut un rappel à l'ordre pour la conférence de presse désastreuse qu'il avait tenue à bord de l'*Hermes* et au cours de laquelle il avait donné l'impression de n'être pas trop sûr de lui. Quand on lui donna l'ordre de tenir une autre conférence pour corriger l'effet de la première, il prédit que « *la guerre serait longue et coûteuse en vies humaines* ». Quand on l'informa que cela n'avait pas encore satisfait Mme Thatcher, il nota : "*Je me suis rendu compte que cette bataille-là, je ne pourrais la gagner*". Quand il n'était plus en butte aux médias, Woodward s'inquiétait de la conduite des opérations, des erreurs commises lors de la reconquête de la Géorgie du sud, du moral de deux ou trois jeunes officiers et surtout des jours qui le rapprochaient inexorablement de la venue de l'hiver dans l'Atlantique sud pour commencer les opérations.

Lors de la longue traversée de l'océan Atlantique, les combattants de la Royal Army reçurent un entraînement opérationnel afin de tester leurs matériels ainsi que pour simuler des combats. En ce qui concerne ces simulations, l'aide française ne passa pas inaperçue, notamment au large de Brest, des avions Super Etendard et Mirage III de l'armée de l'Air française, c'est-à-dire les mêmes modèles que ceux qui avaient été vendus à l'Argentine mirent à l'épreuve les appareils britanniques.

²² Admiral Sandy Woodward, with Patrick Robinson, *One Hundred Days : The Memoirs of the Falklands Battle Group Commander*, Londres, Harper Collins, 1992. 360p.



Le parcours de l'escadre britannique pour parvenir aux Falkland²³

Les navires britanniques avançaient assez rapidement, mais ils étaient parfois ralentis par les négociations, ce qui fait qu'ils ne furent sur place que vers la fin avril. Ils firent également une courte escale à l'île de l'Ascension, ce qui constitue également la première aide américaine aux Anglais, puisque ces derniers furent autorisés à se « ravitailler », ce qui permit également à la Task Force de s'organiser. Le 16 avril, la flotte reprenait la route, pour arriver en vue de l'Archipel de la Géorgie du Sud le 28 avril, date à laquelle cet archipel fut repris.

En fait, on peut souligner que ce laps de temps fut profitable aux deux parties, cela leur permit de renforcer leurs troupes.

Egalement pendant ce temps, les Britanniques prirent quelques mesures offensives, notamment en délimitant une zone de restriction des 200 milles (370 kilomètres) autour de

²³ Source : reconstitution B. Lucas selon les sources et cartographies.

l'archipel : « *tout bâtiment argentin trouvé dans cette zone sera considéré comme ennemi, susceptible d'être attaqué à partir du lundi 12 avril à 4 heures du matin (heure locale²⁴).* »

De son côté, le gouvernement argentin créa de son côté une « zone d'opérations de l'Atlantique sud » à 200 milles de la côte argentine et autour de l'archipel des Malouines, des îles de Georgie du Sud et des Sandwich du Sud.

Du fait, cette période est plutôt transitoire, les deux gouvernements prennent des mesures menaçantes pour montrer leur volonté de vaincre.

²⁴ Déclaration de l'Etat major britannique.

Chapitre 4

La médiatisation de la guerre : une guerre en direct

La médiatisation de la guerre engendra de nombreux problèmes, mais surtout des polémiques.

Les reporters anglais furent transportés sur les navires, de ce fait les Anglais étaient, grâce à des communiqués, tenus informés de l'avancée vers les Malouines, et de même des moindres mouvements dans les îles. C'était une guerre en direct, c'était la première fois que les journalistes obtenaient de cette façon l'autorisation d'être embarqués à bord de navires de guerre. Mais ceci fut cause de quelques indiscretions, dans la mesure où les ondes anglaises diffusaient les « plans d'attaque » élaborés par les état majors, par exemple lors de la dernière attaque du 13 juin, les journalistes diffusèrent le plan d'attaque du lendemain. Les Argentins connaissaient l'imminence de l'intervention britannique, mais par bonheur pour les Britanniques, les forces argentines étaient déjà largement affaiblies. Ces indiscretions furent abondamment critiquées, les politiques anglais ont donc relevé le côté dangereux de l'information en direct. De même la population a assisté à des combats en direct, ce qui pouvait être interprété comme une apologie de la guerre.

On peut également faire la critique des méthodes journalistiques argentines, par exemple *Le Monde* du 19 avril critique *La Nacion*. En fait, dans son édition du 11 avril, le journal argentin a reproduit un prétendu « éditorial » qui aurait été publié par *Le Monde* dans lequel, il appuyait la position argentine. Dans cet article supposé, il dénonçait « *le comportement impérialiste de la Grande-Bretagne* ».

Le Monde continue sa polémique en reprenant l'article argentin, ce dernier « *s'étonne des dernières déclarations du gouvernement français* ²⁵ », et avise ce même gouvernement de « *ne*

²⁵ *Le Monde* du 19 avril 1982.

pas soutenir la croisade impérialiste de Londres ». *La Nacion* affirme également par son titre évocateur que le fameux journal français désapprouve en la matière la politique mitterrannique : « *Le Monde* critique l'attitude de Mitterrand ». Ces informations sont inexacts, *Le Monde* rétorque que cet éditorial n'en est pas un, que c'est une lettre de l'ambassadeur argentin en France publiée par le journal le 9 avril, d'où le parti pris. *Le Monde* met donc en cause l'agence de presse argentine « Télam » qui s'est chargée de la transmission de cet article. *Le Monde* conclut cette polémique en épilquant sur le fait que les thèses argentines ne manquent pas de « consistance » mais qu'elles gagneraient à trouver des « avocats » un peu moins « zélés ».

Les journaux argentins ne s'embarrassent que de peu de « principes » pour transmettre des informations. Mais, pour avoir travaillé sur ces mêmes journaux, il est clair qu'ils n'ont pas trop le choix, les journalistes sont en effet quelque peu obligés de « broder » autour de ce conflit, dans la mesure où les informations données par le gouvernement de la Junte sont très lacunaires et reflètent un optimisme de commande. De plus, les communiqués de la Junte se ressemblent beaucoup à : « Tout va bien ! Les soldats argentins ont le moral, ils sont bien logés, bien nourris et remercient la population argentine de son soutien ». Voilà ce dont ces journaux doivent se contenter, de ce fait, ils extrapolent et s'exposent à des critiques.

Mais revenons à la presse anglaise, celle-ci fit davantage de polémiques. A la lecture des éditoriaux, l'on constatait de nombreuses critiques. A cet égard, la polémique la plus prononcée évoque la trahison des journalistes anglais.

En effet, la couverture de la crise des Malouines par les moyens d'information britanniques a provoqué une polémique au Parlement et dans plusieurs journaux. Même Mme Thatcher s'est inquiétée de ce que la cause défendue par les forces britanniques ne soit pas présentée de façon « complète et efficace » par la radio et la télévision. Le premier ministre s'est « émue » de voir que les soldats britanniques et argentins fussent parfois traités à égalité. Le *Sun*, qui est l'un des principaux quotidiens britanniques avec ses quelque 3,6 millions d'exemplaires, et qui est bien connu pour donner souvent dans le chauvinisme, a commencé à accuser tous les journaux britanniques qui ne prenaient pas pour « argent comptant » toutes les informations fournies par des communiqués gouvernementaux. Les journaux et personnes pris à partie par le *Sun* sont le « *Daily Mirror* » de tendance travailliste, et le *Guardian*, qui est plutôt de centre gauche. Le journaliste le plus pris à partie est Peter Snow, l'un des présentateurs les plus connus de la deuxième chaîne de télévision de la B.B.C. Pourquoi sont-

ils accusés de trahison ? Parce qu'ils rapportent la version argentine des faits. En fait, la presse se trouve être le reflet des oppositions politiques, dans la mesure où les expressions de gauche sont plus portées aux procédés pacifiques, il n'est pas étonnant que les journaux conservateurs provoquent cette polémique. Néanmoins, les moyens et les journalistes mis en cause réfutent ses accusations. Dans une lettre publiée par le *Times*, ce samedi 8 mai, M. Snow écrit : « notre travail est d'interroger constamment ceux qui ont pouvoir sur les événements immédiats et de mettre en question les principes et les hypothèses à partir desquels ils prennent leur décision... J'espère que la grande majorité du public britannique serait aussi inquiète que nous si l'on attendait de nous que nous cessions cette constante remise en question, en particulier en un temps où tant de vies sont en jeu ». Ce qui est remis en cause, c'est l'impartialité des moyens de presse, dans tous les cas, il s'agit d'étudier les faits des deux côtés des événements, et non pas de donner une seule version des faits.

Ces accusations de trahison semblent donc quelque peu « dépassées ».

Il apparaît également nécessaire de souligner que la presse britannique frôle parfois les propos délétères vis-à-vis des Argentins. C'est ainsi qu'on peut lire dans le *Daily Express* du 4 mai : « *L'Argentine est dirigée par une junte de bouffons qui n'osent pas dire à leurs concitoyens la vérité sur ce qui se passe* ». Les journaux britanniques ironisent largement sur un rebondissement du conflit falklandais, c'est-à-dire le naufrage du *Général Belgrano*, « des indications font présumer que le croiseur *Général Belgrano* a été coulé ». De même le *Times* s'apitoie de façon significative sur le triste sort de la presse argentine, condamnée à diffuser des nouvelles qu'elle sait fausses sur le déroulement des opérations.

VII) Les combats prédominent sur la diplomatie

Préambule

I - Les premières victimes et les pertes matérielles

II - Les Falklandais dans la guerre

Préambule

Les navires britanniques sont arrivés sur zone aux environs du 20 avril 1982 ; dès le 22, ils commencent l'offensive. La diplomatie est toujours active (comme nous venons de l'étudier dans la partie précédente), mais les combats ont pris le pas sur cette dernière.

Ce dernier souci devient un des thèmes principaux du livre¹, un sinistre refrain sans cesse présent dans les extraits du journal de l'amiral. Même avant que la Task Force n'ait quitté l'île de l'Ascension au cours de la troisième semaine d'avril, Woodward et son état-major avaient supputé que l'assaut des tempêtes de l'hiver austral et les ennuis mécaniques rendraient ses navires impropres pour l'offensive au-delà de la mi-juin. Si la guerre devait être gagnée, les dates limites devraient être le 1^{er} mai pour commencer les opérations aériennes et maritimes, le 25 mai, pour débarquer les troupes, la mi-juin pour remporter la bataille terrestre. Ce calendrier ne tenait pas compte des pertes possibles de bâtiments dues à l'action des forces argentines. Le seul espoir de Woodward résidait dans la possibilité de voir ces pertes en partie compensées par une relève de nouvelles unités.

¹ Admiral Sandy Woodward, with Patrick Robinson, *One Hundred Days : The Memoirs of the Falklands Battle Group Commander*, Londres, Harper Collins, 1992, 360 p.

Chapitre 1

Les premières victimes et les pertes matérielles

Le 23 avril 1982, la flotte britannique se pose en position de défense à proximité de l'archipel des Malouines, c'est la dernière étape avant les combats. Ces derniers débutent « exactement » le 25 avril, lorsque les troupes britanniques débarquent sur les îles de la Géorgie du Sud. Lors de cette attaque, un sous-marin argentin, le « *Santa Fe* » est sérieusement endommagé.

Le 26 avril, « l'Union Jack » flotte de nouveau sur l'île, les Anglais peuvent alors établir une base au sol en Géorgie, tandis que les Argentins renforcent leurs troupes sur les Malouines. A cette même date, l'état Major britannique déclare avoir capturé quelque 200 prisonniers britanniques. On peut noter la stratégie britannique relativement logique, l'état major ne s'attaque pas au « gros morceau » et à son objectif principal de suite.

Il préfère établir une base, afin d'atteindre son objectif principal en ayant fait des reconnaissances, atténuant peu à peu l'effet de surprise des Argentins.

Les combats débutent « sérieusement » le samedi 1^{er} mai, c'est la première offensive britannique² sur les Malouines. Elle prend la forme d'une attaque aérienne, à l'aube, il était 4H 40 min heure locale (soit 9h 30 heure française), la cible privilégiée des Britanniques reste l'aéroport de Port Stanley.

² Attaque à laquelle répond verbalement le général Galtieri dans les communiqués quotidiens de la Junte : particulièrement le n°38 et n°39, dont voici un extrait : « *La Junta militar comunica al pueblo de la Nacion que el ataque a Puerto Argentino constituye otra flagrante violacion a la resolucion 502 del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas, demostrando claramente el caracter de agresor asumido por la Gran Bretana. El ataque no ha afectado en absoluto la capacidad defensiva organizada por las fuerzas Armadas en el territorio argentino recuperado. El gobierno argentino ha dispuesto que la Cancilleria efectue urgentes presentaciones ante la OEA y las Naciones Unidas a efectos de denunciar la agresion y reclamar las acciones correspondientes* ».

Puisque ce dernier est l'un des éléments essentiels de la défense argentine, il sert de relais pour le pont aérien, il permet également d'affréter le matériel militaire (principalement le ravitaillement), ainsi que les hommes.

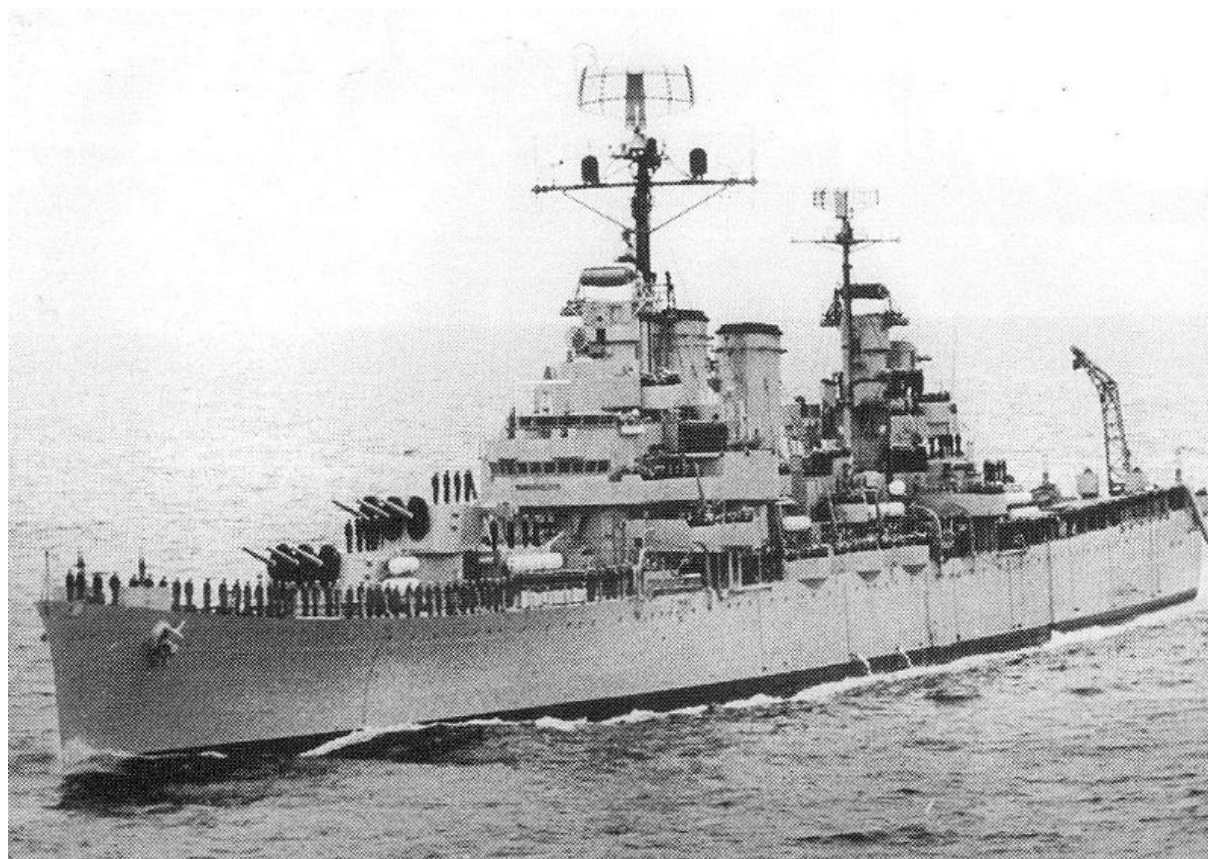
Cette attaque sur l'aéroport est donc tactique, il s'agit d'isoler les Argentins et même de créer le blocus aérien sur les Malouines, tout comme le blocus maritime qui lui est avéré depuis le 7 avril. Pendant cette journée, les Anglais tentent à trois reprises le débarquement hélicoptéré en divers points de l'île. Parallèlement la Royal Navy pilonne au canon de 112 mn des positions argentines sur l'archipel. Les combats se poursuivent toute la nuit de samedi à dimanche, mais selon l'état major argentin, les Anglais cessent le feu et se retirent au large.

Pour cette première phase des opérations, le bilan britannique diverge du bilan argentin. Pour les Britanniques, quelques soldats anglais ont été légèrement blessés, plusieurs de leurs bâtiments de la Royal Navy ont souffert de dégâts mineurs, deux mirages et un bombardier argentin ont été abattus. Plusieurs autres bâtiments argentins³ ont été gravement endommagés. Selon Londres toujours, l'objectif principal, c'est-à-dire, l'aéroport de Port Stanley a été neutralisé et mis hors d'état. Selon Buenos Aires, l'attaque britannique a complètement échoué. Ils reconnaissent toutefois que trois Sea Harrier et deux hélicoptères de combat ont été abattus, quatre autres Harrier sont présumés abîmés en mer. Une frégate lance-missiles a été gravement endommagée et trois autres bâtiments ont subi des avaries.

Il convient donc de souligner que cette première partie des combats a davantage été tactique, il s'agit de repérer le terrain, les troupes ennemies, plus que de mener de véritables attaques pour gagner des batailles. Il s'agissait aussi pour les Britanniques de limiter dans ses mouvements l'armée de l'air argentine qui comptait quelques succès à son actif. L'importance de la reprise de la Géorgie du Sud est relativement capitale. Mais cela laisse apparaître une défaillance de la logique belliqueuse argentine : ils ont concentré tous leurs efforts sur les deux îles principales, laissant quelques troupes sur les autres îles de l'archipel et donc à la merci de l'ennemi. Cela démontre leur objectif, et leur intérêt, ils portent toute leur attention sur les Malouines, les autres îles ne les intéressent pas particulièrement, c'est une erreur tactique qui leur sera quelque peu fatale.

³ Les Britanniques ne manquent pas de souligner ironiquement que l'un deux auraient été abattus par les Argentins eux-mêmes.

Les premiers incidents sérieux : le Général Belgrano⁴ est coulé



Le croiseur argentin *Général Belgrano*⁵

Le naufrage du *Général Belgrano* eut un effet retentissant en Argentine, et cela eut l'effet d'une bombe dans le reste du monde. Jusque là, le conflit avait été « bon enfant », il y avait eu quelques morts (un peu plus de 30 morts et principalement du côté argentin) mais là les Anglais montraient leur détermination à gagner ce conflit et à amoindrir de façon déterminante les forces militaires et politiques argentines.

Les événements se sont déroulés selon ces faits, deux torpilles ont touché à bâbord le croiseur argentin, *Général Belgrano*, qui a coulé en une heure le dimanche 2 mai au sud des Malouines. Le commandant de ce navire est le capitaine de vaisseau Hector Elias Bonzo. Le navire se dirigeait vers les côtes argentines à une petite vitesse de croisière, il n'avait pas

⁴ Le *Général Belgrano* a été mis à flot pour la première fois en 1938, il appartenait à la marine américaine sous le nom de l'*USS Phoenix*. Le *Phoenix* était basé à Pearl Harbor lors de l'attaque japonaise en Décembre 1941. En 1956, le navire a été re-baptisé *General Belgrano* d'après le général Manuel Belgrano, un leader militaire en Argentine figure de la lutte pour l'indépendance. Le 29 avril 1982, le Belgrano était accompagné de deux destroyers qui patrouillaient au sud des îles Falkland.

⁵ Photographie tirée à de *la Nacion*, du le 4 mai 1982.

encore pénétré la zone d'exclusion et au moment de l'incident, il en était relativement éloigné. En fait, il était l'un des navires les plus importants de la flotte argentine engagée dans cette guerre, les Argentins le gardaient donc en retrait, ils ne l'avaient donc pas exposé à la proximité de navires britanniques. C'était également leur seul croiseur. Le *Général Belgrano* n'était pas équipé d'appareil pour détecter la présence d'un danger sous-marin. Il était donc au large des côtes argentines, à 36 milles en dehors de la zone de guerre des 200 milles décrétés. Comme l'illustre cette carte de la zone de naufrage tirée de *La Nacion*, du 4 mai 1982 :



La zone de naufrage du *Général Belgrano*⁶

Il est torpillé par le *HMS Conqueror*, sous-marin nucléaire britannique. Plus précisément, c'est à 16 heures, que la première torpille touche le croiseur sous sa ligne de flottaison à la proue. La première torpille a causé des dégâts mineurs et n'a pas fait de victimes. Toutefois, le bâtiment s'est immédiatement trouvé dans l'obscurité, provoquant la panique parmi l'équipage. D'autant que les autres navires argentins sont trop éloignés pour venir les secourir. De plus quelques secondes plus tard, une autre torpille vient toucher le compartiment de la salle des machines à la poupe. Ce second impact a entraîné des dommages très importants et a provoqué environ 275 décès. Un trou béant de vingt mètres apparaît. Cela a également endommagé le système électrique du navire, de ce fait le commandant de bord n'a pas réussi à émettre un appel de détresse à l'intention des deux destroyers avoisinants. L'absence de

⁶ *La Nacion*, du 4 mai 1982.

puissance entraîne également que les pompes du navire ne peuvent pas évacuer l'eau de mer, la coque du navire se remplit très progressivement. Le navire commence à s'incliner à 16 heures 07 minutes. Cet effet de surprise gèle complètement la réaction de l'équipage. A 16 heures 10 minutes, le navire se stabilise à 15 degrés, mais l'eau continue à s'engouffrer dans les brèches, les pompes ne peuvent évacuer l'eau, puisque l'énergie électrique est insuffisante. A 16 heures 20 minutes, l'inclinaison du navire est de 21°, alors que la mer et les vagues sont fortes, la température de l'eau est de 2°, la température extérieure est d'environ 5°. A 16 heures 25 minutes, l'ordre est donné d'évacuer le navire. A 16 heures 40 minutes, tous les marins sont embarqués sur les canots de sauvetage, il y a même parmi les naufragés, un opéré de l'appendicite, ainsi qu'un sous-officier atteint d'un traumatisme crânien, de même que les nombreux blessés des deux explosions, qui sont soignés avant d'être placés dans les canots.

Le procédé d'embarcation dans les canots, est quelque peu difficile, les marins sont obligés auparavant, de se jeter dans l'eau glaciale, et de nager jusqu'au canot, cela afin que les canots ne soient pas « aspirés » par le tourbillon du navire qui coule.

Ensuite, le navire s'incline à 90°, puis il se retourne lentement, en aspirant un canot de sauvetage, qui s'était accroché à la chaîne de l'ancre.

Les « blessures » du *Général Belgrano* apparaissent alors béantes : un « gros trou » à la proue, ainsi qu'une fissure de vingt mètres de long sur la poupe. A 17 heures, le croiseur *Général Belgrano* disparaît. Afin de faciliter le repérage par les avions de secours, les canots sont liés, mais une tempête se lève vers 20 heures, les vagues atteignent alors 6 mètres, et les vents 100 km/heures, cela brise les liens entre les canots. De plus, les secours sont rendus impossibles par les mauvaises conditions météorologiques mais également par l'hiver antarctique, où « l'ensoleillement » est relativement court.

Le lundi 3 mai vers midi, un avion repère les marins qui sont restés dans l'attente plus de 20 heures. 4 heures plus tard, les premiers navires arrivent sur place, et commencent à secourir les marins. A la fin de la journée, le navire *Burruchaga* totalise à son bord près de 400 naufragés, il met le cap sur Ushuaia, néanmoins, les recherches continuent. Le *Général Belgrano* comptait 1042 hommes, le bilan des victimes est lourd, il y eut environ 730 survivants, et quelque 312 morts ou disparus.

La résolution de couler le *Général Belgrano* a été prise rapidement. Le Commandant Wreford-Brown du *Conquerer*, qui est chargé de la surveillance de cette zone demande ses

instructions à l'amiral Woodward. Ce dernier transmet directement au chef d'Etat major du cabinet de la défense au 10 Downing Street, le fait qu'il est possible de couler ce navire qui représente une menace potentielle. L'amiral Lewin émet la conviction de ne pas « faire grâce » au croiseur et souligne que l'adage « security first » est nécessaire. Margaret Thatcher et le cabinet de guerre donnent l'ordre de faire feu. La décision de couler le *Général Belgrano* représente en sous-jacent une volonté du gouvernement britannique de nuire fortement à la flotte argentine, mais également il avait pleine conscience du fait, que cela représentait une escalade dans la violence, et que cela contrastait fortement avec les combats des jours précédents. Le naufrage du *Général Belgrano* est un tournant dans l'escalade du conflit. La « locataire » du 10, Downing Street, exprima ses justifications, elle craignait que le « *Belgrano* » ne soit un élément trop dangereux pour la Royal Navy et ses marins. Ordre fut donc donné de « l'envoyer par le fond » !

Hector Bonzo plus tard a fait valoir que, bien que le *Belgrano* était loin de la zone d'exclusion, il ne se dirigeait pas vers son port d'attache⁷, il attendait tout simplement les ordres.

Un autre élément peut également expliquer cette attaque : le 23 avril, le gouvernement britannique avait remis une mise en garde au gouvernement argentin (par l'intermédiaire de l'ambassade de Suisse). Ce message précisait que la Grande-Bretagne détenait le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour se défendre le cas échéant contre les navires de guerre, y compris les sous-marins, navires auxiliaires ou militaire avion qui semblerait menacer la Task Force. Le naufrage du *General Belgrano* a permis d'envoyer un message très fort à la Junte militaire argentine. Il signifiait également que le seul moyen argentin d'attaquer la Task Force, était la voie des airs. Car après le naufrage du *Belgrano*, la Junte a fait rentrer dans ses ports les porte-avions comme le *Veinticinco de Mayo*.

L'unique point positif pour les Argentins, est que ces événements ont sensibilisé l'opinion mondiale à leur cause. Le capital sympathie dont bénéficiait le Royaume-Uni a été largement entamé. C'est l'une des raisons qui motive le retrait du soutien irlandais et la désapprobation de presque toute la communauté internationale.

Plus notable encore, est la réaction des Argentins face à leurs morts et au naufrage de ce prestigieux navire. L'enthousiasme patriotique jusque là « encore » présent, devient résiduel, il se dilue maintenant à une crainte, mêlé de fureur et de désir de vengeance.

⁷ A Ushuaia en Terre de Feu.

Deux jours plus tard, le 4 mai donc, les Super-Etendard de fabrication française entrent en action, ils atteignent également une cible de choix, c'est-à-dire le *Sheffield*. Ce dernier coule 10 jours plus tard, le bilan des morts et des blessés est plus léger que pour le *Belgrano*, on compte environ 20 morts, et 24 blessés.

Devant l'escalade des événements les Britanniques élargissent la zone d'exclusion à 12 milles, le blocus maritime est donc étendu, ils appliquent les mêmes mesures pour les zones aériennes. Ils tentent par cette sanction de justifier le naufrage du *Belgrano*, en montrant la conscience du danger argentin dans cette zone.

Du fait, le 11 mai 1982, l'Argentine proteste et prend des mesures radicales : tout navire britannique rencontré dans l'Atlantique sud et faisant route vers les Falkland pourra être attaqué sans préavis. Le ministre britannique de la Défense, M. Nott s'empresse alors de décréter une zone de surveillance de 100 milles.

En ce qui concerne les victimes de cette « guerre », au samedi 8 mai, les Britanniques dénombrent environ 23 morts et 24 blessés, pour les Argentins, ils comptabilisent environ 28 morts et 37 blessés, mais ces chiffres ne comprennent pas les victimes du *Général Belgrano*, tandis que les victimes britanniques comptent : les victimes du *Sheffield*, les quelques autres victimes sont en fait les 3 pilotes de Harrier. Quant aux Argentins, les victimes sont 2 pilotes de Dagger, des fantassins tués lors des bombardements britanniques sur les îles et plusieurs membres de l'avisos *Sobral*, attaqué le 3 mai par un hélicoptère de la Royal Navy.

En ce qui concerne les pertes matérielles, les deux gouvernements les reconnaissent plus difficilement. Outre le *Sheffield*, Londres n'a admis la perte que de 3 avions Sea Harrier, dont deux portés disparus, alors que Buenos Aires soutient en avoir abattu 9 (les Anglais totalisaient au début de la guerre 20 appareils de ce type). Vis-à-vis du bilan argentin, on peut dire qu'il est encore plus difficile à établir, tant les comptes-rendus des deux gouvernements⁸ sont contradictoires, l'un minimisant ses pertes, l'autre donnant des chiffres plus « élevés ». Néanmoins, on peut déterminer la perte matérielle argentine à deux mirages Dagger, un bombardier, le croiseur *Général Belgrano* et le patrouilleur *Alfarez Sobral*.

On peut donner une estimation des pertes en valeur marchande, par exemple pour les Britanniques, la perte du *Sheffield* constitue une perte de quelque 120 millions de livres, de même le prix d'un chasseur Sea Harrier avoisine les 5/6 millions de livres.

⁸ La Junte dans ses communiqués quotidiens tente d'amoindrir les pertes matérielles et humaines, afin de rassurer la population.

A la mi-mai les Britanniques reprennent leurs attaques, afin de reconquérir l'île principale des Malouines.

Le 21 mai, les forces terrestres étaient à pied d'œuvre heureusement débarquées sans pertes mais l'aviation argentine avait coulé quatre des navires britanniques protégeant le débarquement. Les pertes des forces aériennes argentines avaient été fortes et cependant Woodward craignait qu'une longue guerre d'usure ne s'instaure. Fin mai, il note son irritation devant la lenteur des forces terrestres et devant le fait qu'elles risquaient de manquer de temps, montrant une nouvelle fois sa perpétuelle préoccupation.

Il aurait été encore plus inquiet s'il avait appris que le 31 mai, le président Reagan avait demandé instamment à Madame Thatcher (laquelle avait évidemment refusé) de suspendre l'offensive et de négocier un compromis acceptable pour l'Argentine. A la date tardive du 8 juin, Woodward écrivit dans son journal : "*Je ne vois toujours pas d'issue vraisemblable à cette guerre*".

Reprenons notre fil des combats, le 24 mai, les Britanniques réussissent à établir une importante tête de pont sur l'île Orientale des îles Malouines. De plus, l'autre partie de l'île subit constamment des bombardements aériens et navals, ce qui fragilise largement les Argentins qui ne sont pas préparés à des attaques aussi massives, ils sont également victimes de corps expéditionnaires de commandos.

La situation évolue du côté de Port San Carlos, où se trouve l'un des rares ponts de l'archipel, donc un lieu stratégique pour la reconquête.

Les Argentins n'ont donc pu avoir une réaction rapide et surtout réactive à l'attaque britannique, ils n'ont pas pu utiliser leur matériel pour riposter. En revanche, plus au sud, les pertes britanniques ont été plus importantes, ils ont perdu une frégate, une deuxième a subi de sérieux dommages et des dégâts mineurs ont été constatés sur plusieurs autres bâtiments. Mais il y a une certaine réciprocité dans ces lourds dommages, puisque l'Argentine a elle aussi perdu 9 *Dagger*, 5 *Skyhawk*, 2 *Puccara* et 4 hélicoptères.

Les pertes argentines sont donc essentiellement aériennes, à *contrario* pour les Britanniques, où les pertes sont navales. Toutefois, la tentative de débarquement britannique a réussi, et une fois cet objectif atteint les bâtiments de guerre se sont retirés pour être hors d'atteinte. En fait, les Anglais pour cette attaque ont surpris les Argentins, ces derniers s'attendaient à une attaque éparpillée des Anglais en différents points de l'île pour cette raison, ils s'étaient

dispersés, ils n'ont pas eu le temps de faire bloc. Lorsque les Anglais ont débarqué massivement dans le chenal avec des péniches de débarquement, les Argentins n'avaient pas du tout pensé à cette solution, tant ce bras de mer ressemble à un goulot d'étranglement.

Dès lors après ce revers on entendait dans les rues que la guerre était perdue, qu'il fallait se rendre. Même si cette rumeur allait se confirmer le 14 juin, à la date du 24 mai, rien n'était encore joué, ces propos étaient encore un peu prématurés.

On constate donc que le conflit des Malouines prend un tournant décisif lors du naufrage du *Général Belgrano*. L'opinion internationale prend conscience du fait que ce conflit n'est pas une guerre d'opérette, mais bel et bien une guerre avec tous les dangers qui en découlent. On constate également que la position de Margaret Thatcher ainsi que son désir de reprendre les îles est sérieux !

Aussi, on peut noter que les bilans britannique et argentin sont controversés, ils divergent largement.

Pour ce qui est des premiers combats, ils furent également hésitants afin de laisser une place aux négociations. Néanmoins ces négociations tergiversaient, les deux gouvernements ne parvenaient pas à apporter une solution à ce conflit. Du fait les Britanniques impatients d'en finir avec ce conflit ont employé la force.

Plusieurs raisons justifient cette volonté d'aller vite : l'hiver antarctique rendait les conditions climatiques de plus en plus ardues et le coût de ces moyens militaires.

L'événement le plus désastreux de l'option de cette ligne de conduite fut la destruction du *Général Belgrano*. Si les Britanniques avaient la volonté de montrer leur refus de négocier par cette attaque injuste, l'objectif était atteint. Cela eut un retentissement négatif sur les Britanniques, l'opinion internationale y voyait là une agression illégitime.

Les Britanniques ont aussi mené une guerre psychologique contre les soldats argentins, la propagande fut importante pour « miner » le moral des jeunes soldats inexpérimentés. Particulièrement, il faisait « parachuter » des tracts en espagnol et en anglais au-dessus des bases argentines.



Islas de condenados / Island of the Condemned ⁹

Que dit cette propagande ?

« Soldats des forces argentine »

Vous êtes complètement seuls. Il n'y a plus d'espoir que votre mère patrie vous vienne en aide. Vous êtes condamnés à votre triste destin sur une île éloignée de tout. Bientôt vous allez être en proie au rigueur du cruel et impitoyable hiver des Falkland, sans que la marine puisse venir vous apporter des renforts et des provisions dont vous avez désespérément besoin. Vos familles vivent dans la terreur de ne plus jamais vous revoir. Vous avez fait votre devoir.

Pour quelles raisons, vous trouvez-vous dans cette situation calamiteuse ? Ce sont les responsables égoïstes qui se sont nommés eux-mêmes « chefs » de l'Argentine, qui ont pris la parole sans considérer les souhaits du peuple argentin, qui vous ont envoyé dans cette ridicule aventure ». Maintenant ces leaders regardent pour trouver une solution pour masquer leur stupide incompetence.

Soldats vous avez donné tout ce que votre pays pouvait exiger !

Il n'y a que les généraux qui vous en demandent plus.

Ce n'est pas juste que vous payez de vos vies pour eux.

⁹ Source : <http://www.psywar.org/>

Les folles ambitions des responsables sont mal vues par le monde entier.

Ces missives eurent bien entendu leur effet, bien que de toute façon, les soldats argentins avaient déjà leur moral miné par les conditions extrêmes dans lesquelles ils vivaient. Jusqu'ici on a très peu parlé des Falklandais mais, dans cette guerre, ils se trouvent isolés, sous l'emprise des Argentins et subissant les bombardements britanniques.

Chapitre 2

Les Falklandais dans la guerre

Les Falklandais comme nous l'avons étudié en première partie, ne sont pas nombreux sur l'île en 1982, quelque 1810 personnes, qui deviennent les « otages » de l'armée argentine. Il n'y eut pas de victimes parmi cette population, cela paraît assez logique (malgré les bombardements de Port Stanley), puisqu'ils devaient, dans les projets de la Junte, choisir de devenir « argentin » ou citoyen britannique et repartir dans leur patrie.

La vie quotidienne des Kelpers est bouleversée

Le 7 avril, à Port Stanley, par la cérémonie de prestation de serment du général Mario Benjamin Menéndez devint le gouverneur de la 23ème province argentine.

Selon *La Nación* du 13 avril 1982, son nouveau gouvernement est formé par :

“El gabinete del general Menéndez. - Puerto de las Islas Malvinas. Se informo oficialmente aquí que el gobernador militar de las islas, general Mario Benjamín Menéndez conformo el gabinete que acompañara su gestión. Estará integrado por Carlos Felipe Bloommer Reeve, quien será el nuevo secretario general de Gobierno; el coronel Oscar Chini, secretario de Economía y Finanzas , el vice comodoro Eugenio Miari como secretario de Justicia, coronel Francisco Marchinandorena, secretario de Comunicaciones y el capitán de navío Barry Huessay, secretario de Educación y acción Social.”

Par cette prise de pouvoir et la formation de ce cabinet, le nouveau gouverneur s'arrogeait le droit de « bouleverser » la vie quotidienne des Kelpers.

Tout d'abord, quelques mesures diverses (après nous verrons plus spécifiquement l'aspect économique) le gouverneur régleta la conduite à droite, la langue officielle devient l'espagnol, aussi du fait, du cas exceptionnel de « guerre », il imposa un couvre-feu.

Il accordait également à toute la population de l'île, la nationalité argentine pleine et entière.

Alors que jusqu'ici, sous la souveraineté anglaise, les Kelpers ne sont en 1982, que des demi-citoyens britanniques, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas les mêmes droits que les Britanniques de la métropole, les Kelpers nés dans l'archipel n'ont le droit de séjourner en Angleterre que pendant 6 mois grâce à un permis de résidence.

Bien sûr toute l'administration devient « argentine ».

Pour les mesures économiques, elles sont relativement amples, il s'agit en fait d'appliquer pour cette nouvelle province, les principes des autres provinces argentines. En ce qui concerne la poste, la tarification et le timbre deviennent argentins. Pour la monnaie, la livre est remplacée par le peso, les commerçants falklandais sont dans l'obligation d'accepter la monnaie argentine.

En ce qui concerne le taux de change, il s'établit à la parité suivante : 20 000 pesos pour une livre malouine, les sources argentines précisent que ces changements ont été sitôt acceptés par les Falklandais et cela sans problème majeur. Il eut également un apport important de devises argentines, celles-ci furent « livrées » par le sous-secrétaire de l'économie le Docteur Jorge Eduardo Bustamente, lors de sa visite à la mi-avril aux îles Malouines.

Les conséquences de ces changements monétaires sont une pression sur les prix, qui du fait augmentent. Toutefois, les Argentins sont réceptifs au fait que les Kelpers doivent « s'accoutumer » à ces changements. Pendant un temps, ils entretiennent ainsi la double circulation des devises.

Pour ce qui est du niveau salarial, les Argentins émettent le souhait de ne pas bouleverser le niveau de vie des Kelpers.

La cohabitation avec les Falklandais

Au début du conflit, dans l'archipel la vie s'organise, les habitants vivent dans la plus grande indifférence par rapport aux occupants argentins.

Le changement le plus notable pour eux, est la conduite à droite. Certaines maisons ont aussi été réquisitionnées pour loger des officiers.

Selon le témoignage des habitants, les Argentins n'ont pas exercé une très grande pression sur eux, toutefois cela reste surtout vrai jusque au commencement des opérations militaires britanniques.

C'est alors que quelques fouilles musclées ont été réalisées par la police secrète argentine à des fins d'intimidation.

Selon des sources argentines, le 10 avril 1982, les Kelpers demandèrent à Londres leur évacuation avant l'arrivée de la flotte britannique et le possible début des hostilités des militaires argentins. Ils réclamaient en fait assistance et protection auprès de la couronne britannique.

Avant les combats, la vie des Kelpers était relativement normale, cependant ils vivaient dans la crainte. D'autant plus au début, lorsqu'ils virent arriver tout le matériel et les équipements militaires argentins, ainsi que 10 000 soldats.

Le nouveau gouverneur argentin, le général Mario B. Menéndez avait également donné des ordres très précis aux militaires afin d'éviter toute altercation avec les habitants.

Lors d'une interview Menéndez souligna que :

“Nuestra tarea, reitero Menéndez tiene una doble misión : defender las islas ante cualquier ataque e ir incorporando el territorio al sistema argentino sin provocar mayores alteraciones en las costumbres y el estillo de vida de los isleños”.

Les Argentins soulignaient par ailleurs que les Kelpers, comme tous les habitants des lieux isolés et inhospitaliers, étaient peu communicatifs, ils manifestaient envers les Argentins, soit une indifférence ou une crainte comme ils le feraient avec tout étranger. Peu d'habitants acceptèrent de parler avec les envoyés spéciaux argentins sur place. La plupart d'entre eux refusant de parler, ils rétorquaient *“I don't want to talk”*.

Seule une employée du supermarché “Puerto Argentino” (c'est ainsi que Port Stanley a été rebaptisé par les Argentins), le FIC West Store accepta de répondre à quelques questions. Elle manifesta beaucoup d'inquiétude face à la possibilité d'une guerre entre Argentins et Britanniques, estimant que la population aurait beaucoup à souffrir de celle-ci.

Elle exprima sa défiance, pourquoi les soldats argentins étaient-ils si nombreux ? Qu'allaient-ils faire d'eux ? Étaient-ils leur prisonnier ?

Les Kelpers montraient leur attachement à la couronne britannique, en soulignant que leurs grands-parents étaient britanniques, de même que leurs parents.

Il faut donc souligner que les Falklandais furent tout de même aux premiers rangs lors de la guerre. Ils étaient les premières victimes de ce conflit, cela était d'autant plus difficile à surmonter qu'ils n'avaient pas à leur disposition aucun moyen de défense. Ils étaient sous le feu continu des bombes ennemies et amies. A cet égard, il convient de souligner que les bombardements anglais furent massifs sur la « capitale » de l'île Port Stanley ou Puerto Argentino, afin de détruire l'aéroport que les Argentins avaient construit en 1972 et surtout de briser le pont aérien argentin qui permettait à leurs troupes de recevoir le matériel nécessaire à la prolongation de leur « séjour ».

Comme le montrent les témoignages des Falklandais, par exemple ici, un habitant de Douglas¹⁰, ils ont dû subir les soldats argentins. Le 16 mai, des soldats argentins ont pénétré dans ce petit village, ils ont enfermé les villageois dans l'école et les ont tenus en respect quatre jours durant sous la menace de leurs armes, pendant que les maisons étaient mises à sac. Les habitants prétendent que :

« Ils ont dormi dans nos lits, volé des chandails, pillé tout ce qui avait de la valeur, y compris montres et caméras, et ils ont tué nos poules et nos oies¹¹ ».

Les habitants apportent également des informations sur les Argentins, ainsi que sur leur mode de vie :

« Certains n'avaient pas l'air d'avoir quinze ou seize ans. Ils n'étaient pas équipés pour l'hiver austral. Ils ne sont pas donné la peine de creuser des tranchées, et mis quelques sentinelles, ils ne sont abrités que dans nos maisons¹² ».

On peut également s'interroger sur les pensées des Kelpers pendant la guerre, en fait, ils sont heureux de voir les îles Malouines revenir aux Royaume-Uni :

« Nous n'avons jamais douté une minute que la Grande-Bretagne viendrait à notre aide : on dit que les Kelpers sont plus Britanniques que les gens du Royaume-Uni et c'est certainement vrai. Nous sommes ravis de voir les « marines » de retour, et ils peuvent creuser autant de tranchées qu'ils veulent dans nos jardins ».

¹⁰ Situé dans le nord de l'île Orientale des Malouines.

¹¹ *Le Monde* du Mercredi 2 Juin 1982.

¹² *Le Monde* du Mercredi 2 Juin 1982.

Les Kelpers sont donc les otages des Argentins, ils restent cordiaux avec les soldats argentins afin de ne pas créer des tensions, craignant leurs réactions.

Les Kelpers dans la guerre sont donc des victimes, ils subissent la pression et la vie avec les Argentins, de même que les bombes britanniques, notamment lors des attaques, il y avait des combats aériens juste au-dessus de leur ciel, de même les bombes lancées sur les ennemis touchaient parfois des bâtiments civils.

Par ailleurs, les conditions de vie des soldats argentins étant particulièrement difficiles (la plupart vivaient sous tente ou dans des abris de fortune creusés à même le sol, ils souffraient de dénutrition), c'est pourquoi, ils ont souvent sollicités les habitants pour obtenir de la nourriture. Quelques vols sont aussi à déplorer, ainsi que quelques maisons pillées par des soldats à la recherche de vivre.

Les stocks des magasins malouins étaient heureusement suffisants. Toutefois, les Kelpers ont souligné que si cette situation avait perduré, la situation se serait également rapidement détériorée. Rappelons que Port Stanley a été occupé pendant 72 jours.

Parallèlement, lorsque le conflit militaire débute la population civile souffre beaucoup des bombardements, particulièrement sur Port Stanley, qui était voisine de la piste d'aviation.

La reddition et le rôle joué par les Falklandais

Les soldats argentins et britanniques, ainsi leur état-major ne parlaient pas les deux langues.

C'est grâce d'ailleurs à l'épouse du directeur de la Falkland Islands Compagny, le docteur Alison Bleaney que les pourparlers ont pu avoir lieu entre les deux commandants, le 14 juin 82.

Pendant tout le conflit, la majorité des habitants ont maintenu leur décision de ne pas intégrer la République Argentine. Ils ont renseigné les Anglais sur la position des Argentins, ils ont joué en quelque sorte le rôle des résistants à l'occupant.

Le gouverneur Rex Hunt de son exil de Montevideo envoyait également des messages de soutien à la population falklandaise, notamment comme celui-ci : « A Message from his Excellency... ». Ce message écrit en anglais était accompagné d'un portrait du gouverneur.

« A Message from His Excellency the Governor Mr. Rex Hunt CMG

The British Task Force is now at hand and has cut the Argentine access to the islands. I am sorry that I cannot be with it in person but am confident that I shall rejoin you shortly.

Your terrible experience under the occupying force will soon be ended. I know that you will continue to be patient and resolute. Do nothing to antagonize the Argentines and stay under cover until the Task Force has liberated you. My thoughts and feelings are with you all in this final hour of trial before the aggressors are defeated and your freedom is restored.

Best wishes and God bless you.

R. M. Hunt

Governor and Commander-in-Chief

The Falkland Islands and their Dependencies »

Ce message vient redonner le moral aux Falklandais qui sont assez touchés par ce conflit. Ils forment les victimes d'un conflit qui les concernent mais auxquels ils n'ont pu prendre part.

C'est d'ailleurs une constante, dans la mesure où ils ont été mis à l'écart pendant toutes les négociations avec les Argentins.

Les Britanniques ont seulement commencé à les intégrer aux négociations au début des années 1980, mais comme selon l'ONU, ils ne pouvaient pas bénéficier du droit à l'autodétermination et que les intérêts qu'ils défendaient, sont identiques à ceux des Britanniques, leur rôle aurait été consultatif tout au plus.

Globalement, on peut ici conclure sur le fait, que bien que les deux adversaires en présence aient reçu des aides de leurs alliés, on note qu'ils sont restés sur une zone de combat bien déterminée. Il a vaguement été question pour l'Etat major britannique de bombarder les garnisons argentines sur le continent, mais Mme Thatcher n'a pas osé franchir ce pas, au risque de subir l'opprobre de la communauté internationale. C'était un pas qu'il ne fallait résolument pas franchir. On constate également que le rapport de force déséquilibré entre les deux belligérants associés aux comportements « plus ou moins discrets » des deux grandes superpuissances, Union Soviétique et Etats-Unis entraînent une limitation de l'escalade militaire.

Il s'agit bien ici d'un affrontement entre une puissance nucléaire, la Grande-Bretagne et une puissance conventionnelle, l'Argentine, tout cela pour la souveraineté d'un archipel dont l'intérêt est contestable à bien des niveaux.

Le Royaume-Uni a été défié conventionnellement, dès lors il n'avait d'autres choix que de réagir, quant bien même la zone de conflit était à 15 000 kilomètres. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre Mondiale, une force combinée mettant en œuvre la totalité de ses moyens militaires et nécessitant une très importante logistique était mise en place par la Grande-Bretagne. Elle renouait avec l'époque glorieuse des conquêtes victorieuses.

Cette guerre de par sa limitation dans le temps et dans l'espace, et par les très importants moyens militaires mis en place préfigurent très nettement des conflits ultérieurs. La Guerre des Malouines est une première application opérationnelle des forces à déploiements rapides.

VIII) Juin 1982 : la fin des hostilités, le bilan

I - Vers la fin des opérations

II - La fin de la guerre : négociations et cessez-le-feu

III - Les polémiques

IV - Le bilan des pertes matérielles et humaines

V - Le bilan pour les îles Falkland

VI - Les relations entre Falklandais et Argentins depuis 1982

Chapitre 1

Vers la fin des opérations

Les derniers combats : du 1 juin au 14 juin

Les derniers combats sont les plus violents, c'est le moment des victoires décisives. Lors de ces derniers instants, en Grande-Bretagne on hésite entre deux positions, c'est-à-dire, des combats très violents qui mèneraient à une défaite radicale des Argentins et qui éviteraient qu'ils ne représentent à nouveau une menace ou bien une solution un peu plus modérée, soit une défaite qui ménagerait les Argentins (dans le souci de préserver les relations argentino-américaines) mais surtout limiterait le nombre de victimes britanniques et argentines. Le risque d'une défaite radicale serait en effet que les Argentins pussent être et se sentir humiliés, donc animés d'un esprit de revanche.

Début juin, 16 000 combattants sont à proximité de Port Stanley, les Anglais renforcent leurs troupes près du chef lieu des Malouines. Au même moment, Margaret Thatcher annonce que les Argentins sont acculés à la mer, ils rétorquent qu'ils consolident leurs positions. Le 2 juin le général Galtieri lance un appel à l'aide aux pays d'Amérique latine : il souhaiterait des renforts : « *toute aide serait la bienvenue* ». Immédiatement quelques pays répondent à cet appel, comme par exemple le Guatemala qui envoie un contingent, symbolique il est vrai, de quelque 350 hommes. En ce début juin, les combats s'étaient ralentis, les Britanniques étaient aux abords de Port Stanley, mais Margaret Thatcher lors d'une interview télévisée, signalait que l'ennemi disposait d'encore environ douze jours pour se retirer avant le déclenchement des combats. Il existe deux manières d'interpréter ces propos : nous pouvons y voir la contrainte de contingences militaires ou bien l'effet de pressions américaines intenses. Dans l'opinion, devant la perspective d'une intensification des combats, on estime que Margaret Thatcher met la « barre » très haut pour les négociations, puisqu'elle refuse toute intromission argentine dans l'administration des

îles et se dit même disposée à leur donner l'indépendance. De ce fait les Argentins ne peuvent accepter une solution négociée qui anéantirait complètement leurs efforts. L'opinion dénonce donc la volonté de la Dame de fer de briser les Argentins.

En fait, Margaret Thatcher a envoyé une véritable armada pour récupérer les Falkland, les soldats anglais, bien entraînés, dominant militairement les Argentins.

Elle ne peut passer, aux yeux de l'opinion anglaise, à côté d'un succès prévisible qui serait accueilli comme une glorieuse victoire et qui constituerait pour de futures élections un atout inestimable contre les travaillistes.

De même, nous dénotons une certaine pression anglaise, c'est ce qui explique que tous les incidents ou les plaintes des Kelpers sont amplifiées hors de proportion, c'est ce qui permet également au gouvernement britannique de justifier l'offensive. Les Anglais auraient également découvert du napalm¹ à Goose Green. Ils ont trouvé un peu moins de 41 000 litres de ce liquide, entreposé à proximité de bombes. L'état major britannique souligne que deux de celles-ci auraient été utilisées contre le corps expéditionnaire.

Les derniers combats

Revenons aux combats, le 2 juin, le général Costa Benjamin Menéndez² harangue ses troupes :

« Tous nos efforts, les heures d'attente, le froid, la fatigue, arrivent à leur terme... L'ennemi sera mis en déroute grâce à l'action résolue de chacun d'entre vous à son poste de combat. Si chaque homme muni de son fusil, de son mortier, de sa mitrailleuse ou de son canon lutte avec le courage et l'héroïsme qui nous ont toujours caractérisés, la victoire est assurée³ ».

Il regroupe les troupes à proximité de Port Stanley, ils sont environ 5 à 6 000 soldats.

¹ Définition Petit Larousse : Essence gélifiée par du palmitate de sodium ou d'aluminium, utilisée pour le chargement de projectiles incendiaires. Une arme de destruction par le feu.

² Il ne s'agit pas de Luciano Benjamín Menéndez (1927-) qui a été condamné le 24 juillet 2008, à la réclusion à perpétuité pour l'enlèvement, la torture et la disparition de l'ancien sénateur Guillermo Vargas Aignasse en avril 1976, mais de son cousin Mario Benjamin Menéndez (1930-).

Gouverneur militaire des îles Falkland au cours de l'invasion de 1982. Il a signé la capitulation des forces de l'Argentine sur les îles devant le général Jeremy Moore. Il a été accusé de trahison par la propagande pour avoir signé la capitulation sans une lutte à mort et d'avoir succombé à la guerre psychologique menée à la radio par un spécialiste anglais. Lors de son retour, il a été démis de ses fonctions, ainsi que cinq autres membres du Bureau et a comparu devant une commission d'enquête.

Il déclara par la suite : *« Creo que mi vida quedó en gran medida ligada al tema Malvinas. Fui investigado, enjuiciado, duramente criticado por mi desempeño durante la guerra. ».*

³ *El Clarín*, 2 de junio de 1982.

Début juin, l'attaque menée contre *l'Invincible* et l'affaiblissement de la capacité aérienne de la Royal Navy ne changent rien au fait que les Anglais soient à seulement 15 kilomètres de Puerto Argentino. La guerre est déjà pratiquement perdue pour les Argentins.

Néanmoins, ces derniers gardent encore l'espoir de retrouver les îles par la voie diplomatique, ce sont les considérations des modérés, puisque durant les deux derniers mois, ils ont tout de même réalisé quelques avancées, ils espèrent que s'ils continuent à jouer leur rôle auprès de l'ONU, la communauté internationale reconnaîtra leurs droits sur l'archipel.

Le général Lami Lozo⁴, est un fervent partisan de cette ligne de conduite, il prétend que :

« L'Argentine a déjà gagné la guerre. L'Argentine est aujourd'hui un pays différent, un pays que l'on connaît et que l'on respecte sur la scène internationale ».

Son opinion est qu'en résistant comme elle l'a fait face à la troisième flotte du monde, elle serait désormais prise au sérieux, tandis qu'une guerre à outrance menacerait la paix mondiale et aurait des conséquences catastrophiques pour le pays.

Egalement, lors de la reprise de Goose-Green et de Port-Darwin (le 1^{er} juin 1982), on dénombre de nombreux morts du côté argentin, environ deux cent cinquante soldats, alors que les forces britanniques n'ont eu à déplorer que la perte de 17 hommes. Ce chiffre élevé s'explique par des bombardements aériens des forces ennemies et d'autre part, par un incident qui a particulièrement indigné les soldats britanniques : après avoir hissé le drapeau blanc, un groupe d'Argentins a ouvert le feu sur les quelques parachutistes qui étaient venus recueillir leur reddition.

De ce fait, les forces britanniques, fortement offensées par cette « embuscade », redoublèrent leurs assauts, « les bérets rouges » se sont donc battus jusqu'à ce qu'ils soient en possession de toutes les positions argentines.

Les Argentins parviennent à forcer le blocus aérien et naval des Malouines, au moyen des *Hercules*, notamment de nuit. Le 1^{er} juin par exemple, un *Hercule* C-130 fut abattu au nord-ouest des îles Malouines par un chasseur *Sea-Harrier*, parti du porte-avions *Invincible*⁵, que les

⁴ Commandant de l'armée de l'air argentine.

⁵ *El Clarín*, 31 de mayo de 1982: "El "Invincible" fue seriamente averiado. En un operativo de audaces características, aviones de la armada y de la fuerza Aérea concretan ayer un ataque sobre la flota británica y provocaron gravísimos danos en un portaviones, el "Invincible", que lo dejaron fuera de combate. Dos misiles Exocet, disparados por los Súper Etendart, y bombas de alto poder lanzadas por cazas A4C hicieron blanco en la nave que comenzó a incendiarse. Por otra parte, se produjo un intenso bombardeo británico sobre Puerto Argentino a cargo fragatas y cuatro Harrier, dos de los cuales fueron abatidos".

Argentins annonçaient avoir coulé quelques jours plus tôt. Les Argentins utilisaient ce type d'appareil à des fins assez diverses : ils pouvaient convoier du ravitaillement, du matériel, mais également servir au largage de bombes, ces dernières étaient simplement poussées par l'arrière « à la main », ce qui rendait la précision des tirs des plus aléatoires !

Il y a également quelques contretemps qui retardent l'offensive anglaise, ce sont les mauvaises conditions climatiques (il fait moins 7°C, il pleut, il neige), le sol est boueux, et le froid immobilise les soldats. De ce fait, les opérations se réduisent à des échanges d'artillerie et quelques bombardements argentins sur le mont Kent (où se trouvent les Anglais). Il y a également le sommet de Versailles qui retarde quelque peu les forces britanniques, une puissante offensive serait mal vue et mal interprétée alors que l'on essaye toujours de trouver une solution diplomatique au conflit.

La bataille décisive pour les Malouines fut celle de Port Stanley. Elle dura trois jours. Puis les Argentins se rendirent sur ordre du gouverneur militaire Menéndez. Celui-ci prit cette décision, car il était convaincu que les forces argentines n'avaient plus rien à attendre de la prolongation des hostilités, sinon des morts supplémentaires.

Aux prix de violents combats, les Britanniques réalisèrent pendant ces trois jours une spectaculaire percée vers Port Stanley. Ils en étaient très proches et ils contrôlaient presque tout le secteur environnant, les Gurkhas népalais étaient également à la périphérie⁶ de la localité lorsque la défense argentine s'effondra.

En fait, toute cette période fut marquée par de violents engagements militaires, mais qui furent heureusement très épisodiques. C'est ce qui explique que les victimes n'ont pas été plus nombreuses que n'aurait pu le laisser craindre un tel conflit entre deux forces aussi déterminées.

Les combats entre Argentins et Britanniques en cette fin de guerre trouvent les Argentins très affaiblis tant moralement que physiquement. En prenant cette décision très dure pour la nation argentine, le général Menéndez a sans doute épargné la vie de bon nombre de ces conscrits.

⁶ Ils étaient sur le mont William, à 4 km de Port Stanley,.

Chapitre 2

La fin de la guerre : négociations et cessez-le-feu

Les négociations entre Menéndez et le général Water

Le 14 juin la réaction des Kelpers fut enthousiaste, ainsi qu'en témoigne le message qu'ils envoyèrent aussitôt à Margaret Thatcher :

General Moore⁷ reported: "The Falkland Islands are once more under the Government desired by their inhabitants. God Save the Queen."⁸

Les négociations se déroulèrent soudainement, et sous l'influence d'une habitante. Puisque la population kelper souffrait beaucoup des bombardements, c'est pour éviter un désastre que l'épouse du directeur de la *Falkland Islands Company*, le docteur Alison Bleaney, intervint. Cette dernière, bravant le danger, réussit à convaincre le commandant britannique, le général Waters commandant adjoint des forces terrestres britanniques et le général Menéndez à s'engager sur la voie des négociations. Les pourparlers entre les deux commandants en chef s'ouvrirent grâce à elle le 14 juin 1982. Le Général Moore les rejoignit peu après.

⁷ Major Général Sir John Jeremy Moore KCB, OBE MC & Bar
Né le 5 juillet 1928 dans une famille de militaires. Fils du Lt-Colonel Sir Charles Percival Moore.
Eduqué à Brambletye School et Cheltenham College.
Entré au service dans les Royal Marines 1947
Servit en Malaisie et à Brunei. 1950-1956
Se distingua dans des opérations de commando dans la jungle contre la guérilla communiste de Malaisie. Military Cross (décembre 1962)
Lt-Colonel 1971.
Combattit également les rebelles à Bornéo et Sarawak.
Brigadier-general 1980.
Commande les forces terrestres de l'expédition des Falkland 1982.
14 juin : Reçoit la capitulation du général Menendez et adresse un message à l'Amirauté : *The Falkland islands once more are under the government desired by their inhabitants. God save the Queen.* Anobli par la Reine.
Retraité 1983.
Décédé à Wells le 15 septembre 2007.

⁸ <http://www.margaretthatcher.org/speeches/displaydocument.asp?docid=104969>, Mardi 15 juin 1982, Margaret Thatcher, House of Commons.

Il y eut également l'intervention du général Galtieri et de la junte, ces derniers connaissaient la situation critique de leurs troupes. Ils donnèrent en conséquence au gouverneur Menéndez un blanc seing presque total pour négocier avec les Britanniques.

L'accord de reddition signé le 14 juin 1982 et remis au général Moore par Mario Benjamin Menéndez contient les stipulations suivantes :

Argentinian Surrender I, the undersigned, commander of all the Argentine land, sea and air forces in the Falkland Islands, M.B.M. (Mario Benjamin Menendez), surrender to Major General J.J. (John Jeremy) Moore CB, OBE, MC, as representative of Her Britannic Majesty's Government.

Under the terms of this surrender, all Argentine personnel in the Falkland Islands are to muster at assembly points which will be nominated by General Moore, and hand over their arms, ammunition, and all other weapons and war-like equipment as directed by General Moore, or appropriate British officers acting on his behalf.

Following the surrender, all personnel of the Argentine forces will be treated with honour in accordance with the conditions set out in the Geneva Convention of 1949.

They will obey any directions concerning movement, and in connection with accommodation.

This surrender is to be effective from 23.59 hours (7:59 EDT, 8:59 P.M. Falkland time) and includes those Argentine forces presently deployed in and around Port Stanley, those others on East Falkland, West Falkland, and all outlying Islands⁹.

Nous pouvons constater que les conditions de la reddition n'offrent aucune contrepartie à l'Argentine, l'armée argentine se rend, c'est la fin de la guerre... Les soldats argentins se sont battus pendant 73 jours pour rien.

A titre anecdotique, la salle du gouvernement des Falkland où l'accord de reddition fut signé par le Général Mario Menéndez est appelée depuis ce jour la salle de la Libération ou « Liberation Room ».

⁹ Accord de reddition.

Concernant, les négociations et la bataille de Port Stanley, il faut préciser que la Croix Rouge avait proposé une zone neutre à Port Stanley où les civils et les soldats blessés des deux camps, auraient pu trouver refuge mais ceci ne devint possible que le 15 juin.

Le cessez-le-feu est une victoire pour Mrs Thatcher, qui reçoit même les félicitations du leader de l'opposition Michael Foot. Le général Waters obtient une reddition totale des troupes argentines, même les soldats stationnés sur l'île occidentale se rendent.

Les soldats remettent leurs armes aux Britanniques sur la promesse d'un rapatriement rapide des prisonniers. A Londres, c'est la joie, la fierté du devoir accompli.

Le lundi 14 juin 1982, à 21 heures locales, devant le 10 Downing Street, le porte-parole de Mme Thatcher annonce la reddition des forces argentines,

L'accord est signé à 19 heures par le général Waters commandant adjoint des forces terrestres britanniques et le général major Menéndez, gouverneur des Malvinas et commandant en chef des troupes argentines d'occupation.

Cet accord comprend plusieurs dispositions : la cessation des combats, les négociations pour établir les modalités de la reddition complète et du retrait des troupes argentines.

A la suite de cet accord, le major général des Marines John Jeremy Moore, commandant en chef des troupes terrestres envoie aussitôt un message à Mme Thatcher.

Ce cessez-le-feu est une belle victoire pour Margaret Thatcher, qui reçoit même les félicitations du leader de l'opposition, Michael Foot.

Il reste que la Junte argentine n'adhère pas complètement à cette totale reddition.

Elle émet d'ailleurs des protestations devant les Nations Unies le 18 juin où son représentant déclare : « *la guerre continuera aussi longtemps que les troupes britanniques seront aux Falkland* ».

Du fait les Britanniques se montrent relativement prudents, ils gardent donc des prisonniers argentins, dont des officiers, et parmi eux le général Mario Menéndez.

Par ailleurs, le nombre des prisonniers a surpris l'état major britannique, il avait estimé à environ 6 000 à 8 000 l'effectif argentin dans les îles, mais le chiffre exact des prisonniers se monte à 11 313, ce qui engendre des problèmes logistiques et matériels, car il faut nourrir ces hommes et les rapatrier.

En fait, au départ, les soldats Argentins étaient au nombre d'environ 6 000, mais le blocus aérien et naval étant un échec, l'état major argentin a dû continuer à acheminer des « renforts », ce qui explique le surcroît d'effectifs.

En Argentine, la déconvenue et l'amertume éclatent au grand jour, d'autant que Margaret Thatcher affirme sa volonté de ne pas négocier, ces affirmations soulignent le fait que ce conflit militaire qui a duré 73 jours n'aura abouti à rien pour les Argentins. Comme l'exprime cet extrait de *La Nación* du 16 juin 1982 :

« Londres, « nous n'avons pas besoin de négocier, ni avec les Nations Unies, ni avec personne, sur la souveraineté britannique des Malouines¹⁰. »

C'est sur ce ton que Mme Thatcher a achevé son discours devant la Chambre des Communes sur la reddition des troupes argentines. Déjà à 6 heures 40 du matin, le bureau du Premier ministre avait diffusé le communiqué du général Moore sur la reddition des troupes sous l'ordre du général Menéndez tant dans l'île de la Soledad que dans la Gran Malvinas. L'événement selon les sources, s'est produit vers 21 heures, heure locale.

Les Britanniques ont appris très rapidement la nouvelle, c'est aussitôt l'euphorie.

Nous pouvons ici évoquer les souvenirs de la conférence de presse que l'amiral Woodward dut tenir à l'aéroport, les journalistes se montraient toujours aussi hostiles, l'amiral déclara : *« c'est une bonne chose que nous n'ayons pas perdu la guerre si c'est ainsi que cela se passe quand on la gagne¹¹ »*.

Mais on le comprend c'est une ambiance tout autre qui règne en Argentine, surtout lorsque l'on sait que cette reddition est définitive.

Il y a également lieu de considérer la réaction de la Junte quant au résultat de ces négociations. Les réactions de cette dernière sont pour le moins très évasives, c'est ainsi qu'à la date du 17 juin, elle n'avait toujours pas admis que la reddition avait eu lieu, ni fait connaître les conditions imposées par les Anglais. L'état major argentin s'était simplement contenté d'expliquer pourquoi il n'avait rien pu faire face à ses adversaires.

¹⁰ *La Nación* du 16 juin 1982.

¹¹ Admiral Sandy Woodward, with Patrick Robinson, *One Hundred Days : The Memoirs of the Falkland Battle Group Commander*, Londres, Harper Collins, 1992, 360 p. On peut également rapporter ici que parmi les premières lettres qu'il reçut du ministère de la Défense, l'une d'elles l'informa que ses frais de réception avaient été réduits pour la raison qu'il n'avait pas eu l'occasion de les utiliser pendant les trois mois qu'avait duré la guerre. C'est une étrange façon de remercier les hommes qui ont mené la Grande-Bretagne vers la victoire.

Ce furent donc des négociations très rapides, qui ressemblaient davantage à un cessez-le-feu immédiat mais les conditions imposées à l'Argentine ressemblent en fait à une capitulation sans condition. Tous les avantages reviennent à la Grande-Bretagne. Les troupes argentines sont contraintes d'évacuer le terrain, et les Anglais retrouvent leurs îles sans la moindre concession.

Dans ce cas de figure, la crainte à l'échelle internationale, est que l'Argentine s'équipe de l'arme nucléaire afin de faire valoir ses droits sur un pied d'égalité avec le Royaume-Uni.

Nous retrouvons une sorte de parallèle avec le cas français, dans la mesure où, lors de la mise en route du programme spatial, on a invoqué la rancœur ressentie lors de l'échec de l'expédition de Suez en 1956. Même si cette comparaison n'est guère fondée (le programme militaire français était déjà en gestation depuis 1945, lors de la création du Commissariat à l'Energie Atomique), l'affaire de Suez n'a fait qu'attirer davantage l'attention des dirigeants de la Quatrième République sur l'éventualité de développer la recherche sur l'atome nucléaire. Alors que le cas des Argentins est tout autre, ils disposent des infrastructures industrielles et des connaissances qui leur permettraient d'élaborer une bombe.

Cette perspective fait craindre le pire puisqu'on pourrait redouter un « effet boule de neige » chez des voisins sud-américains. D'autant que le rapprochement avec les Soviétiques n'est pas du goût de tous, en particulier des ex-alliés américains.

Le retour des prisonniers

Grande est la désillusion des Argentins de retour au pays, il en va de même pour la population argentine qui accueille les combattants comme des héros, mais la déception n'est que trop perceptible.

Nous pouvons déjà citer une polémique anglaise visant à discréditer les prisonniers argentins, ils affirment en effet que le 18 juin, des prisonniers ont été pris de « panique », cela s'est produit à Port Stanley.

Ils se seraient précipités dans les rues de Port Stanley en saccageant au passage une école et un magasin, parce qu'ils craignaient que le *M.S. Canberra*, chargé de les rapatrier, n'appareille sans eux. Les soldats britanniques ont mis plus d'une heure pour rétablir l'ordre. Le processus du retour des prisonniers est complètement organisé par les Anglais, ils les rangent par groupes de 200 personnes et les acheminent de l'aéroport de Port Stanley jusqu'à la jetée.

Les Britanniques précisent également que les soldats argentins, particulièrement les jeunes appelés, ont le moral au plus bas. D'après eux, nombre d'entre eux se seraient mutilés au cours

des derniers jours, pour être rapatriés en Argentine, et que c'est avec soulagement qu'ils s'étaient rendus aux forces ennemies.

Aussi la Junte prend position concernant le rapatriement des soldats, elle ne désire pas que les navires anglais mouillent à proximité des côtes argentines. De fait, elle désire un rapatriement indirect, c'est-à-dire que les prisonniers devraient être acheminés dans un port neutre, tel celui de Montevideo.

Ceci indispose l'état major britannique, puisqu'il faut davantage de temps pour réaliser cet acheminement et pendant ce temps les prisonniers argentins sont nourris aux frais du gouvernement britannique.

Les Britanniques se posent également d'autres questions. En effet, un rapport fait état du sort des Argentins, ces derniers souffrent apparemment de malnutrition, de froid et de maladies.

Les prisonniers font aussi figure de monnaie d'échange ; si les Argentins cessent toute attitude agressive et hostile, les prisonniers pourront retrouver leur patrie.

Mais l'état major britannique souligne qu'il ne peut tenir au chaud toutes ces forces argentines, alors que ses propres troupes risquent encore des attaques.

En cela les Britanniques se conforment à la Convention de Genève qui établit que les prisonniers de guerre peuvent regagner leur pays dès la fin des hostilités.

Néanmoins et malgré toutes ces tergiversations, les Anglais décident de rapatrier une partie des prisonniers argentins directement sur le sol argentin, c'est ainsi que le lundi 21 juin, on comptait déjà 6 272 Argentins à Puerto Madryn (situé sur la côte atlantique, à environ 1 200 km au sud de Buenos Aires), fraîchement débarqués des navires britanniques « *Canberra* » et « *Norland* ».

Il ne restait donc plus aux Malouines qu'environ 1250 prisonniers argentins. Parmi eux figurent 1000 officiers qui seront retenus, en plusieurs groupes, dans la Malouine orientale, ils sont en quelque sorte les otages des Britanniques qui les gardent jusqu'à ce que la situation soit stabilisée et surtout plus claire du point de vue diplomatique. Les autres soldats sont employés à nettoyer la capitale, Port Stanley. Ces soldats s'acquittent donc des tâches échues à tous les vaincus.

Il y a également des réservistes à Comodoro Rivadavia, et ceux-ci se trouvent effondrés par la reddition des troupes comme en témoigne cet extrait de *La Nación* du 15 juin 1982 :

« El sentimiento de una ciudad en guerra. Comodoro Rivadavia. Una sensación de incertidumbre se advirtió ayer en esta ciudad a medida que por las radioemisoras y la estación de televisión locales se fueron conociendo las diversas alternativas por las que pasaron las acciones

bélicas que se desarrollaron en Puerto Argentino a mas de 800 kilómetros de aquí, y que culminaron con el cese del fuego y el posterior viaje del gobernador militar general Menéndez al continente. Era lógico que eso sucediera. Es que los comodorenses, como los habitantes de todas las ciudades de la Patagonia, desde el paralelo 40 hacia el sur, participaron activamente en la batalla de la defensa de la soberanía argentina en las Malvinas. La mayoría de los oficiales, suboficiales y soldados del ejercito, la armada y la fuerza Aérea que pelearon y murieron en las Malvinas pasaron por Comodoro Rivadavia. Vivieron en Comodoro Rivadavia¹²».

Comodoro Rivadavia joue donc le rôle d'une ville relais qui accueille les troupes en partance pour les îles Malouines, elle va aussi d'ailleurs accueillir quelques prisonniers de retour de l'archipel. L'émotion est donc à son comble dans cette bourgade où les Argentins écoutent très attentivement les informations.

Face à cette défaite, une réaction se fait jour, elle s'exprime dans l'extrait qui suit de *La Nación* du 16 juin 1982 :

« Les Malouines : un objectif permanent. Les représentants de la nation ont élaboré et approuvé hier une déclaration dans laquelle ils signalent que le dénouement de la bataille n'amenuise pas l'héroïsme de nos combattants, ni des vies immolées, de même ni les blessures devront rester stériles ». Dans le communiqué d'hier, ces représentants ont exprimé que la reconquête des Malouines pour la souveraineté intégrale sera un objectif permanent et national, pour cela et pour les générations futures. De même, ils formulent un appel à la réflexion de tous les Argentins pour que le pays amorce sa marche vers la démocratie et l'institutionnalisation, et avec foi dans le pays pour reconstruire le destin de chacun et de la nation¹³ ».

Les Argentins voient donc en chaque soldat un héros qui a combattu pour la cause argentine. Ils soulignent également que l'archipel restera l'objectif de la nation argentine, et que cette guerre n'aura pas été vaine. Nous constatons en conséquence, qu'en dépit de la reddition sans condition et d'une défaite peu glorieuse, les Argentins gardent l'espoir de reconquérir les îles. Cette capitulation n'a pas entamé l'espoir soulevé par ce « sursaut national ».

¹² *La Nación* du 15 juin 1982.

¹³ *La Nación* du 16 juin 1982

Chapitre 3

Les polémiques

Les Falklandais soulèvent des polémiques

Bien que la plupart d'entre eux soient favorables à la souveraineté du Royaume-Uni, sur l'archipel, il se trouve quelques Falklandais pour manifester au contraire le désir d'être intégrés à l'Argentine. Partant du constat que les Argentins s'étaient montrés sympathiques pendant le conflit, et qu'ils participent depuis les années 1970 à l'amélioration de la vie quotidienne, l'administration argentine ne serait pas finalement pire que celle de la Grande-Bretagne.

C'est M. Edmund Carlisle qui fut à l'origine de cette polémique. Personnage assez influent (il est le frère d'un député conservateur, Mark Carlisle, membre du gouvernement de Mme Thatcher en 1979 et 1980, où il occupait le poste de secrétaire d'Etat à l'Education), ex-officier retraité de la Coldstream Guards, il partageait son temps entre son domaine de Hay-on-Wye dans le Herefordshire et celui des îles Falkland. Il souhaitait rencontrer Margaret Thatcher pour lui faire part du désir de certains Falklandais de partir moyennant une contrepartie financière venant des Argentins. M. Carlisle a maintenu ses dires, jusqu'à la fin du conflit, et même au delà, puisque le 21 juin, le *Times* reprenait dans l'un de ses articles, que M. Carlisle déplorait que la Grande-Bretagne n'eut pas cédé l'archipel. Il fit remarquer au passage, que cet état de fait était le résultat de l'influence démesurée d'un petit groupe de résidents. Ses propos firent la une de la presse anglaise et bien entendu argentine.

De même un autre Kelper fit cette fois les gros titres en acquérant la nationalité argentine. Il s'agit de M. Derek William Rozze, âgé de 22 ans, qui se fit remettre des papiers d'identité par les autorités argentines. Le jeune homme prétendait que les Argentins devaient rétablir leur autorité sur les îles *afin que celles-ci fussent moins monotones*. Né dans les îles, M. Rozze est un talentueux tondeur de mouton qui voyagea à travers les Etats anglophones (Nouvelle-Zélande, Australie, Grande-Bretagne et Etats-Unis) ainsi qu'en Argentine pour s'assurer une activité professionnelle continue. Son retour dans les îles était prévu, selon ses dires, à court terme.

Le 29 mai 1982, le *Times* demanda des explications au *Foreign Office* et à la FIC concernant le cas de M. Rozze, ces deux derniers se trouvèrent bien en peine d'expliquer les raisons de cette attitude. Au moment où les Anglais reprenaient les combats avec une ardeur accrue, on comprend que l'attitude du jeune homme était jugée assez incongrue.

Les soldats argentins ont souffert

Concernant les polémiques qui ont suivi le retour des « prisonniers » argentins nous pouvons aborder le problème des conditions de vie des soldats. Alors que les chefs militaires étalaient leurs dissensions devant le peuple argentin, les soldats commençaient à rentrer des Malouines, avec leurs lots de révélations fracassantes sur leurs conditions de vie.

Leurs récits jettent un éclaircissement cruel sur les conditions de cette guerre. Ils rapportaient en effet qu'ils avaient manqué d'alimentation chaude dès leur arrivée dans l'archipel, cette déficience était durement ressentie lorsque le thermomètre était au-dessous de zéro. Les cuisinières de campagne ne fonctionnaient pas, parce que le fuel ne résistait pas au gel. En outre, les rations « froides » ne parvenaient pas à être acheminées à toutes les garnisons et lorsqu'elles y parvenaient, bien souvent les soldats ne pouvaient utiliser leurs réchauds individuels qui ne fonctionnaient pas, si bien qu'ils ne pouvaient consommer leurs aliments qui étaient gelés.

Leur équipement vestimentaire laissait aussi à désirer, leurs blousons étaient trop minces et ne protégeaient pas contre le froid polaire alors que les Britanniques portaient des vêtements thermiques. A l'opposé, les communiqués émanant du gouvernement prétendaient que les soldats étaient en bonne condition physique, qu'ils étaient mieux protégés du froid que les Anglais. En entendant ces déclarations, la population argentine est complètement déconcertée et comprend qu'elle a, une fois de plus, été manipulée.

Il y a donc un véritable décalage entre les conditions réelles d'existence des soldats argentins et les communiqués officiels. Mais dans la mesure où la presse argentine devait reprendre les communiqués officiels de la Junte, de tels mensonges ne sont pas surprenants.

Le retour des prisonniers

Les conditions du retour des prisonniers argentins ne se sont donc pas faites sans problème. Pour ce qui est des prisonniers anglais, ces derniers regagnèrent directement leur rôle au sein de la Royal Army, ils ne firent l'objet d'aucune négociation. L'accueil fait aux prisonniers argentins fut « enthousiaste », même s'ils avaient perdu la guerre, ils devenaient les héros de la nation argentine, mais des héros meurtris.

Le Royaume-Uni a gagné la guerre en humiliant l'armée argentine, puisque celle-ci s'est rendue sans aucune condition, elle se rend pour mettre fin à ses souffrances. Le général Menéndez prend les mesures salvatrices pour épargner la vie de ses hommes.

Concernant ces négociations, nous pouvons nous interroger sur le fait que les Argentins auraient pu être en position de négocier quelques avantages.

Après le 14 juin, Margaret Thatcher se montre intransigeante, elle réfute tout d'abord la résolution 502, à cause de la présence des Argentins sur le sol falklandais, puis ensuite elle refuse toute négociation, la capitulation argentine sans condition ne lui laisse aucune chance, d'autant que la pression internationale ne se fait pas sentir. Le conflit a pris fin et le monde se tourne déjà vers d'autres conflits, particulièrement le conflit israélo-arabe.

Des soldats « désarmés » et mal équipés¹⁴

Les Argentins ont un matériel globalement plus obsolète, seule l'armée de l'air argentine s'est montrée capable de porter des coups aux Britanniques. L'infanterie n'a pas de moyens adaptés au sol malouin, et ne dispose pas de suffisamment de défense.

Quant aux victimes de cette guerre, on compte donc 890 morts, le nombre des blessés s'élève quant à lui à 1845. Ceci est relativement important, surtout pour des opérations qui n'ont duré que 74 jours. Il y a donc en moyenne 12 morts et 25 blessés quotidiennement. Mais les Argentins souffrent davantage, il est clair que leur position défensive les fait soumettre à des bombardements intenses, de ce fait ils sont plus vulnérables que les Anglais.

La collecte des dons détournée

C'est la plus grosse polémique, elle est survenue plus de vingt trois ans après la fin de la guerre après les révélations du vice-commandant Juan Carlos Rogani :

« Se decidió que los objetos sin valor comercial fueran a la basura. Las cartas, los cuadritos, las bufandas no eran vitales, tendrían Prioridad Número 100. Despachar un Hércules para llevar esas cositas no valía la pena, no justificaba el costo de la operación ¹⁵ ».

¹⁴ Il existe une reconstitution partielle en 3D sur You Tube « Attacking the HMS Invincible » qui laisse entrevoir l'état de dénuement des soldats argentins.

¹⁵ *El Clarín*, 2 avril 2005, extrait de : « El oro de Malvinas : cómo se esfumó la mayor colecta de la historia argentina ».

Les donations ne furent utilisées ni pour renforcer le matériel militaire, ni pour protéger les soldats de la faim et du froid.

Les fonds en espèces furent transférés sur des comptes des Forces Armées. L'or fut fondu, il y a bien quelques personnes qui ont réclamé la restitution de leurs dons, mais ceux-ci ne leur furent pas rendus. Les vêtements furent mis à la poubelle.

Devant ces révélations, la réaction des donateurs fut une profonde consternation.

Manuel Solanet, l'homme qui était aux leviers des finances de la guerre, mit également fin au secret d'Etat :

"La recaudación definitiva en donaciones fue de 54 millones de dólares, casi el doble de lo que demandó la movilización de tropas por la ocupación de las islas, que costó 29 millones de dólares. Sin embargo, ese total apenas hubiera alcanzado para comprar un avión Mirage¹⁶".

A la même date (en 2005), des documents inédits firent leur apparition, ces derniers permettaient de retracer la route de l'or. Il devait être fondu, pour être transformé en lingots pour être réutilisé pour financer la guerre, mais le document qui ordonnait la fonte des objets datait du 14 juin 1982, le jour même de la reddition des troupes argentines. Il était donc trop tard. Compte tenu du temps écoulé depuis les événements, il est assez difficile de vérifier ces documents, d'autant que la plupart d'entre eux ont été détruits par la Junte pour ne pas laisser de preuve.

Les vivres et le matériel ne sont pas arrivés à temps, alors que les soldats argentins étaient frigorifiés dans les tranchées. Naturellement, la confiance des donateurs était blessée à jamais.

En 1988, pourtant il eut une enquête réalisée par le Bureau National d'investigations administratives, elle conclut qu'elle ne rencontra aucune irrégularité bureaucratique dans l'utilisation de ces fonds.

Entre 1981 et 1982, Manuel Solanet fut le principal collaborateur du ministre de l'Economie, Roberto Alemann, et le responsable des finances de la guerre. Il s'était juré de garder le silence pendant 25 ans, cela afin d'échapper à toute sanction judiciaire. Mais des journalistes du journal *El Clarín* l'interrogèrent à ce sujet et il révéla des informations. Il leur confia qu'il avait tenu une très stricte comptabilité des donations dans un registre, registre qu'il avait confié aux trois commandants militaires et au gouvernement des Malouines.

¹⁶ id. *El Clarín*, 2 avril 2005.

En août 1982, l'armée avait donné des explications lors d'un communiqué dans lequel elle affirmait que 139.000 millions de pesos avaient été collectés, 53% de cette somme avait été utilisée pour des médicaments et équipements hospitaliers, 23% pour l'achat d'équipement de combat et 24% restant ayant été utilisés pour l'achat de carburant, de chauffage et de vêtements spéciaux.

Mais une question subsiste : où est passé l'or donné par les Argentins ?

Tous les objets donnés, une fois fondus ont permis de réaliser 73 lingots, pour un poids de 141 kilogrammes. Une partie de ce pactole alla au Fonds patriotique, une autre à « el Banco Ciudad », ainsi qu'à l'un des donateurs (Renato Vaschetti) qui avait donné 3 kilos d'or. Il fut la seule personne à récupérer son or.

Pour les autres dons sans valeur, ils furent mis à la poubelle, ceci pour plusieurs raisons : envoyer des vêtements par *Hercule* était trop onéreux et le risque trop grand, puisque le pont aérien avait été rompu, de même, les vêtements étaient colorés, ils auraient pu attirer l'attention des Anglais.

En revanche, l'argent donné ne disparut pas pour tout le monde, même si les soldats argentins n'en profitèrent pas. Les fonds furent transférés sur les comptes des Forces armées et du gouvernement militaire des Malouines.

Quelque 5 000 millions de pesos sont arrivés aux commandements militaires le 15 juin 1982, soit une journée après la reddition.

L'armée justifia qu'elle avait restitué cet argent au Fond Patriotique. Après la défaite, l'argent fut destiné à l'assistance des anciens combattants et au règlement des indemnisations. Avec le rétablissement de la démocratie en 1983, l'argent fut transféré dans les revenus généraux et dilué dans le budget de l'année 1984.

Pour ce qui est des dons alimentaires, 500 000 rations avaient été préparées, mais elles n'arrivèrent jamais à destination. Elles furent conditionnées par 35 000 volontaires pendant 9 jours et transportées jusqu'à Comodoro Rivadavia, mais elles ne furent pas expédiées.

Les militaires prétendirent qu'elles ne pouvaient pas être expédiées par bateau, car un sous-marin nucléaire britannique surveillait la zone pour empêcher tout transport des vivres.

On constate donc que les dons des Argentins (d'ailleurs le footballeur Maradona fut au nombre des participants) ne « servirent à rien », gaspillés, détournés de leur but initial. D'autre part, compte tenu du degré de corruption ambiant, il ne fait guère de doute qu'ils allèrent dans les poches de quelques généraux.

Les Argentins découvrent la vérité

La presse argentine ne fut pas très critique à l'encontre du pouvoir après le conflit mais avec la démocratie, le retour à la libre expression a permis de constater les mensonges de la Junte. Notons qu'il a tout de même fallu que la démocratie se consolide pour que les critiques se fassent jour, car ses révélations ne sont apparues dans la presse argentine qu'en 2002.

Celle-ci fit un retour sur les évènements des quelques mois de combats.

En plus des quelque 700 vies perdues dans le froid austral, plus de trois cent soldats se sont suicidés, en plus des blessés dont les blessures sont toujours ouvertes.

Qui ne se souvient des premières rodomontades de Leopoldo Fortunato Galtieri exultant à la télévision et à la radio : « *Si quieren venir, que vengan, les daremos batalla* ».

On se souvient des spots de télévision financés par la Junte « *¡Argentinos, a vencer!* », ainsi que le marathon patriotique martelé par la chaîne ATC qui cherchait des fonds pour aider les troupes, fonds qui ne sont jamais arrivés aux soldats.

Les Britanniques firent également un reportage où l'on voyait les prisonniers argentins, ils montraient les blessures liées au froid et les soins qu'ils leur prodiguaient avant le rapatriement.

Chapitre 4

Le bilan des pertes matérielles et humaines

Il reste que l'importance de ces pertes contraste largement avec les autres guerres du XXème siècle, cela ne relativise pas leur importance, mais il est clair que ces pertes ne furent pas « massives ». Cela tient surtout au fait que ce fut une guerre éclair, la « retenue » des deux belligérants (même si celle-ci fut variable) contribua également largement à minimiser le poids de ce bilan.

Il faut également souligner la difficulté des gouvernements argentin et britannique à déclarer leurs pertes humaines et matérielles, en cela ils obéissent à la tradition, avouer ses pertes, c'est donner un peu plus de crédit aux troupes adverses.

Le bilan britannique

Le bilan britannique tout d'abord, il est évident qu'il fut moins lourd que celui des Argentins, puisque ces derniers n'ont pas mené d'attaques massives contre les points de ralliements anglais et n'ont pas attaqué les navires éloignés des côtes, ils visaient la destruction de matériels.

La guerre des Malouines coûta donc la vie à environ 255 soldats et marins britanniques qui eurent en outre 777 blessés. Il faut ajouter les lésions créées par le froid, les gelures qui ont provoqué l'amputation de doigts, et d'orteils, mais du côté argentin ces lésions étaient bien plus graves, puisqu'il y a eu des amputations de membres entiers. Ces derniers étaient moins protégés du froid que les Anglais, d'autant qu'ils n'avaient pu creuser que peu de tranchées.

En ce qui concerne également les pertes matérielles, ils ont perdu environ : 10 avions de tout type, 25 hélicoptères, 7 navires coulés, et environ une dizaine endommagée.

L'on peut être étonné de la faiblesse de ces chiffres, mais nous pouvons l'expliquer en justifiant que les combats furent de courte durée, par ailleurs l'inexpérience des Argentins a aussi

contribué à ce fait. Ces derniers n'avaient pas une grande pratique de la guerre et encore moins de leur matériel, d'acquisition récente ; du fait de leur « caractère téméraire », ils lâchaient les bombes à de trop faibles altitudes, ce qui fait que ces dernières ne pouvaient se déclencher et qu'elles tombaient sur les navires sans exploser ce qui causait de moindres dommages aux navires britanniques qui pouvaient être réparés.

Ce bilan aurait donc pu être plus lourd.

Les Argentins se chargent d'ailleurs dans leur bilan d'alourdir les pertes anglaises comme le prouve par exemple cet article de *La Nación* du 12 juin 1982:

*« Les pertes britanniques. Depuis le commencement des opérations dans l'Atlantique Sud jusqu'au 8 juin, les forces britanniques ont eu 2078 pertes (652 morts et 916 blessés), selon des estimations militaires. Les sources mentionnent le naufrage de 7 navires, et l'avarie de 20 autres, la destruction de 23 avions et de 15 hélicoptères »*¹⁷.

Il apparaît donc selon cette source, que les Anglais souffrent un nombre de morts bien plus important, mais *La Nación* ne peut être juge pour ce genre de calcul, cela fait donc partie d'une propagande argentine pour montrer « l'efficacité » de ses troupes.

Il faut également souligner que ce conflit engendra un coût financier, on l'estime à environ 700 à 900 millions de livres pour l'année budgétaire 1982-1983.

Parmi les victimes anglaises outre les soldats, on doit également ajouter les Kelpers, ces derniers sont les premiers sur la ligne de front, nous pouvons reprendre les chiffres un peu moins contestés de la presse argentine concernant ces pertes humaines parmi la population autochtone, dans un extrait de *La Nación* du 11 juin 1982.

On dénombre quelques victimes parmi les Kelpers mais ces derniers ne sont pas tellement nombreux, par exemple on recense deux morts (le 3^{ème} décès ayant eu lieu le dernier jour) parmi eux à cette date, plus quelques blessés, environ 4 blessés. Parmi une population de plus de 1800 habitants, ceci est relativement modéré. Du fait, les critiques argentes vis-à-vis des pertes Kelpers sont injustifiées, les Anglais ont ciblé leurs attaques.

¹⁷ El 12 de junio 1982, *La Nación*.

Les pertes argentines

En ce qui concerne les pertes humaines et matérielles, il est clair que le gouvernement argentin est d'une extrême discrétion à leur sujet, mais rétrospectivement les sources sont assez développées.

Les pertes argentines sont donc plus importantes que les pertes britanniques, par exemple l'armée de terre argentine a perdu 186 hommes (dont 13 officiers, 35 sous-officiers, 138 soldats), elle compte également 918 blessés. La marine, quant à elle, a perdu 394 hommes (16 officiers, 211 sous-officiers, 167 conscrits), et 105 blessés. Les forces aériennes ont subi les pertes les plus légères, c'est à dire 55 hommes (36 officiers, 14 sous-officiers, 5 soldats), et 47 blessés. L'on dénombre en tout 1.703 victimes du conflit malouin : 635 morts, et 1068 blessés. Ces chiffres sont relativement importants, ce qui témoigne de l'inexpérience des forces armées argentines, ce sont de jeunes conscrits qui n'étaient pas préparés au combat, nullement préparés à affronter une puissance occidentale entraînée et expérimentée.

Il faut également souligner que les nombreux morts argentins ont donné naissance à une vaste polémique, comment justifier devant le peuple argentin que les victimes argentines soient beaucoup plus nombreuses que les victimes anglaises, la réponse est relativement facile, elle s'affiche dans ces quelques lignes d'un extrait de *El Clarín* du 27 juin 1982 :

« Un prêtre estime que les pertes argentines dans la guerre des Malouines atteignent 1200 morts et blessés, beaucoup d'entre eux ont été passés dans les mains des gurkhas, estime le capitaine Vicente Martinez à Comodoro Rivadavia. (...) Le père Martinez a révélé que les mercenaires népalais gurkhas ont décapité une cinquantaine de soldats argentins. Vis-à-vis de l'attitude des Kelpers, le chapelain affirme que jamais ils n'ont démontré être les amis des Argentins ¹⁸ ».

Les Anglais auraient subséquemment utilisé des moyens plus violents que les Argentins, les premiers accusés étant les gurkhas népalais, qui sont des mercenaires, et qui auraient assassiné une cinquantaine d'Argentins. Les Kelpers figurent également parmi les accusés, puisqu'ils auraient joué le rôle d'informateurs auprès des Anglais en les renseignant sur les positions des troupes argentines.

¹⁸ *El Clarín* du 27 juin 1982

Mais le bilan est là, 890 morts et 1845 blessés. En fait, ces chiffres auraient pu être encore plus lourds si le général Menéndez n'avait pris la décision humiliante de capituler dès le 14 juin 1982.

Chapitre 5

Le bilan pour les îles Falkland

L'archipel des Malouines : les Kelpers et l'état des îles

Du 2 avril 1982 jusqu'à la reddition du 14 juin, soit durant quelque 73 jours, les Kelpers ont souffert de la destruction de leur bourgade et de leurs habitations.

Selon les sources argentines, les Kelpers ont organisé secrètement leur résistance, ils aidèrent les soldats britanniques.

D'ailleurs, la reine Elisabeth II envoya un message pour rendre hommage à la bravoure des Falklandais :

« Le courage et la loyauté des habitants des îles a joué en faveur de sa libération, dit la Reine Elisabeth II dans un télégramme envoyé à l'intention des 1800 Kelpers. »

Les Malouines après la guerre sont des îles minées et dévastées, mais la joie des habitants est certaine, ils ne sont plus sous la pression des soldats argentins, ils souhaitent retrouver la quiétude de leurs îles.

Dans les combats, trois Kelpers sont décédés (dont une femme de 82 ans, dans l'attaque finale).

Selon le patron de l'*Upland Goose Hotel*, Desmond King, les derniers jours furent les plus pénibles.

L'état de l'île est loin d'être excellent, les Argentins ont placé des mines anti-personnelles un peu partout. D'ailleurs deux militaires britanniques ont été grièvement blessés le 22 juin à proximité de Port Stanley, de ce fait les forces armées britanniques établissent des zones de sécurité, mais il est fort à craindre que l'économie locale et les ovins vont pâtir de ces zones de sécurité.

Il faut aussi souligner la bravoure du docteur Allison Bleaney, qui alla sous les bombes, au péril de sa vie, prévenir la population qu'il y existait une zone de sécurité garantie par la Croix Rouge, pour les civils et les blessés.

Elle fut aussi partie prenante dans la négociation du cessez-le-feu entre les deux états-majors.

Aussi, après la défaite argentine, ce sont les militaires qui assurent pendant quelques jours l'administration des îles, dans la mesure où le gouverneur et ses collaborateurs avaient été repliés en sécurité en Uruguay dès le début de l'invasion. Après une polémique sur son retour, le 22 juin 1982, le gouverneur des Falkland, Rex Hunt reprenait ses fonctions :

“Polémica sobre Rex Hunt. Londres, 14. El ex gobernador británico de las Malvinas, Rex Hunt, origino ayer una polémica entre la primera ministra Margaret Thatcher, y los funcionarios del ministerio de Asuntos Exteriores. Según informa hoy el diario londinense “Daily Express”, mientras que la señora Thatcher desea el regreso de Rex Hunt al frente de la administración en las Malvinas, los funcionarios del Ministerio de Asuntos Exteriores desean un “candidato más aceptable” a los ojos de la Argentina y otros países iberoamericanos. Los funcionarios consideran que el ex gobernador británico, Rex Hunt, se identifica, dice el “Daily Express”, con el viejo estilo colonial”¹⁹.

Ainsi pour les Argentins, le gouverneur Hunt symbolisait le style colonialiste, devant leur objection, la Couronne britannique ne s'est pas inclinée. Les Argentins, nous le constatons, n'étaient pas en mesure de réclamer quoique ce soit...

Margaret Thatcher écarte toute éventualité de négociations

Concernant de possibles négociations qui pourraient suivre à la fin de ce conflit, Margaret Thatcher se montre intraitable vis-à-vis des Argentins et rassurante vis-à-vis des Falklandais, par exemple le 22 juin, alors qu'elle est à Washington, des journalistes l'interrogent sur l'avenir des Malouines, elle répond catégoriquement : « Ces îles sont britanniques, il n'y a pas de souveraineté à discuter, sinon avec les personnes qui y résident »..... Elle affirme donc que si les habitants britanniques souhaitent l'autodétermination, ils pourraient l'obtenir.

Egalement, à propos des négociations futures, Margaret Thatcher explique que pour appliquer la résolution 502 du Conseil de Sécurité, il faut que les conditions soient réunies, soit, la cessation

¹⁹ *La Prensa*, 15 de Junio 1982

totale des combats, le retrait total des troupes argentines, après quoi viendront les négociations, mais tant que le deuxième point n'est pas réalisé, il n'est pas question d'y songer.

Par la suite, même si tous les points sont réunis, le gouvernement conservateur refusera toute négociation. Il n'a d'ailleurs aucun intérêt à négocier, puisque les Argentins ont épuisé toutes les solutions. Et ils ont échoué.

D'ailleurs Alexander Haig qui, au début du conflit, ne souhaitait résoudre cette mésentente que par des « négociations », souligne également que le préalable à des négociations, qui sont pour le moment hors de propos, est que les troupes argentines soient complètement évacuées. Il souhaite également que Buenos Aires ait un « gouvernement stable », sous-entendu un régime démocratique, ce qui est certainement l'objectif le plus difficile à établir dans l'immédiat.

Cette ultime condition ne va pas être remplie avant 1983 pour les Argentins, c'est seulement à ce moment là qu'ils vont retrouver une ébauche de démocratie.

Les améliorations dans la vie des Falklandais

Les Kelpers avant la guerre des Malouines n'avaient pas tous la citoyenneté britannique : particulièrement les personnes nées sur le sol des Falkland... Ils ne pouvaient bénéficier que d'une autorisation de résidence en Grande-Bretagne limitée à six mois.

Donc Margaret Thatcher leur accorda la citoyenneté par le « British nationality act » de 1983, de « colonie », les îles Malouines devenaient partie intégrante du Royaume-Uni, les Falklandais obtenaient les mêmes droits que les habitants de Gibraltar.

Néanmoins d'ores et déjà avant 1982, les Kelpers avaient leur propre monnaie, leurs propres timbres, leur drapeau et leur constitution, ceci afin qu'ils puissent s'acheminer vers l'autonomie.

Après la guerre, les îles ont reçu l'appui économique de la Grande-Bretagne et également celui de la CEE, les insulaires ont obtenu des licences de pêche, ils ont construit un aéroport international, ainsi qu'un hôpital. De même, le monopole de la FIC fut réduit au seul achat de laine envoyée à Londres par l'intermédiaire de la chaîne de supermarché West Store.

En 1982, également, les revenus du gouvernement des Malouines avoisinèrent quelque 6 millions de dollars annuels, provenant de la vente de laine et d'autres denrées. Quant aux ventes de licences de pêche, elles ont commencé à prendre effet grâce à la zone d'exclusion marine de pêche de 200 milles en 1986, si bien que les revenus en 1987 ont explosé, atteignant les quelque 40 millions de dollars. A noter que les Falklandais ne sont pas des marins, ils ont donc préféré céder leur droit de pêche à des navires russes. De ce fait nous pouvons peut dire qu'ils sont

devenus des « rentiers », à savoir que le PNB par habitant a atteint quelque 22 000 dollars, ce qui en fait les habitants les plus riches de l'Amérique du Sud. Ce qui, on le présume ne peut pas apaiser la « convoitise » des Argentins à l'égard des îles.

Toutefois, le désenchantement s'affiche pour la laine, de renommée internationale, la laine est aujourd'hui de moins en moins utilisée pour le textile, elle subit également la concurrence internationale.

De fait, les îles Malouines et les Falklandais réussissent relativement bien le passage à l'après-guerre, grâce à l'appui du Royaume Uni qui n'entend pas renoncer à son hégémonie économique et politique dans l'île. Ceci est prouvé par les efforts militaires consentis après 1982, ce qui fait dire aux Argentins que les îles sont une « place forte ».

Aujourd'hui, les îles ont un attrait touristique, pendant les journées d'été, alors que la température atteint les 14° C de moyenne, les navires débarquent régulièrement leur flot de touristes qui font une escale pour la journée.

Ce qui peut d'ailleurs étonner le visiteur actuel, c'est qu'il est presque impossible de s'imaginer qu'une bataille se soit déroulée autour de Goose Green, tant ces lieux sont paisibles.

Il est également difficile de comprendre comment des hommes jeunes ont pu faire tant de chemin pour venir combattre et mourir dans ces lieux qui semblent si pacifiques, et pour des enjeux qui échappent à la plupart et qui restent partiellement inexplicables.

La perception de ce sentiment est encore plus forte, lorsque l'on visite le cimetière argentin (proche de Darwin) et ses 231 tombes, la plupart sont des jeunes hommes âgés à peine de 18 ans et de 25 ans pour les plus vieux.

Une place forte britannique dans l'Atlantique sud

Le 22 juillet, la Grande-Bretagne lève la zone d'exclusion totale des 200 milles autour des Falkland mais pour éviter tout incident, Londres demande à Buenos Aires de respecter la zone d'exclusion militaire de 120 milles, c'est une requête illégale, car les droits de haute mer sont limités à 12 milles, selon la conférence de Genève en 1958.

Deux ans après la guerre, les Britanniques ont converti les Malouines en une forteresse très coûteuse.

Il y a quatre frégates, deux destroyers et un sous-marin nucléaire qui patrouillent autour de l'archipel.

Les Britanniques ont construit un super-aéroport militaire de 850 millions de dollars, un port en eau profonde et quatre casernes proches de Port Stanley. Trois mille cinq cent soldats (1500 marins, 1000 hommes de la Force Aérienne) sont stationnés dans les îles, ce qui constitue une force assez dissuasive. On peut souligner l'importance de ces effectifs, masculins pour la plupart, cela crée un déséquilibre important au sein de la population, mais outre cette différence « sexuelle », les Argentins sont les premiers à souligner l'énormité de la situation, il y a moins de 2 000 habitants aux Malouines, il y a presque 2 soldats pour un Falklandais !

Il faut également considérer le coût de cette « présence », ce dernier est estimé jusqu'en 1987, à quelque 8000 millions de dollar, tout cela pour fortifier une île qui se situe à quelque 13000 kilomètres de Londres, mais surtout à 6500 kilomètres des zones stratégiques britanniques, on peut alors se poser une question, pourquoi tant d'effort ? Pour le pétrole, pour contrôler une partie de l'Antarctique ? Bien que celui-ci soit protégé par le traité de l'Antarctique du 1^{er} décembre 1959 et par son moratoire ? Pour protéger 2000 habitants ?

Pour compléter cet équipement, les Anglais ont également, installé des radars permanents pour la défense antiaérienne des îles, ainsi qu'un équipement défensif c'est-à-dire des missiles terre/air.

Du fait, nous le notons bien, les Anglais ont véritablement fortifié les îles Malouines contre toute nouvelle menace argentine. Cette position défensive est très dissuasive pour les Argentins, la possibilité de reprendre l'archipel par la force s'avère dorénavant une solution très difficile.

Néanmoins, même si les Argentins ont toujours le désir de se venger après la défaite, ils en seraient bien incapables financièrement, tant le pays est au bord de la banqueroute, de même d'un point de vue politique, la situation est tellement catastrophique que leurs préoccupations sont tout autres.

Notons également que cet équipement militaire n'encourage nullement l'ouverture de négociations.

Chapitre 6

Les relations entre Falklandais et Argentins depuis 1982

Les relations de l'archipel des Malouines avec les Argentins sont problématiques. Le sujet demeure une préoccupation et une menace constante pour les habitants.

D'autant que l'avenir des îles n'est pas dans les mains des Falklandais, ces derniers ont certes une représentation à l'échelle internationale, mais lorsqu'il s'agit de négocier avec l'Argentine, c'est Londres qui assure la charge de la politique étrangère et de la défense.

C'est pourquoi la population regarde avec une certaine défiance le gouvernement britannique à chaque nouvelle négociation avec les Argentins. D'ailleurs, toute tentative de normalisation de la part du gouvernement britannique avec l'Argentine est ressentie comme une trahison et une volonté de désengagements de la Grande-Bretagne envers sa responsabilité de protection et de défense de l'île.

Le problème étant que les habitants n'ayant pas les moyens ni les pouvoirs de décision, la solution serait donc peut-être de leur accorder quelques pouvoirs.

A noter que les principaux partis politiques britanniques consentiraient à donner le droit aux habitants des Malouines de déterminer leur propre souveraineté. Compte tenu du degré de loyauté et le profond attachement des insulaires pour l'Angleterre, le gouvernement britannique ne prendrait aucun risque à leur accorder une plus large autonomie.

Aussi, nous pouvons considérer que les Argentins ont perdu leur intérêt économique avec les îles, préalablement, ils étaient les fournisseurs presque officiels des îles, ils avaient établi peu à peu leur monopole. Bien entendu, après les événements belliqueux, il n'était plus question de favoriser les échanges avec l'Argentine, bien au contraire, les Falklandais ont donc recherché d'autres partenariats.

Les relations avec les autres pays d'Amérique du Sud

Avant la guerre des Malouines, c'est l'Argentine qui assurait le confort quotidien des habitants de l'archipel, en assurant les liaisons aériennes et maritimes avec le continent, les soins médicaux graves et les études supérieures. Après le conflit, il était bien entendu clair que l'Argentine ne pourrait plus jouer ce rôle qui contribuait à resserrer les liens avec les Kelpers.

C'est pourquoi les Malouines qui ont toujours eu de bons rapports avec le Chili et l'Uruguay ont convenu de nouveaux arrangements avec l'Uruguay.

En même temps, les relations avec le Chili n'ont cessé de s'améliorer. De ce fait, un accord a été conclu pour fixer un vol hebdomadaire assuré par la compagnie Lan Chile, entre Santiago, Punta Arenas et les Malouines.

L'intérêt est aussi économique pour le Chili, puisqu'il est parvenu à développer le commerce avec les Malouines, devenant le premier fournisseur de matériel de construction. De même, bétail, fruits frais et vins sont importés du Chili.

IX) L'enjeu des alliances de l'Argentine

Préambule

I - Les alliances et relations argentines

II - Les amitiés argentines (les pays en dissension avec le Royaume-Uni)

III - L'impact du conflit du canal de Beagles dans les relations argentines avec le Chili

Préambule

Parmi les pays d'Amérique du Sud, l'Argentine reçut un soutien mitigé, par contre, elle fut soutenue par des pays communistes, notamment Cuba et surtout l'URSS. Le soutien de ces deux derniers états fut très contesté, d'autant plus dans le cadre de la guerre froide.

L'Argentine entame des démarches diplomatiques multiples auprès des instances internationales et de ces supposés alliés. Mais pour la Junte, la stratégie s'avère complexe, compte tenu qu'elle est relativement novice dans le domaine de la diplomatie internationale, elle ne figure pas comme la Grande-Bretagne au premier rang des décideurs internationaux. D'autant que « auteur d'une agression caractérisée », donc condamnable du point de vue du droit international. Alors que quelques jours plus tôt, sentant la pression s'accroître, le Conseil de sécurité avait demandé aux deux parties de ne pas recourir à la force. La complexité de la tâche argentine consistait à la fois à faire accepter son coup de force et en même temps saper les efforts diplomatiques britanniques.

Faisant partie du continent américain, l'Argentine comptait « naïvement » sur ses relations avec les États-Unis, sur son appartenance à l'Organisation des États américains (OEA) et au Traité d'assistance inter-américaine (TAI), sur ses alliances régionales, notamment avec les pays du pacte andin. La stratégie argentine se résuma à présenter la Grande-Bretagne comme une puissance coloniale, affirmation dont il découlait que l'occupation des Malouines était illégitime et cette iniquité justifiait, pour y mettre fin, le recours à la force.

Chapitre 1

Les alliances et relations argentines

Avec les pays d'Amérique du Sud

Au sein de l'Amérique Latine, nous l'avons vu le TIAR et l'OEA ne furent pas efficaces, on constate néanmoins quelques solidarités pour les Argentins.

Dès le 6 avril, le Pérou, le Nicaragua, le Salvador, la Bolivie, l'Equateur, le Panama, le Guatemala, la Colombie et l'URSS apportent leur soutien moral à l'Argentine.

Le Pérou et le Venezuela sont parmi les quelques pays de l'Amérique Latine qui sont prêts à aider militairement l'Argentine.

Le général Cisteros, ministre de la défense du Pérou proclame que son pays aidera militairement l'Argentine si cette dernière le demande.

Par la suite, le Pérou propose de mettre les Falkland sous le contrôle de l'OEA.

Le Pérou est aussi très actif d'un point de vue diplomatique, puisqu'il s'implique dans le conflit, après l'échec des Etats-Unis, le 5 mai 1982, il propose alors une médiation, dont voici l'essentiel :

“Draft Interim Agreement on the Falkland / Malvinas Islands:-

(1) An immediate ceasefire, concurrent with:-

(2) Mutual withdrawal and non-reintroduction of forces, according to a schedule to be established by the Contact Group;

(3) The immediate introduction of a Contact Group composed of Brazil, Peru, The Federal Republic of Germany and the United States into the Falkland Islands, on a temporary basis pending agreement on a definitive settlement. The Contact Group will assume responsibility for (A) Verification of the withdrawal; (B) Ensuring that no actions are taken in the Islands, by the local

administration, which would contravene this interim agreement; and (C) Ensuring that all other provisions of the agreement are respected

(4) Britain and Argentina acknowledge the existence of differing and conflicting views regarding the status of the Falkland Islands;

(5) The two Governments acknowledge that the aspirations and interests of the Islanders will be included in the definitive settlement of the status of the Islands;

(6) The Contact Group will have responsibility for ensuring that the two Governments reach a definitive agreement prior to 30 April 1983."

Le président Fernando Belaunde Terry's constitue alors un véritable tandem avec le secrétaire d'Etat américain Alexander Haig et le secrétaire des Nations Unies Javier Pérez de Cuellar's.

Alors que de son côté, le président vénézuélien Luis Herrera Campins déclare que son pays révisé ses relations commerciales avec la Grande-Bretagne.

Ce durcissement de la position vénézuélienne à l'égard de Londres pourrait déboucher sur l'annulation d'une commande de vingt-quatre avions de combats britanniques du type « Hawk » ainsi que sur la rupture des relations commerciales et la révision des contrats existants entre les deux pays.

Le 1^{er} juin, l'éditorial *La Nación* donne un espoir d'amélioration dans la solidarité sud-américaine :

« El apoyo diplomático y militar de Caracas. El presidente de Venezuela Luis Herrera Campins, tiene en sus manos la decisión de aplicar el artículo 8 del TIAR que puede significar la ruptura de relaciones diplomáticas con Gran Bretaña. El canciller José Alberto Zambrano Velasco, tras intervenir en la reunión de consulta de los cancilleres americanos en Washington informo al presidente de los alcances de la resolución adoptada sobre la aplicación del TIAR. Zambrano explico que la resolución adoptada indica que corresponde a cada estado individual o colectivamente, si es el caso, a través de alguna coordinación

proceder a la aplicación de aquellas medidas que estime prudentes, si es que se considera que debe procederse a su aplicación¹».

Mais, les gouvernements sud-américains ne prirent aucune décision au niveau du TIAR, leur mécontentement se manifesta par une désapprobation de l'attitude anglaise et par quelques mesures économiques.

Pour autant, nous constatons un certain enthousiasme « individualiste » chez quelques milliers de sud-américains qui se mobilisent et manifestent leur désir d'aller rejoindre les Argentins aux îles Malouines pour se battre contre la nation colonisatrice. Une souscription est lancée au Brésil par exemple, elle réunit plus de 5000 volontaires.

Au Brésil, le gouvernement est sorti de son mutisme début mai, il réagissait en fait à l'agression anglaise pour la reconquête des îles Sandwich et à l'attaque de l'aviation britannique sur Puerto Argentino, déclarant son désaccord. Les Brésiliens ont toujours fait preuve, c'est une constante, d'une grande modération dans leur politique étrangère, du fait ils en appellent aux Nations Unies qui doivent trouver une solution diplomatique au conflit.

Nous pouvons expliquer cette lenteur de réaction de la part du Brésil, par la rivalité entre les deux pays. D'ailleurs la presse argentine, se fait l'écho de ces difficultés :

“Argentina y la bomba atómica. Río de Janeiro. El conflicto entre la Argentina y Gran Bretaña por las Malvinas podría dar al gobierno de Buenos Aires el pretexto que precisaba” para producir la bomba atómica. Algunos comentarios de prensa publicados hoy en diarios locales señalan que la confrontación con Inglaterra podría servir para impulsar a los que en Argentina postulan la fabricación de la bomba, especialmente si las tropas británicas obligase a los argentinos a retroceder. Ese hecho podría ser negativo para Brasil, que esta atrasado con relación a Argentina en materia de aplicación de la energía nuclear. Argentina hace ya años que tiene en funcionamiento centrales energéticas impulsadas por tal tipo de energía, mientras que Brasil esta iniciando el ciclo. Los observadores diplomáticos señalaron la “rivalidad” entre Argentina

¹ El 1 de junio 1982, La Nación.

y Brasil por el “predominio” en la región, siendo que ninguno de los dos países firmo el Tratado Nuclear (Brasil lo firmo pero no le ratifico) de Tlatelolco (México) de 1967, que prohíbe el desarrollo de armas atómicas en América Latina. El programa nuclear argentino es el mas avanzado del continente, con excepción de Canadá y EE.UU².”

L'Argentine envisageait-elle sérieusement de fabriquer l'arme nucléaire en 1982 ? Non, la Junte n'avait pas lancé de tel programme, par contre, le conflit des Malouines pourraient faire naître l'idée, dans la mesure où, suite à la défection des Etats-Unis, elle n'aurait plus à lui « plaire », mais au contraire lancer un programme de bombe atomique pour les défier.

En 1967, l'Argentine a signé le traité de Tlatelolco sur la dénucléarisation de l'Amérique Latine, mais elle l'a fait en s'arrogant le droit de procéder à des explosions expérimentales à fins pacifiques, en utilisant les techniques qui sont mises en œuvre dans les armes nucléaires. Mais l'Argentine n'a pas ratifié ce traité. Quant au Brésil qui, lui, a ratifié le traité, son engagement définitif ne tient que si tous les Etats sud-américains signataires ratifient le traité.

Par ailleurs, l'Argentine n'a pas signé le traité de non-prolifération de 1968. Est-ce un élément qui permet de soutenir que l'Argentine ne s'estime pas tenue par des engagements internationaux qui limiteraient sa marge de choix en matière nucléaire ? L'Argentine étant, dans tout le continent latino-américain, le pays qui, sur le plan scientifique et technique, peut le plus aisément se doter d'une arme nucléaire. Cela pourrait être dangereux, si elle basculait dans le camp soviétique.

Le risque le plus significatif étant que dans ces conditions, si Buenos Aires ne réussit pas à faire valoir « ses droits » sur les îles Falkland, un gouvernement quel qu'il soit, militaire ou populiste, enhardi par son succès ou stimulé par son échec décide de se doter de l'arme nucléaire. Si nous rapprochons la situation de l'Argentine, à celle de la France, on peut craindre le pire. Car en effet pour expliquer la mise en route du programme français d'armement atomique, on a conclu à l'amertume ressentie lors de l'échec de l'expédition de Suez en 1956. Même si cette explication n'est pas fondée : le programme militaire français, pour toutes sortes de raisons, était en germe depuis la

² *La Prensa*, 13 de abril 1982

création du Commissariat à l'Energie Atomique, après la deuxième guerre mondiale. Toutefois, force est de reconnaître que l'affaire de Suez n'a fait qu'inciter certains dirigeants de la Quatrième République à prêter plus d'attention au programme d'armement nucléaire.

Tout aussi tardivement, le Mexique apporte également son soutien à l'Argentine.

Le Panama reconnaissait également la légitimité des droits argentins sur les Malouines. Il émit sa position auprès du Conseil de Sécurité des Nations Unies, ainsi qu'auprès de l'OEA. Il fut d'ailleurs relativement assez actif vers le début du mois de juin, d'un point de vue diplomatique. Dans la mesure où, le président Aristide Royo eut une entrevue avec François Mitterrand et d'autres personnalités, au cours de laquelle selon des sources argentines, ils débâtèrent des événements malouins. L'ambassadeur argentin en représentation à Paris, Jorge Schamis reçut également le président panaméen. Ce dernier poursuivit son action diplomatique dans d'autres villes européennes.

En ce qui concerne le Chili, il fait savoir qu'il se déclare neutre si le conflit dégénère en guerre. Mais il se déclare prêt à apporter tous ses efforts pour le règlement pacifique de la question. L'ambassadeur Pedro Daza expose par ailleurs le danger de la situation, tout en réaffirmant qu'il n'accordait pas son soutien à l'Argentine. Le 1^{er} mai, le ministre des relations extérieures du Chili brise le silence en réaffirmant auprès de l'Argentine, sa position de neutralité.

La Bolivie, décide à la mi-avril, de ne pas envoyer d'aide militaire à l'Argentine. Depuis le début de la crise, les autorités boliviennes ont énergiquement pris position en faveur de Buenos Aires stipulant que toute agression contre l'Argentine constituerait une agression contre l'ensemble de l'Amérique Latine. Mais elle considérait qu'une solution négociée était préférable.

La position du gouvernement bolivien est affirmée par le ministre Gonzalo Romero.

Traditionnellement, la Bolivie a toujours reconnu les droits historiques de la République Argentine sur l'archipel, elle considérait ses îles comme une partie inaliénable et légitime du territoire argentin.

Elle avait adhéré aux principes consacrés dans la charte des Nations Unies, et de la charte de l'Organisation des Etats Américains sur la solution pacifique des controverses territoriales dans le monde.

La Bolivie formula un fervent appel aux deux opposants pour solliciter une solution pacifique au conflit. Il souhaitait éviter l'usage de la force et trouver une solution négociée.

En ce qui concerne la Colombie, le ministre Carlos Lemos Simmons affirma que son pays considérait que le droit invoqué par l'Argentine était légitime dans la mesure où elle réaffirmait depuis plus d'un siècle par la voie diplomatique que la souveraineté sur les îles lui revenait. On peut également souligner que la Colombie se trouve dans la même situation que la Grande-Bretagne vis-à-vis du Nicaragua. En effet ce dernier lui réclame les îles de San Andrés et Providencia. Toutefois, elle n'a pas condamné l'Argentine.

Le Costa Rica, par la voix de Bern Niehaus, exprime le fait que la Grande-Bretagne a pris possession des îles en 1833 en toute illégalité et en méconnaissant les principes élémentaires du droit des nations. Il considère également que les intérêts souverains de l'Argentine n'ont pas obtenu réparation, ni réponse, bien que ses demandes fussent répétées. Il appuie les réclamations territoriales de la République Argentine vis-à-vis de l'archipel des Malouines.

Le régime d'extrême gauche du Nicaragua et de droite du Guatemala ont tendu simultanément la main à l'Argentine.

Le Salvador, pro-américain affirme également son soutien à l'Argentine, alors que Cuba, pro-soviétique se prononce aussi en faveur de celle-ci...

Nous pouvons donc dire que les relations diplomatiques et l'équilibre est/ouest sont complètement transformés.

Même l'Espagne, sœur hispanique propose une gestion commune des Etats-Unis, de l'Argentine et de la Grande-Bretagne. Le Général Galtieri atteint alors l'extrême de ses concessions et accepterait l'évacuation de ses troupes à conditions que Londres retire la Navy et reconnaisse la souveraineté argentine.

On doit bien avouer que globalement, les pays d'Amérique du Sud se sont montrés relativement peu engagés dans le conflit malouin. Cela compte tenu des dissensions de l'Argentine avec ses voisins. Le Pérou s'est montré le pays le plus solidaire en offrant ses bons offices dans les négociations diplomatiques. Alors que les liens avec Cuba se révèlent une fois le conflit malouin en marche, lorsque les Etats-Unis manifestent leur soutien officiel aux Anglais.

Ce manque de soutien de ses voisins sud-américains peut être expliqué par les oppositions ponctuelles, l'Argentine tentait depuis peu d'aplanir et de repousser de plus en plus loin les conflits frontaliers afin d'accentuer son intégration au sein des pays d'Amérique Latine.

Jusqu'à la fin des années 1970, toutefois, la construction des centrales hydrauliques sur le Rio de la Plata avait sérieusement perturbé ses relations avec le Brésil.

L'intimidation entre les deux pays était relativement forte, c'est pourquoi, dans les années 1970, les deux pays développaient des programmes de recherche sur l'arme atomique. Mais, en 1982, ni l'un ou l'autre des pays ne possédait d'armes de destruction massive.

Les pays sud-américains ne sont pas réellement parvenus à trouver un chemin d'entente, ni une bonne cohésion sur le plan diplomatique ; Il faudra attendre le Mercosur, créé le 26 mars 1991 pour parvenir à niveler les différends, même si l'entente se fera sur le plan économique.

Pour autant, lorsque survient le conflit malouin, les pays d'Amérique du Sud, excepté le Chili, font bloc derrière l'Argentine. Aussi, il convient de souligner que depuis leur création, le Pacte Andin et le Mercosur se sont montrés des supporters de la cause argentine.

Les traités d'assistance avec les pays sud américains

Les expériences d'intégration régionale ou de libre-échange ont été nombreuses en Amérique du Sud mais, elles révèlent une certaine fragilité des liens existant entre les nations sud-américaines.

En 1960, à l'initiative des pays du Cône Sud est créée l'ALAE (l'Association latino-américaine de libre échange), elle associait les pays d'Amérique du Sud et le Mexique. L'objectif était de permettre, grâce à l'intégration régionale au sein d'un marché commun, un meilleur développement des pays de la région.

Le projet promettait d'être ambitieux, mais les réalisations ne furent guère à la hauteur. En 1980, les projets sont revus à la baisse et l'ALAE est remplacée par l'ALADI (Association latino-américaine d'intégration).

L'ALADI poursuit le même objectif que l'ALAE, mais ses ambitions visent le court terme et sont plus modestes. Son siège est situé à Montevideo, en Uruguay. Sa

principale fonction est de promouvoir les convergences et l'articulation des différents projets d'intégration déjà existants en vue de la mise en place d'un seul système.

Dès 1969, les déboires de l'ALAE poussèrent un certain nombre d'États sud-américains à signer le Pacte andin (constitué le 26 mai 1969 à Carthagène en Colombie) sous le nom d'Accord d'intégration sous-régional, le Pacte Andin regroupe la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela. Il instaure une union économique et une politique industrielle.

Mais celle-ci a longtemps souffert des crises économiques et politiques qui ont secoué ses différents États membres. La dynamique a été quelque peu relancée en 1996 lorsque le Pacte andin a été transformé en Communauté andine des nations (CAN), mais le bilan aujourd'hui reste toujours très controversé.

Toutefois, les antagonismes entre le Brésil et l'Argentine ont freiné l'intégration régionale et ce n'est que dans les années 1980 qu'une politique de coopération a véritablement pu être mise en route. En 1986, ce rapprochement se traduit par la signature du Programme d'Intégration et de Coopération Économique, prévoyant l'ouverture graduelle et sectorielle des deux marchés nationaux, dans le cadre juridique de l'ALADI.

Le Mercosur, créé en 1991, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1995 rassemblait alors et reste encore aujourd'hui composé de quatre pays (5 en 2006, puisque le Venezuela a rejoint le marché) : le Brésil et l'Argentine, ainsi que les deux États-tampons qui les séparent, le Paraguay et l'Uruguay. Il s'agissait alors de toute évidence d'une intégration « atlantique » des pays d'Amérique du Sud.

Les traités d'assistance dans le conflit

Pour ce qui est du Pacte Andin (la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou, et le Venezuela) il affirme son soutien total à l'Argentine. En signe de solidarité, ils ouvrent leurs marchés aux produits qui ne peuvent être vendus à la Communauté Européenne, compte tenu de l'embargo.

Le 16 janvier 1976, le Comité Juridique Interaméricain décréta après la mission Shackleton :

“1°) La République Argentine tient comme indiscutable le droit de souveraineté sur l'archipel, la question fondamentale était de résoudre le processus à suivre pour réintégrer le territoire.

3°) Ils constituent des menaces pour la paix et la sécurité du continent, ainsi que des violations flagrantes aux normes internationales sur la non-intervention, la présence de navires de guerre étrangers à proximité des Etats-Unis, ainsi comme le confirme l'envoi par les autorités britanniques d'autres navires.”

En ce qui concerne le TIAR (Tratado Interamericano de Asistencia Reciproca³), il fut créé lors de la Conférence de Rio de Janeiro en 1947, approuvé par les Etats-Unis. Il a pour but de réunir dans des conférences interaméricaines le maintien de la paix et de la sécurité du continent.

En quelque sorte, le TIAR est un outil d'instrumentalisation américain, il reprend les principes de l'OEA tout en conjuguant les principes définis par la Charte des Nations Unies, soit défendre la souveraineté, l'intégralité territoriale, l'indépendance politique des Etats américains et préserver la sécurité et la paix du continent.

Le TIAR fut modifié en 1975, lors de la Conférence Interaméricaine à San José (au Costa Rica). Les Etats ajoutèrent un protocole qui visait à augmenter la vigilance en matière de défense et d'assistance des Etats inter-américains.

Le TIAR envisageait dorénavant la défense des pays sud-américains dans l'éventualité d'une attaque par un état extra-continentale, ou par un autre état américain.

Son fondement vise la sécurité, la paix et la répression des actes agressifs contre un pays d'Amérique.

Le TIAR peut intervenir lors d'une attaque armée ou d'une agression par un autre état sur le territoire sud-américain. Mais également, lorsque les décisions ou recommandations sont adoptées par les 2/3 des Etats faisant partie de l'Organe de consultation.

Dans le cas du conflit des Malouines, on avait cette configuration, de ce fait, on peut se demander pourquoi le TIAR n'est-il pas intervenu ?

Par manque de cohésion au sein des pays sud-américains, à cause de la pression américaine ? Les raisons sont multiples.

³ Traité d'Interaméricain d'Assistance Réciproque.

D'ores et déjà le 23 avril, la Junte avait cessé d'espérer un soutien militaire du TIAR. Cela dans la mesure où, le 20 avril, l'Organisation des Etats Américains décide, à la demande de l'Argentine, de réunir une conférence des ministres des Affaires étrangères des vingt-et-un pays signataires du Traité de Rio. Buenos Aires souhaitait obtenir l'adhésion des pays latino-américains à sa thèse sur la souveraineté dans les Malouines et des sanctions contre la Grande-Bretagne.

La réunion se tient les 27 et 28 avril. Elle ne débouche pas sur les sanctions que réclamait l'Argentine mais sur une résolution qui reconnaît la souveraineté de Buenos Aires sur les Malouines et demande aux deux belligérants de cesser toute activité militaire autour de l'archipel. La résolution est adoptée par 17 voix, les Etats-Unis s'abstenant, ainsi que le Chili, la Colombie et Trinidad.

Du côté de l'OEA (Organisation des états américains, en anglais OAS) créée en 1948, elle prend quelques initiatives, mais globalement, cela reste très en deçà de son rôle.

Notamment, le 13 avril 1982, elle prend la Résolution 359 :

"[...]Whereas: The dispute between the Republic of Argentina and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland in relation to the Malvinas (Falkland) Islands is endangering the peace of the hemisphere, and the fundamental principles and purposes established in the Charter of the Organization of American States include those of strengthening the peace and security of the continent, preventing possible causes of difficulties and ensuring the peaceful settlement of disputes, the Permanent Council of the Organization of American States resolves:-

(1) To express its profound concern over the serious situation that the Republic of Argentina and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland now face;

(2) To express its fervent hope that a rapid, peaceful solution can be found to the disagreement between the two nations within the context of the rules of international law;

(3) To offer its friendly cooperation in the peace efforts already under way, in the hope of contributing in this way to a peaceful settlement of the dispute that will avert once and for all the danger

of war between countries that deserve the respect of the international community.”

Mais, on le constate l'OEA n'exprime que son inquiétude et des souhaits, rien n'est expressément dit quant à une possibilité d'intervention.

L'Argentine, de plus en plus isolée diplomatiquement tente de regrouper autour d'elle ses amis de l'OEA, la plupart des membres de cette association lui sont en effet favorables mais ils restent fort réticents lorsqu'il s'agit d'approuver ouvertement l'intervention militaire, exceptés le Pérou et le Venezuela.

Elle réunit dès le 5 avril une réunion spéciale qui aboutit, le lendemain, à une offre de « bons offices » des Etats-Unis.

Dans un premier temps, elle décide d'être relativement neutre.

De ce fait, elle n'adopte aucune position, mais, à la demande de l'Argentine, elle devient plus active fin avril. Soit le 21 avril, elle adopte la Résolution 360 :

“Whereas: In its note dated 19 April 1982, the Government of Argentina requested convocation of the Organ of Consultation, pursuant to Article 6 of the Inter-American Treaty of Reciprocal Assistance, to consider the measures that it would be advisable to take for the maintenance of the peace and security of the hemisphere, and the Permanent Council of the Organization of American States has heard the statement by the Permanent Representative of Argentina denouncing a grave situation that threatens the peace and security of the hemisphere and that affects the sovereignty and territorial integrity of his country, and describing the measures that the Argentine Government has adopted in exercise of the right of legitimate self-defence, the Permanent Council of the Organization of American States resolves:-

(1) To convene the Organ of Consultation under the provisions of the Inter-American Treaty of Reciprocal Assistance, and in accordance with Article 70 of the Rules of Procedure of this Permanent Council, to consider the grave situation that has arisen in the South Atlantic;

(2) To decide that the Organ of Consultation shall meet at the headquarters of the General Secretariat of the Organization on 26 April 1982, at 10am;

(3) To constitute itself and to act provisionally as Organ of Consultation, pursuant to Article 12 of the Inter-American Treaty of Reciprocal Assistance.”

Les résultats de la consultation du 26 avril aboutissent le 28 avril à un communiqué et quelques résolutions :

“Resolution 359 of 13 April 1982, adopted by the Permanent Council of the Organization of American States, and the Declaration adopted unanimously by the Ministers of Foreign Affairs at the opening session of the Twentieth Meeting of Consultation, and in conformity with the Inter-American Treaty of Reciprocal Assistance, resolves:-

(1) To urge the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland immediately to cease the hostilities it is carrying on within the security region defined by Article 4 of the Inter-American Treaty of Reciprocal Assistance, and also to refrain from any act that may affect inter-American peace and security;

(2) To urge the Government of the Republic of Argentina likewise to refrain from taking any action that may exacerbate the situation;

(3) To urge those governments immediately to call a truce that will make it possible to resume and proceed normally with the negotiation aimed at a peaceful settlement of the conflict, taking into account the rights of sovereignty of the Republic of Argentina over the Malvinas (Falkland) Islands and the interests of the Islanders;

(4) To express the willingness of the Organ of Consultation to lend support, through whatever means it considers advisable, to the new initiatives being advanced at the regional or world level, with the consent of the Parties, which are directed toward the just and peaceful settlement of the problem;

(5) To take note of the information received about the important negotiations of the Secretary of State of the United States of America and to express its wishes that they will be an effective contribution to the peaceful settlement of the conflict;

(6) To deplore the adoption by members of the European Economic Community and other states of coercive measures of an economic and political nature, which are prejudicial to the Argentine nation and to urge them to lift those measures, indicating that they constitute a serious precedent, inasmuch as they are not covered by Resolution 502 (1982) of the United Nations Security Council and are incompatible with the Charters

of the United Nations and of the Organization of American States and the General Agreement on Tariffs and Trade;

(7) To instruct the President of the Twentieth Meeting of Consultation to take immediate steps to transmit the appeal contained in operative paragraphs 1, 2 and 3 of this resolution to the governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of the Republic of Argentina, and also to inform them, on behalf of the foreign ministers of the Americas, that he is fully confident that this appeal will be received for the sake of peace in the region and in the worlds;

(8) To instruct the President of the Twentieth Meeting of Consultation immediately to present this resolution formally to the Chairman of the United Nations Security Council, so that he may bring it to the attention of the members of the Council;

(9) To keep the Twentieth Meeting of Consultation open, especially to oversee faithful compliance with this resolution, and to take such additional measures as are deemed necessary to restore and preserve peace and settle the conflict by peaceful means.”

On remarque qu'ici les membres de l'OEA prennent un peu plus position, mais aucune mesure concrète ne ressort de cette réunion. Les Argentins sont toujours aussi seuls.

Le même jour, le 28 avril, les États-Unis présentent un plan de règlement du conflit, mais celui-ci est rejeté des deux côtés.

Pendant ce temps, le 30 avril, la communauté internationale apprend que Cuba a cédé des armes à l'Argentine. Les États-Unis se rangent alors officiellement du côté de la Grande-Bretagne et suspendent l'ouverture de crédits destinés à l'Argentine.

Début mai, l'OEA proteste contre l'attitude des États-Unis. Ces derniers, le 6 mai, présentent avec le Pérou un nouveau plan de paix, lui aussi rejeté.

Les membres de l'OEA se réunissent une nouvelle fois, le 29 mai, cette fois, le soutien à l'Argentine se fait davantage sentir, dans la mesure où, les Anglais se sont montrés déterminés dans leur volonté d'écraser les Argentins. Particulièrement avec l'attaque du *Belgrano*, qui a choqué toute la communauté internationale et davantage encore les sud-américains.

The Twentieth Meeting of Consultation of Ministers of Foreign Affairs resolves:-

(1) To condemn most vigorously the unjustified and disproportionate armed attack perpetrated by the United Kingdom, and its decision, which affects the security of the entire American hemisphere, of arbitrarily declaring an extensive area of up to twelve miles from the American coast as a zone of hostilities, which is aggravated by the circumstance that when these actions

- were taken all possibilities of negotiation seeking a peaceful settlement of the conflict had not been exhausted;*
- (2) To reiterate its firm demand upon the United Kingdom that it cease immediately its acts of war against the Argentine Republic and order the immediate withdrawal of all its armed forces detailed there and the return of its task force to its usual stations;*
- (3) To deplore the fact that the attitude of the United Kingdom has helped to frustrate Javier Perez de Cuellar, the Secretary-General of the United Nations;*
- (4) To express its conviction that it is essential to reach with the greatest urgency a peaceful and honourable settlement of the conflict, under the praiseworthy efforts and good offices of Mr Javier Perez de Cuellar, the Secretary-General of the United Nations, and to lend its full support to the task entrusted to him by the Security Council;*
- (5) To urge the Government of the United States of America to order the immediate lifting of the coercive measures applied against the Argentine Republic and to refrain from providing material assistance to the United Kingdom, in observance of the principle of hemispheric solidarity recognised in the Inter-American Treaty of Reciprocal Assistance;*
- (6) To urge the members of the European Economic Community, and the other States that have taken them, to lift immediately the coercive economic or political measures taken against the Argentine Republic;*
- (7) To request the States parties of the Rio Treaty to give the Argentine Republic the support that each judges appropriate to assist it in this serious situation, and to refrain from any act that might jeopardise that objective. If necessary, such support may be adopted with adequate co-ordination ;”*

Nous le ressentons, cette fois, le ton est beaucoup plus « menaçant » à l'encontre de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Les membres de l'OEA déplorent l'attitude de la Grande-Bretagne. Ainsi que des Etats-Unis qui les soutiennent et qui font partie de l'OEA. Ils demandent également à ce que la CEE stoppe son embargo économique contre l'Argentine.

On le sent donc la pression se fait plus forte, seulement, l'OEA ne prend pas de mesures concrètes, par exemple, elle ne rétorque pas à l'embargo de la CEE, par un embargo à l'encontre de celle-ci.

L'organisation est trop « pacifiste » pour être un réel soutien auprès de l'Argentine, toutefois, son soutien n'est pas négligeable. Elle continuera son activité diplomatique auprès de l'Argentine après la fin de la guerre.

C'est le 15 novembre 1984 qu'une résolution de l'OEA vient approuver l'attitude de l'Argentine dans son altercation avec la Grande-Bretagne sur les Malouines : 21 pays ont voté pour, 9 pays se sont abstenus (pays anglophones des Caraïbes), la Dominique a voté contre.

Le 16 mai 1985, l'Argentine a prononcé un réquisitoire devant le conseil permanent de l'OEA en session extraordinaire pour dénoncer la menace que faisait peser sur elle, l'installation aux Malouines à Mont Plaisant, d'une base militaire, le dispositif pouvant permettre des offensives éclairs sur le sud du continent latino-américain.

Après que l'Argentine continue de réclamer une action de l'OEA, Washington prévient Londres, le 25 mai, qu'il ne veut pas d'une « victoire trop écrasante » sur l'Argentine.

Deux jours plus tard, l'Organisme de consultation du TIAR condamne la Grande-Bretagne et fustige la position américaine.

Depuis lors, à chaque date anniversaire, les Argentins font parvenir un communiqué de presse auprès de l'OEA (voici un extrait de ce communiqué publié en 2003) :

« Aujourd'hui, en ce 170^{ème} anniversaire de cette occupation illégitime, le peuple et le Gouvernement argentins réaffirment les droits imprescriptibles de la République argentine à la souveraineté sur les îles Malouines ; la Géorgie du Sud, et les îles Sandwich du Sud, ainsi que les espaces maritimes qui les entourent. »

La politique étrangère des États-Unis en Amérique Latine

En Amérique Latine, les États-Unis ont une politique très interventionniste. Celle-ci vise à lutter contre la montée du communisme dans une partie du monde qu'ils considèrent comme leur zone réservée.

La politique américaine en Amérique du Sud vise un objectif : isoler à tout prix Cuba et lutter contre l'influence soviétique.

L'opinion américaine est exprimée par la voix du secrétaire d'État Alexander Haig :

“Argentina⁴ esta motivada por un profundo compromiso nacional a establecer la posesión de las islas: se siente frustrada por los años de lo que considera negociaciones infructíferas, Gran Bretaña recalca su antigua posesión de las islas y afirma que deben respetarse los deseos de los habitantes de las islas en cualquier arreglo duradero.

La politique de l'endiguement américaine vise Cuba

En 1981, l'isolement de Cuba en Amérique latine s'aggrave. Peu à peu, la pression des États-Unis se fait de plus en plus en sentir, en mars, les relations diplomatiques sont rompues avec la Colombie et en octobre avec la Jamaïque. Même si Fidel Castro tente de conserver une attitude modérée, particulièrement dans ses fonctions de président du mouvement des non-alignés (il a évité toute polémique concernant l'Afghanistan, le Cambodge et ses divergences avec les Yougoslaves), son rôle de porte-parole du mouvement s'est vu considérablement amoindri lorsque les États-Unis ont réussi à empêcher sa participation au sommet de Cancun.

Pour autant, malgré l'agressivité verbale de l'administration Reagan, qui a multiplié les accusations d'« intervention » de Cuba en Amérique centrale, les contacts américains avec Cuba ne s'interrompent pas.

Notamment en novembre 1981, le troisième homme fort du régime castriste, Carlos Rafael Rodríguez s'entretient au Mexique avec le secrétaire d'État américain Alexander Haig. De même, le général Walters, ancien directeur adjoint de la CIA s'est par la suite rendu dans l'île. En janvier 1982, trois membres du Congrès américain visitaient Cuba et Fidel Castro montrait quelques signes de bonne volonté en libérant quelques prisonniers américains.

Pour autant, sur le plan intérieur, Fidel Castro a utilisé la tension avec Washington pour fédérer autour de lui la population. Dans sa propagande, il prétendait ne pas soutenir le Salvador, donc de ce fait qu'il n'envoyait pas d'armes. Il accusait les États-Unis d'utiliser des armes biologiques contre l'île et de préparer une invasion militaire.

⁴ Pineiro Armando Alonso, *Malvinas: los debates en la OEA*, Temas militares, Buenos Aires, 1982, 80 pages.

En parachevant sa propagande avec la création d'une milice territoriale, Fidel Castro semblait avoir réussi à restaurer une unité nationale, celle-ci ayant été quelque peu affectée en 1980 par le départ de 130 000 réfugiés.

Par ailleurs, sur le plan international, le conflit anglo-argentin aux Malouines et le soutien décidé de Cuba à Buenos Aires permettent au régime castriste de retrouver sa place au sein de la « solidarité latine ».

La Couronne britannique, bien malgré elle, a certainement à nouveau ouvert les portes d'une réintégration de Cuba dans la « famille latino-américaine ».

Sur le plan international, l'année 1982 a été marquée par le regain d'agressivité et un durcissement de l'administration Reagan à l'encontre de Cuba. Le Sénat et les milieux libéraux américains ont tenté de contrecarrer cette politique, mais sans obtenir un franc succès.

Au cours du mois de mai 1982, le Trésor des États-Unis a interdit tout transfert de devises vers Cuba, pour des raisons professionnelles ou touristiques. L'utilisation des cartes de crédit dans l'île a elle aussi été prohibée.

Suite à ce durcissement, le directeur de la mission américaine à La Havane a démissionné en juillet 1982. Publiquement, il a admis qu'il se désolidarisait ainsi de la politique de confrontation prônée par Ronald Reagan, estimant que cela n'était pas la solution à adopter.

En août 1982, après que les Cubains aient reconnu avoir doublé leurs achats de matériel militaire depuis le début de l'année, le Sénat américain adoptait une résolution visant à l'utilisation de « tous les moyens y compris militaires » pour contenir l'influence cubaine en Amérique centrale.

Cette motion fut votée après ajout d'un amendement, il stipulait qu'il ne s'agissait pas d'une autorisation accordée au gouvernement, mais d'une simple déclaration de principe.

La Maison blanche a également subi une importante défaite lorsque fin 1982, le Sénat a refusé les crédits destinés à produire une radio « *Radio Martí* », celle-ci devait, à partir de la Floride, émettre vers Cuba.

Au début de 1983, les principaux points de litige avec les États-Unis concernaient toujours l'Amérique centrale et l'Angola.

En Afrique australe, le Sénat américain semblait cependant favoriser la solution prônée par les pays africains, qui refusent de lier la question namibienne à un retrait des troupes cubaines d'Angola.

En ce qui concerne le plan Reagan pour le bassin des Caraïbes, le Sénat rejoignait le point de vue du sénateur Kennedy, celui-ci prétendait que le seul effort militaire ne pouvait résoudre les problèmes de la région (cette position a d'ailleurs été adoptée par la plupart des alliés des États-Unis, en Amérique latine et en Europe).

Ronald Reagan subit une demi-défaite auprès du Sénat, en avril 1983, celui-ci ne lui a accordé que la moitié des crédits militaires demandée en supplément pour le Salvador.

Affaibli dans sa politique extérieure, les provocations de l'administration Ronald Reagan n'ont pas cessé pour autant. Il était même vraisemblable qu'elle voulait provoquer un incident afin de faire basculer l'opinion publique en faveur de sa politique.

De ce fait, les déplacements des diplomates cubains à l'ONU, à New York, ont été strictement limités en avril 1983.

Mais les vols de reconnaissance sur le territoire cubain, suspendus par Jimmy Carter en 1977 ont repris.

Le conflit du Salvador et le soutien argentin

Vue de loin, l'Amérique centrale apparaît comme une nébuleuse de républiques « bananières », la victoire des révolutionnaires sandinistes au Nicaragua, le 19 juillet 1979, a immédiatement suggéré que l'isthme serait le prochain théâtre d'une nouvelle application de la théorie des dominos, vérifiée quatre ans plus tôt dans la péninsule indochinoise. L'état d'ébullition dans lequel se trouvait, depuis le début de 1979, le Salvador permettait de penser que le petit Poucet d'Amérique centrale prolongerait rapidement une chaîne de révolutions dont La Havane, Managua et Saint-Georges (Grenade) étaient les premiers maillons.

L'effet de la victoire des sandinistes au Nicaragua était équivoque, car d'un côté elle avait galvanisé les énergies des révolutionnaires dans toute l'Amérique centrale, mais de l'autre, elle avait ranimé de vieilles craintes aux États-Unis.

En effet, le dictateur pro-américain Somoza est renversé en mars 1979 par la révolution sandiniste, d'inspiration marxiste.

Le leader sandiniste Daniel Ortega se rapproche de l'URSS et de Cuba, instaure une réforme agraire d'inspiration soviétique, soutient les maquis du Salvador et du Guatemala dont les gouvernements sont pro-américains.

Visiblement, à Washington, on était prêt à accepter un nouveau Cuba vingt ans après le précédent, mais sûrement pas un deuxième Nicaragua deux ans après le premier.

Par ailleurs, dans un contexte mondial troublé par les tensions Est-Ouest liées à l'invasion de l'Afghanistan, les révolutionnaires salvadoriens ne pouvaient plus profiter de l'effet de surprise ni bénéficier du préjugé favorable de l'Europe.

A l'issue d'une année 1980 fertile en rebondissements politiques et en violences, l'insurrection a été déclenchée le 10 janvier 1981. Elle s'est traduite par un double échec : les forces armées n'ont pas été battues et la population des villes est demeurée prudente.

La guérilla a cependant prouvé sa force dans toute la partie, la plus pauvre des campagnes. Son offensive a conduit à un accroissement substantiel de l'aide militaire américaine, reprise avant la fin du mandat de Jimmy Carter.

C'est là un facteur de déstabilisation régionale au moins aussi important que l'aide du bloc socialiste aux révolutionnaires. On en voyait les prémices dans l'agitation naissante au Costa Rica et au Honduras, pays qui étaient jusque-là relativement paisibles.

Dans ce gouffre, la jeune révolution nicaraguayenne paraissait particulièrement exposée ; de ce fait, les Etats-Unis encourageaient un mouvement d'isolement diplomatique de Cuba, celui-ci se précisait grâce à ses alliés sud-américains. Ces derniers avaient pour mission d'intervenir diplomatiquement et de façon déguisée auprès des régimes qui risquaient de basculer dans le communisme. L'Argentine était un soutien actif dans cette politique.

Mais avec le conflit des Malouines et le basculement du soutien américain, ce soutien devait être remis en cause :

“En el caso de los Estados Unidos, muy particularmente, la explosiva situación de América Central, a punto de convertirse en

un volcán subversivo, reforzó la sensación de que nunca habíamos estado mejor con la potencia del norte. Si estos cálculos fueron los que alentaron la esperanza de una neutralidad complaciente de Reagan o de una reacción civilizada de Gran Bretaña en ocasión de recuperar nuestras Malvinas, nada de eso se confirmó.[...]. Pero esa premisa es dura de aceptar, difícil de digerir, ardua de comprender, imposible de justificar. Se trata ni más ni menos, que si Gran Bretaña y los Estados Unidos, y en proporción variable el resto de Occidente, mas o menos guiados por estos timonéales, no representan esa garantía contra el comunismo que estamos acostumbrados a pensar. No solo ya han dado prueba de que su política todo es “negociable” con la Unión Soviética y con China, sino que y esto es mucho más grave, son profundamente desleales con los aliados que puedan de alguna manera, sugerirles siquiera coherencia con algunos principios básicos y objetivo..⁵”

Aussi, de ce fait, pendant la guerre des Malouines, le Nicaragua, à la mi-mai 1982, réaffirme sa volonté d'aider les Argentins, le commandant Bayardo Arce, qui est le coordinateur de la commission politique du Front Sandiniste a évoqué la possibilité d'envoyer en Argentine des troupes, « *il ne s'agit pas de soutenir un gouvernement, mais la décision de tout un peuple de se libérer du colonialisme* ».

On le constate donc, la politique américaine en Amérique du Sud et Centrale vise à bloquer toute expansion communiste, pour cette raison les Américains ont besoin d'alliés et de soutiens en Amérique du Sud, au risque sinon de se voir reprocher des ingérences.

Avec l'URSS et Cuba : l'appui des puissances communistes

En ce qui concerne l'Union Soviétique et Cuba, il est clair que les rapprochements avec ces deux nations ne plaisent pas du tout aux Etats-Unis. Mais il faut tout de même noter que l'Argentine refuse toute aide militaire de Cuba.

⁵ *La Prensa*, 8 de Junio 1982: La Argentina se define por Patricio H. Randle.

On peut reprendre ici un extrait de *La Nación* (du 28 mai 1982) d'une interview de N.C Mendez qui justifie les raisons de ces alliances :

“Washington, 27. El apoyo norteamericano Gran Bretaña en el conflicto de las Malvinas puede llevar a una cooperación estrecha de la Argentina con Cuba y la Unión Soviética, dijo el canciller argentino Nicanor Costa Mendez. Sin embargo, Costa Mendez indico que, a pesar del respaldo soviético a la causa de su país en la guerra con Gran Bretaña, todavía no podía asegurar si ello resultara en una relación política mas estrecha con la Unión Soviética, con la que ya mantiene amplias relaciones comerciales.”

Les relations Russo-Argentine

L'alliance de l'Argentine et des pays communistes est contre-nature dans la mesure où le président argentin Leopoldo Galtieri est anti-communiste, nationaliste et pro-occidental. De ce fait, comment expliquer cette alliance ?

Dans la mesure, où dans un premier temps les Etats-Unis avaient exprimé leur impartialité, tandis que la Grande-Bretagne et les pays de la Communauté Economique Européenne s'alliaient contre l'Argentine.

Cela créa un vide géopolitique dans la dispute est/ouest, que l'URSS tentait de récupérer à son profit dans la course à la superpuissance mondiale.

Bien que, l'Argentine et l'archipel des Falkland ne fussent que des enjeux géopolitiques pour les deux blocs, mais plutôt un enjeu de la guerre froide, il est vrai que l'aide soviétique profita à l'Argentine et celle-ci ne fut pas négligeable.

Les soviétiques ont placé 9 satellites sur orbite au-dessus des Falkland au cours de cette période (du 31 mars au 15 mai).

Toutefois, malgré ses bonnes dispositions, lors de la résolution 502 du 3 avril 1982, au Conseil de sécurité, s'affiche une complète défaite diplomatique pour l'Argentine. Elle est très dépitée par les votes positifs du Zaïre, de la Guyane, de l'Ouganda, de la Jordanie et du Togo appartenant tous au groupe des pays non alignés.

L'amertume est plus forte encore devant l'abstention soviétique, dans la mesure où les deux pays entretiennent depuis quelques années des relations suivies et la junte avait espéré un soutien plus décidé des Soviétiques à l'ONU.

Mais il convient de remarquer que le contexte fut un peu particulier, plusieurs sources interviennent pour exposer que le vote est intervenu trop rapidement pour les Russes. Ces derniers étant traditionnellement plutôt lents à prendre des décisions graves, ils n'ont pas eu l'opportunité de se concerter et définir leur attitude future, de là sans doute, leur abstention.

Cela ne les empêchera pas toutefois d'aider l'Argentine, mais en coulisses, dans les semaines qui suivront.

Le 7 avril, l'Union Soviétique sort de sa réserve pour donner son appui à l'Argentine dans le conflit des Malouines, accusant Londres de ne pas avoir respecté les décisions des Nations Unies. Elle estimait que les Malouines relevaient du cadre de la décolonisation, elle soulignait par ailleurs que les Nations Unies avaient également statué sur ce fait.

“La Unión Soviética culpa a Inglaterra por el conflicto. Un comunicado de la cancillería soviética describe a Gran Bretaña como culpable de haber “saboteado” resoluciones de la ONU que establecían las bases para la descolonización de las islas Malvinas. El diario soviético “Pravda” cita informes oficiales norteamericanos según los cuales “existe un gigantesco yacimiento de petróleo que va desde la costa argentina hasta las islas con reservas incalculables. [...] Por primera vez la URSS se expide oficialmente sobre este tema : la acusación esta contenida en un comunicado del Ministerio de relaciones exteriores, cuyo titular es Andrei Gromiko. Desde que se abrió el conflicto Moscú guardo prudente silencio y asumió una virtual neutralidad. La URSS no veto una resolución británica en el Consejo de Seguridad de la ONU que exigía la retirada de las tropas argentinas en las islas, solo se abstuvo. El comunicado de hoy gira en torno de esa abstención, la única novedad que contiene es su acusación de sabotaje a Gran Bretaña, lo cual aparece como una explicación de la actitud Argentina, y la otra parte, pero al mismo tiempo describe a Inglaterra como “Estado administrador” de las islas. Con todo, en ese “balanceo” de actitudes, Moscú utiliza por la primera vez el nombre “Islas Malvinas” solamente. Hasta ahora

se refería a ellas primero con la denominación inglesa (islas Falkland) y luego con la Argentina⁶.”

Le 13 avril, Moscou se prononça contre les mesures prises par la CEE, estimant qu'il s'agissait d'un véritable chantage économique.

On peut constater aussi que la position du gouvernement soviétique a évolué au cours de cette période, passant de l'abstention lors du vote du 3 avril au Conseil de sécurité à un soutien prudent mais exprimé à Buenos Aires le 27 avril.

Par la voix de son ambassadeur en Argentine, l'URSS affirme qu'il serait inacceptable qu'on en revienne à la situation coloniale antérieure au 2 avril. Il assure également que l'Union Soviétique ne prendrait pas au Conseil de sécurité une position négative à l'égard de l'Argentine.

Le vendredi 14 mai, l'URSS sort à nouveau de son mutisme en faveur de l'Argentine, à qui elle donne la position des bateaux de la Navy.

En même temps qu'elle donne un avertissement à Londres en déclarant illégales les zones d'exclusions décrétées par Londres.

Les relations entre les deux pays sont donc plutôt bonnes, l'Argentine n'avait pas hésité à enfreindre l'embargo américain pour exporter des céréales.

De même, le conflit est l'occasion de renforcer les échanges économiques, particulièrement, ils étudient la possibilité de créer des entreprises mixtes pour l'extraction du Krill de la zone des Malouines jusqu'à l'Antarctique. Bien entendu ce projet ne vit pas le jour. Par contre, les Argentins signèrent des accords pour acquérir des machines et des équipements électriques auprès de l'URSS pour un montant de 500 millions de dollars.

Au moment de la guerre des Malouines, ces bonnes relations économiques prennent une envergure particulière.

De fait, l'appui de l'Union Soviétique se concrétise par un appui logistique, mais cet appui est discret, car ce conflit rentre dans le cadre de la Guerre froide et que les menaces des Etats-Unis vis-à-vis d'une aide militaire à l'Argentine ont été sévères. Pour autant, l'URSS place ses satellites espions au-dessus de l'Atlantique Sud, elle renseigne donc les Argentins sur la localisation exacte des navires britanniques, mais cette aide tactique n'est pas infaillible, puisque les Anglais « relativement » au courant de ces machinations ont mis en place des leurres, c'est-à-dire, ils ont mis des

⁶ *El Clarín*, 8 de abril 1982

signaux sur des navires qui avaient déjà été touchés, les Argentins pensaient alors avoir atteint une cible, en fait, il n'avait rien atteint du tout, si ce n'est une épave. L'Union soviétique apporte donc une aide indéniable à la Junte argentine, surtout d'un point de vue diplomatique et tactique.

On souligne également que ce sont les Soviétiques qui prennent le plus la défense diplomatique de la Junte argentine, comme l'exprime cet article du 8 avril 1982, dans *El Clarín* :

« La Unión Soviética culpa a Inglaterra por el conflicto. Un comunicado de la cancillería soviética describe a Gran Bretaña como culpable de haber “saboteado” resoluciones de la ONU que establecían las bases para la descolonización de las islas Malvinas »⁷.

Il est clair que l'Angleterre n'a pas été loyale auprès des Nations Unies mais elle avait intérêt à défendre sa cause, d'autant plus devant les Nations Unies qui avaient largement la possibilité de jouer un rôle pondérateur.

Il est donc clair que l'Union soviétique accorde son soutien à l'Argentine, mais ce soutien est tout de même limité, car l'URSS n'est pas assez solide pour affronter les Etats-Unis dans ce conflit.

Les relations Sino-Argentine

Parmi les pays communistes, la Chine accorde également son soutien à l'Argentine. Elle fait figure d'absente d'un point de vue diplomatique, mais elle entretient des relations économiques avec l'Argentine.

Pendant le conflit les Argentins essayent d'augmenter leurs relations commerciales avec la Chine afin de créer des liens plus solides, et de s'accorder son soutien, dans la mesure où les Chinois sont également largement mis à l'écart de la scène internationale. Comme le démontre donc cet article de *El Clarín*, les Argentins développent leur relation avec la Chine :

« L'Argentine cherche à augmenter ses exportations vers la Chine. Peking, 23 avril 1982. « Les sentiments nationaux du peuple argentin à lutter contre la souveraineté et la défense des

⁷ *El Clarín*, 8 de abril 1982

Malouines sont compréhensibles » a signalé le vice-ministre du commerce extérieur de la Chine, Jia Shi. Le fonctionnaire chinois a exprimé que le conflit des Malouines était un problème historique lésé par le colonialisme. Il a précisé que la république Populaire de Chine « respectait la position interprétée par les résolutions pertinentes de la Conférence des pays non alignés en défense de l'Argentine. La délégation argentine participait aux délibérations de la commission mixte argentino-chinoise qui ont débuté la semaine passée pour parler d'une augmentation des échanges commerciaux argentins jusque Peking, devant le dispositif de blocus économique de la CEE. Robert Antonio Mori, fonctionnaire du ministère du Commerce, et président de la mission argentine, a exprimé que la « solidarité latino-américaine avec l'Argentine dans le conflit contre l'Angleterre a eu un effet multiplicateur dans l'attitude de sympathie de la Chine ». (...) Du fait des circonstances actuelles, le gouvernement chinois manifestait sa volonté politique de favoriser une augmentation considérable des niveaux d'échange entre les deux pays. Les échanges entre la Chine et l'Argentine au cours de ces trois dernières années totalisent environ 250 à 300 millions de dollars. 80% de ce montant profite aux exportations argentines »⁸.

Ce sont donc des soutiens diplomatiques et moraux, mais surtout économiques.

Les relations Cuba / Argentine

Les tentatives cubaines pour se rapprocher de l'Argentine se font dans un premier temps relativement timides, pour s'affirmer à mesure de l'avancement du conflit. Pour « gagner la guerre » l'Argentine n'est cependant pas prête à « pactiser » avec le diable, du moins c'est ce qu'affirment quelques quotidiens argentins.

Mais il apparaît clairement que dans les milieux militaires la tentation est forte, se rallier les forces militaires cubaines constituerait un argument de poids pour vaincre. Mais, on a vu que dès le début de la crise, un émissaire argentin était aussitôt arrivé à Cuba ; le soutien castriste prend la forme d'une aide matérielle et humaine, mais

⁸ *El Clarín*, 24 de abril 1982

comme le souligne Costa Mendez, et son directeur de cabinet Gustavo Figueroa : « *ce n'est pas parce que nous allons à La Havane que nous sommes devenus castristes* ».

La preuve en est que la Junte n'acceptera pas l'aide militaire proposée par Cuba, pour autant, elle ne refusera pas totalement son soutien, tant ces derniers sont rares.

Le 27 mai 1982, l'Argentine annonce qu'elle quitte le camp occidental et qu'elle assistera aux travaux de la prochaine conférence des pays non-alignés à Cuba, dès lors Fidel Castro fait des approches plus affirmées vers la junte.

Cuba, qui avait été mis au ban de l'OEA, manifeste son soutien à l'Argentine et trouve là un moyen de revenir sur la scène latino-américaine.

Il faut également souligner que les relations ne sont pas limitées au cadre Cuba/Argentine, elles sont à recentrer parmi tous les pays non alignés, notamment le 2 juin 1982, ces pays se rassemblent lors d'une « réunion » du bureau de coordination du mouvement des pays non-alignés, même si le premier à prendre la parole est Fidel Castro et que cette réunion est à La Havane, il s'agit d'éveiller l'intérêt des sud-américains à la cause argentine.

Cela démontre également l'intérêt de l'Argentine à défendre sa cause devant toutes les tribunes et auprès de tous les organismes internationaux.

On peut donc dire qu'il y a seulement deux petits territoires belliqueux qui ne craignent pas les deux grandes puissances (USA et Royaume-Uni), soit Cuba et le Nicaragua. Mais ces deux petits états sont dans une logique de guerre latente avec les Usa, ils n'ont donc rien à perdre à cet appui, sinon s'allier à un troisième pays et grâce à l'archipel des Malouines, ils peuvent mener des actions anti-américaines.

Le danger, dans cette sous-partie est de s'éterniser sur ces relations entre les nations sud-américaines et amies de l'Argentine, même si le Nicaragua est un « nouvel ami » (jusque là la Junte menait une politique active contre la révolution sandiniste, mais l'Argentine retire début mai tous ces commissaires militaires dans les pays à tendance marxiste). Il convient donc maintenant de rentrer dans le « vif » du sujet c'est-à-dire d'étudier les combats.

Parallèlement, le rapprochement Cuba-Argentine se concrétise « également » par des échanges commerciaux, une coopération à l'échelle scientifique et technique, c'est ainsi donc l'Argentine annonce un accord avec Cuba le 5 juin :

“Acuerdo con Cuba. En el conveniente se considera una línea de crédito de la Argentina a Cuba por valor de 100 millones de dólares, además de la ratificación del préstamo de 400 millones que se firmo en su momento con el gobierno encabezado por Hector Campora y que finalmente no se recurrió. Junto a la cooperación científica y técnica, también se reafirmo la venta de 300 camiones de fabricación argentina a Cuba. Asisto a la ceremonia el presidente de ese país, Fidel Castro.⁹”

A l'annonce de cette coopération, l'embaras des Etats-Unis se fait sentir, quelle va-être la nature des relations et coopération scientifiques et techniques ?

Soulignons donc ici que contre le colonialisme, la solidarité tiers-mondiste devait jouer et la junte escomptait l'appui des pays de l'est, notamment de l'Union Soviétique, qu'elle avait bien aidé lors de l'embargo des céréales et dont elle attendait en retour qu'elle fit usage de son droit de veto au cas où une condamnation serait votée par le conseil de sécurité.

Enfin devait jouer à plein, quels que fussent les sentiments réels, la solidarité latino-américaine. Même si l'assistance prévue par le pacte de Rio était difficile à obtenir, les Etats-Unis s'y opposant, mais la pression des membres de l'OEA sur Washington devait constituer un atout précieux.

⁹ *El Clarín*, 5 de junio de 1982

Chapitre 2

Les amitiés argentines (les pays en dissension avec le Royaume-Uni)

L'Espagne

Les Espagnols sont des amis traditionnels des Argentins. Cela pour plusieurs raisons : les deux pays sont en conflit pour des territoires avec le Royaume-Uni, l'Argentine est peuplée de descendants espagnols et ils entretiennent de bonnes relations.

Le 3 avril, l'abstention de l'Espagne, sœur en hispanité, au Conseil de sécurité de l'ONU, n'est guère appréciée par les Argentins.

Mais l'Espagne (tout du moins au début) s'est souvenu à temps que malgré l'épine de Gibraltar, elle venait d'être admise à l'Otan et qu'elle était candidate impatiente à l'accès à la CEE, cela explique sa neutralité.

Le 1^{er} mai, défilèrent environ 5 000 résidents espagnols sur la place de Mai. Lors de cette manifestation, ils témoignèrent de leur soutien à l'Argentine dans le conflit.

De même, en temps que membre du Conseil de Sécurité aux Nations Unies, l'Espagne condamne l'attaque aérienne du 1er mai sur les îles.

Elle considérait que cette attaque n'était pas nécessaire et constituait une escalade dangereuse dans le conflit.

A Bonn, le 10 juin 1982, lors d'une réunion de l'OTAN ou NATO (Organización del Tratado del Atlántico Norte), le premier ministre espagnol Leopoldo Calvo Sotelo qui avait déjà préalablement critiqué le soutien unilatéral de la CEE à la Grande-Bretagne

dans la crise des Malouines, déclara que son gouvernement souhaitait maintenir des liens très étroits avec l'Amérique Latine.

Il soulignait encore que l'usage de la violence n'était pas une solution pour résoudre les problèmes internationaux et encore moins les conflits territoriaux. En faisant cette remarque, il montrait sa volonté très appuyée de négocier pour leur propre "combat" le "penon de Gibraltar", il appelait à la modération, tout en sollicitant une solution pacifique pour leur propre problème.

C'est pourquoi, il en profita également pour rappeler auprès de l'OTAN, le conflit territorial à propos de Gibraltar qui l'opposait à la Grande-Bretagne, il exhortait les membres de l'OTAN à agir pour résoudre ce différend.

L'Espagne était d'autant plus solidaire avec les Argentins, dans la mesure où, le passage entre Gibraltar et l'Espagne était fermé depuis 1969. Il n'ouvrira de nouveau que le 5 février 1985, cela constituait pour Madrid un premier pas d'un long processus mis en œuvre depuis plus de vingt ans, mais qui devait aboutir sur le rétablissement de l'Espagne sur Gibraltar.

L'Italie et les relations argentines

Les liens entre l'Italie sont forts, dans la mesure où une importante communauté italienne réside en Argentine.

En Argentine, celle-ci manifesta son soutien lors du conflit.

Notamment la Fédération italienne (FEDITALIA) organisa une manifestation de solidarité pour la réintégration de l'archipel des Malouines au patrimoine national.

Les liens économiques sont aussi très importants entre les deux pays.

Lors du conflit Argentine / Royaume-Uni, le fait que l'Italie fasse partie de la Communauté Economique Européenne affecte ses relations.

Notamment, le 1^{er} mai, l'Argentine annonçait qu'elle suspendait ses paiements à une firme italienne pour l'implantation d'une importante installation hydroélectrique (dont le coût total était de 350 millions de dollars). Le gouvernement argentin annonçait que cette décision était une réaction normale à l'embargo de la Communauté Economique Européenne.

Mais, après l'annonce du naufrage du *Belgrano* hors de la zone maritime d'exclusion, les Italiens ont montré leur désaccord avec le Royaume-Uni, ils ne pouvaient

cautionner la volonté belliciste de Margaret Thatcher, comme le démontre l'intervention d'Emilio Columbo :

“Inmediato cese del fuego. Emilio Columbo. Roma, 4. El canciller de Italia, Emilio Colombo se declaro profundamente turbado por el conflicto entre la Argentina y Gran Bretaña que afecta a los países que se mueven en el ámbito occidental”, dijo Columbo. Luego de recordar los lazos que unen a Italia con los dos países que se mueven en el ámbito occidental”, dijo Columba. Luego de recordar los lazos que unen a Italia con los dos países, el canciller pidio “al secretario general de las Naciones Unidas, Javier Jerez de Cuellar, que se haga cargo de una nueva iniciativa¹⁰.”

Les Italiens furent les premiers à interrompre les sanctions économiques contre l'Argentine, cela le 18 mai. En retour, l'Argentine leva à son tour, les sanctions contre l'Italie :

“Levanto la Argentina las sanciones contra Italia. “Serán entregadas las declaraciones juradas de necesidad de importación para aquellos productos provenientes de Italia”, dijo hoy el secretario de Comercio, ingeniero Alberto de las Carreteras. El anuncio lo formulo ayer por la tarde, en conferencia de prensa. Agrego el funcionario que esta es la respuesta al apoyo ofrecido por Italia a la Argentina al votar en contra de la prolongación de las medidas que la CEE aplica a la Argentina. Dijo asimismo el ingeniero De Las Carreras que lamentaba profundamente “que la CEE haya prorrogado por siete días una medida inconsulta. “Aun cuando esta medida se levante la semana próxima, añadió el funcionario, no nos vamos a olvidar de este episodio”. Por otra parte, explico el secretario de Estado que “nos fue informado esta mañana a través de la embajada que Italia resolvió liberar las exportaciones argentinas”. Finalmente, hizo notar el ingeniero De Las Carreras que “la falta de apoyo por parte de Italia e Irlanda y la prolongación del embargo en solo siete días significa un

¹⁰ El Clarín, 5 de mayo de 1982

debilitamiento del respaldo de los países de la CEE a Gran Bretaña.¹¹

Les échanges économiques allaient pouvoir reprendre, en même temps, cette défection de l'Italie à la Grande-Bretagne dans le cadre de la CEE, montrait un début d'assouplissement de la position de celle-ci, ou tout du moins un début d'ébrèchement du soutien accordé à la Grande-Bretagne.

Les Irlandais

L'Irlande se montre assez hostile à l'embargo de la CEE contre l'Argentine, la position de l'Irlande peut s'interpréter de plusieurs façons :

- le cas de l'Ulster : c'est un conflit territorial et religieux qui est profondément ancré dans l'histoire des deux pays et qui entache les relations, de ce fait, les Irlandais étant dans la même situation, ils se montrent assez compréhensifs ;
- bien que sa neutralité soit remise en cause du fait de son appartenance à la CEE et dans la mesure où celle-ci a pris position en décrétant un embargo ;
- il y a aussi le fait qu'une communauté irlandaise importante vit en Argentine ;
- par ailleurs, la Grande-Bretagne et l'Irlande ne sont pas ce que l'on peut appeler les meilleurs alliés du moment, notamment dans les affaires communautaires où la Grande-Bretagne cherche à réduire les subsides laitiers irlandais.

Mais l'Irlande n'est pas sur la même ligne et souhaite avancer des solutions de paix. Ceci d'autant plus qu'au même moment le Secrétaire général de l'ONU se voit proposer une mission de bons offices et que le Pérou fait ses propres propositions.

Lors du naufrage du Belgrano, l'Irlande fut l'un des premiers pays de la Communauté Economique Européenne à réagir, elle ne cautionnait pas du tout, cet acte de violence, estimant que dorénavant la CEE avait les mains pleines de sang, dans la mesure où elle cautionnait l'action revancharde de la Grande-Bretagne.

Le gouvernement irlandais réagit rapidement par un communiqué :

“Horror”, transmitida en un llamado telefónico de colegas de radio Eireann, de Dublín, fue el vocablo elegido por el gobierno irlandés¹².

¹¹ *El Clarín*, 19 de mayo de 1982

Suite à cela, l'Irlande, sans rejoindre le camp de l'Argentine, désapprouve publiquement l'attitude de l'Angleterre et la condamne.

De ce fait, on peut dire qu'avec ces trois pays dissidents, la ligne de conduite de la Grande-Bretagne au sein de la CEE se rétrécit, bien qu'elle a en sa faveur, le soutien inconditionnel de deux grands pays fondateurs (la France et l'Allemagne).

¹² *La Nación*, 5 mai 1982 ;

Chapitre 3

L'impact du conflit du canal de Beagles dans les relations argentines avec le Chili

Le Chili et le canal de Beagle, une autre pomme de discorde territoriale

Le regain d'intérêt de l'Argentine pour les territoires austraux dans les années 1960/1970/1980, s'explique par le fait que les militaires prennent conscience de l'importance de l'ouverture sur les océans. Cela dans deux perspectives, pour leur économie, mais aussi pour faire de nouveau valoir leur « prétendu » droit sur des territoires sur lesquels ils ont quelques prérogatives.

Pour cette raison, le canal de Beagle constitue une pomme de discorde territoriale.

En fait, l'Argentine ne reconnaît pas la validité de la territorialisation du détroit de Magellan : elle s'appuie sur le traité de délimitation de 1881, ce dernier établit la neutralité du détroit à perpétuité et y garantit la libre navigation, cette vision permet de souligner que le détroit de Magellan ne doit faire l'objet d'aucune prérogative de souveraineté. Mais le Chili s'est approprié des droits sur cette zone.

Le traité de 1881 et sa raison d'être à la fin du XIXe siècle est motivé par le fait que les pays d'Amérique du Sud commencent à peupler les déserts. En 1879, à la suite de l'occupation argentine de la Patagonie par le général Roca, le Chili et l'Argentine se rencontrent sur la même zone, il apparaît donc nécessaire aux deux pays de définir leurs frontières respectives. Le Chili a donc obtenu les rives du détroit de Magellan à la condition que ce dernier soit neutralisé et non fortifié, la moitié de la Terre de feu et toutes les îles situées au sud du canal de Beagle. Mais le 1^{er} mai, vient s'ajouter à ce traité, un protocole, mais ce dernier est largement interprétatif.

Le différend ne s'arrête pas là, puisque l'Argentine ne revendique qu'une partie du territoire antarctique du Chili, cela depuis 1940..... Néanmoins cette revendication ne déboucha pas sur un conflit, puisqu'en 1948, les deux pays ont établi un consensus « une déclaration commune » qu'ils ont renouvelée en 1974. Dans cette perspective, ils s'allient contre le Royaume-Uni, ce dernier en effet réclame une partie du territoire antarctique depuis 1908, cela avec l'objectif de contrôler le Cap Horn.

Dans les années 1960, l'Argentine adopte une position un peu plus pointilleuse, et belliqueuse, le statu quo entretenu depuis les années 40 ne lui suffit plus, elle réclame une application rigoureuse du principe océanique.

En soit, elle revendique toutes les îles où les parties d'îles situées à l'est du méridien du Cap Horn (il y a environ une douzaine d'îles, dont les principales sont les îles Nueva, Picton, et Lennox).

Cette revendication donne lieu à de multiples incidents navals et aériens. Cela jusqu'à ce que les deux gouvernements décident en 1971, d'adopter une attitude un peu plus pacifiste, c'est-à-dire, ils décident de soumettre le différend à une cour d'arbitrage.

Cette cour est désignée par la reine d'Angleterre. Le 18 février 1978, cette cour rend son verdict, elle refuse de reconnaître le principe océanique et confirme la possession des îles au Chili. La conséquence de cette décision est que la Junte militaire argentine est très « fâchée », alors que le Chili se trouve confirmé dans ses droits.

A noter que cette décision est prise par une cour désignée par la reine d'Angleterre, déjà, l'Argentine est en contentieux territorial avec les Britanniques, cela n'arrange pas l'animosité qui existait déjà entre les deux pays, d'autant que la cour rend un avis défavorable aux Argentins.

S'amorce alors une rapide escalade vers un conflit, dans la mesure où, l'Argentine a conscience des faiblesses chiliennes, en effet, depuis le coup d'état de 1973, le Chili se trouve sous l'emprise d'un embargo militaire, du fait, l'armée chilienne est déficiente. Le Chili, conscient de ses lacunes, se garde de répondre aux attaques argentines. Comme le prouve cet extrait, en Argentine, le climat de guerre est à son comble :

“Guerra con Chile? En las semanas finales de 1978 los titulares de los diarios, los noticiosos y espacios publicitarios oficiales, así como los corrillos callejeros y todos los ámbitos del país, fueron

ganados por el tema del conflicto en torno de la delimitación en la zona de Beagles. Tras el rechazo argentino del desfavorable laudo arbitral, mas negociaciones con la republica vecina se estancaron y el peligro de guerra parecía inminente. Movilización de efectivos militares, ominosas declaraciones y comentarios y la misma propaganda oficial crearon en la opinión publica nacional la certidumbre de una estallido armado. Lo cierto es que por días solos muy pocos argentinos suponían que cuando las armas de la republica abrieran fuego, el objetivo no serian las islas de la región del Beagles¹³”.

Néanmoins en Argentine, il y a une importante opposition des milieux pacifistes (les intellectuels, une coalition du clergé, des milieux financiers et d'affaires).

On peut également souligner que ce conflit concentre l'intérêt de tous les Argentins, qui sont très attachés à leur image, c'est donc un conflit national qui consolide le nationalisme argentin.

La médiation papale pour le canal de Beagles

C'est dans ces pays très catholiques que Jean Paul II se propose pour une médiation. En 1978, la médiation est orchestrée par le cardinal Antonio Samoré, ce dernier réussit à convaincre les dictatures de Videla et de Pinochet de s'asseoir à la table des négociations et de faire taire les « tambours » de la guerre.

Deux ans plus tard, en décembre 1980, Jean Paul II soumet aux deux pays des propositions.

Il propose une solution médiane, les îles sont confirmées au Chili, en même temps, il reconnaît implicitement le principe océanique en précisant que ces îles n'auraient droit qu'à des eaux océaniques de quelques 12 000 miles de largeur, sans zone économique, de même que la ligne de démarcation s'inclinerait vers l'ouest au sud des îles pour se rapprocher du méridien du Cap Horn.

¹³ Gambini Hugo, *Crónica documental de las Malvinas: la historia*, Sánchez Teruelo S.A., Biblioteca de redacción, Buenos Aires, 1982. Pagina 442.

Le résultat de cette médiation est mitigé, puisque le Chili fait part de son acceptation, mais l'Argentine, ne répondra qu'après la chute de la Junte en 1983. Le président Alfonsín en 1983 donc se charge de faire aboutir la médiation. C'est-à-dire, l'Argentine obtient un abandon par le Chili de ses prétentions sur « l'arc des Antilles Australes », mais en retour, elle renonce à l'idée d'évincer le Chili de la route du Cap Horn.

D'ailleurs, à ce propos, le 14 mai 1982, *La Prensa* fait ses gros titres sur le thème « *Las Malvinas y Chile* ». En effet, des négociations sont en cours à Rome, pour un accord général de paix et de coopération entre le Chili et l'Argentine.

Le traité ne devrait pas inclure de solution par rapport au problème du canal de Beagle, mais il devrait trouver une solution rapidement après le conflit anglo-argentin.

L'éditorial mettait également en avant le récent vote au sein du TIAR, pour une résolution favorable à l'Argentine, pour laquelle le Chili s'était abstenu.

Précisons que la position des Argentins en 1982 dans le territoire de Beagle provoque un certain affaiblissement des forces armées argentines dans la mesure où des troupes argentines sont toujours stationnées en Patagonie, à la frontière chilienne.

La Junte ne peut pas démobiliser les militaires postés dans cette zone, malgré l'effort militaire aux Malouines, dans la mesure où, au début du mois d'avril, certaines constatations ont été faites sur l'augmentation importante du nombre des troupes chiliennes, les troupes ainsi que le matériel militaire avaient été multipliés par 3, par rapport à l'habitude.

Du fait, la menace atlantique, mais aussi continentale que représentait le Chili, a fait que les Argentins n'ont pas retiré leurs troupes.

Ce que l'on peut retenir de cet effet du conflit de Canal de Beagles, c'est la bonne entente entre les Britanniques et les Chiliens, rappelons que l'arbitrage anglais donnait une souveraineté totale aux Chiliens. Du fait, lors de la guerre des Malouines, l'appui du Chili sera directement accordé à l'Angleterre. Pour appuyer ces faits voici un extrait montrant les liens entre ces deux pays :

“El gobierno del general Pinochet habia sido apoyado en el poder por el gobierno británico, no solamente a partir del laudo arbitral

británico de 1977, sino mucho mas claramente a partir del comienzo de las ventas de armamentos británicos a Chile desde 1980, año coincidente con la ratificación de la soberanía chilena en la zona austral de acuerdo con la primera sugerencia papal referida a la mediación del canal de Beagles (que al fin y cabo, volvía a dar la razón en la parte jurídica al gobierno de Chile). Por otra parte, Gran Bretaña vendía información de carácter técnico nuclear a Chile, y sostenía una excelente relación diplomática económica con ese país. De todo los países del área de América Latina eran quizá Chile el país que se prestaría el mas a dar ayuda a los británicos a pesar de la condena que los foros regionales habían hecho a la política colonial británica en el área y a Chile por su política de violación de derechos humanos¹⁴”.

On peut donc noter que l'Angleterre fournissait des armes au Chili depuis 1980...

Il suffit de faire un petit retour dans les éditoriaux européens (particulièrement en 1998) pour constater que les liens entre le Chili de Pinochet et l'Angleterre sont étroits, l'Affaire Pinochet (décédé le 10 décembre 2006) a fait l'actualité pendant des semaines, l'Angleterre n'a pas donné son accord d'extradition à l'Espagne, malgré les entorses aux droits de l'homme. Ce sont donc des liens diplomatiques étroits et économiques qui lient les deux pays.

L'enracinement d'un conflit néfaste lors du conflit malouin

Lors du conflit malouin, le Chili fut le soutien majeur en Amérique du Sud des Britanniques. Le Chili servit de base militaire arrière pour les Anglais.

Le 6 avril, on peut lire quelques communiqués rassurant dans la presse argentine et chilienne du chef de la mission argentine Carlos Ortiz de Rozas pour le conflit du canal de Beagle. Il stipulait que le conflit malouin et celui de Beagle sont deux événements totalement différents et que pour cette raison, les négociations en cours ne devaient pas s'en trouver affectées.

Comme pour écarter toute relation, entre les deux conflits, Ortiz de Rozas fit une déclaration, en expliquant à nouveau que les conflits n'étaient en rien similaires.

¹⁴ Gambini Hugo, *Crónica documental de las Malvinas: la historia*, Sánchez Teruelo S.A., Biblioteca de redacción, Buenos Aires, 1982. Pagina 188/189.

Il rappelait donc que dans le cas de l'archipel des Malouines, il s'agissait d'un territoire duquel l'Argentine fut dépossédée par la force et sur lequel une lointaine puissance coloniale installa une population.

Avec le Chili, il s'agit d'un problème de frontière entre deux peuples frères qui doivent cohabiter et trouver une solution pacifique à ce différend.

Après ces déclarations, le 14 avril 1982, le gouvernement chilien affirme par la voix de son ministre de l'intérieur qu'il n'avait pas pris de décision de fermeture de la frontière chilienne / argentine, ni aucune autre mesure.

C'est seulement en 1984, durant le gouvernement de Raul Alfonsin qu'un accord fut conclu avec le Chili à Santa Sede à propos du canal de Beagle et des zones maritimes adjacentes.

En conclusion, l'Argentine a été plus desservie que servie par ses relations. Les alliés et amis n'ont pas été suffisamment présents pour être considérés comme des alliés de poids et certains d'entre eux, ont rejoint le camp ennemi.

Les ennemis se sont mis au service de l'adversaire.

De ce fait, l'Argentine s'est trouvée presque seule devant la Grande-Bretagne.

X) L'enjeu des alliances britanniques

Préambule

I - Les alliances britanniques

II - Le rôle de la CEE

Préambule

Dans le domaine diplomatique, les soutiens reçus par les Britanniques pour l'enjeu des Falkland vinrent surtout de la Communauté Economique Européenne, en particulier de la France qui aida tactiquement la Royal Air Force et la Royal Navy.

La position et l'appui de la France peuvent s'expliquer par le fait qu'en 1982, la France possède encore à travers le monde de nombreux vestiges de son empire colonial auxquels un journaliste a donné l'appellation pittoresque de « *confettis de l'Empire*¹ ». Elle est donc concernée par ce « problème colonial », puisque si ces îlots sont repris par un Etat souverain qui les réclame depuis 129 ans, qu'advient-il des possessions françaises d'outre-mer où se manifestent des tendances autonomistes ?

Le Commonwealth britannique reconnaît également les Falkland comme un territoire britannique, bien que l'archipel ne fasse pas partie de l'organisation, dans la mesure où il n'est pas un territoire indépendant, mais bien entendu en tant que « colonie de la Couronne », il participait à l'échiquier.

Les Etats-Unis furent également des alliés essentiels.

On peut également souligner en même temps, que bien que Margaret Thatcher ait cherché à jouer le « défenseur de la démocratie » en opposition à la dictature militaire argentine, on sait que depuis 1979, Londres avait vendu du matériel militaire d'une valeur de 200 millions de £ à l'Argentine. En août 1980, le ministre du Commerce Cecil Parkinson s'était rendu à Buenos Aires et avait à son retour rendu un hommage appuyé au Général Jorge R. Videla.

Dès l'annonce de l'invasion des Malouines, Londres avait aussitôt annoncé son intention de reconquérir l'archipel, au besoin par la force. Il s'agissait de faire valider son intervention militaire par un vote de l'ONU, pour cela le gouvernement Thatcher devait donc constituer une coalition d'États unanimes autour du Royaume-Uni, en particulier auprès des membres permanents et non-permanents du Conseil de sécurité.

¹ Il s'agit de Jean-Claude Guillebaud (1944-).

Ces appels du pied auprès des membres du Conseil de sécurité avaient donc pour but de créer une coalition qui devait permettre d'exercer toutes sortes de pressions sur les Argentins : blocus économique, contraintes diplomatiques, etc. Dans ce contexte, le soutien des États membres de la CEE avait son importance, soit parce que ces États siégeaient à l'ONU, soit parce que leurs influences pouvaient s'avérer directement ou indirectement utile, soit parce que la Communauté européenne représentait une force économique non négligeable.

Chapitre 1

Les alliances britanniques

Avec les Etats-Unis

Les Etats-Unis sont des alliés traditionnels du Royaume-Uni, seulement dans le cas de la Guerre des Malouines peuvent-ils être considérés comme des alliés loyaux ?

A vrai dire, le président Reagan est pris entre deux feux : la Grande-Bretagne est un allié des Etats-Unis dans le cadre de l'OTAN, alors que l'Argentine ne l'est pas moins dans le cadre de l'OEA (Organisation des Etats Américains). La Maison Blanche tente d'intervenir auprès des deux gouvernements et leur demande instamment de mettre au plus tôt un terme à cette dispute, en offrant la médiation des Etats-Unis. Autant dire que les Américains sont dans l'embarras dans la mesure où grâce à ces deux alliés, ils peuvent s'assurer des appuis solides dans le cadre de leur politique étrangère interventionniste.

Mais très vite, les sympathies des Etats-Unis vont pencher en faveur des Britanniques. Ce soutien s'affiche par des mesures symboliques, mais également par des mesures un peu plus concrètes, ils annoncent notamment qu'en cas de destruction d'un porte-aéronefs britannique, ils mettront à la disposition de la Royal Navy un navire aux capacités équivalentes (*l'USS Guam*).

On peut également souligner que le soutien des Américains paraît quelque peu entravé, notamment par l'existence au sein de l'administration américaine d'un fort courant favorable au développement des liens avec les pays d'Amérique Latine, dont l'un des représentants les plus actifs est Jeane Jordan Kirkpatrick, ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU (elle ne facilita d'ailleurs pas la tâche d'Alexander Haig). Ce dernier essaya d'éviter tout conflit avec elle jusqu'à la fin de la « guerre non déclarée des Malouines ».

Jeane Kirkpatrick était connue pour ses prises de position en faveur du régime militaire dictatorial argentin lors de l'invasion des Malouines. Elle ne faisait pas mystère de ses sympathies pour le général Galtieri, ce qui lui valut l'opposition du secrétaire d'Etat Alexander Haig, mais son appui à la dictature argentine fut neutralisé lorsque l'administration Reagan accorda son soutien à la Grande-Bretagne.

L'attitude de Mme Kirkpatrick en faveur de la Junte argentine s'explique par son aversion à l'encontre du communisme, et particulièrement à son expansion en Amérique centrale et du Sud. C'est pourquoi dans le conflit qui opposait les deux pays « amis », elle conseilla vivement au président Ronald Reagan de s'en tenir à une certaine neutralité. Elle pensait qu'il valait mieux prendre les régimes dictatoriaux sous une aile protectrice que d'assister à une expansion du communisme dans ces pays.

En 1983, elle prit de nouveau position contre le Royaume-Uni lors de l'intervention à la Grenade, mais plus tard, elle exprima tout de même son admiration pour Margaret Thatcher. On a d'ailleurs souvent comparé les deux femmes, vraisemblablement l'ambassadrice américaine aux Nations Unies était faite du même métal que « Lady Ironside ». Jeane Kirkpatrick avait une indéniable influence auprès du président Ronald Reagan qui l'écoutait, c'est pourquoi le secrétaire d'Etat Alexander Haig se méfiait d'elle dans le conflit des Falkland. Il la savait redoutable et obstinée dans ses choix. Ses relations avec elle avaient mal débuté et s'amélioreraient pas par la suite.

En janvier 1981, Alexander Haig avait été assermenté à titre de 59^e secrétaire d'État américain, mais il avait démissionné en juillet 1982, car il n'arrivait pas à s'accorder avec l'administration de Ronald Reagan pour la gestion de certains conflits.

La crise des Malouines a donc entraîné des tensions au sein du gouvernement américain, puisque coexistaient deux tendances, la première, pro-latinoaméricaine ou la « colombe »², la seconde, le courant « atlantiste ».

Ces mouvements (la colombe ou pro-latinoaméricaine) sont favorables à l'Amérique latine, non pas pour quelques intérêts particuliers mais parce qu'ils ont conscience de l'importance des relations avec l'Amérique du Sud, c'est une zone privilégiée pour eux. En 1982, les représentants les plus « honorables » de cette ligne sont Mme Jeane Kirkpatrick, le sénateur républicain Jesse Helms et le sous-secrétaire d'Etat Tom Enders.

² Cela fait référence au mouvement pacifiste né pendant la guerre du Vietnam.

Le courant qui s'oppose à cette ligne modérée est le courant « atlantiste », ce dernier est caractérisé par une tendance « *halcones* » c'est-à-dire belliqueuse dans le conflit qui oppose l'Argentine à la Grande-Bretagne. Leur position vise à maintenir les intérêts mondiaux des Etats-Unis, et ils donnent une priorité à leurs alliés traditionnels, dans le cadre de l'OTAN surtout, au nombre desquels la Grande-Bretagne figure en bonne place. Les représentants de cette « ligne » sont Caspar Weinberger, qui est secrétaire à la Défense, Alexander Haig, secrétaire d'Etat qui est chargé des négociations entre les deux pays en conflit, il va d'ailleurs régulièrement s'opposer à Mme Jeane Kirkpatrick, et John Lehman, secrétaire à la Marine des Etats-Unis.

Vis-à-vis des événements, le 1^{er} avril 1982, M. Streater envoya un message d'Alexander Haig à Lord Carrington, dans lequel il lui garantissait que le gouvernement des Etats-Unis aurait de bonnes assises pour influencer sur le comportement des Argentins en cas de « besoin ».

En avril 1982, le président Reagan annonça une ligne de conduite neutre :

« Pour autant, je désire que nous continuions notre rôle neutre dans cet événement, parce que s'il s'installait un conflit, ce serait un problème grave. J'ai été critiqué sur ma ligne de conduite neutre, mais mon administration a maintenu cette ligne de conduite, et mon intention est de persister dans cette neutralité ».

Mais comme on va l'étudier peu après il va rapidement changer d'avis, faisant un choix entre ses deux lignes de conduite, il va privilégier son alliance occidentale à celle de l'Argentine.

En effet, Ronald Reagan finit par prendre publiquement fait et cause pour les Britanniques le 30 avril, ce qui impliquait une coopération militaire accrue dont Mme Thatcher reconnut le caractère décisif. Caspar Weinberger, n'avait d'ailleurs pas attendu le feu vert explicite de la Maison Blanche pour prendre des mesures concrètes permettant à la Grande-Bretagne d'utiliser quelques-uns de ses bombardiers *Vulcan*, traditionnellement affectés à l'Otan, ainsi que les unités navales chargées de la surveillance de l'Atlantique Nord. La fourniture d'une version plus sophistiquée du missile air-air *Sidewinder* permit aux *Harrier* de l'aéronavale de s'assurer la maîtrise des airs : « Sans ces missiles », reconnaît l'amiral Woodward les *Sea Harrier* n'auraient pas été à la hauteur. La relation étroite et spéciale entre les deux pays était bien vivante.

Lorsque les Argentins débarquèrent le 2 avril aux Malouines, les « atlantistes » ont maintenu leur ligne de conduite, c'est-à-dire privilégié la politique de l'insularité (pour une représentativité mondiale des pays occidentaux et surtout de l'Otan), et les relations avec la Grande-Bretagne et l'OTAN.

En fait, les Américains aidèrent les Anglais dès le début. Le secrétaire à la Défense américain Caspar Weinberger, notamment, sans demander l'avis du Congrès, leur fit parvenir des combustibles, des informations satellitaires. L'Angleterre lui doit donc beaucoup, car sans son appui très soutenu, le Royaume-Uni n'aurait probablement pas eu les moyens logistiques de vaincre l'Argentine dans une zone aussi lointaine.

Concrètement, si l'on en croît *The Economist*³ les Etats-Unis ont fourni :

« 200 missiles air-air Sidewinder AIM-9L, 8 systèmes de Stinger Antiaérien, des systèmes de canons de défense aérien Vulcain Phalanx, des missiles anti-navires Harpoon, des systèmes Snake de radar de type air/mer , 18 conteneurs Ctu-2A qui peuvent être lancés au sol, 4 700 tonnes d'emmitouflage pour une piste d'atterrissage, 1 moteur d'hélicoptère C-47, 350 valves d'extension pour torpilles, environ 12.500 gallons de gazoline par avion, des disques pour des satellites et systèmes de codification, des équipements pour la détection des sous-marins, des parcs d'artillerie de munitions pour mortier de 60 mm, des parcs de munitions de 40 mm de fort pouvoir, des parcs de munitions variés, des lunettes de vue nocturne, des réchauds pour la campagne, des rations de nourriture pour les patrouilles ».

De même, les Anglais ont utilisé l'île de l'Ascension située à 7500 kilomètres au sud de l'Equateur, cette base avancée de la flotte fut déterminante dans la stratégie de reconquête (c'est une possession britannique, mise à la disposition des Américains qui y ont installé un centre de communications militaires). Le corps britannique avait pu dès son arrivée dans la zone, y entreposer ses réserves de matériel, dans la plus grande discrétion afin de ne pas compliquer la position américaine sur le plan international. Grâce aux installations de cette île, le berceau de l'U.S. stations satellites, les Britanniques ont pu également obtenir des informations sur les positions et les mouvements des troupes argentines transmises en

³ Du 3 mars 1984.

permanence par les satellites américains. Les Américains partageaient donc les renseignements avec leurs alliés britanniques.

On peut d'ailleurs noter qu'une fois la guerre finie, Mrs Thatcher ne se lasse pas de remercier les États-Unis pour leur soutien, en déclarant que : *"Without the Harrier jets and their immense manoeuvrability, equipped as they were with the latest version of the Sidewinder missile, supplied to us by US Defence Minister Caspar Weinberger, we could never have got back the Falkland4."*

Egalement, l'île de l'Ascension, bien que formellement britannique, a été concédée aux États-Unis, qui ont néanmoins été heureux de la mettre à la disposition de la flotte de Woodward et pour une escale de réapprovisionnement sur le chemin des îles Falkland.

Quatre avions de surveillance ont été basés sur l'île de l'Ascension, équipés de haute fréquence, semblables à ceux qui étaient installés dans les porte-avions *Hermes* et *Invincible* dans le corps expéditionnaire. Grâce à l'aide des États-Unis, la flotte britannique avait à sa disposition des avions *Nimrod*, des sous-marins de l'Otan dont les transmetteurs permettaient l'interception de tous les signaux soviétiques, même d'une longue distance, et, mieux encore, les signaux argentins les plus proches. Les données recueillies par les avions et les navires britanniques ont été transmises au centre de communications SIGINT⁵ à Cheltenham, ces derniers ont collaboré avec leur homologue américain, la NASA, basée à Fort George Meade, (Maryland) pour améliorer le décryptage de ces données.

C'est dans le domaine de l'information et du renseignement que la coopération entre Britanniques et Américains se révéla particulièrement précieuse.

On explique généralement l'interventionnisme des Etats-Unis dans le conflit par le fait que les Anglais et les Américains se donnent généralement la main lors des « coups durs », mais, ici, dans la balance, sont en jeu les relations avec l'Amérique du sud. Alors que les Etats-Unis projetaient depuis le début de la guerre froide de créer un parallèle à l'Otan, pour l'hémisphère sud (South Atlantic Treaty Organization), avec la guerre des Falkland, ces prétentions allaient être revues à la baisse.

Cette collaboration reposait sur la tradition d'entraide qui existait entre les deux pays et c'est la même volonté de soutien mutuel que l'on retrouve dans les rapports entre le général David

⁴ « Sans les Harrier jets et leur manœuvrabilité immense, équipés avec la dernière version du missile Sidewinder, fournis par le ministre de la Défense américain Caspar Weinberger, nous n'aurions jamais pu regagner les Falkland. »

⁵ SIGnals INTelligence ou en français renseignement d'origine électromagnétique.

Jones, chef d'Etat major des Armées, et l'Amiral Terence Lewin qui commandait les opérations dans l'Atlantique Sud.

Au final, sans intervenir directement dans le conflit (ce qui aurait internationalisé le conflit), les Américains sont allés aussi loin que possible dans la voie de la coopération avec le Royaume Uni, même si celui-ci apparaissait plus clairement sur le terrain que dans les déclarations officielles. On peut d'ailleurs s'interroger sur le déroulement des événements si les Britanniques n'avaient pu compter sur l'aide américaine. Les appels du pied aux Américains par les Britanniques furent assez pressants et urgents, comme l'indique cet extrait :

« Lord Renwick, a senior diplomat in the British embassy in Washington, who went on to become ambassador, told the programme: "My role was to go along to the Pentagon and ask them for 105 Sidewinder missiles. These were the very latest version, which were far more accurate than the earlier versions and we wanted them delivered within 48 hours. That meant stripping part of the frontline US air force of those missiles and sending them to the South Atlantic." Lord Powell of Bayswater, Lady Thatcher's key foreign affairs adviser, said that Britain would have lost the war without such assistance. His remarks were echoed by Richard Perle, an assistant US defence secretary at the time, who said: "Britain would probably have lost the war without American assistance. That's how significant it was."⁶ »

Mme Thatcher n'hésite pas à reconnaître également, l'extraordinaire manœuvrabilité des *Harrier* équipés du missile air-air Sidewinder, *« sans eux nous n'aurions pu reprendre les Falkland »*.

L'amiral James Eberle est moins catégorique: *« Sans l'assistance américaine, précise-t-il, l'opération aurait été plus longue, plus difficile et plus dangereuse mais les Britanniques auraient fini par atteindre leur objectif »*. Grâce à cette aide américaine la guerre des Malouines se trouva *« écourtée »*.

L'opinion publique a d'ailleurs perçu l'importance de l'aide américaine au cours du conflit. Un sondage Mori réalisé pour le compte de *The Economist* à la fin du mois de juin 1982 indiquait que 63% des Britanniques interrogés s'estimaient satisfaits du soutien américain, proportion d'autant plus remarquable que la controverse sur les missiles avait quelque peu

⁶ Extract of "Crucial Falkland role played by US missiles" by N. Watt, *The Guardian*, Friday, 6 september 2002

terni l'image des USA. Les Britanniques auraient l'occasion de s'acquitter de leur dette envers les USA lors de l'affaire du raid contre la Libye décidé par Ronald Reagan en avril 1986.

Nous pouvons souligner également la légitimité du soutien américain vis-à-vis de l'Angleterre, puisque c'est le Royaume-Uni qui subit l'agression, et c'est l'Argentine qui retient en otage quelque 1813 Kelpers. C'est l'Argentine l'agresseur, les Anglais ont réussi à faire peser cela dans la balance du droit international, même si les Argentins considèrent que la position anglaise aux Malouines est un « anachronisme colonial », force est de reconnaître que les Américains soutiennent le pays qui est le plus dans son droit vis-à-vis du conflit.

Aussi, les Américains ont-ils tenté de résoudre le problème par le biais d'une négociation bilatérale, dont Alexander Haig est le négociateur, mais ce dernier n'est pas réellement crédible, n'est-il pas un « atlantiste » reconnu ? De plus, sa mission de bons offices était qualifiée de *Shuttle diplomacy* (diplomatie de la navette) à cause des va-et-vient incessants entre Londres, New York (Nations Unies) et Buenos Aires auxquels il était astreint.

Former Secretary of State Henry A. Kissinger still ranks as the greatest of the shuttle diplomats, or at least the most peripatetic.

He ping-ponged about the Middle East in search of peace for weeks.

But for all his shuttling, Mr. Kissinger has nothing in his flight logs to compare with the recent wanderings of Secretary of State Alexander M. Haig Jr. as he sought a solution to the Falkland Islands crisis. From April 8 to today, Mr. Haig spent 65 wearing hours in the air, jetting around a great global triangle that stretched from Washington to London to Buenos Aires.

Total distance covered: 31,594 miles. Total cost for the plane: \$361,790, at \$5,566 per flight hour⁷.

On peut donc lire dans ces quelques lignes, combien la situation de M. Haig était délicate.

On peut également souligner un fait certain, pendant les négociations, les Anglais n'ont jamais soumis la moindre solution ou proposition de négociations par l'intermédiaire d'Alexander Haig. D'où un échec sans surprise de cette médiation, pour obtenir quelques résultats, il eut été nécessaire que la partie jouant le rôle d'arbitre puisse exercer une pression

⁷ Source : *New York Times*, du 21 avril 1982.

sur les deux parties, mais vu la dimension du parti pris d'Alexander Haig, il ne pouvait se résoudre à exercer une telle pression sur les Anglais.

Par conséquent, les Argentins accusent donc Alexander Haig de partialité, il a selon eux tenté par ces négociations de gagner du temps, afin que le dispositif britannique puisse se mettre en place. De plus, ils accusent Haig d'avoir « souligné à la face du monde » l'intransigeance des Argentins, ce qui a eu pour conséquence de rallier l'opinion européenne et américaine à la cause anglaise, alors que les Anglais refusaient toutes propositions de négociations. Les Argentins se considèrent donc comme des victimes de l'attitude du secrétaire d'Etat. Haig fut donc contraint d'abandonner sa « médiation » au lendemain du naufrage du *Belgrano*.

Le 30 avril 1982, le secrétaire d'Etat annonce publiquement qu'il se retire de toutes les négociations car son pays soutient ouvertement la cause britannique :

« Le Royaume-Uni est notre allié le plus proche. Le Président Reagan a également ordonné que les Etats-Unis devraient répondre positivement aux exigences des forces britanniques pour la fourniture de matériels militaires ».

Dans le cas des Malouines, en tout cas la médiation d'Alexander Haig s'est conclue par un fiasco. L'administration Reagan n'a pas pu exercer son ascendant, ni même une pression, sur les deux belligérants, pourtant tous deux alliés des alliés proche des États-Unis.

Surtout, le soutien public apporté par Washington à la Grande-Bretagne a porté un coup au prestige et à l'influence des États-Unis en Amérique latine et a poussé l'Argentine et ses partisans à adopter une position plus « tiers-mondiste ».

On peut souligner une attitude américaine équivoque au début du conflit, Ronald Reagan « essaye » de définir une ligne souple, mais il ne peut pas se tenir à cette ligne de conduite, il a des intérêts auprès des deux pays qui le sollicitent. Au début, il se situe donc en position d'arbitre, essayant de trouver un terrain d'entente avec les deux parties, mais les « Atlantistes » tels que le secrétaire à la Défense exercent une pression trop importante pour qu'il ne soit pas contraint de choisir une position, son choix est relativement rapide. Les Argentins se sont toujours opposés aux Etats-Unis, refusant d'adopter son modèle de conduite, comme a pu faire le Brésil. Bien sûr il existe entre les pays des accords d'assistance mutuelle, mais face à la Grande-Bretagne, l'Argentine représente un allié « anodin » et qui n'est pas substantiel aux relations internationales, d'autant qu'en Amérique du Sud, elle s'oppose plus ou moins à tous ses voisins. Alors que la Grande-Bretagne est un allié privilégié et de longue date. L'Argentine, malgré les traités, ne peut donc pas tenir rigueur aux Etats-

Unis de leur réaction, puisque celle-ci est à la mesure de son comportement avec les gouvernements américains.

Avec le Chili

On peut se poser la question suivante : qu'est-ce qui justifie que le Chili soit un allié du Royaume-Uni ?

Il est vrai que le Chili est le voisin avec lequel l'Argentine se partage la plus longue frontière d'Amérique du Sud. De ce fait, on aurait pu supposer que le soutien entre voisins ferait que les Chiliens seraient ouvertement acquis à la cause argentine. Mais ce serait méconnaître les différends territoriaux entre les deux pays frontaliers.

En tout premier lieu pour expliquer le soutien des Chiliens aux Britanniques, ce qui vient à l'esprit, c'est la médiation britannique pour le canal de Beagle qui s'était révélée positive pour les Chiliens.

Toutefois, les relations amicales entre les deux pays étaient légèrement plus anciennes, elles remontaient au coup d'Etat du général Pinochet. Ce dernier avait été aussitôt appuyé dans son pouvoir par le gouvernement britannique, non seulement à partir du « *laudo arbitral*⁸ » britannique en 1977, mais surtout à partir de 1980, lorsque les Britanniques sont devenus d'actifs partenaires commerciaux du Chili.

En effet, c'est à partir de cette époque que la Grande-Bretagne a entrepris de vendre des armements militaires au Chili.

D'autre part, la Grande-Bretagne a vendu aux Chiliens des informations nucléaires de type technique.

Les deux pays entretenaient également d'excellentes relations diplomatiques et économiques. C'est sans doute pour cette raison que de tous les pays d'Amérique du Sud, c'est très certainement le Chili qui fut le plus empressé à aider les Britanniques.

D'un point de vue purement diplomatique, on peut noter que les bonnes relations anglo-chiliennes s'inscrivent dans une volonté de politique de « réinsertion » dans le monde occidental. Cette volonté est initiée par le Chili entre 1979 et 1980, le général Pinochet avait la ferme intention de renouer des liens avec l'Europe occidentale.

Cela fut partiellement réussi entre janvier et décembre 1980 avec le gouvernement de Grande-Bretagne, qui fut le premier à lever l'embargo militaire à l'encontre du Chili. Cela coïncidait avec la ratification de l'arbitrage du Vatican.

⁸ «*Laudo arbitral*» signifie la sentence arbitrale.

En même temps, on constate que c'est à partir de ce moment que la Grande-Bretagne a durci sa position vis-à-vis de la souveraineté des Malouines.

Le débat du 2 décembre 1980 à la Chambre des Communes sur la question des Falkland fut d'ailleurs pour le moins assez houleux.

Ce rapprochement peut aussi s'expliquer par les difficultés du Chili avec ses voisins : l'Argentine pour le Canal de Beagle, la Bolivie et le Pérou pour les territoires du Pacifique. Depuis la guerre du Pacifique de 1879-1884, la Bolivie réclame sa province d'Atacama (aujourd'hui Antofagosta) qu'elle avait dû céder à l'issue d'un traité en 1884, elle perdait ainsi son accès à l'océan Pacifique ainsi que ses richesses en nitrates. Le Pérou réclame par ailleurs les provinces de Taracapa et Arica, qu'il avait dû céder lors du traité d'Ancon en octobre 1883.

Dès lors, le soutien des Anglais et les relations commerciales concernant les ventes d'armes donnent une certaine assurance au Chili face à ses voisins même si l'appui des Occidentaux reste relativement marginal. Seule l'Argentine peut se targuer de bonnes relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Mais comme on le verra dans l'épreuve, ces relations ne lui seront pas d'une grande utilité.

On peut par ailleurs souligner que les relations entre Pinochet et Mrs Thatcher ont été assez critiquées, Pinochet, étant un dictateur parvenu au pouvoir après le sanglant coup d'Etat de septembre 1973.

En effet, outre la répression des opposants pendant la période la plus répressive de la dictature (1974-1981), le général Pinochet reste une personnalité politique contestée dans son pays dans la mesure où lors du plébiscite présidentiel du 5 octobre 1988, il refuse la démocratisation complète, ceci afin de rester commandant en chef pour huit années supplémentaires, à compter de l'entrée en fonctions du président Patricio Alwyn le 11 mars 1990.

Le 11 mars 1998, il prête serment comme sénateur à vie, alors qu'il venait de recevoir le titre honorifique de commandant en chef émérite de l'armée de terre, et le général Ricardo Izurieta lui succède dans ses fonctions.

Les remous provoqués par son arrivée au Sénat, le dépôt des premières plaintes concernant sa responsabilité dans les disparitions d'opposants sous la dictature et surtout son arrestation en Grande-Bretagne le 16 octobre 1998 sur commission rogatoire de la justice espagnole, puis le long procès d'extradition, ternissent l'image entretenue de « sauveur du Chili ». Lors de cette arrestation (Pinochet se trouvait au Royaume-Uni pour raisons médicales), toute la presse remet à l'ordre du jour les relations contestées entre Margaret Thatcher et le général Pinochet.

Margaret Thatcher lança d'ailleurs un appel au Premier ministre Tony Blair pour la libération de l'ex-dictateur Augusto Pinochet, l'ex-Premier ministre déclara alors que Pinochet était un « *grand ami* » de la société britannique et que, pendant la guerre, il avait contribué à sauver « *de nombreuses vies britanniques* » :

« Chile is our oldest friend in South America. Our ties are very close and have been ever since Admiral Cochrane helped free Chile from oppressive Spanish rule. He must be turning in his grave to see Britain now encouraging Spain's arrogant interference in Chilean affairs. Pinochet was this country's staunch, true friend in our time of need when Argentina seized the Falkland Islands. I know - I was Prime Minister at the time. On President Pinochet's express instructions, and at great risk, Chile provided enormously valuable assistance. I cannot reveal the details, but let me mention just one incident.

During the Falkland War the Chilean airforce was commanded by the father of Senator Evelyn Matthei, here with us this evening. He gave us early warning of Chilean air attacks which allowed the task force to take defensive action. The value of the intelligence was proved when it stopped. One day, near the end of the conflict, the Chilean long-range radar had to be switched off for overdue maintenance. That same day - Tuesday 8th June, a date etched in my heart - Argentinean planes attacked and destroyed our ships the Sir Galahad and Sir Tristram. They were landing ships with many people aboard and they left us with heavy casualties.

Altogether some 250 members of our armed forces lost their lives during the Falkland War. Without President Pinochet there would certainly have been many more. We all owe him, and Chile, a great debt of gratitude. But how did the authorities under this Labour Government chose to repay it? I will tell you - by collaborating in Senator Pinochet's judicial kidnap.⁹ »

Mais revenons à la collaboration des deux pays pendant le conflit des Malouines, la Grande-Bretagne fit également courir des rumeurs pour détourner les forces militaires argentines des Malouines, particulièrement celle qui affirmait que les Britanniques envisageaient une intervention armée sur le territoire argentin.

⁹ The Guardian, Wednesday 6 October 1999 "Pinochet was this country's staunch, true friend" extract of Margaret Thatcher's speech to the Blackpool fringe.

Circulèrent ainsi de « mystérieuses » rumeurs qui prétendaient qu'un escadron anglais préparait une attaque depuis le territoire chilien. Si les Argentins prenaient la rumeur au sérieux, ils seraient obligés de poster des forces défensives (des hommes et des forces aériennes) pour protéger le sol argentin d'une éventuelle attaque britannique. Un accident vint donner force à cette rumeur.

Ce fut un « étrange accident » survenu au sud de la ville chilienne de Punta Arenas. Le 17 mai 1982, les autorités frontalières chiliennes retrouvèrent l'épave incendiée d'un hélicoptère *Sea King*. Il avait à son bord, trois militaires britanniques, les raisons de la présence de l'appareil à cet endroit étaient mal élucidées. Selon les communiqués diffusés par les Etats-majors du ministère de la défense, les trois hommes auraient « perdu leur route ». Toutefois la distance de 500 miles par rapport à la base de la *Task Force* incite à croire que là n'est pas la véritable raison. Cet événement eut pour effet de maintenir des forces argentines à proximité de la frontière chilienne.

L'Etat-major britannique donna un code de reconnaissance pour les combattants et les bombardiers. En retour, l'armée chilienne créa et augmenta son trafic radio autour de la zone de présence argentine.

Le Chili servit aussi de base pour les commandos d'opérations vers l'Argentine, particulièrement pour l'Opération Mikado au cours de laquelle deux C-130 *Hercules* argentins furent abattus. Les soldats britanniques qui avaient été blessés au combat étaient aussi soignés au Chili.

Pourtant le 4 mai 1982, deux jours après le naufrage du *Belgrano*, l'ambassadeur chilien en Argentine, Onofre Jarpa Reyes, rendit une visite à l'Etat-major de la Junte. Lors de cette visite, il démentit toute implication dans le conflit des Falkland et toute aide aux Britanniques. Il déclara aux journalistes :

« Queremos expresar al pueblo argentino que tiene sus espaldas bien guardadas para una firme y leal actitud de Chile¹⁰ ».

Il ajouta que le gouvernement chilien ne comptait pas profiter de l'occasion du conflit malouin et affaiblir davantage le gouvernement argentin, en réclamant des droits sur les territoires dont il contestait la souveraineté à l'Argentine.

C'est pourquoi en 1991, vingt-quatre points litigieux substituaient, lorsque les présidents Carlos Menem et Patricio Alwyn signèrent l'accord frontalier, ils n'en restaient plus que deux

¹⁰ El Clarin, 4 de mayo 1982.

(la lagune de désert et les glaces continentales, toutes deux situées dans la province de Santa Cruz).

En 1996, le Chili décida la construction d'une piste d'atterrissage pour l'entraînement des pilotes militaires dans l'une des zones contestées, c'est-à-dire dans les glaces continentales. Cette zone était réclamée par l'Argentine dans la mesure où elle constituait une réserve de 2300 kilomètres carrés d'eau potable, l'une des plus vastes du monde. En réponse, les Forces aériennes argentines annonçaient la levée de leur base de Rio Gallegos, les avions militaires argentins se replièrent à Tandil et à Comodoro Rivadavia. Pourtant, en 1991, les deux présidents avaient presque réussi à trouver une solution pour la zone des glaces continentales, ils l'avaient partagé à part égale, mais l'opposition fut telle dans la province de Santa Cruz que l'accord ne fut pas ratifié. En ce qui concerne la lagune de désert, une sentence d'un tribunal arbitral a déterminé qu'elle appartenait à l'Argentine.

Avec la France

L'aide française s'est à la fois montrée assez discrète d'un point de vue stratégique, alors que d'un point de vue diplomatique ainsi qu'au sein de la CEE, elle a clairement pris position en faveur de la Grande-Bretagne.

En 2003, John Nott éclaira d'un jour nouveau la position de la France vis-à-vis du Royaume-Uni, en révélant la teneur des relations franco-britanniques.

L'un des acteurs majeurs de la guerre des Malouines, à l'époque ministre de la Défense, Sir John Nott, donne aujourd'hui sa version de l'événement dans ses Mémoires intitulées « *Here Today, Gone Tomorrow*¹¹ ». Témoin de premier plan dans la guerre des Malouines, il livre ses souvenirs sur les événements dans son ouvrage. Il évoque notamment l'attitude pro-britannique de François Mitterrand, exprimant le fait que :

« Les Français furent nos plus grands alliés », « Mitterrand et les Français furent, de nombreuses manières, nos plus grands alliés, écrit Sir John. Ils avaient, au cours des années précédentes, livré à l'Argentine des avions Mirage et Super-Etendard ».

Il confirme par ailleurs les soupçons argentins de l'époque, en révélant que :

« Mais aussitôt que le conflit éclata, le ministre de la défense Charles Hernu entra en contact avec moi pour mettre à notre disposition certains appareils du même type, de sorte que nos pilotes

¹¹ John Nott, **Here Today, Gone Tomorrow**, 350pp, Politico's, £20

puissent s'entraîner à attaquer ces avions avant de s'envoler pour l'Atlantique sud. Les Français nous ont aussi fourni des informations techniques détaillées sur les Exocet, et nous ont montré comment tripatouiller ces missiles », qui coulèrent deux navires britanniques. « Il s'ensuivit une remarquable opération à l'échelle mondiale pour empêcher l'Argentine d'acheter de nouveaux Exocet. J'autorisai des agents à se faire passer, sur le marché international, pour des acheteurs de matériel militaire. (...) En outre, d'autres agents localisèrent des Exocet sur d'autres marchés et les mirent secrètement hors d'usage grâce aux informations fournies par les Français. Ce fut une opération tout à fait réussie. En dépit d'efforts soutenus de pays comme Israël et l'Afrique du Sud pour aider l'Argentine, nous avons pu intercepter les armements qu'elle cherchait désespérément à acquérir. »

En effet, nous savons depuis 2001, que l'armée de l'air française, sur ordre direct de François Mitterrand, a exposé le mode d'utilisation avant les combats, aux aviateurs et aux marins britanniques comment le duo Super-Etendard/Exocet était censé opérer sous les couleurs de l'armée de l'air argentine. Il s'agissait d'une assistance « secret-défense », qui devait permettre aux Britanniques d'apprécier les performances du système des armements pour parer les attaques argentines.

Sir John oppose dans ses mémoires, la solidarité sans faille de la France à l'attitude moins fraternelle des Etats-Unis :

« Ils ne semblaient pas vouloir choisir entre la Grande-Bretagne et leurs intérêts en Amérique latine. En fait, à part le secrétaire à la défense, Caspar Weinberger, et le Pentagone, qui furent toute de suite solidaires, les Américains étaient très, très loin d'être de notre côté. Le département d'Etat était dominé par des Latinos qui craignaient de compromettre la politique sud-américaine du président Reagan. (...) L'ambassadrice américaine à l'ONU avait même dîné avec les Argentins le jour où ils envahissaient le territoire britannique. Il fallut des semaines de travail diplomatique acharné pour que la Maison Blanche se déclare enfin à nos côtés. »

Il exprime par ailleurs son point de vue quant à la position de Ronald Reagan :

« *Malgré toute l'amitié qui liait Margaret Thatcher et Ronald Reagan, ce dernier restait un Américain de la Côte ouest regardant plus vers le sud du continent et le Pacifique. Je me demandais parfois s'il savait où se trouvait l'Europe, et même s'il s'en souciait.* »

Ces révélations sont très intéressantes, elles démontrent que la guerre des Malouines, s'est jouée sur le terrain militaire, mais tout autant à l'arrière plan d'un point de vue diplomatique.

Pour autant, pendant la guerre des Malouines, l'emploi par les Argentins du couple Super-Etendard/Exocet avait motivé, sur le moment, la colère de Margaret Thatcher, qui avait reproché à la France d'avoir été un pourvoyeur d'armes modernes à une Argentine qui revendiquait un territoire britannique et qui était de surcroît une dictature. Alors que rappelons-le, les Britanniques avaient eux aussi fourni de l'armement aux Argentins. On peut souligner qu'en la matière de vente d'armes, la logique politique est rarement suivie, on arme un pays pour « mieux » pouvoir l'affronter par la suite...

Cette « rancœur » s'était surtout affichée peu après le torpillage du croiseur argentin *General Belgrano* par le sous-marin nucléaire britannique *Conqueror*, qui, le 2 mai 1982, fit trois cent vingt-trois morts parmi les marins argentins.

C'est alors que deux jours plus tard, en riposte, un avion argentin *Super-Etendard*, armé d'un missile air-surface Exocet, avait coulé la frégate britannique *Sheffield*, provoquant la mort de 20 marins britanniques et en blessant 24 autres.

Toutefois, aujourd'hui, au regard de nos connaissances et des langues qui se sont peu à peu déliées, on peut dire que la France a bel et bien mené un double jeu.

Ceci dans la mesure, où, en effet, elle a bien aidé les Britanniques au cours de la guerre, mais d'un autre côté, même si elle a refusé d'honorer le reste du contrat militaire (soit l'approvisionnement en missiles Exocet); elle a permis à Buenos Aires de se réapprovisionner en Mirage-III auprès d'Israël, qui cherchait à se débarrasser de ses vieux appareils de conception française. Dans l'ignorance, les deux belligérants n'ont eu, sur le moment, qu'à se féliciter de l'assistance fournie discrètement par la France.

C'est le journal d'entreprise de Dassault qui est à l'origine de cette nouvelle information. En effet, le constructeur du *Super-Etendard*, reprenant les informations diffusées par les journaux britanniques, révélait que juste après le conflit, plus précisément en juin 1982, la France a accepté d'armer de nouveau l'Argentine. C'est grâce à l'intervention des Français, que l'Etat d'Israël, propriétaire de vieux Mirage-III, qui avaient été « restaurés » sous le nom de Shahak

après leur participation à la guerre de Six Jours, puis du Kippour, a vendu vingt-deux de ces appareils de seconde main à l'Argentine.

Les Mirage-III ont fait l'objet d'étranges manipulations, en effet, la France se devait de tromper et de détourner l'attention des services de renseignement de pays tiers autant que déjouer le blocus imposé à Buenos Aires par la Grande-Bretagne après la guerre des Malouines. Les avions, en février 1983, furent dépêchés en Argentine à bord du cargo argentin *Tucuman*, mais, au préalable et en fraude, pour masquer leur destination finale, ils furent repeints aux couleurs de l'armée de l'air péruvienne.

Grâce à ces avions, l'Argentine a pu créer deux escadrons de Mirage-III, basés à Mendoza et à Rio Gallegos, pour remplacer les appareils détruits pendant la guerre des Malouines. La France est donc intervenue et n'a pas hésité à fermer les yeux sur le maquillage des avions. L'Argentine avait un besoin crucial de ces nouveaux appareils parce qu'elle était en conflit larvé avec le Chili, soutenu par le Royaume-Uni, à propos de la possession de trois îles dans le canal de Beagle, au sujet desquelles les deux pays échangeaient des menaces depuis 1978. Le rôle de la France a donc été bien ambigu, faisant le choix aux yeux de tous de la « démocratie anglaise », mais aidant derrière une « dictature moribonde ».

Chapitre 2

Le rôle de la CEE

Des relations qui oscillent entre difficultés et ententes

La CEE ne joua pas un rôle déterminant dans les négociations, bien au contraire, elle afficha simplement ses sympathies ou ses critiques à l'endroit de l'un ou l'autre pays. Néanmoins, ces condamnations sont essentielles puisqu'elles expriment l'isolement international de l'un ou l'autre antagoniste.

En fait, la CEE n'est pas unanime dans ses décisions. Puisque certains pays de l'Union sont plus ou moins favorables à l'Angleterre, ou à l'Argentine, d'autres conservent des attitudes ambiguës.

D'autant que la Grande-Bretagne est engagée dans une difficile négociation communautaire dont on peut dire qu'elle l'isolait au sein des Dix, elle avait par ailleurs refusé d'intégrer le Système Monétaire Européen (SME) qui comprenait notamment l'adoption d'une unité de compte commune (l'Ecu¹²).

Margaret Thatcher réclamait depuis lors une modification des règles budgétaires régissant les paiements de la Grande-Bretagne et souhaitait, en retour, un « chèque » compensatoire.

Elle contestait fortement les contributions qu'elle devait payer pour financer la politique commune, et particulièrement la politique agricole. Remettant en cause, les principes du financement de celle-ci, en effet, la Grande-Bretagne n'avait pas une vocation agricole, son agriculture était relativement modeste, elle importait l'essentiel de son alimentation des pays

¹² Ecu signifie European Currency Unit.

du Commonwealth. Elle s'estimait donc doublement pénalisée dans la mesure où la quasi-totalité des recettes budgétaires de la CEE étaient prélevées sur les importations agricoles et que l'essentiel des dépenses était consacrée aux subventions agricoles (à noter qu'elle obtient son chèque compensatoire en 1984).

De ce fait, le Royaume-Uni était le mauvais élève de la CEE, à laquelle son adhésion était rappelons-le, relativement récente (1973) puisque le général De Gaulle s'était opposé à deux reprises à son admission. Elle se trouvait donc dans une posture assez inconfortable à tout point de vue pour réclamer le soutien des autres pays de la communauté, le Royaume-Uni n'a donc cessé de faire amende honorable.

Le soutien des Dix apparaît très vite comme un objectif à atteindre.

Lors de sa première intervention à la Chambre des Communes sur la crise des Malouines, Margaret Thatcher insiste sur la condamnation adoptée par les Dix dès que l'agression militaire a été connue.

L'opposition suit le Premier ministre conservateur, même si elle rappelle que le gouvernement est confronté à certaines difficultés européennes fâcheuses, notamment sur le budget.

Le conflit affiché au sein de la CEE ne parvenait pas alors à obtenir un règlement durable de la question budgétaire. La « Dame de fer » gèle toutes les négociations des Dix et notamment les négociations sur les prix agricoles.

En réaction, le Parlement européen ouvre une crise sans précédent en retardant le vote du budget.

La position de la Grande-Bretagne au début du conflit malouin était assez délicate, elle trouvait peu de soutien direct auprès de ses neuf autres partenaires, Londres aborde le conflit des Malouines sur fond de contentieux communautaires.

En dépit des divergences, les liens communautaires se sont affichés avec les soutiens spontanés et rapides à Margaret Thatcher. François Mitterrand, dès l'annonce de l'invasion, joint par téléphone la « Dame de fer », pour lui faire part du soutien français ; le premier ministre belge, Wilfried Martens, par ailleurs président en exercice de la Communauté européenne, déclare également sa solidarité à la Grande-Bretagne, ainsi qu'Helmut Schmidt pour l'Allemagne.

Margaret Thatcher ne resta pas indifférente à ces marques de soutien, elle les afficha politiquement et fit personnellement connaître sa satisfaction auprès de ses interlocuteurs.

La France, principal appui de la Couronne britannique dans cette bataille, usa de son influence sur des pays africains au moment des votes à l'ONU. Autre exemple, la Belgique de M. Martens, qui reçoit en tant que président de la Communauté, des représentants des pays

d'Amérique latine venus plaider la cause de l'Argentine, soutient la position britannique. Le Chancelier Helmut Schmidt, recevant le ministre des Affaires étrangères japonais, lui fait part de sa position qui reflète celle de la Communauté.

Ses soutiens s'exposent surtout dans le cadre d'une volonté des partenaires d'une politique extérieure commune qui a pris racine en 1969, lorsque lors de la Conférence de La Haye Etienne Davignon fut chargé de réaliser un rapport sur les progrès envisageables dans le domaine de l'unification politique. Il réalisa celui-ci, le faisant adopter par le Conseil des ministres, le 27 octobre 1970, son rapport stipulait notamment que :

« C'est dans le domaine de la concertation des politiques étrangères qu'il convient de faire porter concrètement les premiers efforts pour manifester aux yeux de tous que l'Europe a une vocation spécifique ».

La coopération politique étrangère devenait alors la première étape de l'unification politique européenne, naissait alors la CPE (Coopération Politique Européenne).

Toutefois, il apparaît nettement que c'est au niveau du conseil des ministres et des mécanismes de préparations de leurs décisions (COREU¹³, COREPER¹⁴, Comité politique) que les décisions les plus déterminantes sont intervenues.

Ainsi, dès les premières heures qui suivirent le débarquement argentin, la Grande-Bretagne a pu constater l'efficacité de la CPE.

La présidence belge, très active, grâce au système COREU parvient, en quelques heures, à réunir un consensus sur la publication d'une résolution de soutien des Dix à la Grande-Bretagne.

Ainsi, avant même que le Conseil de sécurité de l'ONU¹⁵ ait pu prendre position, la Grande-Bretagne obtient le soutien des ministres des Affaires étrangères des Dix. La dimension des Dix est ainsi apparue comme déterminante pour Londres, alors que les Etats-Unis se montraient encore hésitants entre ses deux alliés, Washington étant très mal à l'aise dans ce conflit.

La proposition américano-argentine de solution du conflit présenté par Alexander Haig qui envisageait une administration mixte, le double drapeau et la neutralisation des eaux malouines mit d'ailleurs Londres en mauvaise posture.

¹³ Coreu : Correspondance européenne.

¹⁴ Coreper : Comité des représentants permanents.

¹⁵ A noter que depuis 1974, la CEE possède un statut d'observateur auprès de l'ONU, elle peut ainsi exprimer les positions communes sur les grands problèmes internationaux.

C'est pourquoi tout l'appareil de négociation et de consultation de la CPE fut mis à profit.

Dès le 5 avril, le directeur politique du Foreign Office réunissait en urgence les ambassadeurs des Dix à Londres pour les entretenir de la position de son gouvernement.

La position britannique, exposée à ses autres partenaires, était d'agir diplomatiquement afin d'amener l'Argentine à se retirer et ainsi éviter l'affrontement ; les Argentins déclarant qu'ils ne retireraient pas leur force armée.

Pourquoi agir dans le cadre des Dix ?

Après avoir rompu les relations diplomatiques, annoncé le gel des avoirs argentins au Royaume-Uni, supprimé les aides au commerce, le Royaume-Uni fait savoir à ses partenaires qu'il va mettre en place, à compter du 6 avril minuit, un embargo sur les produits argentins à l'exportation. Il s'agissait donc pour le Royaume-Uni, en premier lieu, d'informer ses partenaires, et faire en sorte qu'il soit suivi, et que ces mesures soient reprises au sein de la Communauté Economique Européenne. Ce que fit la CEE.

Toutefois, le 2 mai 1982, un mois après l'invasion argentine, au moment où le conflit entre dans sa phase militaire, la cohésion communautaire se trouve mise à l'épreuve.

L'événement déclencheur est la destruction du *General Belgrano*. Ce croiseur argentin est torpillé par un SNA britannique¹⁶, alors que le navire navigue en dehors de la zone de guerre délimitée par Londres. Le navire sombre, et 320 marins argentins périssent dans les eaux glacées.

Deux jours plus tard, en riposte, le *Sheffield*, destroyer lance-missile, est détruit par un Exocet AM-39, tiré par un Super-Étendard argentin. 20 soldats britanniques trouvent la mort. Ces armes argentines sont de fabrication française.

Loin de calmer les esprits, ces événements exacerbent un peu plus les opinions publiques dans les deux nations. Margaret Thatcher redouble de virulence dans ces propos.

Suite à ces événements pour le moins fâcheux, le 4 mai, les Dix décident de se réunir au niveau du Comité politique. L'ambiance est agitée.

Jusque là, les dissensions à l'encontre des Anglais n'étaient pas tout à fait perceptibles, mais l'escalade sanglante dans le conflit provoqué par le Royaume-Uni avec l'attaque du navire argentin suscite les oppositions.

La fragile et apparente unité des Dix s'effrite et les divergences se font jour. L'Irlande, par exemple, dénonce « l'agression » de la Grande-Bretagne sur le *Belgrano*.

¹⁶ SNA : Sous-marin Nucléaire d'Attaque.

Elle justifie sa position en rappelant la résolution 502 du Conseil de sécurité, et sur laquelle repose également la position de la CEE, exigeant la cessation immédiate des hostilités.

Plusieurs États membres considèrent que l'attaque du *Belgrano* est en contradiction avec cette résolution.

D'autant que quelques jours avant cette réunion, l'Italie et la RFA avaient proposé que la CEE joue le rôle de médiateur de paix entre les deux pays.

La solution est toutefois écartée dans la mesure où la Grande-Bretagne faisant partie de la CEE, on voit mal l'Argentine accepter ce rôle, le médiateur ne pouvant avoir dans l'absolu du parti pris. Même si cela est impossible, on le voit dans la négociation américaine ou péruvienne, mais la CEE a déjà pris des mesures à l'encontre de l'Argentine, et de ce fait la médiation n'est plus possible.

De plus, Londres fait bloc contre toute initiative de médiation. Avant la moindre négociation ou discussion avec les Argentins, Margaret Thatcher veut des garanties territoriales et conserver ses acquis. Dès lors toutes négociations concernant le différend territorial apparaissent impossibles, même si pour la forme, les Anglais feignent de s'asseoir aux différentes tables de négociation.

Mais, si au sein de la CEE, l'Irlande n'est pas sur la même ligne et souhaite avancer des solutions de paix.

Le gouvernement Thatcher prend toutes les mesures possibles pour léser les intérêts argentins, il gèle les avoirs argentins en Grande-Bretagne (soit la somme d'environ 1,5 milliards de dollars).

Toutes les livraisons d'armes à l'Argentine sont bien entendues arrêtées. La R.F.A., la France, la Suisse en font autant. L'Autriche sursoit à l'envoi de 27 chars d'assaut destinés à l'armée de Galtieri.

La Communauté européenne accorde presque immédiatement son appui à la Grande-Bretagne en participant aussitôt au blocus économique de l'Argentine, sans toutefois passer au blocus financier, ceci en dépit des réticences italiennes.

Le 10 mai 1982, le Conseil des ministres de la CEE se réunit à son tour. L'Irlande est alors rejointe par l'Italie dans son opposition à la Grande-Bretagne. Pour l'Italie, les motivations sont plus complexes. Mais il faut noter au moins deux éléments :

* l'importante communauté italienne vivant en Argentine est en proie à certaines attaques (soit 1.700.000 personnes vivant en Argentine mais votant en Italie) ;

* ses intérêts économiques avec l'Amérique du sud sont durement frappés par l'embargo de la CEE dans la mesure où ses partenaires économiques sont localisés en Amérique du sud, ils connaissent donc un fort ralentissement.

Les pays sud américains condamnent d'ailleurs tous les membres de la CEE pour cet embargo.

Finalement, le 17 mai, après une interminable négociation des Dix à Luxembourg, et en dépit des efforts français auprès de trois pays réticents, l'Irlande, l'Italie, déjà évoqué et le dernier « réfractaire » le Danemark, la Communauté prolonge l'embargo pour une semaine, mais sans parvenir à une adhésion unanime.

Deux pays, l'Irlande et l'Italie, donc, refusent d'appliquer ces mesures. Ce délai d'une semaine s'explique du fait de la mission de bons offices alors menée par le Secrétaire général de l'ONU qui laisse entrevoir un règlement pacifique au conflit.

A ce moment, on le constate, la cohésion communautaire n'est plus qu'une illusion. C'est une bonne nouvelle pour les Argentins car ces dissensions parviennent à désunir les Européens et la cohésion des 10.

De nouveau, une semaine plus tard, le lundi 24 mai, les ministres des affaires étrangères de la CEE changent de position en décidant de prolonger les sanctions économiques contre l'Argentine pour une durée déterminée, mais pas l'Irlande (à cause de la question de l'Ulster) et l'Italie.

L'Argentine proteste et retourne les mêmes sanctions. La cause du revirement de la CEE est due à une meilleure entente intérieure (prix agricoles) et aussi en raison de l'opinion de ses membres qu'il serait malséant d'abandonner la Grande-Bretagne alors que la crise atteint son point le plus chaud.

En matière de solidarité et de diplomatie européenne, on constate que c'est la désunion qui prédomine, même si un semblant de cohésion subsiste par le fait que les sanctions à l'encontre de l'Argentine sont renouvelées.

D'autres éléments justifient les défections de certains membres de la CEE.

Tout d'abord, la Communauté européenne traverse alors une crise politique grave. Londres bloque l'adoption des prix agricoles tant que la question de sa contribution n'aura pas été réglée.

Certaines voix soulignent ironiquement que les Britanniques sont prêts à accepter un vote à la majorité sur l'embargo argentin, mais pas sur la question des prix agricoles. D'où une certaine défiance par rapport à la position anglaise au sein de la CEE, qui réclame le soutien des autres membres lorsqu'elle en ressent le besoin, mais qui se désolidarise lorsqu'il s'agit de mettre en

œuvre une politique commune qui lèse ou tout du moins qui ne favorise pas ses propres intérêts. C'est le reproche récurrent qui est fait aux Britanniques, ils calculent trop fortement leur investissement dans la CEE, et leur diplomatie navigue trop fortement entre la position atlantiste et européenne, cela ne plaît pas à certains membres qui refusent de « se prêter au jeu du bon partenaire », alors que la Grande-Bretagne « joue au mauvais partenaire ».

Londres fait donc figure de « mauvais joueur », ce qui place le cabinet britannique dans une mauvaise posture. Il est très ennuyé par cette double affaire, dans la mesure où elle le place en position de faiblesse.

Mais ceci gêne également ses autres partenaires.

Particulièrement par rapport à l'opinion publique des pays membres, pour le cas de la France, dans le conflit qui oppose, entre autres, Paris à Londres sur la question budgétaire, les opinions publiques sont mobilisées ; la France serait en effet assez avantagée par la politique agricole commune, elle recevrait des aides substantielles pour ses agriculteurs, c'est l'une des principales raisons du blocage.

Alors, lorsque le gouvernement socialiste de François Mitterrand décide de soutenir Margaret Thatcher, il doit le faire contre sa propre opinion publique : seuls 18% des Français appuient le principe de faire jouer la solidarité européenne et atlantique, contre 61% qui souhaitent s'en tenir à une stricte neutralité.

Dans un deuxième temps, les relations économiques des Etats membres de la CEE avec les partenaires sud-américains sont plus ou moins importantes. L'exemple de l'Irlande ou de l'Italie illustre parfaitement ce cas de figure.

L'Argentine est parfaitement consciente de ces divergences, de ce fait, elle a pressenti que cette faiblesse pouvait jouer en sa faveur.

C'est pourquoi, les généraux de la Junte ont décidé de mener une campagne dénonçant l'embargo européen.

Les autres pays d'Amérique latine l'ont rapidement imité.

C'est notamment le cas du Mexique qui dès le 16 avril dénonce l'injustice de cette mesure.

Le 26 mai, c'est l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) qui condamne la CEE pour ses mesures de coercition économiques.

Au sein de la CEE, le Premier ministre belge, Wilfried Martens, président en exercice de la Communauté, reçoit la visite de ministres sud-américains qui se plaignent de l'embargo et de la position des Dix dans le conflit.

D'autres partisans de la cause argentine, ou solidaires de la nation argentine s'inquiètent des conséquences de l'embargo pour la population argentine, ils soulignent qu'une mesure

d'embargo est une mesure grave et qu'elle devrait affecter les relations économiques entre les nations européennes et sud-américaines. La population argentine et toute l'Amérique latine sont par ailleurs profondément touchées par cette mesure. Ceci laisse augurer des relations futures un peu plus délicates entre la CEE et les pays latino-américains.

Aussi, l'on peut noter qu'au sein de la CEE, certaines voix sont plus fortes que d'autres, particulièrement la RFA, la France et l'Italie, ces trois derniers préparent des communiqués communs, se tiennent mutuellement informés. Tandis que les autres membres n'ont pas d'impact réel.

Toutefois, on le constate, le trio ne sera pas longtemps solidaire, les divergences d'intérêt auront raison de cette voix commune.

La dernière remarque porte sur l'attitude de la Grande-Bretagne, celle-ci réclame le soutien des membres de la CEE, toutefois, elle ne modifie pas son comportement par rapport au conflit agro-budgétaire, où elle ne montre pas de signe d'assouplissements. D'autre part, elle n'hésite pas à retirer une bonne partie des troupes actives pour le compte de l'OTAN, et nécessaire à sa sécurité, pour les éloigner à 12 000 km. Même si cela est compréhensible, dans la mesure où tout autre pays actif au sein de l'OTAN aurait agi de la sorte.

Egalement, elle reprend à son compte des mesures de coercition de la CEE, en les accommodant à sa guise, elle élargit en effet la notion communautaire de la zone des 200 milles, cette restriction est « normalement » une mesure commerciale, là, elle l'associe à une notion de défense, en établissant une zone d'exclusion de l'armée argentine autour de l'archipel.

De ce fait, au sein de la CEE des voix s'élèvent pour critiquer l'attitude du gouvernement britannique, prompt à demander le soutien des autres membres, mais qui pour le reste agit à sa guise, sans faire la moindre concession, ni contribution.

En fait, la CEE n'est pas unanime dans ces décisions. Puisque certains pays de l'Union sont plus ou moins favorables au Royaume Uni, ou à l'Argentine, d'autres s'en tiennent à des attitudes ambiguës.

Prenons par exemple l'Espagne, son abstention au conseil de la CEE, figure pour l'Argentine comme une trahison de la part d'un pays « sœur en hispanité ». Néanmoins, en 1982, l'Espagne a plutôt intérêt à s'en tenir à une certaine neutralité puisqu'elle attend avec impatience son admission à la CEE, au sein de laquelle, il faut le souligner le Royaume Uni pèse très lourd. De plus, l'Espagne vient à peine d'être admise à l'OTAN, et elle ne veut pas

remettre en cause cette adhésion même si elle a, elle aussi, des contentieux territoriaux avec la Grande-Bretagne, notamment au sujet de Gibraltar.

Egalement on peut souligner le point de vue Ruben O Moro, exposé dans cet extrait :

« Europa : Asi las cosas en América, en el viejo mundo se presentaba un panorama muy distinto. Mal avenidos hacia la Argentina por el problema de los derechos humanos y aferrados por sus intereses económicos o políticos que a razones de otro orden los países europeos apoyaran casi sin excepción a Gran Bretaña, quien ejerció una conspicua presión política y económica sobre ellos, particularmente utilizando los pactos de la organización del Tratado del Atlántico Norte (OTAN) y la comunidad Económica Europea (CEE) »¹⁷ ».

Pour lui, c'est à cause de la vision réductrice que les Européens se font de l'Argentine, c'est-à-dire qu'ils considèrent que l'Argentine est un pays qui ne respecte pas les droits de l'homme, du fait, ils axent leurs intérêts sur les marchés et l'économie, pour cette raison, ils soutiennent le Royaume-Uni. De même, cette solidarité est appuyée par les organisations de défense telle l'OTAN.

Il est clair que pour la CEE, le conflit des Malouines arrive au mauvais moment dans la mesure, où dans le cadre du marché commun, les gouvernements européens établissent pour chaque pays le montant des aides agricoles qu'ils devront verser dans les comptes communs. Cela a d'ailleurs occasionné quelques polémiques, puisque les Britanniques n'entendaient pas contribuer plus que de raison à ces subventions agricoles du fait qu'ils se trouvaient dans une posture assez difficile et qu'ils nécessitaient l'appui des autres pays européens. Ces derniers ne devaient donc pas s'attendre à un infléchissement de la politique agricole commune de la part de la Grande-Bretagne.

En fait, l'Europe décide d'imposer un embargo économique et financier sur l'Argentine le 17 avril 1982. Elle va reconduire plusieurs fois ce « blocus ».

Mais il y a des oppositions qui se font jour contre cet embargo, notamment l'Irlande, dont la position est compréhensible car elle s'oppose largement à la Grande-Bretagne sur la question de l'Ulster, elle fait également preuve d'humanité à l'égard de l'Argentine, car elle s'insurge

¹⁷ Rubén O Moro, La guerra inaudita. Historia del conflicto del Atlántico Sur, Pleamar, Buenos Aires, 1985, pagina 71.

contre le naufrage du *Général Belgrano*. Elle réclame donc la levée de cet embargo ainsi que le souligne *El Clarín* dans une publication du 5 mai 1982 :

« Irlande a demandé que les sanctions de la CEE contre l'Argentine soient levées. Les ministres des 10 pays de la CEE considèrent la proposition de l'Irlande. En cette fin de semaine les décideurs de la communauté pourraient décider la suspension de ces mesures avant l'escalade du conflit. Dublin annonçait qu'il cessait d'appuyer la Grande-Bretagne, qu'il considère maintenant comme l'agresseur. Le gouvernement d'Irlande se déclare opposé à maintenir des sanctions contre l'Argentine pendant la réunion des dirigeants politiques des dix pays de la Communauté Economique Européenne à Bruxelles »¹⁸.

Mais, les efforts fournis par l'Irlande, ne suffisent pas ; les 10 se doivent d'accorder leur soutien à la Grande-Bretagne, puisque ils sont pour la plupart dans le même cas, les Français ont de nombreux territoires contestés, ils ne peuvent donc appuyer les revendications argentines, sans éveiller les mêmes désirs dans leur propre camp.

Néanmoins, les Argentins ont des amitiés fortes au sein de la communauté Européenne, par exemple de l'Italie, celle-ci soutient en effet les Argentins, elle enfreint l'embargo, et rompt les sanctions de la CEE comme l'expose *El Clarín* du 19 mai 1982 :

« L'Argentine lève les sanctions contre l'Italie. Cette déclaration a été faite hier par le secrétaire du Commerce Alberto de las Carreteras dans une conférence de presse. Le fonctionnaire a ajouté que cela était la réponse à l'appui offert par l'Italie à l'Argentine, en votant contre la prolongation des mesures coercitives de la CEE. Le fonctionnaire ajoute également que dans la mesure où la CEE ne prolongeait que de 7 jours le report de ces mesures, cela prouvait l'affaiblissement du soutien à la Grande-Bretagne, qui est ébréché par l'opposition irlandaise et italienne »¹⁹.

Les Italiens ne sont pas d'accord pour prolonger cet embargo. On peut essayer d'expliquer un tel geste, car à l'heure où la communauté européenne tente de resserrer ses

¹⁸ *El Clarín*, 5 de mayo de 1982.

¹⁹ *El Clarín*, 19 de mayo de 1982.

liens, les Italiens choisissent de briser cette unité, ceci est compréhensible pour les Irlandais qui ont un contentieux territorial avec le Royaume-Uni, mais pour les Italiens, il s'agit des liens du sang²⁰, le chef du gouvernement italien M. Spadolini justifie sa position en évoquant le fait qu'il ne choisissait pas « un camp », puisqu'il est politiquement solidaire de la Grande-Bretagne, mais de cette façon, il montre son soutien à une paix négociée. Outre les liens du sang, l'Italie est le second partenaire commercial européen de l'Argentine après l'Allemagne Fédérale. De plus, les mouvements de gauche font pression sur le gouvernement pour qu'il se désolidarise de la position de la CEE, qualifiant l'attitude italienne d'erreur politique.

Du fait, les Européens sont tentés de réviser leurs positions, le 17 mai, ils décident de prolonger de 7 jours les sanctions contre l'Argentine. La réaction du gouvernement argentin ne se fait pas attendre, Galtieri déclare de la Casa Rosada :

« Le fait que la CEE ait prolongé de sept jours seulement les sanctions économiques contre l'Argentine ne diminue en rien la gravité de la décision... La Communauté continue par des mesures économiques coercitives d'apporter son soutien à un pays qui s'est livré ouvertement à une agression militaire. (...) Ces 7 jours peuvent en effet suffire à la Grande-Bretagne pour aller jusqu'au bout de son action militaire ».

Cependant, le lundi 24 mai, les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. changent d'avis et décident de reporter les sanctions économiques contre l'Argentine pour une durée déterminée, mais pas l'Irlande (du fait de l'Ulster) ni l'Italie ; l'Espagne se tait, elle croise les doigts pour les négociations de Gibraltar.

Les négociations au sujet de Gibraltar devaient normalement s'ouvrir le 20 avril, à Sintra, au Portugal. De même à cette date, il devait y avoir la réouverture des frontières, qui avaient été fermées par le gouvernement franquiste en 1969. Du fait, ces négociations, de même que la réouverture de la frontière sont repoussées d'un commun accord entre les deux gouvernements (mais au plus grand mécontentement des Espagnols) au 25 juin 1982. L'Espagne ne peut donc pas prendre le risque de compromettre ses chances de succès dans ses propres négociations en prenant partie contre la Grande-Bretagne.

Néanmoins, vis-à-vis de ce renouvellement des sanctions, l'Argentine proteste et retourne les mêmes sanctions.

²⁰ En effet près de 12 millions d'argentins sont d'origine italienne, et un peu plus de 2 millions de ressortissants italiens vivent en Argentine.

La cause du revirement de la C.E.E. est due à une meilleure entente intérieure, c'est-à-dire que les dix sont « presque » parvenus à un accord sur les prix agricoles et aussi en raison de l'opinion de ses membres qu'il serait malséant d'abandonner la Grande-Bretagne alors que la crise atteint son point chaud. On constate donc une certaine solidarité entre les pays membres.

Il y a également au sein de l'Europe occidentale, la voix du Vatican qui tente de « résoudre » le conflit comme lors de la médiation papale pour le canal de Beagle. Mais le Royaume Uni, du fait de sa tradition anglicane ou protestante, est loin d'adopter une position aussi docile que le Chili.

Donc lorsque le Vatican propose une médiation papale, celle-ci est rejetée par la Grande-Bretagne qui préfère attendre la reddition des troupes argentines pour ouvrir de nouvelles négociations, alors que Galtieri l'accepte. De plus, la visite du pape en Angleterre est prévue pour la fin mai ou début juin, le climat est tendu.

Le pape annonce que si sa visite est mal venue et que les circonstances politiques l'exigent, le gouvernement britannique peut remettre sa visite. Celle-ci elle eut lieu, mais elle n'a pas du tout revêtu un aspect politique, à l'origine, Jean Paul II devait être reçu par Margaret Thatcher, et prononcer un discours à la Chambre des Lords. Il fut finalement reçu par la Reine, et son discours à la Chambre des Lords ne revêtit aucun aspect politique, du fait ce fut une visite plutôt neutre qui ne cadrerait pas avec les événements belliqueux entre l'Argentine et le Royaume-Uni.

En revanche, Jean Paul II fut reçu à Buenos Aires à la veille de la reddition des forces armées argentines avec tous les honneurs dus à une personnalité éminente. Quoiqu'il en soit, il ne put jouer véritablement un rôle dans le règlement du conflit.

Les Européens changent de position vis-à-vis de l'Argentine seulement à la date du 20 juin à Luxembourg, les dix membres de la C.E.E. décident de lever les sanctions contre l'Argentine, à condition qu'elle s'abstienne de toute opération militaire sur les îles Falkland. Cette information est d'importance, elle est aussi relayée par les médias argentins, notamment ici *El Clarín* du 21 juin 1982 :

« Luxembourg, 20. Les dix pays qui composent la Communauté économique européenne ont décidé aujourd'hui de lever les sanctions commerciales imposées à l'Argentine depuis le 17 avril passé, bien qu'ils

conditionnent cette mesure à un cessez-le-feu total. La note fut annoncée par le président du Conseil des Ministres de la CEE et le Chancelier belge, Leo Tindemans. Le ministre français des relations extérieures, Claude Cheysson, a dit ce lundi matin qu'il publierait un document détaillé de cette réunion. Cheysson a ajouté que l'interdiction de la vente d'équipements militaires était reportée jusqu'à ce que Londres et Buenos Aires trouvent un accord de paix »²¹.

Pourtant vis-à-vis de cette suppression d'embargo, les ministres européens des affaires étrangères émettent des réserves, il ne s'agit pas de supprimer l'embargo militaire.

Il est clair que l'Europe se devait de soutenir unanimement la Grande-Bretagne pour son offensive. D'autant que l'Europe en 1982, traversait une crise due à la révision des budgets vis-à-vis des subventions agricoles dont les principaux bénéficiaires étaient les agriculteurs allemands et français. L'établissement de l'embargo fut une mesure prise communément (à l'exception de l'Italie et de l'Irlande), mais les pays prirent également des mesures à titre individuel, par exemple la France fut d'une aide précieuse pour l'état major anglais en révélant le fonctionnement de son armement récemment livré à l'Argentine. C'est une décision qui n'influa que sur son engagement, néanmoins, on peut s'interroger sur cette aide, car les Français entretenaient de « bonnes relations » avec le gouvernement argentin, et surtout de bonnes relations économiques.

Quoiqu'il en soit, l'opinion publique argentine fut « déçue » de cette réaction européenne puisque les pays n'avaient de cette façon, la légitimité des réclamations des Argentins sur les Malouines.

Cela faisait également paraître plus fort son isolement international, soudainement c'est comme si l'Argentine se retrouvait au ban des nations, isolée diplomatiquement, militairement (quelques pays vont lui proposer une aide militaire, mais ils sont rares). On peut aussi souligner que la politique européenne a ses préférences européennes, le fait n'est pas que l'Argentine ait oui ou non raison, il semble naturel aux européens de prêter mains fortes à un pays riche, occidental et qui plus est, est un voisin et qui plus est, un partenaire... Cela a donc pour effet de recentrer les relations extérieures argentines sur son propre continent, l'Amérique du Sud, où elle reçoit « un soutien légitime ».

²¹ *El Clarín*, 21 de junio de 1982.

Les mesures prises par les pays de la CEE

Globalement, malgré les dissensions, les mesures prises par la CEE s'affichent en solidarité avec la Grande-Bretagne.

La chronologie des événements est simple.

Dès l'invasion des îles Malouines, la Grande-Bretagne prenait des sanctions économiques, militaires, diplomatiques vis-à-vis de l'Argentine. Alors que les pays de la CEE tardaient un peu à réagir, dans la mesure où ils devaient se concerter avant d'adopter des mesures communes.

Mais dès le 6 avril, la France, l'Allemagne Fédérale, ainsi que le Canada annonçaient un embargo sur les armes destinées à l'Argentine. Le 7, la Belgique et les Pays-Bas et le 9 avril, l'Italie, adoptent la même mesure.

Le 10 avril, les Dix décident le boycott des importations en provenance de l'Argentine, cette décision prend effet le 16 avril, pour un mois.

Le 13 avril, le Canada et la Nouvelle-Zélande suivent l'embargo communautaire.

Le 17 mai, la CEE reconduit pour une semaine les sanctions économiques contre l'Argentine, mais sans l'Italie et l'Irlande qui s'opposent alors à cette décision.

Le 24 mai, la CEE reconduit son embargo, cette fois-ci pour une durée indéterminée, toutefois toujours sans l'Italie et l'Irlande. Dublin réclame d'ailleurs une trêve de 72 heures dans les combats :

“Bruselas, 24. Ocho de los 10 países del Mercado Común Europeo (MCE) decidieron renovar las sanciones económicas contra la Argentina durante un periodo indefinitivo como demostración de apoyo a la actitud británica. El ministro de relaciones exteriores de Bélgica, Marc Geleyn, dijo que la decisión se adopto en una reunión de los ministros del MCE a pedido del secretario de Relaciones Exteriores británico, Francis Pym. Ventas argentinas: En 1980, ultimo ano del que se tiene informacion, la Argentina coloco el 25 por ciento de sus exportaciones en el Mercado Comun, por un total de 2400 millones de dólares.”²²”

En ce qui concerne le Conseil européen, il n'a pas eu à se prononcer sur la question des Malouines, du moins pendant la période des hostilités. En effet, le Conseil européen s'est

²² El 25 de mayo 1982, *La Nación*.

réuni deux fois au cours du premier semestre 1982, à la fin mars et à la fin juin. Dans le premier cas, le conflit n'avait pas commencé ; dans le second, il venait juste de se terminer.

Le Conseil européen de juin aurait pu, bien évidemment, faire apparaître dans ses conclusions un paragraphe sur le conflit des Malouines. Il n'en a rien été.

De ce fait, on peut comprendre que cela « arrangeait » bien les membres du Conseil européen, ils ne venaient pas de cette façon envenimer une situation conflictuelle, ils restaient neutres. Cela cachait et ne venait pas accroître les divergences au sein de la CEE.

D'autant que la majorité des États membres souhaitait tourner la page.

Toutefois, il restait une dernière question délicate à régler avec l'Argentine, c'était la réciprocité de la levée de l'embargo sur les échanges commerciaux. En effet, alors que les Dix avaient mis un terme à leurs restrictions le 20 juin, l'Argentine n'avait pas agi de même.

Mais, même sur ce point, le Conseil européen resta silencieux, se bornant à rappeler l'attachement de la communauté au développement de bonnes relations avec les pays d'Amérique latine.

Pour les mesures coercitives, au regard du droit européen, le cadre communautaire ne peut être ignoré par la Grande-Bretagne. Car il existe des mesures en la matière : notamment l'article 223 du Traité de Rome prévoit la possibilité pour un pays de décréter un embargo de façon unilatéral sur les armes en cas de crise.

Toutefois, cette réaction ne concerne pas le domaine économique, il n'en est pas de même pour le reste des biens et services. L'article 224 précise ainsi que l'État membre devra « consulter » ses partenaires.

Au-delà de de cette question, Londres aurait de toutes façons dû réunir ses partenaires, puisque le gouvernement britannique souhaitait que les partenaires européens adoptent également le boycott commercial, cela pour que la mesure soit, bien entendu, plus efficace.

Le gouvernement britannique rappelle d'ailleurs que les Îles Falkland sont une dépendance communautaire, un territoire associé (art. 131 à 136 du Traité de Rome, partie IV).

De ce fait, il y a une obligation de solidarité entre les membres de la CEE.

Pour mettre en œuvre unilatéralement cette décision, la diplomatie britannique s'adressa directement aux autres membres : les chefs d'Etat et de gouvernements des États membres, le président de la Commission, furent alertés par toutes les voies diplomatiques possibles.

A l'initiative du nouveau ministre des Affaires étrangères britannique, M. Pym, une réunion des Dix fut proposée, cette réunion devait permettre de statuer effectivement sur la décision d'un embargo et de la fin de la préférence généralisée avec l'Argentine, ceci à compter du 16 avril, pour une durée d'un mois, soit pour laisser un laps de temps aux négociations.

Lors de cette réunion, la position des Dix se révèle assez ambiguë, ils ne statuent pas sur le problème de fond du conflit, soit la question de la souveraineté des îles. Ils se contentent simplement de condamner l'agression militaire de la junte du général Galtieri.

Ces sanctions communautaires sont durement ressenties par la population argentine, mais également par tous les pays d'Amérique du Sud, puisque pour eux la reconquête des Malouines est légitime, elle est d'autant plus pénible à accepter qu'elle n'avait pas été pressentie par les Argentins. Le contraste est à ce moment assez saisissant par rapport aux États-Unis qui, à ce moment là, restent dans le contexte d'une neutralité apparente.

Elles ont aussi un écho international, puisque le Canada et la Nouvelle Zélande, dont les relations avec la Grande-Bretagne sont très étroites, particulièrement au sein du Commonwealth, décident de s'y rallier.

Le cadre communautaire est utilisé jusqu'au Comité des Représentants Permanents (COREPER), qui doit se réunir et où le représentant de la Grande-Bretagne doit faire des propositions concrètes afin d'obtenir de la Communauté un « *support complet à l'effort britannique pour faire en sorte que la pression internationale influe sur l'Argentine* ».

L'arme économique que représente la force conjointe des Dix est pleinement sollicitée par les Dix jusqu'au 17 mai.

Le rôle des ambassadeurs des Dix n'est pas non plus négligeable à l'échelle internationale, particulièrement à Buenos Aires, les ambassadeurs des Dix (à l'exception de l'ambassadeur de Grande-Bretagne qui a été expulsé) jouent le rôle de « rapporteur » dans des documents communs sur la situation argentine auprès de leur gouvernement et de la CEE.

La solidarité des membres de la CEE avec Londres se montre complète lorsque le Parlement européen adopte, à une très large majorité (203 voix contre 28 et 10 abstentions) une résolution condamnant l'invasion argentine.

XI) L'intervention des organisations internationales et du Vatican dans le conflit

I - Les organisations internationales en jeu

II - Les autres organisations internationales

III - Le rôle du Pape dans le conflit des Malouines

Chapitre 1

Les organisations internationales en jeu

Le rôle de l'Otan

La Grande-Bretagne contacte les 15 pays de l'Otan afin d'obtenir leur soutien.

Il s'agit de la Belgique, du Canada, du Danemark, États-Unis, France, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, de la Grèce et la Turquie, de la RFA, et de l'Espagne,

Bien que soutenant unanimement la Grande-Bretagne, l'Otan se déclare incompétent puisque le litige se situe en dehors des zones géographiques du traité de l'Atlantique Nord (article 6 du traité de l'Otan) :

« Pour l'application de l'article 5, est considérée comme une attaque armée contre une ou plusieurs des parties, une attaque armée :

- contre le territoire de l'une d'elles en Europe ou en Amérique du Nord, contre les départements français d'Algérie, contre le territoire de la Turquie ou contre les îles placées sous la juridiction de l'une des parties dans la région de l'Atlantique Nord au nord du Tropique du Cancer;

- contre les forces, navires ou aéronefs de l'une des parties se trouvant sur ces territoires ainsi qu'en toute autre région de l'Europe dans laquelle les forces d'occupation de l'une des parties étaient stationnées à la date à laquelle le Traité est entré en vigueur, ou se trouvant sur la mer Méditerranée ou dans la région de l'Atlantique Nord au nord du Tropique du Cancer, ou au-dessus de ceux-ci. »

C'est pourquoi les membres de l'Otan affichent individuellement leur solidarité auprès du gouvernement Thatcher.

La Nouvelle-Zélande rompt les relations diplomatiques avec Buenos Aires.

L'Australie rappelle son ambassadeur en « consultation ». Les Etats-Unis jouant un rôle décisionnel fondamental dans le cadre de l'Organisation de l'Atlantique Nord, le ralliement à la cause britannique était entendu.

Washington a prêté à Londres, des avions, des missiles de l'OTAN et de précieux renseignements.

Le 15 mai 1982, le secrétaire général de l'Otan, Joseph Luns déclara que les événements récents, particulièrement dans la zone des Falkland, avaient démontré que ce qui arrivait, n'était pas du ressort de l'organisation, mais que pour autant le conflit pouvait l'affecter.

Le rôle de l'Onu

Avec la création de l'Onu, à la fin de la seconde guerre mondiale, le processus de décolonisation du monde s'est initié, lequel devait modifier rapidement le statu quo sur les îles Malouines.

Le Royaume-Uni et l'Argentine sont signataires de la charte des Nations Unies. Tous deux devaient donc observer et respecter les principes émis par la charte.

Le Royaume-Uni présenta devant les Nations Unies, en réponse à la demande de celles-ci, une liste de 43 territoires qui s'engageaient à décoloniser, parmi ces territoires, les îles Malouines étaient mentionnées.

Pendant toute la période après la seconde guerre mondiale, jusqu'au conflit, l'ONU joue le rôle de médiateur et essaye de convaincre les deux parties de résoudre le conflit par la voie pacifique.

L'Argentine souhaitait plus que toute autre un règlement du conflit grâce à l'action internationale et particulièrement auprès de l'Onu, auprès de laquelle, elle militait depuis sa création.

C'est pour cela que le 15 mars 1982, le général Galtieri avait donné pour mission au général Daher, à la tête de la 9^{ème} brigade d'infanterie et du commandement en chef stratégique et opérationnel de l'armée argentine, de s'assurer la maîtrise de l'archipel afin d'y établir une sorte de gouvernement provisoire, en attendant, un règlement international de la question. La mission de ces troupes leur avait été fixée au départ comme un séjour très limité.

La Junte avait donc décidé de réunir quelques centaines de soldats, en fait 500 qui faisaient partie de cette 9ème brigade, ils avaient été incorporés le 15 mars. C'est dire que la plupart d'entre eux, en ce 2 avril 1922 n'avait encore jamais effectué une séance de tir ; ces soldats avaient pratiquement touché pour la première fois de leur vie un fusil la veille de leur embarquement des ports du continent en direction des îles Malouines. Et que comme le disait le général Daher¹, qui a commandé les forces terrestres argentines pendant les premières semaines du conflit, on aurait tout aussi bien fait de les envoyer sans armes. Le gouvernement argentin d'ailleurs avait pensé le faire à une certaine époque, c'est-à-dire monter une opération où le seul nombre des participants devait impressionner la garnison britannique et obtenir sa reddition.

Malgré les débats sans succès qui perduraient depuis de longues années, l'annonce du débarquement faite, les Anglais firent appel au Conseil de Sécurité de l'ONU, ce dernier condamna l'Argentine.

Le personnage, le plus important pour ces négociations était le secrétaire d'Etat Alexander Haig, même s'il ne faisait pas partie des Nations Unies, il joua un rôle prépondérant en son sein, d'ailleurs c'est lorsque sa médiation commença à s'essouffler que l'ONU prit réellement le relais.

La délégation britannique aux Nations Unies fit circuler la note n°14.964, dans laquelle, elle répondait à l'agression argentine, qu'elle qualifiait de « blocus et d'agression » du territoire britannique et de la zone d'exclusion maritime.

Les idées concernant la résolution du conflit abondent, par exemple le 13 avril, Alexander Haig déclare :

« J'apporte quelques idées qui ont été développées sur la base de la résolution 502² du Conseil de Sécurité des Nations Unies ».

Cette résolution de quelques articles, demande l'arrêt des hostilités, réclame le retrait des forces argentines de l'archipel des Malouines (condition préalable requise par Margaret Thatcher pour entamer des négociations sur la souveraineté des îles Malouines, l'Argentine ne se pliera pas à cette requête) et une solution diplomatique au conflit.

Le samedi 3 avril, dans la soirée, le Conseil de Sécurité des Nations Unies approuve la résolution présentée par la Grande-Bretagne par dix voix contre une (celle du Panama) et de

¹ Selon des sources militaires argentines, le général Americo Daher fut arrêté début octobre 1982. En cause : ses propos critiques sur ses supérieurs hiérarchiques pendant la guerre des Malouines. (Source : *New York Times* du 12 octobre 1982).

² Annexe 3 « Résolution 502 ».

quatre abstentions (dont l'URSS et l'Espagne). Cette résolution n°502 exige le retrait prompt de toutes les forces armées argentines des îles Malouines et appelle les gouvernements britannique et argentin à rechercher sans délai une solution.

Cette résolution votée au Conseil de Sécurité constitue une totale défaite diplomatique pour l'Argentine.

Cette résolution est d'autant plus décevante pour les Argentins dans la mesure où le Zaïre, la Guyane, l'Ouganda, la Jordanie et le Togo appartenant tous au groupe des pays non alignés ont voté positivement.

Cela est un échec total, l'Argentine se sent alors relativement « isolée ».

L'amertume est plus grande encore devant l'abstention soviétique car les deux pays entretiennent depuis quelques années des relations fortement suivies et la junte avait espéré un soutien plus décidé des Soviétiques à l'ONU.

Dans ce cas particulier, il est clair que le vote est intervenu trop vite pour les Russes, traditionnellement « très lents » à prendre des décisions graves, ils n'ont pu se concerter et définir leur attitude future : de là sans doute, leur abstention. Cela ne les empêchera pas toutefois d'aider l'Argentine, en toute discrétion dans les semaines suivantes.

Lors de sa précédente visite à Londres (3 jours au préalable), puisque Alexander Haig faisait sans cesse les allers et retours entre Londres/Buenos Aires/Washington, il avait déclaré que les Britanniques paraissaient très déterminés.

Néanmoins, l'on s'oriente vers des solutions diplomatiques qui tendraient à satisfaire les deux parties, c'est-à-dire une solution de type Hong Kong ou d'un condominium³.

Mais ces solutions n'aboutissent pas, cela est facilement explicable dans la mesure où comme l'a exprimé Margaret Thatcher, les négociations auprès de l'Organisation des Nations Unies perdurent depuis 1965, et ce n'est pas la présence de quelques militaires argentins qui va bouleverser cela.

Le 19 avril, le péril d'un affrontement entre la Grande-Bretagne et l'Argentine a considérablement grandi, alors que la mission de « bons offices » du secrétaire d'Etat des USA semblait avoir rapproché les points de vue des deux pays.

Cela paraît paradoxal, mais les relations anglo-argentine sont souvent ponctuées par de tels revirements, les deux pays ne se laissent pas intimider militairement, on note une certaine escalade, mais d'un point de vue diplomatique, on tente tout de même de faire des efforts.

³ C'est le droit de souveraineté exercé en commun par plusieurs puissances sur un pays, comme par exemple celui de la France et du Royaume Uni aux Nouvelles Hébrides.

De ce fait, le deuxième voyage de M. Haig se déroule dans un climat très différent de celui qui régnait la semaine précédente. L'heure est maintenant, davantage à la gravité. L'atmosphère est supérieurement pesante, puisque la Task Force est aux portes des Malouines, du fait les Argentins savent que le résultat des négociations sera prépondérant et pèsera pour la paix ou la guerre.

Le jeudi 16 avril avait vu l'arrivée d'Alexander Haig, sous de bons auspices puisque ce dernier avait affirmé dès sa descente d'avion qu'il ne repartirait pas les mains vides. Ces affirmations sont provoquées par les propres affirmations des gouvernements argentin et britannique :

« Tant le gouvernement argentin que le gouvernement britannique ont assuré le président des Etats-Unis que nous poursuivions nos efforts en vue de trouver une solution pacifique à cette crise (...) Nous devons faire un suprême effort pour résoudre ce problème ⁴».

Lors de cette venue, Costa Mendez « tenta » de tenir compte des intérêts britanniques. Il proposa à Alexander Haig des concessions, par exemple si les Anglais désiraient un port pour le réapprovisionnement de leurs bateaux, une projection sur l'Antarctique, ils auraient tout cela, les Argentins vont même jusqu'à leur concéder une participation dans l'exploitation économique de l'archipel.

Nous pouvons alors nous demander quel est l'intérêt pour les Argentins d'être souverain des Malouines ? Puisque, visiblement, au vue des concessions consenties, ils se contenteraient en quelque sorte de la position de la Reine d'Angleterre.

Au sortir de cette réunion, Alexander Haig affiche un sourire, mais le Comité Militaire devait encore se réunir pour apprécier l'évolution des négociations. Toutefois, il semble que la volonté de Costa Mendez au sein de ce comité ne soit pas prépondérante dans la mesure où ce dernier se heurte largement aux résistances du commandant en chef de la Marine, soit l'Amiral Jorge Isaac Anaya. Ce militaire souligne l'aspect incongru de ces négociations, en effet comment expliquer aux Argentins qui ont unanimement applaudi à la reconquête des îles australes, que pendant un certain temps un gouverneur britannique siégera au côté d'un gouverneur argentin ? Ou que les Britanniques conserveront les îles Sandwich, et la Géorgie du Sud ? Le comité militaire n'accepte pas les demi-mesures de Costa Mendez, le comité militaire refuse donc de se plier aux volontés des Britanniques. L'échec de la médiation d'Alexander Haig est donc patent.

⁴ Discours d'A.Haig à sa descente d'avion à Buenos Aires.

C'est donc au tour de la médiation onusienne de prendre le relais, mais celle-ci sera tout aussi inefficace, d'autant plus lorsque le 24 avril les Britanniques reprennent « très facilement » les îles Sandwich et reconquièrent de cette façon un pied d'escale dans cette île qui est un morceau de banquise, puisque plus de 70% de son territoire sont des congères.

Le secrétaire d'Etat aux Nations Unies est le Péruvien Javier Perez de Cuellar⁵, son aide n'a pas jusqu'alors été requise par les deux pays en conflit, il attend simplement qu'Alexander Haig trouve une solution, néanmoins, il se met à la disposition.

Lorsque vers le 19 avril, Alexander Haig ne réussit pas à trouver une solution, le Conseil de Sécurité donne mission au secrétaire général Perez de Cuellar d'entreprendre une nouvelle tentative de médiation, mais peu d'espoir, la mission est impossible, soit obtenir un cessez-le-feu dans les 7 jours.

« The Falkland crisis is by far the most serious issue Pérez de Cuéllar has faced, and those who worked with him wondered how he would handle it. He is so self-effacing at times that on at least one occasion he was asked by a guard at the U.N. to produce identification. One of his favorite diplomatic words is caution. His fanaticism for order drives him to rearrange other people's bookshelves. Pérez de Cuéllar was not certain that he would be regarded as an objective mediator by both sides. The Secretary-General and Argentine Deputy Foreign Minister Enrique Ros, with whom he is dealing, were not only fellow South Americans and diplomatic neighbors but longtime personal friends as well. Pérez de Cuéllar told TIME's Louis Halasz: "I thought that perhaps at some stage British public opinion would say, 'This gentleman is from South America and he might tilt toward the Argentines.' But I must say the British government has always given me its full support and expressed its full confidence in me." The British have indeed: reporting to Prime Minister Margaret Thatcher on his talks, U.N. Ambassador Sir Anthony Parsons described the Secretary-General as being "highly skillful, extremely patient, a very professional career diplomat with special ability in the

⁵ Ce dernier vient d'être fraîchement nommé à ce poste (en décembre 1981). Sa nomination fait suite à des désaccords entre les Etats-Unis qui souhaitaient un 3^{ème} mandat pour Kurt Waldheim, et la Chine, celle-ci posait son veto ; les Etats-Unis mettaient leur veto contre le ministre des Affaires étrangères tanzanien Salim Ahmed Salim. Perez de Cuellar est un bon compromis pour les deux pays.

construction of realistic compromises." U.S. Secretary of State Alexander Haig also gives Pérez de Cuéllar good marks. ⁶»

Outre l'anecdote sur le fait que le nouveau secrétaire d'Etat passait inaperçu aux yeux des gardiens, il est effectivement assez extraordinaire que les Britanniques n'aient pas émis d'objection à cette tentative de conciliation, au regard de la nationalité de Perez de Cuellar.

Le 28 avril, alors que les opérations militaires sont sur le point de débiter, l'Assemblée générale de l'ONU adopte une résolution reconnaissant la souveraineté de l'Argentine sur les Malouines mais recommandant une cessation des hostilités et l'application de la résolution 502. Ces démarches n'aboutissent à rien.

Le 5 mai, le roi Juan Carlos d'Espagne propose une mission de bons offices au Secrétaire général des Nations Unies pour rechercher une solution pacifique au conflit⁷.

Le 6 mai, après la catastrophe du *Belgrano*, l'assemblée des Nations Unies propose un cessez-le-feu, le retrait des forces de chaque pays et l'initiation des négociations.

Toutefois, les espoirs de voir aboutir une solution diplomatique persistent, c'est pourquoi, le 11 mai, de nouvelles démarches diplomatiques ont lieu à l'ONU. Elles permettent, le 14, une avancée significative : l'Argentine ne fait plus de la reconnaissance de sa souveraineté sur les Malouines un préalable.

Le 18 mai, les propositions de paix du Secrétaire Général des Nations Unies Pérez de Cuellar sont rejetées par les Britanniques.

C'est pourquoi, le 20 mai, Javier Pérez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, reconnaît l'échec de ses efforts en vue d'un règlement pacifique du conflit après deux semaines de consultations infructueuses.

L'ONU persiste dans ses tentatives de négociation, même si le 20 mai, la dame de fer décide d'y mettre un terme :

Londres, 20. Gran Bretaña termino hoy sus conversaciones de paz con la Argentina a través de las Naciones Unidas y dio orden al comandante de su fuerza de operaciones de recapturar las Malvinas. Declarando finalizadas las seis semanas de negociaciones, la primera ministra M. Thatcher retiro su ofrecimiento "final" de paz y dijo a su país que hay

⁶ *The Times*, 24 mai 1982.

⁷ *El Clarin*, 5 mayo de 1982.

“días difíciles por delante”. No hubo información inmediata de lucha y los oficiales británicos indicaron que el contralmirante J.Woodward probablemente ordenaría pequeños desembarcos y ataques relámpago mas bien que una invasión única en gran escala. Predijeron una “guerra de desgaste” para presionar a la Argentina a devolver las islas ocupadas el 2 de abril⁸.

Les 21 et 26 mai, le Conseil de sécurité reprend donc ses discussions sur les Malouines. Lors de ces débats, l'Uruguay, le Pérou, le Venezuela, Panama, le Salvador, le Honduras, le Mexique, la Bolivie et le Paraguay condamnent de nouveau la Grande-Bretagne. L'URSS, la Colombie, l'Espagne et le Guatemala adoptent quant à eux une position plus nuancée. Les États-Unis, eux, annoncent qu'ils respecteront leurs engagements vis-à-vis de la Grande-Bretagne.

Le 25 mai, les discussions de paix au Conseil de Sécurité des Nations Unies sont arrêtées.

A l'Organisation des Nations Unies, le 26 mai, le Conseil de Sécurité vote la résolution 505⁹. Elle missionne le nouveau Secrétaire général (Javier Pérez de Cuellar depuis janvier 1982) de reprendre une mission de conciliation (dans le cadre de la résolution 502) et de lui en rendre compte dans les sept jours. Cette résolution souhaite un cessez-le-feu, le secrétaire général de l'ONU devait produire un compte-rendu au plus tard dans les 7 jours auprès du Conseil de Sécurité, comme l'exprime l'extrait ci-dessous de la Résolution 505 :

“4. Requests the Secretary-General to enter into contact immediately with the parties with a view to negotiating mutually acceptable terms for a cease-fire, including, if necessary, arrangements for the dispatch of United Nations observers to monitor compliance with the terms of the cease-fire;

5. Requests the Secretary-General to submit an interim report to the Security Council as soon as possible and, in any case, not later than seven days after the adoption of the present resolution.”

Le 1^{er} juin, Margaret Thatcher répond à Pérez de Cuellar qui demande un cessez-le-feu que :

⁸ El 21 de mayo 1982, *La Nación*.

⁹ Annexe 2 – « Résolution 505 ».

« Pour éviter une défaite les Argentins doivent évacuer totalement et inconditionnellement leurs troupes. Sans cet engagement ferme, il ne peut y avoir de cessez-le-feu. »

Le lendemain, le Secrétaire général reconnaît son échec dans la négociation.

Londres refuse d'envisager un cessez-le-feu sans évacuation totale et inconditionnelle des troupes argentines, tandis que Buenos-Aires cherche toujours à obtenir la reconnaissance de sa souveraineté sur les Malouines.

Margaret Thatcher offre alors une dernière chance de retrait aux Argentins.

Ceci conduit les ministres des Affaires étrangères des pays non alignés à condamner l'intervention britannique.

Le 4 juin, le Conseil de Sécurité de l'ONU discute d'un projet de résolution présentée par l'Espagne et le Panama au conseil de sécurité de l'Onu, demandant un cessez-le-feu immédiat avec le commencement d'application des résolutions 502 et 505 dans leurs totalités. Neuf pays émettent un vote favorable : l'Espagne, l'Irlande, la Pologne, l'URSS, la Chine, le Japon, le Panama, le Zaïre, l'Ouganda. Alors que quatre pays s'abstiennent : la France, la Jordanie, le Togo, le Guyana.

La Grande-Bretagne impose son veto à une proposition de cessez-le-feu du Conseil de Sécurité des Nations Unies, mais à la surprise générale, Mme Kirpatrick, ambassadrice des USA à l'Onu aussi.

Mais quelques minutes plus tard, elle demande à prendre la parole et annonce que le secrétaire d'état A.Haig aurait préféré qu'elle s'abstienne, mais les instructions sont arrivées trop tard (fait historico-comique qui illustre les différences entre Haig et Kirpatrick).

“A controversial vote at the United Nations fueled the disputes and ultimately resulted in Haig's resignation. On June 4, 1982, Kirpatrick vetoed a United Nations Security Council resolution that called for an immediate cease-fire in the conflict between Great Britain and Argentina over the Falkland Islands (Islas Malvinas). The veto by the United States (the resolution was also vetoed by Great Britain) clearly placed the United States on the side of the British in a war involving two U.S. allies. Minutes later Kirpatrick announced, "I have been instructed by my government to record the fact that were it possible to change our vote, we should like to change it from a veto, a no, that is, to an abstention.”

The switch to a more neutral position created a public embarrassment to President Reagan, who was in Europe (Haig was with the president) attending an economic summit conference. Kirpatrick complained that the information and direction to abstain arrived too late, casting blame on the administrative apparatus and ultimately the secretary of state. Haig responded by publicly reminding Kirpatrick that the relationship between the secretary of state and the United Nations ambassador was a superior-subordinate relationship. The airing of the dispute and the exchange of barbs between the two further embarrassed the president. While the conflict between the two was somewhat of a personality clash, the underlying tension was the relationship between the two positions - particularly as the U.N. ambassador sat as a cabinet member in equal status to the secretary of state. By the end of June, to the surprise of some, it was the secretary of state who resigned, not the ambassador to the United Nations.¹⁰ »

Les oppositions entre Mme Kirpatrick et M. Haig mettent évidemment mal à l'aise le président Reagan. A la suite de ces différends dans le conflit malouin, c'est le secrétaire d'Etat, qui démissionne de son poste, alors que Jeane Kirpatrick se voit attribuer de nouvelles fonctions pour développer les relations avec l'Amérique centrale.

Aussi du côté argentin, lorsque l'échec de la voie militaire se fait le plus ressentir, ils recentrent leurs efforts sur la voie diplomatique, mais cela leur offre également des désillusions, celles-ci sont par exemple exprimées par le Général Galtieri dans *La Prensa*, le 5 juin 1982 dont voici un extrait :

« La leçon d'hier : ne pas confier à l'Onu, ne pas confier des négociations, et ne pas se laisser aller à tenter la "vaine". Ce qui est arrivé hier au Conseil de Sécurité de l'Onu, et ce qui est ressortit des conversations entre le président Reagan et M. Thatcher, nous a apporté une leçon que, de toute façon, les événements précédents avaient annoncé. De façon que les événements les plus récents, nous rappelaient une situation connue. On constate une fois de plus l'inopérante activité des Nations Unies et en particulier de son Conseil de Sécurité. Il ne

¹⁰ Source : biography. <http://www.answers.com/topic/jeane-kirpatrick>

pourrait en être autrement. (...) Il est évident que ceux qui sont dotés du veto, font ce qu'ils désirent au sein du Conseil de Sécurité (...)»¹¹.

Galtieri dans cet extrait critique fortement le fonctionnement des Nations Unies. En effet comment obliger le Royaume Uni à parvenir à des négociations satisfaisantes, alors que les Britanniques possèdent le droit de veto au sein du Conseil de Sécurité. Il n'y a donc aucune solution favorable à l'Argentine qui pourrait ressortir de l'ONU.

C'est tout l'aspect incongru de ces négociations auprès des Nations Unies, il ne peut rien en sortir, seulement des péremptions, ou des avis, mais en aucun cas une solution diplomatique qui serait impartiale.

Pourtant le Général Galtieri n'abandonne pas ses efforts auprès de cette organisation internationale, par exemple dans *El Clarín* du 7 juin 1982, il tente de nouveau de surseoir à la fatalité de l'issue de ces négociations.

« Galtieri a envoyé un message au secrétaire général de l'Onu. Le gouvernement argentin a fait savoir au secrétaire général des Nations Unies, Javier Pérez de Cuellar, qu'il considérait toujours d'actualité le mandat octroyé par le conseil de sécurité au sujet de la résolution 505, en lui demandant de déployer tous ces efforts pour réussir un cessez-le-feu dans l'Atlantique Sud »¹².

Il apparaît donc dans cet extrait que les vues du général Galtieri sur les Nations Unies s'avèrent exactes, puisque le projet latino-panaméen qui prévoyait un cessez-le-feu a été « brisé » par le veto anglais.

La colère de Galtieri est donc fondée.

Le 18 juin, Buenos-Aires demande devant le Conseil de Sécurité le retrait des forces britanniques des Malouines comme condition à la cessation réelle des hostilités.

Pendant et après le conflit des Malouines, le fonctionnement des Nations Unies fut donc remis en cause, néanmoins, les Argentins continuèrent à utiliser cette vitrine internationale pour exprimer leurs désillusions, de même que pour exposer leurs vues sur le conflit.

Par exemple dans *La Prensa* du 23 juin 1982, Julio César Carrascales¹³ exprime ses pensées quelque peu polémiques vis-à-vis de la guerre des Malouines.

¹¹ *La Prensa*, 5 de Junio 1982

¹² *El Clarín*, 7 de junio de 1982

¹³ C'est l'ambassadeur argentin auprès des Nations Unies.

Selon lui, son pays est victime d'une machination occidentale, qui vise à tester de nouveaux armements, d'où l'issue fatale du conflit :

« Naciones Unidas, 22. El conflicto de las Malvinas fue usado para probar “armas complejas cuya capacidad destructiva ha sido altamente incrementada por la aplicación de los últimos adelantos en tecnología militar” dijo hoy ante la ONU el embajador argentino, Julio César Carrascales »¹⁴.

Ces propos exprimés devant l'ONU expriment beaucoup de dépit. L'Argentine a perdu ses illusions quant à la « reprise » des Malouines, elle se sent isolée d'un point de vue diplomatique, elle souffre d'une banqueroute économique, politique et militaire. Ses dirigeants « plongent », en même temps que leurs ambitions.

Nous pouvons dire que ce cas de figure de l'épilogue de la guerre des Malouines est la conséquence de son isolement diplomatique.

Notamment lors du premier vote de la Résolution 502, l'URSS n'est pas intervenue pour opposer son veto.

L'Argentine est donc seule dans l'Organisation des Nations Unies, seule dans le TIAR et l'O.E.A, seule vis-à-vis des nations occidentales qui regroupent la CEE, où, c'est à peine si l'Italie et l'Irlande réussissent à faire entendre leurs voix.

Selon le quotidien *El Clarín* du 7 juin 1982, Galtieri a envoyé un message au secrétaire général des Nations Unies.

« Galtieri envió un mensaje al secretario general de la ONU. Naciones Unidas. El gobierno argentino hizo saber a ver al secretario general de las Naciones Unidas, Javier Pérez de Cuellar, que considera todavía en plena vigencia el mandato que le otorgo el Consejo de Seguridad por la resolución 505 y lo pidió que persiga con sus esfuerzos para lograr el cese de hostilidades en el Atlántico Sur. Con ese propósito, un diplomático argentino le entrego en mano, a las 11, hora de Nueva York, un mensaje personal del presidente de la Nación, teniente general Galtieri, según revelaron fuentes de la ONU. El mensaje se interpreto en medios diplomáticos de Nueva York, significa un respaldo a la gestión

¹⁴ *La Prensa*, 23 de Junio 1982

que, en dos ciclos perfectamente separados, cumplió Pérez de Cuellar para lograr un acercamiento entre las partes, que tropezó con la intransigencia británica que finalizó con el veto al proyecto hispano-panameño de alto fuego, votado el viernes pasado. Funcionarios de la misión permanente argentina ante la ONU trabajaron ayer normalmente en las oficinas de Nueva York y ante una consulta, reiteraron que la Argentina siempre está lista a volver a la mesa de negociaciones, “cosa que no demuestra Londres”, señalaron.¹⁵ »

Cette persistance à souhaiter une solution diplomatique, démontre que les Argentins ne sont pas prêts à affronter la guerre totale. C'est un peuple relativement pacifique, ils n'ont jamais eu à affronter la guerre comme les Européens. Ils ont bien eu quelques conflits avec leur voisin au XIX^{ème} siècle, mais rien de comparable par rapport à la guerre des Malouines et encore moins en rapport avec les guerres qui ont durement frappé l'Occident dans la 1^{ère} partie du 20^{ème} siècle.

Cela est vrai tant par l'ampleur des moyens militaires et humains mis en place par l'ennemi, que par leurs propres moyens mis en place. Les générations de soldats qui partent pour la guerre sont novices, ils sont animés de bonnes volontés, « la reconquête nationale des Malouines » est l'un des fondements du nationalisme argentin entretenu dans les écoles. Mais devant la violence, la mort, des adversaires aussi puissants et aussi aguerris à la guerre, toutes les bonnes volontés du monde ne valent rien, même si l'aviation argentine a connu « quelques beaux succès ».

Les Argentins ont lancé l'invasion des Malouines en comptant sur le manque de réactions des Britanniques. Dès lors que les Britanniques envoyaient cette immense flotte, ils savaient qu'ils avaient perdu, la seule issue favorable qu'ils pouvaient trouver, était la voie diplomatique.

De nouveau, début juin, des rencontres ont lieu entre les sud-américains selon *El Clarín* du 7 juin 1982. C'est la position du Panama qui est en cause au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU.

“Estrategia Latinoamericana. Por otra parte, diplomáticos latinoamericanos realizaron consultas, a pesar del feriado, sobre la estrategia a seguir, en vista del veto británico-norteamericano a los

¹⁵ « *El Clarín* » du 7 juin 1982.

esfuerzos para detener el conflicto bélico en las Malvinas. Fuentes informadas dijeron que por lo menos ocho embajadores de países del área están coordinando la acción y que la actividad es seguida con atención en una serie de cancillerías e incluso en las presidencias. El único miembro latinoamericano del Consejo, el panameño Leonardo Kam, dijo: "Nos seguimos esforzando por lograr que se comprenda la urgencia existente para evitar la batalla de Puerto Argentino". Otros criticaron que el organismo haya otorgado ahora prioridad al problema de Medio Oriente.¹⁶ »

On le comprend bien, la situation du Panama n'est pas facile, il souhaitait protéger les soldats argentins en leur évitant une cuisante défaite, alors que tous les esprits du conseil sont déjà tournés vers le Moyen-Orient et le conflit au Liban.

Le suivi par l'ONU après la fin du conflit est assuré, mais il est assez distant, c'est seulement le 4 novembre 1982 qu'une résolution (Résolution 37/9) appelant à une « solution pacifique au conflit de souveraineté » est présentée à l'Assemblée générale de l'ONU par l'Argentine et dix-neuf pays latino-américains.

Elle est votée par quatre-vingt-dix pays (dont les Etats-Unis et l'URSS), contre douze (dont la Grande-Bretagne) et cinquante-deux abstentions (dont les autres pays de la CEE, sauf la Grèce).

En conclusion de cette partie, nous pouvons donc dire que les organisations internationales et européennes ont été bien peu efficaces pour leur médiation aux Malouines, nous pouvons souligner que les efforts américains par l'intermédiaire d'Alexander Haig ont été importants mais nullement décisifs dans la mesure où Alexander Haig était partisan d'une issue favorable à l'Angleterre. Vis-à-vis du soutien de l'Amérique du Sud, nous pouvons dire qu'il fut quelque peu « hésitant », verbalement ils souhaitent aider l'Argentine, et lui accordent des appuis diplomatiques mais dans les faits, les aides accordées sont minimales.

¹⁶ *El Clarín* du 7 juin 1982.

Chapitre 3

Les autres organisations internationales

Celles-ci, il faut bien le reconnaître furent assez peu représentées et influentes dans le conflit.

Notamment, nous pouvons mettre en avant l'intervention assez tardive de l'OIEA (Organisme International de l'Energie Atomique) qui se réunit à Vienne début juin 1982. Le vice-amiral Carlos Castro Madero fit savoir qu'il exprimait des réserves vis-à-vis des droits argentins d'utiliser des armes à énergie nucléaire non proscrites.

Mais le président de la Commission Nationale de l'Energie Atomique (CNEA) conforta la position du gouvernement argentin en rétorquant que l'utilisation de l'énergie nucléaire à certaines fins militaires constituait un usage légitime pour l'Argentine.

Chapitre 4

Le rôle du Pape dans le conflit des Malouines

Son rôle reste marginal dans le conflit, si tant est qu'il a eu un « rôle », cela compte tenu de l'opposition anglaise. Bien que par égard au succès obtenu lors du canal de Beagles, il proposa de jouer un rôle de médiation, mais les Anglais refusèrent.

Nous pouvons également considérer que même si Jean Paul II a considérablement élargi le champ d'action politique du Vatican, il ne semble pas être attiré par la diplomatie.

Lors de la guerre des Malouines, on le voit exploiter les réunions d'experts à Rome ou de synode pour définir les stratégies de l'église romaine. Il consulte aussi les évêques britanniques et argentins.

Le Vatican souhaite organiser une médiation

Peut-on véritablement dire que le pape a joué un rôle dans le conflit des Malouines ? À la vue des éléments, on peut préférer dire « qu'il a tenté de jouer un rôle », mais il a surtout apporté sa bonne volonté.

Le 19 mai 1982, le Vatican fait une proposition de médiation papale, mais celle-ci est refusée par le Royaume Uni qui préfère attendre la reddition des troupes argentines pour entamer de nouvelles négociations.

Tandis que Galtieri accepte.

De plus, une visite papale en Angleterre est prévue pour le 28 mai. Le climat est tendu. Le pape annonce alors que si sa visite est malvenue et que si les circonstances politiques l'exigent, le gouvernement britannique peut remettre sa visite à une date ultérieure.

La décision définitive de sa venue à Londres est annoncée officiellement le 26 mai.

Sa visite aura lieu du 28 mai au 2 juin, elle sera essentiellement pastorale. Il doit donc rendre visite, comme le protocole l'indique à la reine Elisabeth II à Buckingham Palace, en sa qualité de chef de l'église anglicane.

Compte tenu des événements, le pape a aussi souhaité rendre visite au peuple argentin, son voyage est prévu pour les 11 et 12 juin. Il affirme ainsi sa neutralité dans le conflit, car même si son voyage épiscopal au Royaume-Uni était prévu de longue date, ne pas se rendre en Argentine, pays catholique et très fervent, eut été un affront à la foi de tous les Argentins.

D'ailleurs sa visite est très favorablement accueillie en Argentine.

Une extraordinaire manifestation de ferveur chrétienne accompagna la visite de Jean Paul II dans le pays. Le Pape était venu présider une réunion d'évêques argentin et sud-américain. Lors de cette visite, il annonça qu'il priait pour les morts du conflit et qu'il espérait une sortie pacifique et stable au conflit.

Par ailleurs, comme pour confirmer la neutralité de ses interventions, le cardinal Silva Henriquez annonça que le Pape s'était entretenu avec le général Pinochet et qu'il devrait se rendre au Chili en 1983.

Une ultime tentative de négociation papale

La visite de Jean Paul II est tardive. Alors que toutes les tentatives de négociations ont échoué et que les espoirs d'une solution pacifique sont quasiment nuls. Surtout parce que Margaret Thatcher encore plus que Leopoldo Galtieri souhaitait en découdre avec l'ennemi en laissant achever le travail par les armes.

Il fit tout de même une ultime et désespérée tentative, en recevant secrètement un émissaire du secrétaire général de l'ONU afin de discuter de la situation. Il consulta également les évêques britanniques et argentins.

Mais la gestion fut un échec, la Junte militaire, bien qu'ayant freiné les affrontements militaires pendant la durée des pourparlers, n'écoutait plus la voix de la raison. Parallèlement, Margaret Thatcher savait que la victoire était proche, de ce fait, elle était encore plus récalcitrante à toutes nouvelles tentatives ou propositions de négociations.

Soulignons toutefois que Jean Paul II a considérablement élargi le champ d'action politique de l'Eglise catholique, bien que visiblement, il ne semble pas éprouver d'attrance particulière pour la diplomatie.

Quelques réactions négatives à la venue du pape

Bien que le pape fasse presque l'unanimité parmi les Argentins, pour autant, il faut reconnaître que sa visite laissait aussi place à des réactions un peu moins favorables. Certains l'accusaient de venir en Argentine pour « remettre » l'archipel des Malouines à l'ennemi, comme il l'avait fait pour le canal de Beagle.

De même, les organisations de défense des droits de l'homme souhaitaient une audience avec le pape. Mais l'épiscopat et la hiérarchie catholique locale répondirent « non » à cette éventualité, en invoquant la brièveté de la visite papale (31 heures).

Par ailleurs, le Vatican déclara clairement que la venue du pape était seulement destinée à parler en faveur de la paix et du cessez-le-feu dans le conflit des Malouines. Mais bien entendu, il était relativement difficile d'écarter les problèmes que vivait la population en Argentine.

Pour d'autres Argentins favorables au pape, sa venue signifiait un geste favorable envers le peuple argentin, il venait les accompagner dans cet effort peu avant la défaite.

Le 1^{er} jour de son arrivée, 700 000 argentins se réunirent pour la messe qu'il donna à la Basilique Notre Dame de Luján ; lors de son deuxième jour, plus de 2 millions de personnes se réunirent pour une deuxième messe au Monument des Espagnols (dans le quartier de Palermo), les trois commandants en chef Leopoldo Galtieri, Jorge Anaya et Basilio Lami Dozo et les plus hautes autorités du gouvernement assistèrent à la cérémonie épiscopale.

Lors de sa messe dans la cathédrale de Luján, il prononça 14 fois le mot « paix », comme si le but de sa visite était d'obtenir la paix. Il fit un vigoureux discours contre la guerre qu'il qualifia « *d'injuste et d'absurde phénomène* ». Son objectif n'était pas de s'immiscer dans les affaires intérieures et décisions politiques argentines, ni de trouver une solution au conflit, mais de faire entendre la voix de la raison aux deux belligérants.

Le pape mit fin à sa brève visite par sa messe à Palermo, où il lança un appel particulier à la jeunesse argentine, qu'il exhortait à se dépasser, à construire la paix.

Il lança un ultime message à la population argentine à l'aéroport d'Ezeiza, peu avant de repartir pour le Vatican, il évoqua cette fois directement le sujet en engageant les Argentins à trouver une solution « honorable » au conflit qu'il devinait difficile pour les troupes argentines. Après sa courte visite de 31 heures, le Pape revint en Argentine, le 9 avril 1987, sous la présidence de Raúl Alfonsín.

Il y eut donc une tentative de médiation papale. Médiation à laquelle participa directement ou indirectement le secrétaire général de l'ONU qui envoya un émissaire secret qui se réunit avec le nonce apostolique, ainsi que deux Argentins, le sociologue catholique Adolfo Critto et l'ambassadeur Lucio Garcia del Solar. Les négociations échouèrent, les Argentins ne voulaient pas ralentir les combats, même s'ils sentaient la fin proche. De même que Margaret Thatcher sentait que la victoire était proche, de ce fait, elle ne consentait plus à aucun effort diplomatique.

De ce fait, la visite du pape en Argentine fut ressentie après coup, à la fois comme une alerte et comme un signe de réconfort, mêlé à de la compassion. La diplomatie vaticane avait pressenti à travers les paroles du pape qui exhortait les jeunes à se mobiliser, que la fin du conflit présageait des changements dans le pays.

Nombreux furent également ceux qui rapprochèrent la médiation pour le Canal de Beagles et la venue du Pape pour le conflit des Malouines, comme l'exprime l'extrait ci-dessous, tiré du journal Clarin, en date du 3 avril 2005, lors de l'hommage rendu à Jean Paul II lors de son décès :

« El conflicto con Chile por el canal de Beagle lo llamó como mediador, en enero de 1979. Tres años más tarde, el oscuro capítulo de la Guerra de las Malvinas reclamó su presencia, ya no como mediador, sino como portador de un mensaje de paz.

Mientras en el archipiélago austral se sucedían los combates, Juan Pablo II llegó a Buenos Aires pocos minutos antes de las 9 de la mañana del 11 de junio de 1982.

A diferencia de otros viajes, su fugaz visita de 31 horas sólo demandó dos semanas de organización. Existieron presiones para que así fuera. Una visita a Gran Bretaña de "estricto carácter apostólico", prevista para el 28 de mayo de ese año, y una posterior audiencia con el principal aliado británico en la guerra, el entonces presidente estadounidense Ronald Reagan, en Roma, prometían teñir de parcialidad la imagen del Papa ante la opinión pública argentina.

Para evitar esa posibilidad y dejar bien en claro su papel neutral en el conflicto bélico, Juan Pablo II anunció inesperadamente, a pocos días de viajar a Gran Bretaña, que también iba a visitar la Argentina, un

país que por primera vez en el siglo se encontraba inmerso en la pesadilla de la guerra.

El anuncio de la visita papal desató reacciones diversas entre los argentinos. Mientras las adhesiones de distintos sectores se hacían públicas en los medios de comunicación, en los despachos oficiales circulaban volantes anónimos en los que se acusaba al Pontífice de haber "entregado el Beagle y de querer entregar las Malvinas al enemigo".

El Vaticano dejó en claro desde un principio que la estadía del Papa encerraba sólo "el deseo de orar con el pueblo argentino por la paz y cese del conflicto bélico en el Atlántico Sur". Pero si bien la visita fue reiteradamente calificada como "eminentemente pastoral", al jefe de la Iglesia Católica le resultaría difícil no incursionar en las preocupaciones domésticas de un pueblo que le exigiría sin duda alguna referencia concreta. »

De toute évidence, la visite de Jean Paul II apporte un réconfort certain à la population argentine. Mais son intervention ou sa non-intervention dans le conflit en lui-même ne pouvait modifier la donne. Déjà, sa visite en Grande-Bretagne n'avait pas motivé de modifications par rapport aux décisions du gouvernement britannique.

En conclusion, nous pouvons donc souligner que la position modérée de tous les intervenants et instances internationaux n'a pas été favorable à l'Argentine. En la matière, la raison appartenait à la logique du plus fort.

XII) Les Etats-Unis au cœur du conflit des Malouines

Préambule

I - La position et l'intervention des Etats-Unis

II - Le rôle des Etats-Unis dans les négociations

III - Les alliances internationales d'assistance : les USA entre deux feux

Préambule

Les Etats-Unis sont entièrement impliqués dans le conflit. Un certain malaise dans leurs relations internationales est perceptible. Compte tenu de leurs engagements contradictoires envers l'OTAN et l'OEA, ils finissent par justifier leur soutien à Londres par le fait que l'Argentine est le pays agresseur, mais ils refusent d'aider directement et militairement la Grande-Bretagne. Les relations sont également difficiles avec l'Argentine, elle-même, d'autant que le Général Galtieri avait rendu deux visites à Ronald Reagan en 1981¹ et qu'il avait été bien reçu. C'est d'ailleurs Hastings and Jenkins qui parviennent le mieux à décrire la difficile position des Etats-Unis :

“Argentina in 1981 was enjoying a novel and exhilarating experience. She was being courted openly by the most powerful nation on earth. The previous years had seen American visitors concern, for once, wasnot prisons and torture chambers, and who asked no questions on human rights... They discussed ending the Carter arms embargo and greeted the Argentinians as fellow fighters against Marxism in Latin America. They held out the vision of a new anti-Communist alliance in the South Atlantic.”²

Pendant l'une de ces visites, le Général Galtieri annonça, avec toute la solennité nécessaire à une telle déclaration, que :

« Argentina and the United States will march alongside in the ideological war currently taking place in the World”³.

¹ K. Tunnicliff, *The United Nations and the mediation of international conflict* » (Ph.D. diss., University of Iowa, 1984), abstract in *Dissertation abstracts international*, vol. DAI-A 45/D9, Mar.1985, pages 166-167.

² Hastings and Jenkins, *Battle for the Falkland*, p. 45.

³ Cardoso, Kirschbaum, and van der Kooy, *Malvinas*, p. 29.

Chapitre 1

La position et l'intervention des Etats-Unis

La crise des Malouines a entraîné des tensions au sein du gouvernement américain, puisque coexistaient deux tendances, la première, pro-latinoaméricaine ou la « colombe⁴ », la seconde qui est le courant « atlantiste ».

Ces mouvements (la colombe ou pro-latinoaméricaine) sont favorables à l'Amérique latine, non pas pour quelques intérêts particuliers mais parce qu'ils ont conscience de l'importance des relations avec l'Amérique du Sud, c'est une zone privilégiée pour eux. En 1982, les représentants les plus « honorables » de cette ligne sont Mme Jeanne Kirpatrick⁵, le sénateur républicain Jesse Helms et le sous-secrétaire d'Etat Tom Enders.

Le courant qui s'oppose à cette ligne modérée est le courant « atlantiste », ce dernier est caractérisé par une tendance « halcones » c'est-à-dire belliqueuse dans le conflit qui oppose l'Argentine à la Grande-Bretagne. Sa position vise à maintenir les intérêts mondiaux des Etats-Unis, et ils donnent une priorité à leurs alliés traditionnels, dans le cadre de l'Otan surtout, parmi lesquels figurent la Grande-Bretagne. Les représentants de cette « règle » sont le secrétaire de la défense Caspar Weinberger, Alexander Haig, secrétaire d'Etat chargé des négociations entre les deux pays en conflit, accompagné de David Gompert, un membre clé de l'équipe de médiation du secrétaire d'Etat et enfin John Lehman, secrétaire de la Marine des Etats-Unis.

⁴ Cela fait référence au mouvement pacifiste né pendant la guerre du Vietnam.

⁵ Ambassadrice des Etats-Unis devant l'ONU.

Vis-à-vis des événements, le 1^{er} avril 1982, M. Streator⁶ envoya un message d'Alexander Haig à Lord Carrington, dans lequel il lui garantissait que le gouvernement des Etats-Unis aurait de bonnes assises pour influencer sur le comportement des Argentins en cas de « besoin ». En la matière, la position de M. Harry Shlaudeman, ambassadeur des Etats-Unis en Argentine était assez délicate.

En avril 1982, le président Reagan annonça une ligne de conduite neutre :

« Pour autant, je désire que nous continuions notre rôle neutre dans cet événement, parce que s'il s'installait un conflit, ce serait un problème grave. J'ai été critiqué sur ma ligne de conduite neutre, mais mon administration a maintenu cette ligne de conduite, et mon intention est de persister dans cette neutralité ».

Mais comme nous allons l'étudier peu après, il allait rapidement changer d'avis, faisant un choix entre ses deux lignes de conduite, il va privilégier son alliance occidentale par rapport à celle de l'Argentine.

En effet, Ronald Reagan finit par prendre publiquement fait et cause pour les Britanniques le 30 avril, ce qui impliquait une coopération militaire accrue dont Mme Thatcher reconnut le caractère décisif. Caspar Weinberger n'avait d'ailleurs pas attendu le feu vert explicite de la Maison Blanche pour prendre des mesures concrètes permettant à la Grande-Bretagne d'utiliser quelques-uns de ses bombardiers Vulcan, traditionnellement affectés à l'Otan, ainsi que les unités navales chargées de la surveillance de l'Atlantique Nord. La fourniture d'une version plus sophistiquée du missile air-air Sidewinder permit aux Harrier de l'aéronavale de s'assurer la maîtrise des airs : « Sans ces missiles », reconnaît l'Amiral Woodward les Sea Harrier n'auraient pas été à la hauteur. La relation étroite et spéciale entre les deux pays était bien vivante.

Lorsque le choix des Etats-Unis devient public et manifeste, le général Galtieri extériorise son dépit :

”En una publicación del diario ingles “The Time”, Galtieri explico que no podía entender la reacción militar británica a la recuperación Argentina de las Malvinas. Nunca esperé, indico, una respuesta tan desproporcionada. Nadie la espero, por qué un país situado en Europa

6 The Deputy Chief of Mission at the Court of St. James

podía preocuparse tanto por unas islas que no sirven a ningún interés nacional? Me pareció insensato. En lo que se refiere a la alianza de los EE.UU. con Gran Bretaña, manifestó sentir mucha amargura y tremenda desilusión. Nos llevamos realmente bien con el gobierno norteamericano, dijo. Debíamos hacer muchas cosas juntas en este continente. Por eso es que acepté sin dudas... el ofrecimiento del secretario Haig para actuar como mediador⁷”.

Toutefois, lorsque les Argentins débarquèrent aux Malouines le 2 avril, les « Atlantistes » ont maintenu leur ligne de conduite, c'est-à-dire privilégié la politique de l'insularité (pour une représentativité mondiale des pays occidentaux et surtout de l'Otan), et les relations avec la Grande Bretagne et l'Otan.

L'aide matérielle et militaire à la Couronne Britannique

En fait, les Américains aidèrent dès le début, les Anglais, notamment le secrétaire de la Défense américain Caspar Weinberger sans demander l'avis du Congrès, il leur envoya du carburant, des informations satellitaires, l'Angleterre lui doit donc beaucoup, sans son appui très soutenu, le Royaume-Uni n'aurait probablement pas eu les moyens logistiques de vaincre l'Argentine dans une zone aussi lointaine.

Concrètement, selon *The Economist* les Etats-Unis ont fourni :

« 200 missiles air Sidewinder AIM-9L, 8 systèmes de Stinger Antiaérien, des systèmes de canons de défense aérien Vulcain Phalanx, des missiles anti-navires Harpoon, des systèmes Snake de radar de type air/mer , 18 conteneurs Ctu-2A qui peuvent être lancés au sol, 4 700 tonnes d'emmitoufflage pour une piste d'atterrissage, 1 moteur d'hélicoptère C-47, 350 valves d'extension pour torpilles, environ 12.500 gallons de gazoline par avions, des disques pour des satellites et systèmes de codification, des équipements pour la détection des sous-marins, des parcs d'artillerie de munitions pour mortier de 60 mm, des parcs de munitions de 40 mm de fort pouvoir, des parcs de munitions variés des lunettes de

⁷ Oscar Allende, *Complot contra la democracia 1930-1982*, Buenos Aires, El Cid Editor, mayo de 1983, 256 paginas.

vue nocturne, des réchauds pour la campagne, des rations de nourriture pour les patrouilles »⁸.

Alors que juste auparavant, en Avril 1982, le chef des opérations de l'armée des Etats-Unis, Amiral T.H. Hayward, venu en visite en Argentine, déclarait que son pays restait totalement neutre dans le conflit. En même temps, les Argentins demandaient aux Américains de ne pas intervenir dans le conflit, dans la mesure où cela déséquilibrerait les forces en présence :

“EE.UU puede evitar una guerra si vuelve al lado de sus hermanos latinoamericanos, si sigue apoyando a Gran Bretana el camino sera más difícil.”

De même, les Britanniques ont utilisé l'île de l'Ascension située à 7 500 kilomètres au sud de l'Equateur, cette base avancée de la flotte fut déterminante dans la stratégie de reconquête (c'est une possession britannique, mise à la disposition des Américains qui y ont installé un centre de communications militaires). Le corps britannique avait pu dès son arrivée dans la zone, y entreposer ses réserves de matériel, dans la plus grande discrétion afin de ne pas compliquer la position américaine sur le plan international. Grâce aux installations de ces îles, les Britanniques ont pu également obtenir des informations sur les positions et les mouvements des troupes argentines transmises en permanence par les satellites américains.

C'est dans le domaine de l'information et du renseignement que la coopération entre Britanniques et Américains se révéla particulièrement précieuse.

Cette collaboration reposait sur la tradition d'entraide qui existait entre les deux pays et c'est la même volonté de soutien mutuel que l'on retrouve dans les rapports entre le général David Jones, chef d'état major des Armées, et l'Amiral Terence Lewin qui commandait les opérations dans l'Atlantique Sud.

Au final, sans intervenir directement dans le conflit (ce qui eût internationalisé le conflit), les Américains sont allés aussi loin que possible dans la voie de la coopération avec la Grande-Bretagne, même si celle-ci apparaissait plus clairement sur le terrain que dans les déclarations officielles. On peut d'ailleurs s'interroger sur le déroulement des événements si les Britanniques n'avaient pu compter sur l'aide américaine. Mme Thatcher n'hésite pas à

⁸ *The Economist*, du 3 mars 1984.

⁹ Alejandro Rovira, *Malvinas Ahora*, Juan Enrique Guglielmelli, Artecolor Ltda, Montevideo, 1982.

reconnaître l'extraordinaire manœuvrabilité des Harrier équipés du missile air-air Sidewinder, « sans eux nous n'aurions pu reprendre les Falkland ».

L'amiral James Eberle est moins catégorique :

« Sans l'assistance américaine, précise-t-il, l'opération aurait été plus longue, plus difficile et plus dangereuse mais les Britanniques auraient fini par atteindre leur objectif ».

Grâce à cette aide américaine la guerre des Malouines fut « écourtée ».

L'opinion publique a d'ailleurs perçu l'importance de l'aide américaine au cours du conflit. Un sondage Mori réalisé pour le compte de *The Economist* à la fin du mois de juin 1982 indiquait que 63% des Britanniques interrogés s'estimaient satisfaits du soutien américain, proportion d'autant plus remarquable que la controverse sur les missiles avait quelque peu terni l'image des USA.

Les Britanniques auraient l'occasion de s'acquitter de leur dette envers les USA lors de l'affaire du raid contre la Libye décidé par Ronald Reagan en avril 1986. On peut constater par ailleurs que depuis le soutien accordé en 1982, les Britanniques ont toujours suivi les Américains dans leur politique internationale, aussi bien en Afghanistan qu'au Proche-orient.

Un soutien légitime ?

On peut souligner également la légitimité du soutien américain vis-à-vis de l'Angleterre, puisque c'est le Royaume-Uni qui subit l'agression, et parce que c'est l'Argentine qui retient en otage quelque 1813 Kelpers.

L'Argentine est le pays agresseur, les Anglais ont réussi à faire peser ce point dans la balance du droit international, même si les Argentins considèrent que la position anglaise aux Malouines est un « anachronisme colonial », force est de reconnaître que les Américains soutiennent le pays qui est le plus dans son droit vis-à-vis du conflit (cela dit, cela reste une histoire d'appréciation).

Aussi, les Américains ont tenté de résoudre le problème par le biais d'une négociation bilatérale, dont Alexander Haig est le négociateur, mais ce dernier n'est pas réellement crédible, n'est-il pas un « atlantiste » reconnu. On peut donc souligner un fait certain, pendant

les négociations, les Britanniques n'ont jamais soumis la moindre solution ou proposition de négociations par l'intermédiaire d'Alexander Haig. D'où un échec sans surprise de cette médiation, pour obtenir quelques résultats, il eut été nécessaire que l'arbitrant exerce une réelle pression sur les deux pays, mais vue la dimension du parti pris d'Alexander Haig, il ne pouvait se résoudre à exercer une telle pression sur les Anglais.

Par conséquent, les Argentins accusent donc Alexander Haig de partialité, il a selon eux tenté par ces négociations de gagner du temps, afin que la stratégie anglaise puisse se mettre en place. De plus, ils accusent Haig d'avoir souligné à la face du monde l'intransigeance des Argentins, ce qui a eu pour conséquence d'allier l'opinion européenne et américaine à la cause anglaise, alors que les Britanniques refusaient toutes propositions de négociations. Les Argentins se considèrent donc comme des victimes de l'attitude du secrétaire d'état. Haig fut donc contraint d'abandonner sa « médiation » après le naufrage du *Belgrano*.

Du fait, on peut souligner une attitude américaine équivoque au début du conflit, Ronald Reagan essaye de définir une ligne souple dans le conflit, mais il ne peut pas se tenir à cette ligne de conduite, il a des intérêts auprès des deux pays qui le sollicitent.

« L'objectif prioritaire était d'éviter de perdre le dernier allié européen vraiment fidèle. [...] Officiellement, les Etats-Unis ont choisi la démocratie occidentale contre la dictature militaire. [...] Quant au projet de l'OTAS, auquel l'administration Reagan semblait beaucoup tenir, il se heurtait déjà à des obstacles insurmontables : Brésil et Argentine se souciaient beaucoup plus de leur rivalité que de la défense des lignes de communications dans l'Atlantique Sud et ne tenaient pas à se compromettre aux yeux des Africains en coopérant avec Prétoria. Avec l'OTAS on a enterré un rêve plus qu'une réalité stratégique.¹⁰ »

Au début, il se situe donc en position d'arbitre, essayant de trouver un terrain d'entente avec les deux partis, afin de ne pas avoir à faire de choix. Mais les « Atlantistes » tels que le Secrétaire de la Défense exercent une pression trop importante pour qu'il ne soit pas contraint de choisir une position. Son choix est relativement rapide, les Argentins sont des alliés de fraîche date qui se sont toujours opposés aux Etats-Unis, refusant d'adopter son modèle de conduite, comme a pu faire le Brésil, bien sûr il existe entre les pays des accords d'assistance

¹⁰ La question des Malouines (actes du colloque du 2 avril 1987), Union Latine, Paris, 1988, 124 pages.

mutuelle, mais face à l'Angleterre, l'Argentine représente un allié « anodin » et qui n'est pas substantiel aux relations internationales, elle est seulement utile dans la politique anti-communiste américaine menée en Amérique du Sud. Le problème étant que l'Argentine s'oppose relativement régulièrement avec tous ses voisins. Alors que la Grande-Bretagne est un allié privilégié et de longue date. L'Argentine, malgré les traités, ne peut donc pas en vouloir aux Etats-Unis, puisque leur réaction est à la mesure de son comportement avec les gouvernements américains.

Aussi, il est important d'exprimer ici, qu'elle était l'opinion américaine vis-à-vis du conflit, cela par la voix du Secrétaire d'Etat Alexander Haig. Pour lui et le gouvernement qu'il représente, l'Argentine est motivée dans son action par un profond compromis national qui tend à la restauration de sa souveraineté sur l'archipel des Malouines. Les Argentins sont frustrés par les longues années de négociations infructueuses. Alors que la Grande-Bretagne rétorque que les îles lui appartiennent de fait depuis presque 150 ans et que seuls les habitants des Malouines pourraient changer leur situation en se prononçant en faveur d'un rattachement à l'Argentine. Opinion qu'ils n'ont jamais exprimé jusque là, de ce fait, ils se doivent de défendre ces îles qui sont sous leur souveraineté et de nombreux citoyens britanniques.

Chapitre 2

Le rôle des Etats-Unis dans les négociations

Les Etats-Unis jouèrent dans un premier temps, un rôle privilégié dans les négociations : ils furent un lieu privilégié pour les négociations et les pourparlers.

Début avril, soucieux de vouloir apaiser les esprits, le président américain proposa aussitôt que les Etats-Unis jouent un rôle de médiation, ainsi que le démontre l'extrait de *La Prensa* qui reprend brièvement la conférence de presse du 5 avril donné par Ronald Reagan à la maison blanche :

“Reagan se ofrece como mediador. Washington. El presidente R. Reagan manifestó que esta dispuesto a ayudar a sus dos amigos, la Argentina y Gran Bretaña, a resolver la crisis de las islas Malvinas “sin acciones de fuerza y sin derramamiento de sangre”. El presidente de estadounidense señaló estar preparado para ser un “honesto mediador” en la disputa en el Atlántico Sur. “Esperamos y deseamos poder ayudarles a tener una solución pacífica sin uso de la fuerza ni derramamiento de sangre”. Indico Reagan en una conferencia de prensa en la Casa Blanca.¹¹”

Le 12 avril, l'ambassadeur argentin auprès des Etats-Unis A. Takacs et celui de la Grande Bretagne, Nicolás Henderson firent une déclaration conjointe sur la NBC. Ils déclaraient que l'Argentine était prête à négocier sur tout, excepté sur la souveraineté de l'archipel. L'ambassadeur britannique rétorqua que le préliminaire à toute négociation était le retrait des troupes argentines.

¹¹ *La Prensa*, 6 de abril 1982

Le 15 avril, Alexander Haig arriva à Buenos Aires pour proposer de nouvelles solutions au conflit, il réaffirma en même temps que son gouvernement restait neutre dans le différend argentin / britannique.

Le 27 avril, les Etats-Unis proposent des solutions concrètes au conflit :

“US Peace Proposal - Preamble: On the basis of United Nations Security Council Resolution 502, and the will of the Argentine Republic and of the United Kingdom to resolve the controversy which has arisen between them, renouncing the use of force, both Governments agree on the following steps, which form an integrated whole:

(1) Effective on the signature of this Agreement by both Governments, there shall be an immediate cessation of hostilities;

(2) Beginning at 00 hours local time of the day, after the day on which this Agreement is signed, and pending a definitive settlement, the Republic of Argentina and the United Kingdom shall not introduce or deploy forces into the zones (hereinafter "zones"), defined by circles of 150 nautical miles' radius from the following coordinate points [...]; Within 24 hours of the date of this Agreement, the United Kingdom will suspend enforcement of its "zone of exclusion" and Argentina will suspend operations in the same area; Within 24 hours of the date of this Agreement, Argentina and the United Kingdom will commence the withdrawal of their forces in accordance with the following details: Within seven days from the date of this Agreement, Argentina and the United Kingdom shall each have withdrawn one-half of their military and security forces present in the zones on the date of this Agreement, including related equipment and armaments. Within the same time period, the United Kingdom naval task force will stand off at a distance equivalent to seven days' sailing time from any of the coordinate points, and Argentine forces that have been withdrawn shall be placed in a condition such that they could not be reinserted with their equipment and armament in less than seven days. Within fifteen days from the date of this Agreement, Argentine shall remove all of its remaining forces from the zones and redeploy them to their usual operating areas or normal duties. [...]

(3) From the date of this Agreement, the two Governments will initiate the necessary procedures to terminate simultaneously, and without delay, the

economic and financial measures adopted in connection with the current controversy, including restrictions to travel, transportation, communications, and transfers of funds between the two countries. The United Kingdom at the same time shall request the European Community and third countries that have adopted similar measures to terminate them;

(7) 31 December 1982 will conclude the interim period during which the two Governments shall complete negotiations on removal of the Islands from the list of Non-Self-Governing Territories under Chapter XI of the United Nations Charter and on mutually agreed conditions for their definitive status, including due regard for the rights of the inhabitants and for the principles of territorial integrity, in accordance with the purposes and principles of the United Nations Charter, and in light of the relevant Resolutions of the United Nations General Assembly. The negotiations here above referred to shall begin within fifteen days of the signature of the present Agreement;

(8) [...] The manner of taking into account the wishes and interests of the Islanders, insofar as Islands with a settled population are concerned, based on the results of a sounding of the opinion of the inhabitants, with respect to such issues relating to the negotiations, and conducted in such manner, as the Authority may determine; Issues relating to the development of the resources of the Islands, including opportunities for joint cooperation and the role of the Falkland Islands Company; and Such other matters as the two Governments may request, including possible arrangements for compensation of Islanders, or matters on which the Authority may wish to comment in light of its experience in discharging its responsibilities under this Agreement. The Governments have agreed on this procedure without prejudice to their respective positions on the legal weight to be accorded such opinion in reaching a definitive settlement;

(9) Should the Governments nonetheless be unable to conclude the negotiations by 31 December 1982, the United States has indicated that, on the request of both Governments, it would be prepared at such time to seek to resolve the dispute within six months of the date of the request by making specific proposals for a settlement and by directly conducting negotiations between the Governments on the basis of procedures that it

shall formulate. The two Governments agree to respond within one month to any formal proposals or recommendations submitted to them by the United States;

(10) This Agreement shall enter into force on the date of signature.

Le point n°4 soulignait la nécessité de constituer une représentation égale (Argentins, Britanniques et Falklandais) pour assurer “a Special Interim Authority”. Alors que le point n°5 précisait les modalités d’application de cette autorité d’intérim. Le 6^{ème} point précisait que le respect à l’encontre des Falklandais (leurs propriétés, leurs droits, leur religion) devait être une condition indispensable pour le bon déroulement des négociations.

Les efforts des Etats-Unis pour trouver un terrain d’entente à ce moment sont donc très importants.

Mais bien entendu, la Grande-Bretagne et l’Argentine refusent ces propositions : l’Argentine mettant en avant que la condition indispensable pour toute négociation, était que les Britanniques reconnaissent leur souveraineté sur l’archipel, alors que ces derniers ont aussi leur condition : les Argentins doivent avoir retiré leur troupe. Dès lors, on sait que toutes les propositions n’aboutiront pas...

Pour les Etats-Unis, c’est alors le moment du choix décisif : il convient de choisir leur camp. C’est chose faite le 1^{er} mai, les Etats-Unis affirmaient ne pas reconnaître la résolution du TIAR, approuvée à Washington, en accusant les Argentins d’être les agresseurs.

Le 2 mai, l’Argentine accuse les Etats-Unis de violer la Charte de l’Organisation des Etats Américains et du TIAR en prêtant main forte à la Grande-Bretagne. D’autant que la couronne britannique a attaqué la semaine précédente les îles malgré une résolution adoptée par l’OEA, celle-ci demandait de ne pas recourir à la violence.

Le 14 mai, selon *The Times*, le général américain, Vernon Walters en visite à Buenos Aires proposa de nouvelles idées pour solutionner le conflit car les négociations en cours organisées par le secrétaire général des Nations Unies Javier Pérez de Cuéllar étaient sur le point d’échouer sur la question de la souveraineté des îles.

Selon *La Nación*, vers la fin mai, les voix de l’opposition à la politique de Ronald Reagan se lèvent. Celles-ci préconisaient une certaine modération, d’autres soulignaient la nécessité de revenir à une politique de neutralité. Le *Washington Post* par la voix de son envoyé spécial à Londres, Leonardo Downie exposait le fait que la volonté des Anglais d’en découdre totalement avec les Argentins mettait les Etats-Unis dans une situation assez délicate.

Le 8 juin, le président Reagan au cours d'une visite à Londres, fit un discours de soutien auprès du parlement britannique. Il prit la défense lors de cette intervention, de l'action militaire britannique qui repoussait une agression argentine. Son discours fut très apprécié du côté britannique dans la mesure où, certains commençaient à prétendre que le soutien des États-Unis s'affaiblissait. Ronald Reagan en profita aussi pour mettre en avant sa volonté d'organiser une croisade pacifique pour durcir les institutions démocratiques contre le communisme.

Chapitre 3

Les alliances internationales d'assistance : les USA entre deux feux

C'est une situation difficile pour les Etats-Unis, dans la mesure où leurs traités d'assistance concordent pour défendre les intérêts de l'Angleterre et de l'Argentine.

Le président Reagan est pris entre deux feux. La Grande-Bretagne est alliée des Etats-Unis dans le cadre de l'Otan et l'Argentine ne l'est pas moins dans le cadre de l'OEA (Organisation des états américains). Il tente d'intervenir auprès des deux gouvernements et leur demande instamment de mettre au plus tôt un terme à cette dispute.

Les Etats-Unis ont offert leurs bons offices pour des négociations ; mais ils sont extrêmement embarrassés par le conflit anglo-argentin.

Cela parce que ce conflit oppose deux de leurs alliés, et non des moindres, dans la mesure où ces deux pays se révèlent des soutiens essentiels, notamment en Amérique Centrale. Au Salvador, la CIA considère que l'Argentine est l'un des éléments essentiels pour déstabiliser le pouvoir sandiniste, parallèlement la Grande-Bretagne était le seul pays du Marché Commun à avoir envoyé des émissaires aux élections salvadoriennes.

Il paraît donc important de souligner que la Grande-Bretagne est un allié traditionnel des Etats-Unis, alors que l'Argentine est un allié récent et relativement « peu fiable », puisque sa politique extérieure a toujours mis un point d'honneur à se démarquer des Etats-Unis, l'entente récente concorde avec les intérêts des deux pays, ce ne sont donc pas de solides relations comme les relations anglo-américaines.

Il existe donc plusieurs alliances et traités d'assistance, notamment l'OEA, c'est-à-dire l'Organisation des Etats Américains, le TIAR, soit le Traité Interaméricain d'Assistance Mutuelle ou le traité de Rio, ces traités sont à la faveur des relations argentines et américaines.

Tandis que les relations avec l'Angleterre s'affichent au sein de l'OTAN, soit le traité d'Organisation de l'Atlantique Nord, et enfin le Commonwealth.

Cela rend la situation singulièrement difficile pour les Etats-Unis. Au début du conflit, Ronald Reagan proclame sa neutralité, mais il prend rapidement parti et cela en faveur de l'allié naturel anglo-saxon.

En ce qui concerne l'OEA, le débat sur le conflit des Malouines a mis en évidence les faiblesses et les contradictions de cet organisme régional. Si nous étudions l'histoire de l'OEA, nous constatons que cet organisme qui regroupe environ 30 nations des deux Amériques, n'a jamais réussi à solutionner un problème de façon pacifique, il a « souvent » cautionner les opérations diplomatiques ou militaires de Washington en Amérique Latine.

De plus, les Etats-Unis sont confrontés à un autre problème, puisque le secrétaire général en avril 1982, est un argentin M. Orfila, ce dernier a à cœur de résoudre le conflit en la faveur de son pays.

Mais les Etats-Unis ne sont pas les seuls signataires de cette organisation, les autres pays d'Amérique Latine se montrent pour leur part assez favorables à l'Argentine, mais pas toujours, le Chili notamment, est diplomatiquement plus proche des Britanniques.

La doctrine Monroe prend alors tous ses effets, et pour une fois presque tous les pays signataires sont d'accord pour la mettre en application (la doctrine rappelons-le, fait de l'Amérique Latine, le terrain de « chasse » et d'action des Etats-Unis).

L'on peut s'interroger sur ce soutien des pays sud américains à l'Argentine, les raisons sont en fait simples, pour eux défendre les prétentions argentines, c'est réaffirmer le principe de « l'Amérique aux Américains », et condamner les interventions des puissances coloniales occidentales.

Le paradoxe le plus frappant de l'OEA lors du conflit des Malouines, est que par la force des choses les Etats-Unis se trouvent être l'Etat dominant, il est devenu l'Etat interventionniste en Argentine, puis en Amérique Latine, supplantant l'influence anglaise qui était de mise jusque lors. Les Etats-Unis se trouvent au début tout au moins, du fait de leur « compréhension et de la justification » de l'invasion des Malouines par l'Argentine, aux côtés de Cuba, qui apporte

également son soutien à la Junte militaire argentine, les deux pays se trouvent donc à la même échelle. De même auprès du Nicaragua sandiniste, du Salvador en guerre qui est à la recherche d'un gouvernement acceptable par Washington....

Le conflit des Malouines soulève ou remet en question des problèmes oubliés au sein de cette organisation.

Néanmoins les Etats sud-américains témoignent d'une certaine solidarité auprès de l'Argentine, malgré les « menaces » britanniques. Par exemple au Venezuela une centaine de citoyens se sont portés volontaires pour aller se battre auprès des Argentins pour les Malouines, des solidarités plus fortes s'expriment également à Lima, le Pérou propose un « Front latino-américain » qui répondrait à l'embargo européen pour les produits argentins par une alliance commerciale latino-américaine.

Mais malgré ces solidarités qui s'expriment au sein de cette organisation, elle ne prend pas réellement position en faveur de l'Argentine, c'est-à-dire elle propose « sa collaboration amicale », elle exprime également son désir de voir résoudre la crise pacifiquement.

Les Etats-Unis refusent de choisir entre ses deux alliés, tout au moins au début, cela pour plusieurs raisons, tout d'abord pour les pro-latino-américain, elle se doit également de « ménager » le gouvernement argentin en vertu de ses projets futurs, c'est-à-dire la création d'une force de paix interaméricaine chargée de rétablir l'ordre et la sécurité des frontières en Amérique Centrale.

Néanmoins, si l'on considère les faits, l'on se trouve confronté à un problème d'éthique, l'Argentine ne voyant pas la solution pacifique agir depuis plus de 17 ans prend les armes pour retrouver ses territoires perdus depuis 149 ans, si les Anglais autorisent, et laissent dans l'impunité ces faits, combien de temps serait-il nécessaire pour que l'Espagne dans le même cas pour Gibraltar s'autorise elle aussi à prendre les armes ? La question se pose pour tous les autres conflits frontaliers et territoriaux.

L'OEA ne peut malgré le soutien véhément de quelques pays d'Amérique Latine, se révéler un atout important pour l'Argentine lors du conflit des Falkland.

Il convient maintenant d'évoquer le TIAR.

Ce dernier fut souscrit à Rio de Janeiro lors de la Conférence Interaméricaine pour le maintien de la paix et de la sécurité du continent en 1947, il fut modifié en 1975, au Costa Rica, lors d'une conférence spéciale, convoqué pour sa réforme afin qu'il soit un peu plus actuel.

Il a été ratifié par vingt et un pays d'Amérique latine, ainsi que par les Etats-Unis. Seuls neuf membres de l'OEA, essentiellement des pays caraïbes anglophones ne l'ont pas ratifié. Ce traité prévoit des sanctions, celles-ci peuvent être décidées à la majorité des deux tiers, contre l'auteur de l'attaque. Ces sanctions peuvent aller de la rupture des relations diplomatiques et commerciales, y compris les liaisons postales et téléphoniques, à l'utilisation de la force armée. L'article 20 indique que nul Etat ayant ratifié le traité ne peut refuser de participer à une éventuelle action armée.

L'élément le plus important du TIAR, évoque l'attaque britannique, il suppose, en cas d'attaque britannique, que les îles soient reconnues comme partie intégrante du territoire britannique, mais cela est caduc dans la mesure où c'est l'Argentine qui a commencé les hostilités belliqueuses, et où les Anglais n'offrent qu'une « offensive ».

Le TIAR envisage la possibilité de défense des pays américains dans l'éventualité d'une attaque par un état « extracontinental » ainsi que par un état américain. Les fondements et la raison d'être du TIAR sont défendre la souveraineté, l'intégrité territoriale des états adhérents, ainsi que l'indépendance politique des Etats Américains.

Mais le TIAR comme l'OEA est dominé par la présence américaine qui impose ses décisions, ce qui a donc pour effet de neutraliser tout effet favorable pour l'Argentine. Malgré les appels de la Junte qui tentaient de recourir à la solidarité entre les états américains lors d'une agression militaire. Cependant, les Etats-Unis considéraient que les conditions d'assistance n'étaient pas remplies dans la mesure où l'Argentine était considérée comme le pays agresseur.

De plus, il y a des interactions entre l'OTAN et le TIAR, du fait, les Etats-Unis sont d'autant plus partagés, mais finalement après des abstentions au sein des organes de consultations du TIAR, ils prendront fait et cause pour le Royaume-Uni.

C'est option apparaît la plus logique, puisque les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont des relations privilégiées depuis de longues dates.

Pour ce qui est de l'Argentine face à l'abandon de son allié important, sa neutralité puis son aide aux Anglais, se trouve quelque peu déroutée, puisque la commission Rattenbach n'avait pas prévu cela.

L'Argentine doit en fait affronter plusieurs problèmes territoriaux, même avec le Brésil, mais cette question n'entre pas dans le cadre de son « opposition » avec les Britanniques, tandis que le conflit concernant le canal de Beagles, en fait évidemment partie, puisque les

Britanniques dans ce conflit ont eu le rôle d'arbitre, leurs conclusions ont été défavorables à l'Argentine, cela constitue d'ailleurs un autre élément de ressentiments à l'égard du Royaume-Uni.

En conclusion, on peut reprendre la déclaration du Général Galtieri dans le journal *El Clarín* :

« Si había conocido que los Americanos iban a tener este posición que finalmente tenían, nunca nos seríamos ido a las Malvinas¹². »

¹² *El Clarín*, 7 de junio de 1982.

XIII) Les enjeux économiques sont-ils déterminants dans l'expansion du conflit?

I - Les groupes de pressions

II - Les enjeux du traité de l'Antarctique (1^{er} déc. 1959)

III - Une ressource potentielle source de toutes les polémiques : le pétrole

IV - Les ressources naturelles : la pêche, l'élevage ovin

Chapitre 1

Les groupes de pressions

Les groupes de pressions sont à la fois économique et politique. Politique parce qu'ils agissent au sein des chambres auprès des députés, économique parce qu'en liant économiquement les ressources de l'île à des personnes et personnalités importantes parmi les décideurs, ils s'assuraient des appuis au sein du pouvoir.

Ces groupes de pressions sont particulièrement la Falkland Island Company et le United Kingdom Falkland Island Defense Committee.

La Falkland Island Company

En 1975, l'économie des îles Falkland était en forte baisse. C'est pourquoi, le ministre britannique des Affaires étrangères, James Callaghan, a demandé à Lord Shackleton de rassembler une équipe pour mener une étude économique et formuler des recommandations.

Le résultat de cette étude est le très connu : « *Rapport Shackleton* » ou « *Etude économique des îles Falkland* » publié en 1976, il prévoyait un plan global pour le développement économique des îles.

Toutefois, la mise en œuvre n'a eu lieu sérieusement qu'après la guerre en 1982, lorsque Lord Shackleton a demandé la mise à jour de son rapport.

Il a recommandé que le Gouvernement de Sa Majesté (HMG) :

- Mette en place une agence de développement;
- le transfert de propriété de la ferme locale aux propriétaires-exploitants,
- les progrès du développement en agriculture, la pêche, le tourisme, l'infrastructure ;

Treizième partie - Les enjeux économiques sont-ils déterminants dans l'expansion du conflit?

- changer la structure du gouvernement local et fournir une impulsion au changement ;
- allouer des fonds de développement s'élevant à 35 millions de livres sterling.

Ces points ont été repris et développés de concert avec plusieurs autres recommandations, telles que la nomination d'un chef de la direction au gouvernement des îles Falkland.

Deux programmes d'aide ont été fournis par Her Majesty's Government (HMG) pour stimuler l'expansion économique :

- d'une part la répartition des fonds d'aide (£ 15m) pour la reconstruction des infrastructures,
- dans un second temps, la répartition des fonds (£ 31m) au service du développement.

Un aéroport international et des installations militaires ont été construits à Mount Pleasant en utilisant des entrepreneurs, la main d'œuvre et des matériaux du Royaume-Uni.

Les subventions ont été intégrées au financement de ces aménagements. Elles ont également permis la mise en place de la Falkland Islands Development Corporation (FIDC), ainsi que pour la subdivision agricole (réforme agraire).

Le travail réalisé montrait une volonté d'inscrire le développement économique sur du plus long terme.

En 1986, avec la déclaration d'une zone de 150 miles autour des Falkland, un système de licences de pêche a été créé par le Falkland Islands Government (FIG). Le FIG s'est approprié le contrôle et la gestion des zones de pêche.

L'essor de cette nouvelle ressource a largement contribué à ce que les Falkland ne soient plus aussi dépendants du commerce de la laine.

Avec ces nouvelles ressources, les îles Falkland sont économiquement autosuffisantes dans tous les domaines, excepté la défense, où elles dépendent encore fortement du Royaume-Uni. Le coût des infrastructures et de la garnison sur place s'élève à environ 0,5% du total du budget de la défense britannique.

Le Produit intérieur brut par habitant a très fortement augmenté d'environ 5 millions de livres en 1980, il est passé à environ 70 millions de livres en 2002.

Les recettes provenant de la pêche sont la principale source de revenus pour le gouvernement et les habitants.

En 1982, le directeur de la « Falkland Island Company » est Brian Frow. La création de la FIC remonte à 1951, selon les Argentins, elle a toutes les caractéristiques et l'organisation d'une compagnie coloniale (puisqu'elle permet à une poignée de riches britanniques d'avoir la main mise sur les ressources naturelles des îles et plus globalement de presque toute l'activité économique des îles). Ses actionnaires font partie d'une holding « Charringtons

Industrial Holding », qui elle-même est la propriété du groupe « Coalite ». Groupe dont le mari de Margaret Thatcher est l'un des dirigeants.

Le 30 mars 1982, lorsque Brian Frow prit la parole devant le parlement britannique qui débattait de la question de l'incident dans les îles Georgias et du navire d'exploration, il avait déclaré que pour lui, les Argentins avaient « senti » l'odeur du pétrole, raison pour laquelle ils avaient monté cette expédition, leur but prétendait-il était de réaliser des analyses sur l'environnement marin et terrestre pour détecter la présence de pétrole.

L'importance de la FIC pour le développement économique de l'île

La FIC contrôle toute l'économie, soit 42% des 7000 km². Elle contrôle 66% du négoce de la laine grâce à de petites compagnies indépendantes. La FIC opère donc dans les Malouines comme un groupe de pression.

La quasi totalité de la population de Puerto Stanley travaille pour la FIC, pour la majorité, ces travailleurs ne sont pas de nationalité britannique.

Ses fermes ont été vendues en 1991 au Gouvernement des îles Falkland. Depuis la FIC opère dans le commerce à Stanley, dans les services portuaires et les activités de transport maritime. Elle est contrainte de recourir à la main d'œuvre britannique dans la mesure où, les vrais autochtones habitent avec leurs troupeaux de moutons, complètement isolés et à l'écart de la vie civilisée.

La Falkland Island Company, est une société publique qui possède 46% du territoire et près de la moitié des 650 000 moutons. Elle emploie un tiers de la main d'oeuvre locale qu'elle loge et nourrit. Sa compagnie de navigation importe tout d'Angleterre. Elle contrôle l'exportation de la laine.

Comble d'ironie l'homme d'affaires argentin Capozzolo avait déjà essayé d'acheter la compagnie en 1977.

Bien entendu le gouvernement britannique avait refusé cette proposition, il craignait trop pour les prétentions argentines pour leur laisser une quelconque souveraineté économique. Mais l'intérêt de ces îles n'est pas essentiellement économique pour la Grande-Bretagne. Certes les réserves potentielles de pétrole sous-marin seraient importantes mais les conditions climatiques rendent leur exploitation difficile et coûteuse. Tous semblent se rejoindre sur le fait que son intérêt est d'ordre stratégique. Les Falkland servent aussi de point d'appui à la base scientifique britannique dans l'Antarctique sud.

Un autre lobby : « The United Kingdom Falkland Island Defense Committee »

Déjà les débats de mars 1968 avaient démontré que les Malouines étaient un camp miné politiquement. On soupçonnait que dans un avenir assez proche, elles feraient les gros titres de la presse internationale.

Ces négociations avaient enflammé l'esprit des conservateurs, mais pas seulement, puisque c'est à cette époque qu'a été créé un lobby, en 1973, il s'est renforcé, se donnant un nom « United Kingdom Falkland Island Defense Committee ». Ce lobby avait pour objectif d'activer au sein des chambres, les oppositions à une quelconque idée d'abandon des îles.

En 1982, le lobby avait toujours le même objectif, son rôle était de faire en sorte qu'aucune négociation ne puisse aboutir.

Le rôle du comité était très puissant, déjà en 1980, l'ambassadeur argentin Haroldo Failkes affirmait et dénonçait son pouvoir.

Le comité était d'autant plus puissant qu'il réunissait les travaillistes conservateurs et libéraux.

L'ambassadeur faisait le constat des préoccupations de ces derniers, les Malouines étant selon leur estimation une ressource potentielle de 200 000 millions de barils de pétrole, 80 millions de tonnes de Krill, pétrole, algue, krill et le contrôle géopolitique de l'Atlantique sud et de l'Antarctique.

Chapitre 2

Les enjeux du traité de l'Antarctique (1^{er} déc. 1959)

Lorsque l'on étudie le préambule et les articles du traité de l'Antarctique, l'on constate que l'intérêt des Malouines doit essentiellement résider dans son caractère économique et géostratégique.

Dans la mesure où les implications humaines sur l'Antarctique sont limitées.

En 1959, les pays signataires sont l'Argentine, l'Australie, la Belgique, le Chili, la République Française, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, l'Union Sud-Africaine, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord, et les Etats-Unis d'Amérique.

En préambule de la déclaration, les Etats signataires ont défini :

« Reconnaissant qu'il est de l'intérêt de l'humanité tout entière que l'Antarctique soit à jamais réservé aux seules activités pacifiques et ne devienne ni le théâtre ni l'enjeu de différends internationaux ;

Appréciant l'ampleur des progrès réalisés par la science grâce à la coopération internationale en matière de recherche scientifique dans l'Antarctique ;

Persuadés qu'il est conforme aux intérêts de la science et au progrès de l'humanité d'établir une construction solide permettant de poursuivre et de développer cette coopération en la fondant sur la

*liberté de la recherche scientifique dans l'Antarctique telle qu'elle a été pratiquée pendant l'Année Géophysique Internationale ;
Persuadés qu'un Traité réservant l'Antarctique aux seules activités pacifiques et maintenant dans cette région l'harmonie internationale, servira les intentions et les principes de la Charte des Nations Unies ; »*

Article premier

- 1. Seules les activités pacifiques sont autorisées dans l'Antarctique. Sont interdites, entre autres, toutes mesures de caractère militaire telles que l'établissement de bases, la construction de fortifications, les manœuvres, ainsi que les essais d'armes de toutes sortes.*
- 2. Le présent Traité ne s'oppose pas à l'emploi de personnel ou de matériel militaires pour la recherche scientifique ou pour toute autre fin pacifique.*

Toutefois, l'on ressent bien à travers l'article numéro 4 que les conflits sont latents.

Article quatre

- 1. Aucune disposition du présent Traité ne peut être interprétée :*
 - a. Comme constituant, de la part d'aucune des Parties Contractantes, une renonciation à ses droits de souveraineté territoriale, ou aux revendications territoriales, précédemment affirmées par elle dans l'Antarctique ;*
 - b. Comme un abandon total ou partiel, de la part d'aucune des Parties Contractantes, d'une base de revendication de souveraineté territoriale dans l'Antarctique, qui pourrait résulter de ses propres activités ou de celles de ses ressortissants dans l'Antarctique, ou de toute autre cause ;*
 - c. Comme portant atteinte à la position de chaque Partie Contractante en ce qui concerne la reconnaissance ou la non reconnaissance par cette Partie, du droit de souveraineté, d'une revendication ou d'une base de revendication de souveraineté territoriale de tout autre État, dans l'Antarctique.*
- 2. Aucun acte ou activité intervenant pendant la durée du présent Traité ne constituera une base permettant de faire valoir, de soutenir ou de contester une revendication de souveraineté territoriale dans*

l'Antarctique, ni ne créera des droits de souveraineté dans cette région. Aucune revendication nouvelle, ni aucune extension d'une revendication de souveraineté territoriale précédemment affirmée, ne devra être présentée pendant la durée du présent Traité. »

De ce fait, on comprend que les plénipotentiaires et les pays signataires de ce traité se neutralisent mutuellement. L'intérêt des îles Falkland réside donc surtout dans l'hypothèse où cette neutralité serait levée. Elles constitueraient une escale de choix pour les explorations antarctiques. Mais cette hypothèse n'est pas tangible, dans la mesure où le consensus sur l'Antarctique se veut intemporel.

Toutefois, les milieux géopolitiques argentins ont déjà développé un concept évoquant la possibilité d'une Argentine bi-continentale. Le continent Antarctique dont les ressources en matières premières sont insoupçonnées devrait être inclus dans le territoire argentin. La possession des îles Malouines serait donc la première étape pour faire des Antilles antarctiques (îles Malouines, îles de Géorgie du Sud, les Orcades du Sud, les Sandwich du Sud, les Shetland du Sud) un trait d'union maritime avec des territoires que l'Argentine souhaiterait annexer en Antarctique.

Le concept d'une Argentine bi-continentale ne représente pas seulement une utopie pour les politiques argentins, mais une mission qui se doit d'être réalisée un jour, d'autant avec la fonte des glaces.

Mais là, où il y a encore un risque de conflit avec le Royaume-Uni, c'est que les territoires contestés sont un PTOM (Pays et territoire d'outre-mer) britannique de l'Antarctique.

Sa superficie de 1,7 million de kilomètres carrés attire toutes les convoitises, elle comprend les îles Malouines, les îles Shetland du Sud, les îles Orcades du Sud et l'extrémité de la péninsule Antarctique.

Ce vaste ensemble constitue une dépendance britannique dont la fondation est ultérieure au traité de l'Antarctique, puisqu'il a été fondé en 1962. A noter que les îles Orcades sont directement concernées par le traité de l'Antarctique dans la mesure où elles sont dans la zone située au sud du 60° parallèle Sud. Ce sont les deux explorateurs britannique (George Powell) et américain (Nathaniel Palmer) qui les ont découvertes en 1821.

Elles forment donc un archipel (inhabité) du sud de l'océan Atlantique, au sud-est de la Terre de Feu ; les îles Laurie, Signy, Powell et l'île du Couronnement sont les plus importantes de l'archipel, qui compte une superficie totale d'environ 620 km².

Les îles Shetland du Sud forment également un vaste archipel, à 600 km au sud-est du cap Horn et à 160 km au large de l'extrémité de l'Antarctique; ses principales îles sont Deception, Elephant, Penguin, Greenwich, Livingstone et King George. Leur superficie terrestre est d'environ 4660 km². Les îles furent découvertes en 1819 par le marin britannique William Smith et furent ensuite revendiquées par le Royaume-Uni.

Les deux archipels des Shetland et des Orcades sont revendiqués par l'Argentine et le Chili. Dans cette zone, les habitants sont peu nombreux, il n'y a pas de capitale proprement dite, excepté à Port Stanley, mais les stations de l'île King George servent de chef-lieu.

On comprend bien par cette analyse plus poussée que les îles Malouines sont comprises dans un vaste ensemble qui intéresse à plus d'un titre les Argentins. La question de la reconquête des Malouines s'inscrit donc clairement dans une volonté de la part des Argentins d'une vaste reconquête de l'Antarctique.

Chapitre 3

Une ressource potentielle source de toutes les polémiques : le pétrole

Sur le moment, la guerre des Malouines a été interprétée en terme de guerre politique et de psychologie nationale.

Pour l'Argentine, le général Galtieri, confronté à une situation économique désastreuse, avait un important besoin d'effacer ses difficultés en provoquant un élan de nationalisme. Il aurait utilisé la reconquête des Malouines comme un moyen de diversion politique.

Pour l'Angleterre, la réplique militaire à l'agression argentine aurait constitué, pour Margaret Thatcher, une stratégie du même ordre : exciter l'orgueil national de John Bull afin de faire oublier le chômage, l'austérité, le problème irlandais et renforcer son propre prestige auprès des électeurs en cas de victoire. Il ne fait aucun doute que ces arguments ont pesé d'un certain poids dans les décisions des 2 puissances. Elles n'expliquent pas cependant la vivacité ni la rapidité de la riposte britannique, car Londres, qui s'était bel et bien désintéressé du sort de ces îles déjà qualifiées par Samuel Johnson¹, au 17^{ème} siècle, « *de rude inhospitalier et coûteux appendice aux possessions de la Couronne* », a semblé prendre soudain conscience de la valeur des Falkland. Valeur qui n'avait pas été remarquée jusque là. Il fallait qu'elle fût de taille pour que les Britanniques aient encouru le risque d'une défaite militaire !

La Grande-Bretagne semble désormais avoir à cœur de mettre en valeur les Falkland et de maintenir une forte garnison dans ce qui pourrait être un bastion stratégique plus important

¹ Samuel Johnson, né le 18 septembre 1709 et mort le 13 décembre 1784, est l'un des principaux auteurs de la littérature anglaise.

que Gibraltar. De plus, de riches gisements pétroliers ont été découverts dans le vaste plateau continental entourant l'archipel. La guerre des Malouines illustre donc les bouleversements récents de la géostratégie mondiale, où la mer, son contrôle militaire et son exploitation économique tiennent désormais le rôle majeur.

De même, la position géographique de l'archipel en fait une base de départ idéale pour l'exploration de l'Antarctique qui se trouve à 1 200 km.

Lors de l'invasion des Malouines, les recherches océanographiques avaient mis à jour la possibilité d'immenses réserves de pétrole dans les eaux territoriales des Malouines. Mais ces réserves étaient des suppositions.

C'est seulement en 1996 que l'Argentine et la Grande-Bretagne ont signé un accord d'exploration et d'exploitation conjoint dans la zone des Malouines. A l'époque, il était question que l'Argentine prenne en charge l'exploitation privée d'une zone de 55 000 km² à l'ouest de l'archipel. De même, les Britanniques de la compagnie pétrolière du Gaz britannique et les Argentins de la compagnie YPF émettaient la possibilité de travailler ensemble pour explorer la zone des Malouines.

Le 19 juillet 1984, Londres annonça publiquement qu'il accordait la concession des droits de prospection pétrolier à l'entreprise « First Land Oil and Gas Company » (qui succédait à la Burmah Oil Company), sur une vaste zone de 55 000 hectares proche de Douglas (situé à 52 kilomètres de Port Stanley). La confirmation de cette concession fut officialisée le 3 janvier 1985, le jour du 152^{ème} anniversaire de l'occupation des îles Malouines.

A la même époque, les Argentins se firent « écho » du *Herald Tribune* :

« Los estudios geologicos de Estados Unidos sugieron que habia 9 veces mas petroleo en las afueras de las Falkland, que bajo el mar del norte. ² »

Cela attise naturellement toutes les convoitises.

D'un point de vue énergétique, les Argentins possèdent de vastes zones d'exploitation sur leur territoire, ce qui lui permet de subvenir en partie à leur besoin (60 % du pétrole consommé en Argentine est fourni par les importations). Le problème à ce sujet provient de la « Yacimientos Petroliferos Fiscales » qui est une entreprise publique. Elle détenait le monopole de l'activité pétrolière, avec tout ce que cela peut entraîner comme corruption.

² Leo Kanaf, *La batalla de las Malvinas*, Buenos Aires, Tribuna Aierta, 1982.

Egalement, elle n'avait pas suffisamment de ligne économique cohérente pour mener une politique commerciale performante.

Le plan Houston mis en œuvre par Alfonsín en 1983 devait permettre d'augmenter de 30 % la production de pétrole pour subvenir aux besoins des industriels, alors que la production de gaz devait doubler. Trois mille nouveaux puits de forage devaient être exploités, et cinq mille kilomètres de lignes sismiques devaient être mesurées. Le total de ces efforts devrait atteindre vingt cinq milliards de dollars pour les années 1986-2000. Toutefois, le souci majeur a été les finances de YPF, l'entreprise devait 5 milliards de dollars à des créanciers étrangers. Contre toute attente, Alfonsín a nettement diminué le budget des explorations.

Alfonsín semblait déterminé à redresser l'économie du pays, il avait d'ailleurs décidé en 1986, de changer de capitale, soit à Viedma (une petite ville de Patagonie), cela pour la symbolique et pour faire comprendre que l'Argentine était devenu un petit pays à force d'être corrompu.

En 1993, la Grande-Bretagne a fixé à 200 milles la zone d'exploration pétrolière autour des îles. Elle estimait que le pétrole dans cette région pourrait produire 500000 barils par jour. Si cela se produisait, les îles Malouines seraient la plus grande région productrice de pétrole du monde pour les prochaines décennies.

En 1998, les données de six puits forés dans le bassin du Nord Falkland ont été recueillies et analysées par le British Geological Survey (BGS) en 1999. Bien qu'aucun des puits trouvés ne soient commercialement viables, cinq de ces six puits ont permis de récolter de faibles quantités de pétrole et dans plusieurs, la présence de gaz a été prouvée.

Le forage de données a révélé la présence d'une riche source de roche organique dans toute la région, c'est la condition *sine qua non* de la formation du pétrole.

Les récents calculs effectués par BGS et Shell semblent indiquer que cette riche roche organique contient probablement 60 milliards de barils de pétrole dans le bassin du Nord Falkland.

Bien que de grandes accumulations de pétrole n'ont pas été trouvées dans les six premiers puits. BGS donne à penser que c'est parce que tous les puits potentiels ciblés ont été percés au dessus de la roche, alors que de nouvelles modélisations géologiques suggèrent qu'il serait préférable de chercher la source sous roche.

D'autres forages exploratoires seront nécessaires pour prouver l'hypothèse selon laquelle le pétrole est pris au piège sous la roche organique.

Les titulaires de permis ont mobilisé les fonds nécessaires pour permettre de nouveaux forages.

En date du 31 décembre 2007, la « Falkland Oil and Gas Limited » annonçait que :

« 3.5bn barrels. Our largest prospect has the potential to contain hydrocarbon reserves of over 3.5 billion barrels »³

Ce qui a l'heure du pétrole cher (puisqu'il est grimé jusqu'à 150 \$ le baril en juillet 2008) est une manne financière inestimable et cela ne va pas manquer de raviver les tensions entre les deux pays. Même si depuis la fin de l'année 2008, le pétrole est moins onéreux, un baril à 50 à 60 \$ serait toujours potentiellement très avantageux.

D'ailleurs dès la révélation du rapport Shackelton, les grandes compagnies pétrolières se sont intéressées aux Malouines, particulièrement, les grands consortiums tels Standard Oil et la Royal Dutch.

De même, le sous-sol malouin a un important potentiel minéral, il est riche en nickel, en cuivre, en manganèse, en cobalte. Le prix de ces matières premières étant relativement important et en constante augmentation, cela est un argument de plus pour les Argentins qui se sentent dépossédés de ces terres.

Un spécialiste argentin du pétrole, le docteur Adolfo Silenzi de Stagni⁴, auteur d'un livre *Les Malouines et le pétrole* affirme que dans le sol continental, il y aurait 4 à 5 fois plus de pétrole que dans la mer du Nord.

Les forages doivent débuter en 2009⁵.

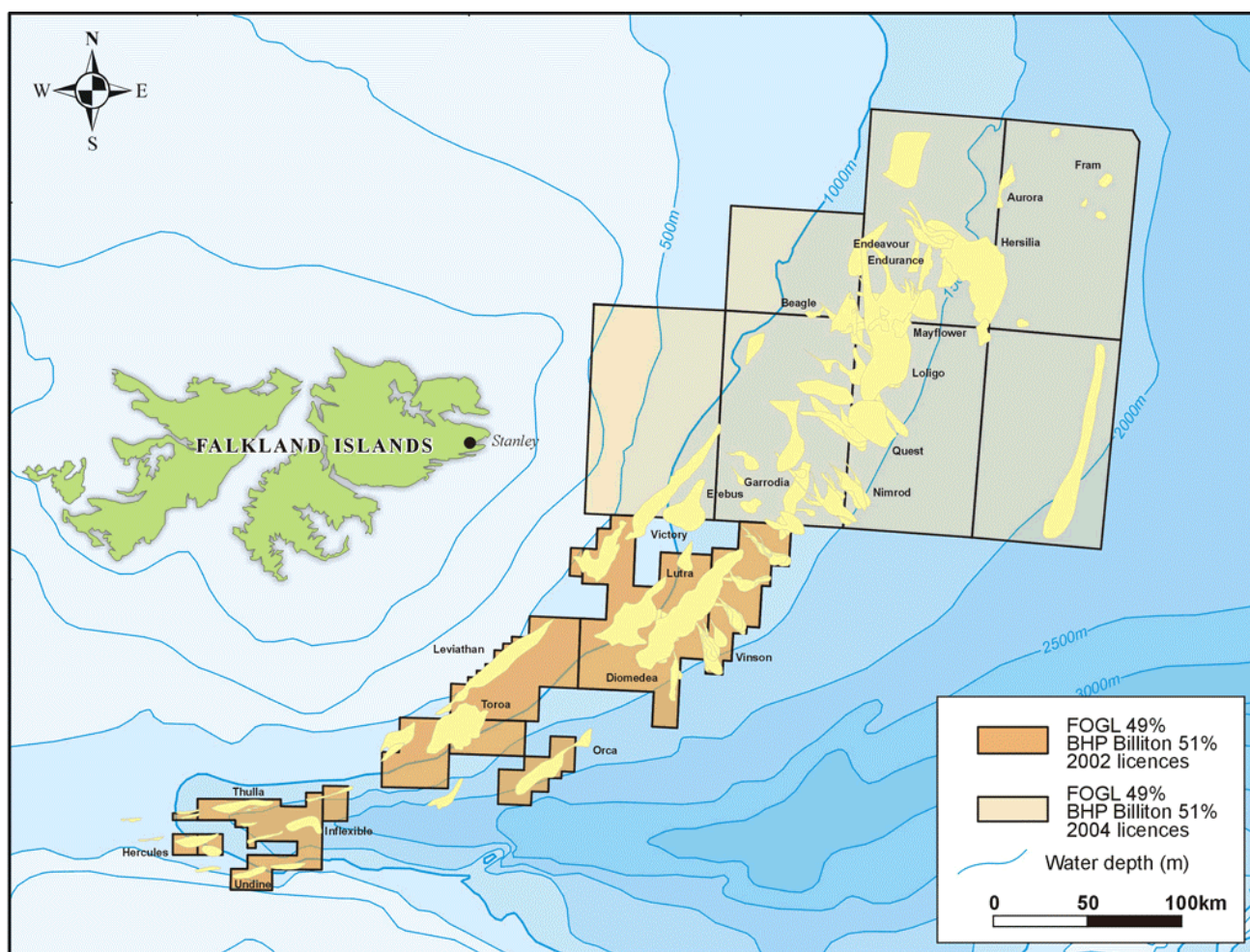
³ Source : <http://www.fogl.com/> - traduction : « 3.5 milliards de barils – nos plus larges perspectives estiment les réserves potentielles de pétrole à 3.5 millions de barils de pétrole ».

⁴ Professeur à l'Université de droit de Buenos Aires.

⁵ Source: Fogl: Falkland Oil Gas Limited



En 2006 : les zones d'exploitation pétrolière.



« Operating Environment en 2006 »

Chapitre 4

Les ressources naturelles : la pêche, l'élevage ovin

C'est le rapport Shackleton qui a été à la source de tous les pronostics sur les richesses des Malouines.

La pêche

En 1982, les ressources provenant de la pêche existent aux Falkland, mais elles ne sont pas substantielles, c'est la production de la laine de mouton qui assure l'essentiel des revenus. En 1986, la « Falkland Islands Development Corporation » a été créée, présidée par Sr. Gordón Jewkes, elle se substituait à la « Stanley Fisheries limited ».

A cette époque, l'Argentine présenta des protestations auprès du gouvernement britannique pour s'élever contre l'appropriation par le gouvernement des Falkland, de la gestion de la vaste zone de pêche et des ressources qui y sont liées.

“Desde 1986, los isleños venden permisos para operar en la zona de exclusión, aunque algunos de esos recursos ictícolas, como el calamar Illex, migran desde aguas argentinas hacia las Malvinas. Los ingresos por la venta de esas licencias, el 75% destinadas a esta especie, resultaron un negocio millonario que posibilitó a los pobladores de la islas alcanzar un PBI per cápita de 32.000 dólares anuales -el más alto del continente americano- y dejar de

dependen económicamente de Londres. Las licencias suman unos 40 millones de dólares por año, según cifras oficiales de las islas.⁶

Cela a permis d'enrichir considérablement les habitants et le gouvernement des Malouines.

Au même moment, les associations écologistes ont protesté contre les pratiques de pêche à outrance, car de nombreux manchots sont morts de faim. En 1982, les Falkland abritaient une colonie de six millions de manchots, d'ailleurs les soldats britanniques ironisaient en disant qu'ils étaient venus libérer "2000 habitants, 6 millions de manchots et 800 000 moutons". Toutefois en 2001, seul un million de manchots subsistait.

Cette baisse est le résultat de la famine de masse des adultes pingouins en 1986, couplé avec la faim excessive de poussins et des jeunes chaque année depuis, de sorte que les adultes meurent de causes naturelles et ne sont pas remplacés. Cette famine des adultes et des poussins, et le déclin des populations des manchots, a commencé avec la création de la pêche commerciale dans les îles Falkland (et pas seulement depuis que la pêche commerciale est devenue réglementée en 1988). On peut également souligner que les Malouines attirent de plus en plus de touristes (les croisières arctiques se développent considérablement) et ce sont les manchots qui ont fait la réputation des îles.

C'est le Gouvernement des Îles Falkland, Département des pêches de calmars, qui gère les stocks de poissons par l'enregistrement des captures par unité d'effort. Comme la pêche commerciale est intensive, l'abondance des espèces est en baisse, les chalutiers prennent alors plus de temps pour attraper la même quantité de nourriture.

Les manchots se nourrissent des mêmes calmars et de poissons pêchés par les chalutiers, ils souffrent donc de cette baisse des prises et sont obligés de dépenser plus d'énergie pour attraper les aliments nécessaires pour eux-mêmes et leurs poussins.

Ces écosystèmes étant des zones relativement fragiles, il convient de tenter de les protéger, toutefois les intérêts économiques en jeu sont trop sérieux pour être discutés.

L'importance de ces îles pour les deux pays est liée au pétrole dans les eaux territoriales des Malouines, ainsi que les zones de pêche, dont le cadre est désormais fixé par des licences comme pour le Japon, la Pologne et l'Espagne.

⁶ *La Nación*, 22 diciembre 2005, pagina 6.

Treizième partie - Les enjeux économiques sont-ils déterminants dans l'expansion du conflit?

Les tensions sont d'autant plus fortes que la manne financière est énorme. Elles sont encore accrues lorsqu'en 1994, la Grande-Bretagne a permis l'extension de la zone de pêche à une zone 850 milles.

Cela au moment où la Grande-Bretagne faisait valoir qu'ils protégeaient le calamar contre une exploitation à outrance.

Cette décision fut fortement critiquée par les Argentins, parce qu'ils pêchaient le calamar en grande quantité (en rivalité avec les pêcheurs asiatiques). Pour eux, cette décision était tout d'abord politique, elle n'avait pas de buts environnementaux. C'est pourquoi, en 1994, l'Argentine a modifié sa constitution, et elle a aussi étendu ses zones de pêche au bord des Malouines.

La revendication des eaux environnant les Malouines est également motivée par la nécessité d'obtenir davantage de souveraineté dans l'Antarctique. Cette région encore inexploitée pour les minéraux est fortement revendiquée en raison des profits potentiels. La Grande-Bretagne réclame pour sa part cette région du monde depuis le début du 19^{ème} siècle.

Les eaux des îles Falkland sont très riches en calamar, la pêche de ce dernier permet aux habitants d'en retirer des profits substantiels. Cela dans la mesure où le calamar est un plat qui reste apprécié dans de nombreux pays et de nombreuses cultures. La pêche représentant aujourd'hui pour les Malouins plus de 60 % des revenus des habitants de cette région.

Les Argentins pour attaquer les Britanniques ont rapporté les propos du rapport Shackleton :

“El informe Shackleton, que se ocupo de hacer un elevamiento completo de las posibilidades económicas del archipiélago también trato del tema de la pesca. Los mares que rodean a las islas Malvinas son la mayor fuente virgen de proteínas del mundo. En realidad, la pesca podría muy bien superar todas las actividades económicas, existentes o planeadas, de las islas y agregaba la estimación de que la explotación de esas zonas pesqueras dentro de un radio de 200 millas en torno de las islas "podrían" tener un rendimiento dos veces superior a la pesca actual mundial. Este informe económico es de 1976. En octubre de 1986, el gobierno británico declaro su jurisdicción de 150 millas en torno de las Malvinas.

En la misma fecha de octubre de 1986 se creo la, presidida por el, empresa que a su vez estableció como subsidiaria a la "" con la

cual comenzó la pesca en gran escala ya que se trata de una firma dedicada especialmente a la captura de centollas y entre sus planes se halla la posibilidad de establecer el cultivo del salmón en la bahía del Corro, en el oeste de las islas.⁷”

Les Argentins s'insurgent devant la main mise des Britanniques sur les îles, dans la mesure où pour eux, les Britanniques se sont approprié des richesses qui ne leur appartiennent pas. Pour eux, l'appropriation des richesses des Falkland sont une condition suspensive pour toute future négociation, de ce fait, le gouvernement argentin, réitère régulièrement des menaces.

"En numerosas oportunidades se informó al Reino Unido que se rechazaría cualquier pretensión de adoptar medidas en forma unilateral que afectaran los recursos pesqueros en los espacios marítimos circundantes a las Malvinas y que la misma tendría un impacto negativo sobre la cooperación bilateral en materia de conservación pesquera en el ámbito de la Comisión de Pesca del Atlántico Sur", comprendida bajo paraguas de soberanía.

Además, se reafirman los legítimos derechos de soberanía sobre las islas y los espacios marítimos circundantes.⁸”

Bien entendu, les Britanniques n'ont que faire de ces menaces, puisque les îles sont toujours sous la protection d'une garnison et qu'ils ont les faveurs des autres nations dans ce conflit.

Seules les Nations Unies sont favorables à des négociations et à une solution négociée pour le conflit, mais son rôle n'étant pas coercitif, cela n'influe pas sur le gouvernement britannique dont les intérêts économiques dans ces zones sont trop importants pour être abandonnés.

Les navires pêchent environ 200 000 tonnes de poisson par an qui sont destinées pour l'Europe et l'Extrême-Orient (principalement le calamar). Les revenus provenant de la pêche ont diminué depuis 2002, dans la mesure où la pêche est moins prolifique ; au plus haut, on comptait environ 20 à 25 livres par tonne, alors qu'actuellement ils avoisinent les 12 à 15 livres par tonne. La pêche a aussi été fermée plus tôt pour favoriser la reproduction et protéger les stocks.

⁷ De Vita Alberto A, *Malvinas/82, Como y por qué*, Instituto de publicaciones navales, Buenos Aires, 1994.

⁸ La Prensa, 5 de junio 2001.

Le nombre de navire de pêche est aussi limité. De même que la taille de la maille des filets. Les informations concernant les ressources pêchées sont collectées chaque jour auprès des vaisseaux.

Pour lutter contre la pêche illégale, le gouvernement des Falkland s'est équipé d'un avion et de navires de garde-côtes qui sont chargés d'assurer la surveillance des sites.

De même le gouvernement pour préserver cette ressource inestimable favorise le développement des fermes marines et de l'aquaculture.

En 2005, une révision majeure de la loi sur la pêche de 1986 a eu lieu, elle permet d'inclure la pêche malouine dans le système international. Elle a aussi permis au gouvernement des Falkland de gérer et d'être capable de réguler par ses propres moyens la pêche.

L'élevage ovin

Les moutons malouins font parfois les gros titres de l'actualité locale des Falkland notamment lorsque l'un d'entre eux « saute sur une mine », ravivant au passage les écueils de la guerre.

Pendant plus d'un siècle, l'élevage des moutons a structuré l'identité économique de l'archipel, l'économie des Falkland était essentiellement basée sur l'agriculture et presque essentiellement sur les ovins. A tel point que le mouton figure sur le drapeau⁹ des Malouines, c'est un symbole.



Drapeau des Falkland

Les récoltes fournissent le fourrage d'hiver et la laine est expédiée en Grande-Bretagne.

Elle existe toujours, grâce aux excellents pâturages, mais l'activité est aujourd'hui en déclin, car elle est trop concurrencée par les pays émergents. Elle est également délaissée parce qu'elle n'est pas suffisamment rentable en rapport avec les autres activités (pêche et tourisme).

⁹ Adopté en 1948, il est bleu avec le drapeau anglais, dans un médaillon, il y a un mouton avec un navire *Désire* qui fut le premier bateau à accoster..

Les Malouines comptaient un cheptel de 600 000 à 800 000 moutons, exploités par environ 36 fermes (avant 1979). Les prairies s'étendaient sur 1,140,500 hectares. Mais le gouvernement des Malouines a impulsé le développement des coopératives agricoles, de ce fait, les fermes ont augmenté pour atteindre le nombre de 88. La taille moyenne des exploitations est d'environ 10 000 hectares et compte 6 400 moutons.

Mais en 1987, la vente des licences de pêche est devenue la ressource majeure pour les îles. Bien que l'élevage de mouton soit resté la meilleure forme d'exploitation sur la terre ferme.

Les possibilités d'exploitation sont limitées compte tenu des conditions hostiles (sol pauvre, les vents violents, les températures très nettement inférieures à zéro, etc.), l'élevage ovin restait l'une des meilleures possibilités aux Kelpers.

En 1991, quatre fermes concentrent 25% de l'activité ovine. Elles concentrent 308 000 ha et 180 000 moutons.

Chaque année, la production de laine avoisine les 2200 tonnes. Les espèces représentées sont les Polwarth et des Corriedale.

Les moutons sont aussi exploités pour leur viande, celle-ci est à destination quasi exclusive de la Grande-Bretagne et de l'Europe. En mai 2003, le « Sandy Bay Abattoir », nouvellement construit en 2002 exporta pour la première fois sa viande à destination de la Grande-Bretagne. En 2005, le nombre de têtes exportées auprès du marché européen fut de 23 000.

La promotion des produits issus des ovins est commercialisée avec l'étiquette de produits naturels (les éleveurs kelpers utilisent très peu d'engrais chimiques, d'autant que ces produits sont trop onéreux à importer). D'ailleurs nombre de fermes bénéficient de l'étiquetage « agriculture biologique ».

L'objectif management de l'agriculture des Malouines est de se développer le plus possible au sein des programmes de développement. Le département d'agriculture développe les services vétérinaires, ainsi que les laboratoires d'analyses agricoles afin de mieux la contrôler.

XIV) La diplomatie pendant la guerre des Malouines

- I - La diplomatie du 2 avril au 22/24 avril 1982
- II - La diplomatie du 24 avril au 14 juin 1982
- III - L'Organisation des Nations Unies pendant le conflit
- IV - La problématique de l'autodétermination et des Kelpers
- V - La stratégie diplomatique de la Junte

Préambule

Les médiations et les propositions de résolution de conflit pendant la guerre ont été nombreuses et de toutes origines : l'ONU, les Etats-Unis, le Pérou, et des deux belligérants eux-mêmes. On constate globalement deux étapes dans la diplomatie.

La première prend fin vers le 22 avril, lorsque la flotte britannique arrive sur les lieux. On constate que les Argentins ont très à cœur de trouver une solution pour éviter le conflit armé. Partie de Portsmouth le 5 mai 1982, la force d'intervention commandée par l'amiral Woodward arrive sur la zone le 24 avril. Dès le 25, elle réoccupe les îles de Géorgie du Sud, à 1000 km au sud-est des Falkland, qui vont servir de base avancée.

La seconde prend fin avec la reddition argentine, cette période est marquée par le refus très net de la Grande-Bretagne d'accepter les négociations.

Chapitre 1

La diplomatie du 2 avril au 22/24 avril 1982

Le 2 avril, comme il était à prévoir, lorsque l'annonce est faite de l'invasion des Falkland, la Grande-Bretagne rompt ses relations diplomatiques avec l'Argentine. Dès le 3 avril, débutent les négociations entre l'Argentine et la Grande-Bretagne arbitrées par Alexander Haig. Parallèlement, le conseil de Sécurité de l'ONU vote la résolution 502¹ qui demande la cessation des hostilités, le retrait des troupes argentines, la reprise des négociations. Le 5 avril, en Angleterre sous l'effet de la bombe que représente l'invasion argentine, Lord Carrington doit démissionner, il est remplacé par Francis Pym. Le 6 avril, alors que la Grande-Bretagne annonce qu'elle va prendre des mesures économiques coercitives à l'encontre de l'Argentine, ce sont les Etats-Unis qui proposent une mission de « bons offices » orchestrée par Alexander Haig, celle-ci s'achèvera le 28 avril. Le même jour, la France, l'Allemagne Fédérale et le Canada annoncent des mesures d'embargo pour les armes à destination de l'Argentine. Ils sont rejoints le 7 avril par la Belgique et les Pays-Bas, tandis que le Pérou, le Nicaragua ainsi que la Bolivie apportent leur soutien moral à la nation hispanophone. L'Italie après maintes hésitations, rejoint à son tour, le 9 avril, les pays qui ont décidé l'embargo à l'encontre de l'Argentine.

De son côté, l'Argentine assiste à une défection du côté de l'OEA qui s'ajourne jusqu'au 12 avril, tout en refusant de jouer un rôle dans le conflit. Le jour suivant, les dix de la CEE s'unissent pour décider de l'embargo sur les importations argentines. La décision effective pour un mois sera reportée jusqu'à la fin de la guerre. C'est un coût dur pour l'économie argentine qui exporte ses matières premières vers l'Europe.

Contre toute attente, le Canada et la Nouvelle-Zélande décident d'étendre eux aussi l'embargo aux importations argentines.

¹ Annexe 4

Dans le même temps, le 13 avril, ce sont les chaînes de télévisions américaines qui donnent le coup de massue aux ambitions argentines, en annonçant que le gouvernement américain apportait un soutien logistique et tactique à la Royal Navy (ravitaillement de carburant, des relevés d'information de renseignements, etc.). Les ministres de l'OEA rendent publiques leur absence de prise de décisions dans le conflit. C'est pourquoi, une semaine plus tard, la Junte demande une réunion des pays membres de l'OEA. Dans ce cadre, 18 pays sur les 21 signataires approuvent un processus qui risque de mondialiser le conflit.

Chapitre 2

La diplomatie du 24 avril au 14 juin 1982

L'organisme de consultation de l'OEA se réunit les 26 et 27 avril. Alors que le 22 avril, les Etats-Unis qui font partie de l'OEA reconnaissent par la voix du Pentagone qu'un second navire a approvisionné un navire de guerre britannique, le 27 avril, ce dernier confirme également que les Etats-Unis ont apporté une aide logistique à la Grande-Bretagne. Devant l'aggravation du conflit, la Grande-Bretagne demande le 24 avril à ses ressortissants de quitter le sol argentin. Devant l'escalade du conflit et l'investissement grandissant des Américains en faveur des Britanniques, les exilés américains seront également rapatriés aux Etats-Unis, le 5 mai.

Le 28 avril, un vote de l'ONU intervient en faveur de la reconnaissance de la souveraineté de l'Argentine sur les Malouines, mais l'Organisation demande l'application de la résolution 502. Une nouvelle proposition de règlement du conflit intervient par le biais des Etats-Unis, mais celle-ci est refusée. Deux jours plus tard, les Etats-Unis se rangent officiellement du côté des Britanniques, ils suspendent l'ouverture de crédits destinés à l'Argentine. C'est un dur revers pour la diplomatie argentine, en cela, elle a le soutien de l'OEA qui proteste contre le ralliement américain aux Britanniques. Devant cette défection, l'Argentine trouve de nouveaux alliés, particulièrement auprès de Cuba et d'Israël qui lui vendent des armements. Israël annonce d'ailleurs publiquement début mai, qu'elle entend honorer les contrats d'armements précédemment signés avec l'Argentine.

L'Argentine trouve aussi des soutiens auprès du Venezuela qui annonce le boycott des navires marchands britanniques et son souhait de réviser le contrat d'armement passé avec la couronne britannique pour les avions d'entraînement Hawk. La Bolivie déclare également qu'elle se tient prête à intervenir militairement sur la demande des Argentins. Le Mexique et le Brésil apportent quant à eux leur soutien moral à l'Argentine.

Alors qu'en Europe, le Conseil de l'Europe se réunit pour apporter son soutien moral à la Grande-Bretagne, et que le Canada se déclare prêt à apporter son aide à l'Angleterre pour les transmissions, les Etats-Unis proposent à la Royal Army de mettre à sa disposition leurs avions cargo C 5A Galaxy et C 141 Starlifter pour l'aider dans le ravitaillement en matériel tout en essayant de continuer à trouver une solution négociée.

Toutefois, le 2 mai, lorsque le *Belgrano* est coulé, l'opinion internationale unanime condamne cet acte. Pour la première fois, l'Argentine se voit reconnaître le rôle de victime.

Dans cet épisode, le député travailliste Tom Dalyell a accusé Thatcher à la Chambre des communes, d'avoir donné l'ordre de torpiller le navire dans le but de faire échouer la mission de paix du gouvernement péruvien. Selon ce député britannique, la marge de popularité du Premier ministre était très réduite et elle a cherché à l'augmenter, ceci en prévision des élections de 1983, le meilleur moyen étant de parvenir à une victoire dans l'Atlantique Sud. Mme Thatcher a indirectement confirmé ces accusations en interdisant la publication de « *the Conqueror's log book* », en le classant comme Top Secret.

Un plan de paix est proposé par le Pérou, par l'intermédiaire du secrétaire général de l'ONU, Perez de Cuellar, mais ce dernier n'aboutira pas plus que les autres tentatives. L'ONU poursuit ses tentatives de négociations jusqu'au 19 mai, sans succès.

Tactiquement, on constate que les Britanniques améliorent leur réseau, puisqu'ils utilisent Dakar, comme escale pour gagner l'île de l'Ascension. Dans le même temps, ils sollicitent le concours des avions ravitailleurs en vol KC 135 de l'US Air Force.

Le 14 mai, les Etats-Unis réinvestissent les négociations, une barrière est levée, car les Argentins ne posent plus comme préambule aux négociations la reconnaissance de leur souveraineté sur les îles.

Le 17 mai, des dissensions se font au sein de la CEE, dans la mesure où lors de la reconduction de l'embargo argentin, l'Irlande et l'Italie ont voté contre. Ils reconduisent toutefois l'embargo, celui-ci est réexaminé le 24 mai, bien que l'Irlande et l'Italie continuent de se désolidariser de ces mesures, l'embargo est prolongé pour une période indéterminée.

Le 21 mai, on assiste au retour du Conseil de Sécurité de l'ONU sur la scène diplomatique. La Grande-Bretagne est condamnée à l'ONU par le Pérou, la Bolivie, le Paraguay, l'Uruguay, le Venezuela, le Panama, le Salvador, le Honduras, le Mexique. Alors que l'Espagne, le Guatemala, la Colombie et l'URSS adoptent une position plus discrète.

Le 24 mai, lors d'une réunion onusienne, chacun y va de ses propositions, le Brésil propose un cessez-le-feu immédiat, l'Irlande une trêve de 72 heures. Dans le même temps, l'Argentine souhaite la convocation d'une réunion du TIAR.

Le lendemain, les Etats-Unis, craignant une victoire trop écrasante de la Grande-Bretagne, mettent en garde leur allié, alors que ce dernier n'envisage que deux alternatives au conflit : soit les Argentins capitulent, soit ils évacuent les îles de leur propre chef. Ces mises en garde n'entachent toutefois pas les relations qui unissent les deux alliés, d'autant que les Etats-Unis continuent à apporter leur soutien logistique (4 pétroliers américains participent au ravitaillement de l'île de l'Ascension).

Le Conseil de Sécurité de l'ONU pressentant l'imminence de la victoire britannique par la force, prend la résolution 505², en demandant à son Secrétaire général de reprendre une mission de conciliation et de lui rendre compte de cette dernière dans les 7 jours (cette mission entre également dans le cadre de la résolution 502).

Le 27 mai, l'organisme de consultation du TIAR adopte une résolution. Celle-ci condamne la Grande-Bretagne, demande aux Américains de cesser d'apporter leur aide militaire à leur allié. 17 pays ont voté cette résolution, bien entendu les Etats-Unis se sont abstenus, de même que le Chili, ainsi que Trinité-et-Tobago.

Contre toute attente, le 28 mai, le Pentagone annonce qu'il a livré à la Grande-Bretagne des missiles Hawk, des missiles AIM 9L Sidewinder et des plaques perforées d'aérodrome afin de rétablir un pont aérien sur le terrain d'avion de Goose Green.

L'Argentine ayant quant à elle, peu de moyens d'influence, tente de montrer sa volonté, elle interrompt notamment ses liaisons civiles et aériennes avec la France, la République fédérale Allemande et les Pays-Bas. Ces dernières seront donc interrompues jusqu'au 30 juin.

Alors que le Secrétaire général de l'ONU tente toujours de trouver une solution négociée au conflit, Margaret Thatcher lui rétorque :

“Pour éviter une défaite les Argentins doivent évacuer totalement et inconditionnellement leurs troupes. Sans cet engagement ferme, il ne peut y avoir de cessez-le-feu”.

On ne peut être plus explicite. Elle oppose de la sorte une fin de non retour à une fin du conflit négociée. Le Secrétaire général de l'ONU ne peut d'ailleurs que reconnaître son échec lors de la réunion du Conseil de sécurité à laquelle il devait rendre compte de ses avancées diplomatiques.

² Annexe 5.

Également, on peut noter le 3 juin que les pays non alignés font également entendre leur voix, plus précisément leur condamnation à l'égard de l'intervention militaire britannique.

Le 4 juin, le Conseil de Sécurité de l'ONU repousse un projet de résolution réclamant un cessez-le-feu immédiat avec le commencement d'application des résolutions 502 et 505. Deux pays posent « naturellement » leur veto : les Etats-Unis et l'Angleterre ; Quatre pays s'abstiennent : la France, la Jordanie, le Togo, et le Guyana ; Neuf pays votent pour : l'URSS, la Chine, la Pologne, l'Espagne, l'Irlande, le Zaïre, l'Ouganda, le Japon et le Panama.

Le 9 juin, la France décide également de ne plus fournir de missiles Exocet au Pérou, avant la fin du conflit, de crainte que le Pérou ne serve d'intermédiaire pour livrer des armes à l'Argentine.

Nous constatons que plus la fin de la guerre est proche, plus les négociations et tentatives de négociations sont rares.

Chapitre 3

L'Organisation des Nations Unies pendant le conflit

L'ONU joue le rôle de médiateur, et essaye de convaincre les deux parties de résoudre le conflit par la voie pacifique. Aussi l'annonce du débarquement faite, Londres fit appel au Conseil de Sécurité de l'ONU, et ce dernier condamna l'Argentine.

Le personnage, le plus important pour ces négociations est le secrétaire d'Etat Alexander Haig, même s'il ne fait pas partie des Nations Unies, il joua un rôle prépondérant au sein de l'organisation, d'ailleurs lorsque sa médiation a commencé à s'essouffler que l'ONU a pris réellement le relais.

Les idées concernant la résolution du conflit abondent, par exemple le 13 avril, Alexander Haig déclare « *j'apporte quelques idées qui ont été développées sur la base de la résolution 502 du Conseil de Sécurité des Nations Unies* ». Cette résolution consiste en quelques articles, elle demande l'arrêt des hostilités, réclame le retrait des forces argentines de l'archipel des Malouines (condition préalable requise par Margaret Thatcher pour entamer des négociations sur la souveraineté des îles Malouines, l'Argentine ne se pliera pas à cette requête) et une solution diplomatique au conflit.

Le samedi 3 avril, dans la soirée, le Conseil de Sécurité des Nations Unies approuve la résolution présentée par la Grande-Bretagne par dix voix contre une (celle du Panama) et de quatre abstentions (dont l'URSS et l'Espagne). Cette résolution n°502 exige le retrait prompt de toutes les forces armées argentines des îles Malouines et appelle les gouvernements britannique et argentin à rechercher sans délai une solution.

Cette résolution votée au Conseil de Sécurité constitue une totale défaite diplomatique pour l'Argentine.

Cette résolution est d'autant plus décevante pour les Argentins dans la mesure où le Zaïre, la Guyane, l'Ouganda, la Jordanie et le Togo appartenant tous au groupe des pays non alignés ont voté positivement, ce qui est un échec total, l'Argentine se sent alors relativement « isolée ». L'amertume est plus grande encore devant l'abstention soviétique car les deux pays entretiennent depuis quelques années des relations suivies et la Junte avait espéré un soutien plus décidé des Soviétiques à l'ONU.

Dans ce cas particulier, il est clair que le vote est intervenu trop vite pour les Russes, traditionnellement « très lents » à prendre des décisions graves, ils n'ont pu se concerter et définir leur attitude future : de là sans doute, leur abstention. Cela ne les empêchera pas toutefois d'aider l'Argentine, en toute discrétion dans les semaines suivantes.

Lors de sa précédente visite à Londres (3 jours au préalable), puisque Alexander Haig faisait sans cesse les allers-retours entre Londres/Buenos Aires/Washington, il avait déclaré que les Britanniques paraissaient très déterminés.

Néanmoins, l'on s'oriente vers des solutions diplomatiques qui tendraient à satisfaire les deux parties, c'est-à-dire une solution de type Hong Kong ou d'un condominium³.

Mais ces solutions n'aboutissent pas, ce qui est facilement explicable dans la mesure où, comme l'a exprimé Margaret Thatcher, les négociations auprès de l'Organisation des Nations Unies perdurent depuis 1965, et ce n'est pas la présence de quelques militaires argentins qui va bouleverser cet aspect des choses.

Le 19 avril, le péril d'un affrontement entre la Grande-Bretagne et l'Argentine s'est considérablement accru, alors que la mission de « bons offices » du secrétaire d'Etat des USA semblait avoir rapproché les points de vue des deux pays. Cela paraît paradoxal, mais les relations anglo-argentines ont souvent été ponctuées de tels revirements.

Le deuxième voyage de M. Haig se déroule dans un climat très différent de celui qui régnait la semaine précédente. L'heure est davantage maintenant à la gravité. L'atmosphère est supérieurement pesante, puisque la *Task Force* est aux abords des Malouines, du fait les Argentins savent que le résultat des négociations sera prépondérant et pèsera pour la paix ou la guerre.

³ C'est le droit de souveraineté exercé en commun par plusieurs puissances sur un pays, comme celui par exemple celui de la France aux Nouvelles Hébrides.

Le jeudi 16 avril avait vu l'arrivée d'Alexander Haig sous de bons auspices puisque ce dernier avait affirmé dès sa descente d'avion qu'il ne repartirait pas les mains vides. Ces affirmations sont provoquées par les propres affirmations des gouvernements argentin et britannique :

« Tant le gouvernement argentin que le gouvernement britannique ont assuré le président des Etats-Unis que nous poursuivions nos efforts en vue de trouver une solution pacifique à cette crise (...) Nous devons faire un suprême effort pour résoudre ce problème ».

Lors de cette venue, Costa Mendez « tenta » de tenir compte des intérêts britanniques, c'est-à-dire il proposa à Alexander Haig, de tenir compte des intérêts britanniques, par exemple si les Anglais désiraient un port pour le réapprovisionnement de leurs bateaux, une projection sur l'Antarctique, ils auront tout cela, les Argentins vont même jusqu'à leur concéder une participation dans l'exploitation économique de l'archipel. On peut alors se demander quel intérêt la souveraineté des Malouines représente pour les Argentins, ils se contenteraient en quelque sorte de la position de la Reine d'Angleterre.

Au sortir de cette réunion, Alexander Haig affiche un sourire, mais le Comité Militaire devait encore se réunir pour apprécier l'évolution des négociations. Il semble que la volonté de Costa Mendez au sein de ce comité ne soit pas prépondérante dans la mesure où ce dernier se heurte largement aux résistances du commandant en chef de la Marine, l'Amiral Jorge Isaac Anaya. Ce militaire souligne l'aspect incongru de ces négociations, en effet comment expliquer aux Argentins qui ont unanimement applaudi à la reconquête des îles australes, que pendant un certain temps un gouverneur britannique siégera au côté d'un gouverneur argentin ? Ou que les Britanniques conserveront les îles Sandwich et la Géorgie du Sud ? Le comité militaire n'accepte pas les demi-mesures de Costa Mendez. L'échec de la médiation d'Alexander Haig est donc patent.

C'est donc au tour de la médiation onusienne de prendre le relais, mais celle-ci sera tout aussi inefficace, d'autant lorsque le 24 avril les Anglais reprennent « très facilement » les îles Sandwich et reconquièrent de cette façon un pied d'escale dans ces îles qui est un morceau de banquise, puisque plus de 70% de son territoire est congère.

Le secrétaire d'Etat aux Nations Unies est le Péruvien Javier Perez de Cuellar, son aide n'a pas été requise par les deux pays en conflit, il attend simplement qu'Alexander Haig trouve une solution, néanmoins, il se met à sa disposition.

Lorsque vers le 19 avril, Alexander Haig ne réussit pas à trouver une solution, le Conseil de Sécurité donne mission au secrétaire général Perez de Cuellar d'entreprendre une nouvelle tentative de médiation, mais il y a peu d'espoir, la mission est impossible, soit obtenir un cessez-le-feu dans les 7 jours.

Aussi les Argentins, lorsque l'échec de la voie militaire se fait le plus ressentir, recentrent leurs efforts sur la voie diplomatique, mais cela leur offre également des désillusions, celles-ci sont par exemple exprimées par le Général Galtieri dans *La Prensa*, 5 juin 1982 dont voici un extrait :

« La leçon d'hier : ne pas confier à l'Omu, des négociations, et ne pas se laisser aller à tenter la "vaine". Ce qui est arrivé hier au Conseil de Sécurité de l'Omu, et ce qui est ressortit des conversations entre le président Reagan et M. Thatcher, nous a apporté une leçon que, de toute façon, les événements précédents avaient annoncé. De façon que les événements les plus récents, nous rappelaient une situation connue. On constate une fois de plus l'inefficacité des Nations Unies et en particulier du Conseil de Sécurité. Il ne pourrait en être autrement. (...) Il est évident que ceux qui sont dotés du veto, font ce qu'ils désirent au sein du Conseil de Sécurité (...)»⁴.

Galtieri dans cet extrait critique fortement le fonctionnement des Nations Unies, en effet comment obliger le Royaume-Uni à parvenir à des négociations satisfaisantes alors que les Britanniques possèdent le droit de veto au sein du Conseil de Sécurité. Il n'y a donc aucune solution favorable à l'Argentine qui pourrait ressortir de l'ONU. C'est tout l'aspect incongru de ces négociations auprès des Nations Unies, il ne peut rien en sortir, seulement des péremptions, ou des avis, mais en aucun cas une solution diplomatique qui serait impartiale, pourtant le Général Galtieri n'abandonne pas ses efforts auprès de cet organisme international,

⁴ *La Prensa*, 5 de Junio 1982

par exemple dans *El Clarín* du 7 juin 1982, il tente de nouveau de surseoir à la fatalité de l'issue de ces négociations.

« Galtieri a envoyé un message au secrétaire général de l'Onu. Le gouvernement argentin a fait savoir au secrétaire général des Nations Unies, Javier Pérez de Cuellar, qu'il considérait toujours d'actualité le mandat octroyé par le conseil de sécurité au sujet de la résolution 505, en lui demandant de déployer tous ces efforts pour réussir un cessez-le-feu dans l'Atlantique Sud »⁵.

Il apparaît donc dans cet extrait que les vues du général Galtieri sur les Nations Unies s'avèrent exactes, puisque le projet latino-panaméen qui prévoyait un cessez-le-feu a été « brisé » par le veto anglais.

La colère de Galtieri est donc fondée.

Pendant et après le conflit des Malouines, le fonctionnement des Nations Unies fut donc remis en cause, néanmoins, les Argentins continuèrent à utiliser cette vitrine internationale pour exprimer leurs désillusions, de même pour exposer leurs vues sur le conflit, par exemple dans *La Prensa* du 23 juin 1982, Julio César Carrascales⁶ exprime ses pensées quelque peu polémiques vis-à-vis de la guerre des Malouines : son pays est victime d'une machination occidentale, qui vise à tester de nouveaux armements, d'où l'issue fatale du conflit :

« Naciones Unidas, 22. El conflicto de las Malvinas fue usado para probar "armas complejas cuya capacidad destructiva ha sido altamente incrementada por la aplicación de los últimos adelantos en tecnología militar" dijo hoy ante la ONU el embajador argentino, Julio César Carrascales »⁷.

Ces propos exprimés devant l'ONU traduisent beaucoup de dépit. L'Argentine a perdu ses illusions quant à la « reprise » des Malouines, elle se sent isolée d'un point de vue diplomatique, elle souffre d'une banqueroute économique politique et militaire, ses politiques « plongent », de même que leurs ambitions.

On peut dire que ce cas de figure de l'épilogue de la guerre des Malouines est la conséquence de son isolement diplomatique, notamment lors du premier vote de la Résolution 502, l'URSS n'est pas intervenue pour opposer son veto, seule dans l'Organisation des Nations Unies,

⁵ *El Clarín*, 7 de junio de 1982.

⁶ C'est l'ambassadeur argentin auprès des Nations Unies.

⁷ *La Prensa*, 23 de Junio 1982.

seule dans le TIAR et l'O.E.A., seule auprès des nations occidentales qui incorporent la CEE, c'est à peine si l'Italie et l'Irlande réussissent à faire entendre leurs voix.

Chapitre 4

La problématique de l'autodétermination et des Kelpers

En 1968, la nouvelle conduite adoptée par les Britanniques étaient de promettre, mais sans rien offrir de concret. Les négociations se prolongeaient et étaient interminables. Par ailleurs, ils soulignaient qu'aucune décision ne pouvait être prise sans l'avis des Kelpers. Ces derniers n'avaient jusqu'alors, jamais participé à une quelconque négociation.

Par ailleurs, c'est seulement lors de la ronde de New York en février 1982, qu'un falklandais s'assaya à la table des négociations.

Compte tenu du fait des intérêts anglais dans les îles, il n'était pas difficile de déterminer la position des Falklandais, comme le souligne Méndez Costa Nicanor :

“Por otra parte, no es difícil anticipar la decisión de los habitantes de las islas. Ella es por demás conocida, esta manipulada por la compañía monopoliza y por los intereses representados por el Committee de las islas; nadie necesita consultar esos deseos para saber en qué consisten. El resultado de la encuesta estaba y esta a la vista; estaba y esta proclamado de antemano. Los británicos sabían y saben que si lograban minar la resolución 2065 o debilitarla, el caso estaba ganado; sabían y saben también que, en cambio, si la resolución mantiene su plena vigencia y la Argentina exige su respeto y cumplimiento, tarde o temprano deberán reconocer la soberanía argentina sobre las islas. Esta cuestión constituye el fondo del problema actual⁸.”

Environ 800 personnes travaillaient pour la couronne britannique, que pouvait leur offrir une nation de second rang ?

⁸ Méndez Costa Nicanor, *Malvinas, esta es la historia*, Editorial Sudamericana S.A., Buenos Aires, 1993. 335 paginas. Biblioteca Mitre, Buenos Aires. Côte: 214-4-96. Pagina 47

De ce fait, les Anglais en argumentant sur ce thème, savaient parfaitement que les Kelpers leur seraient favorables.

Toutefois, la question de l'autodétermination des Falklandais avait déjà été posée auprès de l'ONU. L'organisation internationale avait déjà statué en faveur des Argentins, les Kelpers étant pour la plupart d'origine anglaise ou écossaise, très peu n'avaient pas de lien filial avec un parent proche de nationalité britannique autochtone originaire des îles, de ce fait, ils n'avaient pas ce droit.

Chapitre 5

La stratégie diplomatique de la Junte

Le gouvernement du général Galtieri était considéré comme un allié des Etats-Unis pour sa politique interne de lutte contre la subversion, et pour sa politique extérieure d'appui aux forces qui combattaient le gouvernement sandiniste du Nicaragua.

Pour cette raison, l'invasion des Malouines et la décision d'affronter la Grande-Bretagne, le principal allié stratégique des Etats-Unis, constituait un contresens difficile à expliquer et à soutenir.

L'Argentine avait déjà tenu, en matière de diplomatie, de nombreuses positions ambiguës et contradictoires, ce qui générait le manque de confiance envers les gouvernements étrangers. La conduite du gouvernement militaire n'allait certes pas contribuer à renforcer cette confiance.

Pendant les décennies consécutives aux Malouines, la politique extérieure argentine a continué à expérimenter les « vaivenes⁹ », bien qu'évidemment moins dramatiques.

Pendant le gouvernement de Raul Alfonsin, on chercha un « contrepoids » à l'influence des Etats-Unis à travers un rapprochement auprès de l'Europe, et de même avec le Brésil avec l'accord d'intégration.

Le gouvernement de Carlos Menem donna une nouvelle impulsion avec sa politique de « alineamiento¹⁰ » automatique, lequel fut maintenu en grande partie par le gouvernement de l'Alliance.

Autant donc dire, qu'il n'y a donc aucune stratégie de la part des militaires en matière diplomatique. La soudaine invasion des Malouines par la force en est la preuve évidente.

⁹ Trad. « les va-et-vient ».

¹⁰ Trad. « d'alignement ».

On peut donc conclure que sur le plan diplomatique, la Grande-Bretagne est appuyée par les pays de la CEE, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande, tandis que l'Argentine est soutenue par les pays du Pacte andin (pays d'Amérique du Sud), Panama et Cuba. Après que l'URSS eût accordé son soutien à l'Argentine, les États-Unis s'allièrent à la Grande-Bretagne, malgré les protestations des pays latino-américains exigeant que Washington se conforme aux clauses du Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque contre toute agression extérieure. À la fin d'avril, toutes les chances d'un règlement diplomatique se sont évanouies et l'affrontement paraît inévitable.

XV) La gestion du conflit après les hostilités

I - Les réactions argentines « immédiates »

II - Les réactions occidentales

III - La réaction des pays sud-américains

Chapitre 1

Les réactions argentines « immédiates »

« L'Argentine a perdu une bataille mais pas la guerre »

Tout en gardant leur esprit de revanche, c'est en ces termes que nous pouvons mesurer la perception de la défaite et mesure le désarroi des Argentins. Un article du 14 juin de *El Clarín* reprenait assez bien cette idée :

« Afirmación de Saint Jean. “Si retornan las Malvinas seguiran las hostilidades”. La Argentina no se ira de las Islas Malvinas “aun cuando tenga que luchar toda su vida para guardarlas en su patrimonio”, declaro el ministro argentino del interior, general Alfredo Saint Jean, entrevistado por el canal privado británico ITV. En caso de reconquista de las islas, “creo que la Argentina trataría de recobrarlas continuamente y por todos los medios”, agrego. “Recurriríamos a operaciones de hostigamiento y, en cuanto fuera posible, volveríamos a desembarcar”. También opino Saint Jean que desde, el punto de vista militar, “las condiciones favorecen a la Argentina” a causa de su proximidad al archipiélago. Insistió en que su gobierno sigue “dispuesto en todo momento a hacer cuanto sea posible por encontrar un arreglo diplomático”, pero agrego que la “la retirada de las fuerzas británicas seria una condición esencial” para las negociaciones. El ministro argentino fue entrevistado durante el programa informativo semanal Week-end world.¹»

¹ *El Clarín*, 14 juin 1982.

Depuis lors, on peut dire que Saint Jean, avait vu juste, car l'Argentine n'a jamais renoncé à réclamer l'archipel des îles Malouines.

Aussi d'un point de vue un peu plus polémique, dès la fin du conflit, l'Argentine prétendit par la voix de son ambassadeur auprès de l'ONU, Julio César Carrascales, que la guerre des Malouines avait été mise à profit pour tester de nouvelles technologies militaires.

La réaction de la population argentine

Après l'annonce de la reddition des troupes argentines aux Malouines, il y eut de multiples incidents violents dans la capitale argentine. Tout près de la Casa Rosada et de la place de Mai quelques centaines de manifestants étaient venus réclamer des armes pour aller se battre aux Malouines et demander au gouvernement de ne pas s'incliner devant les Britanniques.

Déjà, le journal *El Clarín* du 23 avril 1982 donnait le ton de l'état d'esprit de la population devant la situation :

“¿Ganamos o perdemos? Es la gran pregunta de la calle. Es la gran respuesta que SOMOS intenta dar. ¿Como? A través de una historia secreta de las negociaciones entre Haig y el Gobierno argentino. Y de otras claves : cuales es la verdadera misión de Francis Pym en Washington. Por qué Argentina invocó al TIAR. Qué se puede esperar de los 21 miembros del tratado. Por qué Perú y Canadá estarían en las negociaciones. ¿Tendrá que elegir Estados Unidos entre sus socios de la OTAN y de la OEA? Por qué fuentes de inteligencia brasileña afirman que la flota inglesa navega en marcha muy lenta. Qué puede pasar si llega al arca de las Malvinas. Como pesa en el conflicto el tablero político inglés. Hasta donde llegaran las buenas relaciones de los políticos argentinos con el gobierno. Toda una edición dedicada al tema para contestar la gran pregunta: ¿Ganamos o perdemos ?²”

La déconvenue des Argentins était très forte à travers tout le pays. L'orgueil national avait été revigoré lorsque l'annonce de l'invasion avait été déclarée, mais l'annonce de la défaite est ressentie comme un véritable cataclysme.

² *El Clarín* du 23 avril 1982.

Une nation bafouée : la population déçue et revancharde

Au lendemain des négociations de Menéndez, les Argentins sont terriblement déçus, la consternation règne.

Jusque là, les informations diffusées par le gouvernement n'annonçaient pas de catastrophe pour les Argentins et surtout pas la défaite. L'annonce de celle-ci fut sans préalable, rien ne présageait ce revers, les Argentins étaient « consternés ».

La population de Buenos Aires est appelée au soir de la défaite à venir sur la place de mai, non loin du Palais Présidentiel, pour écouter le chef de l'Etat, le général Galtieri, qui devait s'adresser à la population depuis le balcon de la Casa Rosada.

Depuis le début de la soirée, plusieurs milliers de personnes étaient réunies aux abords scandant des slogans hostiles à la reddition ainsi qu'à la Junte militaire. Depuis la reddition, les Argentins avaient dû se contenter de quelques communiqués (quatre), pendant la diffusion du match Brésil/URSS, notamment de celui qui annonçait la perte de Port Stanley.

En perdant la bataille de Port Stanley, les Argentins ont perdu la guerre des Malouines.

Les Britanniques ont été catégoriques à propos des négociations, il est hors de question de négocier, les Malouines sont britanniques, il ne saurait être question de leur donner leur indépendance, si ce n'est l'indépendance économique, afin qu'elles parviennent à rentabiliser leur production.

Depuis la fin de la guerre, il est clair que les Argentins n'ont pas fait leur deuil. Ils restent très attachés aux Malouines. Pour eux, c'est comme une illusion perdue. Ils restent convaincus que les îles Malouines sont argentines, et qu'ils sont victimes d'une usurpation.

Chapitre 2

Les réactions occidentales

La réaction britannique

Dès le 15 juin 1982, Margaret Thatcher annonçait fermement qu'elle ne négocierait pas avec l'Argentine à propos des Falkland.

Elle prononça ce discours devant les parlementaires, lorsqu'elle les informa de la reddition totale de l'Argentine.

Elle leur dit qu'elle refusait toute possibilité d'initiative de négociation auprès de l'ONU.

Le représentant de l'opposition, Michael Foot, après l'avoir félicitée, lui demanda si elle comptait discuter avec l'Argentine :

« Mr. Michael Foot

The Opposition at once wish to join in the thanks and congratulations that the right hon. Lady has given to the Service men and their commanders on the way in which they have discharged their duties throughout these dangerous weeks. We wish that to be emphasised at the outset.

The relief that the House felt and expressed last night when it first heard the news derived partly from the belief that we had been able to avoid not merely the hideousness of a bloody battle at Port Stanley but also the consequences of such a battle. That sense of relief was rightly expressed, and we wish to express it once again.

Even so, as the right hon. Lady emphasised in her final remarks, there have been severe casualties for this country that affect some of our great naval ports such as Plymouth and Portsmouth. There have been severe casualties affecting other places as well. In addition, there have been severe casualties

among the Argentine forces. I am sure that we are all concerned about them, too. However, the sense of relief is very great, and we are all grateful for the fact that the bloodshed is now coming to an end.

I hope that we shall have a further statement soon on the casualties when the right hon. Lady has received the further details to which she referred. In the meantime, we extend our deep sympathy to all the families who have suffered the consequences of the casualties and express our determination - I hope, the determination of the House of Commons - that proper ways should be found to assist those families and those who have been afflicted by what has happened.

I do not expect the right hon. Lady to deal now with questions about the future, nor do I think that this is the best time to do so. There is bound to be an interval during which we shall deal with the immediate position on the islands, and that interval is bound to mean that normal operations cannot be envisaged. However, it would be right for the right hon. Lady at an early date to express a view about the future. I do not say that she should describe the whole future, but she should give some commitments about it. In our view, it is not possible for the British Government to contemplate that over the years ahead they alone can deal with these matters.

The right hon. Lady said in her statement "I do not exclude the possibility of associating other countries with their security". That is a modest statement of the requirement. I believe that she will have to go considerably further than that, in the interests of the islanders and of the security of the islands. I do not believe that it is possible for the Government to exclude much greater consultations with other countries. Indeed, we are bound to do so under the resolutions that we have signed. I therefore hope that the Prime Minister will now give an absolute assurance that we shall be prepared to consult other nations according to our commitments under the United Nations charter to ensure that we provide for future arrangements.

I hope that we shall not exclude the possibility of the trusteeship that was discussed earlier. [Interruption.] Those hon. Members who wish to exclude that possibility ought to look at some of the changes in the Government's policy that have occurred during this period. The more they examine them,

the more I believe that justice will be seen in the case that we have persistently put throughout these discussions.

Even if the Prime Minister will not give a detailed commitment now, I hope that she will say that she intends to carry out to the full, in the spirit and the letter, the resolution that she and her Government proposed at the United Nations in the name of this country. I do not know whether the right hon. Lady is shaking her head, but it would be a breach of faith if she were to abandon that commitment. I therefore hope that she will reiterate our allegiance on these questions.

All these matters will later have to be examined afresh, including the investigation of how the original crisis arose. Much the best course for the Government is to recognise the commitments that they have made in these international obligations and to say that they will uphold them as determinedly as we have upheld the rights of British territory.

The Prime Minister

I am grateful to the right hon. Gentleman for what he said about our Armed Forces. We mourn the loss of those who were killed and we are dedicated to the cause for which they gave their lives.

As to the United Nations resolution, the withdrawal by the Argentines was not honoured and our forces had to go there because they would not withdraw. Indeed, they had to recover and recapture British territory. I cannot agree with the right hon. Gentleman that those men risked their lives in any way to have a United Nations trusteeship. They risked their lives to defend British sovereign territory, the British way of life and the rights of British people to determine their own future.³»

Le parti pris ici par Margaret Thatcher était que les soldats britanniques n'avaient pas perdu leur vie pour rien, la question de l'avenir des îles repose entre les mains des Falklandais.

³ <http://www.margaretthatcher.org/speeches/displaydocument.asp?docid=104969>, Mardi 15 juin 1982, Margaret Thatcher, House of Commons

La réaction des Etats-Unis

Le secrétaire d'Etat, Alexander Haig intervint le 18 juin 1982. Il annonça que les Etats-Unis allaient prendre des mesures extraordinaires pour réparer le mal fait par la crise des Malouines. Il appelait également à une solution qui satisfasse aussi bien les intérêts de son pays, de l'Amérique Latine et la Grande-Bretagne.

Il admit que les relations avec l'Amérique du Sud, et particulièrement avec l'Argentine, étaient affectées par le soutien accordé à la Grande-Bretagne. Il estimait en même temps que ce "dommage" n'était pas irréparable. Il ajouta même que cet épisode devait servir pour construire des relations futures plus concrètes avec l'Amérique du Sud, quitte à recourir à des moyens extraordinaires.

La réaction de l'Europe

Le 20 juin, les dix se réunissaient à Luxembourg, ils décidaient de lever les sanctions commerciales à l'encontre de l'Argentine, sanctions qui lui avaient été imposées depuis le 17 avril. Ils précisèrent une condition : les Argentins ne devaient pas reprendre les armes.

C'est Léo Tindemans⁴ qui prononça cette levée des sanctions.

Le ministre français des Affaires Etrangères, Claude Cheysson prit à son tour la parole pour préciser que l'embargo sur les ventes d'armes à l'Argentine continuait jusqu'à que soit trouvé un terrain d'entente entre Londres et Buenos Aires.

La réaction de l'ONU par la voix de Pérez de Cuellar

L'Organisation des Nations Unies, après avoir tenté de résoudre à maintes reprises le conflit territorial depuis sa création, se trouvait, dans l'immédiat, impuissante. On ressentit cette impuissance lorsque Pérez de Cuellar fut interrogé sur le conflit et les négociations, le 29 juin :

« Naciones Unidas. La cuestion de las islas Malvinas se encuentra en manos de la primera ministra britanica, M. Thatcher. No se estan realizando negociaciones dentro del marco de las Naciones Unidas, expreso ayer el secretario general de este alto organismo, Javier Pérez de Cuellar. Esta mencion, de que caso "se encuentran en manos" de la premier inglesa

⁴ Président du conseil des ministres de la CEE et premier ministre belge.

traslada claramente la carga hacia Londres que ya ha dicho que no desea negociar⁵. »

⁵ *El Clarín*, 30 de junio de 1982:

Chapitre 3

La réaction des pays sud-américains

La réaction des pays latino-américains est partagée entre consternation devant la défaite et rancœur contre les Britanniques et les Américains.

Or les pays membres de l'OEA n'ont apporté aucune aide à l'Argentine, ni logistique ni militaire.

Dès lors comment une dictature d'un pays sud-américain au bord de la faillite pouvait-elle avoir le moindre espoir de gagner contre une grande puissance industrialisée de l'Europe du Nord, même si cette dernière se trouvait confrontée à une crise économique ?

L'Argentine aurait pu gagner si le Royaume-Uni n'avait pas mis en œuvre toute sa force navale et si les Etats-Unis n'avaient pas fait défection à leur allié argentin, défection qu'ils ont d'ailleurs ressentie comme une véritable trahison.

Ce qui fait beaucoup de conditions et le pari de la Junte était trop lourd de risques. Elle ne disposait que d'une armée de coups d'Etat, bien inexpérimentée en matière de guerre moderne. Ses chances en cas de riposte britannique étaient quasiment nulles. Elle a cependant joué son va-tout et elle a perdu, ce qui lui a coûté un pouvoir qui, de toute manière, risquait fort de lui échapper à bref délai...

Les réactions, nous pouvons le constater, sont contrastées : d'un côté la Grande-Bretagne, sûre de son bon droit, satisfaite du devoir accompli et de sa fierté retrouvée dans la victoire. Elle a retrouvé son rang, elle a réussi à sauvegarder une des parcelles, aussi modeste fut-elle, de cet Empire sur lequel le soleil ne devait jamais se coucher... (*On which the sun shall never set*).

Les marins accueillis à Portsmouth par les transports d'une foule en liesse pouvaient reprendre les mots de Churchill : « *We were flying the Union Jack, good old Victorian stuff, you know* »

En revanche, l'Argentine vaincue, humiliée et presque anéantie traverse des jours noirs. Toutefois les opposants à la dictature allaient pouvoir relever la tête et les prisonniers politiques se reprendre à espérer une libération prochaine.

Les alliés, quant à eux, se réjouissaient principalement de la fin des hostilités.

XVI) Les conséquences pour les deux belligérants

I - Les conséquences pour l'Argentine

II - Une économie Argentine exsangue

III - La Grande-Bretagne : le triomphe de Margaret Thatcher et l'honneur retrouvé

IV - Les conséquences pour les Kelpers : une expansion économique « miraculeuse »

Chapitre 1

Les conséquences pour l'Argentine

L'incroyable propagande audiovisuelle déchaînée par le gouvernement et les quelques brillants succès militaires obtenus par l'aviation argentine contre la flotte britannique dépêchée dès le 5 avril par le gouvernement de Mme Thatcher, n'allaient pas empêcher la désillusion, puis la déroute. Le 14 juin, les troupes anglaises reprenaient Port Stanley, obtenant une reddition sans gloire de la garnison argentine. Ce qui fut lourd de conséquences pour l'Argentine.

Le bilan politique et les changements

L'après-guerre s'annonçait très difficile pour l'Argentine. Elle devait faire face à de graves mécontentements populaires, tandis que la Junte militaire se disloquait, le général Galtieri étant rendu pour responsable du désastre.

Le premier résultat de la guerre des Malouines fut donc l'évincement du général Galtieri, mesure qui fut prise très rapidement. Sa chute commença au soir du mardi 15 juin lorsqu'il réunit les dix généraux de division à la Casa Rosada. Depuis la veille le général Menéndez et les quelque dix mille hommes qu'il commandait à Port Stanley étaient prisonniers des Britanniques.

La question posée lors de cette réunion était de savoir s'il importait de cesser les hostilités. Le général Galtieri refusait cette reddition totale, il voulait poursuivre la guerre sur tous les fronts, diplomatique, militaire et politique. Mais deux hommes lui tinrent tête, le général José Antonio Vaquero, chef d'état major, et le général Llamil Reston. Ce dernier commandait le quatrième corps d'armée, dans la Pampa. Ils rappelaient que deux semaines avant la défaite, douze des quatorze généraux de brigade s'étaient prononcés pour un cessez-le-feu et des négociations avec les Anglais. Ils donnaient raison à ses compagnons d'armes.

Le mardi soir, le général Galtieri rencontrait donc une opposition qui se durcit le lendemain, puisque le haut commandement se réunit de nouveau le mercredi 16 juin, 7 des dix généraux votèrent alors la destitution de Galtieri. Ils se prononcèrent également en faveur de la cessation des hostilités, la seule solution disaient-ils pour obtenir le retour des otages. Ils craignent également une extension de la guerre sur le territoire argentin, en Patagonie particulièrement, si d'autres soldats argentins attaquaient les bases anglaises aux Falkland, en outre, ils objectaient que l'Argentine ne pouvait supporter plus longtemps le coût financier de la guerre.

Le général Galtieri se défendit pendant plus de 7 heures devant les généraux mais ces derniers ne cédèrent pas, ils voulaient se désolidariser de la politique très impopulaire du général.

A la sortie de la Casa Rosada, le général Galtieri explique : « *Je m'en vais parce que l'on m'a retiré son appui. Je ne suis pas de ceux qui abandonnent le navire au milieu de la tempête* ».

Après ce cuisant échec, Galtieri s'adressa en ces termes à la Nation argentine :

“Me voy porque no tuve respaldo del Ejercito”. “Me voy porque el Ejercito no me dio el respaldo político para continuar como comandante y presidente de la Nación”. En estos términos, cuando eran cerca de las 21 de ayer, el teniente general Galtieri se dirigió a tres periodistas, en el salón de los Bustos de la Casa Rosada. En esos momentos el general Galtieri se aprestaba a abandonar la sede gubernamental para trasladarse al edificio Libertador. De civil, hablando con serenidad y acompañado por su edecán militar de turno, Galtieri prosiguió así ante los dos periodistas: “no soy, además, de los que abandonan el barco en medio de las tempestades u horas difíciles como las que vive hoy la Nación”. Como despidiéndose el general Galtieri agregó: “Que lo sepa el pueblo de la Nación”¹.

Il n'était resté que six mois au gouvernement. Sa destitution était confirmée le jeudi matin, par les quatorze généraux de brigade (moins gradés que ceux de la junte). Le vendredi matin, le général Galtieri réunissait ses ministres pour recueillir leur démission.

Les généraux qui restaient devaient à leur tour chercher un nouveau président de la Junte. Dans la journée du vendredi 18 juin, ils continuaient à délibérer. Néanmoins, l'intérim du président était assuré par le général Alfredo Saint-Jean. Ce dernier qui commandait jusqu'alors le premier corps d'armée n'était pas tenu pour un libéral.

¹ El 18 de junio 1982, *La Nación*.

En ce qui concerne la personne de Galtieri, la population accueillit sa « démission ou retraite forcée » avec soulagement, il était devenu très impopulaire, non seulement parce qu'il avait perdu la guerre, mais aussi parce qu'il avait violemment réagi à l'hostilité de la foule. Particulièrement le mardi 15 juin, il la convoqua devant la Casa Rosada, puis devant le mécontentement populaire, il appela l'armée pour la réprimer.

Parmi les successeurs éventuels du général Galtieri, se trouve le commandant en chef de l'aviation, le général Lami Dozo, il multiplie les interventions. Il développe un véritable programme politique, par exemple il confie : « *Le changement doit commencer ici et maintenant* », il vise tout d'abord la politique économique, il ajoute : « *Le pays ne peut plus être le laboratoire de modèles économiques venus d'ailleurs* ». Il complète sa position : « *l'effort doit se faire sans sacrifices sociaux injustes (...) Nous voulons un pays sans privilégiés, ni opprimés, un pays juste, démocratique, libre et noble* ».

Il suggère des changements radicaux, et propose dès le mois de juillet de rétablir les partis politiques interdits depuis 1976. Il désire également reconstruire l'appareil productif, délabré par la politique du « laissez-faire » et en finir avec l'activité financière spéculative. Il estime que des élections pour démocratiser le pays devraient avoir lieu avant la fin de 1983. Il apparaît comme l'un des « présidentiables » les plus sérieux, dans la mesure où il désapprouvait l'aventure lancée le 2 avril. Egalement, l'armée de l'air s'est brillamment distinguée lors des combats et pendant la guerre des Malouines, pour cela il jouit d'une certaine popularité dans la population.

L'autre « candidat » est le général Bignone, dont le discours est assez proche de celui du général Galtieri, d'ailleurs au soir du 15 juin, il désire également démissionner mais ses officiers s'y opposent.

Concernant le commandement de l'armée les généraux se prononcent pour le général Cristino Nicolaidès², ce dernier n'est pas un inconnu. Avant de commander à Buenos Aires, il a dirigé le corps d'armée de Cordoba. Il ne jouit pas d'un prestige sans faille, l'opinion est d'accord pour affirmer que c'est un « dur ».

Concernant le choix du futur président, les trois généraux ne parviennent pas à s'entendre. Le désaccord est grand, le général de l'armée de l'air, confie le lundi 21 juin après plusieurs jours de

² Il est sorti en 1947 du Collège militaire comme sous-lieutenant du génie. Il a commandé la quatrième division de Cordoba en 1966, puis il a été nommé, en Argentine au Paraguay, général de brigade en décembre 1975 et chef d'opérations de l'état-major général de l'armée de terre, il a été promu général de division en 1979.

négociations, que si le commandant de l'armée de terre imposait son choix, il se retirerait du gouvernement.

Le désaccord porte sur le « costume » du nouveau président, doit-il être un militaire ou un civil. Le nouveau commandant en chef de l'armée de terre Cristino Nicolaidès précise que ce doit être un militaire. Quant à la marine, soit l'amiral Anaya, elle est relativement solidaire avec la position de Nicolaidès.

Une semaine après la capitulation en Argentine, le bilan n'est pas brillant, on assiste à un déchirement total, les responsables de la guerre ont réagi « sans grandeur » à leur défaite.

Le général Galtieri s'en est pris au chef des opérations aux Malouines, le général Mario Benjamin Menéndez, qui a signé l'acte de reddition, alors qui l'avait mandaté pour des négociations, il l'accuse d'avoir outrepassé ses droits. L'armée de l'air s'est ensuite désolidarisée du chef de l'Etat, à cause de la répression de la manifestation du 15 juin sur la place de Mai. Puis les commandants d'armée ont désavoué le général Galtieri, le forçant à démissionner.

La succession de Galtieri pose donc un véritable problème, c'est un tournant dans l'histoire argentine, puisque le choix du successeur sera décisif pour la libéralisation du pays ou au contraire pour son enlèvement dans la dictature militaire.

Finalement le 22 juin, après de houleux débats au sein d'un État-Major divisé, les généraux parviennent à établir leur choix, le pouvoir revient en quelque sorte à l'armée de Terre, puisque le nouveau président le général Bignone, sort de ses rangs.

“El general de división Reynaldo Benito Antonio Bignone, designado ayer por el ejército, presidente de la Nación, desempeño importantes cargos dentro del arma durante la etapa inicial del Proceso de Reorganización Nacional, abierto en 1976, hasta su retiro en diciembre pasado. Fue secretario general de esa fuerza durante la administración del ex presidente teniente general Jorge Rafael Videla y, como él, pertenece al arma de Infantería. Es necesario recordar, en tal sentido, que el general Bignone solicitó su retiro voluntario de la institución militar, junto con otros diez jefes de la más alta graduación, en diciembre último, cuando la Junta militar solicitó la renuncia del ex presidente Viola, en una crisis que

culmino con la proyección del teniente general Leopoldo Fortunato Galtieri a la primera magistratura.³”

El Clarín décrit donc ici le général Bignone comme un homme ouvert aux réformes, ce qu’il va prouver en prenant des mesures assez rapidement.

Le 1^{er} juillet, les partis politiques traditionnels étaient légalisés, et peu après, le ministre de l’Économie Danigno Pastore dévaluait le peso de 80% et annonçait un nouveau plan d’austérité, en principe destiné à enrayer la récession (la production industrielle avait encore diminué de 9,4% au cours du premier trimestre) et à obtenir un refinancement de la dette extérieure.

Les chances de succès du général Bignone apparaissaient cependant des plus minces. Contesté aussi bien par ses pairs que par de larges fractions de l’opposition civile, il devait également faire face à la nécessaire redéfinition des alliances internationales de son gouvernement.

L’engagement américain au côté des Britanniques dans le conflit des Malouines avait en effet profondément heurté un bon nombre de dirigeants militaires argentins, alors qu’ils affichaient un anti-communisme militant qui les avait poussés en 1981 à envoyer une centaine d’officiers experts « en répression » se battre aux côtés des mercenaires anti-sandinistes et de l’armée salvadorienne.

Le grand dessein de l’administration Reagan était jusque lors de faire de l’Argentine le nouveau « gendarme du continent » et cette alliance pouvait se trouver remise en cause.

Dans le même temps, on constate que l’Union soviétique ne semble pas avoir la capacité ni les moyens d’apporter un réel soutien politique à un Etat qui est devenu l’un de ses partenaires commerciaux privilégiés. Ces circonstances font apparaître comme une alternative plausible à l’échec éventuel du plan de restitution du pouvoir aux civils en mars 1984 annoncé par le général Bignone, l’arrivée en force d’officiers d’extrême droite ultra-nationalistes, toujours en bon nombre dans l’armée argentine.

Le bilan argentin un an après la fin du conflit

A la mi-1983, le bilan argentin est quasi-désastreux. L’économie est dévastée, l’armée vaincue, le gouvernement divisé et déconsidéré, la nation déchirée par sept ans de répression, la classe politique est aussi dépourvue d’hommes d’Etat que d’idées novatrices. Le pays se trouve depuis plus de cinquante ans dans la voie de l’instabilité institutionnelle, de ce fait, la politique générale est totalement désorientée.

³ *El Clarín*, 23 de junio de 1982

Face au marasme économique qu'ils ont provoqué (en 1930, l'Argentine était considérée comme la 7^{ème} puissance du monde, en 1983, elle est descendue à la 17^{ème} place), déconsidérés par la défaite des Malouines et acculés par une vague de protestations sociales de plus en plus puissante, les militaires argentins ont commencé un mouvement de « repli en rang ». Avec pour objectif de rendre le gouvernement aux civils et le retour dans les casernes.

Le 1^{er} juillet 1982, le général Reynaldo Bignone annonce la tenue de prochaines élections, en même temps, il prend la décision d'autoriser à nouveau les partis politiques. Cette ouverture avait été amorcée par le Général Galtieri.

Une nouvelle équipe économique, dirigée par l'ultra-libéral José María Dagnino Pastore tente quant à elle de se mettre en place. Mais sa position est extrêmement délicate, le pays est en ruine, comment le sauver de la banqueroute qui semble être inévitable ?

La débâcle des Malouines a joué un rôle de catalyseur dans la société argentine. A mesure que les soldats reviennent du front et que les chefs militaires s'accusent mutuellement pour dégager leur responsabilité du désastre (quatre généraux et plusieurs officiers de haut rang ont été sanctionnés à la suite de leurs déclarations « imprudentes »), l'opinion publique commence à découvrir les coulisses de cette aventure belliciste. Les Argentins apprennent par exemple que parmi « leurs héros » se cachent de nombreux officiers qui ont fait preuve de lâcheté devant l'ennemi ; alors que d'autres en ont profité pour faire du trafic avec les centaines de tonnes de vivres et l'argent données par la population ; l'armée désorganisée n'a pas su assurer un minimum de confort à ses troupes qui ont souffert de la faim et du froid ; le matériel militaire était inadapté, les plans tactique ou stratégique ont tous échoué.

Bref, la « récupération des Malouines », revendication chère à la population argentine depuis la prise de ces îles par l'Angleterre en 1833, n'a été qu'un fiasco, un prétexte, une folle aventure destinée à escamoter les graves problèmes internes du régime militaire.

*Los chicos de las Malvinas*⁴, écrit par le journaliste David Kon, est devenu le best-seller de l'année : dans cet ouvrage les soldats sur le front dressent de minutieux comptes-rendus de la bêtise et de l'indignité de la plupart des chefs militaires.

C'est dans cette atmosphère que la presse commence à dévoiler tous les vices du régime et en particulier la corruption administrative et les séquelles de la répression.

⁴ KON, Daniel. *Los Chicos de la Guerra*, Londres : New English Library, 1983, 188 p.

Les « disparus » (20 000 à 30 000 personnes séquestrées entre 1976 et 1982) arrivent sur le devant de la scène, auparavant seules les organisations de défense des droits de l'homme entretenaient la question, ces disparus de la dictature deviennent le principal obstacle à la retraite « respectable » souhaitée par les militaires.

Fin 1982, début 1983, l'instabilité du gouvernement est de plus en plus manifeste.

La presse dénonce plusieurs tentatives de coups d'État, organisés par des officiers qui se refusent à céder le pouvoir aux civils, par peur d'être poursuivi par la suite pour tous les crimes qu'ils ont pu connaître pendant la dictature, pérenniser la dictature constituait une sorte d'amnistie.

Les mouvements pour les droits de l'homme, particulièrement les « folles de mai » subissent des menaces et pressions comme au temps de la répression dure.

En octobre 1982, Marcelo Dupont, frère d'un important témoin au meurtre d'un diplomate, auquel a participé l'amiral Massera (ex-membre de la Junte militaire) est enlevé par les forces de sécurité qui l'assassinent.

Certains organes de presse sont fermés.

Le 16 décembre, lors d'une manifestation réunissant 100 000 personnes contre le gouvernement à Buenos Aires, la police tue un jeune syndicaliste devant des centaines de témoins.

Mais, le régime ne parvient plus à endiguer la protestation populaire, la brise de la liberté se fait sentir en Argentine.

L'agitation populaire est de plus en plus active, Dagnino Pastore présente sa démission, il est remplacé par un autre libéral, Jorge Webbe, qui obtient du Fonds monétaire international, à la fin de 1982, un crédit « stand by » de 2 500 millions de dollars. Ce prêt est accordé en échange de la réalisation d'un programme économique drastique, indispensable pour empêcher le pays d'être en cessation de paiements.

Le 1^{er} mars 1983, Bignone annonce officiellement la tenue d'élections générales le 30 octobre 1983 et la remise du pouvoir aux civils en janvier 1984.

Grâce à la faiblesse extrême du régime et au réveil de l'activité civile, le retour à la démocratie semble garanti. Mais les partis, touchés par la répression et l'inactivité forcée manquent de leaders, ils sont en peine d'offrir une alternative solide au pouvoir militaire.

Outre le vide laissé par la répression, la classe politique argentine souffre de son attitude pendant la dictature.

Dans les pires moments de la répression, cette classe a oscillé (sauf quelques rares exceptions), entre le silence et la collaboration ouverte, sans parler du ralliement à l'aventure des Malouines.

Tous les grands partis et presque tous leurs dirigeants ont participé avec les grands organes d'information à la campagne mensongère qui, jusqu'à la reddition, a occulté le désastre aux yeux du peuple argentin.

Vis-à-vis des syndicats, la répression militaire a décimé une génération entière de cadres intermédiaires, victime de la corruption, elle n'a laissé que des dirigeants déconsidérés pendant le gouvernement d'Isabel Perón. Ces derniers sont par ailleurs profondément divisés.

C'est pourquoi la campagne en vue des élections débuta en 1983 dans un climat de scepticisme général. Malgré un consensus généralisé contre les militaires, l'alternative civile était accueillie avec méfiance.

Pour autant, la mobilisation de la population est forte. L'absence de personnalité charismatique au sein des partis politiques ne décourage pas le peuple argentin qui se réjouit de se voir enfin débarrassé des militaires.

Pour autant, il est clair que les propositions des candidats en lice ne sont pas très claires, pour les partis du centre, ni le candidat du Parti radical, ni celui des péronistes, ne réussissent à structurer des programmes de gouvernement solides.

Voulant se placer au centre de l'échiquier politique argentin, ces deux partis font des promesses ahurissantes, on en vient même à penser qu'ils vont faire des miracles grâce à une baguette magique.

Quant aux diverses formations de droite (Démocratie progressiste, Fédéralistes, et autres), elles espèrent également une augmentation de leur fidèle en grignotant l'électorat du centre. Leur « programme » comprend la préparation d'un retour au pouvoir des militaires après l'échec prévisible d'un gouvernement péroniste ou radical.

A gauche, on constate une nette percée des Partis communiste et Union Civique Intransigeante (gauche radicale). Mais la dispersion des socialistes, des trotskistes, en petits groupuscules, ainsi que le manque de perspectives de la gauche péroniste, ne permettent pas à la gauche de constituer (du moins sur le plan électoral), une alternative aux partis du centre.

En juillet 1983, l'ombre d'un coup d'État planait toujours au dessus de la perspective de la démocratie.

Celle-ci devait être restaurée après les élections. Elle doit pour se consolider, aborder les questions de fond : clarification du problème des « disparus » et jugement des responsables de la répression ; lutte contre la corruption et démantèlement de l'appareil répressif et des services de renseignement militaires (encore intacts) ; restructuration des forces armées ; démocratisation du mouvement syndical et application d'un plan économique d'urgence (pour attaquer les privilèges de l'oligarchie, des « mafias » locales et des entreprises multinationales qui ont prospéré pendant la dictature).

La prophétie du Prix Nobel de la paix, Adolfo Pérez Esquivel⁵ devrait inopinément s'accomplir :

« Les militaires vont rendre le gouvernement par nécessité, parce qu'ils n'en peuvent plus et ont besoin de le donner aux civils pendant deux ou trois ans, pour refaire ensuite un autre coup d'État. C'est ce que, nous autres Argentins, vivons depuis cinquante ans. »⁶

Les balbutiements de la démocratie argentine

Le 30 octobre 1983, lors des élections présidentielles, 52% des Argentins exprimaient leur confiance à Raúl Alfonsín. Son gouvernement s'installe le 10 décembre 1983. Après sept ans et demi d'humiliation militaire, l'Argentine abordait l'année 1984 dans l'espérance de la démocratie. Le leader de la gauche du Parti radical avait promis de « remettre debout » le pays. Assurant qu'il allait mettre fin à la corruption économique et à la défaite militaire de la guerre des Malouines.

L'élection d'Alfonsín a mis fin à la dictature militaire mais aussi à quarante ans d'hégémonie péroniste sur la vie politique argentine.

Peu après l'euphorie de la démocratie retrouvée, les Argentins doivent faire face à l'évidence d'une brutale réalité : celle d'une République argentine en banqueroute. Comparée à la situation économique existante avant l'arrivée des militaires au pouvoir, qui n'était pas particulièrement brillante, celle dont a hérité le gouvernement démocratique est bien plus désastreuse encore.

Aussi, pour ce nouveau gouvernement, un autre problème de politique intérieure se posait : les militaires restaient toujours bien présents.

⁵ Il a reçu le Prix Nobel de la paix en octobre 1980 pour son travail de défense des Droits Humains. Lors de la réception de cette distinction, il déclara : « *J'accepte ce Prix Nobel au nom des peuples d'Amérique Latine et en particulier au nom des plus pauvres et au nom de tous ceux qui se sont engagés avec leurs peuples...* ».

⁶ En octobre 1980, extrait de son discours lors de la remise du Prix Nobel de la paix.

Fort conscient de cette situation, le gouvernement radical a tenté de réduire au minimum les possibilités d'affrontement entre les Forces armées et la population. Cela compte tenu du fait de la répression entre 1976 et 1983.

Le président Alfonsín s'est ainsi opposé à la désignation par le Parlement d'une commission d'enquête sur la question des « disparus ».

Par contre, il a proposé une loi qui a permis de faire juger par les tribunaux militaires eux-mêmes les membres de l'armée mis en accusation, avec possibilité de comparaître ultérieurement devant une instance civile.

Mais le gouvernement ne peut empêcher la colère populaire, la presse révélant l'ampleur des crimes, alors que le processus judiciaire engagé présumait que les accusés allaient attendre encore longtemps avant d'être réellement inquiétés.

En juin 1984, ce problème était en passe de devenir l'un des plus déstabilisants pour le gouvernement, coincé entre le malaise de l'armée et la pression de l'opinion publique.

Le gouvernement a toutefois pris des mesures pour atténuer le pouvoir militaire.

Dans un premier temps, il a placé sous autorité civile les industries militaires, dont notamment le plus gros holding du pays appelé « Fabricaciones militares », ce dernier contrôle tant la fabrication des armes, des bateaux et des avions qu'une partie de la sidérurgie et de la pétrochimie.

Dans un deuxième temps, les civils ont également investi les commandes de la Commission nationale à l'énergie atomique et du Service d'Information De l'État (SIDE, le service de renseignements), véritable centre de la conspiration militaire.

Sur le plan législatif, le gouvernement a présenté une loi dissuadant les coups d'Etat, en prévoyant des peines très lourdes contre toutes personnes ou groupes qui porteraient atteinte à l'ordre constitutionnel ; elle assimile aussi la torture à un homicide.

Enfin, le gouvernement a engagé une rude bataille sur le front syndical. Mais en mars 1984, le président Alfonsín a essuyé son premier échec devant le Parlement, lorsque le Sénat a rejeté par 24 voix contre 22 le projet de loi de réorganisation syndicale. Cet échec est lié aux sénateurs péronistes qui ont surmonté leurs profondes divisions (conséquences de la défaite électorale) afin de s'unir contre le projet gouvernemental, ils craignaient de perdre l'hégémonie imposée depuis quarante ans au mouvement ouvrier par des moyens de moins en moins démocratiques.

Alfonsín s'est également engagé devant le Parlement, se rendant bien compte que ce front là aussi était stratégique.

En fait, le gouvernement argentin affrontait un seul et unique problème : le redémarrage économique était impossible sans négociation favorable avec le FMI, de même que la

démocratisation du pouvoir syndical et militaire n'était pas possible sans la reconstruction économique, le peuple ne pouvait plus être mis de côté, la nécessité était d'approfondir et de consolider la démocratie.

Mais si la situation politique argentine montre de fortes dissensions ; la situation économique, qui est le fruit de cette politique désastreuse de la dictature militaire, se trouve également dans une position toute aussi catastrophique.

La démocratie prend ses marques

Un an et demi après l'instauration du gouvernement Alfonsín, la jeune démocratie argentine traversait une phase cruciale pour son avenir : la justice annonçait le procès des neuf militaires qui s'étaient partagés la dictature entre le 24 mars 1976 et le 10 décembre 1983 ; et d'un point de vue économique, le gouvernement étudiait une série de mesures devant mettre un terme à la spéculation et à l'inflation, en vue de nouvelles négociations de la dette extérieure avec le Fond monétaire international (FMI).

Raúl Alfonsín définit sa stratégie de reconstruction autour de trois objectifs : obtenir le plein fonctionnement des institutions républicaines et de la justice ; la résorption des traces de la « guerra sucia » menée pendant la dictature ; et enfin le redressement économique, en faisant appel à la compréhension des alliés traditionnels de l'Argentine (Europe et États-Unis) pour renégocier la dette extérieure et réaliser des investissements.

Dès les premiers jours, le gouvernement radical s'est attelé à la tâche pour le premier objectif.

Il établit les bases de fonctionnement normal du système démocratique grâce à la division des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, il garantit la liberté de presse.

La bonne marche de la justice et du Parlement commence seulement à opérer à partir de 1985, mais les problèmes structurels de l'État et de la société, alliés au bureaucratisme, à l'inefficacité et à la corruption hérités de la dictature continuaient à jouer en sa défaveur. Toutefois l'annonce dès le lendemain de son arrivée au pouvoir, de son souhait de juger les crimes commis pendant la dictature retentit comme un véritable soulagement en Argentine.

Les militaires de la Junte vont être jugés

Le 11 décembre 1983 donc, lors d'une allocution télévisée, le nouveau président argentin annonçait qu'il souhaitait donner « réparation et justice » aux actes d'horreur que le terrorisme d'État avait infligés au pays.

Le même jour, le pouvoir exécutif décrétait de traduire devant les tribunaux non seulement les neuf membres des juntas militaires au pouvoir pendant près de huit ans, notamment les généraux à la tête de la présidence, Jorge Videla, Roberto Viola et Leopoldo Galtieri, pour atteinte à la Constitution et violation des droits de l'homme.

Mais également les guérilleros qui avaient terrorisé le pays jusqu'en 1976, comme Eduardo Firmenich et Enrique Haroldo Gorriaran Merlo, membres des Montoneros et de l'ERP (Armée révolutionnaire du peuple).

La problématique étant que l'ensemble de la société argentine et particulièrement les institutions ont souffert dans les années soixante-dix du terrorisme de gauche et du terrorisme de droite. Le terrorisme de droite parvenant à s'emparer du pouvoir en 1976 par un coup d'État militaire.

La démocratie devait donc juger les deux extrêmes, afin de permettre l'auto-épuration de l'armée et non sa condamnation en bloc.

Alfonsín a défini trois niveaux de responsabilité en matière de violation systématique des droits de l'homme:

- le premier niveau englobe les personnes qui ont déterminé la stratégie et ordonné l'exécution des instructions,
- le deuxième niveau distingue les individus qui ont exécuté les ordres,
- le troisième niveau détermine les personnes qui se sont livrées à des excès dans la réalisation de ces ordres,

Cette distinction de degrés de responsabilité, ainsi que la décision de faire juger les militaires par leurs tribunaux militaires, avait pour but d'aider l'armée à se reconstruire et à se laver des séquelles de la dictature.

Mais les militaires refusaient l'idée même d'un procès.

D'autant qu'en septembre 1984, le Conseil supérieur des armées, chargé des jugements, rendait l'avis suivant : les ordres reçus par les personnes inculpées étaient « sans objection possible », ce qui revenait à décréter une entière absolution des crimes commis par les militaires.

Bien entendu, la réaction populaire fit pression sur le gouvernement pour porter le dossier devant la justice ordinaire.

Le 22 avril 1985 devant plus de 500 journalistes du monde entier commençait un procès historique et sans précédent en Amérique latine pour condamner les militaires de la dictature.

Le procès réunissait quelque 2 000 témoins convoqués par le procureur Julio Strassera pour établir la culpabilité des militaires.

Le même jour, on pouvait voir un cortège de 70 000 personnes, réunies par les organismes argentins des droits de l'homme, parmi eux, les folles de la place de mai (celles-ci se réunissaient inlassablement le jeudi sur la place la plus importante de Buenos Aires, avec les photographies de leurs disparus sur des pancartes).

Les manifestants exigeaient le jugement et la sanction pour tous les coupables et pas seulement pour les neuf militaires inculpés.

Toutefois, cette revendication paraissait politiquement et quasiment impossible à exaucer.

En effet, une commission nationale d'investigation sur les disparitions (CONADEP⁷), formée par le gouvernement et présidée par l'écrivain Ernesto Sabato, avait constitué en neuf mois un dossier de 50 000 pages apportant des preuves sur au moins 8 791 cas de disparition en Argentine, entre 1976 et 1983.

La liste établie par cette commission faisait état de 1 351 individus, presque tous des militaires impliqués dans la répression.

La justice civile a étudié plus de 300 cas de soldats accusés de délits divers.

Mais face au risque d'une série de procès interminable qui pouvait provoquer de fortes tensions capable de déstabiliser la démocratie, le gouvernement semblait résolu en mai 1985 à obtenir de la justice une sentence exemplaire, au moins contre les neuf principaux responsables de la répression.

La démocratie s'ancre dans la vie politique argentine

En effet, dès 1985, on commence à percevoir que la démocratie est installée en Argentine. Raul Alfonsín est à mi-parcours de son mandat électoral de 6 ans. Les mesures de resserrement budgétaire et les procès des militaires commencent à marquer l'action politique du gouvernement, pour autant rien n'est gagné.

Le 9 décembre 1985 est le jour où la démocratie argentine a le plus marqué de points.

Ce jour-là, un tribunal composé de cinq juges de la Chambre fédérale a condamné à la peine perpétuelle le général Jorge Rafael Videla et l'amiral Emilio Masera, à dix-sept ans de prison le

⁷ Comisión Nacional sobre la desaparición de personas.

général Roberto Viola, à huit ans l'amiral Armando Lambruschini et à quatre le général de brigade Orlando Agosti.

Les condamnés avaient été jugés coupables, à des degrés divers, de graves violations des droits de l'homme sous la dictature militaire. C'était une première pour l'Amérique du Sud, pour la 1^{ère} fois des militaires étaient jugés pour avoir violé l'ordre constitutionnel et exercé une dictature.

Mais il faut ajouter que le succès de cette entreprise judiciaire reste partiel, pourquoi quatre des accusés et non des moindres ont-ils été acquittés ? En l'occurrence, le général Leopoldo Galtieri, l'amiral Leandro Anaya et les généraux de brigade Omar Grafigna et Basilio Lami Dozo.

Galtieri accusé de nombreuses violations des droits de l'homme est acquitté à l'issue du procès, le 9 décembre 1985.

Dans le même temps, il restait quelque 1 500 autres militaires qui étaient accusés de crimes et méfaits de toutes sortes. On peut donc comprendre que ce verdict a empoisonné, toute l'année 1986, alors que le climat politique et social était déjà bien tendu sous l'effet du plan économique.

Alors que la population reste insatisfaite de ces jugements exemplaires, les Argentins pensent que ce jugement a « abattu » l'arbre qui cachait la forêt, mais que la forêt reste debout et toujours malfaisante.

Le gouvernement est également tiraillé par les pressions des militaires. Ces derniers n'acceptaient pas la condamnation des hauts gradés et bien entendu ils essayaient d'empêcher la tenue de nouveaux procès.

Le gouvernement a hésité cinq mois durant, mais en mai 1986, il tranche, ordonnant au ministre de la Défense, German Lopez, de donner des instructions au Conseil suprême des forces armées pour qu'il hâte les procès en appuyant sur le fait de tenir compte pour les subordonnés, du principe de « l'obéissance due ».

Les organisations de défense des droits de l'Homme et une bonne partie de l'opinion ont vu dans cette initiative une nouvelle manœuvre dilatoire gouvernementale destinée à acquitter de fait les autres accusés. Le 16 mai, 30 000 personnes défilaient dans les rues de Buenos Aires pour demander « le jugement et le châtement de tous les coupables » sans distinction.

Cette revendication pressante de l'opinion fait partie de l'héritage argentin, politiquement difficile à assumer.

Ces revendications sont par ailleurs souvent manipulées. Les nombreux services de renseignement (en plus de ceux qui relèvent de l'État) se sont considérablement renforcés

pendant les années de dictature. Années pendant lesquelles, ils ont transformé en véritables mafias impliquées dans presque toutes les branches du délit organisé : jeux, enlèvements d'industriels et trafic de drogue.

Leurs agents ont infiltré l'appareil d'État, les organisations politiques, syndicales ou étudiantes et pratiquement toutes les classes de la société.

De même pour les organismes privés de « protection » qui se sont multipliés pendant la dictature. Ils comptaient quelque 28 000 civils armés et entraînés, pour la plupart membres ou anciens membres des forces armées ou de l'appareil de sécurité.

Le gouvernement du président Alfonsín a pu « apprécier » à plusieurs reprises le fonctionnement de ces groupes qui constituent une sorte de pouvoir parallèle, menaçant les institutions démocratiques.

Notamment, en août 1985, éclate le « scandale Sivak », du nom d'un financier enlevé et pour lequel la famille a versé une rançon d'un million de dollars, sans obtenir sa libération. Au cours de l'année 1986, on comprenait que trois des fonctionnaires des services de renseignement qui menaient l'enquête étaient liés aux auteurs de l'enlèvement.

Egalement, en novembre 1985, juste avant la fin du procès des commandants devant la Chambre fédérale et les élections législatives, une série d'attentats à la bombe secouent tout le pays, en particulier Buenos Aires. Le but évident de ces attaques terroristes est de faire peur à la population, de la mettre en garde, en montrant bien que les ennemis de l'intérieur qu'ils veulent abattre sont puissants et qu'ils peuvent encore agir.

En réponse, le gouvernement décrète l'état de siège et arrête douze personnes, civiles et militaires, accusées d'avoir mené la vague d'attentats.

Bien que la justice n'ait pas été en mesure de démontrer la culpabilité des accusés, les attentats ont cessé et les élections, comme le procès des généraux, ont pu se dérouler dans des conditions normales.

Aussi, en ce qui concerne la guerre des Malouines, le 15 mai 1986, le Conseil suprême des forces armées est mis en accusation pour incompetence dans l'invasion des Iles Malouines et lors de la guerre contre la Grande-Bretagne. Il est condamné à 12 ans de prison. Le verdict est confirmé en appel en novembre 1988. Galtieri est arrêté et dégradé. Il bénéficiera après cinq ans de prison d'une remise de peine accordée par le Président Carlos Menem.

Les trois membres de la junte militaire ont été condamnés à 12 ans de prison pour le général Leopoldo Galtieri, à 14 ans pour l'amiral Jorge Anaya et à 8 ans pour le général de brigade Basilio Lami Dozo pour motifs de « négligence, imprévision et inefficacité » au cours des combats.

Ce verdict a de nouveau provoqué de violentes critiques, dans la mesure où de nombreux officiers ont été acquittés.

L'opinion publique a vu dans cette sentence une volonté de désigner les responsables principaux, ceux qui cachaient la forêt alors que la majorité des responsables militaires n'étaient pas jugés. On comprend que le gouvernement ne pouvait pas encore se permettre une remise en cause totale de toute l'armée, au risque de se mettre à dos tout l'Etat-major et de par là-même fragiliser la démocratie.

C'est seulement en 2002, qu'un juge fédéral ordonne la mise en détention provisoire du général Leopoldo Fortunato Galtieri et de vingt-cinq anciens membres des forces armées ainsi que le gel de leurs avoirs pour les années de dictature.

Ils sont accusés d'avoir eu des responsabilités dans l'enlèvement, la détention illégale, la torture, la « disparition » et le meurtre, entre 1978 et 1980, d'une vingtaine de membres du groupe armé des Montoneros.

Dans sa décision, le juge affirme que la Loi du « point final » et la Loi sur le devoir d'obéissance, qui ont empêché les enquêtes sur les milliers de « disparitions » de la fin des années 1970 et du début des années 1980 sont inconstitutionnelles et frappées de nullité.

Toutefois, Leopoldo Fortunato Galtieri décède le 12 janvier 2003, avant d'avoir pu être jugé pour ces faits.

Toutes ces difficultés n'ont pas empêché la démocratie argentine de progresser, au contraire, les efforts du gouvernement ont permis de retrouver la confiance des électeurs, même si, il est vrai que les procès ont surtout été exemplaires et n'ont pas traité les problèmes de l'institution militaire.

C'est pourquoi, les élections législatives du 3 novembre 1985 ont été un succès pour le gouvernement avec 43% des suffrages pour le Parti radical d'Alfonsín, il s'est trouvé confirmé dans son action politique, alors que le taux de participation des électeurs était de 85%.

En janvier 1986, le gouvernement Alfonsín remporte une victoire en politique étrangère en obtenant de l'assemblée générale des Nations Unies qu'elle adopte une motion recommandant au Royaume-Uni de reprendre les discussions sur la souveraineté des îles Malouines.

Par ailleurs, la collaboration de la diplomatie argentine à la recherche de solutions de paix en Amérique centrale a été décisive dans la création d'un groupe d'appui aux efforts de Contadora.

Enfin, en avril 1986, le président Alfonsín proposa de fonder une nouvelle République.

Les principales mesures de cette réforme de grande ampleur étaient de transférer la capitale fédérale à Viedma (ville située à 1 000 kilomètres au sud de Buenos Aires), de réformer et de moderniser la justice et l'administration, de modifier la Constitution pour ramener la durée du mandat présidentiel de six à quatre ans, pour permettre sa réélection et de créer la fonction de Premier ministre, à la manière des démocraties parlementaires européennes.

Taxée par une partie de l'opposition d'« opportuniste » et de « rideau de fumée pour escamoter les graves problèmes nationaux », cette proposition a néanmoins été reçue avec un optimisme mesuré par une opinion publique rendue sceptique par des années de frustration mais en mal de messages d'espoir. Mais ce projet, certainement trop ambitieux ne fut pas appliqué.

Fragilisée par des menaces intérieures permanentes, la démocratie argentine, mal assurée, donne pourtant le sentiment d'avancer, un oeil fixé sur l'évolution des démocraties voisines (Brésil, Uruguay, Bolivie) et sur une éventuelle démocratisation du Chili et du Paraguay et l'autre sur les développements de la crise économique mondiale.

Chapitre 2

Une économie argentine exsangue

La situation argentine à la date du 2 avril était déjà catastrophique, tant le pays souffrait déjà de problèmes endémiques. Après l'effort de guerre, le bilan est encore plus catastrophique, le gouvernement prend des mesures pour soutenir cet effort. Les Argentins sont les créateurs de cette guerre. On peut donc soutenir que le nouveau président Bignone a fort à faire, il s'agit d'entamer d'urgence un plan économique. Le marasme économique est sans précédent, l'Argentine a une dette publique plus lourde que la Pologne en faillite. L'inflation atteint les 110%, on n'ose se demander quelle est la valeur d'un peso argentin.

Egalement comme l'indique *La Prensa* du 19 juin 1982, le taux de chômage atteint les quelque 6% comme au mois d'avril 1982 :

« La tasa del desempleo es del 6 por ciento. La tasa del desempleo de todo el país, correspondiente al mes de abril pasado, alcanzo al 6 por ciento del total de la población económicamente activa, lo que equivale a alrededor de 587.000 personas sin trabajo, según informo el Instituto Nacional de Estadísticas y Censos. (Buenos Aires: 5,7%).⁸ »

Les retombées économiques n'avaient pas encore eu tout à fait lieu, tant les Argentins pensaient encore qu'ils seraient victorieux.

Dans la mesure où il est le « perdant » et l'agresseur, il doit payer la « facture » à la Grande-Bretagne.

Les données essentielles de l'économie pour 1982 montrent un pays paralysé et profondément touché à tous les niveaux :

⁸ *La Prensa*, 19 de Junio 1982.

- une augmentation de l'inflation de plus de 209,7%,
- la chute de 5,7% du produit intérieur brut (-12% pour 1981 et 1982),
- une baisse de 4,5% de la production industrielle brute,
- diminution de 9,6% de la consommation globale,
- l'investissement brut a baissé de 19,9%,
- l'activité commerciale affiche un indice de -18,8%,
- l'activité de la construction de -20,1%, l'activité financière a baissé de -11,1% ; et celles des services de -3,1%,
- le pouvoir d'achat des actifs salariés a diminué de 20 à 30%, selon les catégories,
- le déficit budgétaire atteint 3,7% du produit intérieur brut,
- le coût de l'argent atteint les 205% annuels et le chômage affecte 20% de la population active,
- la dette extérieure (publique et privée) à la fin de 1982 est de 43 milliards de dollars.

Seuls deux chiffres ont été positifs en 1982 : le solde de la balance commerciale (+2,1 milliards de dollars) dû à la chute brutale des importations (-50%) et à l'exceptionnelle récolte agricole (la production, dans ce secteur, a en effet augmenté de 5,5%).

Les résultats économiques de 1983 furent encore plus désastreux, en particulier ceux de l'inflation qui battait tous les records: +434%.

L'*ardoise* de la dette extérieure laissée par l'armée fin 1983 s'élevait à 43,2 milliards de dollars. L'Argentine se situait à la troisième place en Amérique latine, à l'échelle mondiale, elle était la dixième nation la plus endettée du monde.

Le PNB de 1983 était le même qu'en 1974, le taux de croissance a donc été de 0% pendant cette décennie. Le revenu réel des salariés était inférieur à celui des années soixante.

La valeur ajoutée dans le secteur industriel ne dépassait pas celle de 1970. L'investissement s'est effondré de plus de 30% par rapport à 1974.

Aussi, la dette extérieure publique et privée (estimée à 45 milliards de dollars à la fin de 1983) représentait 60% du PNB.

Le déficit du secteur public avait doublé entre 1974 et 1983, passant de 7% à 14% du PNB.

Le taux moyen annuel d'inflation de juin 1975 à la fin de 1983 a été de 250%, ce qui a provoqué une hausse vertigineuse des prix nominaux, multipliés par ... 20 000 pendant cette période.

A ces difficultés économiques, s'ajoutaient les profondes distorsions créées dans l'économie par le système financier hérité des militaires.

Un des conseillers du président Alfonsín, l'économiste Jorge Schwarzer confirmait :

« La politique économique des militaires a donné lieu à une forte contraction des actifs monétaires destinés aux transactions économiques ; les espèces et les comptes courants des particuliers ne représentent plus que 5% du PNB. Les dépôts à terme en couvrent pour leur part 10% mais se trouvent presque tous placés à échéance de moins d'un mois et connaissent une très forte mobilité. Les dépôts à échéance de plus de six mois, ainsi que l'épargne, ont disparu totalement du système économique argentin. La Banque centrale s'est vue encouragée à maintenir le fonctionnement du système financier par l'émission systématique de nouvelles coupures, qui représente 6 à 8% du PNB ; la base monétaire augmente de 120 à 150% par an. »

La dette extérieure était donc passée de 10 milliards de dollars en 1976 à 45 milliards en 1984.

Le paiement des intérêts atteignait à lui seul presque 5,5 milliards de dollars en 1984.

En ajoutant les intérêts d'amortissement du capital et les arriérés, l'Argentine devait rembourser 21 milliards de dollars en 1984.

Le nouveau gouvernement radical et le ministre de l'économie Grispun se fixèrent 4 objectifs à remplir : 1. reprendre le contrôle de l'inflation, 2. l'assainissement du système financier, 3. le redémarrage de la production industrielle, 4. une renégociation et le paiement de la dette.

Bernado Grispun, le ministre de l'Économie lors de l'annonce de son programme préconisait que l'inflation serait réduite à 100% pour l'année 1984, de même que le PNB augmenterait de 5% et que le déficit de l'État passerait de 14 à 5% du PNB.

En ce qui concerne la dette, il affirmait également qu'il n'y aurait pas de moratoire unilatéral, mais que son gouvernement n'accepterait pas pour autant d'exigences restrictives de la part du Fonds monétaire international.

L'avenir de la démocratie était entre les mains du FMI, elle dépendait du résultat des négociations avec le FMI qui devaient commencer en juin 1984, puisqu'elles devaient déterminer l'orientation économique du pays.

Si les critères de resserrement ultra-orthodoxes du FMI devaient être appliqués, la situation sociale en Argentine pourrait devenir explosive et aboutir à une déstabilisation du gouvernement. Déjà gravement affectés par la diminution de moitié des salaires réels depuis 1976 et par un chômage touchant 15 à 20% de la population active, la classe moyenne et les secteurs populaires pouvaient difficilement accepter de faire de nouveaux efforts sans se rebeller.

Alfonsín et son gouvernement étaient parfaitement conscients de ce risque social.

C'est d'ailleurs pourquoi ils ont instauré un moratoire de fait dès leur arrivée au pouvoir, suspendant unilatéralement les paiements et les négociations entreprises avec les débiteurs jusqu'en juin 1984.

La banque internationale n'a pu qu'enregistrer le fait accompli.

Toutefois, le FMI n'est pas un instrument souple, tolérer un délai est une chose, mais admettre des conditions de caractère exceptionnel en est une autre. La posture du gouvernement argentin était très difficile à défendre, soutenant qu'il n'avait pas d'autre possibilité. « *Les banquiers doivent être plus souples ; ce n'est pas une question de choix, c'est une contrainte de la réalité* », déclara Aldo Ferrer, président de la Banque de la province de Buenos Aires.

Mais les milieux financiers internationaux n'étaient pas prêts à accorder une telle faveur à l'Argentine, ce cas créerait un précédent et violerait les règles fondamentales du FMI, à savoir l'exigence d'un programme d'austérité rigoureux et le libre jeu du marché.

Cependant, grâce à la couverture interne de ses besoins en énergie, à une balance commerciale favorable (essentiellement grâce aux marchés conclus avec les pays de l'Est), à sa production alimentaire excédentaire, l'Argentine se trouvait dans de meilleures conditions que tout autre pays pour négocier en position de force avec le FMI. Le bras de fer entre le gouvernement et le FMI devait se jouer tout au long de l'année 1984.

En 1985, les intérêts de la dette représentaient 6,2 milliards de dollars alors que l'excédent du commerce extérieur, unique point positif de l'économie nationale n'atteignait que 3,5 milliards de dollars.

L'ensemble du système économique et productif argentin était durablement touché par les années de régime militaire. Notons que le premier ministre de l'Économie du gouvernement Alfonsín, Bernardo Grinspun est remplacé début 1985 par Juan Sourrouille.

A la mi-1985, parmi les 4 objectifs fixés par Grinspun aucun n'était atteint.

C'est la politique anti-inflationniste qui connaissait le revers le plus amer : tandis que le gouvernement souhaitait ramener le taux d'inflation à 100% à la fin de 1984, celui-ci avait atteint le record d'augmentation de 688%. Alors que les prévisions pour les premiers mois de 1985 étaient encore plus sombres : de mars 1984 à mars 1985 l'inflation annuelle est montée à 850%

La spéculation financière était tout aussi vigoureuse malgré les mesures prises pour attirer des capitaux vers les secteurs de production : en décembre 1984, l'intérêt mensuel s'élevait à 52% (!!!!) sur le marché parallèle des capitaux.

Les faibles investissements intérieurs n'ont autorisé qu'une hausse de 2,4% du PNB en 1984, alors que Grinspun s'était fixé 5%. L'échec de la politique officielle visant à attirer les capitaux étrangers en provenance des pays industrialisés et le fort tassement de la consommation, fin 1984, ont fait disparaître toute perspective de relance de l'économie.

Le premier trimestre 1985 a été marqué par une grave récession, qui risquait de se traduire par un taux de croissance inférieur à 0% (on l'estimait à - 3%) en fin d'année si la conjoncture se confirmait.

Le gouvernement démocratique du président Alfonsín se voyait donc confronté, en mai 1985, à une situation économique d'une extrême gravité, frappée à la fois par une inflation galopante et une très forte récession.

Les raisons de cet échec étaient multiples : les chefs d'entreprise argentins refusaient d'investir dans le secteur productif, les pays industrialisés aussi, ceci se traduisait par un manque d'apports de capitaux et d'apports de devises étrangères.

Pourtant le président argentin mène une diplomatie très active. Il s'est déplacé à plusieurs reprises à l'étranger, particulièrement en Europe (octobre 1984), en Inde et aux États-Unis (janvier et mars 1985).

Lors de ses voyages en Europe et aux États-Unis, il déploya tous ses efforts pour faire entendre aux pays créditeurs qu'ils devaient comprendre la dette extérieure des nations latino-américaines, et en particulier de l'Argentine, d'un point de vue politique et non selon les normes classiques du FMI. L'Argentine souffrait de problèmes économiques, non à cause de son manque de dynamisme, mais à cause de ses faiblesses politiques passées.

Il prit également l'initiative d'organiser trois réunions des pays débiteurs à Carthagène (en avril 1984), Mar del Plata (septembre 1984) et Saint-Domingue (février 1985).

A cet égard, les pays développés ont craint que le président argentin ne forme un « cartel des pays débiteurs ». Mais les pays Sud-américains n'étaient pas disposés à aller au-delà des formules emphatiques. Cet échec relatif du président Alfonsín a contribué à affaiblir sa position face au FMI et au Club de Paris (« club » des pays fournisseurs d'aide au tiers monde).

D'ailleurs en août 1984, Claude Cheysson, le ministre français des Affaires étrangères avait avancé, lors d'une visite à Buenos Aires, que « *la France ne pouvait faire d'investissements publics en Argentine tant que ce pays ne se serait pas mis d'accord avec le FMI* ».

Toutefois à l'automne austral 1985, le problème de la dette extérieure n'était toujours pas résolu. Après des crises répétées dans ses rapports avec le FMI, particulièrement en mars 1984, quand plusieurs banques internationales avaient été mises en difficulté à cause d'un retard de paiement, le ministre de l'Économie annonça qu'un accord avait pu être conclu.

Pourtant l'Argentine, tout comme le Mexique et le Brésil ne pouvait répondre à leurs engagements. De ce fait, en avril 1985, le nouveau ministre Juan Sourrouille tentait de négocier un nouvel accord, mais les échéances ne pouvaient être honorées.

En mars, Alfonsín s'était rendu aux États-Unis pour tenter une dernière fois de « politiser » la dette auprès du président Reagan. Toutefois ses requêtes ne reçurent aucune réponse et il dut rentrer sans avoir obtenu d'amélioration des conditions posées par le FMI, sans promesses d'investissements, hormis quelques possibilités pour le pétrole.

Le manque de souplesse des pays développés pour les difficultés argentines a finalement conduit Alfonsín à entamer une politique draconienne. Il n'avait plus d'autre choix que de se conformer aux exigences du FMI.

Le 26 avril 1985, une foule de plus de 200 000 personnes se réunissait sur la place de la Casa Rosada en face du palais du gouvernement, les manifestants exprimaient leur appui à la démocratie alors qu'il y avait des rumeurs de coup d'État.

Raul Alfonsin fit une déclaration, il avertissait que le pays devait se préparer à une « économie de guerre ». La semaine qui suivit, son cabinet prenait une série de mesures pour rentrer dans le rang des exigences du FMI.

Parmi ces mesures, on peut citer le licenciement de fonctionnaires, l'instauration d'un nouveau régime d'impôts, la privatisation d'entreprises publiques pour dégager des recettes rapidement, la lutte contre l'inflation et la spéculation.

Le 14 juin, le peso était remplacé par une nouvelle monnaie, l'austral, dont la parité était fixée à 0,80 dollar.

En choisissant de céder aux exigences du Fonds monétaire international, Alfonsín optait pour les méthodes classiques, alors que la grande majorité des forces politiques de son pays réclamaient un moratoire unilatéral.

Ce choix, lui coûtait le soutien politique des autres partis, de fait, il se séparait de ce soutien indispensable pour ancrer la fragile démocratie argentine et mener à bien la reconstruction économique nationale.

La voie choisie par le président en mai 1985 est la même que celle qui a été prise par le Brésil et le Mexique ; Or ces deux pays ont échoué, ils n'ont pas réussi à payer leur dette extérieure ni à démêler leurs problèmes.

Déjà aussi, le front syndical traditionnellement très fort (particulièrement la très puissante CGT) prévoyait dès la fin mai 1985, une mobilisation générale de grande envergure ; Alors que les syndicats des cadres moyens préparaient une série de mesures de pression.

Or il y avait une échéance électorale en novembre 1985, des élections législatives devaient avoir lieu. De ce fait ceci ralentissait l'ensemble des mesures politiques : ce n'est qu'après cette échéance que le gouvernement pourrait éventuellement redéfinir l'ensemble de celle-ci, en fonction naturellement de l'efficacité des mesures d'austérité et leurs impacts sur le climat social.

L'endettement de l'Argentine était donc sans fond, il était abyssal ; jusqu'à très récemment tel a été le cas. On constate en effet, une nette amélioration depuis 2005, avec en 2006, une croissance qui s'affiche à 8%, ce qui a valu au pays de rembourser en 2006 au prix d'efforts considérables sa dette auprès du FMI.

Pendant les années 1980, 1990 et jusqu'en 2005, cet endettement oblige la population à supporter un effort de remboursement de la dette publique de plus en plus grand, par exemple lors de notre deuxième séjour (entre janvier et mars 2001), le ministre de l'économie changea à deux reprises.... Alors que les Argentins défilaient dans la rue pour protester contre la baisse de leur pouvoir d'achat, contre le chômage et contre la corruption des hommes politiques qui étaient accusés de s'enrichir abusivement aux dépens des classes moyennes qui s'appauvrissaient.

Chapitre 3

La Grande-Bretagne : le triomphe de Margaret Thatcher et l'honneur retrouvé

Bien que le conflit soit responsable de conséquences politiques lourdes en Argentine, la Grande-Bretagne ne sort pas non plus « indemne » de l'épisode belliqueux. Il sera également la base et la référence de toute la politique de défense britannique pour les prochaines décennies.

Le triomphe de Margaret Thatcher ne cache pas les problèmes de fonds

En avril 1982, lors de l'annonce de l'invasion des Malouines, Margaret Thatcher est très impopulaire. L'opposition appelle même à la démission du gouvernement.

Au pire de la récession économique, en 1981, Thatcher préparait un budget encore plus déflationniste qu'en 1980.

Cette politique était très impopulaire dans l'opinion et dans une partie importante des conservateurs.

Mais en 1983, Margaret Thatcher réalise un triomphe lors des élections.

Que s'est-il passé entre temps ?

La guerre des Malouines est passée par là, d'autant que ce fut une guerre expéditive, menée en 73 jours, les pertes humaines sont relativement importantes, mais on aurait pu s'attendre à pire compte tenu de l'effectif militaire argentin. Environ 255 morts donnent leur vie lors de combats, 777 blessés, les pertes matérielles sont aussi importantes : 10 avions, 25 hélicoptères, 7 navires perdus et environ une dizaine de navires sont endommagés.

Mais la guerre des Malouines donne à Margaret Thatcher une envergure nationale bien sûr, mais surtout une renommée internationale. Elle s'associe plus activement avec les Etats-Unis dans la

lutte contre le communisme, cette politique est très appréciée par la population. Elle contribue surtout à diviser l'opposition, qui de ce fait est beaucoup moins active.

Soutenue par son opinion publique, elle mène en même temps une politique intérieure très active : elle prend des mesures économiques plus populaires, en favorisant l'accès à la propriété des Britanniques et en facilitant le crédit. Les lois antisyndicales sont bien reçues de l'opinion, le chômage ayant baissé, de même que l'inflation, les syndicats ne résistent pas.

Après la victoire électorale de 1983, le *thatchérisme* est perçu comme un mouvement réformateur, certes radical dans ses moyens et prétentions. Mais le but dégagé étant d'offrir une renaissance et une modernisation nationale à la Grande-Bretagne, la population se montre favorable à la politique activement menée par la premier ministre.

Le triomphe de Margaret Thatcher après la reddition des forces armées argentines est accueilli dans les milieux politiques comme une glorieuse victoire. Aussitôt après l'annonce de la reddition des Argentins, Margaret Thatcher fait une déclaration au Parlement de Westminster face à la Chambre des Lords, elle est acclamée par tous les dirigeants politiques ainsi que par toute l'assemblée, y compris M. Foot. Ce climat d'union nationale ne sera pas durable, mais il est clair qu'au soir du 14 juin, toute la scène politique est derrière Margaret Thatcher, tant les plus pacifistes, qui sont soulagés qu'il n'y est pas eu un bain de sang dans les rues de Port Stanley, et les plus « revanchards » qui sont soulagés d'avoir obtenu une « glorieuse » victoire (puisque les troupes argentines connaissaient une terrible défaite, dans la mesure où elles se trouvaient complètement encerclées, elles se rendaient pour éviter un bain de sang sans honneur).

D'un point de vue politique et dans l'opinion nationale, la position de Margaret Thatcher se trouvait largement confortée, ainsi que l'exprime *La Nación* dans son éditorial du 18 juin :

“Aumento el prestigio de Margaret Thatcher. Londres. El prestigio de la primera ministra Margaret Thatcher entre los británicos esta en constante aumento, como lo confirmo el ultimo sondeo de opiniones. La línea dura adoptada por ella en la conducción de la guerra de las Malvinas, continua en efecto, provocando un aumento de la popularidad en Gran Bretaña de la primera ministra, mientras que el jefe del Partido Laborista, Michael Foot, es el mas impopular líder desde el fin de la segunda Mundial. Estos son los resultados, no sorprendentes, de un sondeo de opinión realizado por el instituto especializado Gallup para el diario Daily Telegraph antes de la rendición de los argentinos en las Malvinas. Hoy el prestigio de Margaret Thatcher realmente llego muy alto. El 64 por ciento de los entrevistados

afirmo sentirse más favorable hoy al gobierno de lo que lo era antes de la crisis en el Atlántico Sur. El 51 por ciento declaro estar satisfecho de Margaret Thatcher como primera ministra y solo el 14 por ciento. [...] Si se convocara hoy a elecciones generales, el 45 por ciento de los interpelados votaría por el partido conservador, el 25 por ciento por el Laborista y el 25 por ciento por los socialdemócratas-liberales.⁹”

Mais on note également que les sondages ont enregistré une nette avancée des conservateurs. Néanmoins, les récentes élections partielles ont été marquées par un fort pourcentage d’abstentions qui ne traduit pas forcément un enthousiasme général pour la politique adoptée par le gouvernement.

Parallèlement les problèmes de fond demeurent, le coût de la guerre est alarmant, les Anglais cherchent au lendemain de la guerre des Etats qui voudront bien lui venir en aide. De même, ils sont dans l’obligation de repenser leur politique de défense, par exemple précédemment ils s’orientaient vers une défense commune, ils prennent alors conscience qu’ils ont également des intérêts à soutenir dans un cadre individuel.

De plus, même si les manifestations populaires traduisaient une certaine unité nationale, les mouvements sociaux eux, n’avaient pas cessé, par exemple le service national de santé organisait des grèves tournantes, les chemins de fer envisageaient une fermeture de quatre semaines.... Le conflit des Malouines avait relégué les problèmes intérieurs au second plan mais ne les avait nullement amoindris, au contraire puisque les problèmes économiques liés aux coûts de la guerre venaient s’ajouter aux problèmes antérieurs.

Toutefois, on note tout de même que le climat d’union nationale est plutôt positif pour les avancées gouvernementales.

Mais vis-à-vis de la situation en rapport direct avec les Malouines, les difficultés se font immédiatement ressentir. Tout d’abord, il y a les discussions sur l’enquête parlementaire qui doit offrir une vue rétroactive des événements. Margaret Thatcher qui a besoin dans cette enquête de l’opposition, est favorable à une fastidieuse étude menée par un nombre restreint d’enquêteurs, ces derniers devraient examiner l’évolution diplomatique depuis 1965, ainsi que le conflit dans ses attermolements les plus récents. Le parti travailliste n’est pas d’accord avec cette manière de procéder, il considère que cela « dilue » les responsabilités des dirigeants politiques et des services secrets qui n’ont pas effectué les efforts nécessaires pour prévenir cette guerre. Ce point

⁹ *La Nación*, 18 juin 1982.

de vue, est tout à fait soutenable, mais avant 1979, le gouvernement travailliste a lui aussi été à la tête de l'Etat, il convient donc de souligner que cela équilibrait les responsabilités, puisque les deux gouvernements n'ont pas été aptes pendant toutes ces années à trouver une solution diplomatique qui satisfassent les deux pays.

Le gouvernement travailliste préconise donc une enquête rapide qui devrait avoir fini ses recherches avant les vacances parlementaires, l'enquête s'attacherait essentiellement à décortiquer les éléments les plus récents, c'est-à-dire aux erreurs d'appréciation ayant conduit à « méconnaître » et à sous-estimer le danger d'une attaque argentine. De toute évidence, le point de vue de cette enquête serait certainement moins favorable au parti de Margaret Thatcher et surtout à ces plus proches collaborateurs en matière de défense.

Un autre problème concerne de plus près la politique de défense. Le ministre, M. Nott, avait ajourné la présentation du livre blanc annuel qui devait être publié début avril, pour tenir compte, des tous récents événements ; cependant lorsque le 22 juin, le rapport paraît, il ne présente pas de réelle notification, la campagne des Falkland est évoquée dans une annexe. Le gouvernement conservateur a donc retardé la présentation de sa politique de défense.

Une fois de plus, il ne s'agit de pas faire de « l'historio-pessimisme », la gloire de Margaret Thatcher au lendemain de la victoire des Malouines en dépit des polémiques, est incontestable. L'intervention aux îles Malouines est un succès pour le gouvernement britannique, il y a lieu de penser que les Anglais se souviendront de cette victoire lors des élections.

Les combats n'ont « heureusement » pas été très meurtriers, ils n'ont pas été d'une violence extrême, ce qui démontre une volonté des deux pays de ne pas franchir les limites d'une guerre totale. Les négociations ont échoué, seules les négociations finales qui concluent la reddition argentine aboutissent, ceci détermine la dureté de la ligne belliqueuse anglaise, pas de concessions !

La guerre vient secourir les conservateurs

Les années qui suivent la Guerre des Malouines furent relativement fastes pour la politique ferme de Mrs Thatcher, puisque grâce à ce succès extérieur, elle réussira à se maintenir au pouvoir jusqu'en 1989.

En 1982, la vie politique britannique a été dominée par la récession économique et sociale ainsi que par la guerre. Mais les effets négatifs de la crise sur la popularité du gouvernement ont été largement compensés par le soutien populaire à son militarisme victorieux.

Au début de l'année 1982, tous les sondages donnaient le gouvernement Thatcher comme l'un des plus impopulaires depuis la seconde guerre mondiale, l'opinion publique montrant son hostilité face au chômage persistant et à la stagnation économique.

Fin 1982, alors que l'opinion publique a opéré un revirement favorable vis-à-vis du gouvernement, la production industrielle n'atteint que 82% du niveau de mai 1979 et, malgré une reprise légère (0,2%) et passagère au cours du troisième trimestre, elle a stagné à son niveau le plus bas depuis seize ans.

Le taux de chômage restait à un niveau inquiétant, on comptait 3 063 025 chômeurs, soit 13,8% de la population active (selon les statistiques gouvernementales). Alors que les chiffres du Parti social-démocrate (SPD) démontraient que le chômage se situait davantage dans la fourchette des 3,8 millions et 5 millions.

En même temps, le pourcentage de faillites avait augmenté de 35% par rapport au « triste record établi » en 1981.

Quelque 1 750 000 personnes de plus qu'en 1979 avaient dû recevoir des allocations complémentaires, c'est-à-dire au total 6 500 000 personnes. Aussi, même si l'excédent commercial était important grâce au pétrole (4 milliards), la livre sterling continuait à s'affaiblir sur les marchés des changes, elle tomba au-dessous de 1,50 dollar en mars 1983, pour la première fois.

En juillet 1982 les contrôles sur les ventes à crédit ont été assouplis, de même que les taux d'intérêt, alors qu'en octobre, les autorisations de dépenses publiques et les charges sociales ont été revues à la hausse.

Ces quelques mesures de relance très prudentes se sont accompagnées d'une légère augmentation du pouvoir d'achat des salariés au cours de la fin 1982, grâce également à une meilleure maîtrise de l'inflation (à 5,4%, au niveau le plus bas depuis treize ans). Mais la chute de la livre sterling en novembre et décembre 1982 ont empêché une nouvelle baisse des taux d'intérêt et les perspectives pour l'emploi et la production en 1983 restaient alarmantes.

Pour autant, lors des élections de 1983, le gouvernement n'a pas subi la sanction attendue face à ces mauvais résultats.

L'opinion publique restait au contraire favorable au gouvernement, c'était l'effet « Malouines », malgré les désaccords du début, de l'opposition et de la presse qui reprochaient au gouvernement de ne pas avoir anticipé l'invasion argentine.

Mais l'envoi d'une force d'intervention pour reprendre les îles s'est révélé être une alternative très populaire.

Celle-ci a été renforcée par une fabuleuse campagne médiatique et par la reddition sans condition des Argentins le 15 juin. Pendant les combats, des communiqués de presse soigneusement contrôlés ont maintenu l'intérêt du public à son plus haut niveau. Les médias ont fait preuve d'un chauvinisme sans précédent. Les soldats revenant de la guerre ont été accueillis comme les héros de la nation.

La position du gouvernement a encore été consolidée par une parade militaire des vainqueurs à travers Londres, une visite aux îles de Madame Thatcher. Et particulièrement, le rapport des « privy Councillors » (le rapport Franks) qui libérait le gouvernement de toute responsabilité vis-à-vis de l'imprévision du gouvernement devant l'invasion argentine.

Le « facteur Falkland » a renforcé l'autorité de Mrs Thatcher dans le gouvernement et la position du Parti conservateur dans le pays.

L'alliance entre le Parti social-démocrate (SPD) et les libéraux qui avaient largement progressé depuis 1979, fut la première victime. Bien que l'alliance ait commencé à baisser dans l'opinion publique avant début avril, à la fin 1981, elle avait atteint jusqu'à 50% dans certains sondages et le SPD avait remporté de justesse une élection partielle à la veille de l'invasion argentine.

Mais l'alliance a essuyé ensuite des revers, directement liés aux retombées de la guerre, les électeurs ayant préférés les conservateurs, au SPD lors des élections locales de mai 1982 et plus tard, lors de nouvelles élections partielles.

Le SPD a tenté de réagir en élisant à sa tête Roy Jenkins et en proposant des mesures marquées à droite, particulièrement des réformes syndicales, une « démocratie industrielle », l'expansion économique, l'éducation, la représentation proportionnelle et la défense et en « relançant » l'alliance par une nouvelle campagne d'information en janvier 1983.

Le Parti travailliste fut la seconde victime du « facteur Malouines ». Sa cote est restée basse, un tiers de la population le soutenait encore en janvier 1983, malgré une campagne très active de son aile droite pour reprendre les positions gagnées par son aile gauche depuis 1979.

Au Congrès du Parti en septembre 1982, l'aile droite reprit le contrôle du NEC (*National Executive Council*) et a entrepris, comme première étape d'une vaste opération pour chasser les « gauchistes » du parti, une grande campagne d'expulsion des trotskystes des organisations locales.

Toutefois, la crédibilité de Michael Foot comme candidat potentiel au poste de Premier ministre, se voyait affaiblie. En même temps, le Parti travailliste devait entamer les élections générales anticipées de juin 1983 alors que les divisions internes très vives à propos des mesures visant la lutte contre le chômage, de débats à propos de l'Europe et du désarmement nucléaire unilatéral. Or, toutes ces positions étaient rejetées par une partie importante des parlementaires travaillistes. Après les élections de 1983, l'orientation de la politique gouvernementale vers un État moins « social » et plus autoritaire se poursuivit graduellement.

Après les secteurs industriels dénationalisés de 1982 (l'Amersham International et la National Freight Corporation, par exemple), le gouvernement continue sur sa lancée en 1983 et au-delà (avec British Telecom, British Shipbuilding, ainsi que le monopole public de la production d'électricité).

Alors que dans le même temps, d'un point de vue social, les prestations ont diminué très sensiblement à la suite des réductions des dépenses publiques.

En revanche, le projet de privatisation plus poussé des services de santé n'a pu être voté, dans la mesure où cela a provoqué de fortes oppositions au sein de l'opinion publique et des dissensions à l'intérieur même du gouvernement.

Fin 1982, des mesures accordant de nouveaux pouvoirs à la police en matière d'arrestations, d'enquêtes et de détention ont été prises, dans le même temps, début 1983, le projet de « loi de nationalité » a été adopté (il concernait aussi les Falklandais).

“Acquisition of British citizenship at commencement of 1981 Act or by birth or adoption

(1)A person shall at commencement become a British citizen if—

(a)that person becomes a British Dependent Territories citizen at commencement under section 23 of the 1981 Act (persons becoming British Dependent Territories citizens at commencement); and

(b)immediately before commencement either—

(i)that person was a citizen of the United Kingdom and Colonies who had that citizenship by his birth, naturalisation or registration in the Falkland Islands; or

(ii) one of that person's parents, or a parent of one of that person's parents, was, or but for his death would have been, a citizen of the United Kingdom and Colonies who so had that citizenship; or

(iii) that person, being a woman, was, or had at any time been, the wife of a man who by virtue of subparagraph (i) or (ii) becomes a British citizen at commencement or would have done so but for his death.¹⁰

Cette loi prévoit l'acquisition de la nationalité britannique par les personnes ayant des liens avec les îles Falkland et conditionne son accès.

Enfin le gouvernement a publié un « livre vert » sur la législation du travail.

Parmi les propositions, ce livre propose que le vote secret et par correspondance pour l'élection des responsables syndicaux locaux et nationaux, ainsi qu'une modification de la loi sur les « cotisations politiques » grâce auxquelles les membres du syndicat financent le Parti travailliste en abandonnant le système du « contact out » (l'adhérent spécifie qu'il refuse de payer la cotisation) en faveur du « contact in » (dans ce cas, l'adhérent précise qu'il paye la cotisation).

Les syndicats ont opposé une faible résistance à cette nouvelle mesure, affichant ainsi leur déclin de plus en plus prononcé (le nombre des adhérents n'a d'ailleurs cessé de diminuer, baissant d'un million par rapport au maximum de 1979).

Cette désaffection fait suite aux différents échecs des syndicalistes, particulièrement lorsque la lutte menée pendant neuf mois par les travailleurs de la santé contre la politique salariale du gouvernement a essuyé un échec.

Au début du mouvement, la mobilisation des salariés de ce secteur avait rencontré une grande sympathie auprès du public. Mais les responsables syndicaux se sont épuisés dans des séries d'arrêts de travail régionaux et locaux qui ont démobilisé et démoralisé les travailleurs de la santé et les ont désolidarisés de l'ensemble de la population.

En décembre 1982, après avoir lutté vainement, les salariés du secteur de la santé acceptent la proposition d'augmentation salariale de 6% qu'ils avaient refusée six mois plus tôt.

Quant aux mineurs, ils avaient eux refusé en novembre 1982 de suivre les appels à une action nationale contre une réduction des salaires et la fermeture de certains puits, lancés par leurs responsables syndicaux.

10 British Nationality (Falkland Islands) Act 1983, 1983 CHAPTER 6

Début 1983, les conflits locaux contre des fermetures de puits (en Écosse et au Pays de Galles) ont été de courte durée, dans la mesure où ces mouvements manquaient de soutien national et de consignes précises.

Par contre, le mouvement qui était le plus actif contre la politique du gouvernement Thatcher, était celui qui militait en faveur de la paix. Notamment, en juin 1982, 250 000 personnes défilaient dans les rues de Londres pour protester contre les missiles américains et la visite de Ronald Reagan en Grande-Bretagne.

Quelques mois plus tard, le gouvernement a même dû procéder à l'annulation des exercices de défense civile « Hard Rock » alors que plusieurs municipalités refusaient d'y participer.

En janvier 1983, le gouvernement décidait de réagir avec une campagne publicitaire contre le Comité pour le désarmement nucléaire (CDN). Mais les sondages démontraient que si 21% seulement de la population étaient en faveur d'un désarmement nucléaire de la Grande-Bretagne, au moins 61% étaient opposés à l'installation des missiles Cruise et 56% favorables à l'annulation de l'achat prévu du sous-marin *Trident*.

En Irlande du Nord, la situation politique du gouvernement était plus périlleuse. Les catholiques et les protestants irlandais réagissaient sans enthousiasme à une nouvelle initiative du gouvernement britannique. En particulier, le plan Prior, ce dernier visait à assurer une « *rolling devolution*¹¹ ou *dévolution progressive* » pour rétablir un partage du pouvoir exécutif entre les six comtés d'Irlande du Nord.

En octobre 1982, les élections des membres de l'assemblée proposée par Prior eut lieu.

Ils devaient considérer des dossiers, solliciter les membres des communautés pour la conception de « plans de dévolution » acceptables par les catholiques et les protestants.

Mais cela ne pouvait pas réussir puisque les « modérés » du SDLP et les « extrémistes » catholiques du Sinn Fein provisoire, boycottaient l'Assemblée.

Mais l'élection à l'Assemblée, en octobre, des cinq candidats du Sinn Fein démontra la force de la résistance catholique à l'autorité anglaise.

Alors que l'opposition des protestants au partage des pouvoirs était très vive, l'impasse politique restait entière, tout comme la récession et la violence.

En même temps la situation économique n'était pas brillante, le pourcentage du chômage masculin en Irlande du Nord était de 25,8% (chiffre de décembre 1982).

¹¹ P. Brennan & R. Deutsch, *L'Irlande du Nord – Chronologie 1961-1991*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle. 174p.

Le gouvernement britannique continuait de « modérer » la pression protestante, en maintenant en Irlande du Nord 10 000 hommes des troupes régulières, et en augmentant de mille personnes la Royal Ulster Constabulary.

La violence d'État en Irlande du Nord se heurta en 1982 à l'escalade de l'activité militaire des « Provos » et de l'INLA (Armée nationale de libération de l'Irlande) : deux bombes de l'IRA explosent à Londres, entraînant la mort de huit soldats en juillet 1982 ; l'INLA, elle, provoque la mort de dix-sept personnes en janvier 1983 à Ballykelly.

Au début de 1983, les perspectives de la gauche britannique étaient plutôt sombres. Au retour d'un voyage aux Malouines, Mrs Thatcher dut affronter une forte pression du Parti conservateur et de la City, ces derniers réclamaient des élections anticipées.

Début mai 1983, Margaret Thatcher fit un pari pour freiner l'opposition, elle organisa des élections législatives anticipées pour le 13 juin 1983.

Mais malgré une très légère perte en voix, le Parti conservateur remporta, grâce au système majoritaire à un tour, une écrasante victoire en sièges.

Le parti travailliste s'effondra et l'alliance SDP libéraux en dépit d'un score honorable, fut laminée par le mode de scrutin.

Mais le danger de cette victoire écrasante était que les conservateurs pouvaient par leur politique de rigueur, aggraver la récession, en même temps ils avaient toutes les pièces en main pour renforcer l'appareil coercitif de l'État et menacer à terme les crédits accordés à l'aide sociale et les droits syndicaux.

L'affrontement entre les conservateurs favorables à l'armement nucléaire et les militants de la campagne pour le désarmement nucléaire qui prônaient l'action directe non violente monta en intensité. Par ailleurs, l'action du gouvernement Thatcher intensifia la lutte armée pour la libération de l'Irlande du Nord occupée.

Mais début 1984, les résultats de la politique de Margaret Thatcher commencèrent à montrer des résultats. Dans le domaine économique, la balance commerciale était toujours déficitaire, mais l'inflation se stabilisait. La hausse des prix était d'environ 5% l'an, alors que l'année 1979 avait affiché des records à 22%. Les économistes face à la conjoncture et à l'augmentation des salaires nominaux prévoient un taux de croissance moyen de 2,25% pour les 5 années à venir. Mais il subsistait un point noir : le chômage avec les 3 millions de chômeurs, soit 13,9% de la population active, contre 5,7% en 1979.

L'autre succès fut surtout électoral, notamment lors des résultats de l'élection générale du 9 juin 1983 avec 377 députés conservateurs, le gouvernement s'assurait une majorité confortable face à 209 travaillistes et 44 divers.

Ce succès démontrait une certaine réussite de Margaret Thatcher qui avait réussi à déjouer les attaques des mouvements syndicaux très actifs jusque lors, tout en touchant aux acquis sociaux des classes ouvrière. Sa politique populiste qui faisait appel à l'initiative individuelle, à la lutte contre la bureaucratie, aux valeurs nationales, fonctionnait, les Britanniques, surtout les classes moyennes et ouvrières répondaient présents pour consentir des efforts nécessaires à la relève du pays.

Seulement, l'accroissement du chômage, les conséquences sociales de la politique économique de resserrement budgétaire du gouvernement Thatcher furent catastrophiques. Les projets annoncés début 1984 risquaient fort d'aggraver la situation.

Le « désengagement » accru de l'État supposait une réduction générale des dépenses publiques (excepté pour le budget de la défense). Notamment, en matière sociale, il réduisait le nombre de centres d'accueil des chômeurs préalablement annoncés, des menaces pesaient sur les services de santé, le programme de dénationalisations était relancé, étaient particulièrement visées les télécommunications et la compagnie British Airways.

Sur le plan fiscal, le budget adopté au printemps 1984 renforçait la tendance amorcée en 1979 avec la réduction des impôts directs (réduction des charges sociales sur les entreprises, suppression de l'imposition des revenus sur l'investissement), alors que les impôts indirects étaient alourdis.

Cette politique de rigueur a naturellement eu des effets néfastes concernant la population, mais cela n'a pas bénéficié aux travaillistes sur le plan électoral.

Il s'est plutôt recentré sur l'alliance entre les libéraux et les sociaux-démocrates.

Lors de ces élections, c'est l'échec complet du parti travailliste qui a été le plus significatif. Ce recul est marqué par trois facteurs. D'une part, les classes ouvrières ont cessé d'être aussi vindicatives (le nombre de journée de grève a été divisé par 8 entre 1979 et 1983, passant de 29,5 millions à 3,6 millions).

D'autre part, le mouvement ouvrier a souffert des atteintes au droit syndical et aux traditions travaillistes de la part du gouvernement Thatcher.

En effet, les lois de 1980, 1982 ainsi que le projet de 1984, visant la lutte contre le « pouvoir » syndical, ont réduit les possibilités d'action syndicale.

Profitant également de l'hostilité au Labour dans une partie non négligeable du mouvement syndical, le gouvernement proposa la limitation de la pratique des cotisations syndicales aux travaillistes (ces cotisations représentent 77% des ressources du parti).

Egalement, le recul des travaillistes était vraisemblablement la conséquence de la faible crédibilité de leur programme, perçu comme dépassé et inadapté, il ne proposait pas de réelle alternative de programme socio-économique. Le Labour avait choisi des chevaux de bataille (retrait du Marché commun, nationalisations, désarmement unilatéral, etc.) qui allaient à contre-courant du populisme thatchérien.

Malgré ce contexte favorable, le thatchérisme n'a pu bénéficier du soutien inconditionnel de son propre parti et auprès de l'électorat.

Dans son propre parti, Margaret Thatcher s'est vu confrontée à quelques éléments de sa base parlementaire.

Particulièrement MM. Heath (ex-Premier ministre) et Pym (ex-secrétaire au Foreign Office) qui ont multiplié les critiques contre les méthodes autoritaires de la « dame de fer ».

Cette contestation a tiré profit de ce que l'on a appelé dans l'establishment londonien, les « peaux de banane » dont le Premier ministre n'a pas été épargné, tant sur le plan personnel que dans sa politique extérieure (particulièrement avec Grenade et le Liban).

Elle a manifesté son mécontentement lorsque la vie privée de Cecil Parkinson (son ministre du Commerce et de l'Industrie) fut contraint de démissionner suite à la révélation d'une infidélité conjugale, ou lorsque les entreprises commerciales de Mark Thatcher (son fils) ont été suspectées d'avoir profité d'une intervention douteuse du 1^{er} ministre.

Pour l'opinion publique anglaise, ces peaux de banane entachaient l'image de la « Dame de fer » incorruptible.

C'est pourquoi en juin 1984, pour la première fois depuis la guerre des Malouines, le Labour connaissait une remontée spectaculaire avec les élections au parlement européen.

En même temps, en juillet, les mineurs, rejoints par les dockers se faisaient plus menaçants, au point que l'on s'inquiétait dans les rangs conservateurs.

Alors que les syndicats, de leur côté reprenaient confiance.

Après une année 1984 dominée par la grande grève des mineurs qui a grevé les finances de l'Etat de 2,75 milliards de livres, Margaret Thatcher semblait pourtant avoir quelques raisons d'être satisfaite à la mi-1985.

D'ailleurs, en novembre 1984, le chancelier de l'Échiquier, Nigel Lawson, « pronostiquait » les meilleurs auspices pour l'année à venir ; elle devait être selon lui la « quatrième année de croissance soutenue ».

D'un point de vue économique, les résultats montraient une hausse des profits des entreprises trois fois supérieure à celle des revenus individuels, alors que ces derniers montraient un taux de progression inégalé depuis 1979.

En même temps, les finances publiques bénéficiaient d'importantes recettes liées à l'exploitation pétrolière en mer du Nord (la production de 1984-1985 a rapporté 12 milliards de livres, soit 1,8 milliards de plus que les estimations).

Egalement, les dénationalisations ont abouti à la « vente du siècle », avec la privatisation de British Telecom.

Devant ces bons résultats, Mme Thatcher n'était pas tout à fait à l'abri des soucis. Dans la mesure où, sa politique économique suscitait d'importantes critiques de l'opposition, une partie des conservateurs rangés derrière Edward Heath avait lancé l'offensive sur ce terrain.

Nigel Lawson était au premier rang des mis en faute, lors de son entrée en fonction (en juin 1983), il avait affirmé que son objectif était de ramener l'inflation au degré zéro, alors que deux ans plus tard, il annonçait que le taux d'inflation ne pouvait être inférieur à 5%, voir 6% pour l'année 1986. Aussi, la contestation se faisait aussi très vive face aux désengagements de l'Etat.

Or, lors de la présentation du budget de 1985-1986, il déclarait que les miracles dans le domaine économique ne sont pas possibles, selon lui, le taux d'inflation ne pouvait pas descendre au-dessous de 5% en 1985, sous réserve qu'il n'atteigne pas les 6% en cours d'année.

Le thème du désengagement de l'État était également un terrain privilégié de l'opposition. Or, un *Livre blanc*, publié par le gouvernement en janvier 1985, se proposait de ramener à 39% du PIB le pourcentage des dépenses publiques. Mais en 1979, lorsque Mme Thatcher était entrée au gouvernement la proportion était au même niveau, cela était donc un indice qui montrait que la situation économique ne s'était guère améliorée. Alors qu'en 1981-1982, ce pourcentage était monté jusqu'à 43,5%.

La livre (£) restait également fragile sur le marché des changes, malgré une hausse brutale des taux d'intérêt, début 1985.

Mais la principale source de mécontentement était l'augmentation constante du chômage. Début 1985, il s'élevait à environ 14% de la population active, soit quelque 3,7 millions de personnes, il augmentait mensuel de 12 000 nouveaux chômeurs (selon les sources du ministère du travail).

Les régions les plus sinistrées étaient l'Irlande du Nord (près de 21%), l'Écosse (près de 15%) et la région du Nord (près de 18%). Dans certaines zones, le chômage atteignait les 30%, notamment à Stockton, près de la frontière écossaise.

C'est dans ce contexte que le capital confiance dont bénéficiait le gouvernement allait commencer à s'effriter. La doctrine économique du Premier ministre ne faisait plus recette, tandis qu'une aile « modérée » de son parti s'opposait directement à elle lors des discussions sur le budget 1984-1985.

En ce qui concerne sa politique extérieure, elle soutenait la politique de Ronald Reagan en matière de défense « contre » l'Union soviétique (particulièrement dans son projet de « Guerre des étoiles »). Alors que la Communauté Economique Européenne privilégiait la détente et les bonnes relations avec l'Union soviétique, elle marquait de ce fait son appartenance à l'Alliance atlantique. Mais lors de l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir en 1985, elle révisa sa position hostile et revint à des dispositions plus favorables.

Elle appuya le raid aérien contre la Libye au départ de bases en Grande-Bretagne alors que les autres membres de l'Otan s'y opposaient.

Michael Heseltine, son ministre de la Défense, lui remit sa démission lorsqu'elle défendit le projet américain d'hélicoptères Sikorsky contre le projet européen Agusta Westland. Par la suite, il s'opposa ouvertement à elle.

Chez les conservateurs, l'opposition de MM. Edward Heath et Francis Pym, appuyés par quelques parlementaires, prit parfois l'allure d'une rébellion ouverte contre la mauvaise gestion du gouvernement. Edward Heath allait même présenter, en mars 1985, un projet de budget dont certains points (particulièrement la modernisation des équipements d'infrastructure britanniques) allaient dans le sens du ralliement envers la principale organisation patronale, la Confederation of British Industry (CBI). Pour les opposants du camp thatchérien, le monétarisme était révolu, en même temps, l'État devait être beaucoup plus interventionniste économiquement pour stimuler l'industrie.

C'est là que résidait le principal sujet de désaccord même si, pour l'essentiel, la CBI et les principales institutions financières de la City conservaient leur confiance dans le gouvernement, dont ils appréciaient encore les mesures anti-inflationnistes.

Du côté de l'opposition, on sentait un regain d'optimisme, car depuis novembre 1984, la popularité des conservateurs enregistrait une baisse, au profit de l'Alliance entre le SDP (le Parti social-démocrate) et les libéraux, puis, à partir de mars, au profit des travaillistes. Ces derniers s'appuyant sur une série de sondages commencèrent à envisager comme réelle la possibilité de retourner aux affaires, arrivant même en tête dans les sondages de mars-avril 1985.

Toutefois, le mécontentement de la population n'a pas réellement profité aux travaillistes ou au mouvement syndical. Après l'échec des mouvements sociaux du début des années quatre-vingt, c'est l'Alliance centriste entre les libéraux et les sociaux-démocrates qui a réussi à tirer profit du déclin des conservateurs.

En seconde position lors des élections de 1983, en mai 1985, elle perçait à nouveau lors des élections régionales, dans 47 comtés d'Angleterre et du Pays de Galles. Les conservateurs perdaient le contrôle de dix conseils de comté et n'en regagnaient qu'un seul, tandis que les travaillistes en perdaient cinq.

Ainsi, l'Alliance paraissait maîtresse de l'échiquier politique et à même de redistribuer les cartes politiques.

Et ce, alors même qu'elle commençait à préciser sa conception d'une politique économique dite « centriste », opposée à la fois à l'ultra-monétarisme du Parti conservateur et à la « stratégie économique alternative » de la gauche travailliste. Cette conception, avec quelques variantes, se retrouvait dans les projets de la droite travailliste et des conservateurs modérés. Si elle ne proposait guère de changements radicaux, elle envisageait de préférence une politique des revenus concertée, un « assouplissement » de la législation syndicale, une intervention limitée et sélective de l'État dans l'industrie et un contrôle des prix favorisant l'investissement.

En 1985, l'Alliance était donc en mesure de rassembler assez de voix et de gagner suffisamment de sièges (une cinquantaine suffirait) pour empêcher, en cas de nouvelles élections générales, le Parti travailliste de retrouver une majorité absolue à la Chambre des Communes.

Malgré l'essor de ces oppositions, Margaret Thatcher obtient un troisième et dernier mandat de Premier ministre en 1987.

Mais en 1990, elle doit céder la « vedette » et la candidature lors des élections à son ministre de l'Économie et des Finances, John Major.

Beaucoup pensent alors qu'un fossé Nord-Sud est désormais créé entre les populations aisées du Nord (les « have » ou littéralement, « ceux qui en ont ») et les populations pauvres du Sud (« ceux qui n'en ont pas » les « have not »).

Pendant ces mandats, son action a été très large, elle est intervenue dans tous les domaines et y a laissé une empreinte très personnelle et très forte. Elle a réduit l'aide sociale (l'indemnisation des chômeurs a été très fortement réduite, etc.), sa politique de privatisation a marqué le paysage industriel et économique anglais.

Elle s'est également fortement illustrée au niveau de sa politique extérieure au sein de la CEE, celle-ci a été le plus source de satisfaction auprès de l'opinion anglaise, qui invariablement était anti-européenne.

Particulièrement, en 1988, elle s'opposa aux propositions européennes tendant à accroître le caractère fédéral et la centralisation des structures des décisions de la communauté.

Elle ne reconnaissait aux « Douze » qu'un rôle permettant d'améliorer le libre-échange, elle craignait que les changements stratégiques opérés par l'Union ne détruisent le travail qu'elle mettait en œuvre dans son pays. Elle luttait contre l'union monétaire et économique, la monnaie unique étant alors le grand projet commun en préparation.

En conclusion, on peut donc affirmer que la situation politique et économique de l'Argentine est au lendemain de la guerre des Malouines, des plus alarmantes, mais que malheureusement cette situation s'est prolongée au moins jusqu'au début du 21^{ème} siècle ; la situation politique s'est plus rapidement améliorée, même si la démocratie argentine est restée chancelante pendant une décennie, alors que la situation économique est restée très préoccupante jusqu'en 2005 (les difficultés économiques persistent, l'inflation est élevée, mais l'Argentine a réussi à rembourser sa dette abyssale auprès du FMI).

Quant au Royaume-Uni, la population retrouve peu à peu confiance, le gouvernement conservateur se trouvant conforté en « profite » pour prolonger son mandat jusqu'en 1990.

La situation politique anglaise du Premier ministre était très chancelante avant la guerre des Malouines ; le succès en politique extérieure a donc assuré à Margaret Thatcher, une sorte de prolongation, ce qui explique qu'elle est parvenue à se maintenir au pouvoir jusqu'en 1990. La situation économique s'est redressée au prix d'efforts et de sacrifices très importants.

Chapitre 4

Les conséquences pour les Kelpers : une expansion économique « miraculeuse »

Sur le long terme, les conséquences sur les Malouines sont très bénéfiques. La guerre des Malouines a suscité l'intérêt des Britanniques à tous les points de vue. Cela a permis de contribuer très nettement au développement des îles.

Un territoire deux fois plus petit que le pays de Galles, qui appartenait à des propriétaires terriens expatriés dirigeant une économie stagnante et quasi médiévale, basée sur l'élevage des moutons. « *Si nous n'avions pas été envahis, nous serions argentins aujourd'hui* », « *Toutes les bonnes choses qui nous sont arrivées depuis, comme les investissements, nous le devons à la guerre des Malouines* » déclare Bill Luxton, l'un des huit conseillers qui composent le Parlement-gouvernement élu.

On aurait du mal à trouver un habitant des Malouines qui ne pense pas que le conflit ait été, à long terme, la meilleure chose qui ait pu arriver à l'archipel.

Avec 1 500 soldats britanniques stationnés en permanence aux Malouines, les 2 200 insulaires sont le peuple le mieux protégé du monde. [...]

Les partenariats avec des Européens, des Espagnols pour la plupart, ont donné naissance à un nouveau type local : le « *millionnaire des Malouines* ». Mike Blanch, qui dirigeait le conseil municipal de Bromley, dans le Kent, jusqu'à ce qu'il devienne gouverneur de l'île en 2000, annonce la couleur avec satisfaction :

« Le PIB ici est de 55 millions de livres (550 millions de francs), soit quinze fois plus qu'en 1982. En termes de revenu par tête, nous pouvons rivaliser avec le sud-est de l'Angleterre. Nos fonds de pension sont totalement

financés, nous n'avons pas de dette. Nos réserves s'élèvent à 70 millions de livres, assez pour survivre à deux ou trois mauvaises années ¹²».

Les Malouines assurent presque intégralement leur autofinancement, à l'exception de ce qui est du ressort de la défense, pour laquelle, elles dépendent encore totalement de la Grande-Bretagne.

Ceci pourrait toutefois changer si les gisements de pétrole étaient mis à jour ; du pétrole dans les eaux territoriales constituerait une manne financière inestimable.

Attiré par son potentiel, Stanley ressemble de jour en jour à une ville-champignon. Cette guerre a provoqué ou accéléré la mutation décisive de l'archipel. Ceci est particulièrement vrai de la présence militaire, qui a permis la sécurisation de l'archipel et conditionné en partie l'installation de nombreux entrepreneurs à Port Stanley.

Les Land Rover neuves et les 4x4 se multiplient à tel point que les premiers feux de circulation ne devraient plus tarder à faire leur apparition.

Mais l'évidence finit quand même par sauter aux yeux.

Le chômage est inexistant, et ce dont les Malouines ont besoin, ce n'est pas de plus d'argent, mais de plus de main-d'œuvre.

Il ne s'agit plus réellement de lutter contre une invasion, les Malouines ne peuvent pas plaire à tout le monde, surtout avec 14 degrés en plein été.

Mais dans la mesure où la main-d'œuvre fait cruellement défaut, les vides doivent être principalement comblés par des travailleurs sous contrat. Car pour devenir « résident » aux Malouines, il faut un contrat de travail. De cette façon, les habitants se protègent des immigrants économiques susceptibles d'arriver massivement d'Argentine. Cette garantie leur permet de préserver leur tranquillité.

« Grâce à la guerre », les Malouines sont passées d'une économie traditionnelle fondée sur l'élevage du mouton, dont les exportations se faisaient quasi exclusivement à destination de l'Europe et des Etats-Unis et qui employait un quart de la population des îles à une économie moderne et diversifiée. Cette diversification a été rendue possible par le déclin de l'activité traditionnelle et surtout par la baisse de ses rendements. D'où la nécessité de générer de nouvelles ressources, plus prometteuses. En particulier les ressources halieutiques comme nous l'avons vu pour le développement de la pêche grâce à l'extension de la Zone Economique Exclusive (ZEE), à la vente des licences de pêche, ainsi que grâce à la gestion et la protection des stocks de poisson et à une surveillance plus rigoureuse des zones de pêche.

¹² Source : *Courrier International*, juin 2001, n°578.

Elle a aussi permis plus récemment le développement de l'écotourisme.

Les séquelles de la guerre

Les champs de mines comme une importante présence militaire rappellent toujours ce conflit meurtrier. Cela n'a pas toutefois pas empêché les Falkland de connaître depuis lors une mutation qui en fait aujourd'hui un « îlot de prospérité », dans un monde sud-américain passablement éprouvé par la crise socio-économique.

Les Falkland ont su valoriser une série d'atouts : une zone maritime élargie, des eaux poissonneuses qui permettent aux autorités locales d'accorder de nombreux permis de pêche à des compagnies de l'hémisphère Nord, des colonies de manchots qui attirent les touristes occidentaux.

Cette prospérité n'a pas apaisé les rancœurs anglo-argentines, bien au contraire, les Kelpers, attachés à la Grande-Bretagne, continuent à prendre les Argentins de haut.

XVII) Les négociations depuis la guerre entre les deux nations

Préambule

I - Les réactions argentines : continuer les négociations

II - Les dernières nouvelles des négociations

Préambule

Dans cette partie, nous n'allons pas évoquer toutes les différentes étapes et négociations depuis la fin du conflit, mais simplement retracer une perspective globale en notant les épisodes marquants.

Chapitre 1

Les réactions argentines : continuer les négociations

Dès le lendemain après la fin du conflit, le ministre argentin des affaires étrangères souligna que le débat concernant la souveraineté des Malouines devait se poursuivre auprès de toutes les instances internationales. Il assurait que l'Argentine ne renoncerait jamais à ses droits sur l'archipel.

Dorénavant, le gouvernement argentin devait faire en sorte que la question des Malouines ne fut plus seulement une question argentine, mais sud-américaine.

Il souligna par ailleurs que ces négociations devaient être menées en coordination avec les Etats-Unis. En dépit de la position incompréhensible de ces derniers pendant le conflit. Il leur reprochait d'avoir aidé l'ennemi... Quant à l'attitude de l'Europe, il s'en préoccupait un peu moins, dans la mesure où d'une certaine façon, les relations n'avaient jamais été très étroites.

Bien entendu la réaction britannique ne se fit pas attendre, Margaret Thatcher s'exprima en réaction à cette position, en prétendant que le futur des îles Malouines concernait exclusivement le Royaume-Uni et la population de l'archipel.

Selon ses propos, la question de la souveraineté des Malouines appartenait uniquement aux Britanniques et aux Kelpers. Elle annonça que sa volonté était d'accorder une plus grande autonomie au territoire malouin, ceci en accord avec le principe de l'autodétermination.

On peut donc dire, que les négociations à venir ne s'annonçaient pas sous les meilleurs auspices.

De même vers la fin juin 1982, l'Argentine accusait la Grande-Bretagne de retenir encore quelque 500 à 600 prisonniers argentins sur le territoire malouin avec l'intention de les utiliser comme otages.

Les négociations depuis le régime démocratique argentin

L'année 1988 est ravivée par des tensions, à la suite de l'annonce faite par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de son intention de mener des manœuvres militaires aux îles Falkland entre le 17 et 31 mars 1988. Le représentant de l'Argentine, le 11 mars 1988, a adressé au Président du Conseil de sécurité de l'ONU une lettre demandant qu'il soit convoqué une réunion du Conseil pour discuter de la situation créée par cette décision du Royaume-Uni.

Le 17 mars 1988, le Conseil a examiné la question lors de la séance 2800e et 2801.

Avant de débiter la 1^{ère} séance le Conseil a satisfait à la demande des représentants de la Colombie, du Costa Rica, du Guyana, du Mexique, de l'Uruguay, de la Bolivie, de l'Équateur et du Venezuela de participer au débat, les représentants du Guatemala et de l'Inde ont participé à la 2^{ème} séance.

À la 2800e séance, le Ministre des relations extérieures et du culte de l'Argentine a déclaré que son pays n'était pas le seul à être préoccupé par la décision du Royaume-Uni de mener des manœuvres militaires aux Malouines, particulièrement les pays de l'Organisation des États américains, ainsi que le Mouvement des pays non alignés.

Le Gouvernement britannique avait décidé de mener des manœuvres militaires alors même qu'il avait appuyé la résolution 41/11 de l'Assemblée générale en date du 27 octobre 1986, qui avait proclamé l'Atlantique Sud zone de paix et de coopération.

Il s'agissait donc là d'une évidente manifestation de la volonté du Royaume-Uni de ne pas négocier et de ne pas régler pacifiquement son différend avec l'Argentine concernant les îles.

Le Royaume-Uni avait voté contre les résolutions de l'Assemblée générale demandant une solution négociée et simultanément, avait procédé à une démonstration de force dans les îles. Il n'était disposé à participer qu'à des négociations laissant expressément de côté la question centrale de la souveraineté.

Les Britanniques prétendaient que les deux pays devraient commencer par adopter des mesures réciproques de confiance, mais comment l'Argentine pouvait-elle interpréter l'établissement de mesures réciproques de confiance par un pays qui décidait de mener des manœuvres militaires dans la région en litige.

Alors que l'Argentine avait depuis le rétablissement de la démocratie en 1983, manifesté clairement sa volonté de rechercher une solution négociée. Toutes les initiatives et actions de l'Argentine depuis 1983 étaient pacifiques.

L'attitude britannique était perçue alors comme une menace à la paix et à la sécurité internationales car elle méconnaissait le principe du recours à des négociations comme base de règlement des différends.

La demande de l'Argentine visait à la prise des sanctions de la part de l'ONU : si le comportement de l'un des membres permanents du Conseil avait un impact direct sur la crédibilité du système de sécurité collective et si ce même membre permanent ignorait la Charte ? Quel était le rôle de l'Organisation et de son conseil ?

Dans le cas présent, le Royaume-Uni abondait par conséquent dans le sens de ceux qui cherchaient à discréditer l'Organisation des Nations Unies.

A ces attaques, le représentant du Royaume-Uni a rappelé qu'en 1982, alors que les Gouvernements britannique et argentin négociaient au sujet des îles Falkland, les îles avaient soudainement été envahies par plus de 10 000 militaires argentins. Par la suite, l'Argentine avait méconnu la résolution 502 (1982) du Conseil demandant le retrait immédiat de toutes les forces argentines.

En conséquence, le Gouvernement britannique avait été obligé d'exercer son droit de légitime défense conformément à l'Article 51 de la Charte et d'expulser les envahisseurs, à un prix en vies humaines qui avait été considérable.

Le Royaume-Uni a déclaré qu'il manquerait à l'obligation qu'il avait en vertu de l'Article 73 de la Charte (L'article 73 énonce les obligations des États Membres chargés d'administrer les territoires non autonomes à l'égard des habitants de ces territoires) s'il ne faisait pas le nécessaire pour sauvegarder la sécurité de la population des îles et pour veiller à ce qu'une telle catastrophe ne puisse se renouveler.

L'Argentine avait indiqué clairement que les négociations ne pourraient avoir qu'une seule issue : l'annexion des îles par l'Argentine. Elle souhaitait uniquement des pourparlers qui statueraient sur la date du transfert de la souveraineté.

Le Gouvernement britannique a accueilli favorablement l'assurance donnée par l'Argentine précisant qu'il était également résolu à régler les différends en suspens par des moyens pacifiques.

Il précisait par ailleurs qu'il appréciait les déclarations du Président Alfonsín selon lesquelles il n'avait pas l'intention de recourir à la force.

Toutefois pour expliquer ses manœuvres militaires, il rétorqua qu'aussi longtemps que l'Argentine maintiendrait ses prétentions sur les îles Falkland, sans égard aux aspirations des habitants des îles, le Royaume-Uni devait conserver la capacité de faire face à l'imprévu.

Plutôt que de décider d'installer une garnison permanente assez nombreuse pour repousser toute attaque, le Royaume-Uni avait décidé de maintenir une garnison aussi réduite que possible en s'offrant le moyen de la renforcer rapidement.

Le Royaume-Uni avait indiqué clairement que des exercices de renfort seraient nécessaires à l'occasion. L'exercice en cours, auquel participait un petit nombre d'aéronefs et moins de 1 000 hommes, ne pouvait aucunement être interprété comme une menace pour quiconque.

De plus, en organisant des moyens de renfort, le gouvernement britannique avait pu réduire de moitié le nombre de militaires stationnés sur l'île, ce qui contribuait indubitablement à atténuer les tensions plutôt qu'à les attiser.

Le représentant de la Colombie déclara alors que la question des îles Malvinas affectait tous les pays d'Amérique latine. Il souligna aussi que ces derniers appuyaient sans réserve la revendication de souveraineté sur les îles de l'Argentine.

Il s'agissait manifestement d'un problème de décolonisation qui aurait pu être réglé dans le contexte de la Charte mais qui était devenu plutôt un foyer de tensions et de conflits ayant des répercussions dans l'ensemble de la région.

Ce n'était pas l'envergure ou l'intensité des manœuvres britanniques qui préoccupaient la Colombie mais plutôt le fait que le Gouvernement démocratique de l'Argentine, qui avait exprimé clairement son intention de protéger les intérêts des habitants des îles, avait proposé un dialogue bilatéral pacifique sans ordre du jour prédéterminé et sans conditions préalables, se voyait répondre par un déploiement de force. Cet étalage de puissance était l'antithèse d'un climat de négociations et de paix. La Colombie appuyait une solution négociée d'ensemble.

Le représentant du Pérou mit en évidence que les manœuvres britanniques devaient être replacées dans le contexte de la décision prise par le Royaume-Uni le 29 octobre 1986 de proclamer autour des îles Malouines une zone de 200 miles à l'intérieur de laquelle il avait créé une prétendue zone intérimaire d'administration et de conservation de la pêche.

De l'avis général des représentants sud-américains, l'envoi de troupes étrangères dans la région pour y mener des manœuvres militaires quelles que soient leur origine ou les modalités de leur déploiement, constituait une intervention injustifiée et une atteinte à l'intégrité territoriale, à la sécurité et à la souveraineté de l'Amérique latine.

L'Union soviétique appelait également de ses vœux un règlement pacifique du différend. L'introduction aux îles Falkland de forces et d'armes britanniques pour déterminer la possibilité

d'y mener des opérations militaires en cas d'attaque, qui était le but de l'opération qui avait été avoué à Londres, n'était pas de nature à promouvoir un règlement pacifique.

Les îles Malvinas étaient un territoire non autonome au sens du Chapitre XI de la Charte des Nations Unies et en 1965 l'Assemblée générale avait reconnu l'existence d'un différend au sujet de la souveraineté sur les îles.

Depuis lors, l'Assemblée avait demandé à maintes reprises l'ouverture de négociations en vue de parvenir à un règlement pacifique, en ayant à l'esprit les dispositions de la Charte, les objectifs de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et les intérêts de la population des îles. L'Assemblée avait également demandé au Secrétaire général d'entreprendre une mission de bons offices pour aider les deux gouvernements à reprendre les négociations, mais la situation n'avait pas encore permis au Secrétaire général de mener à bien ce mandat.

Le président des séances prit partie pour l'Argentine en formulant à son tour qu'un renforcement de la présence militaire dans la région aggraverait les tensions plutôt que d'aider à créer le climat nécessaire à des négociations pouvant déboucher sur un règlement pacifique.

À la 2801^e séance, le représentant de l'Italie mit en relief les étroites relations que son gouvernement entretenait aussi bien avec l'Argentine qu'avec le Royaume-Uni et il demanda un règlement négocié du différend.

Le représentant des États-Unis d'Amérique déclara que son gouvernement appuyait la résolution 42/19 de l'Assemblée générale dans laquelle l'Assemblée avait demandé l'ouverture de négociations en vue de trouver une solution pacifique. Les États-Unis n'avaient pas pris position au sujet de la question de la souveraineté.

Les deux parties au différend étaient leurs amis, et l'une et l'autre avaient déployé des efforts pour régler la situation, bien que des tensions subsistent manifestement. Les États-Unis étaient convaincus qu'il fallait mettre en place une base plus stable de confiance mutuelle et que l'ouverture de pourparlers directs pourrait contribuer à cet objectif.

Le représentant de la Chine déclara que la communauté internationale devait respecter la revendication de l'Argentine sur les îles Malvinas et fit observer que le Mouvement des pays non alignés et l'Organisation des États américains avaient, à différentes occasions, adopté des résolutions appuyant la position de l'Argentine touchant sa souveraineté sur les îles. La Chine était préoccupée par la situation qu'avaient causée dans l'Atlantique Sud les manœuvres militaires britanniques aux Malvinas et espérait que les deux parties trouveraient une solution juste et raisonnable au moyen de négociations pacifiques.

La représentante du Nicaragua déclara, entre autres choses, qu'étant donné que les Malvinas étaient une enclave coloniale, ses habitants n'avaient pas le droit à l'autodétermination. Dans le même esprit, le représentant du Guatemala fit valoir, entre autres, qu'aussi bien l'Assemblée générale que la Cour internationale de Justice avaient reconnu que le principe de l'intégrité territoriale primait sur le principe d'autodétermination lorsque l'occupation coloniale avait affecté la souveraineté territoriale de pays indépendants.

Le 1^{er} juillet 1997, la Grande-Bretagne en rétrocédant à la Chine l'archipel de Hong Kong et ses territoires sur le continent, renonçait à une possession sans lui accorder l'indépendance. Ce qui laissait un certain espoir aux Argentins puisqu'ils souhaitaient la même solution pour les Malvinas. Toutefois, force est de constater que l'Argentine n'est pas la Chine et qu'elle n'a pas le même poids dans la diplomatie internationale.

Pour Hong Kong, la Grande-Bretagne n'avait pas vraiment le choix, A la fin du XX^{ème} siècle les territoires dépendants et associés de la Grande-Bretagne était toujours : pour l'Europe : Gibraltar, les îles Anglo-Normandes ; pour l'Atlantique nord : les îles Bermudes ; pour l'Atlantique sud : les îles Falkland, Sainte-Hélène ; pour les Caraïbes : Anguilla, Cayman, Montserrat, Turks et Caicos, îles Vierges britanniques ; et enfin pour l'Océanie : Pitcairn.

La politique de reconstruction des relations entre la République Argentine et le Royaume-Uni engagée en 1989 avait été précédée par un entendement sur les conditions sous lesquelles chaque pays considérerait la dispute de souveraineté sur les Iles Malouines, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les espaces maritimes environnants comme des sujets qu'il convenait de laisser de côté pour le moment.

La formule de réserve de souveraineté accordée avait ainsi permis aux Parties d'adopter des entendements provisoires, se réservant leurs positions respectives en ce qui concerne les droits de souveraineté sur ces territoires.

Cette clause a été appliquée à toutes les réunions bilatérales qui se sont tenues depuis 1989 sur les aspects pratiques de la Question des Malouines, ainsi qu'aux déclarations et actions des Parties ou de tiers, intervenues suite aux décisions adoptées lors des réunions. L'application de cette formule de réserve de souveraineté implique que les deux Parties reconnaissent l'existence d'une dispute de souveraineté.

Après les Déclarations Conjointes de Madrid de 1989 et de 1990 avec le Royaume-Uni et sous la formule de sauvegarde de souveraineté, il y a eu d'autres déclarations conjointes successives ainsi que des échanges de notes et entendements provisoires divers concernant des questions pratiques de l'Atlantique Sud.

Ces ententes portaient sur les mesures visant à créer de la confiance et à éviter les incidents dans les domaines militaire, de la conservation des ressources de pêche, de l'exploration et l'exploitation d'hydrocarbures, des communications aériennes et maritimes entre le territoire continental argentin et les îles, de l'accès de titulaires de passeports argentins aux îles, de la construction d'un monument aux morts argentins de 1982 dans les îles, de l'échange d'information sur la délimitation extérieure de la plateforme continentale, de la réalisation de l'étude de faisabilité du déminage des Iles Malouines et de l'analyse de la toponymie des Iles Malouines.

La question de la souveraineté, aspect central de la dispute, n'a pas pu encore être abordée en raison de la réticence du Royaume-Uni à inclure la question dans les négociations, malgré les nombreux appels de la communauté internationale en faveur d'une solution définitive.

La Constitution Nationale argentine contient, depuis 1994, une Disposition Transitoire Première ainsi formulée :

« La Nation Argentine ratifie sa souveraineté légitime et imprescriptible sur les Iles Malouines, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud ainsi que sur les espaces maritimes et insulaires environnants, car ils font partie intégrante du territoire national. Récupérer ces territoires et l'exercice plein de la souveraineté, tout en respectant le mode de vie et les intérêts des habitants des Iles Malouines, et conformément aux principes du droit international, est un objectif permanent du Peuple argentin, auquel il ne peut renoncer.¹ »

Le Gouvernement du Président Kirchner a réaffirmé la politique d'Etat en ce qui concerne la Question des Malouines. Il souhaitait toujours privilégier la recherche d'une reprise des négociations et la poursuite de l'application des ententes provisoires sous la formule de « souveraineté ».

Il a manifesté ses prédispositions favorables quant à l'émergence de nouveaux accords, ces derniers devaient donc déterminer selon lui les conditions d'une reprise des négociations portant sur la souveraineté.

L'appel lancé au Royaume-Uni à réfléchir sur son refus de répondre aux nombreuses demandes de la communauté internationale de reprendre les négociations sur la souveraineté, conformément aux résolutions et déclarations des Nations Unies et de l'OEA, a été réitéré auprès des

¹ Constitution Nationale Argentine.

organisations internationales et régionales ainsi qu'un rappel de la permanente disposition argentine à ces effets. En même temps, le Gouvernement a réaffirmé le respect du mode de vie des habitants des îles, garanti par la Constitution Nationale et l'engagement argentin en faveur de considérer leurs intérêts, de conformité aux résolutions des Nations Unies.

La République Argentine rejette et conteste les actions unilatérales britanniques dans cette région, qui se placent en marge des entendements provisoires sous formule de souveraineté et qui sont contraires aux dispositions de la Résolution 31/49 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, appelant les Parties à s'abstenir d'introduire des modifications unilatérales dans la situation, pendant que les îles traversent le processus de décolonisation.

Les relations diplomatiques ont été rétablies en Février 1990, moins d'un an après le Dr Carlos Menem a été élu Président de l'Argentine.

La reprise de liens a eu lieu suite à une série d'entretiens à Madrid, dans lequel les 2 parties ont convenu d'une formule pour protéger leurs positions respectives sur la souveraineté et la juridiction maritime sur les îles Falkland, Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud.

La formule a permis aux deux gouvernements de faire des progrès dans de nombreux domaines.

Néanmoins, l'Argentine continue de revendiquer la souveraineté sur les îles Falkland.

Le Président Menem a affirmé que les îles seraient argentines d'ici à l'an 2000 et a proposé un partage de souveraineté comme une étape intermédiaire possible.

En réponse à cette affirmation, le 6 janvier 1996, l'institut de sondage « el Centro de Estudios Unión » réalisa une enquête pour la Nueva Mayoría. Parmi un panel de 1000 personnes habitant dans la capitale et dans la région de Buenos Aires, on interrogea les personnes en leur demandant si Carlos Menem allait pouvoir récupérer les Malouines. 76% des personnes interrogées ont répondu par la négative, 8% par l'affirmative et 16% ne se prononçaient pas. On peut donc dire que l'opinion publique argentine si elle est représentative de ce panel, se montre plus que sceptique quant au retour de souveraineté des Malouines sous le giron argentin.

Son ministre des Affaires étrangères, M. Guido di Tella, a également suggéré d'autres formes possibles d'association entre les îles Falkland et l'Argentine.

En 1994, la Constitution argentine a été modifiée pour inclure une clause affirmant la souveraineté sur les îles, « *qui sera poursuivie, conformément au droit international* ».

Argentine a continué de demander à l'ONU de faire appel à des négociations sur la question de la souveraineté.

Bien que l'Assemblée générale des Nations Unies n'ait pas débattu de la question des îles Falkland depuis 1990, le Comité des Vingt-quatre a continué d'adopter des résolutions appelant à des négociations entre la Grande-Bretagne et l'Argentine.

Ces résolutions sont entachées d'irrégularités, car elles ne font nullement référence aux droits des habitants des îles de choisir leur propre avenir.

Plusieurs membres du Comité ont reconnu cette omission.

Le principe de l'autodétermination est inclus dans toutes les autres résolutions examinées par le Comité.

La position britannique sur le fait que la souveraineté n'est pas négociable reste inchangée.

Il n'y aura pas de changement de statut des îles Falkland sans le consentement des Islanders.

Le Livre blanc de la Grande-Bretagne et des territoires d'outre-mer, présenté en Mars 1999, au Parlement par le ministre des Affaires étrangères, n'a pas proposé de changement de statut.

Il a tracé un nouveau partenariat avec l'ensemble des territoires d'outre-mer, fondée sur plusieurs principes fondamentaux y compris le droit à l'autodétermination.

Dans le Livre blanc, le gouvernement a déclaré :

« Nos territoires d'outre-mer britanniques sont pour aussi longtemps qu'elles le souhaitent britanniques. Le Royaume-Uni a une relation très spéciale avec les îles Falkland. »

Par ailleurs, le nombre d'étudiants des îles à venir au Royaume-Uni pour l'enseignement supérieur est croissant, ils retournent généralement dans les îles. Le gouvernement britannique reste attaché à développer ces liens.

Toutefois, le 14 juillet 1999, la Grande-Bretagne et l'Argentine signaient un accord dans le but de réduire les tensions liées au conflit des Malouines. Cet accord comprenait les points suivants :

- les îles Malouines et l'Argentine devaient coopérer en matière de pêche et de conservation du milieu naturel.
- le gouvernement argentin ne ferait plus mention des noms espagnols imposés par décret du Général Galtieri.
- les citoyens argentins pourront entrer aux Malouines avec un passeport. Sous réserve de l'autorisation du gouvernement des Malouines.
- un mémorial pour les victimes argentines du conflit devait être construit aux Malouines.
- les deux gouvernements devaient continuer à étudier les modalités et le coût du nettoyage des mines laissées par le conflit (sur 26 000 mines posées durant les opérations seules 1'400 ont été enlevées).
- le vol entre Santiago (Chili) et les Malouines devait faire une escale une fois par mois en Argentine.

Toutes ces dispositions allaient dans le bon sens, cependant, il faut bien comprendre qu'à un moment ou à un autre, l'une des deux parties brisait toujours cette entente. En la matière, c'est l'Argentine qui comptait le plus de point, sa patience était limitée.

Mais malgré ces quelques bonnes mesures, on note régulièrement que les tensions sont plus vives. Particulièrement en décembre 2003, lorsque le ministère britannique de la défense avait reconnu, pour la première fois, que certaines unités de la Royal Navy transportaient des armes nucléaires à leur bord lors du conflit armé. Il avait ajouté que ces navires n'avaient jamais pénétré dans les eaux territoriales des Falkland ni d'aucun pays d'Amérique du Sud. Il a également précisé que la Grande-Bretagne n'avait jamais envisagé d'utiliser d'arme atomique contre les Argentins. La présence d'armes nucléaires à bord de navires faisait partie du protocole classique pendant la guerre froide. Le président argentin Nestor Kirchner profita de l'occasion pour demander à la Grande-Bretagne des excuses publiques. En réponse, le gouvernement Blair répondit n'avoir rien commis de répréhensible. Le ministre argentin de la défense, José Pampuro a alors qualifié les explications britanniques de puériles, en précisant que son gouvernement allait porter plainte auprès des organismes internationaux pour « *violation de traités internationaux* ». Le ministre a également expliqué que l'Angleterre ne pouvait pas perdre la guerre en 1982, de ce fait, elle avait mis tous les moyens pour la gagner, il a demandé qu'une enquête soit ouverte afin de déterminer la présence ou pas d'armes nucléaires dans les six navires coulés.

Pour résumer la situation, on peut reprendre les propos de Jorge O. Lauririca²

Argentina formally brought the dispute over sovereignty to the attention of the UN, in the context of decolonization, in 1965. A process including resolutions, grievances, and bilateral negotiations carried on for seventeen years, culminating in the 1982 South Atlantic war. Eighteen years after the confrontation, and despite the latest changes in the status quo (commercial flights between the islands and Argentina were reestablished in 1999), the conflict remains open, with Argentina still clinging to its claims of sovereignty over Malvinas and the South Georgia, South Orcadas, South Shetland, and South Sandwich Islands, all of them located in the South Atlantic and administered by the United Kingdom.

² C'est un journaliste argentin.

What are the lessons we can draw from the Malvinas case in an effort to move toward a more systematic approach to conflict prevention by the international community ?

This paper addresses the case of the 1982 Falkland war as a critical example of failure by the international system and its many components to avert conflict.³

³ Lessons from Failure: The Falkland/Malvinas Conflict, by Jorge O. Laucirica. *Seton Hall Journal of Diplomacy and International Relations*. Mai 2000.

Chapitre 2

Les dernières nouvelles des négociations

Ultime réunion du conseil de sécurité en juin 2008

Les dernières nouvelles au sein du conseil de Sécurité de l'ONU ne laissent pas envisager de solution immédiate.

Les conseillers Janet Robertson et Richard Stevens, nouvellement élus pour représenter les Malouines à l'ONU, ont assisté à l'Assemblée générale des Nations Unies lors de la 62^{ème} session du Comité spécial des 24 sur la décolonisation le 12 Juin 2008.

Les représentants démocratiquement élus des îles Falkland prirent la parole devant le Conseil de sécurité pour défendre les îles Falkland et leur droit à l'autodétermination. Ils protestaient tout deux contre l'appui du Comité pour la Résolution 2065 qui est selon eux contraire au concept de l'autodétermination, aux droits de l'homme et aux droits des peuples tels qu'ils sont consacrés par l'ONU dans la Charte de la Déclaration sur la décolonisation.

Les discussions lors des réunions des pays hispanophones

En octobre 2005, l'Argentine a présidé la 20^{ème} conférence hispano-sud-américaine à Salamanque (en Espagne). Le président Néstor Kirchner déclara plus tard que cette conférence marquait l'affirmation d'un net soutien des pays hispanophones (Amérique du Sud et l'Espagne). Il avoua être venu chercher beaucoup lors de cette conférence et qu'il avait obtenu beaucoup plus encore. Il demanda la remise à l'ordre du jour des négociations concernant la souveraineté des Malouines, requête qui obtint le soutien des pays hispanophones.

En février 2006, pendant un acte de Maracaibo, le président du Venezuela, Hugo Chávez, manifesta une forte animosité à l'encontre de Tony Blair, qu'il désignait comme le pion de la Maison Blanche et à qui il sollicitait la restitution des Malouines. Il déclara que :

« Esas islas son argentinas, devuélvales, señor Blair, las Malvinas a los argentinos. La armada británica atropelló en las Malvinas a los soldados argentinos, apoyada por Estados Unidos. Ese es el imperialismo ».

Il reprochait en même temps à Tony Blair de vouloir obliger Cuba et le Venezuela à respecter l'ordre mondial. Avant d'attaquer Tony Blair, George W. Bush avait également fait l'objet d'une attaque en règle, il le désignait par les termes de « *loco peligroso* » « *porque es capaz de tirarle bombas atómicas al mundo* ».

Quelques analystes internationaux considérèrent quelques jours plus tard que la réponse d'Hugo Chávez au discours du parlement britannique de Tony Blair était très largement exagérée.

Ces propos sont toutefois surtout les propos d'un homme qui souhaite la reconnaissance de son pays dans la diplomatie internationale et qui souhaite amorcer la fin de la domination de la scène internationale des « grands pays » qui décident tout à la place des « petits pays ».

Hugo Chavez a la volonté de faire reconnaître la Bolivie comme acteur de la scène internationale. D'autant que l'on constate bien souvent que les pays sud-américains, excepté le Brésil du fait de sa forte émergence économique, ont très peu d'influence à l'échelle internationale et diplomatique.

C'est aussi pour cette raison que l'Argentine « empêtrée dans son borbier malouin » ne peut pas récupérer les Malouines dans les conditions diplomatiques actuelles.

Par ailleurs, en 2005, la situation s'aggrave lorsque l'annonce est faite auprès des instances internationales d'inclure les îles Malouines, Sandwich du Sud et Géorgie du Sud, parmi les territoires d'outre-mer de la Grande-Bretagne. Le gouvernement péroniste de Nestor Kirchner affirme alors « *refuser catégoriquement* » que la future Constitution de l'Union européenne s'applique aux îles Malouines. « *Nous sommes mécontents* », a lancé le ministre des affaires étrangères, Rafael Bielsa, le 28 avril. Et il a pris immédiatement des mesures, en donnant notamment instruction aux ambassadeurs argentins auprès des vingt-cinq pays de l'UE de protester contre cette inclusion.

Le 6 juin 2006, par exemple, l'Argentine réclame l'appui de l'OEA dans son action pour récupérer diplomatiquement les Malouines, ce qu'elle obtient. L'organisation approuve une résolution pour relancer les négociations. Le chancelier Jorge Taiana rejetait notamment la faute

sur le Royaume-Uni, les mesures qui devaient être bilatérales étaient toujours unilatérales, le Royaume Uni prenait des décisions sans consulter le gouvernement argentin.

Il accusait également la Grande-Bretagne de poser des obstacles à la décolonisation.

Les mesures unilatérales dénoncées par l'Argentine se référaient à la réalisation d'activité de prospection sismique et l'appropriation des licences de pêche, la présence de la base militaire et la volonté d'intégrer des représentants des îles Falkland dans les organisations internationales. Il dénonçait également le fait que le gouvernement des îles Falkland accordait les licences de pêche, ce qu'il dénonçait comme totalement illégales.

Le chef de la diplomatie argentine, Taiana proposa également de fixer une coopération entre les pays de l'OEA sur le droit à la vérité et en matière de droit de l'homme, cette assemblée créait également une "red regional de voluntariado humanitario", elle intégrait 15 pays. Cette création faisait suite à la commission Cascos Blancos présidé par Gabriel Fucks.

Les ressources pétrolières

Concernant les activités pétrolières, le phénomène a largement soulevé et soulève toujours des polémiques, du fait les négociations et les études ont été tardives, dans la mesure où la possibilité de la présence de pétrole représente un enjeu économique énorme. En 1995, donc après de longues discussions, le président argentin, Carlos Menen ainsi que John Major, le Premier ministre britannique se rencontrent avec l'aval des Nations Unies. Ils établissent un régime de coopération et d'exploitation conjointe. Ces négociations ouvrent un « chemin » pour les insulaires qui profitent de ce nouveau régime pour lancer un appel international à des entreprises d'explorations afin de peut-être établir des forages. Du fait depuis le 2 juillet 2000, ces explorations ont commencé dans une zone commune à l'ouest des Malouines.

Le mardi 27 mars 2007, le gouvernement argentin a annulé l'accord d'exploitation pétrolier avec la Grande-Bretagne dans l'Atlantique sud, autour de l'archipel britannique des Malouines, dont l'Argentine revendique la souveraineté. Le ministre des relations extérieures, Jorge Taiana, a justifié la décision en raison de « *l'action unilatérale* » britannique de lancer un appel d'offres concernant la zone contestée et « *d'exploiter des ressources qui appartiennent aux Argentins* ». D'autant que la décision est intervenue à quelques jours du 25^{ème} anniversaire du début de la guerre des Malouines.

Mais le ministre argentin a souligné une nouvelle fois que :

« L'Argentine n'est pas opposée à une coopération avec le Royaume-Uni, mais à condition que celle-ci contribue à reprendre le dialogue sur la souveraineté des Malouines ».

La recherche de pétrole et de gaz avait commencé dans les eaux des Malouines en 1995. Six puits avaient été creusés en 1998, mais les quantités du pétrole se sont avérées très faibles et d'une qualité médiocre à commercialiser. Mais à l'image de Falkland Oil and Gas, d'autres compagnies britanniques comme Rockhopper Exploration, Desire Petroleum, ou Borders and Southern se consacrent entièrement à l'exploration des éventuelles ressources de pétrole et gaz dans la seule région des Malouines. Le numéro deux mondial du pétrole, Royal Dutch-Shell, disposait de permis d'exploration dans les années 1990, mais a cessé toute exploration depuis plusieurs années.

En 2007, Phil Richards⁴, assurait que les ressources pétrolières des îles étaient pour l'heure impossibles à estimer, il contestait toutes les estimations qui circulaient.

« Du pétrole, il y en a entre pas du tout et potentiellement beaucoup. Tant que personne n'en a trouvé, il est impossible de faire une estimation. »

La Falkland Oil and Gas, a creusé son premier puit en 2008, elle tablait elle sur 10 sites capables de produire un milliard de barils chacun au moins.

Desire Petroleum espère exploiter quelques 2,217 milliards de barils pour sept sites.

Un nouvel espoir qui arrive au bon moment pour le Royaume-Uni, alors que l'amenuisement des ressources pétrolières britanniques en mer du Nord a mis la balance pétrolière du pays en déficit en 2005 et 2006 (2,2, puis 3,7 milliards de livres), cette situation est inédite depuis 1979.

Les réserves de la mer du Nord devraient être épuisées vers 2040, 2050.

Selon la Falkland Oil and Gas, il ne fait pas de doute que la présence d'un pétrole commercialement exploitable autour des Malouines serait une découverte stratégique sans précédent pour le Royaume-Uni et les Kelpers.

En 2008, les tensions ont été ravivées par la découverte de pétrole, les fantasmes issus des forages sont à ce sujet très nombreux, comme l'illustre ici parfaitement le papier du *Telegraph* :

⁴ Il travaille à la British Geological Survey (BGS).



Drilling for oil to start in Falkland Islands⁵

The inhabitants of the Falkland Islands are preparing for a South Atlantic oil rush which they hope will make them among the richest people in the world.

After 10 years of frustrating delays since oil fields containing up to 60 billion barrels of "black gold" were discovered off the islands, oil companies are planning to start drilling within the next 12 months.

The move follows the conclusion of lengthy, but successful, tests by geologists and significant cash injections by two major oil companies which plan to bring rigs to the islands by as early as autumn.

The companies with licences to drill in the area met in Edinburgh on Friday to brief officials from the Falkland' government on their progress, and preparations are under way in the South Atlantic to ensure that the islands can cope with sudden wealth.

The successful extraction of oil could bring billions of pounds to the 3,000 islanders, in a cash bonanza similar to that enjoyed by Gulf states after the development of oil fields there.

However, the effect would be magnified because of the tiny population of the archipelago - which was the subject of the 1982 war between Britain and Argentina - and its already high standard of living. The islands' GDP is £75 million, giving them one of the highest per capita rates in the world.

The capital, Stanley, is gearing up to become the Falkland' answer to the Klondike, with a redevelopment of its dockyard area and construction of 350 houses in the pipeline.

⁵*Telegraph*, by Jasper Copping, 09 Mar 2008

Meanwhile, the Falkland' authorities are overhauling their immigration policy to make it easier for the expected new arrivals to enter the islands.

Officials are already drawing up a "wish list" of projects on which to spend their windfall, with Stanley's two schools and hospital expected to be among the first to benefit. There are also plans for a road-building project, and improved air links to the rest of the world and between remote settlements.

But while the politicians are considering a "patrimony" fund, to set money aside for future generations, many islanders are clamouring for new facilities to be built straight away.

Jenny Cockwell, the editor of the islands' newspaper, Penguin News, said: "I can't see big skyscrapers springing up, but people would like to see things like a cinema and a bowling alley in Stanley."

The Falkland' government will receive 26 per cent of the profits from companies drilling for oil, as well as nine per cent royalties on every barrel sold.

Many islanders will also be cashing in personally after investing in the companies searching for oil.

Mike Summers, a councillor and spokesman for the legislature, said: "We're talking about amounts of money that we have not been familiar with previously. But we're islanders. We tend to be pretty phlegmatic."

The Treasury has been eyeing up the expected revenues, but the Falkland' government insists it will not be able to "cut in" on any deal. The Falklanders do, however, want to contribute towards the cost of defending the islands.

Meanwhile the Argentine government, which still claims the "Malvinas", as it calls the islands, and their oil fields as its own, is also looking jealously at the situation.

A spokesman said: "We reaffirm our backing for the legitimate rights of the Argentine Republic in the sovereignty dispute with Great Britain regarding the issue of the Malvinas."

Buenos Aires has accused London and the Falkland of renegeing on an agreement in 1995 to co-operate over exploring offshore reserves, and of resisting its attempts to open talks on the issue.

"The intransigence of Great Britain has not permitted that open and frank dialogue," the spokesman added.

The search for Falkland oil began in 1998, when a consortium of big companies drilled a cluster of six wells. Five showed the presence of oil, and one even brought it spurting to the surface.

It was estimated that the area might hold 60 billion barrels of oil - equivalent to the North Sea's estimated original reserves - all within the Falkland' "economic zone", which stretches 200 miles from its coastline.

Despite this potential, the companies concluded that the discovery was not commercially viable at that time, as the price of oil - at one point, just \$10 a barrel - was too low to cover the high extraction costs.

However, five small-scale exploration companies continued to operate in the area, carrying out probes of the seabed to try to gather more information about the location and quantity of oil.

They do not have the resources to drill for oil themselves, but their results have been promising enough to attract, once again, the attention of the larger companies. And with oil prices last week hitting a record \$106 a barrel, drilling around the Falkland is now a far more attractive proposition.

Last month Desire Petroleum, one of the smaller operations, announced that it had linked up with a major, so far unidentified, company. It is planning to bring a floating rig to the Falkland to start drilling by the autumn.

This deal follows a similar agreement between Falkland Oil & Gas and BHP Billiton in October, which will enable drilling in a different area.

Dr Phil Richards, from the British Geological Survey, which has been advising the Falkland' government, sounded a note of caution, however. "There's no way of knowing how much oil is down there until drilling starts," he said. "It may be a total success or a total failure, or it could be somewhere in between."

Les habitants des Malouines deviendraient alors aussi riches que les milliardaires des Emirats Arabes Unis. On note toutefois que ces découvertes ont des effets bénéfiques pour les habitants, le développement économique déjà bien amorcé avec les sources émanant de la pêche, se manifeste dans le paysage avec la construction de 350 nouvelles habitations. Le souhait des habitants devant ces nouvelles opportunités financières est de développer le confort : développer l'hôpital, les écoles. Le directeur du journal local explique d'ailleurs que la population souhaiterait voir un cinéma, un bowling s'installer. Tous les rêves sont permis. Seulement,

l'Argentine n'est pas de cet avis, elle veut partager les potentiels bienfaits de ces nouvelles richesses, ce qui explique d'ailleurs le regain d'intérêt de la nouvelle présidente élue en 2008, Cristina Fernández de Kirchner. Ses attaques à l'encontre de la Grande-Bretagne sont de plus en plus agressives et illustrent parfaitement ce regain d'intérêt.

Conclusion

La guerre des Malouines qui opposa l'Argentine et le Royaume-Uni du 2 avril au 14 juin 1982 se résume à un conflit « vain ». Dans un tel contexte, il semble hasardeux d'affirmer que dans l'histoire rien ne se perd. Si l'on analyse la situation d'avant et d'après guerre, on constate que la situation n'est nullement changée, si ce n'est que les Britanniques se trouvent encore plus confortés dans leur refus de toute négociation.

Le 2 avril, l'invasion des Malouines révèle ce conflit territorial aux yeux du monde entier. Les Argentins ont entrepris des négociations au milieu des années 60, celles-ci n'ont abouti à aucun résultat concret. La voie des négociations, et les « pressions » de l'ONU n'ont nullement infléchi la politique des dirigeants britanniques, ils campent sur leur position, même s'il leur arrive parfois de s'asseoir à la table des négociations. Alors que les politiques argentins souffrent de discrédit auprès de la population, pour des raisons internes, mais également pour la cause malouine, puisque les Argentins ne voient pas aboutir ces négociations qui se prolongent indéfiniment. Il s'agit donc de reprendre les « choses » en main, le général Galtieri comprend qu'une victoire aux Malouines serait bénéfique pour son prestige (cela prolongerait peut-être également son « mandat », car la Junte change régulièrement de « chef d'Etat », par l'intermédiaire de « putsch », par exemple celui contre le général Videla, le prédécesseur du général Galtieri en décembre 1981).

Ce conflit a donc opposé la Grande-Bretagne, un pays riche occidental et un pays en voie de développement en pleine récession, bien que cette vision soit quelque peu manichéenne, duale, il est clair que les chances de vaincre de l'Argentine étaient minimes, mais elle en avait

les moyens, du fait de nombreux avantages (proximité, effet de surprise, des moyens militaires relativement corrects). On ne comprend pas dès lors comment elle n'a pas réussi à concrétiser ses ambitions, il convient alors d'évoquer les responsabilités... Comment justifier un tel désastre ?

La réponse est ambiguë, un petit cocktail détonnant, les politiques tout d'abord, la précipitation de la Junte, la Commission Rattenbach qui a fourni une étude tronquée, et qui a sans doute contribué de ce fait à la mauvaise préparation de cette guerre. Sont également à remettre en cause les conditions et les moyens mis en œuvre pour gagner cette guerre. L'inexpérience des Etats-majors et celle des jeunes soldats argentins qui n'étaient nullement préparés à ce type de guerre ont abouti à la « débâcle » argentine.

Il y a également lieu de remettre en cause la clairvoyance des Argentins en ce qui concerne une éventuelle riposte britannique, ils n'ont pas tenu compte du gouvernement conservateur, qui devait également asseoir son pouvoir !

Surtout, ils n'ont pas tenu compte de Margaret Thatcher et de la période post-électorale.

Les responsabilités des dirigeants argentins sont lourdes, ils ont fait un mauvais calcul : le moment n'était pas opportun, la solution n'était pas la bonne.

Le régime militaire a joué son dernier atout et il a perdu. Les conséquences pour la Junte ont été désastreuses : elle a perdu le pouvoir. C'est la défaite désastreuse des Malouines qui a permis les avancées démocratiques, même si le chemin sur cette voie a été très long et parsemé d'obstacles.

En ce qui concerne le déroulement des hostilités, jusqu'au 2 mai, la presse et l'opinion internationale parlent de « guéguerre » ou de guerre « d'opérette ». On voit Alexander Haig faire des allers-retours Buenos Aires/Londres, via Washington, les négociations s'enlisent et les menaces des deux gouvernements paraissent empreintes de légèreté ; le conflit n'étant « pas tellement » meurtrier, on traite le sujet avec légèreté. Le naufrage du *Général Belgrano* vient bouleverser cette manière de voir, le conflit devient guerre, la rancœur des Argentins atteint son plus haut point, les Britanniques sont condamnés par l'opinion internationale. Le prestige de la Grande-Bretagne est atteint bien que ses appuis internationaux restent importants.

Egalement, nous pouvons nous interroger : la guerre des Malouines aurait-elle pu être évitée ? L'avènement d'un conflit limité dans le temps et dans l'espace est la conséquence de l'échec manifeste d'une crise de faible ampleur.

La crise aurait pu être évitée, si l'ONU avait montré plus de vigueur à résoudre le conflit, c'est donc en même temps l'échec significatif de cette organisation qui ne parvient pas à éviter les conflits armés.

Avant de conclure définitivement, nous pouvons aussi nous poser quelques ultimes questions : *Est-ce une guerre coloniale ?* Bien que l'Argentine clamât qu'elle luttait contre les vestiges d'un impérialisme colonial et que le conflit prenait racine dans celui-ci, en 1982, il s'agissait en fait de tout autre chose : le droit des Falklandais à rester maîtres de leur destin. Ils exprimaient leur volonté de rester sous l'égide de la Grande-Bretagne.

Est-ce l'expression d'un conflit de la Guerre Froide ? Assurément non, la Junte argentine est anti-communiste, elle aidait même les Etats-Unis dans leur lutte contre celui-ci en Amérique Centrale. Le fait que les Soviétiques et que les Cubains aient soutenu l'Argentine n'est pas le fruit du hasard, c'est plus une opportunité qu'un partage de convictions.

Bien entendu, les communistes trouvaient là une formidable occasion de lutter contre les Etats-Unis par pays interposé.

L'Argentine trop fébrile, trop isolée ne pouvait refuser des soutiens aussi précieux.

Quant à la position pour le moins étrange des Etats-Unis pendant le conflit, celle-ci tient surtout au fait qu'ils n'étaient pas du tout préparés à une confrontation à l'intérieur de leur système et surtout entre deux de leurs alliés.

En rapport avec la Guerre Froide on peut seulement dire que le conflit offrit l'occasion aux Soviétiques, de l'expression d'une rivalité entre les deux blocs. Alors que pour les Etats-Unis, il traduisait surtout un effritement de leurs relations avec les alliés.

Est-ce un conflit religieux ou ethnique ? Aucunement, poser cette question peut même relever de l'absurde. Les Falklandais sont des descendants d'Ecosseis, d'Anglais, ils parlent anglais, ils ont presque les mêmes us et coutumes que les Britanniques de souche. Les trois dénominations religieuses de l'archipel cohabitent en toute harmonie. Les Britanniques sont majoritairement anglicans ou protestants, même s'ils ont des conflits religieux avec l'Irlande du Nord, avec l'IRA qui réclame le rattachement de l'Ulster à l'Eire, ils n'ont pas de conflits religieux avec les quelques rares catholiques des îles Malouines, ni même bien évidemment avec les Argentins de confession catholique.

Est-ce un conflit d'animosité ? Il l'est devenu par la force des choses, mais avant la prise de possession britannique en 1833, ces deux pays ne s'étaient jamais affrontés. Au contraire, on constate même que jusque dans les années 1960, en dépit des négociations, les échanges économiques entre les deux pays sont relativement importants.

Est-ce un conflit de nationalisme, de patriotisme ? Sans nul doute le conflit trouve ses racines pour les Argentins dans l'orgueil de la nation. Les Argentins dès leur naissance sont bercés¹ par un slogan « *las Malvinas fueron, son y serán Argentinas* ». En l'occurrence, c'est la Junte qui en a fait un sujet de mobilisation nationale. Les Britanniques, compte tenu de leurs difficultés intérieures ont suivi le même postulat, et ont désigné la reconquête des Falkland comme l'objectif national numéro un.

C'est donc un conflit qui trouve ses racines dans un différend territorial ancien auquel nulle négociation, ni compromis n'ont pu apporter de solution.

Pendant les deux décennies après la fin de la guerre, les Falkland n'ont pas beaucoup changé sinon quelques impacts dans la ville de Stanley, quelques cratères de bombes dans les plaines grelottantes de l'intérieur de l'île...

Le paysage falklandais s'est cependant trouvé un peu modifié, puisqu'il s'est enrichi de quelques cimetières militaires, rappelant le souvenir de ceux qui sont venus trouver le terme de leur existence dans cette guerre sans but ni raison pour reposer dans cette terre froide. Amenés à bord de vols spéciaux, des pèlerins britanniques ou argentins viennent de temps à autre leur rendre une pieuse mais brève visite...

Parfois l'escale d'un paquebot de croisière en route vers le Horn, (ou plus rarement vers le détroit de Magellan) qui met à terre quelques centaines de touristes donne à la petite ville pendant quelques heures, une animation un peu factice ...

A la belle saison de l'été austral, des touristes venus de tous pays, parfois désireux de voir les phoques et les éléphants de mer s'adonnent aux joies du VTT sur les pistes à travers les prairies en fleurs. Leurs rires aident à oublier les tristes temps du conflit qui s'estompent sous les limons de l'oubli. Quant aux Falklandais, dont certains envisagent l'indépendance, mais en association avec le Royaume-Uni, ils continuent de paître tranquillement leurs moutons sur leur terre invaincue...

Bien sûr le thème des Falkland sera toujours présent dans la rhétorique et dans le discours nationaliste des Argentins mais ça risque d'être un thème platonique, une focalisation du nationalisme et la jeunesse, y restera de plus en plus indifférente. Les jeunes argentins se sentent concernés par cette question, « presque uniquement et pour la plupart » lorsqu'il s'agit de football, comme l'illustre en 1987, le but marqué en quart de finale lors de la coupe du Monde de football par Maradona « la mano de Dios ». Chaque but, marqué contre la Grande-Bretagne est une revanche pour les jeunes soldats morts au conflit pour cette nation

¹ Ceci était surtout vrai pendant la dictature, aujourd'hui, les jeunes argentins n'éprouvent plus grand intérêt pour cette cause qu'ils jugent perdue. En revanche, la plupart d'entre eux restent résolument anti-britanniques.

passionnée de football. D'ailleurs, nous étions d'ailleurs présente en 1998, lorsque le 30 juin 1998, l'Argentine a gagné contre la Grande-Bretagne 2-1, c'était la liesse totale sur la place de mai et dans toutes les rues du pays.

Toutefois, cette dernière décennie, d'un point de vue politique, les gouvernements argentins se sont montrés nettement plus agressifs :

"Es una vergüenza en pleno siglo XXI", dijo ayer Cristina Kirchner al reiterar, ante la Asamblea de las Naciones Unidas el reclamo argentino por la soberanía de las Islas Malvinas. La Presidenta se refirió al estatus político de las islas como un "enclave colonial".

El canciller Jorge Taiana enfatizó que "la lucha diplomática por recuperar el ejercicio pleno de la soberanía" sobre las Islas Malvinas "requiere el concierto de la comunidad internacional para que los británicos finalmente se sienten a dialogar".²

Les relations anglo-argentines se sont donc nettement refroidies.

En cause, les forages pétroliers qui se rapprochent ostensiblement des limites des eaux territoriales argentines.

"Britain has plans to claim more than 350,000 square miles of sea bed under a United Nations convention that allows rights to areas that are a continuation of their territory's continental shelf."³

L'énorme potentiel de ressources de pétrole, en plus de la vente des licences de pêche. Cela attise toutes les convoitises.

Les Argentins peuvent toutefois se réjouir de temps à autre, lorsque des personnalités britanniques, tel Richard Gott soutiennent ouvertement leur cause :

"People sometimes ask me why Argentinians make such an endless fuss about the islands they call Las Malvinas. The answer is simple. The Falkland belong to Argentina. They just happen to have been seized, occupied, populated and defended by Britain. Because Argentina's claim is perfectly valid, its dispute with Britain will never go away, and because much of Latin America is now falling into the hands of the nationalist left, the government in Buenos Aires will enjoy growing rhetorical support in the

² *El clarin*, 24 septembre 2008.

³ *Times*, 8 juillet 2008.

continent (and indeed elsewhere, from the current government in Iraq, for example), to the increasing discomfiture of Britain. All governments in Argentina, of whatever stripe, will continue to claim the Malvinas, just as governments in Belgrade will always lay claim to Kosovo⁴."

Mais, on retiendra tout de même une chose, en dépit de tous ces efforts, et d'années de négociations, l'archipel des Falkland reste encore et toujours britannique.

Nous pouvons achever ici ce travail en citant M. Costa Méndez :

"Regarding the Malvinas war," Mr. Costa Mendez said in 1985, "all I have to say is that I fought in defense of the Argentine national interest and of my country's sovereignty⁵."

⁴ Richard Gott dans *The Guardian*, Argentina's claim on the Falkland is still a good one, le 7 avril 2007.

⁵ Source : New York Times, du 3 août 1992 (lors de l'annonce de son décès à 69 ans).

Bibliographie

Bibliographie

- 1) Ouvrages généraux sur l'Argentine
 - 1.1 Histoire politique avant/après la guerre
 - 1.2 Les revendications argentines
 - 1.3 Conflit avec le Chili
- 2) Les Kelpers dans la guerre
- 3) La gestion du conflit après la guerre
- 4) Ouvrages généraux sur l'Angleterre
 - 4.1 Politique gouvernementale
 - 4.2 Le gouvernement pendant la guerre des Malouines
 - 4.3 Le conflit de Gibraltar
- 5) Ouvrages généraux sur l'Atlantique Sud
- 6) Ouvrage de la presse
- 7) Ouvrages diplomatiques
- 8). Documents diplomatiques officiels
- 9) Sur la guerre des Malouines
 - 9.1 Stratégies militaires
 - 9.2 Analyses militaires (les combats)
 - 9.3 Ouvrage militaire de médecine
- 10) Ouvrages généraux sur la guerre des Malouines
- 11) Données économiques

1) Ouvrages généraux sur l'Argentine

1.1 Histoire politique avant/après la guerre

-Alfonsín Raul, *La cuestión argentina*, Buenos Aires, Torres Agüero, 1984.

Biblioteca Nacional Madrid, HA/74240

-Lafage Franck (préface de Emile Poulat), *L'Argentine des dictatures 1930-1983, Pouvoir militaire et idéologie contre-révolutionnaire*, L'Harmattan, Paris, 191 pages.

Côte: 2 E 27576. Bibliothèque de Lille III.

-Falco Miguel Angel, *El futuro de la Argentina y del mundo : después de la guerra de las Malvinas*, Ediciones Agon, Buenos Aires, 1982.

Library of Congress. Référence: 83211606.

Falcoff Mark, *A tale of two policies: U.S relations with the Argentine junta, 1976-1983*, Foreign Policy research Institute, 1989.

Library of Congress. Référence: 89001552.*

Follari Rodolfo S, *Las Malvinas frente a los Estados Unidos*, Fundacion Nuestra Historia, Buenos Aires, 1999.

Library of Congress. Référence: 2001439227. (pas obtenu)

Escudé Carlos, *La Argentina vs. las grandes potencias: el precio del desafío*, Editorial de Belgrano, Buenos Aires, 1986.

Library of Congress. Référence: 86184756.*

-Quevedo Paiva A.E, *Antartida: pasado, presente, futuro?*, Circulo Militar, Buenos Aires, 1987.

Library of Congress. Référence: 88158979.*

1.2 Les revendications argentines

Disciullo Alfredo R.F, *Las Malvinas son argentinas*, Buenos Aires, Presidencia de la Nación, Secretaria de Prensa y difusión, 1974.

Biblioteca Nacional Madrid, HA/74104 (reivindicacion)

Fogg Guillermo J, *Soberania argentina en el area austral*, Pleamar, Buenos Aires, 1983.

British Library, X.809/63122

Garcia Prudencia, *El drama de la politica militar : Argentino bajo las Juntas militares*, Madrid, Alianza Editorial, 1995

Biblioteca Nacional Madrid, 9/128420

Hechos en la republica Argentina, 1989 (proceso de la guerra)

Biblioteca Nacional Madrid, HA-78151

McSherry J.Patrice, *Incomplete transition : military power and democracy in Argentina*, J.Patrice Mc Sherry, Houndmills, Macmillan, 1997.

Biblioteca Nacional Madrid, 10/68604

Palacio Alfredo L, *Las islas Malvinas archipiélago argentino*, San José, Claridad, 1984.

Biblioteca Nacional Madrid, 9/145100

1. 3 Conflit avec le Chili

Amuschastegui A.A, *Argentina-Chile, controversia y mediacion*, Ediciones Gherzi, Buenos Aires, 1980.

Library of Congress. Référence: 81118586.

-Benava Santiago, *Recuerdos de la mediacion pontificia entre Chile y Argentina*, 1978-1985, Editorial Universitaria, Santiago de Chile, 1999.

Library of Congress. Référence: 00346420.

-Carrasco G, *El laudo arbitral del Canal Beagle*, Editorial Juridica de Chile, Santiago, 1978.

Library of Congress. Référence: 78105786.

Carrasco German (seleccion y notas), *Argentina y el Laudo Arbitral del Canal de Beagle*, Editorial Juridica de Chile, 1978, 403 paginas.

Bibliothèque de la Sorbonne, côte: SS08:1027.

Carril Bonifacio del, *La cuestion con Chile*, Emecé Editores, Buenos Aires, 1984.

Library of Congress. Référence: 84254675.*

Carrasco Dominguez G, *El Laudo Arbitral del Canal de Beagle*, Editorial Juridica de Chile, Santiago, 1978.

Library of Congress. Référence: 78105786.*

Chilean-Argentine relations, Atar, Genève, 1978.

Library of Congress. Référence: 79112210.

Controversia en la region del Canal Beagle: laudo arbitral: notas y documentos adicionales, Editorial Juridica de Chile, Santiago, 1982.

Library of Congress. Référence: 83148578.*

De flory Maria L.R, *Argentina y Chile en la zona del Beagle*, Ministerio de Educacion y justicia, Buenos Aires, 1984.

Library of Congress. Référence: 88178823.*

Ensalaco Mark, *Chile bajo Pinochet la recuperacion de la verdad*, Madrid, Alianza Editorial, 2002.

Biblioteca Nacional Madrid, 12/163602

Espinosa Moraga Oscar, *Nuestra verdad sobre el cono sur*, Santiago de Chile, Esparza y Cia.

Biblioteca Nacional Madrid, HA/71257

Melo Artemio Luis, *La mediacion papal y el conflicto austral*, Buenos Aires, Depalma, 1981.

Biblioteca Nacional Madrid, HA/67064,

British Library, X.809/63122

Molina Johnson Carlos, *Chile : los militares y la politica, Santiago, Estado Mayor general del Ejercito*, Biblioteca Militar.

Biblioteca Nacional Madrid, 9/166375

Mosquera Carlos Julio, *La conciencia territorial argentina y el tratado con Chile de 1881/1883*, Buenos Aires, 1994, Circulo Militar .

Biblioteca Nacional Madrid, 9/161620

Politica Exterior y tratados : Argentina, Chile, Mercosur, Buenos Aires, Ciudad Argentina, 1999.

Biblioteca Nacional Madrid, 9/20992

North Liisa, *Civil military relations in Argentina, Chile en Peru* by David E.Apter, Berkeley instituter of internacional studies, University of California, 1966.

Biblioteca Nacional Madrid, HA/49416

Relaciones chileno-argentinas : la controversia del canal de Beagles Chilean-Argentina Relations the beagles channel controversy, Geneve, 1978.

Biblioteca Nacional Madrid, HA/64253

Republica de Chile, Controversia en la region del Canal Beagle, Laudo Arbitral, Santiago de Chile, 1977, 497 pages.

Bibliothèque de la Sorbonne, côte: SS08:758.

Relaciones chileno-argentinas, la controversia del Canal Beagle: algunos documentos informativos= Chilean-Argentine relations, the Beagle Channel controversy: some background papers, 2.ed aumentada, Impr. Atar, 1978.

Library of Congress. Référence: 80110637.*

Saenger Castanos F.R, *Cuestion de limites entre Chile y Argentina: los acuerdos de 1991*, Editorial Juridica ConoSur, Santiago de Chile, 1997.

Library of Congress. Référence: 97189005.*

Strubbia Maria, Melo Artemio L, *La mediacion papal y el conflicto austral*, Depalma, Buenos Aires, 1981.

British Library, (pas noté côte)

The Beagle Chanel controversy: some background papers, Atar, Genève, 1978.

Library of Congress. Référence: 80110637.*

Valdivieso Vio Fabio, *La mediacion de SS el papa Juan Pablo II en el conflicto chileno-argentino sobre la determinacion de jurisdicciones maritimas en la zona austral, antecedentes desarrollo y destino*, Editorial Aconcagua, Santiago, 1984.

British Library, YA.1988.a.14498

2) Les Kelpers dans la guerre

Bound Graham, *Falkland Islanders at war*, Leo Cooper, Barnsley, South Yorkshire, 2002.

Library of Congress. Référence: 2002421241.(pas obtenu).

Falkland Islands newsletter, Falkland Islands new, Falkland Islands Office, June 1978- Nov 1982.

Library of Congress. Référence: 87655642.*

Foulkes Haroldo, *Los kelpers en las Malvinas y en la Patagonia*, Corregidor, Buenos Aires, 1983.

Library of Congress. Référence: 84189036.*

Quellet R.L, *Historia politica de las Islas Malvinas*, Revista de la Escuela Superior de Guerra Aérea de la Fuerza Aérea Argentina, Buenos Aires, 1982.

Library of Congress. Référence: 84154112.*

3) La gestion du conflit après la guerre

Balze Felipe A.M, *Argentina y Estados Unidos: fundamentos de una nueva alianza*, Asociacion de Bancos de la republica Argentina, Buenos Aires, 1997.

Library of Congress. Référence: 98111975.*

Bouzas R et Russell R, *Estados Unidos y la transicion Argentina*, Editorial Legasa, Buenos Aires, 1989.

Library of Congress. Référence: 90214299.*

Canclini de Figueroa (Consejo para las Relaciones Internacionales), *Década de encuentro: Argentina y Gran Bretana, 1989-1999*, Grupo Editor Latinoamericano, Buenos Aires, 2001.

Library of Congress. Référence: 2002404781. (pas obtenu).

Fraga J.A, Siglo XXI, *Malvinas Argentina: propuestas para une politica de Estado*, Academia Nacional de Geografia, Buenos Aires, 2000.

Library of Congress. Référence: 2002429116.

Furston, Edward, *The Falklands aftermath: picking up the pièces*, Cooper, London, 1988.

Library of Congress. Référence: 90106912.*

Gonzalez Julio C, *Los tratados de paz por la guerra de las Malvinas: Madrid, 15 de febrero, Londres, 11 de diciembre de 1990: Ley 24,184: desocupacion y hambre para los argentinos*, J.C Gonzalez, Buenos Aires, 1998.

International perspectives on the Falklands Conflict: a matter of life and dealer, St Martin's Press, New York, 1992.

Library of Congress. Référence: 91028739.*

Mitchell Christopher, *In the aftermath: Anglo-Argentine relations since the war for the Falkland/Malvinas Islands: an Anglo-Argentine symposium on the future of the Falkland/Malvinas Islands, and on future relations between the two countries*, Center for international Development and Conflict, University of Maryland, 1989.

Library of Congress. Référence: 89085679.

Rizzo R, Melo A.L, Angelone J.P, *Las relaciones Argentina-Estados Unidos, 1983-1993: variables para un analisis interpretativo*, Homo Sapiens Ediciones, Rosario, 1993.

Library of Congress. Référence: 94180020.

Romero Agustin M, *Malvinas, la politica exterior de Alfonsin y Menen*, Editorial del Belgrano, Buenos Aires,1999.

British Library, YA.2001.a.8728/ Library of Congress. Référence: 99517980.

4) Ouvrages généraux sur l'Angleterre

4.1 Politique gouvernementale

Gilmour Ian H.J.L, *Dancing with dogma: Britain under Thatcherism*, Simon & Schuster, London, New York, 1992.

Library of Congress. Référence: 94100214.*

Kavanagh Dennis, *Thatcherism and British politics: the end of consensus?*, Oxford University Press, New York, 1990.

Library of Congress. Référence: 89028844.*

Leruez Jacques, *Le phénomène Thatcher*, Editions Complexe, Bruxelles, 1991.

Library of Congress. Référence: 93204838.*

Sanchez Fernandez, José Francisco, *El thatcherismo: historia y analisis de una epoca*, Universidad de Almeria, Servicio de Publicaciones, Almería, 1999.

Library of Congress. Référence: 200113522158.

Sergeant Jean-Claude, *La Grande-Bretagne de Margaret Thatcher (1979-1990)*, PUF, Paris,1994.

Bibliothèque de la Sorbonne: HET 3371=8

Smith Geoffrey, *Reagan and Thatcher*, W.W Norton, New York, 1991.

Library of Congress. Référence: 90046010.

4.2 Le gouvernement pendant la guerre des Malouines

Dalyell Tom, *Misrule, How Mrs Thatcher has misled parliament from the Sinkink of Belgrano to the wright affair*, London, Bulter & Tanner , 1987, 152 pages.

BDIC de Nanterre:O 197665.

El país que empiezo en las Malvinas, edición fundamentos, Buenos Aires

BDIC de Nanterre: F pièce 6192.

Lepot François, *Malvinas desde Londres*, Ciudad Argentina, Buenos Aires, 2002.

Library of Congress. Référence: 20022426379.

4. 3 Le conflit de Gibraltar

Calvar Jorge, *Gibraltar, the Strategic theatre*, Instituto de Cuestiones Internacionales, Madrid, 1980.

Library of Congress. Référence: 84169140.

Calvar Jorge, *La descolonizacion de Gibraltar*, Direccion General de Estudios y Documentacion, Madrid, 1981.

Casalduero Francisco, Europa, *Gibraltar y la OTAN*, Drysa, Madrid, 1985.

Library of Congress. Référence: 85239845.*

Dias de Villegas José, *El estrecho de Gibraltar : su funcion en la géopolitica nacional*, Madrid, Editorial Nacional, 1953.

Biblioteca Nacional Madrid, 3/97159, 4/41165

Gold Peter, *A stone in Spain's shoes, the search for a solution to the problem of Gibraltar*, Liverpool University Press, 1994.

British Library, YC1995.6.4094

Gouvernement Secretariat Gibraltar, Census of Gibraltar 1991, Gouvernement of Gibraltar, Gibraltar, 1992.

Library of Congress. Référence: 93245428.

Howard S, *The Status of Gibraltar*, Epping Bowler C, London, 1983.

British Library, X.809/58125

Izquierdo Sans Cristina, *Gibraltar en la Union Europea, Consecuencias sobre el contencioso hispano-britanico y el proceso de construccion europea*, Tecnos UAM Ediciones, Madrid, 1996.

British Library, YA 2002.a.26138

Levick RBM, *Chiefs events and episodes in the history of the Falklands Islands and the Gibraltar parallel*, Buldleigh Salterton, 1983.

British Library, YC.1988.a.6482

Navarrete José (1836-1901), *Las llaves del estrecho : estudio sobre la reconquista de Gibraltar*, Madrid, 1983, Manuel G.Hernandez.

Biblioteca Nacional Madrid, AFRGF/340

Seminario sobre Aspectos Juridicos del Enlace Fijo a traves del Estrecho de Gibraltar, Seceg, Madrid, 1989.

Library of Congress. Référence: 91199035.

Soberania argentina sobre las Islas Malvinas, Georgias del Sur y Sandwich del Sur (algunos antecedentes del conflicto con el Reino Unido de Gran Bretana e Irlanda del Norte), Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto, Buenos Aires, 1982.

Library of Congress. Référence: 84151965.

Truver Scott C, *The Strait of Gibraltar and the Mediterranean*, Sijthoff & Noordhoff, Netherland, 1980.

Library of Congress. Référence: 79056562.

5) Ouvrages généraux sur l'Atlantique Sud

Azambuja Péricles, *Falkland ou Malvinas: o arquipélago contestado*, Editora da Universidad de Caxias do Sud, Caixa do Sul, 1988.

Library of Congress. Référence: 89157810.

Baker C Ashford, *The ultimate dilemma: obligation conflicts in wartime*, University Press of America, Lanham, 1988.

Library of Congress. Référence: 87010736.*

Busser Carlos A.C, *Malvinas, conflicto vigente*, Buenos Aires, Vortice, 1999.

Biblioteca Nacional Madrid, 9/202353

Cardoso Osacar Raul, *Malvinas, la trama secreta*, Barcelona, Planeta, 1985.

Biblioteca Nacional Madrid, 4/222938

Cichero Félix Esteban, *Las Malvinas*, Buenos Aires, Editorial Stilcograf, 1968, 141 pages.

BDIC de Nanterre: S 66511.

Caillet Ricardo R., *Una Tierra Argentina, las Islas Malvinas Academia Nacional de la historia*, edición de homenaje patrocinada por la fundación Alejandro E Shaw, Buenos Aires, 1982.

BDIC de Nanterre: O col 7007/19

Cawkell Mary, *The Falkland story 1592-1982*, A.Nelson, Oswestry-England, 1983.

Library of Congress. Référence: 85223943.*

Coutau-Bégarie Hervé, *Géostratégie de l'Atlantique Sud*, Puf, Paris, 1985, 214 pages.

Bibliothèque Ste Genéviève, côte: 4248 8°.

Destafani Laurio H, *Manual de las Malvinas desde 1501 a 1983*, Corregidor, Buenos Aires, 2001.

British Library, YA.1987.a.16693

Costa Mendez N, *Malvinas : ésta es la historia*, Buenos Aires.

Library of Congress. Référence: 93189770.

Ferrer Vieyra Enrique, *An annotated legal cronology of the Malvinas (Falkland) Islands controversy= Cronologia legal sobre la cuestion Malvinas*, M. Lerner Editora, Cordoba, 1985.

Library of Congress. Référence: 86205848.

Fulcan A.G, *Las Malvinas : una guerra inevitable* (Nostradamus, profeta del Acuario) Madrid, Escuela de Estudios Esotéricos, DL, 1982

Biblioteca Nacional Madrid, HA/70651

Goni Demarchi Carlos A, *Yrigoyen y la Gran Guerra: aspectos desconocidos de una guesta ignorada*, Ediciones Ciudad Argentina, Buenos Aires, 1998.

Library of Congress. Référence: 98160341.

Lami Hernandez J-M, *Malvinas : meta de todos los argentinos*, Editorial El Liberal, Santiago del Estero, 1987.

Library of Congress. Référence: 88150888.

Landeiro J.A, *Cronologia de un despojo*, Adrogué Grafica Editora, Adrogué (Argentina), 1982.

Library of Congress. Référence: 84178991.

Malvinas: en busca de la verdad, American Technology Supply, 1996.

Library of Congress. Référence: 97161053.

Martin Berrio Raul, *Las Malvinas en las relaciones internacionales del Atlantico sur*, Madrid, Editorial de la universidad comlutense, 1988. 673 pages.

Biblioteca Nacional Madrid, 3/163878

Mundo Lo Sara de, *The Falkland/Malvinas Islands: a bibliography books (1619-1982)*, Albatross, Urbana, 1983.

Library of Congress. Référence: 83161716.

Sévestre Hélène, *Les îles Malouines*, Paris, Imprimerie Nationale, 1989. Bibliothèque St Geneviève, côte: 8 Ysup 42917

Strange Ian J, *The Falkland Islands*, Newton Abbot, North Pomfret, 1983.

Library of Congress. Référence: 84141818.

The Falkland Islands and dependencies, Reference Services, Central Office Information, London, 1982.

Library of Congress. Référence: 82178781.

Wagstaff William, *Falkand Islands: the Bradt travel guide*, Globe Pequot Press, Chalfont St Peter, England, 2001.*

Library of Congress. Référence: 20011033148.

Wigglesworth Angela, *Falkland people*, P Owen, London, 1992.

Library of Congress. Référence: 93133124.*

6) Ouvrage de la presse

La guerra de las Malvinas /equipo the Sunday Times, Barcelona, Argos Vergara, 1983.

Biblioteca Nacional Madrid, 4/204961, HA70236

7) Ouvrages diplomatiques

Albertson Jon, *Falklands fiasco*, Eeolus Books, Irvington, 1988.

Library of Congress. Référence: 88072083.

America Latina y la guerra del Atlantico Sur : Experiencias y desafios, Buenos Aires, Belgrano, 1984 (temas de politica internacional).

Biblioteca Nacional Madrid, HA/73062

Becerra Alfredo, *Protestas por Malvinas 1833-1946*, Caja Editora, Buenos Aires, 1998.

Library of Congress. Référence: 98196126.

Beck Peter J, *The Falkland Islands as an international problem*, Routledge, London-New York, 1988.

Library of Congress. Référence: 891834459. (pas obtenu)

Betts A, *Malvinas: el colonialismo residual*, Grupo editor Latinoamericano, Buenos Aires, 1997.

Library of Congress. Référence: 97183903.

Bologna A.B, *Los derechos de la Republica Argentina sobre las Islas Malvinas, Georgias del Sur (San Pedro) y Sandwich del Sur*, Ediar, Buenos Aires, 1988.

Library of Congress. Référence: 90153427.

Boulder Colo, *Pacific settlement of international disputes*, Lynne Rienner Publisher, 1991.

Library of Congress. Référence: 91013435.

Britain and the Falklands crisis: a documentary record (prepared for the Foreign and Commonwealth Office by Reference Services, Central of Information), Central Office Information, 1982.

Library of Congress. Référence: 83128519.

Cairo Carou Heriberto, *Elementos para una geopolitica critica de la guerra y la paz (recurso electronico) la construccion social del conflicto territorial argentino-britanico*, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 2002

Biblioteca Nacional Madrid, DGcd/4656

Charlton Michael, *The Little Platoon : diplomacy and the Falklands Dispute*, Oxford, B.Blackwell, 1989.

Biblioteca Nacional Madrid, 3/172138. British Library, YC 1989.6.4227

Coll Alberto R Arend Anthony C, *The Falklands war, lessons for strategy, diplomacy, and international law*, Allen and Unwin, Boston- London, 1985.

British Library, YC.1986.a.2103

Consejo Argentina para las relaciones Intercoloniales, *Malvinas Georgias y Sandwich del Sur, diploma Argentina en Naciones Unidas 1945-1981* (tome II 1972-1981) Buenos Aires, 1983, 387 pages.

BDIC de Nanterre: O 183 392.2.

Enrique A.Emiliani, *Para volver a Malvinas una diplomacia soberana*, Editorial Dunken, Buenos Aires, 2001.

Drnas de Clément Z, *Malvinas: el derecho de la fuerza o la fuerza del derecho?*, Marco Lerner Editora, Cordoba, 1999.

Library of Congress. Référence: 00333867.

Gough Barry, *The Falkland Islands/Malvinas: the contest for empire the south Atlantic*, Athlone Press, London, 1992.

Library of Congress. Référence: 92021952.

Gustafson Lowell S, *The Sovereignty dispute over the Falkland (Malvinas) Islands*, Oxford University Press, New York, 1988.

Library of Congress. Référence: 87025032.

Ferrer Vieyra Enrique, *Antartida argentina: seminario de derecho internacional: documentos de trabajo*, Instituto Argentino de Estudios Internacionales, Buenos Aires, 1960.

Library of Congress. Référence: 84177195.

Ferrer Vieyra E, *Las Islas Malvinas y el derecho Internacional*, Ediciones Depalma, 1984.

Library of Congress. Référence: 84245519.

Biblioteca Nacional Madrid, 9/140493

Ferrer Vieyra E, *Problematica juridica de las Islas Malvinas y de la Antartida Argentina*, Direccion General de Publicaciones de la Universidad Nacional de Cordoba, Cordoba, 1982.

Library of Congress. Référence: 83204217.*

Gamba Virginia, *El peon de la Reina*, Buenos Aires, Sudamericana, 1984.

Biblioteca Nacional Madrid, HA/73551

Garcia Lupo R, *Diplomacia secreta y rendicion incondicional*, Editorial Legasa, Buenos Aires, 1983.

Library of Congress. Référence: 84141672.

Gonzalez Julio C, *Los tratados de paz por la guerra de las Malvinas : Madrid 15 de febrero-Londres 11 de diciembre de 1990 : ley 24.184 : desocupacion y hambre para los Argentinos*, Buenos Aires, 1998, J.C Gonzalez.

Biblioteca Nacional Madrid, 9/203731

Gustafon Lowell S, *The Sovereignty dispute over the Falkland Islands* /Lowell S.Gustafson, New York, Oxford University Press, 1988. (gran bretana, relaciones, argentina)

Biblioteca Nacional Madrid, HA/76366

Hoffmann Fritz L and Hoffmann Olga Mingo, *Sovereignty in Dispute, The Falklands/Malvinas 1432/1982*, Westview Press/Boulder, London, 1994.

Bibliothèque de la Sorbonne, côte: H34 15 in 8.

Kelly Elsa, *Las Malvinas y el derecho de descolonizacion*, Instituto de estudios latinoamericanos, Buenos Aires, 1984.

British Library, YA.1988.a.8430

Kinney Douglas, *National interest, national honor: the diplomacy of the Falklands crisis*, Praeger, Georgetown University, 1989.

Library of Congress. Référence: 88029271.

Laborde Julio, *Malvinas en el plan global del imperialismo*, Editorial Anteo, Buenos Aires, 1987.

Library of Congress. Référence: F3031.L32.1987.

Laver Hague Roberto C, *The Falklands/Malvinas, breaking the deadlock in the Anglo-Argentine sovereignty dispute*, Martinus Nijhoff, London, 2001.

British Library, YC.2001.a.8728

Laver Roberto C, *The Falklands/Malvinas case: breaking the deadlock in the Anglo-Argentine sovereignty dispute*, Martinus Nijhoff Publishers, Boston, 2001.

Library of Congress. Référence: 00067557.

Libro azul y blanco de las Islas Malvinas: veinte documentos fundamentales sobre los derechos argentinos en el archipiélago, Ediciones AP, Buenos Aires, 1982.

Library of Congress. Référence: 83174430.

Lord Franks, *Falklands Islands review report of a committee of privy counsellors*, HMSO, London, 1983.

British Library, BS.102/108

Los derechos argentinos sobre las Islas Malvinas (conferencias pronunciadas por Enrique Ruiz-Guinazu), Academia Nacional de la Historia, Buenos Aires, 1964.

Library of Congress. Référence: 77268038.*

Mack Carlos, *Der Falkland (Malvinas) Konflikt: eine Konstellationsanalyse des britisch-argentinischen Konfliktes unter besonderer Berticksichtigung der argentinischen Entscheidung zur Invasion*, P. Lang, Frankfurt, 1992.

Library of Congress. Référence: 92203456*.

Malvinas: Los debates en la OEA, Buenos Aires, ediciones AP, 1982, 80 pages.

BDIC de Nanterre: O pièce 52520.

Meeting of Consultation of Ministers of Foreign Affairs, Malvinas, los debates en la OEA: version oficial de los discursos prononciations en la Vigésima Réunion de Consulta de Ministros de Relaciones Exteriores en Washington, el 26 y 27 de abril 1982, Ediciones AP, Buenos Aires, 1982 o 1983.

Library of Congress. Référence: 83176322.

Melendez Federico, *The Falklands : a study in international confrontation*, Arcadia Publications, Carlsbad-Californie, 1984.

Library of Congress. Référence: 84164181.

Dr Méndez Enrique Jorge, *La guerra de las Malvinas y su relacion*, Maldonado, Junio 1982.

British Library, YA.1992.a.12741

Norman Albert, *The Falkland Islands, their kinship isles, the antarctic Hemisphere & the Freedom of the 2 great oceans: discovery & diplomacy, law & war* (5 volumes), Northfield, 1986-2001.

Library of Congress. Référence: 86199345.*

Perl Raphael, *The Falkland Islands dispute in international law and politics: a documentary sourcebook*, Oceana Publications, New York, 1983.

Library of Congress. Référence: 82025972.

Rallemant J.R, *Malvinas, Norteamerica en guerra contra Argentina*, Proyecto Colonialista free ocean plans, Editorial Avanzar, Buenos Aires, 1983.

British Library (pas noté côte)

Rapoport Mario, *Politica y diplomacia en la Argentina: las relaciones con EE.UU y la URSS*, Editorial Tesis, Buenos Aires, 1987.

Library of Congress. Référence: 90216286.

Rather D (Interviewer), *British Foreign Minister Pym discusses the negotiations underway to settle the crisis in the Falkland Islands (with Crisis in the Falklands:Thatcher M/Costa Mendez)*, British Foreign Minister, London, 1982.

Library of Congress. Référence: 04822 Grolier.*

Roper Christopher, *2 mai 1982 : Crisis de la estrategia estadounidense en America latina*, (conferencia), Buenos Aires, 1982, 17 pages.

BDIC de Nanterre: O 173.542.

Selser Gregorio, Reagan, *De El Salvador a las Malvinas*, Coyoacan Mex editorial, Mexico, 318 pages.

BDIC de Nanterre: 0190228.

The Falklands war : lessons for strategy diplomacy, and international law edited by Alberto R.Coll and Anthony C.Arend, Boston :George Allen and Unwin, 1985.

Biblioteca Nacional Madrid, 4/231218

Thornton Richard C, *The Falklands sting: Reagan, Thatcher, and Argentina's bomb*, Brassey's, Washington, 1998.

Library of Congress. Référence: 97041127.

Viola Oscar Luis, *La derrota diplomática y militar de la Republica Argentina en la guerra de las Malvinas*, Buenos Aires, Tinta nueva, Huelguero edicion, 1983,251 pages.

BDIC de Nanterre: S 61074.

Zanotto Jorge, *La soberania: 20 de noviembre de 1845-2 de abril de 1982: Rosas-Galtieri*, Faro Editorial, Buenos Aires, 1995.

Library of Congress. Référence: 96143807.

8) Documents diplomatiques officiels

Agreement, Argentina and Chile Boundary Arbitration report of the court and award Place of signing, London. Pas consultable.

Public Record Office, FO 93/155/7a

Agreement, Argentina and Chile Boundary Arbitration report of the court and award Place of signing, London. Pas consultable

Public Record Office, FO 93/155/7c

Argentina/Chile border dispute : award 1967-1968.

Public Record Office, FC 07/384

Argentina/ Chile border dispute : Beagle Channel and Islands 1967/1968.

Public Record Office, FC 07/385

Atlantic Conveyor (container vessel) ship number 337245 stability, ships excluding passenger, hit by exocet missile during Falklands War, resulting in six fatalities (01.01.1970 /31.12.1981).

Public Record Office. MT146/376.

Atlantic Conveyor (container vessel) ship number 337245 :load line 1, hit by exocet missile during Falklands War, resulting in six fatalities (01.01.1970/31.12.1988).

Public Record Office, MT146/376

British war pensioners in Argentina and Bermuda : arrangements made during the Falklands War to pay pensioners in Argentina and the Falklands (01.01.1966/31.12.1983).

Public Record Office, Pin 59/268. Pas consultable.

Central Intelligence Machinery, Public Record 1939-1975, 12 series.

Public Record Office Kew.

Foreign offices : embassy and consultates Argentine republic (formerly United Provinces of the Rio de la Plata general 1820-1965.

Public Record Office, FO 118

Las islas Falkland : los hechos (preparado por el central office of information) Londres, Ministerio de relaciones Exteriores y del Commonwealth, 1982. 15 pages.

Biblioteca Nacional Madrid, VC/20549/5

Renawal of Tripartite Naval agreement UK-Chile-Argentina to restrict ship movements south of 60° during next Antarctic Season.

Public Record Office, FO 371/108782

Situation in Falkland Islands UK- Argentina discussions ; oil explorations, part 2 (see Prem 13/2613) 1969 march 16/ 1969 fev 21.

Public Record Office, Prem 13/3178

Sovereignty dispute between Spain and UK over Gibraltar 1959.

Public Record Office, FO 37/144948.

Situation in Falkland Islands and dependencies : UK-Argentina Sovereignty dispute,
(16.10.1964/21.02.1969).

Public Record Office, PREM 13/2613

Zorraquin Becu, *Inglaterra prometico devolver las Malvinas*, Buenos Aires, 1975.

Biblioteca Nacional Madrid.

9) Sur la guerre des Malouines

9.1 Stratégies militaires

Gamba Virginia, *Estrategia. Intervención y crisis*, Sudamericana, Buenos Aires, 1985, 278 pages.

BDIC de Nanterre: 185 830.

Guerra de las Malvinas y del Atlantico Sur, Partes Oficiales y comparativos, Buenos Aires, Latin America News letters, 1983.

BDIC de Nanterre: S 66 531.

Informe Rattenbach, *El Drama de las Malvinas*, Ediciones Espartaco documentos Historico, Buenos Aires, 1988

BDIC de Nanterre:

Lazara Simon Alberto, *Propuesta socialista frente a la crisis Argentina*, Editorial nuevo siglo, Buenos Aires, 1982, 127 pages.

BDIC de Nanterre: O 190683.

Military lessons of the Falkland Islands war: vies from the United States, Arms and Armour Press, London, 1984.

Library of Congress. Référence: 83051158.*

Oakley Dereck, *The Falklands military machine*, Staplehurst: Spellmount, 2002.

Library of Congress. Référence: 2002511072.*

9.2 Analyses militaires (les combats)

Bendala Ayuso Francisco, *La campana de las Malvinas*, Madrid, San Martin, 1985 (Historia del siglo de la violencia.

Biblioteca Nacional Madrid, 4/230499

Calver Peter, *The Falklands Crisis, the rights and the wrongs*, London, 1982, Frances Peter.

Biblioteca Nacional Madrid, HA/69027

Gamba-Stonehouse Virginia, *Signals of war: the Falklands conflict of 1982*, Princeton University Press, Princeton, 1991

Library of Congress. Référence: F3031.5.F75.1991.*

Foster Kevin, *Fighting fictions : war narrative and national identity*, London, Sterling, 1999.

Biblioteca Nacional Madrid, 9/208699

Freedman Laurence, *Signals of war : the Falklands Conflict of 1982*, London, Boston, Faber and Faber, 1991.

Biblioteca Nacional Madrid, 7/169402

Hasting Max and Jenkins Simon, *The Battle for the Falklands*, Michael Joseph, London, 1983, 372 pages.

BDIC de Nanterre: O 146.483.

Kanaf Leo, *La batalla de las Malvinas*, Tribuna abierta, Buenos Aires, 1982, 212 pages.

BDIC de Nanterre: 190.681.

KON, Daniel. *Los Chicos de la Guerra*, Londres : New English Library, 1983, 188 pages.

Langley Bob, *Falklands gambit*, Walter and Co, New York, 1985.

Library of Congress. Référence: 85020179.

Malvinas, la historia oficial de la guerra, Latin american Newsletters, Londres, 1983.

Library of Congress. Référence: 83229403.

Mayer Jorge M, *La lucha por las islas: el caso Malvinas*, Academia Argentina de la Historia, Buenos Aires, 1997.

Library of Congress. Référence: 98224922.

McManners Hugh, *Falklands commando*, W. Kimber, London, 1984.

Library of Congress. Référence: 85239535.

Middlebrook Martin, *The Fight for the Malvinas : the Argentine forces in the Falklands war*, London, Viking, 1989.

Biblioteca Nacional Madrid, 12/29958

Moreno Ruiz, *Commandos en acción: el ejercito Malvinas*, Emercé, Buenos Aires, 1987, 458 pages.

Bibliothèque de la Sorbonne.

Operaciones terrestres en las islas Malvinas, Buenos Aires, Circulo Militar, 1985.

Biblioteca Nacional Madrid, 3/89812, HA/75379

Rasor Eugène L, *The Falklands/Malvinas Campaign: a bibliography*, Greenwood Press, New York, 1992.

Library of Congress. Référence: 91024365.*

Romero Briasco Jesus, *Falklands, witness of Battles*, Valencia, F Domenech, 1985

Biblioteca Nacional Madrid, 4/228646

Romero Briasco Jesus, *Malvinas testigo de batallas*, Valencia, F Domench, 1984.

Biblioteca Nacional Madrid, HA/73286

The Falkland Islands: the facts, H.M.S.O, London, 1982.

Library of Congress. Référence: 82183935.

The Falklands campaign: a digest of debates in the House of Commons, 2 april to 15 june 1982, H.M.S.O, 1982.

Library of Congress. Référence: 83125745.*

Troiani Osiris, *Operacion Malvinas*, Buenos Aires, El cid Editor, 1982, 112 pages.

BDIC de Nanterre: S 66574.

Wassieff Alex, *Batailles aux Malouines*, J.C Lattes, Paris, 1982.

Bibliothèque St Geneviève, côte: G 7052.

9.3 Ouvrage militaire de médecine

Ceballos Enrique Mariano, Buroni José Raul, *La medicina en la guerra de Malvinas*, Circulo Militar, Buenos Aires, 1992. 218 paginas.

Biblioteca Mitre, 336. San Martin. Buenos Aires.

10) Ouvrages divers sur la guerre des Malouines

Adams Valerie, *The Falklands Conflict*, Hove, Wayland, 1988.

British Library, YC.1988.6.3095

Anderson Duncan, *The Falklands War*, Osprey, Oxford, 2002

Library of Congress. Référence: 2003427919*

Barcia Trelles Camilo, *El problema de las islas Malvinas*, Editoria Nacional, Madrid.
(Malvinas-historia)

Biblioteca Nacional Madrid, 3/110397, 3/110398

Berger Martin, *El rescate de las Malvinas*, Mexico, Bruguera, 1982.

Biblioteca Nacional Madrid, HA/70497

Busser Carlos, *Malvinas: conflicto vigente*, Vortice, Buenos Aires, 1999.

Library of Congress. Référence: 0027805.*

Coronel Carlos Augusto Landabru, *La guerra de las Malvinas*, Circulo Militar, Buenos Aires,
1988, 676 pages.

Bibliothèque de la Sorbonne, côte: Hga 1417=8

Calvi Mario J, *Malvinas el mito destruido*, ediciones devoto, Buenos Aires, 1982 (avant le 2
avril).

BDIC de Nanterre: S 61954.

Crosby Ronald K, *El reto de las Malvinas*, Plus Ultra, Buenos Aires, 1982.

Library of Congress. Référence: 91192541.*

De Vita Alberto A, *Malvinas/82, Como y por qué*, Instituto de publicaciones navales, Buenos
Aires,1994.

Bibliothèque de la Sorbonne, côte: HGA 1673=8

Diaz Dioniz Gregoria, *Critica a la razon malvina : cronologia y analisis de la guerra de las
Malvinas*, Albacete, 1982, libreria los llanos.

Biblioteca Nacional Madrid, 9/66720

Dillon G.M, *The Falklands politics and war*, Basingstoke Macmillan, London, 1989.

British Library, VH1989.a.346

Dobson Christopher, *The Falklands Conflict*, Coronet Books, Falmouth, Cornwall, 1982.

Library of Congress. Référence: 82177821.*

Escudero Lucrecia, *Malvinas : El gran relato: fuentes y rumores en la información de la guerra*, Gedisa, Barcelona, 1996.

Bu des Sciences et des Lettres. Valenciennes, Côte : 214-5-32.

Falklands/Malvinas, Whose crisis?, Latin América Bureau, Buenos Aires, 1982, 135 pages.

BDIC de Nanterre: O 148.165

Foulkes Haroldo, *Las Malvinas, una causa nacional* (secunda edición actualizada, ediciones Corregidor, Buenos Aires, marzo 1982, 165 paginas.

BDIC de Nanterre: S 61.071.

Gros Espiell Hector, *El Conflicto belico de las Malvinas (avril, junio 1982), las armas nucleares y el tratado de Tlatelolco*, Madrid, Colegio Mayor Argentino, 1983.

Laborde Julio y Bertaccini Rina, *Malvinas en el plan global del Imperialismo*, Editorial Anteo, Buenos Aires, 1987.

British Library, YA.1990.a.7521

Laura Linford Williams, *Malvinas Myths, Falklands Fictions: cultural responses to war from both sides of the Atlantic*, A Dissertation submitted to the Interdisciplinary Program in the Humanities in partial fulfillment of the requirements for the degree of Doctor of Philosophy, The Florida state university college of arts and sciences, 2005, 373 pages.

<http://etd.lib.fsu.edu/theses/available/etd-04082005-174013/unrestricted/LLWDissertation.pdf>

Kay-Korzeniewicz W, *The Falkland Islands*, Anthony Nelson, Oswestry, England, 1987.

Library of Congress. Référence: 89696322.*

Latin American and Iberian pamphlets, II, 1802-1992, Library of Congress Preservation Microfilming Program, Washington D.C, 1993.

Library of Congress. Référence: 93635196.*

La question des Malouines (actes du colloque du 2 avril 1987), Union latine, Paris, 1988, 124 pages.

Bibliothèque St Geneviève, côte: G 8479 sup.

Landeiro José A, *Cronologia de un despojo*, Adrogué Grafica Editoria, Buenos Aires, 1982, 63 pages.

BDIC de Nanterre: S pièce 20735.

Marco de Estrada, *Una verdad sobre las Malvinas*, Secretaria de Cultura de la presidencia de la nación, ediciones culturales Argentinas, Buenos Aires, 1982.

BDIC de Nanterre: S pièce 20.728.

Michielli Julio César, *Son uruguayas las Malvinas*, Montevideo, 1983, 44 pages.

BDIC de Nanterre: S pièce 20959.

Ministerio de relaciones Exteriores y culto republica Argentina, *Soberania Argentina sobre las Islas Malvinas Georgias del sur y Sandwich del Sur (algunos antecedentes del conflicto con el Reino Unido de Gran Bretana e Irlanda del norte)*.

BDIC de Nanterre.

Monaghan David, *The Falklands War: myth and countermyth*, MacMillan Press, Hampshire, England, 1998.

Library of Congress. Référence: 98012681.

Morrison Paul, *The Falkland Islands*, Aston Publications, Harvest Hill, 1990.

Library of Congress. Référence: 93132403.*

Moro Ruben O, *La guerra inaudita, Historia del conflicto del Atlantico Sur*, Pleamar, Buenos Aires, 1985, 559 pages.

BDIC de Nanterre: 177.295

Mott P.G, Peter G, *Wings over ice, an account of the Falkland Islands and dependencies Aerial Survey Expedition 1955-57*, Long Sutton, 1986

British Library, YC 1987.a.7032

Muschietti Ulises M, *Conflictos en el Atlantico Sur (siglos XVII-XIX)*, Circulo Militar, Buenos Aires, 1988.

Library of Congress. Référence: 89188881.

Oliveri Lopez Angel M, *Malvinas: la clave del enigma*, Grupo Editor Latinoamericano Emece Editores, Buenos Aires, 1992.

Library of Congress. Référence: 92203820.

Otegui J.M, *La isla Trinidad: la otra cara de las Malvinas*, Editorial FAC, Buenos Aires, 1984.

Library of Congress. Référence: 85132929.

Pym F, *Crisis in the Falklands*, Encyclopedia Americana/CBS News Audio Resource Library, New York, 1982.

Biblioteca Nacional Madrid, HA/72701

Puig Juan Carlos, *Malvinas y Regimen Internacional*, Depalma, Buenos Aires, 1983.

British Library, X.520.35378

Rovira Alejandro, *Malvinas ahora/ prologo del presidente del Instituto Argentino de Estudios Estrategicos y de las Relaciones Internacionales*, Juan Enrique Guglielmelli, Artecolor Ltda, Montevideo, 1982.

Library of Congress. Référence: 83123825.BDIC de Nanterre

Terragno Rodolfo H, *Malvinas*, Ediciones de la Flor, Buenos Aires, 2002.

Library of Congress. Référence: 2003441715.*

Tesler Mario, *Malvinas*, Buenos Aires, Editorial Galerna, Buenos Aires, 1979, 160 pages.

BDIC de Nanterre: S61073.

Trusso Francisco Eduardo, *Las Malvinas, el fin de una utopía*, Editorial Troquel, Buenos Aires, 1982, 45 pages.

BDIC de Nanterre: O pièce 52 623.

Vidal Carlos Edgar, *El Cause belico*, Cordoba, 1984, Electra

Biblioteca Nacional Madrid, 9/237088

11) Données économiques

Milia Juan Guillermo, *El Valor estrategico y economico del Atlantico sur y la guerra de las Malvinas*, Publicaciones de Oikos Asociacion para la Promocion de los Estudios territoriales y ambientales, Buenos Aires, 1984 o 1985.

Library of Congress. Référence: 85183780.

Petroconsultants S.A, Falkland Islands (Foreign ScoutingService), Petroconsultants, Geneva, Switzerland, 1978.

Library of Congress. Référence: 99440003.

Adolfo Silenzi de Stagni, *Las Malvinas y el petroleo*, El Cid Editor, 1982. 157 pages. Isbn: 9500020114

Carl E. Solberg, *Oil and Nationalism in Argentina: A History*, Stanford University Press, 1979. 245 pages ISBN 0804709858, 9780804709859.

Tedesco Lauro, *Malvinas : los motivos economicos de un conflicto*, Centro Editor de America Latina, Buenos Aires, 1991.

British Library

Bernard McGuirk, *Falklands-Malvinas, An Unfinished Business*, First published in the USA by New Ventures, Seattle, 2007.

<http://www.new-ventures.net/PDF/Preview/Falklands-MalvinasPreview.pdf>

Bibliothèques fréquentées

- Bibliothèque Mitre, Buenos Aires (Argentine).
- Bibliothèque del Congreso Nacional (Hemeroteca Rivadavia 1800) Capital. 1033 (Argentina).
- Rédaction/bibliothèque de la Nacion, Buenos Aires (Argentine).
- Bibliothèque Ste Geneviève, Paris.
- Bibliothèque BDIC de Nanterre, Nanterre.
- Bibliothèque de la Sorbonne, Paris.
- British Library, Londres.
- Public Record Office, Kew Garden, Londres.
- Biblioteca Nacional, Madrid.
- Congress Library, Washington (DC)

Tables des matières

<u>Sommaire</u>	7
<u>Introduction</u>	11
<i>I - La guerre des Malouines dans les relations internationales : un sujet d'une richesse exceptionnelle</i>	12
<i>II - Pourquoi une guerre pour les Malouines ?</i>	16
<u>Première partie - Présentation des îles Malouines</u>	21
<i>I - Les îles de l'Atlantique Sud : géographie et population</i>	22
<i>II - Le climat et la topographie des Malouines</i>	27
<i>III - Les îles Malouines : ses habitants, son économie, son administration</i>	30
<i>IV - Une économie basée sur l'élevage ovin et la pêche</i>	39
<i>V - L'administration des Falkland</i>	45
<u>Deuxième partie - Les Malouines, de la découverte à la spoliation britannique : de la diplomatie à la naissance du conflit armé</u>	49
<i>I - La découverte de l'archipel jusqu'à la fin de la domination espagnole</i>	52
<i>II - De la domination argentine jusqu'au 3 février 1833</i>	57
<i>III - De la « spoliation anglaise » aux négociations de 1965</i>	62
<i>IV - Les îles de l'Atlantique Sud jusqu'aux négociations de New York en février 1982</i>	69
<i>V - Les négociations depuis 1833 : léthargie et activité de la diplomatie</i>	74
<i>VI - La reprise des négociations après la seconde guerre mondiale et la création de l'ONU</i>	79
<i>VII - L'intense activité diplomatique des années 1960</i>	82
<i>VIII - Les négociations des années 1970 jusqu'à la veille de la guerre : entre avancée et recul</i>	87

<i>IX - La nature du contentieux : entre domination coloniale et autodétermination ...</i>	99
<u>Troisième partie - Le point en 1982 : le contexte international et la guerre des Malouines</u>	103
<i>I - Un point stratégique pour maintenir un monde libre ?</i>	104
<i>II - Les îles Malouines dans le contexte de la période de décolonisation</i>	110
<i>III - Le Tiers-monde : un soutien dans la volonté de décoloniser les Malouines ...</i>	112
<i>IV - Le conflit des îles Malouines dans le contexte de la crise pétrolière</i>	114
<u>Quatrième partie - Les gouvernements britannique et argentin en 1982 : les raisons intérieures d'une guerre entre les deux Etats ?</u>	119
<i>I - La situation intérieure argentine justifie-t-elle une guerre ?</i>	121
<i>II - La situation économique de l'Argentine</i>	133
<i>III - La situation sociale de l'Argentine</i>	141
<i>IV - La situation intérieure britannique justifie-t-elle une guerre ?</i>	146
<i>VI - La situation économique du Royaume-Uni</i>	157
<i>VII - La situation sociale</i>	160
<u>Cinquième partie - La guerre approche : les prémices, et les raisons de l'engagement militaire pour les deux parties</u>	163
<i>I - Les prémices, l'Argentine va envahir les Malouines</i>	165
<i>II - La commission Rattenbach : la décision de quelques hommes</i>	173
<i>III - L'échec des dernières négociations de New York</i>	177
<i>IV - Les raisons de la décision du 26 mars</i>	180
<i>V - La Grande-Bretagne : l'orgueil blessé</i>	185
<u>Sixième partie - Une guerre non déclarée</u>	191
<i>I - L'invasion des Malouines le 2 avril 1982 du point de vue argentin</i>	192
<i>II - La réaction britannique : une riposte immédiate</i>	201
<i>III - Le moment de répit : les Britanniques progressent vers le sud</i>	211
<i>IV - La médiatisation de la guerre : une guerre en direct</i>	216
<u>Septième partie - Les combats prédominent sur la diplomatie</u>	219
<i>I - Les premières victimes et les pertes matérielles</i>	221
<i>II - Les Falklandais dans la guerre</i>	232

<u>Huitième partie - Juin 1982 : la fin de la guerre, le bilan</u>	239
<i>I - Vers la fin de la guerre</i>	240
<i>II - La fin de la guerre : négociations et cessez-le-feu</i>	244
<i>III - Les polémiques</i>	251
<i>IV - Le bilan des pertes matérielles et humaines</i>	257
<i>V - Le bilan pour les îles Falkland</i>	261
<i>VI - Les relations entre Falklandais et Argentins depuis 1982</i>	266
<u>Neuvième partie - L'enjeu des alliances de l'Argentine</u>	269
<i>I - Les alliances et relations argentines</i>	271
<i>II - Les amitiés argentines (les pays en dissension avec le Royaume-Uni)</i>	298
<i>III - L'impact du conflit du canal de Beagle dans les relations argentines avec le Chili</i>	303
<u>Dixième partie - L'enjeu des alliances anglaises</u>	309
<i>I - Les alliances anglaises</i>	312
<i>II - Le rôle de la CEE</i>	328
<u>Onzième partie - L'intervention des organisations internationales et du Vatican dans le conflit</u>	345
<i>I - Les organisations internationales en jeu</i>	346
<i>II - Les autres organisations internationales</i>	360
<i>III - Le rôle du Pape dans le conflit des Malouines</i>	361
<u>Douzième partie - Les Etats-Unis au cœur du conflit des Malouines</u>	367
<i>I - La position et l'intervention des Etats-Unis</i>	369
<i>II - Le rôle des Etats-Unis dans les négociations</i>	376
<i>III - Les alliances internationales d'assistance : les USA entre deux feux</i>	381
<u>Treizième partie - Les enjeux économiques sont-ils déterminants dans l'expansion du conflit?</u>	387
<i>I - Les groupes de pressions</i>	388
<i>II - Les enjeux du traité de l'Antarctique (1^{er} déc. 1959)</i>	392
<i>III - Une ressource potentielle source de toutes les polémiques : le pétrole</i>	396
<i>IV - Les ressources naturelles : la pêche, l'élevage ovin</i>	402

<u>Quatorzième partie - La diplomatie pendant la guerre des Malouines</u>	409
<i>I - La diplomatie du 2 avril au 22/24 avril 1982</i>	411
<i>II - La diplomatie du 24 avril au 14 juin 1982</i>	413
<i>III - L'Organisation des Nations Unies pendant le conflit</i>	417
<i>IV - La problématique de l'autodétermination et des Kelpers</i>	423
<i>V - La stratégie diplomatique de la Junte</i>	425
<u>Quinzième partie - La gestion du conflit après les hostilités</u>	427
<i>I - Les réactions argentines « immédiates »</i>	428
<i>II - Les réactions occidentales</i>	431
<i>III - La réaction des pays sud-américains</i>	436
<u>Seizième partie - Les conséquences pour les deux belligérants</u>	439
<i>I - Les conséquences pour l'Argentine</i>	440
<i>II - Une économie Argentine exsangue</i>	457
<i>III - La Grande-Bretagne : le triomphe de Margaret Thatcher et l'honneur retrouvé</i>	464
<i>IV - Les conséquences pour les Kelpers : une expansion économique « miraculeuse »</i>	480
<u>Dix-septième partie - Les négociations depuis la guerre entre les 2 nations</u>	483
<i>I - Les réactions argentines : continuer les négociations</i>	484
<i>II - Les dernières nouvelles des négociations</i>	495
<u>Conclusion</u>	503
<u>Bibliographie</u>	509
<u>Table des matières</u>	535
<u>Table des illustrations</u>	541
<u>Annexes</u>	543
<i>I - Chronologie des événements</i>	544
<i>II - Extraits d'interview à la BBC</i>	560
<i>III - Documents de l'ONU</i>	565
<i>IV - Documents diplomatiques</i>	572

<i>V - Extraits journalistiques</i>	<i>578</i>
<i>VI - Extraits littéraires.....</i>	<i>655</i>

Tables des illustrations

Territoire britannique de l'Antarctique	24
Cartographie des Falkland	25
La guerre des Malouines vue par Plantu (journal <i>Le Monde</i>)	212
Le parcours de l'escadre britannique pour parvenir aux Falkland	214
Le croiseur argentin <i>Général Belgrano</i>	223
La zone de naufrage du <i>Général Belgrano</i>	224
Islas de condenados / Island of the Condemned	230
En 2006 : les zones d'exploitation pétrolière	399
« Operating Environment en 2006 »	400
Drilling for oil to start in Falkland Islands	499

Annexes

- I - Chronologie des événements
- II - Extraits d'interview à la BBC
- III - Documents de l'ONU
- IV - Documents diplomatiques
- V - Extraits journalistiques
- VI - Extraits littéraires

Annexe 1

Chronologie des événements

Cette chronologie est établie à partir des faits et des événements diplomatiques. Pour éclairer les événements diplomatiques, il a été parfois nécessaire d'ajouter des indications politiques et militaires.

On remarquera que les Kelpers brillent par leur absence dans toutes ces négociations diplomatiques.

Date	Type d'événement	Evénements
1825	Diplomatique	L'Angleterre reconnaît l'indépendance de l'Argentine.
1933	Militaire	L'Angleterre prend possession des îles Malouines.
1834	Diplomatique	Réclamation du gouvernement argentin devant le Comte d'Aberdeen.
1848 (25 juillet)	Diplomatique	A la Chambre des Communes, Sir William Molesworth demande que l'on rende à l'Argentine les îles Malouines qui les réclame à juste titre.
1849	Diplomatique	Nouvelle réclamation Argentine qui propose à la Grande-Bretagne de "réparer l'injustice commise".
1884	Diplomatique	Réclamation du gouvernement argentin auprès de Washington, par l'intermédiaire du ministre Luis L. Domínguez.
1892	Administration	Les îles Malouines reçoivent le statut de colonie de la couronne.
1925	Protestation anglaise	Le gouvernement argentin ne donne pas suite à la protestation de l'ambassadeur britannique pour l'installation "insupportable" d'une station argentine dans

		les Orcades du Sud.
1933 (9 janvier)	Réaction argentine	L'Argentine réagit à la Commémoration du centenaire de "l'occupation" britannique en éditant des timbres aux couleurs des Malouines et refusant la validité des passeports britanniques remis aux habitants des Malouines.
1947	International	La Grande-Bretagne inscrit les îles Falkland en tant que territoire non autonome conformément au chapitre XI de la Charte des Nations Unies.
1954	Initiative argentine / protestation anglaise	Le gouvernement argentin régleme l'administration de quelques territoires, notamment Terre de Feu dont dépendent les îles Malouines. Ce qui fut la source de protestation du Royaume-Uni le 24 novembre. Le gouvernement argentin rétorqua alors qu'il considérait illégal l'occupation britannique.
	Diplomatique	Le 17 novembre l'Argentine réaffirme ses droits devant l'ONU sur les îles Malouines et sur l'Antarctique.
1957	Diplomatique / Réaction des deux pays.	Lors de la session du 14 octobre de la Commission des événements fiduciaires de l'ONU, le délégué argentin notifia que les îles Malouines, Sandwich du Sud, Georgie du Sud, les terres incluses dans le secteur Antarctique ne constitue pas des colonies ou possession de la Grande-Bretagne. Le représentant britannique répondit qu'en ce qui concerne les dépendances des Malouines, la Grande-Bretagne était disposée à saisir la juridiction de la Cour internationale de la Haye. L'Argentine refusa cette suggestion parce que ses droits sur les îles se basaient sur des fondements légitimes particulièrement géologiques et historiques.
1964	Diplomatique	Les Argentins portent ce différend devant les Nations-Unies. Une résolution de l'assemblée générale de l'Onu demande en 1965 aux parties d'engager des pourparlers en

		vue d'aboutir à une solution équitable.
1965	Diplomatique	La résolution 2065 confirme que le droit à l'autodétermination n'est pas applicable aux Kelpers depuis que la population britannique a occupé les îles avec l'intention de fonder une colonie.
1966	Protestation de quelques Argentins	En septembre, un groupe de nationaliste argentin qui voyageait en avion à destination de Rio Gallegos, obligea le pilote à atterrir aux Malouines. Ils exprimaient de cette façon, leur opposition à l'usurpation anglaise.
	Diplomatique	L'ONU intervient auprès de la Grande-Bretagne et de l'Argentine pour les inciter à trouver une solution. L'Argentine offre de larges garanties aux Kelpers, tout en refusant la proposition de référendum émis par l'Angleterre. La reconnaissance de la souveraineté argentine ne pouvant être soumise à la volonté des habitants étant donné que ces derniers étaient en grande majorité salariés de la Couronne britannique.
1966	Diplomatique	En janvier, le ministre britannique Michael Stewart voyagea jusque Buenos Aires pour commencer les négociations.
1968	Diplomatique	Les délégations de chaque pays sont arrivées à des accords de principe. La Grande-Bretagne reconnaît la souveraineté argentine et annonce le transfert de l'administration de l'archipel dans un laps de temps de 4 ans à 10 ans. L'apparition de cet accord dans la presse britannique et les luttes intestines au sein de la Chambre des Communes firent avorter le projet.
1971	Diplomatique	En juillet, les représentants anglais et argentins se sont réunis avec le secrétaire général de l'ONU. Ils firent une déclaration conjointe, sans toutefois renoncer à leur droit sur les îles.
1973	Initiative anglaise	Les négociations engagées depuis 1965 prennent une tournure critique, suite à l'envoi dans l'archipel d'une

		équipe de recherches off shore britannique sous la conduite de Lord Shackleton.
1975	Diplomatique	<p>Les négociations sont suspendues entre le Royaume-Uni et l'Argentine.</p> <p>Le 8 décembre 1975, la Grande-Bretagne annonce qu'elle ne laissera pas exploiter les hydrocarbures des Malouines à un autre pays. Cela provoqua une réclamation des Argentins. Le premier ministre britannique James Callaghan rétorqua que la dispute entre les deux pays pour la souveraineté des îles était stérile.</p>
1976	Altercation Rupture diplomatique	<p>Au début février 1976, lors d'une sortie de routine, le <i>HMS Shackleton</i>, qui sert à la fois de navire garde-côte et de soutiens aux expéditions antarctiques est arraisonné par un destroyer argentin, l'<i>Amirante Storni</i> qui tire quelques obus devant l'étrave du navire anglais, et lui intime l'ordre de stopper. Le capitaine anglais s'en tire en bluffant et en prétendant qu'il transporte une cargaison importante d'explosifs dangereux et rentre à Port Stanley, sans plus se préoccuper du navire argentin.</p> <p>Dans le même temps, l'Argentine rappelle son ambassadeur à Londres, déclare <i>persona non grata</i> l'ambassadeur britannique à Buenos Aires et le renvoie chez lui. Une vague odeur de pétrole, émanant des recherches off shore au large des îles et dans l'Antarctique ne fait que raidir les positions.</p>
1978	Référendum proposé aux Kelpers	<p>Les pourparlers connaissent un nouveau départ et les relations diplomatiques rentrent dans l'ordre, les ambassadeurs reprennent leur poste en 1979. La Grande-Bretagne désireuse d'arrondir les angles et de tirer les choses au clair, soumet alors par référendum trois projets de solution aux habitants des Falkland :</p> <ul style="list-style-type: none"> - passage pur et simple sous souveraineté argentine, ou

	Refus unanime des Kelpers	<p>- mise en place d'un condominium au sein duquel l'Argentine et la Grande-Bretagne, se partageraient la gestion des îles, ou</p> <p>- un accord de location, où, après avoir reconnu la souveraineté de l'Argentine, la Grande-Bretagne prendrait location de l'archipel pour une durée déterminée de 99 à 999 ans.</p> <p>Ces propositions furent rejetées en bloc par les Kelpers, de telle sorte que la Grande-Bretagne, possédant ainsi un argument de plus, se vit obliger de défendre ses sujets et inconditionnels de la Couronne avec encore plus de vigueur.</p>
1979	Diplomatique	<p>Lors de la réunion de Lima, où l'Argentine et la Grande-Bretagne négociaient sur les îles Malouines. L'Argentine fit une proposition de coopération économique qui compte 3 points : installer des banques dans l'île, favoriser l'implantation d'industrie et d'élevage.</p> <p>L'optimisme argentin est à son comble.</p>
1980 2 décembre 1980	Débat en Grande-Bretagne	<p>Ridley souhaitait que les Kelpers s'engagent à accepter une solution de type « Hong Kong », la rétrocession des îles pourrait s'effectuer d'ici 99. Cette proposition du Foreign Office fut ridiculisée lors d'un débat au parlement britannique.</p>
1981	Diplomatique	<p>La République Argentine et la Grande-Bretagne devaient participer à une nouvelle ronde de négociation sur le thème de la souveraineté pendant le mois de décembre 1981. Elle devait se réunir le 18, à Genève.</p> <p>Mais à cause du changement de ministre argentin (Nicanor Costa Méndez), les négociations furent reportées au mois de Février à New York.</p> <p>Les Argentins prennent conscience lors de cette réunion que les efforts diplomatiques sont vains, ils font des sous-</p>

		entendus menaçant. Ces ultimes négociations stériles les renforcent dans leur objectif militaire.
1982 (26 mars)	Militaire Militaire	<p>Suite à l'incident de Géorgie du Sud, certaines sources (notamment la chaîne britannique ITV) supposent que l'Angleterre a affrété à Gibraltar un sous-marin nucléaire de la classe "Hunder Killer" qui doit rejoindre les Falkland car le conflit semble imminent.</p> <p>Le gouvernement britannique est averti par ses services secrets de l'imminence d'une invasion.</p> <p>Les leaders argentins du gouvernement militaire décident l'invasion de l'île. L'opération est baptisée « Operacion Rosario », sous le commandement de l'amiral Jorge Anaya.</p>
vendredi 2 avril	Militaire / Diplomatique Militaire	<p>La junte militaire argentine annonce que cinq mille hommes des commandos argentins se sont emparés, la nuit précédente, de Port Stanley, capitale des Malouines.</p> <p>Dans une action d'ensemble, les forces argentines ont récupéré les îles Malouines et ont rétabli, de fait, la souveraineté perdue en 1833. Ils ne causèrent aucune perte humaine à l'adversaire, mais ils souffrirent eux-mêmes de la perte du capitaine de corvette d'infanterie de Marine Pedro Giachino. Spontanément des milliers d'Argentins exprimèrent leur joie sur la place du 8 mai. Ces mêmes événements eurent lieu dans tout le reste du pays, la joie des argentins éclata un peu partout.</p> <p>Londres rompt les relations diplomatiques avec l'Argentine.</p> <p>Le gouverneur des îles (Rex Hunt) demande aux marines de se rendre, ils seront conduits à Montevideo avec le gouverneur britannique. L'île passe sous administration militaire de l'Argentine.</p>

3 avril		Le journal <i>El Pais</i> annonce que 24 navires de guerre britannique (destructor, frégates lance-missiles, des sous-marins et des navires de ravitaillement) ont quitté Gibraltar le lundi 29 mars après avoir participé à des manœuvres avec l'Otan.
Samedi 3 avril	<p>Militaire</p> <p>Mesure argentine</p> <p>Militaire</p> <p>Diplomatique</p>	<p>La confirmation de la prise des îles de Géorgie du Sud, où sont positionnées les forces militaires argentines supposées lutter contre l'assaut anglais. Avec cette opération, tout l'archipel composé des Malouines, Géorgie, Sandwich du Sud, se trouve sous la souveraineté argentine.</p> <p>La Junte militaire créa un gouvernement militaire des îles Malouines, de Géorgie et Sandwich du Sud, dont le gouverneur désigné est Mario Benjamin Menéndez.</p> <p>Les premiers avions de transport britanniques arrivent à l'île de l'Ascension.</p> <p>Le Conseil de sécurité des Nations Unies approuve la résolution présentée par la Grande-Bretagne par dix voix contre une (celle du Panama) et de quatre abstentions (dont l'URSS et l'Espagne).</p> <p>Cette résolution n°502 exige « un cessez le feu » et le retrait immédiat de toutes les forces armées argentines des îles Malouines et appelle les gouvernements britannique et argentin à rechercher l'ouverture des négociations.</p>
3 avril	Mesure britannique / européenne	<p>Les avoirs argentins en Grande-Bretagne sont gelés (environ 1,5 milliard de dollars).</p> <p>Toutes les livraisons d'armes pour l'Argentine sont bien entendues arrêtées. La R.F.A., la France, la Suisse en font autant. L'Autriche reporte à plus tard l'envoi de 27 chars d'assaut destinés à l'armée de Galtieri.</p> <p>La Communauté Economique Européenne, approchée elle</p>

		aussi, accorde son appui à la Grande-Bretagne en participant aussitôt malgré les réticences italiennes, au blocus économique de l'Argentine. Toutefois, elle ne prend pas de mesures financières.
5 avril	Relations USA / URSS	Ronald Reagan propose à son tour à Leonid Brejnev une réunion au sommet. Le 17, Leonid Brejnev accepte de rencontrer Ronald Reagan dans n'importe quel pays tiers.
	Militaire	Une partie de la flotte britannique prit le départ pour l'Atlantique Sud.
	Politique	Démission du ministre anglais, Lord Carrington.
7 avril	Mesure anglaise	Le ministre de la défense britannique, John Nott, annonce que dès le 12 avril, une zone de 200 milles autour des Malouines sera considérée comme « zone de guerre ».
8 avril	Diplomatie américaine	Alexander Haig, secrétaire d'Etat américain est chargé par le président Reagan d'une mission de bons offices, se rend à Londres. Margaret Thatcher rencontre lors d'une réunion de cinq heures Alexander Haig. Pour les Britanniques, le retrait des troupes argentines est un préalable impératif à toute négociation.
9 avril	Diplomatie américaine	Alexander Haig arrive à Buenos-Aires : pour les Argentins, l'affirmation de leur souveraineté sur les Malouines n'est pas négociable.
10 avril	Mesure CEE	Les Dix décrètent, à Bruxelles, un embargo sur les importations argentines.
	Diplomatique	Alexander Haig et le président Galtieri se rencontrèrent à deux reprises, alors que dans la rue, il y avait des milliers de personnes qui manifestaient pour la reconquête de l'archipel.
11 avril	Diplomatique	Aux Nations Unies, la délégation britannique fit circuler

		<p>la note n°14.964, dans laquelle, elle répondait à l'agression argentine, qu'elle qualifiait de « blocus et d'agression » du territoire britannique et de la zone d'exclusion maritime.</p> <p>Alexander Haig retourna à Londres, en informant qu'il n'y avait pas d'accord.</p> <p>Dans son message Pascal, le Pape Jean Paul II exhorte l'Argentine et la Grande-Bretagne à déposer les armes et réussir une paix honorable.</p>
12 avril	<p>Mesure britannique</p> <p>Diplomatique</p>	<p>A 4 heures du matin, le blocus britannique commence sur les îles Malouines.</p> <p>Haig se réunit de nouveau à Thatcher à Londres.</p>
13 avril	Diplomatique	Les Argentins rejettent un projet américain visant à placer temporairement les îles sous une triple administration (Argentine, Grande-Bretagne, Etats-Unis).
17 avril	Diplomatique	Haig est de retour en Argentine, après une rupture des négociations, il retourne à Washington le 19 avril.
19 avril	Diplomatique	Les ministres des affaires étrangères de la CEE apportent leur appui à Londres.
20 avril	<p>Militaire</p> <p>Diplomatique</p>	<p>Les bâtiments de guerre anglais arrivent sur zone.</p> <p>L'Argentine demande la réunion des pays signataires du Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque (TIAR).</p> <p>Haig retourna à Washington et informa que « le temps était écoulé ».</p>
22 avril	Diplomatique	Francis Pym rencontre Alexander Haig à Washington.

	Militaire	Le général Galtieri, chef de l'Etat argentin, se rend aux Malouines en tournée d'inspection militaire.
25 avril	Militaire	Les forces britanniques débarquent dans l'archipel de Géorgie du Sud. Ils attaquent Port Leith et Grytviken.
26 avril	Diplomatique	Réunion à Washington des ministres des affaires étrangères des pays signataires du TIAR dans le cadre de la conférence des pays de l'Amérique du sud. Ceux-ci reconnaissent les « droits de souveraineté de la République argentine sur les îles Malouines » mais recommandent l'application de la résolution votée, le 3 avril, par le Conseil de sécurité.
30 avril	Diplomatique	La mission de conciliation des Etats-Unis est officiellement terminée. Ils se rangent aux côtés de la Grande-Bretagne. L'aide économique et militaire à l'Argentine est suspendue et un soutien logistique est apporté aux forces britanniques. Le même jour, Haig déclare officiellement que la crise est entrée dans une nouvelle phase plus dangereuse. Avec de probable action militaire de grande envergure. Un document de la Junte militaire qualifie durement l'attitude des Etats-Unis (« injustifiée et intempestive ») qui méconnaissent la résolution du TIAR.
	Militaire	La Grande-Bretagne établit un blocus aéronaval autour des îles Malouines d'environ 200 milles.
1 mai	Militaire	Les Britanniques lancent leur offensive pour récupérer les îles. Les tentatives de débarquement sur Port Stanley, Fitz Roy, Puerto Darwin et la péninsule de San Luis sont repoussées. Le bombardement par l'aviation britannique (un bombardier Vulcan) de l'aéroport de Port Stanley, capitale des Malouines. Onze avions tanker Victor bombardent de

		<p>nuit l'aéroport de Port Stanley.</p> <p>Les forces spéciales britanniques (SAS¹ et SBS²) entament une mission d'observation sur les îles.</p> <p>3 avions argentins sont détruits lors du 1^{er} combat aérien.</p> <p>Les britanniques ne subissent aucune perte.</p>
2 mai :	Militaire	<p>Le <i>Général Belgrano</i>, seul croiseur de la flotte argentine, est torpillé par un sous-marin britannique à propulsion nucléaire le <i>HMS Conqueror</i> hors de la zone d'exclusion des 200 milles établie par la Grande-Bretagne.</p> <p>368 marins argentins trouvent la mort, il y eut 770 rescapés.</p>
3 mai	Militaire	<p>Des hélicoptères anglais attaquèrent le navire argentin <i>Alférez Sobral</i>, qui recherchait les naufragés du <i>Belgrano</i>, il y eut 8 morts, dont le commandant du navire.</p>
4 mai :	Militaire	<p>Le destroyer britannique <i>Sheffield</i> est détruit par un missile de fabrication française <i>Exocet</i>, tiré à distance par un avion <i>Super-Etendard</i> argentin ; Ce qui provoqua la mort de 20 marins et de 24 blessés anglais.</p> <p>Dans une attaque à Port Darwin, sont abattus deux avions anglais <i>Sea Harrier</i>.</p>
5 mai	Diplomatique	<p>Les propositions de paix du Pérou sont infructueuses.</p>
6 mai	Diplomatique	<p>L'assemblée des Nations Unies proposa un cessez-le-feu, le retrait des forces de chaque pays et l'initiation des négociations.</p>
7 mai:	Mesure anglaise	<p>La Grande-Bretagne amplifia le blocus aéronaval jusqu'à 12 milles (soit 22 kilomètres) du littoral argentin.</p>
9 mai	Militaire	<p>Des avions anglais <i>Sea Harrier</i> coulèrent le navire de pêche <i>Narval</i>. Un des marins mourut, et les quelque 24 autres furent pris prisonniers.</p>
12 mai	Militaire	<p>L'aviation argentine produit d'importants dommages à</p>

¹ Special Air Service.

² Special Boat Service.

		deux frégates anglaises qui avaient attaqué Puerto Darwin. Ils ont également abattu un hélicoptère anglais, mais deux avions argentins furent touchés.
14 mai	Militaire	Arrivée à Buenos Aires de 189 prisonniers argentins des îles de Géorgie. Parti de Southampton, le transatlantique anglais <i>Queen Elisabeth</i> qui transportait 3 000 militaires anglais arriva sur le champ des opérations.
15 mai	Militaire	Les Anglais confirment que le bateau marchand argentin <i>Ile des Etats</i> a été coulé par leur soin.
17 mai	Mesure CEE	La Communauté économique européenne renouvela pour une semaine le boycott contre l'Argentine.
18 mai	Diplomatique	Les propositions de paix du Secrétaire Général des Nations Unies Pérez de Cuellar sont rejetées par les Britanniques.
19 mai	Mesure anglaise Vatican	Le gouvernement britannique autorise formellement le débarquement sur les Malouines. Le pape Jean Paul II célébra à Rome une messe pour la paix avec les cardinaux argentin et anglais.
20 mai	Diplomatique	Javier Pérez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, reconnaît l'échec de ses efforts en vue d'un règlement pacifique du conflit après deux semaines de consultations infructueuses.
21 mai	Militaire	Les forces britanniques débarquent sur l'île Malouine orientale. Malgré plusieurs batailles aéronavales et terrestres, elles progressent vers Port Stanley, totalement encerclé à partir du 2 juin. Les forces anglaises ont établi une tête de pont à Port San Carlos, ils ont perdu la frégate <i>Ardent</i> et une autre sans identifier de mort. Les Argentins perdirent 3 hélicoptères et 3 avions.
23 mai	Militaire	Deux frégates anglaises et un bateau marchand sont

		coulés durant une attaque aérienne argentine.
25 mai	Militaire	L'aviation argentine, grâce à une attaque massive dans le détroit des Malouines, réussit à couler un nouveau destroyer, le <i>Coventry</i> . Le transporteur de troupes <i>Atlantic-Conveyor</i> est détruit par un missile Exocet.
	Diplomatique	Les discussions de paix au Conseil de Sécurité des Nations Unies sont arrêtées.
27 mai	Diplomatique	Les pays membres du TIAR se réunissent à nouveau. Dix-sept des vingt et un pays membres demandent à Washington de suspendre son aide à la Grande-Bretagne et invitent les pays de l'OEA (Organisation des Etats Américains) à prêter assistance à Buenos Aires.
28 mai	Militaire	Londres annonce la prise de Port-Darwin et de Goose-Green, à 20 kilomètres au sud de San-Carlos. Mille quatre cents Argentins sont faits prisonniers.
	Vatican	Pendant sa visite en Angleterre, Jean Paul II réclama une paix juste dans l'Atlantique Sud.
30 mai	Militaire	Les avions argentins ont avarié le porte-avions <i>Invincible</i> . Antérieurement ils avaient également endommagé le porte-avions <i>Hermes</i> qui par conséquent dû se retirer du théâtre des opérations.
31 mai	Militaire	Les troupes britanniques atteignent le Mont Kent à 20 Km de Port Stanley.
2 juin	Diplomatique	Javier Pérez de Cuellar reconnaît l'échec de sa nouvelle mission de conciliation. Londres refuse d'envisager un cessez-le-feu sans évacuation totale et inconditionnelle des troupes argentines, tandis que Buenos-Aires cherche toujours à obtenir la reconnaissance de sa souveraineté sur les Malouines.
	Proposition anglaise	Margaret Thatcher offre alors une dernière chance de retrait aux Argentins.

	International	Voyage de Ronald Reagan à Paris pour le sommet de Versailles. Il se rendit ensuite à Rome, à Londres, à Bonn, à Berlin-Ouest.
	Militaire	Les Anglais et les Argentins se livrent à un combat terrestre à 20 kilomètres de Port Stanley.
3 juin	Diplomatie américaine	Lors du sommet de Versailles, Reagan propose un plan en 5 phases aux Britanniques.
	Diplomatie Pays tiers-monde	Costa Méndez parla à la conférence des pays non-alignés, organisée à La Havane.
4 juin	Diplomatique	La Grande-Bretagne impose son veto à une proposition de cessez-le-feu du Conseil de Sécurité des Nations Unies.
10 juin	Militaire	L'aviation argentine repoussa une tentative de débarquement à Bahia Agradable et Fitz Roy, ils touchèrent la frégate <i>Plymouth</i> et trois bateaux de transports, dont le <i>Sir Galahad</i> .
11 juin	Militaire	Dans la nuit, les Britanniques lancent une attaque surprise à l'ouest de Port Stanley : ils réussissent ainsi à atteindre les portes de la capitale.
	Vatican	Le pape arriva en Argentine, et formula un appel à la paix. Son séjour rassembla une foule immense, en même temps que se renouvelaient les expressions de foi chrétienne.
12 juin	Perte civile	Une habitation dans la banlieue de Stanley est touchée par les tirs britanniques, trois civils sont tués. Ce sont les seules victimes de tout le conflit.
14 juin	Militaire	Après une seconde offensive, les Britanniques entrent dans Port Stanley après avoir percé la ligne de défense argentine. Les troupes argentines des Malouines capitulent, mais le général Galtieri refuse de proclamer la fin des hostilités.

		<p>Les forces argentines finissent par se rendre : 10'254 Argentins sont faits prisonniers.</p> <p>Le Major Général Jeremy Moore, commandant des forces terrestres britanniques signe alors avec le Général Menéndez le document de reddition de toutes les forces argentines des Malouines, la seule concession accordée à Menéndez sera de tracer le mot "inconditionnelle" devant « reddition ».</p> <p>La souveraineté britannique est restaurée sur l'ensemble des territoires des Malouines.</p>
17 juin	Politique intérieure argentine	Le général Galtieri est contraint de renoncer à ses fonctions de chef de l'Etat argentin. Le général Bignone est désigné, le 22, pour lui succéder.
18 juin	Diplomatique International Militaire	<p>Buenos-Aires demande devant le Conseil de sécurité le retrait des forces britanniques des Malouines comme condition à la cessation réelle des hostilités.</p> <p>Ronald Reagan annonce une extension de l'embargo vers l'URSS d'équipements destinés au gazoduc eurosibérien. Cet embargo touche les filiales étrangères d'entreprises américaines.</p> <p>Le <i>Canberra</i> et le <i>Norland</i> appareillent pour Puerto Madryn pour rapatrier plus de 8 000 prisonniers argentins.</p>
20 juin :	Déclaration anglaise Mesure CEE	<p>La fin des hostilités est officiellement déclarée par les Britanniques.</p> <p>Malgré l'opposition de Londres, la Communauté européenne lève les sanctions économiques prises contre l'Argentine.</p>
21 juin	Militaire / Diplomatique	Le nouveau président argentin (le général Bignone) annonce officiellement la mise en vigueur du cessez-le-

		feu.
4 novembre	Diplomatique	Une résolution appelant à une « solution pacifique au conflit de souveraineté » est présentée à l'Assemblée générale de l'ONU par l'Argentine et dix-neuf pays latino-américains. Elle est votée par quatre-vingt-dix pays (dont les Etats-Unis et l'URSS), contre douze (dont la Grande-Bretagne) et cinquante-deux abstentions (dont les autres pays de la CEE, sauf la Grèce).
1983	Politique	Dennis Healey, ministre de la défense affirme devant la Chambre des Communes que la décision de l'impossibilité de négocier sérieusement avec l'Argentine avait été prise dès octobre 1981.

La longueur du trajet permet d'espérer une solution diplomatique. Les Etats-Unis, sous l'égide de Ronald Reagan, tentent de favoriser cette voie. La Communauté Economique Européenne, les pays du Commonwealth et les Etats-Unis se rangent derrière l'Angleterre. Les pays du Pacte andin (les pays de l'Amérique du Sud) et l'URSS soutiennent l'Argentine. OEA : Organisation des Etats Américains (angl. OAS) de 1948. Son corollaire le TIAR, Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque de 1977 garantit la solidarité des 21 membres en cas d'agression.

Annexe 2

Extraits d'interview à la BBC

Extrait de l'interview de Sir Rex Hunt

« Sir Rex Hunt was Governor of the Falkland Islands at the time of the Argentine invasion.

When I was formally sworn in as governor, the chief secretary said the Falklands was a tranquil and absorbing place. It was anything else but tranquil in 1982.

But I liked the islands as soon as I got there. The people were friendly. I felt very much at home.

There had been deliberate neglect of the islands.

The advice I was given before I went out was to win the confidence of the islanders, because they were very suspicious of the Foreign Office.

What was left unsaid, but was quite clear, was they wanted me to win the confidence of the islanders so that they could sell them down the river to Argentina, because the Foreign Office regarded it as an anachronism.

But in my first dispatch I said: "There is no way we will convince these islanders that they will be better off as part of Argentina".

Argentina never had a proper claim to the Falkland Islands. Their claim was spurious from the very beginning.

My first intimation of an impending invasion didn't come until Thursday 1 April at 3.30pm when this top secret telegram came from the Foreign Office

It was couched in typical Whitehall jargon: "We have apparently reliable evidence that an Argentine task force could be assembling off Stanley at dawn tomorrow. You will wish to make your dispositions accordingly."

My assistant remarked: "Well they might have said goodbye and the best of British".

Valuable possessions

I decided Government House would be the operational headquarters for the Royal Marines.

After I had sent my wife and son to a safer house, I told the domestic staff to go away and just take their few most valuable possessions. Nanny, our housekeeper, got her priorities right.

Off she went with a picture of the Queen under one arm and a bottle of gin under the other.

From five to six the next morning until dawn, which was 6.35, it was a very fierce fire fight. I was under my desk with my assistant. I had to make a conscious effort to think through the noise.

People say "weren't you frightened?" I think I would have been but I was stunned of all emotions because of the noise.

I had a little handgun and I was going to use it if they got as far as my office.

At about 6.35, the firing subsided and (Royal Marine Major) Mike Norman popped his head round the door and said: "We've repulsed the bastards".

Injured

I could hear some groaning and I said "Mike, we'd better get our injured in," and he said: "They're not ours, they're theirs."

That was when I realised how close they were. There were three of them who had been shot in my wife's vegetable garden just 15 yards from where I was.

I knew I would have to give in sometime. My one anxiety was how many lives I had to lose before I gave in, and had we done enough to resist to get the response from Britain that we needed?

If I had known Maggie Thatcher as well then as I know her now I would not have had that anxiety.

I got the admiral in charge of the task force to come to me and he urged me to give the order to lay down arms.

He said otherwise I would be held responsible for any further casualties.

I did point out that it is the people who start the shooting that are to blame. But I did take his point. It was an overwhelmingly superior force.

[At 1230, the governor, wearing his plumed governor's hat, went to the town hall in Stanley to meet the Argentine general commanding the invasion].

"There was this rather miserable little general, sallow faced, coming towards me with a fixed smile on his face. I really felt the anger surge then and I thought: "This is just the rape of the Falkland Islands."

I refused to shake hands with him and said: "You have landed unlawfully on British territory and I order you to remove yourself and your troops forthwith."

He said: "We have taken back what is rightfully ours and we shall stay forever."

I had to get out by 4.30 that afternoon. We were flown to Montevideo.

I didn't know anything more than the general public about what was going on. I was never invited into any of the confidential briefings at the Foreign Office. It was ridiculous.

When I went back the Falklands it was very emotional.

The islanders insisted on grabbing me by the hand and putting their arms around me. They will forever be grateful for the sacrifices people made.

Was [the war] worth it? Yes, undoubtedly so. Just look at the poor Argentines now and look at the prosperous islanders. They have done tremendously well since then.

All sorts of things have happened that couldn't have happened had it not been for Galtieri's folly.

We still have a lot of friends out there.

During the occupation we were sitting [in Britain] looking at the television to see how the islanders were getting on.

That formed a bond between us and the islanders which I think will last until we die³.

³ Extrait d'une interview accordée à la BBC lors de la publication de « Falkland Days ».

Extrait de l'interview de Costa Menéndez

“Mario Benjamin Menéndez was commander of the occupying Argentinian troops and military governor of the Falklands. Here, speaking to BBC correspondent in Buenos Aires, Maximiliano Seitz, he remembers the conflict. He is, he says, sure he did the right thing.

“On 2 April I was in Buenos Aires. I had an appointment at a cabinet meeting chaired by the chief of the junta, General Galtieri, who introduced me as the future Governor of the Malvinas Islands. He said that early that morning he had talked to President Reagan, who had said that MrsThatcher had been in touch with him, that she had news of what was coming and that, if she were put under pressure, she would apply more.

But there was no going back, because the first of the Argentine troops were approaching the coast of the Malvinas.

I got there on 4 April. It was an emotional moment when we saw the Malvinas from the air. When the plane touched down, and before getting off we sang the national anthem. Then we stepped on Malvinas soil - another emotional moment - because for Argentines, the sovereignty issue is something that starts at a very young age. I remember the comics I used to read when I was seven. There was a comic strip where someone had written graffiti saying 'The Malvinas are Argentinian'.

Argentina wanted to occupy in order to negotiate, and the forces that were to accompany me were not meant to be more than 500 men. But we did not foresee a war.

When General Galtieri said to me: 'If this operation goes ahead, you will become governor', I could have said no. But I said yes. Faced with this a soldier will say to himself: I stay and do my duty, or I go. I stayed.

Islanders

I remember their anxieties of the islanders. Water had to be rationed. Some worried about the future of their jobs, the health service. They criticised our decision to change to driving on the right instead of the left. We talked, there was a relationship, but as the British troops got nearer, we became distanced. When the Sea Harriers carried out low level attacks, you could see the locals were happy.

Our own troops said they were getting tired because of the awful conditions: damp, cold, lack of food. They were also exhausted, just waiting for the enemy. When you are defending and you haven't the initiative, it wears you down. So I would say to them: 'The British are getting very close... then everything will be over, for good or ill.'

I was short of munitions, I had no support from the air. I had to say enough. The day before the surrender, I had warned General Galtieri what might happen, but he didn't say anything, didn't do anything, didn't think.

Counterattack

On 14 June the worst was confirmed and I rang him again. He told me the British would also be tired and that I had to counterattack. I replied: 'Sir, I can see you don't understand what I'm saying: To go on resisting means more deaths and the same outcome: losing the war'. I'm convinced I did the right thing.

I used to think that in a traditional war, the dead were a statistic, that an officer would come up to you and tell you: there were 15 or 30 casualties. But I saw death at close quarters and I realised it wasn't like that at all.

To the relatives of the British troops who lost their lives, I would say we were convinced our cause was a just one. Death is always a painful thing. I was saddened by our losses and also I think by those of the other side. I think this war was more unjust than others because the British came from far away for a small piece of a colonial empire.

Respect

The British offered a ceasefire and I decided to accept at midday. I had been on my feet for more than 30 hours and I did something for which I was later criticised: I had a wash and a shave and combed my hair (high-ranking British officials attended the talks complete with battle stains). The talks lasted about an hour, and we were treated with respect.

I recall that I requested our flags of war be kept by Argentine units. They discussed it and it was approved. The British also agreed that officers could keep their hand guns as a symbol of command. Finally the agreement was signed which included the words 'unconditional surrender' and I asked for the word 'unconditional' to be removed. Signing was very difficult for me; and I did it. I asked myself: why did it have to be me?

I think the Malvinas remained very much a big part of my life. I was investigated, tried, strongly criticised for my part in the war. I felt that those of us who went to the Falklands were not appreciated or respected.”

Annexe 3

Documents de l'ONU

UN Resolutions

Resolution 1514 (XV)

Declaration on the granting of independence to colonial countries and peoples.

14 December 1960

The General Assembly,

Mindful of the determination proclaimed by the peoples of the world in the Charter of the United Nations to reaffirm faith in fundamental human rights, in the dignity and worth of the human person, in the equal rights of men and women and of nations large and small and to promote social progress and better standards of life in larger freedom,

Conscious of the need for the creation of conditions of stability and well-being and peaceful and friendly relations based on respect for the principles of equal rights and self-determination of all peoples, and of universal respect for, and observance of, human rights and fundamental freedoms for all without distinction as to race, sex, language or religion,

Recognising the passionate yearning for freedom in all dependent peoples and the decisive role of such peoples in the attainment of their independence,

Aware of the increasing conflicts resulting from the denial of or impediments in the way of the freedom of such peoples, which constitute a serious threat to world peace, *Considering* the important role of the United Nations in assisting the movement for independence in Trust and Non-Self-Governing Territories,

Recognising that the peoples of the world ardently desire the end of colonialism in all its manifestations,

Convinced that the continued existence of colonialism prevents the development of international economic co-operation, impedes the social, cultural and economic development of dependent peoples and militates against the United Nations ideal of universal peace,

Affirming that peoples may, for their own ends, freely dispose of their natural wealth and resources without prejudice to any obligations arising out of international economic co-operation, based upon the principle of mutual benefit, and international law,

Believing that the process of liberation is irresistible and irreversible and that, in order to avoid serious crises, an end must be put to colonialism and all practices of segregation and discrimination associated therewith,

Welcoming the emergence in recent years of a large number of dependent territories into freedom and independence, and recognizing the increasingly powerful trends towards freedom in such territories which have not yet attained independence,

Convinced that all peoples have an inalienable right to complete freedom, the exercise of their sovereignty and the integrity of their national territory,

Solemnly proclaims the necessity of bringing to a speedy and unconditional end colonialism in all its forms and manifestations;

And to this end Declares that:

1. The subjection of peoples to alien subjugation, domination and exploitation constitutes a denial of fundamental human rights, is contrary to the Charter of the United Nations and is an impediment to the promotion of world peace and co-operation.
2. All peoples have the right to self-determination; by virtue of that right they freely determine their political status and freely pursue their economic, social and cultural development.
3. Inadequacy of political, economic, social or educational preparedness should never serve as a pretext for delaying independence.
4. All armed action or repressive measures of all kinds directed against dependent peoples shall cease in order to enable them to exercise peacefully and freely their right to complete independence, and the integrity of their national territory shall be respected.
5. Immediate steps shall be taken, in Trust and Non-Self-Governing Territories or all other territories which have not yet attained independence, to transfer all powers to the peoples of those territories, without any conditions or reservations, in accordance with their freely expressed will and desire, without any distinction as to race, creed or colour, in order to enable them to enjoy complete independence and freedom.
6. Any attempt aimed at the partial or total disruption of the national unity and their territorial integrity of a country is incompatible with the purposes and principles of the Charter of the United Nations.
7. All States shall observe faithfully and strictly the provisions of the Charter of the United Nations, the Universal Declaration of Human Rights and the present Declaration on the basis of equality, non-interference in the internal affairs of all States, and respect for the sovereign rights of all peoples and their territorial integrity.

UN Resolutions

Resolution 1654 (XVI)

The situation with regard to the implementation of the Declaration on the granting of independence to colonial countries and peoples

27 November 1961

The General Assembly,

Recalling the Declaration on the granting of independence to colonial countries and peoples contained in its resolution 1514 (XV) of 14 December 1960,

Bearing in mind the purposes and principles of that Declaration,

Recalling in particular paragraph 5 of the Declaration providing that:

"Immediate steps shall be taken, in Trust and Non-Self-Governing Territories or all other territories which have not yet attained independence, to transfer all powers to the peoples of those territories, without any conditions or reservations, in accordance with their freely expressed will and desire, without any distinction as to race, creed or colour, in order to enable them to enjoy complete independence and freedom."

Noting with regret that, with a few exceptions, the provisions contained in the aforementioned paragraph of the Declaration have not been carried out,

Noting that, contrary to the provisions of paragraph 4 of the Declaration, armed action and repressive measures continue to be taken in certain areas with increasing ruthlessness against dependent peoples, depriving them of their prerogative to exercise peacefully and freely their right to complete independence,

Deeply concerned that, contrary to the provisions of paragraph 6 of the Declaration, acts aimed at the partial or total disruption of national unity and territorial integrity are still being carried out in certain countries in the process of decolonisation,

Convinced that further delay in the application of the Declaration is a continuing source of international conflict and disharmony, seriously impedes international co-operation, and is creating an increasingly dangerous situation in many parts of the world which may threaten international peace and security,

Emphasising that inadequacy of political, economic, social or educational preparedness should never serve as a pretext for delaying independence,

1. *Solemnly reiterates and reaffirms* the objectives and principles enshrined in the Declaration on the granting of independence to colonial countries and peoples contained in its resolution 1514 (XV) of 14 December 1960;

2. *Calls upon* States concerned to take action without further delay with a view to the faithful application and implementation of the Declaration;
3. *Decides* to establish a Special Committee of seventeen members to be nominated by the President of the General Assembly at the present session;
4. *Requests* the Special Committee to examine the application of the Declaration, to make suggestions and recommendations on the progress and extent of the implementation of the Declaration, and to report to the General Assembly at its seventeenth session;
5. *Directs* the Special Committee to carry out its task by employment of all means which it will have at its disposal within the framework of the procedures and modalities which it shall adopt for the proper discharge of its functions;
6. *Authorises* the Special Committee to meet elsewhere than at United Nations Headquarters, whenever and wherever such meetings may be required for the effective discharge of its functions, in consultation with the appropriate authorities;
7. *Invites* the authorities concerned to afford the Special Committee their fullest co-operation in carrying out its tasks;
8. *Requests* the Trusteeship Council, the Committee on Information from Non-Self-Governing Territories and the specialised agencies concerned to assist the Special Committee in its work within their respective fields;
9. *Requests* the Secretary-General to provide the Special Committee with all the facilities and the personnel necessary for the implementation of the present resolution.

Résolution 2065

Resolutions adopted on the reports of the Fourth Committee

57

the Cook Islands¹³ and the information on subsequent developments,¹⁴

Having heard the statements made by the United Nations Representative for the Supervision of the Elections in the Cook Islands and the representative of New Zealand,

Noting that, under the Constitution which came into force on 4 August 1965, the people of the Cook Islands have reserved their right to move to a status of complete independence,

1. *Approves* the chapters of the reports of the Special Committee on the Situation with regard to the Implementation of the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples relating to the Cook Islands;

2. *Notes* the findings and conclusions of the United Nations Representative for the Supervision of the Elections in the Cook Islands and expresses its high appreciation to the Representative and his staff;

3. *Expresses its appreciation* of the co-operation extended to the United Nations by the Government of New Zealand in the study of the question of the Cook Islands;

4. *Notes* that the Constitution of the Cook Islands came into force on 4 August 1965, from which date the people of the Cook Islands have had control of their internal affairs and of their future;

5. *Considers* that since the Cook Islands have attained full internal self-government, the transmission of information in respect of the Cook Islands under Article 73 e of the Charter of the United Nations is no longer necessary;

6. *Reaffirms* the responsibility of the United Nations, under General Assembly resolution 1514 (XV), to assist the people of the Cook Islands in the eventual achievement of full independence, if they so wish, at a future date;

7. *Expresses the hope* that the United Nations Development Programme and the specialized agencies will endeavour to contribute in every way possible to the development and strengthening of the economy of the Cook Islands.

*1398th plenary meeting,
16 December 1965.*

2065 (XX). Question of the Falkland Islands (Malvinas)

The General Assembly,

Having examined the question of the Falkland Islands (Malvinas),

Taking into account the chapters of the reports of the Special Committee on the Situation with regard to the Implementation of the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples relating to the Falkland Islands (Malvinas),¹⁵ and in particular the conclusions and recommendations adopted by the Committee with reference to that Territory,

Considering that its resolution 1514 (XV) of 14 December 1960 was prompted by the cherished aim of bringing to an end everywhere colonialism in all its

¹³ *Ibid.*, *Twentieth Session, Annexes*, agenda items 23 and 24, document A/5962.

¹⁴ *Ibid.*, document A/5961.

¹⁵ *Ibid.*, *Nineteenth Session, Annexes*, annex No. 8 (part I) (A/5800/Rev.1), chapter XXIII; *ibid.*, *Twentieth Session, Annexes*, addendum to agenda item 23 (A/6000/Rev.1), chapter XXII.

forms, one of which covers the case of the Falkland Islands (Malvinas),

Noting the existence of a dispute between the Governments of Argentina and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland concerning sovereignty over the said Islands,

1. *Invites* the Governments of Argentina and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to proceed without delay with the negotiations recommended by the Special Committee on the Situation with regard to the Implementation of the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples with a view to finding a peaceful solution to the problem, bearing in mind the provisions and objectives of the Charter of the United Nations and of General Assembly resolution 1514 (XV) and the interests of the population of the Falkland Islands (Malvinas);

2. *Requests* the two Governments to report to the Special Committee and to the General Assembly at its twenty-first session on the results of the negotiations.

*1398th plenary meeting,
16 December 1965.*

2066 (XX). Question of Mauritius

The General Assembly,

Having considered the question of Mauritius and other islands composing the Territory of Mauritius,

Having examined the chapters of the reports of the Special Committee on the Situation with regard to the Implementation of the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples relating to the Territory of Mauritius,¹⁶

Recalling its resolution 1514 (XV) of 14 December 1960 containing the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples,

Regretting that the administering Power has not fully implemented resolution 1514 (XV) with regard to that Territory,

Noting with deep concern that any step taken by the administering Power to detach certain islands from the Territory of Mauritius for the purpose of establishing a military base would be in contravention of the Declaration, and in particular of paragraph 6 thereof,

1. *Approves* the chapters of the reports of the Special Committee on the Situation with regard to the Implementation of the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples relating to the Territory of Mauritius, and endorses the conclusions and recommendations of the Special Committee contained therein;

2. *Reaffirms* the inalienable right of the people of the Territory of Mauritius to freedom and independence in accordance with General Assembly resolution 1514 (XV);

3. *Invites* the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to take effective measures with a view to the immediate and full implementation of resolution 1514 (XV);

4. *Invites* the administering Power to take no action which would dismember the Territory of Mauritius and violate its territorial integrity;

¹⁶ *Ibid.*, *Nineteenth Session, Annexes*, annex No. 8 (part I) (A/5800/Rev.1), chapter XIV; *ibid.*, *Twentieth Session, Annexes*, addendum to agenda item 23 (A/6000/Rev.1), chapter XIII.

UN Resolutions

Security Council Resolution 502

Question concerning the situation in the region of the Falkland Islands (Malvinas)

3 April 1982

The Security Council,

Recalling the statement made by the President of the Security Council at the 2345th meeting of the Security Council on 1 April 1982 calling on the Governments of Argentina and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to refrain from the use or threat of force in the region of the Falkland Islands (Islas Malvinas),

Deeply disturbed at reports of an invasion on 2 April 1982 by armed forces of Argentina,

Determining that there exists a breach of the peace in the region of the Falkland Islands (Islas Malvinas),

1. *Demands* an immediate cessation of hostilities;
2. *Demands* an immediate withdrawal of all Argentine forces from the Falkland Islands (Islas Malvinas);
3. *Calls* on the Governments of Argentina and the United Nations to seek a diplomatic solution to their differences and to respect fully the purposes and principles of the Charter of the United Nations.

Source: www.un.org/documents

UN Resolutions

Security Council Resolution 505

Question concerning the situation in the region of the Falkland Islands (Malvinas)

26 May 1982

The Security Council,

Reaffirming its resolution 502 (1982),

Noting with the deepest concern that the situation in the region of the Falkland Islands (Islas Malvinas) has seriously deteriorated,

Having heard the statement made by the Secretary-General at its 2360th meeting, on 21 May 1982, as well as the statements made in the debate by the representatives of Argentina and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland,

Concerned to achieve, as a matter of the greatest urgency, a cessation of hostilities and an end to the present conflict between the armed forces of Argentina and the United Kingdom,

1. *Expresses appreciation* to the Secretary-General for the efforts that he has already made to bring about an agreement between the parties, to ensure the implementation of resolution 502 (1982), and thereby to restore peace to the region;
2. *Requests* the Secretary-General, on the basis of the present resolution, to undertake a renewed mission of good offices, bearing in mind resolution 502 (1982) and the approach outlined in his statement of 21 May 1982;
3. *Urges* the parties to the conflict to co-operate fully with the Secretary-General in his mission with a view to ending the present hostilities in and around the Falkland Islands (Islas Malvinas);
4. *Requests* the Secretary-General to enter into contact immediately with the parties with a view to negotiating mutually acceptable terms for a cease-fire, including, if necessary, arrangements for the dispatch of United Nations observers to monitor compliance with the terms of the cease-fire;
5. *Requests* the Secretary-General to submit an interim report to the Security Council as soon as possible and, in any case, not later than seven days after the adoption of the present resolution.

Source: www.un.org/documents

Annexe 4

Documents diplomatiques

DOCUMENTS FROM THE 1982 FALKLANDS WAR **British Peace Proposal**

17 May 1982

Peace Proposal presented by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the Secretary-General of the United Nations

17 May 1982

The Government of the Republic of Argentina and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, responding to Security Council Resolution 502 (1982) adopted on 3 April 1982 under Article 40 of the Charter of the United Nations, having entered into negotiations through the good offices of the Secretary-General of the United Nations for an Interim Agreement concerning the Falkland Islands (Islas Malvinas), hereinafter referred to as 'the Islands', having in mind the obligations with regard to non-self-governing territories set out in Article 73 of the Charter of the United Nations have agreed on the following:-

Article 1

- (1) No provision of this Interim Agreement shall in any way prejudice the rights, claims and positions of either Party in the ultimate peaceful settlement of their dispute over the Islands;
- (2) No acts or activities taking place whilst this Interim Agreement is in force shall constitute a basis for asserting, supporting or denying a claim to territorial sovereignty over the Islands or create any rights of sovereignty over them;

Article 2

- (1) With effect from a specified time, 24 hours after signature of this Agreement (hereinafter referred to as Time 'T'), each Party undertakes to cease and thereafter to refrain from all firing and other hostile actions;
- (2) Argentina undertakes (a) to commence withdrawal of its armed forces from the Islands with effect from Time 'T'; (b) to withdraw half of its armed forces to at least 150 nautical

miles away from any point in the Islands by Time 'T' plus 7 days; and (c) to complete its withdrawal to at least 150 nautical miles away by Time 'T' plus 14 days;

(3) The United Kingdom undertakes (a) to commence withdrawal of its armed forces from the Islands with effect from Time 'T'; (b) to withdraw half of its armed forces to at least 150 nautical miles away from any point in the Islands by Time 'T' plus 7 days; and (c) to complete its withdrawal to at least 150 nautical miles away by Time 'T' plus 14 days;

Article 3

With effect from Time 'T', each Party undertakes to lift the exclusion zones, warnings and similar measures which have been imposed;

Article 4

On the completion of the steps for withdrawal specified in Article 2, each Party undertakes to refrain from reintroducing any armed forces into the Islands or within 150 nautical miles thereof;

Article 5

Each Party undertakes to lift with effect from Time 'T' the economic measures it has taken against the other and to seek the lifting of similar measures taken by third parties;

Article 6

(1) Immediately after the signature of the present Agreement, Argentina and the United Kingdom shall jointly sponsor a draft Resolution in the United Nations under the terms of which the Security Council would take note of the present Agreement, acknowledge the role conferred upon the Secretary-General of the United Nations therein, and authorise him to carry out the tasks entrusted to him therein;

(2) Immediately after the adoption of the Resolution referred to in paragraph (1) of this Article, a United Nations Administrator, being a person acceptable to Argentina and the United Kingdom, shall be appointed by the Secretary-General and will be the officer administering the government of the Islands;

(3) The United Nations Administrator shall have the authority under the direction of the Secretary-General to ensure the continuing administration of the government of the Islands. He shall discharge his functions in consultation with the representative institutions in the Islands which have been developed in accordance with the terms of Article 73 of the Charter of the United Nations, with the exception that one representative from the Argentine population normally resident on the Islands shall be appointed by the Administrator to each of the two institutions. The Administrator shall exercise his powers in accordance with the terms

of this Agreement and in conformity with the laws and practices traditionally obtaining in the Islands;

(4) The United Nations Administrator shall verify the withdrawal of all armed forces from the Islands, and shall devise an effective method of ensuring their non-reintroduction;

(5) The United Nations Administrator shall have such staff as may be agreed by Argentina and the United Kingdom to be necessary for the performance of his functions under this Agreement;

(6) Each Party may have no more than three observers in the Islands;

Article 7

Except as may be otherwise agreed between them, the Parties shall, during the currency of this Agreement, reactivate the Exchange of Notes of 5 August 1971, together with the Joint Statement on Communications between the Islands and the Argentine mainland referred to therein. The Parties shall accordingly take appropriate steps to establish a special consultative committee to carry out the functions entrusted to the Special Consultative Committee referred to in the Joint Statement;

Article 8

The Parties undertake to enter into negotiations in good faith, under the auspices of the Secretary-General of the United Nations for the peaceful settlement of their dispute and to seek, with a sense of urgency, the completion of these negotiations by 31 December 1982. These negotiations shall be initiated without prejudice to the rights, claims or positions of the Parties and without prejudgement of the outcome;

Article 9

This Interim Agreement shall enter into force on Signature and shall remain in force until a definitive Agreement about the future of the Islands has been reached and implemented by the Parties. The Secretary-General will immediately communicate its text to the Security Council and register it in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.

Source - 'Tempest in a Teapot' by R. Reginald & Dr Jeffrey M. Elliot, The Borgo Press, 1983

DOCUMENTS FROM THE 1982 FALKLANDS WAR

Argentinian Declaration (reiterating earlier peace proposal)

26 May 1982

Peace Proposal presented by the Argentine Republic to the United Nations, and reiterated in a Diplomatic Note to the Department of State of the United States of America

26 May 1982

The Embassy of the Argentine Republic presents its compliments to the Department of State and has the honour to inform, with regard to the proposal of the United Nations Secretary General referring to the conflict over the Islas Malvinas and its dependencies, the position of the Government of the Argentine Republic, which was clearly stated in the proposed Agreement submitted in the course of the negotiations held at the United Nations, which text read as follows:

The Government of the Argentine Republic and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, hereinafter referred to as "the Parties", in response to the provisions of Security Council Resolution 502 (1982) of 3 April 1982, and taking into account the Charter of the United Nations, Resolution 1514 (XV), 2065 (XX) and other Resolutions of the General Assembly on the question of the Malvinas (Falkland) Islands, have accepted, in accordance with Article 40 of the Charter of the United Nations, the assistance of the Secretary General of the United Nations and have engaged in negotiations and arrived at the following provisional agreement relating to the Malvinas, South Georgia and South Sandwich Islands, hereinafter referred to as "The Islands" for the purposes of this agreement.

Article I

- (1) The geographical scope of the area within which the withdrawal of troops is to be carried out shall comprise the Malvinas, South Georgia and the South Sandwich Islands;
- (2) The withdrawal of the forces of both parties shall be gradual and simultaneous. Within a maximum period of thirty days, all armed forces shall be in their normal bases and areas of operation;

Article II

With effect from the signature of this agreement, each party shall cease to apply the economic measures which it has adopted against the other and the United Kingdom shall call for the same action by those countries or groups of countries which, at its request, adopted similar measures;

Article III

(1) Supervision of the withdrawal of the forces of both countries shall be carried out by specialised personnel of the United Nations, whose composition shall be agreed with the parties;

(2) The Interim Administration of the Islands while the negotiations for final settlement of the dispute are in progress shall conform to the following provisions:-

(A) The Administration shall be exclusively the responsibility of the United Nations with an appropriate presence of observers of the parties;

(B) The said Administration shall perform all functions (executive, legislative, judicial and security) through officials of different nationality from that of the parties;

(C) Notwithstanding the provisions of 2(A) and (B), and in order not to cause unnecessary changes in the way of life of the population during the period of the Interim Administration by the United Nations, local judicial functions may be exercised in accordance with the legislation in force on 1 April 1982 to the full extent compatible with this agreement. Similar, the United Nations Interim Administration may appoint as advisers persons who are members of the population of British origin and Argentines resident in the Islands, in equal numbers;

(D) The flag of the parties shall fly together with that of the United Nations;

(E) During the period of Interim Administration, communications shall be kept open, without discriminatory restrictions of any kind for the parties, including freedom of movement and equality of access with respect to residence, work and property;

(F) Freedom of communication shall also include the maintenance of freedom of transit for the state airline (Lade) and for merchant ships and scientific vessels, in addition, telephone, telegraph and telex communications, Argentine television transmissions and the state petroleum (YPF) and gas services shall continue to operate freely;

Article IV

The customs, traditions and way of life of the inhabitants of the Islands, and their social and cultural links with their countries of origin, shall be respected and safeguarded;

Article V

(1) The parties undertake to enter immediately into negotiations in good faith under the auspices of the Secretary-General of the United Nations for the peaceful and final settlement of the dispute and, with a sense of urgency, to complete these negotiations by 31 December 1982, with a single option to extend until 30 June 1983, in order to comply with the Charter of the United Nations, Resolution 1514 (XV), 2065 (XX) and other relevant resolutions of the General Assembly on the question of the Malvinas Islands. These negotiations shall be initiated without prejudice to the rights and claims or positions of the two parties and in

recognition of the fact that they have divergent positions on the question of the Malvinas, South Georgia and South Sandwich Islands;

(2) The negotiations shall be held in New York;

(3) The Secretary-General of the United Nations may be assisted in the negotiations by a contract group composed of representatives of four States members of the United Nations. To that end, each party shall nominate two States and shall have the right of a single veto of one of the States nominated by the other;

(4) The Secretary-General of the United Nations shall keep the Security Council assiduously informed of the progress of the negotiations;

Article VI

If the period specified in V(1) above expires without the attainment of a final agreement, the Secretary-General shall draw up a report addressed to the General Assembly of the United Nations, in order that the latter may determine, as appropriate and with greater urgency, the lines to which the said final agreement should conform in order to achieve a speedy resolution of the question.

Note to State Department - The Argentine Government, in the light of the position stated in the aforementioned proposed agreement, which reflects the reasonableness which has continuously inspired its negotiating behaviour, deeply regrets that the peace efforts carried out by the United Nations Secretary-General, in which pursuance and final success the Argentine Republic trusted, have been frustrated as a result of the unilateral decision of the British Government announced on 20 May.

The real possibilities of reaching a peaceful settlement to the conflict and of avoiding, with the responsibility that the situation demanded, further bloodshed and an imminent breaking of peace and security in the hemisphere, finally proved to be disregarded by the intransigence and stubbornness with which the Government of the United Kingdom has tried to make the use of force prevail over reason and peace.

The Government of the Argentine Republic, therefore, formally holds the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland responsible for the serious consequences which in the future may stem from its denial to exhaust the available means towards a peaceful settlement, and expressly reserves its rights to a legitimate defence recognised by the United Nations Charter.

The Embassy of the Argentine Republic avails itself of this opportunity to renew to the Department of State the assurances of its highest consideration.

Source - 'Tempest in a Teapot' by R. Reginald & Dr Jeffrey M. Elliot, The Borgo Press, 1983

Annexe 5

Extraits journalistiques

La Prensa

La Prensa, 2 de abril 1982

Argentina comenzó en operativo de recuperación de las Malvinas.

Lo iniciaron la tres armas, tras haberse invocado ante los organismos internacionales la amenaza por parte de Gran Bretaña del uso de la fuerza y su indiferencia ante la propuesta formulada por nuestro país.

La Prensa, 2 de abril 1982

Actitudes y realidades británicas frente al nuevo problema de las Malvinas y sus dependencias. Londres. Al mediodía del miércoles, los últimos informes de la prensa británica, ni confirmados, ni desmentidos por el gobierno o el “Foreign Office, con respecto a los amagos de enfrentamiento entre Inglaterra y la Argentina sobre el asunto de las islas Georgias del sur, eran que el submarino nuclear “*Superb*” ya se estaría acercando a la zona de tensión, tal vez en compañía de otro submarino similar de tipo “*Hunterkiller*”, habiendo zarpado de Gibraltar el jueves pasado.

Razones políticas y económicas. “A la larga, los intereses de los “Falklanders estarán mejor servidos por la Argentina. Estas no son las palabras de un político inglés aun, sino las de un comentarista de la BBC. En el fondo expresan lo que los más lucidos ya reconocen, aunque solo sea a puertas cerradas. Pero motivos, amen del deber moral hacia los isleños, todavía tienen para rechazar tal inevitabilidad: uno es la potencia económica de las islas. Otro mucho, es que un día un gobierno de izquierda en la Argentina permita a la Unión Soviética montar una base en las Malvinas. Sustos así ya los tuvieron en Malta, y lo padecen a diario en el antiguo Adén, hoy capital de la republica popular del Yemen Sur. Los incesantes coquetos de nuestra diplomacia con el llamado tercer mundo, y nuestra curiosa relación con los soviéticos que pululan por nuestras aguas y territorios, no hacen sino alimentar esta inquietud.

La Prensa, 3 de abril 1982

El siguiente es el discurso que el presidente de la Nación, teniente general Galtieri, dirigió al país ayer, a las 14.30, en nombre de la Junta Militar.

Compatriotas: “En nombre de la Junta militar y en mi carácter de Presidente de la Nación en este crucial momento histórico a todos los habitantes de nuestro suelo, para transmitirles los fundamentos que avalan una resolución plenamente asumida por los comandantes en jefe de las FF.AA que interpretaron así el profundo sentir del pueblo argentino. “Hemos recuperado, salvaguardando el honor nacional, sin rencores, pero la firmeza que las circunstancias exigen las islas australes que integran por legítimo derecho el patrimonio nacional. “Esta decisión obedeció a la necesidad de poner termino a la interminable sucesión de evasivas y disfunciones instrumentales por Gran Bretaña para perpetuar su dominio sobre las islas y su zona de influencia. Prueba concluyente. “Esta actitud fue considerada por el Gobierno Nacional en las actuales circunstancias, como prueba concluyente de su falta de buena voluntad para entablar negociaciones serias y en corto plazo sobre el objeto central de la disputa y reconocer de una vez y para siempre, que sus supuestos derechos no tienen otro origen que un acto de despojo. “La situación que se planteo se refería al virtual emplazamiento, a un grupo de argentinos, para que abandonara las islas Georgias, donde este grupo desarrollaba legalmente un trabajo común.....

La Prensa, 3 de abril 1982

La recuperación de las Malvinas, por nuestro país, fue un asunto de prioridad internacional en todo el mundo. Equivocación que se deja crecer. De ahí la reacción británica, de ahí la del resto mundo occidental, cuando súbitamente un gobierno argentino decidió dar el proverbial puñetazo en la mesa y decir, de una vez por todas, ¡Basta!, Si eso sucedía, fue la reacción, es porque detrás de ello debía haber algún motivo político interno, la intención de movilizar y de galvanizar a la población a fin de hacerle olvidar sus problemas internos, la poco menos que clásica táctica de “tapar” la miseria cotidiana con “gloria” adquirida el plano internacional... de más esta decir que no hubo ni hay nada de eso. Al menos en lo que es una cuestión que hace latir los corazones de los argentinos con la misma violencia que hace siglo y medio, y vaya si hubo es ese lapso, cambios políticos y de estructura social y demográfica en el país, sino que, además, semejante enfoque, del cual sabemos que existe en el extranjero, esta estructura social y demográfica en el país; sino que además, semejante enfoque, del cual sabemos que existe en el extranjero, esta enteramente errado. Pero debemos admitir que, si

esta, ello es en parte de culpa de nosotros mismos, de nuestros sucesivos gobiernos, de nuestras representaciones diplomáticas en el extranjero, de nuestros agregados de prensa, allí donde de por sí los hay que merezcan ese calificativo, porque, en muchos casos, quizás incluso en la mayoría de ellos, no supieron crear en el resto del mundo la conciencia de que la cuestión de las Malvinas era y es algo que los argentinos sienten genuinamente en profundidad. De haberlo logrado la reacción ante el hecho de armas que ahora reintegro el archipiélago al resto del territorio nacional, no habría sido de tanto asombro ni de tanta consternación. Después de todo, no hemos lanzado una expedición para la conquista de Terranova o de las islas Faroer...

La Prensa, 6 de abril 1982

Reagan se ofrece como mediador. Washington. El presidente R. Reagan manifestó que está dispuesto a ayudar a sus dos amigos, la Argentina y Gran Bretaña, a resolver la crisis de las islas Malvinas “sin acciones de fuerza y sin derramamiento de sangre”. El presidente de estadounidense señaló estar preparado para ser un “honesto mediador” en la disputa en el Atlántico Sur. “Esperamos y deseamos poder ayudarles a tener una solución pacífica sin uso de la fuerza ni derramamiento de sangre”. Indico Reagan en una conferencia de prensa en la Casa Blanca.

La Prensa, 6 de abril 1982

Una zarpada “sospechosa”. Caracas. Para el corresponsal en Londres del autorizado rotativo “el Diario de Caracas”, la publicidad que dio el gobierno británico a la partida de su flota desde Portsmouth es muy sospechosa, y podría estar encubriendo otra acción sorpresiva más temprana. Ese despacho señala: “no puede descartarse que Gran Bretaña esté preparando una acción sorpresiva con unidades actualmente en altamar”. Hace notar que el submarino de propulsión atómica “*Superb*” se encuentra ya en las proximidades de las Malvinas. Alude, asimismo, a las acciones posibles que se discuten en Londres, entre las cuales cita un hipotético bloqueo de las islas Malvinas, después de lo cual Gran Bretaña intentaría forzar una negociación con el gobierno argentino. También se señala la posibilidad teórica de un asalto a puerto Rivero (ex Puerto Stanley) retomando el control de la capital isleña. Expresa el análisis que esa acción parece sumamente arriesgada dado que hay allí 1.800 inglesas, esa es una perspectiva atemorizante. Por último, el despacho consigna la posibilidad de un ataque sobre el territorio continental argentino, concluyendo en que ello “es realmente improbable, aun cuando hay en Londres numerosas especulaciones sobre el efecto que tendría un golpe, o un bloqueo no sobre las islas sino sobre el Río de la Plata.

La Prensa, 8 de abril 1982

Severas críticas al gobierno argentino del canciller Pym. Londres, 7. Francis Pym, nuevo secretario de asuntos extranjeros del gabinete Margaret Thatcher, hablando ante el parlamento por primera vez en su nuevo cargo, dijo: “preferimos un acuerdo pacífico. Haremos todo lo posible para lograrlo. Pero si nuestras gestiones fracasan, el gobierno de la Argentina sabe lo que pueden esperar. Gran Bretaña no apacigua dictadores”. En un estilo totalmente diferente a su antecesor, el nuevo ministro británico atacó duramente de reiterar la firme determinación del Reino Unido. Entre las gestiones para resolver la cuestión por medios pacíficos se cuenta el viaje en Londres y Buenos Aires que anunció el secretario de Estados Unidos, Alexander Haig.

La Prensa, 9 de abril 1982

Mientras continuaba ayer prácticamente en forma interrumpida el transporte aéreo de tropas y pertrechos bélicos hacia las islas Malvinas, crecía aquí la inquietud entre los pobladores ante un eventual ataque británico. En las inmediaciones del aeropuerto local Enrique Mosconi, donde tiene su asiento la IX Brigada Aérea, podía percibirse el continuo despegue y aterrizaje de los enormes Hércules C-130 que han establecido un puente aéreo con las Malvinas. Si bien no se suministró información oficial, en distintas fuentes castrenses se calcula que la Argentina trasladará un total de nueve mil hombres perfectamente pertrechados hacia los archipiélagos recuperados recientemente tras casi un siglo y medio de ocupación británica. Movimiento de las tropas. La labor de los periodistas fue obstaculizada por los jefes militares del área, pero existen indicios de que las últimas horas arribaron a esta ciudad efectivos militares de otras unidades del territorio argentino para embarcarse rumbo a las Malvinas. Se conoció aquí que alrededor de 200 soldados de unidad del Ejército con asiento en la zona norte del país, se desplazan ayer el mediodía cerca de Bahía Blanca rumbo hacia esta ciudad y con el propósito también de ser transportados hacia el recientemente creado Teatro de Operaciones del Atlántico Sur. Pudo apreciarse también que una columna de blindados alrededor de 15 tanques y otros vehículos artillados, atravesó esta ciudad rumbo al sur, lo cual hizo presumir que también se están reforzando unidades de defensa en las zonas costeras.

La Prensa, 13 de abril 1982

Argentina y la bomba atómica. Río de Janeiro. El conflicto entre la Argentina y Gran Bretaña por las Malvinas podría dar al gobierno de Buenos Aires el pretexto que precisaba” para

producir la bomba atómica. Algunos comentarios de prensa publicados hoy en diarios locales señalan que la confrontación con Inglaterra podría servir para impulsar a los que en Argentina postulan la fabricación de la bomba, especialmente si las tropas británicas obligase a los argentinos a retroceder. Ese hecho podría ser negativo para Brasil, que está atrasado con relación a Argentina en materia de aplicación de la energía nuclear. Argentina hace ya años que tiene en funcionamiento centrales energéticas impulsadas por tal tipo de energía, mientras que Brasil está iniciando el ciclo. Los observadores diplomáticos señalaron la “rivalidad” entre Argentina y Brasil por el “predominio” en la región, siendo que ninguno de los dos países firmó el Tratado Nuclear (Brasil lo firmó pero no lo ratificó) de Tlatelolco (México) de 1967, que prohíbe el desarrollo de armas atómicas en América Latina. El programa nuclear argentino es el más avanzado del continente, con excepción de Canadá y EE.UU.

La Prensa, 15 de abril 1982

Indiferencia. Sobre la indiferencia que han demostrado los malvinenses a los soldados argentinos, relato que muchos pobladores le dicen: “yo me crié bajo la corona británica, al igual que mis padres y mis abuelos, así no me gusta que vengan los Argentinos, no me gusta que haya guerras, pero también queremos tener mayores comodidades. Entonces es comprensible que ellos se muestren indiferentes, que piensen así, dijo el general Menéndez.

La Prensa, 16 de abril 1982

La vida sigue con normalidad, pero preocupa la posibilidad de una guerra. Puerto de las Islas Malvinas. Los habitantes de las islas no ocultan su temor ante un eventual enfrentamiento armado entre la Argentina y Gran Bretaña, en tanto sigue desarrollándose normalmente el ritmo de vida de esta pequeña ciudad, pese al constante movimiento de tropas y de material bélico en el archipiélago. El gobernador, general Mario B. Menéndez, impartió precisas ordenes para evitar eventuales altercados entre los isleños y los soldados acantonados aquí, e incluso prohibido a todo el personal militar cualquiera sea su grado, adquirir mercaderías en los pocos comercios de esta ciudad. Según Menéndez con estas ordenes se trata de impedir que pueden producirse incidentes o altercados “ y fundamentalmente, de neutralizar la amenaza de desabastecimiento que, de aumentar, procaría mayores dificultades a la gestión del gobierno militar. “Nuestra tarea, reitero Menéndez tiene una doble misión: defender las islas ante cualquier ataque e ir incorporando el territorio al sistema argentino sin provocar mayores alteraciones en las costumbres y el estilo de vida de los isleños. Desconfianza. Los malvinenses, como todo habitante de zonas aisladas e inhóspitas son poco propensos a

mantener largas conversaciones generalmente utilizan frases cortas en sus diálogos, manifiestan desconfianza e indiferencia ante todo extraño, características que se han acentuado desde la llegada aquí de unos 10.000 soldados argentinos. Fueron pocos los malvinenses que aceptaron ser entrevistados por este enviado especial, ya que la mayoría rehusó formular declaraciones contestando cortésmente pero en forma terminante “I don’t want to talk”.

Temor. Una empleada del único supermercado de la ciudad, el “FIC West Store” que solo se identifico con el nombre de Kane, manifestó tener mucho miedo” ante la posibilidad de una gran guerra argentino-británica. “No queremos que haya una guerra tenemos mucho miedo. No sabemos que pasaría con nosotros si hay una guerra”. Contesto y luego pregunto: “¿Por qué tuvieron que traer tantos soldados? ¿Qué quieren hacer con nosotros?”. Kane utilizo algunas frases en castellano cuando fue entrevistada por este enviado y puso énfasis en destacar que ella es británica “pues mi madre y mi abuelo nacieron a la corona británica. Yo no tengo nada contra los argentinos, pero nosotros somos británicos”.

La Prensa, 19 de abril 1982

Viajaran hoy al archipiélago los primeros cuatro médicos argentinos. [...] Dijo, entre otros conceptos el Doctor Rodríguez Castells que “el motivo de esta reunión es que deseaba personalmente y en compañía de los subsecretarios de mi cartera y de los delegados de las fuerzas Armadas, conocer personalmente a los primeros cuatro médicos que van a viajar pasado mañana a las Malvinas argentinas, y eso es motivo de legitimo orgulloso para nosotros. “En estos momentos, prosiguió de emoción patriótica, de emoción argentina, por haber recuperado nuestras islas, por haber defendido nuestra soberanía nacional, asistimos a diario a demostraciones de fervor patriótico y de sacrificio por la patria”. Amas adelante afirmo el ministro Rodríguez Castells que tenemos aquí a cuatro jóvenes médicos que, de inmediato, han respondido al llamado. Es realmente emotivo el comprobar como a las pocas horas de haber hecho de llamado teníamos más de 40 profesionales inscriptos para ofrecer sus servicios a la patria.

La Prensa, 22 de abril 1982

Se habla mucho, oficiosamente, de las Malvinas y menos de los otros archipiélagos australes. Quizás uno tiene los oídos hipersensibilizados, pero, al pasar revista a lo que se dice, aquí o allá, acerca del conflicto austral, en los medios de difusión que pertenecen al Estado o dependen del gobierno, nos pareció detectar, recientemente, un cierto énfasis puesto en el

nombre de Malvinas, y poca o ninguna mención de los otros archipiélagos australes, igualmente reintegrados a la soberanía nacional después de la jornada nacional después de la jornada histórica del 2 de abril. Esperemos que no se trate más que de algo meramente circunstancial, o sea que, a través de la fuerza de la costumbre y debido a la natural tendencia hacia lo breve y lo sintético, comentaristas y expertos que se refieren al tema estén prefiriendo decir simplemente “Malvinas” a estar repitiendo la enumeración un poco engorrosa de Malvinas, Georgias y Sándwich del Sur.

Esperemos que sea esa la razón, aunque en tal caso, podría decirse simplemente “las islas Australes”, y que no haya ninguna otra causa, ninguna otra causa, ninguna “media palabra” dada por alguna autoridad de inducir al público a no fijar tanto su atención en los otros archipiélagos y a concentrarla, en cambio, en el malvinense. Con medios de difusión controlados por el gobierno y por un gobierno que, en general, ha demostrado su poca inteligencia para manejarlos, uno siempre debe estar alerta. La pata de la sota como se dice coloquialmente, asoma con una facilidad asombrosa. Pero ojala nos equivoquemos en este caso.

Las Georgias del Sur y las Sándwich del Sur. Porque, si nos equivocásemos y si efectivamente el síntoma aludido fuese indicio de qué ésta intentándose, oficiosamente, quitar importancia al tema de las Georgias del Sur y de las Sándwich del Sur, eso sería muy grave a nuestro juicio. Esas islas no-solo son tan argentinas como las propias Malvinas, y como otras de la región austral, a saber las Orcadas del Sur, las Shetland del Sur, las Cormoranes y las Rocas Negras, sino que además según se juzgue la situación en términos geopolíticos, pueden incluso tener una importancia mayor, al menos en lo que concierne a la política del país con respecto a la Antártida. De ahí que venimos diciendo desde el momento mismo en que el antiguo conflicto entro en la fase actual de su crisis, que no se debe descartarse la posibilidad de que toda la presión británica, unida a la norteamericana, tienda a terminar por zanjar la disputa, dejándole a la Argentina las Malvinas, y quedándose en cambio el Reino Unido con los otros archipiélagos menores o con parte de ellos. Un “quid pro quo” que se entiende, no se debe ser aceptado, ni siquiera como resultado de un conflicto armado en cuya primera etapa los británicos, en las Georgias o en las Sándwich del Sur, por ejemplo llevasen las de ganar.

La Prensa, 23 de abril 1982

“No esperábamos otra actitud de los países hermanos”. En, declaraciones formuladas instantes antes de abordar el avión que lo trasladaría al archipiélago, el presidente converso con

periodistas nacionales y extranjeros. El jefe de Estado señaló en relación con el respaldo de la OEA que “no esperamos otra actitud por parte de los países hermanos de Latinoamérica”. Agregó que como presidente, su sentimiento con respecto a la comunidad Latinoamericana “no varía”. Periodistas extranjeros le consultaron cual era la finalidad de su viaje al archipiélago y respondió que inspeccionaré a mis efectivos. Ante la insistencia, el comandante en jefe del Ejército respondió: “Voy a comprobar la unidad y el espíritu de mis tropas”. Ruido y preguntas. Periodistas extranjeros requirieron si se podía evitar la guerra, a lo que Galtieri se excusó de responder, por la prematura de su partida y por el intenso ruido de los motores del avión que impidan una respuesta. Un funcionario que le acompañaba reflexiona que una pregunta delicada requiere una respuesta delicada “y con este ruido es imposible hablar de eso”. Carácter operacional. La vista de Galtieri a las Malvinas y otras ciudades del sur del país tiene según la calificación de un vocero militar, “carácter operacional”. Acompañaban al comandante en jefe del Ejército oficiales superiores del Estado Mayor General del arma con quienes inspeccionara en Puerto Argentino, nueva denominación de Puerto Stanley. Los efectivos militares allí acantonados. En esa oportunidad la acompañaba también, el gobernador militar de las islas, general Mario B. Menéndez y el comandante del teatro de Operaciones y comandante del V Cuerpo de Ejército general Osvaldo García. El teniente general Galtieri hará escalas en Comodoro Rivadavia y Río Gallegos, donde también inspeccionara unidades de combate estando en Buenos Aires para mañana en horas del mediodía.

La Prensa, 25 de abril 1982

Gratuitamente podrán los isleños conocer el país.

Córdoba. El subsecretario de turismo de la nación, doctor Guillermo Lousteau y Hegui, manifestó que se ha hecho un acuerdo “con empresas privadas hoteleras y de transporte, para que los malvinenses puedan conocer la Argentina continental en forma absolutamente gratuita, y agregó que Córdoba ha hecho llegar una oferta similar a la nación, para que también podamos utilizar los recursos que la provincia pueda disponer”. Requerido acerca del turismo desde el continente hacia las islas, señaló que antes de la recuperación del archipiélago “ya la Argentina tenía una tradición de conocer a las Malvinas”, y que los argentinos iban allí en contingentes bastantes razonables”, previéndose según dijo, incluir la vista a las islas en el programa “conozco Argentina”, aunque reconoció que no “hay infraestructura todavía”, por lo que habrá que hacerlo en pequeños grupos o si no posiblemente por vía marítima. Pero de todas maneras subrayo pensamos ponerlo dentro del

programa conozca Argentina para que podamos llevar un contingente de medios masivos para que difundan turisticamente” y recordó que “este programa se puso en marcha el año pasado, tenemos previsto 14 viajes y con el de las Malvinas 15.

La Prensa, 26 de abril 1982

¿Qué ha ganado Margaret Thatcher? Londres. El flash noticioso anunciando el ataque británico al submarino “Santa Fé”, en las inmediaciones de las islas Georgias, interrumpió hoy a mediodía el programa televisión “Weekend World” en el momento que Michael Foot, líder laborista de la oposición en el parlamento, acababa de dar a entender que su partido podría retirarle el apoyo al gobierno de la señora Thatcher si este procedía por la fuerza a la recuperación de las islas y en particular si tal operativo causaba bajas británicas. Minutos antes de esta primera dramática noticia, Weekend World había presentado los resultados de una encuesta que daba un 79 por ciento de la opinión en favor del gobierno en lo que concierne a su manejo de la crisis hasta hoy, pero solo un 52 por ciento dispuesta a aceptar derramamiento de sangre en la eventualidad de un ataque.

La Prensa, 27 de abril 1982

Reconocimiento del poderío naval argentino. Expertos en armas de la OTAN, principalmente de Alemania en la segunda potencia militar de Latinoamérica, dijo hoy el Instituto Internacional de Investigaciones para la paz de Estocolmo. Pero en la disputa por las Malvinas, Gran Bretaña enfrenta una marina de este mismo país reequipo con radios computarizadas, buques de guerra, misiles y sistema de radar, dijo el grupo independiente de investigaciones.

La Prensa, 1 de mayo 1982

Restringen los pagos al exterior. Roma. Argentina anuncio a Italia la suspensión de los pagos relativos a la construcción en su país, por una firma italiana de una importante planta hidroeléctrica cuyo costo total es de 350 millones de dólares. La suspensión del pago al grupo “Condotte” es una consecuencia del bloqueo comercial contra Argentina adoptado por la comunidad Económica Europea, de la que Italia es miembro, a raíz del conflicto por las Malvinas. La decisión afecta especialmente a la planta de Río Grande, en la provincia de Córdoba, una de las grandes centrales hidroeléctricas de América Latina.

La Prensa, 2 de mayo 1982

Informes sobre pérdidas inglesas. A las 12 de ayer, se tuvo confirmación oficial de que las primeras incursiones sobre las Malvinas por parte de los británicos, fueron derribados dos aviones Harrier por parte de las fuerzas argentinas. A esa hora, se hizo presente en la sala de Periodistas de la Casa de Gobierno el secretario de información pública de la presidencia de la nación, quien leyó la siguiente comunicación: “el jefe del Estado Mayor Conjunto comunica que durante los ataques realizados esta mañana por aviones ingleses a Puerto Argentino, en Islas Malvinas, fueron derribados dos aviones “Harrier”. Otras maquinas enemigas resultaron averiadas por el fuego propio. "Cabe señalar que la información atinente a estos hechos fue retenida hasta la hora con el objeto de verificar previamente, en forma acaba y fehacientemente, su actitud.

La Prensa, 3 de mayo 1982

La Argentina no va a levantar bandera blanca. Así lo declaro el teniente general Galtieri al informar a los integrantes del gabinete nacional. El presidente de la nación afirmó ayer a los integrantes del gabinete nacional que la “Argentina no va a levantar la bandera blanca”. Así lo anuncio el secretario de información pública, señor Rodolfo Baltiérrez, al termino de la reunión de ministros y secretarios del área presidencia efectuada desde las 11.30 hasta las 12.50 en la sala de situación de la casa de gobierno. Durante la reunión, el teniente general Galtieri informo en primer termino a los ministros y secretarios sobre aspectos del tema central que a todos preocupa”, afirmándoles que “la Argentina no va a levantar la bandera blanca”. Informes de ministros. Nicanor Costa Méndez hizo un enfoque diplomático sobre la labor que cumple el país ante los distintos foros internacionales para esclarecer la posición sostenida por la Argentina en el conflicto planteado con Gran Bretaña en el Atlántico Sur. Por otra parte, los ministros, y secretarios de Estado expresaron su reconocimiento, solidaridad y congratulación al canciller, por “el talento y sacrificio puesto en beneficio del país”, mientras que el presidente Galtieri como ya lo hiciera durante la audiencia mantenida el sábado con el doctor Costa Méndez a poco de su arribo de Nueva York, reitero esas expresiones. Costa Méndez al agradecerlas, señalo que en definitiva era el país, en su pueblo y gobierno, quienes debieran ser los destinatarios de las expresiones que acababa de escuchar. Cabe agregar que en el trascurso de la reunión, los ministros de educación, justicia, economía, obras y servicios públicos, trabajo y acción social, también efectuaron un breve informe sobre temas afines a sus respectivas áreas. Cuando el secretario de información pública termino de informaron sobre la reunión del gabinete nacional, uno de los periodistas acreditados ante la casa de

Gobierno le solicito una ampliación del concepto expresado por el teniente general Galtieri, en el sentido de que la Argentina no va a levantar la bandera blanca. El señor Baltiérrez respondí que “cuando el señor presidente expresa ese concepto, esta queriendo significar que la voluntad de lucha del pueblo argentino no será quebrada”. “Aun en una escalada de los intentos de invasión por parte del enemigo, añadió la respuesta será, tal como lo dijo el presidente en su mensaje de anoche, que persistiremos solidarios hasta que llegue la victoria”. A noter que le General Belgrano, est un fait peu exposé dans ce journal, il n’a pas de une réellement consacré.....; au contraire le Sheffield..... est largement exposé.....

La Prensa, 4 de mayo 1982

La Prensa. El destructor inglés “*Sheffield*” fue hundido en las Malvinas. Lo destruyó un avión naval, y los dos Sea Harrier fueron derivados durante un ataque a Puerto Darwin. Siguió la búsqueda de naufragos del *General Belgrano* y llega a cerca de 700 el número de rescatados hasta anoche. La fuerza de tareas enviada por Gran Bretaña recibió ayer duras respuestas de las Fuerzas Armadas Argentinas a las agresiones realizadas en los últimos días, al hundir con un certero disparo de misil el destructor HMS *Sheffield* y derribando además, sobre las Malvinas, a dos aviones Sea Harrier, de una escuadrilla de tres que realizaba incursiones en la zona de Darwin.

La Prensa, 5 de mayo 1982

Aumento el precio de las Naftas un 30%. Desde la medianoche última, rige un aumento del 30 por ciento en el precio de venta al público de las naftas especiales y del común las que pasaron a costar, 5.400 y 4.490 pesos cada litro, respectivamente. El precio anterior era de 4150 y 3.450 pesos. Al anunciar esta medida, el secretario de energía, ingeniero Jorge Petracchi, señaló que este aumento solo rige para las naftas, sin que afecte al vigente para los demás combustibles y enfatizó que este porcentaje ingresara directamente al tesoro Nacional, para afrontar los gastos que demande el esfuerzo bélico del sur.

La Prensa, 8 de mayo 1982

Mensaje a Thatcher de la comunidad británica. El consejo de la Comunidad británica en la república Argentina dirigió el jueves un telegrama a la primera ministra de Gran Bretaña Margaret Thatcher, en el que la urgió a buscar una solución pacífica al conflicto. La nota solicitó al gobierno británico “que busque por todos los medios posibles una solución pacífica antes de que este trágico episodio alcance proporciones y repercusiones aun más graves para

todas las partes involucradas. Nuestro consejo ha persistido en mantener esta misma opinión frente a las autoridades argentinas, quienes han demostrado un alto grado de comprensión por la posición en que se encuentra la comunidad británica y todas sus instituciones, postura esta que se ve reflejada también en los sentimientos del pueblo hacia las mismas”, dijo la nota. Agrego que como resultado de dicha postura, solamente un reducido numero de residentes británicos han optados por alejarse de la Argentina. “Las pérdidas de vidas sufridas hasta ahora han promovido una creciente indignación en este país, tendiente a unificar al pueblo y prepararlo para enfrentar las alternativas de prepararlo para enfrentar las alternativas de una enconada lucha, cualquiera sea su resultado”, dijo el consejo. “Aun no es demasiado tarde para encontrar un modo de reconciliación y estamos convencidos de que este es el único camino para que Gran Bretaña, la Argentina, los isleños y todo el mundo libre puedan fundar sus esperanzas en el futuro”, agrego. La nota finaliza expresando el deseo de que Dios, el Supremo Creador, guíe en todas sus decisiones a la jefa del gobierno británico.

La Prensa, 10 de mayo 1982

Dramático relato del capitán un avión destrozó las balsas. Señalase que el hecho fue cometido con una alevosía desconocida en la guerra en el mar. La versión de Londres. Londres, 9. Gran Bretaña bombardeó hoy las posiciones militares argentinas en las islas Malvinas, derribó un helicóptero de transporte de tropas y ametralló a un pequeño a un pequeño barco “espía” en las cercanías del archipiélago, causando la muerte de un argentino y heridas a otros 13, informó el Ministerio de Defensa. El informe señaló que la muerte del argentino se produjo en el ataque al barco “Narwal”. Añadió que entre los 13 heridos hay uno de gravedad. El ministerio de defensa indicó que el barco cumplía funciones de espionaje con un equipo de radio. Las autoridades en Londres confirmaron los informes previos procedentes del barco británico “HMS Hermes” sobre la muerte del tripulante del buque pesquero argentino “Narwal”, tras el ataque a la embarcación esta tarde por dos aviones Sea Harrier, dentro de la zona de 200 millas de bloqueo a las islas Malvinas. Un total de 24 argentinos, incluyendo a su comandante, un subteniente, que no fue identificado, fueron tomados prisioneros trasladados a barcos de la flota británica en el área, según se informó desde el “Hermes”. También se había indicado que un helicóptero argentino Puma, capaz de transportar 20 soldados fue derivado sobre la capital de las islas por disparos efectuados desde un barco británico, pero los informes desde el “HMS Hermes” no indicaron más detalles.

La Prensa, 14 de mayo 1982

Las Malvinas y Chile. Un acuerdo general de paz y cooperación entre la Argentina y Chile estaría en vías de concluirse próximamente en Roma, o por lo menos eso es lo que pretende el Vaticano. Según nuestras fuentes, el tratado no incluiría una solución específica definitiva para la cuestión de Beagle, pero a partir de su firma, la cual quedaría supeditada a los resultados finales del actual conflicto anglo argentino por las Malvinas, el problema se situaría rápidamente en una vía de arreglo pacífico, que pondría fin a las tensiones entre los dos países (en algunos medios se piensa, incluso, que el acuerdo general pondría, de hecho, un acuerdo en el Beagle). No obstante, en diversos sectores se sigue observando con recelo la actitud de Chile, más por su política austral y sus ya viejos entendimientos con Gran Bretaña que por su abstención en la reciente votación de los signatarios del TIAR, favorable a la Argentina.

Objetivo británico en las Malvinas. Esa relación de Santiago con Londres apuntaría, según sostienen grupos políticos y militares locales, a consolidar la presencia británica en el Atlántico sur, incluidas las Malvinas, en detrimento de los intereses argentinos, y es la que en 1978 habría alentado, en buena medida, el “expansionismo” chileno en el Beagle. El ex-Jefe del tercer cuerpo de Ejército, general Menéndez, hoy retirado, acaba de entrevistarse con el general Galtieri, presumiblemente para exponerle sus ideas acerca de la guerra. Por lo que sabemos, le habría entregado el presidente un trabajo en el que se recogen sus puntos de vista y los de los sectores que Menéndez representa, no solo sobre las Malvinas sino también acerca de la situación de todo el Atlántico sur, y sus proyecciones políticas, diplomáticas y estratégicas a corto plazo. Otros interesados en el tema, como el señor Alberto Asseff, ex presidente de Hidronor, han preparado también estudios al respecto. Al margen de las diferencias ideológicas entre unos y otros grupos, lo cierto es que existen coincidencias de visión, en cuanto a los objetivos estratégicos de Gran Bretaña, y seguramente de los Estados Unidos. En la región, muchas de ellas avaladas por la postura de Londres en las negociaciones que ahora esta llevando a cabo del señor Pérez de Cuellar, y hasta por el hecho de que el Reino Unido haya enviado aquí una gran parte de su flota para reconquistar las islas.

La Prensa, 15 de mayo 1982

“*The Guardian*” oponente a una “solución militar”. Londres, 14. El diario liberal británico “*The Guardian*” previno hoy con los “halcones” que tratan de imponer una solución militar en el conflicto con la Argentina. Los defensores de una solución militar en el conflicto de las Falkland sostienen una opinión extraviada, porque tal operación tendría que pagarse muy cara

en vidas humanas, dinero y esfuerzos y los habitantes de las islas tendrían, según el ministro del exterior Francis Pym, que preocuparse por si mismo de su bien estar, seguridad y futuro económico. Seria un futuro sin relaciones comerciales con el continente y una seguridad que durante decenios, dependería de la voluntad de Gran Bretaña de alterar totalmente su estrategia naval...”. “The Guardian” continua diciendo que los “autodenominados realistas en política exterior y resultados militares se mueven muy lejos de la realidad, dentro de unas concepciones nacidas de su propia capacidad de imaginación. No les importa para nada la opinión mundial... cuando se formo la flota de intervención, fue concedida únicamente como complemento de la diplomacia. Para eso esta, pero no tiene necesariamente la obligación de asaltar Puerto Stanley, si eso significa perder la paz.

La Prensa, 19 de mayo 1982

Guerra irracional por un principio y el honor. Madrid, 18. El historiador, sociólogo y periodista francés Raymond Aron al enfocar el tema del conflicto de las Malvinas escribe en el diario madrileño “ABC” que se trata de una guerra irracional. Aron examina la posición británica y parte de un punto de vista singular, “aun a riesgo de atraerme las burlas de mis colegas”, escribe textualmente: “no es el petróleo por lo que Margaret Thatcher ha enviado a un tercio de la Armada Real. “Los británicos, dice luchan en esta guerra irracional por un principio y por el honor”. El principio es, según Raymond Aron, el de no tolerar la toma de posesión en plena paz de una tierra donde ondea la Unión Jack. El honor es que los argentinos lanzaron un desafío humillando a la orgullosa Albión. Lenguaje de antaño. A estas alturas los británicos han encontrado un viejo lenguaje de antaño: “Hace falta limpiar la afrenta con sangre”. Esta guerra, lógica a partir de la situación creada por la seguera de Londres y la jugada de póquer de Buenos Aires, no es menos absurda en el marco de la política internacional. Para Raymond Aron, es en el marco internacional donde se pierden todos los beligerantes. ¿Se ha mantenido proporción entre la falta cometida y el castigo recibido? ¿Hasta qué punto la Armada británica debe acudir a lavar la ofensa antes de reanudar el dialogo? Se ha llegado a una posición dispar. Por un lado los generales no pueden evacuar las islas sin perder prestigio y Margaret Thatcher debe recuperar las islas o perder su imagen. “Es más fácil repartirse el petróleo futuro que la soberanía”, escribe Aron.

La Prensa, 22 de mayo 1982

El costo de la aventura británica. Londres, 21. Las acciones militares británicas en el Atlántico sur costarían al Reino Unido no menos de 1.700 millones de libras esterlinas (algo más de tres

mil doscientos millones de dólares), según el cálculo efectuado por el semanario “*Newstatesman*”. El periódico sostiene que a los gastos propios del desplazamiento de la flota británica de intervención, deben sumarse los pérdidas materiales de medios navales y aéreos y los gastos de reforzamiento del resto de la Armada en el país. Al mismo tiempo deberán agregarse los costos que demanda la reestructuración de los emplazamientos militares y civiles en las islas, para, en una eventual reconquista, mantener en el área una guarnición capaz de rechazar eventuales ataques al menos por tres años. Según “*Newstatesman*” dos meses y medio de operaciones y medio de operaciones de la flota de intervención (comprendidos la requisita de naves mercantes) constarían 1.170.000 dólares; la reestructuración de los emplazamientos militares y civiles en las islas (incluidos los servicios públicos provistos hasta ahora por la Argentina) 340 mil dólares; una guarnición militar por tres años 3.246.000 dólares.

La Prensa, 24 de mayo 1982

Opinión favorable a la Argentina en diversos países americanos. Para la gran mayoría de la opinión pública de cinco países latinoamericanos, las islas Malvinas pertenecen a la Argentina, según reveló una encuesta del instituto Gallup realizada a principios de abril. Más del 75 por ciento de los encuestados en Colombia, Venezuela, Ecuador, Perú y Uruguay respondieron adjudicando la soberanía del archipiélago a la Argentina. En la encuesta se formularon cuatro preguntas a personas mayores de 18 años y en tres casos se incluyó a la población de Brasil, en tanto que uno, no fue consultada la opinión de los venezolanos. La pertenencia: Ante la pregunta sobre la pertenencia de las Malvinas, el 75 por ciento de los colombianos respondieron que son de la Argentina, en tanto que el 15 por ciento cree que de Gran Bretaña y un 10 por ciento dio otras respuestas. Por su parte, un 79 por ciento de los venezolanos cree que las islas son argentinas, y solo un 3 opino que pertenecen a Gran Bretaña y un 18 por ciento ofreció otras opiniones. El país que arrojó un porcentaje mayor fue Perú, donde un 93 por ciento de los encuestados contestó que las Malvinas son argentinas; Un 4 dijo que de Gran Bretaña y un 3 por ciento contestó de distinta forma. Para el 78 por ciento de los ecuatorianos la soberanía del archipiélago es argentina mientras que para el 15 por ciento son inglesas; el 78 por ciento contestó de distinta forma. En Uruguay, el 84 por ciento de las personas preguntadas respondió favorablemente a la Argentina en tanto que 11 por ciento se inclinó por Gran Bretaña y 5 por ciento contestó de otra forma. Lucha armada: Con respecto a sí la Argentina ofrecería lucha si Gran Bretaña decide tomar las islas por la fuerza, que fue la segunda de las preguntas formuladas, también la gran mayoría respondió

afirmativamente. El 99 por ciento de los ecuatorianos, el 95 de los peruanos, el 93 de los colombianos, el 87 de los brasileños, el 85 de los uruguayos y el 83 de los venezolanos respondieron que la Argentina ofrecería lucha. La tercera pregunta interrogó por el bando (Argentina o Inglaterra) hacia el cual se inclinaba el pueblo de cada uno de los países donde se realizó la encuesta. El 98 por ciento de los ecuatorianos apoyo la causa argentina lo mismo que el 94 de los peruanos, el 84 de los colombianos, el 81 de los venezolanos, el 74 de los uruguayos y el 41 de los brasileños. De parte de Gran Bretaña esta en cambio el 20 por ciento de los encuestados de Brasil, el 14 de los uruguayos, el 9 de los colombianos, el 2 de los venezolanos y ecuatorianos y el 1 de los peruanos. En este caso, el 39 por ciento de los preguntados en Brasil se excusó de responder al igual que el 17 por ciento de los venezolanos, el 11 de los uruguayos, el 7 de los colombianos y el 5 de los peruanos.

La Prensa, 24 de mayo 1982

Los Estados Unidos ante Gran Bretaña y la Argentina: la opción entre un amigo de verdad y un aliado necesario. Washington. Aunque se supone que los Estados Unidos apoyaran a Gran Bretaña si la crisis de las islas Malvinas llega a una guerra a gran escala, una decisión así enfrenta a Washington con un dilema terrible. Por un lado los Estados Unidos están obligados por tratados a acudir en la defensa de otras naciones del hemisferio. Asimismo, la administración Reagan necesita el apoyo de la Argentina para asegurar el éxito de su política en la América Latina. Pero cuando las papas quemen los Estados Unidos apoyaran a Inglaterra.

La Prensa, 26 de mayo 1982

Ratifica Venezuela su apoyo total. Naciones Unidas, 25. Venezuela sigue firme en su solidaridad con la Argentina en el problema de las islas Malvinas y mantiene sus ofrecimientos de asistencia, pero nada se ha solicitado en el campo militar, dijo el ministro de relaciones exteriores de Venezuela José Alberto Zambrano Velasco. En una entrevista concedida a United Press, refiriéndose a las posibilidades de lograr una solución a la crisis dentro de las Naciones Unidas, Zambrano dijo: “Creo que esta en pleno desarrollo una posibilidad de encontrarse salida al problema, con la presentación de alguna resolución que permita encarar alguna gestión de paz”. El canciller dijo que su país no ha estado participando en la preparación de ninguna resolución. “Nosotros vinimos a las Naciones Unidas para expresar nuestra solidaridad con la Argentina y a expresar nuestros puntos de vista como latinoamericanos”, dijo.

La Prensa, 28 de mayo 1982

El bloqueo primordialmente perjudica a los isleños. Puerto Argentina. El gobernador militar de las islas Malvinas Georgias y Sándwich del Sur, general Menéndez, dijo a TELAM que “la situación que viven los pobladores malvineros, desde el punto de vista de los abastecimientos es evidentemente difícil, como consecuencia del bloqueo naval y aéreo impuesto por el gobierno de Gran Bretaña. [...] “Gran Bretaña, señalo Menéndez, ha demostrado a lo largo de todas las operaciones que los pobladores no figuran entre sus prioridades” y que “en su esfuerzo por reforzar el bloqueo, han perjudicado seriamente el desenvolvimiento de la vida civil” ya sea de los británicos residentes o de los nativos.

Envió de alimentos y medicinas. Añadió que “por disposición del gobierno militar se dispuso él envío de helicópteros militares para la distribución de alimentos y medicina lo que implica un riesgo de material sin precedente” y que no obstante su misión, también fueron atacados.

La Prensa, 3 de Junio 1982

Reformularanse las políticas interna y externa del país, lo expreso Galtieri al termino de una reunión en el ministerio de economía. Consultado sobre las recientes declaraciones que efectuara a los sindicalistas que conquirieron a la reunión de la OIT, el presidente señalo que la Argentina y su pueblo antes del 2 de abril es muy distinta a la existente después de esa fecha y dentro de ese contexto, se replanteara toda la política del país, tanto en el plano internacional como en el interno, las que se modificaran teniendo especialmente en cuenta las repercusiones provocadas por la actitud adoptada el 2 de abril pasado. Posteriormente, y ante una pregunta que se le formulara, señalo, respecto del pueblo argentino: “lo felicito a pesar de que no me eligieron, estoy orgulloso de ser el presidente de los argentinos y el comandante en jefe del Ejército”.

La Prensa, 4 de Junio 1982

Denuncia de una deznable acción psicologica inglesa. Córdoba. Calificándola como una “detestable acción sicológica inglesa” el diario “La Voz del Interior”, de esta capital, se refiere en su edición de ayer a aspectos del conflicto que nuestro país, mantiene con el agresor colonialista, quien utilizando el servicio telex, insulta groseramente a abonados argentinos. Dice el rotativo que “la acción sicológica, en toda confrontación, sea armada o no, integra el bagaje ofensivo de las partes en conflicto. Su propósito tiene como objetivo, minar el espíritu del adversario, hacerlo dudar del éxito de su causa, confundirlo y extender esa confusión,

acota “la Voz del Interior”, en un campo estratégico predeterminado para restar animo de resistencia”. Agrega el diario que “por lo general, esta táctica, tan comúnmente utilizada, conlleva en si, un cierto conocimiento del ser humano y por lo tanto es sutil, cuidadosamente estudiado y puesto en practica, teniendo en cuenta que no puede caer en la torpeza. Eso, al menos, agrega el editorial, es lo que dicen los conceptos básicos de los manuales sobre esta especialidad y que al parecer, no han sido tenidos en cuenta por los británicos”.

La Prensa, 5 de Junio 1982

La lección de ayer: no confiar en la ONU, no confiar en negociaciones y no “dejarse correr con la vaina”. Lo que sucedió ayer en el Consejo de Seguridad de la ONU y lo que resulto de las conversaciones entre el presidente Reagan y la señora Thatcher, nos imparte una lección que, en cierto modo, ya los hechos previos nos habían enseñado, de modo que esta más reciente evolución de los acontecimientos no hace más que confirmar una situación conocida. Por lo pronto ha quedado una vez más a la vista la inoperancia de las Naciones Unidas y, en particular, de su consejo de Seguridad. Y no podría ser de otro modo, si se piensa en este ultimo, ya que se trata de un foro en cuyo seno se cumple el famoso juego de palabras orwelliano: los estados miembros de la ONU que lo integran son todos iguales, pero hay algunos que son más iguales que otros. Es obvio que aquellos que están dotados del poder del veto hacen en el Consejo lo que les da la gana. Si hay algo que vaya siquiera levemente contra lo que creen ser sus intereses, se valen de dicho poder. Y la cuestión, por importante que sea queda abortada.

La Prensa, 8 de Junio 1982

La Argentina se define por Patricio H. Randle. La Argentina es un país visceralmente anticomunista. El marxismo solo ha podido penetrar en las clases medias, especialmente en las que, de un modo u otro se sienten “intelectuales”. El resto del país, sus dirigentes, aun cuando muchas veces actúen como “idiotas útiles”, no pueden aceptar los presupuestos marxistas, ni neomarxista, ni mucho menos encarnarlos. Esto pudo verse palpablemente, hace un poco tiempo, cuando Perón, en su despecho, hizo un pacto con la guerrilla. Sea porque fue un riesgo calculado cínicamente o porque el país se difundió con sus anticuerpos, naturales, lo cierto es que, finalmente, se impuso lo que aunque sea impropriamente se llamo el “peronismo de derecha”, una especie, si se quiere, contradictoria, ya que no hubiera necesitado bifurcarse si no se hubiese coqueteado con la guerrilla de entrada. Como quiera que sea, y a pesar de que muchos de los que se proclaman campeones del Occidente cristiano sean personajes que no

han profundizado esas esencias convenientemente, lo cierto es que al declararlo obtienen adhesiones sinceras y numerosas. Es más, la Argentina en su lucha contra el marxismo internacional instrumentado en forma en forma de bandas guerrilleas, creyó de buena fe que estaba haciendo una contribución positiva a la defensa de ese Occidente y que en consecuencia, más allá de los importantes grupos izquierdistas de opinión, los sectores de orden, los “establishment” de Gran Bretaña y de los Estados Unidos, simpatizaran con su posición.

Expectativas falsas. La reciente ascensión al poder de Margaret Thatcher y de Ronald Reagan pudo alimentar razonablemente esas expectativas, ya que en sus propios países tenían como adversarios a quienes habían orquestado la violenta campana antiargentina en el exterior. En el caso de los Estados Unidos, muy particularmente, la explosiva situación de América Central, a punto de convertirse en un volcán subversivo, reforzó la sensación de que nunca habíamos estado mejor con la potencia del norte. Si estos cálculos fueron los que alentaron la esperanza de una neutralidad complaciente de Reagan o de una reacción civilizada de Gran Bretaña en ocasión de recuperar nuestras Malvinas, nada de eso se confirmó. Por el contrario, la violenta respuesta de ambas potencias, excediendo las previsiones más pesimistas e ilógicas, tiene que tener su explicación. Y esa explicación necesita previamente de la formulación de una premisa que alumbre el panorama y todas las otras razones que puedan haberlos impulsado a actuar así. Pero esa premisa es dura de aceptar, difícil de digerir, ardua de comprender, imposible de justificar. Se trata ni más ni menos, que si Gran Bretaña y los Estados Unidos, y en proporción variable el resto de Occidente, más o menos guiados por estos timonéales, no representan esa garantía contra el comunismo que estamos acostumbrados a pensar. No solo ya han dado prueba de que su política todo es “negociable” con la Unión Soviética y con China, sino que y esto es mucho más grave, son profundamente desleales con los aliados que puedan de alguna manera, sugerirles siquiera coherencia con algunos principios básicos y objetivo. Que lo diga si no Taiwán que lo digan no los sudvietnamitas traicionados que lo digan los rhodesianos del sur entregados al régimen de Mugabe, entre otros muchos casos.

La Prensa, 10 de Junio 1982

Las valores de nuestra lucha. “Nosotros luchamos por Dios, por la patria, y nuestras familias, explico (un piloto de un Pucara), ellos luchan porque cumplen ordenes” como me dijo un piloto británico que teníamos prisionero”. Consultado sobre otros motivos por lo que hacen la guerra, además de los señalados, contesto “siento lo que siente cualquier persona al terminar

un trabajo, pero con una satisfacción en mi interior por el deber cumplido. Esto corre secundariamente detrás de mi impulso por defender todo lo que involucra lo nuestro, lo argentino”.

La Prensa, 11 de Junio 1982

Día de afirmación de los Derechos en las Malvinas. Con diversos actos conmemorativos en esta capital, y en el interior del país, el día de la Afirmación de los derechos Argentinos sobre las Malvinas, Georgias y Sándwich del Sur. Como se recordara, la fecha fue instituida con motivo de la designación, el 10 de junio de 1929 del primer comandante militar de las islas Malvinas, Luis Vernet. El acto central se efectuó en la plaza Rodríguez Pena frente al ministerio de educación, oportunidad durante la cual el ministro de esa cartera, doctor Cayetano Liciardo dirigió un mensaje alusivo a los niños y jóvenes estudiantes.

La Prensa, 11 de Junio 1982

El país recibió con hondo fervor la visita del Papa Juan Pablo II. Una multitud lo espero, acompañó su traslado desde el aeropuerto hasta la Catedral y concurrió al oficio religioso en la basílica de Lujan. Hoy, a las 11, habrá otra misa en el parque Tres de Febrero. El Papa Juan Pablo II inicio ayer su visita a la Argentina con evidente preocupación por el conflicto bélico del Atlántico Sur, traducida en sus reiteradas invocaciones a una solución en paz y justicia y en su declarado dolor por los efectos de la guerra. Prueba visible de amor. Sus primeras palabras para los argentinos fueron para ratificar su afecto por este pueblo: “mi presencia aquí quiere hoy significar la prueba visible de ese amor, en un momento historico tan doloroso para vosotros como es el actual” dijo. El Pontífice colocó su vista “por encima de toda intencionalidad política” e invocó la paz de Cristo “sobre todas las victimas, de ambos bandos, del conflicto bélico entre Argentina y Gran Bretaña”. Apelo la comunidad internacional en demanda de “medidas aptas para evitar danos mayores, sanar las heridas de la guerra y facilitar el restablecimiento de los espacios de una paz justa y durable, y la progresiva serenidad de los espíritus”.

La Prensa, 13 de Junio 1982

Experiencia de un soldado herido en combate en las islas Malvinas. Comodoro Rivadavia. Un soldado argentino que sufrió heridas en sus dos piernas en uno de los combates ocurridos en las Malvinas, aseguro que las tropas que defienden Puerto Argentino, “comen bien” y mantienen “muy altas” su moral y disposición de luchar. [...] Aclaro luego, en otro orden de

cosas, que la tropa argentina que defiende las islas “como bien” y que el “moral y las ganas de luchar en todos mis compañeros son muy altas”. Puntualizo asimismo que “es buena” la asistencia sanitaria y espiritual que reciben en el archipiélago. Informo que en Puerto Argentino fue sometido a una operación quirúrgica que duro exactamente 45 minutos, tras lo cual permaneció dos días internado en el hospital de las islas. Se mostró dispuesto a “volver a combatir” en caso de recuperarse antes del fin de la guerra no declarada en el Atlántico del Sur.

La Prensa, 15 de Junio 1982

Polémica sobre Rex Hunt. Londres, 14. El ex gobernador británico de las Malvinas, Rex Hunt, origino ayer una polémica entre la primera ministra Margaret Thatcher, y los funcionarios del ministerio de Asuntos Exteriores. Según informa hoy el diario londinense “*Daily Express*”, mientras que la señora Thatcher desea el regreso de Rex Hunt al frente de la administración en las Malvinas, los funcionarios del Ministerio de Asuntos Exteriores desean un “candidato más aceptable” a los ojos de la Argentina y otros países iberoamericanos. Los funcionarios consideran que el ex gobernador británico, Rex Hunt, se identifica, dice el “*Daily Express*”, con el viejo estilo colonial”.

La Prensa, 16 de Junio 1982

Anuncio Galtieri que finalizo el combate en Puerto Argentino. No se dio a conocer el acta mediante la cual se establecieron las condiciones del cese del fuego y el retiro de las tropas. El presidente se refirió a las perspectivas que abre el futuro. Nuestros soldados lucharon con esfuerzo supremo por la dignidad de la nación. El siguiente es el texto del mensaje que el presidente Galtieri dirigió anoche al país. “el combate de Puerto Argentino ha finalizado. Nuestros soldados lucharon con esfuerzo supremo por la dignidad de la nación. Los que cayeron están vivos para siempre en el corazón y la historia grande de los argentinos”. “Tenemos nuestros héroes”. “No tenemos solo el bronce de las antiguas glorias, tenemos nuestros héroes, hombres de carne y hueso del presente, nombres que serán esculpidos por nosotros y las generaciones venideras. “Los pueblos solidarios de América Latina y todos aquellos capaces de olvidar sus intereses ante el coraje y el sacrificio, también los guardaran en su memoria. “Pelearon contra la incomprensión, el menos precio y la soberbia”. “Enfrentaron con más coraje que armamento la abrumadora superioridad de una potencia apoyada por la tecnología militar de los Estados Unidos de Norteamérica, sorprendentemente enemigos de la Argentina y de su pueblo”. “Combatieron para desplazar de nuestro suelo el

ultimo vestigio de coloniaje combatieron por la misma esencia de nuestra identidad nacional y americana combatieron por las mismas causas que presidieron el nacimiento glorioso de nuestra patria. “Nuestra nación ha luchado por su integridad espiritual y material”.

La Prensa, 17 de Junio 1982

La Argentina se defendió sin ideologías foráneas. “Ante la agresión británica apoyada por los Estados Unidos, la Argentina se defendió con la ayuda de algunos países latinoamericanos sin enrolarse en ideologías contrarias al espíritu de nuestra Constitución fundadora y si se ha pretendido inferir desde el 2 de abril, un cambio mágico en la Argentina, ello se lograra en sentido favorable si permitimos que la capacidad creadora de los argentinos se aplique en el esfuerzo cotidiano, liberándola de controles gubernamentales, sin intervenciones estatales en los intercambios voluntarios y pacíficos de bienes y servicios, permitiendo labrar el destino individual y la grandeza de la nación”. Así lo expresa un comunicado del encuentro Nacional Republicano, en el que se reitera, entre otras cosas que la Argentina no debe abandonar la defensa de sus derechos sobre las islas del Atlántico Sur. “La epopeya de las Malvinas, se añade, no libera al proceso de Reorganización Nacional del cumplimiento de los compromisos asumidos el 24 de marzo de 1976, en cuanto a construir una verdadera Republica, liberada definitivamente de las acechanzas de la dictadura y del populismo marxista. El rol de las empresas privadas. La agrupación republicana, agrega en su documento que la unidad nacional que concito la lucha en las Islas Malvinas, debe ser convocada para reconstruir el país sobre los postulados básicos de nuestra Constitución de 1853”, y tras admitir que el país fue destruido por décadas de populismo e intervenciones estatales”, señala que ello se debe a la existencia de las empresas comerciales publicas “que usurpan el lugar que les corresponden a las empresas privadas”. Firman la comunicación los señores Alberto Benegas Lynch y Hugo Weder.

La Prensa, 18 de Junio 1982

Afirmase que Thatcher hace 18 meces quería entregar las islas. Londres, 17. “Hace 18 meces la señora Thatcher quería entregar las islas Malvinas a la Argentina”, según revelo esta noche el líder del partido socialdemócrata, David Owen. El segundo jefe del partido laborista, Denis Healey, dijo a su vez, que “cuando el era el ministro de defensa, hace cuatro anos, las Malvinas no tenían ninguna importancia estratégica para Gran Bretaña”. Esto añadió Healey, siguió siendo así “hasta que Thatcher invento aquello de que las islas son importantes para el trafico marítimo y petrolero”. En un programa especial sobre el conflicto, que aquí se da por

terminado, Healey no quiso opinar sobre lo que pasara en las Malvinas dentro de diez años, como le pedía el periodista. Quien sabe que pasara entonces, dijo, qué sorpresas nos tendrá reservadas la señora Thatcher, que todos los meses ha estado cambiando de opinión sobre las islas”. Owen, en cambio, señaló que “dentro de diez años las islas seguramente seguirán siendo británicas aunque ya bajo un proceso coordinado de devolución gradual, con la Argentina.

La Prensa, 19 de Junio 1982

La tasa del desempleo es del 6 por ciento. La tasa del desempleo de todo el país, correspondiente al mes de abril pasado, alcanzo al 6 por ciento del total de la población económicamente activa, lo que equivale a alrededor de 587.000 personas sin trabajo, según informo el Instituto Nacional de Estadísticas y Censos. (Buenos Aires: 5,7%).

La Prensa, 23 de Junio 1982

Total fidelidad de los Kelpers a los ingleses. Londres, 22. Como aislados pastores de ovejas, la gente de las Malvinas estaba más acostumbrada a esquilar lana que a esquivar granadas. Pero durante los 74 días de combate en las islas, los isleños soportaron bombas, vieron la boca de los rifles apuntándoles a la cabeza, aprendieron el significado de frases como “toque de queda” o “arrestado domiciliario”, y sufrieron la destrucción de sus poblados. Finalmente, los isleños formaron una residencia, ayudando en secreto a las tropas de liberación británicas y guiándolas hacia escondites, senderos poco conocidos y los apuestos militares argentinos. “El coraje y la lealtad de los isleños jugaron parte no pequeña en su liberación”, dijo la reina Isabel II en un telegrama dirigido a los 1800 “Kelpers” como se llaman los habitantes de las Malvinas. Tres isleños, uno de ellos una mujer de 82 años, murieron cuando una granada del ataque final británico destrozó su casa en la capital. “Los últimos días fueron los peores”, dijo Desmond King, dueño del Upland Goose Hotel, refiriéndose a la ofensiva británica contra Stanley, población de 1000 personas de las cuales 400 huyeron a lugares más seguros en el campo. Intrepidez. Y por lo menos una “kelper” se convirtió en una heroína. La doctora Allison Bleaney, 30 años, enfrentó bombas y granadas y corrió hacia el centro de comunicaciones argentino, arguyendo que se le dejara hablar con los británicos a fin de informarles la inexistencia de una “zona de seguridad” para los civiles. “Le rogué que no fuera”, dijo su aliviado esposo Michael, funcionario de la Falkland Island Company, la empresa comercial que administro la mayor parte de las islas. “Pero me dijo que tenía que ir”. Bleaney también elogio a su esposa, por colaborar en obtener un cese del fuego más rápido

mediante un exitoso contacto radial que puso a las fuerzas británicas al habla con los comandantes argentinos. La ocupación, desde los primeros días de la presencia argentina, daño los pueblos y aldeas de estilo inglés”.

La Prensa, 23 de Junio 1982

Naciones Unidas, 22. El conflicto de las Malvinas fue usado para probar “armas complejas cuya capacidad destructiva ha sido altamente incrementada por la aplicación de los últimos adelantos en tecnología militar” dijo hoy ante la ONU el embajador argentino, Julio César Carrascales.

La Prensa, 25 de Junio 1982

El ministerio de educación, mediante una resolución, autorizo a sus organismos dependientes a resolver favorablemente las solicitudes de inscripción en los establecimientos de nivel medio y superior de sus respectivas jurisdicciones que formulen los conscriptos ex combatientes de las islas Malvinas, a quien las fuerzas Armadas concedan la baja del servicio. La medida comprende a todos los establecimientos de los niveles mencionados que dependan del Consejo Nacional de educación Técnica, Conet; Dirección Nacional de educación Nacional de Enseñanza Privada, Snep, ...ect. Para ello los estudiantes comprendidos en la medida deberán presentarse en los establecimientos en los que deseen continuar sus estudios, dentro de los cinco días posteriores a la fecha de licenciamiento y formular la solicitud correspondiente.

El Clarín

El Clarín, 2 de abril 1982

Inminente recuperación de las Malvinas. Comenzaron a medianoche los operativos navales argentinos.

El Clarín, 3 de abril 1982

Apoyo popular a la reconquista de las Malvinas. Fue un jornada de jubilación inusual. La población solo tuvo ojos para leer con avidez los grandes titulares de los diarios matutinos que hacían referencia a la recuperación de las Malvinas al patrimonio nacional. Las radios tuvieron una sola noticia que transmitir. Los acontecimientos se habían precipitado y se espero con ansiedad el desenvolvimiento de los sucesos en las islas del Atlántico Sur.

Un nítido cambio. Plaza de mayo fue ayer el tumultuoso escenario del regocijo popular poco después de conocerse que las Fuerzas Armadas argentinas, en drástico operativo, habían liberado las Malvinas y otras islas en el Atlántico Sur. A diferencia de otra manifestación publica de hace poco días, esta fue de exalta alegría y hasta los policías, en medio de la multitud, sonreían ante cualquier desborde verbal, con sus bastones prolijamente enfundados.

El Clarín, 3 de abril 1982: Galtieri

“lo hemos decidido sin tener en cuenta calculo político alguno. Para referirse a la decisión adoptada por las fuerzas Armadas de recuperar militarmente la soberanía de las Islas Malvinas y las Islas adyacentes, ayer a loas 14.30, el presidente de la Nación, general Leopoldo Galtieri, en nombre de la Junta militar, dirigió un mensaje al país, a través de la cadena de Radio y TV. En su discurso, puntualizo que la decisión de las FF.AA no tuvo en cuenta calculo político ninguno.

El Clarín, 3 de abril 1982

Reagan no logro a persuadir a Galtieri: “yo no creí que lo harían”.

El propio presidente norteamericano, Ronald Reagan no logro persuadir al gobierno argentino la operación de desembarco en las islas Malvinas, concretada entre la noche del jueves y la madrugada de ayer. Lo revelo el propio presidente de los Estados Unidos, quien señalo que había conversado 50 minutos por teléfono con el teniente general Leopoldo Galtieri en los últimos minutos de la noche del jueves, cuando ya un grupo comando de la infantería de marina había establecido una cabecera de playa en el desembarco, cerca de puerto Rivero (ex Puerto Stanley). Esperaba que no lo harían, confeso Reagan ayer en el transcurso de una ceremonia celebrada en el jardín interior de la Casa Blanca.

El Clarín, 4 de abril 1982

La Thatcher se comunico con el ex gobernador. Montevideo. La primera ministra británica, Margaret Thatcher trasmitió ayer a la tarde, telefónicamente a los súbditos británicos evacuados de las islas Malvinas, que se encuentran en Montevideo, la solidaridad y el apoyo del pueblo del Reino Unido. La señora Thatcher hablo con el ex gobernador británico de las Malvinas, Rex Hunt, quien lleo en la madrugada de ayer, sábado, a la capital uruguaya en un avión militar argentino, junto a su esposa y 86 efectivos militares de la marina real británica. El dialogo telefónico se realizo a través de la residencia de la embajada de Gran Bretaña en Montevideo.

El Clarín, 4 de abril 1982

Criticas de la prensa. Londres 3. Según el diario ingles “*Daily Telegraph*” la acción argentina sobre las islas Malvinas “ha creado” un clima de humillación” en el gobierno británico, mientras los comentarios, títulos y editoriales de toda la prensa revelan un ambiente de expectativa critica contra la administración de M. Thatcher. “Falkland: fracaso, vergüenza”, titulo el *Daily Mail*, mientras que el *Daily Express* pregono: “Debemos defenderlas” y *The Times* califico de “Pura agresión” la acción argentina. El comentario editorial del diario *The Times* denunció la toma de las islas por la Argentina como un ejemplo de agresión no provocada” y la comparo con la acción de Alemania. El diario dijo que podemos infligir serio daño a la marina Argentina y subrayo que debe quedar claro que estamos preparados para hacer justamente eso si los invasoros no se retiran en un lapso muy corto”. Sostuvo además que todavía contamos con una de las marinas de guerra más poderosas incluso cierto numero de submarinos de propulsión nuclear”. Para el *Sunday Times*, en cambio, el uso de la fuerza

“comporta decisiones muy difíciles” y agrego que hundir la flota argentina y bombardear Buenos Aires son pura fantasía.

El Clarín, 5 de abril 1982

Petróleo Malvinense. Londres, “hay más petróleo en el fondo marino de las islas Falkland que en el mar del norte, dijo el representante de la región en esta ciudad, Brian Frow. Agrego que su afirmación estaba basada en los estudios realizados por el institutos de Investigaciones británico, argentinos, el instituto de investigaciones Geológicas de los estados Unidos, dos universidades importantes compañías petroleras. Frow considero que “si bien el gobierno argentino sostuvo su acción militar con el objetivo de afirmar su soberanía en las islas, es indudable que quien logre el control del territorio tendrá ante sí un auge petróleo”. No se puede discutir que el objetivo de largo plazo de los argentinos son los hidrocarburos y el gas, sostuvo.

El Clarín, 6 de abril 1982

Recomendaron a los residentes británicos abandonar la Argentina. Londres. El gobierno resolvió aconsejar a los ciudadanos británicos que se encuentran a la Argentina sin razones urgentes, que abandonen ese país por los medios normales de transporte. Un vocero del Foreign Office señalo ayer que ese mensaje será difundido cada hora por el servicio internacional de la BBC. El mensaje precisara además que cualquier información complementaria podrá ser obtenida en la sección de intereses británicos de la embajada de Suiza, en Buenos Aires. Sin embargo, el portavoz subrayo que el gobierno no ordeno el repatriamiento de los 17 mil súbditos británicos que residen en la capital Argentina.

El Clarín, 6 de abril 1982

Los temores en Londres. La crisis producida por la recuperación de las Malvinas deterioro la postura de la libra frente al dólar y las demás divisas europeas, impulso hacia arriba el precio del oro y redujo la actividad de la Bolsa. La City desconfía ya que al congelar los fondos argentinos Londres quebró la tradicional neutralidad de ese mercado de capitales. La libra perdió cerca de dos centavos ya que bajo a 1,7750, es decir, su cotización más baja en los últimos seis meses y también cayo frente a las otras divisas europeas. El mercado esta

inquieto por lo de las islas dijo un corredor pocas horas después que la flota zarpo de Porthmouth, tras la renuncia del canciller. La gente es preocupada por lo que esto pueda significar para el sistema bancario y las pérdidas que pueda ocasionar a los recursos financieros del país, en caso que se produjera un largo bloqueo índico un gerente de Barclays Bank Internacional.

El Clarín, 6 de abril 1982

Londres, 5. En la peor crisis de sus tres años de gobierno, la primera ministra británica Margaret Thatcher aceptó hoy la renuncia del canciller lord Carrington como responsable de la afrenta humillante que significó la recuperación de la soberanía sobre las Malvinas, Georgias, y Sándwich del Sur por parte de la Argentina. En un intento por recuperar la unidad de su partido, el conservador gran parte de cuyos dirigentes criticó ásperamente el comportamiento gubernamental respecto de la situación en las Malvinas, la primera ministra designó como reemplazante de Carrington a Francis Pym, hasta hoy líder de la Cámara de los Comunes y uno de los decididos adversarios de M.Thatcher en el seno del oficialismo. En cambio, rechazó la renuncia al ministro de Defensa, John Nott, cuya dimisión, junto con la de lord Carrington, fue reiteradamente exigida por la oposición laborista y socialdemócrata por considerárselo como responsable principal del desarrollo de los acontecimientos. En el mensaje con el que rechazó la renuncia de Nott, quien argumentó una “cuestión de honor” ante las violentas críticas de correligionarios y opositores, la Thatcher afirmó que “es vital que usted continúe como secretario de estado mientras se preparan fuerzas frente a la posibilidad de una acción armada, tengo absoluta confianza en su capacidad para desempeñar las cruciales tareas que tenemos por delante”.

El Clarín, 7 de abril 1982

Reclaman en Londres una salida pacífica. Las Malvinas son una reliquia del Imperio. Londres, 6. La conducción del partido Laborista británico aprobó hoy una resolución oficial en la que invitó al gobierno a “solucionar por la vía pacífica el conflicto con la Argentina, al tiempo que, por solo un voto de diferencia, desechó otra moción de izquierda partidaria que condenaba el envío de fuerzas navales al Atlántico Sur. El debate principal partido opositor sobre la crisis de las Malvinas fue encarado por su comité de relaciones exteriores, en el que participan los once dirigentes principales. El líder del ala izquierda laborista, Tony Benn, al

presentar la propuesta de censura al envío de la flota y a la posibilidad de que ataque posiciones argentinas, afirmo que las Malvinas son una reliquia del Imperio”.

El Clarín, 7 de abril 1982

Pronunciamiento critico de la CGT. La Confederación General del trabajo opinó ayer que la operación militar en las islas Malvinas “no ha modificado los graves problemas internos que nos conmueven” en una declaración que endurece sus primeras reacciones frente al tema, pero que no ha impedido que dos de sus principales dirigentes concurren hoy a la capital del archipiélago. La intersectorial C.N.T-20, por su parte, finalizara hoy un extenso trabajo de apoyo a la soberanía sobre los archipiélagos del Atlántico sur, que enviara a todos los organismos obreros del mundo, según adelantaron voceros del sector. En ambos casos se ha decidido proponer la realización de medidas de oposición al gobierno a raíz de la particular situación que el país atraviesa en sus relaciones con Gran Bretaña. En su nota, la CGT advierte, asimismo, que aunque el nucleamiento “ha hecho un paréntesis en su plan de acción por las razones mencionadas, ello bajo ningún punto de vista debe interpretarse como una renuncia a lograr los objetivos de justicia social, independencia económica y soberanía política, postergados por largos anos”. El grupo obrero llego a esa posición luego de haber llamado el viernes a una marcha sobre la Plaza de Mayo para adherir a la ocupación de las Malvinas, a través de un comunicado que provoco evidente malestar en el ala dura cegetista, y distintos criterios que termino frustrando la realización de ese acto. La postura más endurecida señalaba la inconveniencia de repetir una convocatoria al paseo histórico luego de que en la misma semana el gobierno había reprimido con extrema severidad una movilización a ese sitio basada en reclamos de tipo social y económico.

El Clarín, 8 de abril 1982

Esta madrugada el gobierno nacional difundió un comunicado que alude implícitamente a los anuncios formulados en Londres sobre los propósitos de la flota británica. Dice textualmente que la creación del teatro de operaciones del Atlántico Sur constituye un instrumento importante para la defensa de la soberanía nacional en el extenso ámbito en que ejercerá su jurisdicción: 200 millas marítimas desde las costas del territorio continental y alrededor de las islas reconquistadas, Malvinas, Georgias y Sándwich del Sur. Añade que constituido el teatro en cualquier momento el Comité Militar podría ordenar la realización de “actos de

autodeterminación” frente a situaciones que pudieran comprometer la seguridad nacional. Concluye señalando que “ha sido designado comandante del teatro de operaciones Navales, vicealmirante Juan José Lombardo. Reunión de Comité Militar. Hoy celebrara una reunión el comité Militar con la participación de todos sus miembros para escuchar un informe del ministro de relaciones exteriores, Nicanor Costa Méndez, que es agudado en horas de la mañana, procedente de Nueva York.

El Clarín, 8 de abril 1982

La Unión Soviética culpa a Inglaterra por el conflicto. Un comunicado de la cancillería soviética describe a Gran Bretaña como culpable de haber “saboteado” resoluciones de la ONU que establecían las bases para la descolonización de las islas Malvinas. El diario soviético “*Pravda*” cita informes oficiales norteamericanos según los cuales “existe un gigantesco yacimiento de petróleo que va desde la costa argentina hasta las islas con reservas incalculables. [...] Por primera vez la URSS se expide oficialmente sobre este tema: la acusación esta contenida en un comunicado del Ministerio de relaciones exteriores, cuyo titular es Andrei Gromiko. Desde que se abrió el conflicto Moscú guardo prudente silencio y asumió una virtual neutralidad. La URSS no veto una resolución británica en el Consejo de Seguridad de la ONU que exigía la retirada de las tropas argentinas en las islas, solo se abstuvo. El comunicado de hoy gira en torno de esa abstención, la única novedad que contiene es su acusación de sabotaje a Gran Bretaña, lo cual aparece como una explicación de la actitud Argentina, y la otra parte, pero al mismo tiempo describe a Inglaterra como “Estado administrador” de las islas. Con todo, en ese “balanceo” de actitudes, Moscú utiliza por la primera vez el nombre “Islas Malvinas” solamente. Hasta ahora se refería a ellas primero con la denominación inglesa (islas Falkland) y luego con la Argentina.

El Clarín, 8 de abril 1982

La hora de la Unidad Nacional. Se trata ahora de asumir como Nación las consecuencias emergentes. No podemos ignorar que el acto de reparación se realizo en un clima internacional adverso al gobierno Argentino y lo que es más grave por la política implementada por las conducciones económicas recientes contra el aparato productivo nacional, la que, modificando regresivamente la estructura social y económica nos llevaba a la desintegración nacional. Hoy, la amenaza de la anacrónica potencia colonial se cierne sobre la

Patria. Los argentinos, hombres, mujeres y jóvenes de todos los sectores, trabajadores, ocupados o desocupados, jubilados, civiles y militares, eclesiásticos, empresarios, intelectuales y artistas, estamos ante la oportunidad de recuperar la UNION Y LA SOLIDARIDAD NACIONAL gestada en su momento por los grandes líderes de las mayorías argentinas y ampliarlas aun más con los restantes sectores cualquiera sea su peso cuantitativo. Para ello debe concretarse un programa de emergencia y unidad nacional que restituya la credibilidad y la fe de todo el pueblo argentino, compartiendo la responsabilidad de su ejecución los líderes políticos y sectoriales. Es un símbolo de la tarea a encarar la presencia de los distintos sectores que asistieron a la ascensión del primer gobernador de la provincia Malvinas. En ese programa debe garantizarse que la política económica y social se ponga al servicio integral del país atendiendo al esfuerzo que este requerirá.

El Clarín, 9 de abril 1982

Tratativas con la URSS para extracción del Krill. La Unión Soviética y la Argentina estudian la creación de empresas mixtas que se asentarán al sur del paralelo 46 para la explotación del krill en la región. La zona de explotación se extendería fundamentalmente desde las islas Malvinas hasta la Antártica. También se firmaron convenios para incrementar las compras de maquinarias y equipos eléctricos de la URSS por un monto total de 500 millones de dólares para el periodo 1982/85. Los acuerdos adquieren una especial significación política en momentos en que la Argentina se ve enfrentada en un conflicto con Gran Bretaña por la posesión de las Malvinas.

El Clarín, 10 de abril 1982

La vía imperial de Margaret Thatcher. El gobierno de la señora Thatcher ha elegido la posición “dura”. Desde luego, no puede postular que las islas Malvinas le pertenecen. Dice que están bajo la administración le ha sido confiada en 1833 por el halo, si se llama así al simple imperio de la fuerza. Fue parte de una suerte de gimnasia colonizadora a la cual se entregaron varios estados europeos durante el siglo XIX, pero que tuvo en el Reino Unido su expresión más sobresaliente. Firmemente asentada en la India a partir de 1805, Gran Bretaña incorporó en 1815 el Cabo de Buenos Esperanza, Ceilán, Malta, las islas Mauricio y las Seychelles. Y allí empezó el rush. En 1819 se apoderó de Singapur, en 1824 de la Malaca, en 1833 de las Malvinas, y en 1840 hizo lo propio como Nueva Zelanda. Para seguir avanzando,

Hong Kong en 1842, Labuan en 1846, Birmania en 1852. Lagos en 1961, el Sarawak en 1888. En todo ese tránsito privilegio la ruta a las Indias, en adelante resguardada con numerosos enclaves. Pero también se interesó por territorios ubicados sobre rutas marítimas del futuro, como las Malvinas, pues en aquella época no podía pensarse en la apertura del Canal de Panamá. De paso, penetro profundamente como un chuchillo en África; [...] Como podrá advertirse, no fue por casualidad, sino simplemente por el ejercicio de la fuerza, que los ingleses se encontraban administrando territorios, simultáneamente, en los más alejados puntos del globo. La administración colonial era, en general, el método de establecer una economía en amplia escala que utilizó las materias primas y los alimentos de los territorios alejados a cambio de introducir en ellos productos manufacturados. La revolución industrial había dado a las ciudades inglesas la fuerza para dominar los siete mares y el producto de la explotación colonial sostendría, a su vez, la revolución técnica, como había pasado con esa fuente de acumulación primitiva de capital que fue el comercio de esclavos. En aquellos lugares donde la penetración fue imposible (recuérdense las dos invasiones inglesas a Buenos Aires) se renunció a la “administración”, pero se procuró montar dispositivos de intercambio semejante. [...] Cuando Roosevelt, Churchill y Stalin se reunieron en Yalta, no lo hicieron para repartirse el mundo, como suele decirse con cierta insistencia en estos días. Lo que hace histórica la conferencia de Yalta fue el explícito reconocimiento de como habría de ser el nuevo mundo que se dibujaba en el horizonte. En ese mundo no habría lugar para las colonias, y las antiguas metrópolis se transformaban en naciones de segunda clase. [...] En ese cuadro, las Naciones más débiles deben trazar su estrategia para alcanzar sus fines históricos. En ese cuadro debemos analizar el problema de las Malvinas. El Reino Unido no puede imponer en la lejana región austral en que ese archipiélago está situado. No es un problema de poderío naval o de distancia, solamente. Es un problema político. Se trata de saber cuáles serán las consecuencias para América Latina de una intervención europea, a la manera finisecular, para restablecer una situación repudiada por la comunidad universal y que implica un retorno a aquellas formas de apropiación salvaje de los territorios que caracterizaron a la época colonial. La Argentina desde luego defenderá su territorio. Como no tiene vocación bélica, si es posible, negociará. Pero resulta impensable que las Malvinas queden restituidas al imperio británico en ocaso. A partir del momento en que las fuerzas armadas las reconquistaron para la Nación se produjo un cambio cualitativo en la situación relativa. Ahora el ejercicio de la fuerza por Londres alcanzará una resonancia cuyo deben evaluar sus estrategias y sus asociados. Si las Malvinas llegaran a caer, lo que desde luego no es el caso, ningún país se sentirá en adelante seguro, la reacción Latinoamérica alcanzará tal magnitud que se

conmoverán los cimientos mismos de la asociación hemisférica, y por si ello fuera poco, los propios presupuestos del tablero internacional (de las relaciones reales de nuestro mundo contemporáneo), quedarían agraviadas. En otras palabras, el Reino Unido no está en condiciones de retomar su vuelo colonial de otrora. Grandes estadistas ingleses aceptaron que el águila imperial fuera plegando sus alas al compás de las circunstancias. Salvaron, eso sí, los intereses económicos, mediante asociaciones que esta vez, tuvieron que ser planteadas en un nivel de mayor equidad. Lo mismo ocurre en el caso de las Malvinas. No hay en la Argentina una actitud cerril que se cierre a la negociación. Por el contrario, existe una flexibilidad, pero sobre la base de un reconocimiento obvio de la soberanía. Los buenos oficios de Estados Haig y sus acompañantes podrán observar en Plaza de Mayo hasta qué punto la reivindicación de las Malvinas está decididamente sostenida por todo el pueblo son plausibles y bienvenidos, es más: pueden aportar una nota de realismo en un panorama decididamente influido en Londres por la debilidad del gobierno en Londres por la debilidad del gobierno conservador de la señora Thatcher, con respecto al actual problema malvinense es apenas un detonante una situación en que la oposición laborista y sectores de su propio partido desean una testificación de la inflexible política económica, que ha sido repudiada incluso por los propios “maestros” de la escuela de Chicago. De manera que el camino de la negociación, sobre presupuestos descolonizadores es la única alternativa a los graves males que podrían devenir de la falta de madurez con el Reino Unido que está actuando. La Argentina ha llevado a cabo un acto comprensible tras más de 149 años de ocupación ilegal de un fragmento de su territorio, lo ha reconquistado, tras 17 años de intentar vanamente que la negociación con Londres, recomendada por las Naciones Unidas, diera el más mínimo fruto, ha dejado esa negociación, sin perjuicio de retomarla sobre bases más claras y honorables: el archipiélago que Londres retenía a más de 12000 kilómetros de distancia, ya no está bajo su administración. Salió de ella como en su momento salieron tantos otros territorios que antaño constituyeron su imperio y que hoy ilustran el paso irreversible de la historia. Enrique Alonso.

El Clarín, 12 de abril 1982

No hay petróleo. Washington, 11. La disputa entre la Argentina y Gran Bretaña por las islas Malvinas es “fundamente una cuestión de orgullo nacional”, afirmó hoy el secretario de Estado asistente para Asuntos económicos y empresarios, Robert Hormata. “Es una fuerte cuestión nacionalista por ambas partes, y creo que se desarrolla de acuerdo con ello”, dijo en una entrevista por televisión el alto funcionario, quien paralelamente sostuvo que “no hay

evidencia alguna de la supuesta existencia de vastas reservas de petróleo en el archipiélago”, del Atlántico meridional. Hormats rechazó también la idea de que la ocupación argentina de las islas haya constituido un reformazamiento para cualquier reclamo que Buenos Aires pueda plantear sobre la Antártica, por disponer frente a ella de una línea costera orientada al sur.

El Clarín, 13 de abril 1982

Galtieri acusó a Gran Bretaña de falta de responsabilidad. Quito. El momento difícil que atraviesa la Argentina tiene su origen en la falta de responsabilidad e incompreensión que demostrara el gobierno de Gran Bretaña y no en el acto de recuperación de lo que es nuestro, le manifestó el presidente Leopoldo Galtieri a su colega ecuatoriano, Osvaldo Hurtado. Lo hizo en una carta explicativa de la situación que le hiciera llegar, al igual que a todos los presidentes americanos, a través de las respectivas cancillerías, para exponer la posición argentina.

El Clarín, 13 de abril 1982

Londres, 12. (Por Claire Trean, de “Le Monde”, especial para Clarín). “Somos todos falklanders” titulaba la semana pasada el “Times” un bélico editorial. Pero al comenzar el fin de semana pascual, esos “malvinenses por solidaridad” se precipitaron hacia los centros de vacaciones y prefirieron aprovechar la tregua del Viernes Santo en vez de vivir los pormenores de la cuenta regresiva iniciada la noche del miércoles 7 por el ministro de Defensa, o la ansiosa espera de los resultados de la apresurada misión de Alexander Haig.

El Clarín, 15 de abril 1982

Aprestos en las Malvinas: intensifican el puente aéreo. El puente aéreo con las Malvinas, que tiene como cabecera a Comodoro Rivadavia y Río Gallegos se intensificó en las últimas horas de ayer. En tanto, continuaron los aprestos bélicos y las prácticas de simulacros en Río Grande, que influyeron movilizaciones masivas al toque de sirenas ululantes. Por otro lado, se observó un notable aumento de la actividad militar en distintas ciudades del litoral atlántico. Fuentes castrenses informaron ayer que gran cantidad de aviones se van diariamente de los aeropuertos de Comodoro Rivadavia y Río Gallegos transportando material logístico a las

fuerzas acantonadas en las islas. Esa actividad, según los voceros se incremento ayer con el propósito de llevar alimentos y medicamentos.

El Clarín, 15 de abril 1982

Las próximas horas, según lo sugieren un cúmulo de indicios recogidos aquí y otros provenientes del exterior; podrían resultar prácticamente decisivas para el desemboque del conflicto argentino-británico sobre las islas Malvinas. Haig estará en breve nuevamente en Buenos Aires y se espera que se retorne en Londres. Este también podría ser, según lo admitían anoche fuentes oficiales, el último periplo del secretario de Estado norteamericano.

El Clarín, 15 de abril 1982

Malvinas : políticos piden la intervención de la Santa Sede. Roma. El presidente de la democracia cristiana argentina, Francisco Cerro, y el secretario general de la democracia progresiva y ex embajador Rafael Martínez Raymonda se propone lograr la intervención de la Santa Sede en el conflicto argentino-británico. Explico Cerro que intervención es un termino muy amplio. Veremos en primer lugar hacia donde Su Santidad quiere llegar. Nosotros pediremos, insistiremos y luego quedara en manos de Su Santidad o del Secretario de Estado del Vaticano delimitar hasta donde pueda llegar la intervención. Los dos políticos argentinos conferenciaron durante cuarenta minutos con monseñor Achille Silvestrini, secretario del Consejo para los Asuntos Públicos de la Iglesia. Luego del encuentro, Martínez Raymonda y Cerro dijeron que el prelado los había escuchado con mucha atención, expresándoles la preocupación del Papa “por este conflicto entre dos países cristianos”

El Clarín, 16 de abril 1982

Una broma: El conflicto de las Falkland me sirvió por algo, lord. Descubrí que la Argentina no es la capital de Río de Janeiro. (Sra. Thatcher habla)

El Clarín, 16 de abril 1982

Problemas de logística para los ingleses. El jefe de la flota norteamericana en el Atlántico señalo que la ventaja inicial que podrían tener los británicos, en el caso de un hipotético

enfrentamiento con la Argentina, se diluirá muy pronto por los graves problemas de logística que tendrán las naves inglesas. Nueva York, 15. Si Gran Bretaña y la Republica Argentina fueran a la guerra por las islas Malvinas, la ventaja estaría a favor de los ingleses... pero solo al principio, en opinión de un alto oficial de la organización del Tratado del Atlántico Norte (OTAN).

El Clarín, 17 de abril 1982

Ya le escribió a M. Thatcher y al mundo? Millones de cartas! Si cada uno de los argentinos escribe a distintos lideres mundiales, estos recibirán millones de voces argentinas sobre el tema Malvinas. Direcciones para dirigir sus cartas a los principales gobiernos e instituciones internacionales.

Sra M.Thatcher, Primera Ministra del Reino Unido de Gran Bretana, 10, Downing Street. Londres, Inglaterra.

Sr. François Mitterrand, presidente de la Republica Francesa. Palais de l'Elysée, 55 y 57 rue du Faubourg St Honoré, 8^e; Paris, Francia.

Sr. Javier Perez de Cuellar, Secretario General de las Naciones Unidas United Nations. Plaza 1, Nueva York, Estados Unidos de America.

Sr. Ronald Reagan, Presidente de los Estados Unidos de America White House, Washington DC.; Estados Unidos de America.

Sr. Alessandro Pertini, Presidente de la Republica Italiana. Palazzo del Quirinale, Roma, Italia.

Sr. Helmut Schmidt, Canciller Federal de la Republica Federal Alemana. Bundeskanzleramt. Bonn, Alemania Federal.

Su Majestad Don Juan Carlos I, Rey de España. Palacio de la Moncloa, Madrid, España.

Sr. Leopoldo Calvo Sotelo, Primer Ministro de España. Palacio de las Cortes, Sernan Flor N°1; Madrid, España.

Qué puede escribirles. Lo que su corazón y su razón le dicten sobre la vocación de paz de los argentinos, su derecho y decisión a ejercer su soberanía y su repudio hacia los gobiernos que están tomando medidas económicas contra la Argentina.

¿Para qué escribirles? En el tema de las Malvinas, como en cualquier otro de importancia, cada gobierno al tomar medidas o emitir su voto en las Naciones Unidas, en el Mercado Común Europeo, en el Consejo de Seguridad, etc., hace que su país genere una acción concreta que lo obliga a alinearse tras una toma de posición. Es por ello obligación tanto hacia el país que representan como hacia la comunidad internacional toda que quienes deciden ese voto lo hagan seriamente fundados en el profundo conocimiento de los hechos. Es demasiado temerario y precariamente simplista basar dicha opinión en que los Argentinos usamos la fuerza en el caso de las Islas Malvinas. Este fue el resultado de los hechos, y no el hecho en sí mismo. Esto es lo que los argentinos debemos hacer notar y recalcar, cada uno con su lenguaje y a su manera.

Una última sugerencia: Demuéstrele al mundo que estas cartas de paz no son prefabricadas. Agregue en cada sobre sus datos y una foto suya o de su familia, cualquier foto simple, humana, cotidiana, es válida. Que el mundo vea que los argentinos son de carne y hueso!, Civilizados!, Occidentales! Si los diarios de otros países publican el hecho ello puede ayudar a nuestro país.

Tome ya mismo las armas: papel, lápiz y la verdad.

El Clarín, 17 de abril 1982

Dividir la situación de las Islas. Naciones Unidas, 16. En la nota presentada hoy ante el consejo de Seguridad de las Naciones Unidas, la Argentina denunció que “Gran Bretaña pretende dividir la situación de las islas Georgias del Sur de las Islas Malvinas, ignorando que a ambos archipiélagos les son aplicables los mismos acuerdos tal como lo ha establecido expresamente el comité especial encargado de examinar la situación con respecto a la aplicación de la declaración sobre la concesión de la independencia a los países y pueblos coloniales al otorgarles un tratamiento unitario”. Agrega que “conforme surge de las actas del Consejo de Seguridad, el propio gobierno británico admitió su determinación de expulsar por la fuerza, si ello fuera necesario, a los trabajadores argentinos empleados por una empresa comercial con un trato válido para desarrollar actividades de desmantelamiento de una estación ballenera en las islas Georgias del Sur”.

El Clarín, 18 de abril 1982

Flota Inglesa: Avanza a 27 kilómetros por hora. Londres, 17. La flota británica debía hallarse hoy prácticamente a mitad de camino en su avance hacia las islas Malvinas, en donde si las intensas gestiones diplomáticas fracasan, es probable que se desarrolle la primera batalla naval de la posguerra. A falta de información oficial sobre la actual posición de la flota, que zarpo ayer del puerto de Ascensión, posesión compartida en el Atlántico sur, los expertos militares occidentales aseguraron que la flota inglesa, que esta integrada por unas 50 naves incluidas las logísticas, debería arribar al área de las Malvinas en el próximo fin de semana o, a más tardar, en diez días. Los expertos calculan que los barcos británicos no pueden desplazarse a más de 15 nudos (27.7 kilómetros por hora) salvo a costa de un enorme consumo de combustible. Mientras tanto, la marina británica requiso hoy una nueva embarcación comercial, con lo que se elevan a 27 los barcos civiles de bandera inglesa que apoyan a la fuerza naval que se dirige a las Malvinas. El barco requisado hoy es el trasbordador “*Nortland*”, de 19.000 toneladas, que habitualmente cubre la ruta Hull (Inglaterra) Rotterdam (Holanda) y que aparentemente se utilizara para transportar vehículos acorazados y suministros.

El Clarín, 19 de abril 1982

Reuniones de generales. Entrepones. Entre los generales que participaron de la reunión con el presidente Galtieri había ayer una opinión formada: todos estaban convencidos de que la formula de arreglo estaba más lejana que la flota británica. Uno de los generales sintetizo la situación así: “No hay acuerdo y hay que disponerse para la defensa”... A esa misma hora, el presidente Galtieri confiaba a uno de sus hombres más cercanos que “ya casi no hay más espacio para las negociaciones diplomáticas”. La reunión en el edificio Libertador se realizo en un ambiente cargado de tensión. La impresión recogida en fuentes castrenses se complementaba con los indicios de otros medios. De ese modo se pudo reconstruir lo que había pasado. Un dato sobresalió entonces de los demás: el general Alexander Haig había amenazado en no menos de tres oportunidades con finalizar sus buenos oficios”. Se supo también que durante las intensas y reservadas negociaciones, la Argentina admitió compartir con Gran Bretaña una administración transitoria en las islas Malvinas. Pero hubo más. Incluso se habría aceptado que en ese periodo flameen en el archipiélago las banderas de las dos naciones. Pero, según fuentes militares, el rechazo a todas las formulas era porque, en definitiva, se ponía en tela de juicio la soberanía nacional sobre la región. En un par de ocasiones, y durante la maratón negociadora del sábado, Haig volvió a anunciar que finalizaba

su presencia en el país. “en consecuencia, nosotros cerrábamos las carpetas y el sorpresivamente volvía a abrir la suya, dijo la fuente.

El Clarín, 20 de abril 1982

Londres, 19. La primera ministra Sra. Thatcher afirmó en las últimas horas de la noche de hoy que las propuestas de paz para el conflicto por las islas Malvinas que le hizo llegar desde Buenos Aires el secretario de Estado norteamericano, Alexander Haig, “no parecen satisfacer las exigencias del parlamento” en relación con el tema, aunque anunció que su gobierno “las estudia con mucha atención”. La primera reacción británica al plan fue dada a conocer a través de un documento oficial, al término de la reunión extraordinaria de 2 horas mantenidas por M. Thatcher y los principales integrantes de su gabinete. El comunicado señala que: “hemos recibido las proposiciones que el señor Haig envió desde Buenos Aires. Son complejas y difíciles, y no parecen satisfacer las exigencias firmemente manifestadas por el Parlamento, en particular en lo que se refiere a la necesidad de considerar los deseos de las islas como algo fundamental”. “Sin embargo, concluye continuaremos estudiando la propuesta con la mayor atención y nos mantendremos en contacto con el señor Haig”. El último párrafo de este comunicado fue reiterado poco después por el canciller británico, Francis Pym, al retirarse del despacho de la primera ministra. El gobierno británico inició un cuidadoso análisis de los complejos y difíciles puntos del plan de paz presentados por el secretario de Estados Alexander Haig, dijo el canciller. El comunicado fue el resultado de la reunión de la emergencia a la que había convocado la Thatcher, luego de recibir el contenido de las propuestas de paz a través de un mensaje telegrafiado enviado desde Buenos Aires por Haig justo antes de abandonar la capital argentina.

El Clarín, 21 de abril 1982

Proyecto del Presupuesto 1982. El proyecto de presupuesto nacional 1982, que fue elevado ayer al Poder Ejecutivo y debe ser considerado por la CAL, fija una necesidad de financiamiento (déficit) de 1,93 % del PBI, con un nivel de gastos previsto en 140,5 billones.

Erogaciones presupuestarias.

Salud : 2.2 %; Ciencia y técnica: 2.9%; Seguridad : 5.7%; administración general: 9.4%; cultura y educación: 10.4%; bienestar social: 16.3 %; defensa, 18.6%; desarrollo de la economía: 35.1; economía a realizar: -1.4% cuya deuda publica: 0.8%.

El Clarín, 22 de abril 1982

Galtieri hoy a las Malvinas. El presidente de la Nación, teniente general Leopoldo Fortunato Galtieri, que hoy por la mañana viajara a las islas Malvinas, dijo anoche que desde el 2 de abril es otra situación política para el empleo de la acción diplomática en la cuestión del archipiélago y agrego que “actualmente estamos en plena e intensa acción diplomática. Galtieri recibió anoche a los periodistas acreditados en la Casa de Gobierno, a quienes obsequio una copia, con su rubrica, del decreto 757 mediante el cual se designo con el nombre de Puerto Argentino a la localidad donde actualmente tiene el sede el gobernador militar de las Malvinas. El presidente de la Nación confirmo que hoy viajara a las Malvinas como comandante en jefe del Ejército a fin de comprobar el estado de las tropas e impartir instrucciones a los efectivos allí apostados. Galtieri agrego que su intención al convocar a los cronistas fue la de saludarlos y expresarles su reconocimiento por “la labor con argentinidad y pasión argentina que vienen desligando.

El Clarín, 22 de abril 1982

Propaganda : Llegamos a las Malvinas para respetar una tradición: el té. Y para iniciar otra: el mate. (Taragui, establecimiento las Marías).

El Clarín, 22 de abril 1982

La Thatcher esta incomoda. Londres, 21. (Por Daniel Vernet, de le Monde, especial por Clarín). Nadie pone en duda el coraje de Sra.Thatcher ni su deseo de defender sus principios: ”Debemos ser fieles a nuestros objetivos”, repitió el martes 20 de abril en la Cámara de los Comunes. Sin embargo, cada vez más, aun dentro del Partido Conservador, los que le piden que tenga el coraje político de aceptar un acuerdo. Los argentinos hicieron una importante concesión al congelar, aunque sea por un corto plazo, la cuestión de la soberanía sobre el archipiélago de las Malvinas. La primera ministra respondió que sus propuestas “no eran lo bastante buenas” y reafirmo que su objetivo seguía siendo la aplicación de la resolución 502

del Consejo de Seguridad y el restablecimiento de la administración británica en las islas. Pero su posición se ha vuelto incómoda. Como titula el “*Standart*” al que no puede acusarse de hostilidad sistemática hacia el gobierno), Thatcher esta entre la espalda y la pared”. Por otro lado, la primera ministra se cuidó bien de rechazar pura y simplemente el plan argentino transmitió por Alexander Haig. Dijo que constituye “una etapa dentro de un proceso constante de negociación”, aunque “no satisfaga las demandas británicas”.

El Clarín, 23 de abril 1982

Testimonio de isleños. Luego, y con el propósito de ofrecer al periodismo una idea clara de la situación en que se encuentran los habitantes de Puerto Argentino, fue presentada a la prensa una familia residente que regresaría a su hogar tal vez ayer o acaso hoy. La misma esta compuesta por Waldemar Erntsen, de 41 años, nativo de las Malvinas, su esposa Celia de Rosario Díaz, chilena, con quien se hace 11 años en la capital insular, y dos pequeñas hijas, Susana, 5 años, y Valery de 3. El sostenido interés con que se efectuaron las preguntas y se recibieron las respuestas que eran traducidas en voz alta a distintos idiomas, impidió establecer el motivo que trajera a todos ellos a Comodoro Rivadavia, así como la longitud de su estadía. La señora comenzó diciendo que para ella fue una sorpresa la llegada de las tropas argentinas al pequeño poblado el pasado 2 abril. Añadió, entonces, que el 9 y media a la mañana, el acontecimiento fue anunciado oficialmente por la radio local y que poco agregar sobre lo que sucedió en los dos días subsiguientes puesto que debió internarse en el hospital por causa de una enfermedad, y allí no llegan las informaciones. Puntualizo a continuación que, para su esposo, ese arribo no había sido en cambio inesperado. Esta expresión dio lugar a que Waldemar Erntsen sostuviera: “por un informe recibido aquí, en Comodoro Rivadavia, yo sabía dos meses antes que las islas iban a ser tomadas. Pero prefiero no decir quien fue mi confidente”. Cuando se le pregunto si esa persona había sido un civil o un militar, contesto simplemente que “fue un amigo”. Varios cronistas extranjeros le encontraron “exactamente el mismo duro acento “cockney”, lunfardo londinense que se puede escuchar en Covent Garden, sorprendiéndose al descubrir que los isleños no habían con inflexiones irlandesas o escocesas. Ante otro requerimiento, respondió el curtido hombre malvinense:”Hace mucho tiempo que deseaba cambiar mi nacionalidad por la argentina. Puedo decir con seguridad que más de 50 personas piensan lo mismo en las islas”.

El Clarín, 23 de abril 1982

¿Ganamos o perdemos? Es la gran pregunta de la calle. Es la gran respuesta que SOMOS intenta dar. ¿Como? A través de una historia secreta de las negociaciones entre Haig y el Gobierno argentino. Y de otras claves : cuales es la verdadera misión de Francis Pym en Washington. Por qué Argentina invoco al TIAR. Qué se puede esperar de los 21 miembros del tratado. Por qué Perú y Canadá estarían en las negociaciones. ¿Tendrá que elegí Estados Unidos entre sus socios de la OTAN y de la OEA? Por qué fuentes de inteligencia brasileña afirman que la flota inglesa navega en marcha muy lenta. Qué puede pasar si llega al arca de las Malvinas. Como pesa en el conflicto el tablero político ingles. Hasta donde llegaran las buenas relaciones de los políticos argentinos con el gobierno. Toda una edición dedicada al tema para contestar la gran pregunta: ¿Ganamos o perdemos?.

El Clarín, 24 de abril 1982

Busca la Argentina aumentar sus exportaciones a China. Pekin, 23. “Son comprensibles los sentimientos nacionales del pueblo argentino de luchar por la soberania y en defensa de la misma”, manifesto el viceministro de comercio exteriores de China, Jia Shi, a los integrantes de una mision comercial argentina que se encuentran aqui. El funcionario chino expreso que el conflicto de las Malvinas “es un problema historico dejado por el colonialismo” y preciso que la Republica Popular de China “respeto la posicion interpretada por las resoluciones pertinentes de la Conferencia de Paises no alineados” en defensa de la Argentina. La delegacion argentina participa de las deliberaciones de la comision mixta argentino-china que se iniciabron la semana anterior para tratar un aumento de la corriente comercial argentina hacia Pekin, ante el bloqueo economico dispuesto por la CEE. Roberto Antonio Mori, funcionario de la Secretaria de Comercio y presidente del grupo argentino expreso que la “solidaridad latinoamerica con la Argentina en su enfrentamiento con Gran Bretana ha tenido un efecto multiplicador en la actitud de simpatia adoptada por China. Ese pais, apunto Mori, expreso su solidaridad con la Argentina frente a la agresion economica que plantean los paises de la CEE al suspender sus importaciones argentinas. Informo tambien que, dadas las circunstancias actuales, el gobierno chino manifesto su voluntad politica de favorecer un aumento considerable de los niveles de intercambio entre los dos Paises. El intercambio chino argentino durante los ultimos tres anos totalizo entre 250 y 300 millones de dolares. Un 80 por ciento de ese monto correspondio a exportacion argentinas.

El Clarín, 25 de abril 1982

“Sorry, lo que es nuestro es nuestro”. Londres, 24. Una Página entera en el Times, pagada por un “grupo de ciudadanos argentinos” residentes en Nueva York, explica hoy a los lectores del influyente diario británico “algunas cosas sobre las Malvinas que tal vez deseaban conocer pero que probablemente nadie ha dicho”. El aviso explica la historia del archipiélago. [...] Gran Bretaña no demostró jamás interés activo para las islas, afirma el aviso, dejándola sin hospitales y escuelas. Muchos isleños enfermos debían atender en la Argentina. Una nave británica arribaba a las islas una vez cada tres meses. La única pista aérea existente fue construida por la Argentina que desde 1972 provee un regular servicio aéreo con el continente, aportando el único verdadero contacto entre las Malvinas y el resto del mundo. Todo el combustible es provisto por la Argentina, añaden los firmantes de la Página del “Times”, maestros argentinos enseñan en las islas desde hace dieciséis años. “la Argentina no reconquistó las islas para infligir danos a los habitantes o para modificar su estilo de vida. No desea obligar a nadie a cambiar su ciudadanía. La Argentina desea negociar un especial estatuto para los isleños que garantice sus intereses y preserve sus derechos”, afirmó el anuncio.

El Clarín, 26 de abril 1982

El gobierno inglés afirma que ocupó las islas Georgias. Londres, 25. El gobierno británico anunció en la tarde de hoy que sus tropas habían logrado tomar el control del puerto de Gruytviken, en las Georgias del Sur, luego de que, según su versión, tras cerca de dos horas de combate, los efectivos argentinos acartonados en el lugar decidieron rendirse. La información fue proporcionada por el ministro de Defensa, John Nott, acompañado por la primera ministra Thatcher, en una reunión con los periodistas en la puerta de la oficina de esta última.

El Clarín, 28 de abril 1982

Comodoro Rivadavia. A través de una sorpresiva conferencia de prensa celebrada durante el mediodía, de ayer, las autoridades del 5 cuerpo de Ejército hicieron saber a los periodistas extranjeros que disponían de 48 horas para abandonar esta ciudad a contar desde ese

momento. [...] “Por requerimiento del señor jefe del Estado Mayor Conjunto, el personal periodistas extranjeros que se encuentran en la jurisdicción del V Cuerpo de Ejército que abarca desde Bahía Blanca hasta Río Gallegos) deberá abandonar el área para radicarse en la ciudad de Buenos Aires. Dicha instrucción se imparta fin de que los representantes de los medios de comunicación social extranjeros puedan recepcionar una mayor información por el centro de información por parte del centro de prensa instalado en Sheraton hotel de Buenos Aires. Asimismo, esta medida contribuye a evitar la difusión de noticias de carácter operacional al exterior, vulnerando elementales principios de seguridad”.

El Clarín, 29 de abril 1982

Las Malvinas pueden ser un Vietnam para Gran Bretaña. Washington. El TIAR cerro ayer sus deliberaciones con la advertencia de que la resolución solidaria con la Argentina exige el compromiso de todos los países, inclusive el de aquellos que se abstuvieron, de respetar los términos del documento, que estipula el cese de hostilidades, la reanudación de las negociaciones y el reconocimiento de los derechos soberanos argentinos sobre las islas Malvinas. En su discurso final, el canciller Nicanor Costa Méndez dijo que la lucha armada continua en las islas Georgias, en el Atlántico sur, y que la Argentina se abstendrá “de realizar cualquier acción que pueda agravar la situación”. En declaraciones periodísticas, el ministro señaló además que su país no vacilara en volver a la Organización de Estados Americanos (OEA) o a las Naciones Unidas (UN) para hallar una salida negociada a la crisis con Gran Bretaña. Es un lugar ubicado a 10.000 millas de Londres y muy difícil de defender.

El Clarín, 30 de abril 1982

Temor inglés a un dilatado conflicto. Londres. ¿Cuántas personas cree que morriña en las Falkland para cuidar una soberanía que a la larga debería ceder?”. Este fue la primera pregunta de un representante laborista que recibió hoy en las Comunes Margaret Thatcher en la reunión de emergencia que presencio Clarín. La respuesta fue abucheada. No esta en juego la soberanía sino la libertad”, dijo Maggie. Aunque declaro que estaba abierta aun para las propuestas de paz del presidente Reagan. Sus conceptos fueron después repetidos por el canciller Francis Pym. El lance oratorio entre Margaret Thatcher y el líder laborista Michael Foot fue imponente, cuando este persistía en la urgencia de detener la flota y aceptar el rol mediador que ha ofrecido el secretario general de las Naciones Unidas. Recalco que la guerra

seria larga y sangrienta y hasta leyó las mismas opiniones dadas por el vicealmirante John Sandy Woodward en conferencia de prensa anoche, con el agregado de que el jefe militar ansia detenerse y ceder el paso a las negociaciones diplomáticas.

El Clarín, 1 de mayo de 1982

Reagan: Argentina es el país agresor. Washington, 30. El presidente Reagan afirmó hoy que en la disputa por las Malvinas el agresor fue la Argentina, y señaló: “el principio al que todos debemos ajustarnos es que no se debe permitir que una agresión armada de ese tipo tenga éxito. Reagan declaró durante el almuerzo con directores de diarios y emisoras del oeste del país que todavía esperaba lograr una solución diplomática a la confrontación entre la Argentina, y Gran Bretaña. “Estamos listos y ambas partes lo saben para ayudar si es necesario”, dijo.

El Clarín, 2 de mayo de 1982

Galtieri: “confundieron prudencia con debilidad”.

Compatriotas. Las armas de la Nación han contestado hoy un nuevo acto de guerra de Gran Bretaña en el Atlántico Sur. Han usado y siguen usando en estos momentos el fuego contra nosotros, y les hemos respondido y responderemos con el fuego. Y esa será siempre nuestra respuesta si el enemigo intenta convertir nuevamente en colonia la tierra argentina. Previamente a este ataque, durante largos días y semanas enteras, se han ejercido sobre nuestra voluntad nacional presiones inconcebibles. Se nos ha querido presentar como agresores sangrientos, cuando la verdad por todos conocida es que al recuperar el territorio irredento preferimos morir o matar, y Ali, en una operación militar sin precedentes, ni el adversario ni la población malvinense sufrieron no una sola baja. [...] Se nos ha injuriado, se nos ha calumniado y se ha empleado contra nosotros la intimidación, la amenaza, la intriga y todas las maniobras de desprestigio imaginables. [...] Ello nos cuesta y costara seguramente muchas vidas y perdidas materiales, pero será mucho más alto el precio que paga y pagara la incalificable osadía del invasor que no ha atendido ningún razonamiento y que se ha cometido el imperdonable pecado político de confundir la prudencia con la debilidad. En esta instancia crucial, pide al pueblo de la Republica, mi pueblo, fe, coraje, y entereza para defender como lo hicieron nuestros mayores, lo que por justicia pertenece a todas las generaciones argentinas de ayer, de hoy y de mañana. Buenas noches”.

El Clarín, 2 de mayo de 1982

Mundial de Hockey sobre Patines. Argentina goleó a Inglaterra. Argentina superó a Inglaterra por 8 a 0 en la jornada inaugural del Campeonato Mundial de Hockey sobre Patines que se disputa en Portugal. A pesar del conflicto entre ambos países el cotejo se llevó a cabo en el Pabellón de los Deportes de Lisboa, luego de algunas indecisiones, sin principales partidos. Hoy Argentina enfrenta a Estados Unidos y a Japón.

El Clarín, 3 de mayo de 1982

Clases alusivas sobre las Islas Malvinas. Maestros primarios. Por su parte, la Unión de Maestros dio a conocer un comunicado donde expresa que durante largos años educamos nuestros alumnos en defensa de la soberanía nacional en las islas Malvinas. Explicamos causas históricas, jurídicas, geográficas, hablamos de Luis Vernet de la ocupación injusta por parte del imperio inglés, leímos y nos emocionamos con José Pedroni, con su poesía cuando... sabe que un día volverá su hombre con su madera y cantar. Es lógico, expresa el comunicado que dentro de nuestra alegría por la recuperación de la Malvinas, después de 150 años de dominación inglesa, haya también un lugar para la preocupación. Si durante años fuimos partidarios de las negociaciones y del acuerdo de pacífico, no cabe duda que hoy más que nunca somos celosos defensores de la paz. Luego de señalar que “la Argentina atraviesa momentos difíciles”, finaliza afirmando que ha llegado la hora de la soberanía en el terreno de la democracia”.

El Clarín, 4 de mayo de 1982

Rescataron a 123 sobrevivientes del Belgrano. Hasta anoche habían sido rescatados 123 naufragos del crucero “General Belgrano”, cuya dotación era de 1042 tripulantes. En tanto, buques de la Marina de guerra continuaban con las tareas de búsqueda y salvamento, en las que también participaba una nave chilena. En Londres, el ministro de defensa señaló que no dio importancia al hecho de que el ataque había sido ordenado fuera de la zona de bloqueo. Por su parte, la embajada argentina en Washington manifestó que “otros países” ayudaron a los británicos a localizar rápidamente al crucero. El rescato. Buques de la Marina de guerra navegaban anoche en la zona con el propósito de rescatar a los sobrevivientes. En fuentes

navales se dijo que tras el ataque, el crucero hubiera podido retornar al continente, pero al parecer “fue afectado por el fuerte temporal que azotaba el extremo sur del país”. Trascendió anoche en medios diplomáticos que el buque oceanográfico chileno *Piloto Pardo* navegaban hacia el área del hundimiento para participar de las tareas de rescate. Según las fuentes, el ofrecimiento de las autoridades navales chilenas había sido aceptado por el alto mando del teatro de operaciones del Atlántico Sur. Las estaciones de radio costeras, en tanto, fueron puestas en estado de alerta para captar cualquier comunicación y pedido de ayuda de los tripulantes, pero los esfuerzos, hasta anoche habrían resultado negativo. El general Belgrano era en su porte, la segunda nave de la flota argentina, detrás del portaaviones “25 de mayo”, y acreditaba un largo historial de operaciones navales. La nave era el quinto de los cruceros livianos tipo Brooklyn construido en Nueva York por la Shipbuilding Corporation y había sido notado el 3 de octubre de 1938. Su capacidad de fuego provenía de tres torres de tres cañones de 152 milímetros, cuatro rampas de sus misiles superficie-aire del tipo Sea-Cat de corto alcance. Tenía además ocho cañones antiaéreos de 127 milímetros, 20 de 40 milímetros y dos de 20 milímetros. También estaba dotado de tres radares y dos helicópteros.

El Clarín, 4 de mayo de 1982

Propaganda: Ya estamos ganando! Porque luchamos por un idea grande. Porque nuestros soldados la están defendiendo. Porque ahora todos sabemos apretar los dientes. Porque los argentinos nos volvemos a mirar como hermanos. Porque estamos haciendo de cada lugar de trabajo un puesto de combate. Porque, por fin y para siempre, somos una sola fuerza.

Argentina, a vencer! Cada uno en lo suyo, defendiendo lo nuestro!

El Clarín, 5 de mayo de 1982

Fue hundido el destructor inglés “Sheffield”. Uno de los más modernos navíos que componen la flota británica enviada para tratar de recuperar las islas Malvinas, el destructor “Sheffield”, fue hundido ayer por un certero disparo de misil lanzado por un avión argentino. El episodio causó consternación en la primera ministra, Sra. Thatcher, en los demás miembros de su gabinete y en la Cámara de los Comunes en pleno, que escucharon absortos la noticia, suministrada su plena sesión parlamentaria por el titular de defensa, John Nott.

El Clarín, 5 de mayo de 1982

Margaret Thatcher esta perturbada. Londres. El incendio y hundimiento del destructor británico “Sheffield” anuncio ayer por el gobierno argentino, determino que la primera ministra de Gran Bretaña, Margaret Thatcher, se mostrara “muy perturbada”, según informo de la BBC. Esa noticia que se agrego a la del abatimiento de un avión Harrier, admitió por el gobierno, provoco “consternación” en el parlamento.

El Clarín, 5 de mayo de 1982

Rescatan a 680 náufragos del crucero. Cerca de 700 tripulantes del crucero “General Belgrano, hundido por un submarino británico el domingo pasado en el Atlántico Sur, fuera de la zona de exclusión marítima, fueron rescatados y conducidos al puerto de Ushuaia. Mientras prosigue la búsqueda de los restantes marinos que viajaban en el crucero, se suministraron detalles del “alevoso” ataque británico y se anticipa que se suministrara una lista de los rescatados.

El Clarín, 5 de mayo de 1982

Consternación alemana, Helmut Schmidt. El gobierno de Bonn reafirmo su consternación ante el anuncio del torpedo del crucero argentino *Belgrano*, es una declaración oficial del gobierno de Helmut Schmidt. El comunicado pidió nuevamente a las partes en disputa que utilicen todas las partes en disputa que utilicen todas las posibilidades con miras a una solución pacifica del conflicto”. Esto incluye agrega los esfuerzos del gobierno estadounidense, el gobierno peruano y el secretario de las Naciones Unidas.

Inmediato cese del fuego. Emilio Columbo. Roma, 4. El canciller de Italia, Emilio Colombo se declaro profundamente turbado por el conflicto entre la Argentina y Gran Bretaña que afecta a los países que se mueven en el ámbito occidental”, dijo Columbo. Luego de recordar los lazos que unen a Italia con los dos países que se mueven en el ámbito occidental”, dijo Columba. Luego de recordar los lazos que unen a Italia con los dos países, el canciller pidio “al secretario general de las Naciones Unidas, Javier Jerez de Cuellar, que se haga cargo de una nueva iniciativa.

El Clarín, 5 de mayo de 1982

Irlanda pidió que se levanten las sanciones de la CEE contra la Argentina. Los directores de los diez países de la CEE consideraron una propuesta de Irlanda para que sean levantadas las sanciones contra la Argentina por la crisis de las Malvinas. Este fin de semana, los cancilleres de la comunidad podrían decidir la suspensión de esas medidas ante “la escalada del conflicto”. Dublín anunció que deja de apoyar a Gran Bretaña a la que se consideran ahora con agresora. El gobierno de Irlanda se declaró contrario de mantener las sanciones contra la Argentina por las Malvinas, durante la reunión de los directores políticos de los diez países de la Comunidad Económica Europea (CEE) celebrado hoy en Bruselas.

El Clarín, 6 de mayo de 1982

Estamos luchando por algo mucho más grande que nuestras islas: El futuro. Por nuestra bandera y nuestro destino. Por una Argentina de pie. Por una América libre y unida. Porque nos atacan. Porque esta nuestra tierra. Porque estamos defendiendo todo lo que queremos y todo lo que tenemos. Porque nuestra causa es justa. Por nuestros hijos. Argentina, a vencer! Cada uno en lo suyo defendiendo lo nuestro!

El Clarín, 6 de mayo de 1982

Fue devaluado el peso en un 17 por ciento. Una devaluación de 17% dispuso ayer el ministro de Economía, elevando desde la víspera a \$14000 el dólar transferencia tipo comprador, para operaciones de comercio y pagos exteriores. La medida incluye, para las colocaciones agropecuarias, una retención de \$1000 por dólar, adicional al derecho de 10% vigente, con destino a la cobertura de necesidades bélicas. Simultáneamente, fue aumentado del 10 al 14% el reembolso para las exportaciones industriales. También se efectuó una moderada reducción de los aranceles de importación.

El Clarín, 7 de mayo de 1982

Informe oficial sobre bajas argentinas. Hay 28 muertos y 37 heridos. Según un informe oficial del Estado Mayor Conjunto, 19 militares argentinos resultaron muertos y otros 37 con heridos durante los ataques británicos a las Malvinas. Además se confirmó el deceso de ocho tripulantes del aviso “Sobral”, entre ellos el comandante del navío, y de un suboficial del crucero Belgrano.

El Clarín, 7 de mayo de 1982

Distribuyen las primeras listas de sobrevivientes. Ya se encuentran en la base naval de Puerto Belgrano, próxima a Bahía Blanca. 670 tripulantes del crucero “General Belgrano”, que fueron rescatados con vida luego del hundimiento del navío en aguas del Atlántico sur. Nominas de sobrevivientes fueron suministrados en distintos Estados Provinciales.

El Clarín, 7 de mayo de 1982

En abril los precios mayoristas registraron un incremento del 6% y el índice de la construcción otro del 3,6%.

El Clarín, 8 de mayo de 1982

Londres anuncio el envío de refuerzos para su flota en el Atlántico sur. Londres anticipo que la flota británica en el Atlántico Sur recibirá más refuerzos de Sea Harrier, aviones-radar Nirmrod, un escuadrón de helicópteros, destructores y fragatas, muchas de ellos equipados con misiles antimisiles para neutralizar a los Exocet. También se pidieron a Estados Unidos modernos aviones cisterna, pero Washington aun no toma decisión sobre esta solicitud. Weinberger afirmó que si no se logro una solución negociada; EE.UU. respaldara a los británicos hasta el final.

El Clarín, 10 de mayo de 1982

En esta lucha los argentinos vamos a descubrir la última palabra: Victoria. Porque el enemigo no tiene en claro por qué pelea. Porque nosotros sabemos por qué luchamos. Porque no estamos caminando en contra de la historia. Porque somos 28 millones de soldados. Porque nunca perdimos una guerra. Porque estamos peleando en nuestro país, por nuestro país. Argentinos, a vencer! Cada uno en lo suyo, defiéndalo lo nuestro! (Es la bandera argentina).

El Clarín, 10 de mayo de 1982

Oposición laborista a una invasión a las Malvinas. Londres, 9. El líder de la oposición laborista británica, Michael Foot, califico hoy de jugada de azar monstruosa la posibilidad de

un intento de invasión frontal completa a las Malvinas por parte de las tropas de su país, mientras la primera ministra Sra. Thatcher presidía una nueva reunión del gabinete de guerra en su residencia campestre de Chequers.

El Clarín, 11 de mayo de 1982

Nuevos bombardeos navales a las Malvinas. La flota británica atacó con fuego de artillería en tres oportunidades posiciones argentinas en la capital de las Malvinas, según informó anoche el Estado Mayor Conjunto. El cañoneo de hostigamiento fue repelido por las baterías costeras, sin que haya comunicado oficial sobre los resultados de la agresión. A las 1.45 y a las 2.39 de hoy, la Junta militar advirtió, en sendos comunicados, que cualquier buque o avión de bandera inglesa que se dirija a la zona de operaciones o constituye una amenaza hostil y se actuara en consecuencia.

El Clarín, 12 de mayo de 1982

Desmintió en Londres un presunto ultimátum. Londres. El Foreign Office desmintió categóricamente anoche la noticia según la cual el gobierno de Londres habría dado un ultimátum a la Argentina a través de su embajador ante las Naciones Unidas.

El Clarín, 12 de mayo de 1982

La ex-presidente Perón apoyó la recuperación. La ex presidente de la Nación, María Estela Martínez de Perón, pidió a todas las ramas del movimiento justicialista que hagan oficiar misa para rezar por los soldados argentinos caídos en la defensa de la soberanía de las Malvinas e hizo llegar su adhesión a las Fuerzas Armadas por la recuperación de los archipiélagos del Atlántico Sur. La ex'mandataria se comunicó ayer de Madrid, por teléfono, con el ex senador nacional y uno de sus apoderados legales, Italo Luder, pidiéndole que transmitiera a los dirigentes de las distintas ramas del peronismo ese deseo suyo.

El Clarín, 12 de mayo de 1982

Inquietan los submarinos argentinos. Londres. El submarino argentino "Santiago del Estero", construido durante la segunda Guerra Mundial, es la fuente de preocupación más importante

para el alto mando británico en el Atlántico sur. El sumergible tiene un radio de acción de 12 millas y podría causar danos a la línea de abastecimiento establecida por la flota de intervención entre las islas de Ascensión y las Malvinas. Tanto el “Santiago del Estero” como el “Salta” y el San Luis, los otros de submarinos, podrían encontrarse dentro de la zona de bloqueo y en condiciones de atacar a las principales unidades de la fuerza de tarea.

El Clarín, 14 de mayo de 1982

Thatcher acepto que la soberanía de las Malvinas es negociable. Londres, 13. Por primera vez desde el comienzo de la crisis de las Malvinas, la primera ministra, Sra. Thatcher, debió defender en la cámara de los Comunes la posición negociadora adoptada por su gobierno, y también por primera vez sostuvo que la soberanía es negociable. Por exigencia de la oposición laborista, la primera ministra convocó hoy a la quinta sesión de emergencia de la cámara de los comunes desde el inicio de la crisis. En debate debió enfrentar la severa crítica formulada por los miembros de su propio partido, el conservador, quien acusaron al gobierno de alentar una “entrega” diplomática de las islas. Estamos trabajando para una solución pacífica, no para una entrega pacífica”, afirmó la Señora Thatcher, y agregó: “todo el personal militar y civil argentino debe ser retirado de las Falkland (Malvinas) de acuerdo con un calendario específico, y esto deberá ser controlado.

El Clarín, 16 de mayo de 1982

Alfonsín: tras de la crisis, un civil debe ser el presidente. El líder radical Raúl Alfonsín, se pronunció ayer en favor de que, cuando haya sido superado la crisis de las islas Malvinas, se entregue la presidencia de la Nación a “un civil, acompañado por un gabinete de salvación nacional”, y que este civil sea el ex-mandatario Arturo Illia. En declaraciones a DYN Alfonsín ratificó la iniciativa y la convocatoria de un plenario del comité nacional de la Unión Cívica Radical, lanzado por el movimiento que él lidera, para designar allí una nueva conducción del partido, encabezada por Illia, y que luego este presida “el proceso de democratización del país”. Alfonsín indicó que “la Argentina debe comenzar de inmediato a transitar el camino de la democracia para que el pueblo, mediante su activa participación en la vida de la República, pueda hacer que el 2 de abril de 1982 sea la fecha que marque el punto final de la decadencia nacional, y el país vuelva a tener el lugar que alguna vez ocupó en el mundo”. Dijo el dirigente radical que a su juicio, cuando culmine la crisis planteada por la

recuperación de las Malvinas, surgirán dos opciones: una intentara mantener el statu que vigente desde 1976 y tendera, aunque con algunos tintes democráticos que le hagan aceptable interna y externamente, a evitar que se profundice el camino abierto el 2 de abril”.

El Clarín, 18 de mayo de 1982

Gran Bretaña provocó serios daños a isleños. Los aviones británicos que el domingo atacaron a posiciones argentinas en las Malvinas causaron serios daños en instalaciones civiles. La incursión de los Harrier se realizó alrededor de la 14 en las zonas de Puerto Darwin y Bahía Zorro. En esa oportunidad, la flota aeronaval llevó a cabo la agresión contra dos buques mercantes que cumplían tareas de abastecimiento entre los distintos puertos de las islas. Como resultado de esa acción, se desató un incendio en el “Río Carcarañá” en tanto que se temió por la suerte de los tripulantes del “Bahía Suceso” posteriormente se supo que todos los tripulantes del “Río Carcarañá” habían logrado salvar sus vidas. Lo mismo ocurrió con la dotación del “Bahía Buen Suceso”.

El Clarín, 19 de mayo de 1982

Levanto la Argentina las sanciones contra Italia. “Serán entregadas las declaraciones juradas de necesidad de importación para aquellos productos provenientes de Italia”, dijo hoy el secretario de Comercio, ingeniero Alberto de las Carreteras. El anuncio lo formuló ayer por la tarde, en conferencia de prensa. Agregó el funcionario que esta es la respuesta al apoyo ofrecido por Italia a la Argentina al votar en contra de la prolongación de las medidas que la CEE aplica a la Argentina. Dijo asimismo el ingeniero De Las Carreras que lamentaba profundamente “que la CEE haya prorrogado por siete días una medida inconsulta. “Aun cuando esta medida se levante la semana próxima, añadió el funcionario, no nos vamos a olvidar de este episodio”. Por otra parte, explicó el secretario de Estado que “nos fue informado esta mañana a través de la embajada que Italia resolvió liberar las exportaciones argentinas”. Finalmente, hizo notar el ingeniero De Las Carreras que “la falta de apoyo por parte de Italia e Irlanda y la prolongación del embargo en solo siete días significa un debilitamiento del respaldo de los países de la CEE a Gran Bretaña.

El Clarín, 20 de mayo de 1982

Hacia donde va el dinero. El conflicto con Gran Bretaña y las medidas económicas que se adoptaron a partir del 2 de abril fueron modificando paulatinamente las alternativas de inversión del mercado financiero. Hasta fines del mes pasado, las tasas de interés y los títulos públicos aparecían como las restricciones impuestas en la plaza cambiaria y la vigencia del primitivo programa monetario. Las sucesivas rebajas del efectivo mínimo sumadas al efecto que produjeron la disminución al 80% de la garantía bancaria para depósitos mayores a 100 millones de pesos, el aumento de la incertidumbre del público por la liquidación de entidades, libero una importante masa de capitales que se orientó hacia otras opciones de inversión. Así comenzó a percibirse una mayor presión demandante sobre los títulos públicos, en especial los Bonos Externos, que habían acumulado en abril una ganancia superior al 32% aumentaron entre el martes y ayer más de un 20,5% promedio. Con los incrementos del orden 11,4% registrados en la rueda de la víspera, la serie 1981 de estos títulos obtuvo un beneficio del 81,44% desde el 2 de abril a la fecha. En esta plaza debe considerarse la presión que ejerce el público para hacerse de un activo con cláusula de ajuste dólar, debido a las restricciones para la compra de divisas. También influye en la demanda la utilización de estos títulos para hacer frente a los compromisos de pagos externos.

El Clarín, 21 de mayo de 1982

Si EE.UU. no apoyara a Gran Bretaña la paz sería más fácil, dijo Costa Méndez. El canciller Nicanor Costa Méndez señaló anoche que Estados Unidos “tiene un rol sumamente importante” que desempeñar en el conflicto del Atlántico sur y destacó que si no apoya a Gran Bretaña el camino a la paz será mucho más sencillo y mucho más rápido. En una extensa conferencia de prensa, donde reveló en detalle el curso de las negociaciones en el seno de las Naciones Unidas, Costa Méndez aseguró que la guerra “no es inevitable”, aunque acotó que sería inevitable si Gran Bretaña continuara abocada en mantener una situación colonial que no tiene sentido alguno en el orden político, social y económico”. Reiteró que “las negociaciones no están rotas” por cuanto el gobierno argentino “está dispuesto a seguir negociando”.

El Clarín, 21 de mayo de 1982

“Estamos muy bien”. El gobernador militar de las islas Malvinas, general Mario Menéndez aseguró que los soldados acantonados en esas islas “estamos muy bien y sin problemas,

confiados, con alto espíritu de combate y dispuestos a defender con las armas la recuperación de nuestras islas. Menéndez expuso esos conceptos al secretario general de la presidencia, general Héctor Iglesias, con quien se comunico telefónicamente a las 13.15 de ayer, según se informo oficialmente. En esa conversación, el gobernador de las islas solicito a Iglesias que por los medios adecuados de difusión se lleve tranquilidad a los hogares de nuestros soldados, ya que, reitero estamos muy bien y sin problemas. Finalmente, Menéndez pidió al secretario de la Presidencia transmitiera sus saludos al comandante en jefe del Ejército, teniente general Leopoldo Galtieri.

El Clarín, 22 de mayo de 1982

Comenzó la batalla por las Malvinas. Esta madrugada se libra una encarnizada lucha contra fuerzas británicas de desembarco que habían conseguido, con fuertes perdidas, establecer una cabecera de playa en la zona de San Carlos, en el extremo noroeste de la islas Soledad. El setenta por ciento de las unidades navales de Gran Bretaña que participaron en la acción habrían quedado fuera de combate y tres aviones Sea Harrier y dos helicópteros agresores fueron abatidos. El contraataque aéreo argentino destruyo cuatro fragatas y averió otros cuatro navíos. Se informo que se perdieron seis aviones de nuestro país, y tres helicópteros fueron derribados por la acción enemiga. El gobierno señalo que desea la paz, pero una paz justa y honorable.

El Clarín, 23 de mayo de 1982

Propaganda. Que esta unión sea para siempre. Espontáneamente a partir del 2 de abril de 1982 los argentinos nos unimos. Estrechamente. Sin condiciones. A fondo. Con inoculable orgullo. Una unión positiva, basada en las más autenticas tradiciones de nuestra Patria: Libertad, Soberanía, Justicia y Paz en la Verdad. Cargill y todo su personal se adhiere a esta histórica unión y hace votos para que esta sea la definitiva base del gran país que todos anhelamos. (Cargill, tecnología para alimentar mejor).

El Clarín, 23 de mayo de 1982

El peronismo exhorto a defender la soberanía. Río Gallegos. El vicepresidente primero del justicialismo. Deolindo Felipe Bittel, debió postergar ayer un viaje a Comodoro Rivadavia, en

la prosecución de la gira que varios dirigentes del partido realizan por el sur del país, como consecuencia del súbito recrudecimiento de las dolencias provocadas por una ulcera. También en su víspera la delegación exhorto desde esta ciudad “a todos los compatriotas y especialmente a los compañeros peronistas a movilizarse en defensa de la soberanía, con todos sus recursos materiales y espirituales”. La declaración emitida aquí indica que “las fuerzas Armadas han cumplido su deber y el país en su conjunto ha sido solidario con su acción”, y agrega que “frente a la acción de un agónico poder imperial, el pueblo entero, como siempre en las grandas causas, ha estrechado filas, ha silenciado antagonismos ha postergado legítimas reivindicaciones y ha expresado unido la voluntad nacional”.

El Clarín, 25 de mayo de 1982

Desembarcaron 2000 británicos. El Estado Mayor conjunto a medianoche, mediante el comunicado numero 86, que las fuerzas enemigas, que habían desembarco el viernes ultimo en la zona de la baya San Carlos “han logrado establecer una cabecera de playa que están reforzando con desembarco de material, equipo y personal, del orden de aproximtivamente 2 milhombres”. El informe fue dado a conocer a la 0.10 de hoy y se refiere a las operaciones militares desarrolladas en la jornada de ayer en el área de puerto San Carlos. Según el comunicado, la cabeza de playa tiene una profundidad de 10 kilómetros de frente, en sentido Norte-Sur.

El Clarín, 25 de mayo de 1982

Descartan un posible gobierno de transición. El subsecretario del interior, coronel Bernardo Menéndez, descarto ayer la posibilidad de que como consecuencia de la actual crisis de las Malvinas surja un gobierno de transición. En declaración a Radio Mitre, Menéndez aseguro que la evolución política de los argentinos a lo largo del conflicto impide esa eventualidad. “Una de las consecuencias de este hecho histórico, dijo al referirse a la cuestión de las islas, es haber alcanzado una madurez política que durante mucho tiempo anhelamos. Las versiones sobre un supuesto gobierno de transición fueron insistentes los últimos días. Y los comentarios también aludían a una supuesta injerencia de Estados Unidos en la política interna de la Argentina.

El Clarín, 26 de mayo de 1982

Las islas podrían ser independientes. Londres. El ministro británico de Defensa, John Nott, afirmó hoy que “no hay razón para que las islas Malvinas no puedan ser independientes”. El ministro británico señaló que si los habitantes de las Malvinas quieren la independencia, el gobierno consideraría esa posibilidad. Sería una pequeña nación, agregó, que podrían contar con la buena voluntad de sus vecinos y también, por supuesto, con la seguridad que le ofrecería el Reino Unido y, posiblemente, otros países. En una entrevista con la BBC, Nott dijo que Gran Bretaña tiene la intención de consultar a los isleños para determinar que futuro desean para las islas una vez que se hayan retirado las tropas argentinas. Manifestó que Gran Bretaña no descarta la posibilidad de otorgar independencia a las islas. “Pero, por supuesto, como he dicho varias veces, deseamos llegar a un sensible, sensato y pacífico arreglo con los países de América del Sur, para que vivan en paz juntos, dijo.

El Clarín, 27 de mayo de 1982

Replica de Galtieri a Reagan. Califico de incoherente el mensaje del presidente de EE.UU. con motivo del 25 de mayo. El presidente de la Nación, teniente general Galtieri, respondió en tono enérgico un mensaje de salutación que con motivo de la celebración del 25 de mayo le había hecho llegar su colega de Estados Unidos, Ronald Reagan. [...] Reagan había expresado que nunca “ha sido más importante reafirmar los comunes intereses y valores que unen a la Argentina y a los Estados Unidos”. El texto de la respuesta de Galtieri dado a conocer por la SIP después de la medianoche es el siguiente: “señor presidente: si nuestro pueblo y gobierno estaban sorprendidos por la actitud nunca esperada de EE.UU. al tomar partido por Gran Bretaña en su conflicto con la Argentina, hoy al recibir vuestra felicitación con motivo de las celebraciones del 25 de mayo ya no puede estar más asombrado. La afirmación de que nunca ha sido más importante reafirmar los comunes intereses y valores que unen a la Argentina y a los Estados Unidos, y reiterar nuestro compromiso de cooperación en este hemisferio y en el mundo entero”, no es coherente con la actitud de su gobierno y resulta incomprensible en las actuales circunstancias”.

El Clarín, 29 de mayo de 1982

Duros combates por posesión de Porto Darwin. Las fuerzas argentinas continuaban luchando anoche en Ganso Verde y en Puerto Darwin, donde los británicos lograron establecerse

después de iniciar una ofensiva con tropas helitransportadas. En Londres se anunció que efectivos de la fuerza de tareas habían recapturado las mencionadas poblaciones. El estado mayor Conjunto informó sobre un primer ataque inglés repelido, pero luego señaló la existencia de una nueva ofensiva de las tropas de Gran Bretaña. Los combates son cruentos y continuos.

El Clarín, 29 de mayo de 1982

Interrumpirán los vuelos a Francia, Gran Bretaña, Alemania y Holanda. La Argentina denuncia ayer los acuerdos bilaterales de transporte aéreo suscriptos con Gran Bretaña, Holanda, Alemania y Francia, a la vez que decidió interrumpir los respectivos servicios aéreos que la relacionan con esos países europeos. La información fue consignada en un comunicado difundido por la casa de Gobierno, el que fundamenta la medida dispuesta por el comando en jefe de la fuerza aérea en la agresión armada de Gran Bretaña y las medidas económicas adoptadas por los demás naciones contra la República Argentina en el marco del Mercado Común Europeo”.

El Clarín, 31 de mayo de 1982

El “*Invencible*” fue seriamente averiado. En un operativo de audaces características, aviones de la armada y de la fuerza Aérea concretan ayer un ataque sobre la flota británica y provocaron gravísimos daños en un portaviones, el “*Invencible*”, que lo dejaron fuera de combate. Dos misiles Exocet, disparados por los Súper Etendart, y bombas de alto poder lanzadas por cazas A4C hicieron blanco en la nave que comenzó a incendiarse. Por otra parte, se produjo un intenso bombardeo británico sobre Puerto Argentino a cargo de fragatas y cuatro Harrier, dos de los cuales fueron abatidos.

El Clarín, 1 de junio de 1982

La caída de Darwin. Puerto Argentino. Altas fuentes militares suministraron detallados informes de las operaciones que tuvieron lugar en los últimos días en Puerto Darwin y Ganso Verde, desvirtuando noticias difundidas entre el domingo y el lunes y que referencian a comentarios de medios británicos. Las acciones llevadas a cabo por las tropas argentinas en la defensa de las zonas mencionadas siguieron el cronograma.

El Clarín, 1 de junio de 1982

Galtieri prometió cambios económicos, dice la UIA. Una nueva política socioeconómica que cuente con “consenso empresario y obrero”, prometió el presidente de la Nación a dirigentes industriales, según reveló ayer uno de ellos. Gilberto Montagna, vicepresidente de la UIA, dijo que esos cambios tendrán el sentido de adecuar la política económica a la actual realidad argentina. En la entidad se pidieron medidas para evitar que desaparezca el aparato productivo. [...] En el encuentro, los industriales analizaron la crítica situación fabril y llegaron a un acuerdo sobre la necesidad de propiciar cambios a la actual estratégica económica para permitir que los “soldados, sus padres y sus hermanos puedan tener trabajo al término del conflicto bélico”.

El Clarín, 2 de junio de 1982

El enemigo será derrotado”, dijo el general Menéndez. Puerto Argentino. El gobernador militar de la islas dirigió ayer una fervorosa arenga a las tropas argentinas que defienden el archipiélago, expresando, por la acción decidida de cada uno en su puesto de combate”. Debemos hacerlo de manera tal que su derrota sea tan aplastante que nunca más vuelvan a tener esa atrevida idea de invadir nuestra tierra”, expresó también la arenga, que además fue publicada ayer la edición especial de “La Gaceta Argentina” que se edita en las Malvinas.

El Clarín, 2 de junio de 1982

¿Para qué quiere Londres las islas? ¿Cuál sería la situación si Gran Bretaña reconquistara las islas? El domingo 23 de mayo, el *Sunday Times* respondió de este modo a su propia pregunta: “ahora que una guerra a gran escala ha dejado atrás las negociaciones, sería muy difícil considerar una transferencia de soberanía a la Argentina en un futuro previsible. Pero retener las Falkland (Malvinas) requerirá un esfuerzo militar, administrativo y financiero que no guarda proporción con las necesidades y posibilidades británicas. Esta es una suprema ironía: esas islas no están vinculadas al interés nacional de Gran Bretaña. Este tema ha sido objeto de comentarios y especulaciones desde el comienzo de la crisis. Christopher Roper, uno de los periodistas ingleses que mejor conoce América latina, y advirtió que en casos de reconquista, las islas podrían convertirse en “el Sinaí de Gran Bretaña”. Según Roper, Londres debería

destinar recursos extraordinarios a la defensa y desarrollo de las islas, una estrategia que siguió Israel en el desierto de Sinaï, con el resultado conocido”.

El Clarín, 3 de junio de 1982

Costa Menéndez llegó a Cuba y habla en el foro del Tercer Mundo. El canciller Nicanor Costa Menéndez viajó ayer a Cuba para participar en la reunión del buró de coordinación del Movimiento de los países no alineados. El titular de las relaciones exteriores arribó a la Habana, poco después de la 22, e inmediatamente mantuvo una entrevista con el premier Fidel Castro. El mandatario cubano ofreció anoche una recepción a las delegaciones que intervienen en la reunión de los No Alineados. Costa Menéndez no formuló declaraciones a su arribo aunque prometió para hoy, presumiblemente luego de que pronunció su mensaje ante el foro comunista.

El Clarín, 3 de junio de 1982

Esporádicos choques con los ingleses cerca de Puerto Argentino. Mientras se espera la gran batalla de Puerto Argentino continuaron ayer los enfrentamientos menores entre las tropas argentinas y británicas. El Estado Mayor Conjunto dijo que hasta anoche no se habían producido cambios en la situación. Trascendió que los efectivos de intervención podrían esperar esfuerzos provenientes de Darwin y Ganso Verde para intentar el avance final. En Londres se informó sobre bombardeos a Woody Brook, a 4,5 kilómetros de la capital del archipiélago, y de la detención de un grupo de paracaidistas comandos.

El Clarín, 3 de junio de 1982

Tipo de ayuda militar de EE.UU. a Londres. Una arma norteamericana, reciente entregada a las fuerzas británicas en las Malvinas, derribó un avión argentino, informó una agencia oficial. Presa Asociación dijo además que el gobierno de Estados Unidos ofreció una amplia gama de armamentos a las tropas que combaten en el Atlántico Sur. Entre ellas, se cuentan los cohetes antiaéreos “Stinger”. El misil puede lanzarse también con un “fantasin” que se coloca en el hombro como si fuera una bazuca. [...] Las noticias sobre la ayuda norteamericana no precisan el tipo de todas las armas facilitadas a Gran Bretaña, pero dicen que las entregas hay

pertrechos ofrecidos por Washington y otros incluidos en la lista de pedidos presentada por el Ministerio de Defensa.

El Clarín, 4 de junio de 1982

Miret: “No negociaremos la dignidad de la Nación”. El brigadier Miret, que asesora, junto con otros jefes militares, la gestión diplomática que se realizan en las Naciones Unidas, afirmó que no será negociada la sangre de nuestra buena voluntad para hallar una paz justa, con debilidad”. Aseguro que no llevaron a Nueva York “ninguna propuesta” y lamento que Pérez de Cuellar, al informar al Consejo de Seguridad del fracaso de sus gestiones, no hubiera explicado las causas, atribuidas a Gran Bretaña. “No negociaremos la sangre de nuestros muertos ni la dignidad nacional”, aseguro el secretario de Planeamiento, brigadier mayor José Miret, en el curso de una entrevista radial. Miret, que se encuentra en Nueva York, donde asesora, junto con jefes militares del Ejército y de la Armada, a la delegación argentina que actúa en las Naciones Unidas, pidió que “no confundan nuestra buena voluntad para hallar una paz justa, con la debilidad, pues al algo tenemos, hemos demostrado que es firmeza. [...] Indico que los argentinos “gozosos aceptaríamos el cese del fuego”, pero que no podemos “cesar el fuego con la pretensión británica de que, previo a todo arreglo, retiremos nuestras fuerzas de las islas. “Esto es inadmisibles y seria entregar en la mesa de negociaciones la sangre de nuestros muertos, por lo que jamás le vamos a hacer”, remarco el brigadier Miret.

La soberanía de Thatcher. Acerca de las opiniones que emitió anteayer la primera ministra británica, señalo que ella “habla con la misma soberbia con que trato en toda oportunidad a los Kelpers, a quienes ni siquiera consideré ciudadanos británicos sino simples súbditos”. “Pretenderá seguir con ese enclave colonial de épocas ya pasadas pero no hay que ver el resultado final”, dijo, agregando que “la Argentina ya triunfo por más que la señora Thatcher esté dando esas muestras de soberbia” y que “la situación de las Malvinas no volverá a ser bajo ninguna condición, igual a la anterior al 2 de abril”. En cuanto a las declaraciones del secretario del Estado norteamericano, expreso irónicamente “Haig demostró desde un comienzo que era un buen amigo”, para añadir que, en realidad, “es un simple egocéntrico que ha de querer que fracasen todas las negociaciones para que nosotros volvamos a él”.

El Clarín, 4 de junio de 1982

¡La Thatcher esta loca! “Yo soy la mujer maravilla”.

¡Exclusivo! Sensacionales revelaciones de una tía de la Thatcher. Esto es lo que confeso a un periodista de “Tal Cual”.

“Odia a la Reina Isabel”.

“Envidia a Lady Di por su juventud”.

“Cuando era joven quiso ser Miss Universo pero fracaso ruidosamente”.

“Se opero la panza para sacarse la grasa de más”.

El Clarín, 5 de junio de 1982

Acuerdo con Cuba. En el conveniente se considera una línea de crédito de la Argentina a Cuba por valor de 100 millones de dólares, además de la ratificación del préstamo de 400 millones que se firmo en su momento con el gobierno encabezado por Hector Campora y que finalmente no se recurrió. Junto a la cooperación científica y técnica, también se reafirmo la venta de 300 camiones de fabricación argentina a Cuba. Asisto a la ceremonia el presidente de ese país, Fidel Castro.

El Clarín, 6 de junio de 1982

El gobierno argentino expreso ayer su “enorme preocupación” por el presunto trato violatorio de las normas internacionales que tropas británicas habrían dado a soldados argentinos tomados prisioneros a juzgar por informes de prensa provenientes de Londres. Asimismo, reclamo el estricto cumplimiento de lo dispuesto por la Convención de Ginebra para estos casos. Comunicado n°132 y que fuera difundido a las 17.40. Su texto es el siguiente. “El Estado Mayor Conjunto, ante versiones periodísticas provenientes de Londres acerca de que los soldados prisioneros argentinos habrían sido obligados a localizar y desactivar material explosiva existente en la zona de Prado del Ganso en Puerto Darwin, comunica que el gobierno argentino observa con enorme preocupación la presente violación de lo expresamente establecido en la Convención de Ginebra sobre el tratado de prisioneros de guerra, que ello implicaría”. “En efecto, agrega el comunicado 132, el articulo 52 de la citada convención se refiere expresamente al hecho de que ningún prisionero podrá ser empleado por cosas de carácter malsano o peligroso, a menos que sea su propia voluntad. “Lo expuesto, por sus características y de ajustarse estrictamente a lo sucedido, configura un hecho cuya

implicancia en la preservación de los derechos humanos de los combatientes prisioneros es fundamental.

El Clarín, 7 de junio de 1982

Galtieri envió un mensaje al secretario general de la ONU. Naciones Unidas. El gobierno argentino hizo saber a ver al secretario general de las Naciones Unidas, Javier Pérez de Cuellar, que considera todavía en plena vigencia el mandato que le otorgo el Consejo de Seguridad por la resolución 505 y lo pidió que persiga con sus esfuerzos para lograr el cese de hostilidades en el Atlántico Sur. Con ese propósito, un diplomático argentino le entrego en mano, a las 11, hora de Nueva York, un mensaje personal del presidente de la Nación, teniente general Galtieri, según revelaron fuentes de la ONU. El mensaje se interpreto en medios diplomáticos de Nueva York, significa un respaldo a la gestión que, en dos ciclos perfectamente separados, cumplió Pérez de Cuellar para lograr un acercamiento entre las partes, que tropezó con la intransigencia británica que finalizo con el veto al proyecto hispano-panameño de alto fuego, votado el viernes pasado. Funcionarios de la misión permanente argentina ante la ONU trabajaron ayer normalmente en las oficinas de Nuevas York y ante una consulta, reiteraron que la Argentina siempre esta lista a volver a la mesa de negociaciones, “cosa que no demuestra Londres”, señalaron.

Estrategia Latinoamericana. Por otra parte, diplomáticos latinoamericanos realizaron consultas, a pesar del feriado, sobre la estrategia a seguir, en vista del veto británico-norteamericano a los esfuerzos para detener el conflicto bélico en las Malvinas. Fuentes informadas dijeron que por lo menos ocho embajadores de países del área están coordinando la acción y que la actividad es seguida con atención en una serie de cancillerías e incluso en las presidencias. El único miembro latinoamericano del Consejo, el panameño Leonardo Kam, dijo: “Nos seguimos esforzando por lograr que se comprenda la urgencia existente para evitar la batalla de Puerto Argentino”. Otros criticaron que el organismo haya otorgado ahora prioridad al problema de Medio Oriente.

El Clarín, 9 de junio de 1982

Saint Jean. “Estamos muy fuertes”. El ministro del interior, general de brigada Oscar Alfredo Saint Jean, afirmó ayer que “esta lucha no termina hasta que no “esta lucha no termina hasta que no recuperamos definitivamente lo que nos corresponde”, al referirse a las islas Malvinas,

y expreso que los Argentinos “estamos muy fuertes, tanto militarmente como espiritualmente”. Saint Jean realizó las declaraciones al inaugurar una muestra de casi medio centenar de documentos relativos a las islas Malvinas en el Archivo General de la Nación. Dijo allí que “las normas éticas políticas de Occidente en estos momentos las sostenemos más genuinamente los argentinos y los latinoamericanos”. “Los argentinos nos debemos sentir, indico, líderes de Occidente, ya que representamos los grandes principios: derecho, libertad y justicia, frente a la actitud asumida por Estados Unidos de América y Gran Bretaña”. También participaron de la inauguración el secretario de Cultura, Julio César Gancedo, y el director general del Archivo general de la Nación, doctor César García Belsunce. Este último señaló en la apertura de la muestra que “estamos ante uno de los últimos episodios de la emancipación americana”? García Belsunce afirmó que “ésta es una muestra de solidaridad americana que tiene sus raíces en la historia: Venezuela, que con Buenos Aires fue uno de los dos polos del movimiento emancipador, Perú, lugar del encuentro de los dos ejércitos libertadores, y Panamá, donde Bolívar expuso su ideal”.

El Clarín, 10 de junio de 1982

Actos por la soberanía nacional. El día de la Afirmación de los Derechos Argentinos sobre las islas Malvinas, Georgias y Sandwich del Sur, es celebrado hoy en todo el país con motivo de cumplirse el 153° aniversario de la designación de Luis Vernet como primer gobernador del archipiélago. El acto central será presidido por el teniente general Galtieri, y contará con la presencia de la totalidad del gabinete nacional, autoridades, civiles, militares y eclesiásticas. Al caer la tarde, con un acto popular a realizarse en la Plaza de Mayo, culminarán las celebraciones. Paralelamente, en todo el país se cumplirán actos conmemorativos de la fecha. Desde los más diversos ámbitos del quehacer nacional se recibieron adhesiones a la jornada, y en el de la provincia de Buenos Aires el gobierno dispuso asueto administrativo. El gobierno nacional exhortó a interrumpir hoy las actividades, a partir de las 18, para acampanar desde los lugares de trabajo el acto que se realizara en la Plaza de Mayo, oportunidad en que el presidente de la Nación y la totalidad de su gabinete arriarán la enseña nacional.

El Clarín, 11 de junio de 1982

Fervor patriótico en los actos de reafirmación de la soberanía.

Con distintos actos y una concentración en la Plata de mayo, a la que asistieron poco más de tres mil personas presidía por el primer mandatario Leopoldo Galtieri, se celebró ayer en todo el país el Día de la afirmación de los Derechos Argentinos sobre las Malvinas, Georgias del Sur, instituido en 1973 por el Congreso de la Nación. Galtieri: “estoy recordando a cada momento a mis hombres, a mis soldados en el Atlántico Sur, expreso el general Galtieri, al término de la concentración que se realizó en la tarde de ayer en Plaza de Mayo y en cuyo transcurso el presidente arrió la bandera nacional y se entonaron las estrofas del himno. Desde las 15.30 hasta las 17, las madres de Plaza de Mayo, con sus tradicionales pañuelos blancos en la cabeza, giraron en derredor de la Pirámide. A las 17.30, y respondiendo a la convocatoria formulada por el gobierno, comenzó a reunirse público al grito de “Argentina, Argentina”, mientras la policía cortaba el tránsito vehicular en las calles adyacentes.

El Clarín, 12 de junio de 1982

El Papa pidió por una solución digna del conflicto. Vengo a orar por una solución digna y justa del conflicto bélico en el Atlántico Sur, precisó Juan Pablo II en una de las tres veces que en la primera jornada de su permanencia en Buenos Aires se dirigió a las miles de personas que se congregaron para expresarle su adhesión, con entusiasmo sin igual y a pesar de la lluvia que cayó en muchos momentos. Durante toda la jornada, en los lugares en que estuvo o a su paso por calles y avenidas, multitudes jamás vistas en Buenos Aires se dieron cita esperando su bendición. El sumo Pontífice celebró, frente a la basílica de nuestra señora de Lujan, su primera misa en la Argentina. Hoy concelebrará con obispos latinoamericanos otro oficio en Palermo, donde se levanta el monumento altar en la intersección de las avenidas del Libertador y Sarmiento. A las 16 emprenderá el regreso al Vaticano, desde el aeropuerto de Ezeiza.

El Clarín, 13 de junio de 1982

Entre la oración y la guerra. Los argentinos vivieron ayer, con inusitado dramatismo, un contraste que, sin embargo, no es ajeno al estilo del país. Oraron por la paz en la más grande concentración que se recuerde y supieron que había comenzado en las Malvinas la etapa tal vez más cruel de la guerra con Gran Bretaña. País de contrastes al fin y al cabo, la Argentina vivió ayer un claroscuro notable: la más grande multitud que se haya concentrado aquí invocaba por la paz junto al jefe del catolicismo mientras, en el sur Austral, se desataba el

tramo más feroz y encarnizado de la guerra por las Malvinas. [...] todo el tránsito del Pontífice por la Argentina estuvo coloreado por la configuración. [...] Esta fue la expresión de un país sacudido por el flagelo de la guerra y por eso el Papa tampoco fue en Buenos Aires el peregrino alegre y jovial que recorre el mundo repartiendo la esperanza. La expresión de la multitud y los gestos del Papa fueron, cada uno a su manera, patéticos. Este Pontífice tiene una relación especial con la Argentina: sacó al pie de un conflicto bélico con Chile cuando el enfrentamiento era ya inminente y le hablo de derechos humanos y de reparaciones sociales y políticas en los momentos más oportunos de la difícil historia reciente.

El Clarín, 13 de junio de 1982

Dos malvinenses resultaron muertas. “El estado Mayor Conjunto comunica que en el ataque que llevado a cabo por unidades navales inglesas contra Puerto Argentino durante el día de ayer, 11 de junio de 1982, y como resultado de haberse concentrado el fuego sobre las casas de la población civil residente en la isla, se produjeron entre sus habitantes las siguientes bajas.

Muertos: Susan Whitley: 30 años, ciudadana británica. Doreen Boner: 46 años, ciudadana malvinense.

Heridos: Mary Goodwin: 82 años, ciudadana malvinense, muy grave. Veronica Fowler: 38 años, casada, maestra, ciudadana británica, heridas leves. Jhon Fowler: 38 años, casado, ciudadano británico, heridas graves. Steve Whitley: 35 años, ciudadano británico. Superintendente de educación, herido grave. Los servicios sanitarios en la zona están extremando sus esfuerzos para salvar la vida de los cuatro heridos.

Estos ciudadanos británicos y malvinenses, muertos y heridos por la metralla inglesa, son los mismos que el gobierno británico pretende proteger y en defensa de cuyos intereses dice librar esta lucha por una tierra que ha usurpado y que por ende no le pertenece”.

El Clarín, 14 de junio de 1982

Afirmación de Saint Jean. “Si retornan las Malvinas seguirán las hostilidades”. La Argentina no se ira de las Islas Malvinas “aun cuando tenga que luchar toda su vida para guardarlas en su patrimonio”, declaró el ministro argentino del interior, general Alfredo Saint Jean, entrevistado por el canal privado británico ITV. En caso de reconquista de las islas, “creo que

la Argentina trataría de recobrarlas continuamente y por todos los medios”, agrego. “Recurriríamos a operaciones de hostigamiento y, en cuanto fuera posible, volveríamos a desembarcar”. También opino Saint Jean que desde, el punto de vista militar, “las condiciones favorecen a la Argentina” a causa de su proximidad al archipiélago. Insistió en que su gobierno sigue “dispuesto en todo momento a hacer cuanto sea posible por encontrar un arreglo diplomático”, pero agrego que la “la retirada de las fuerzas británicas seria una condición esencial” para las negociaciones. El ministro argentino fue entrevistado durante el programa informativo semanal *Week-end world*.

El Clarín, 15 de junio de 1982

Cesaron los combates en las Malvinas. Negocian el retiro de las tropas Argentinas. En una reunión entre el gobierno militar de las Malvinas, Mario Benjamín Menéndez, y el jefe de las tropas británicas, éste expuso las condiciones de su gobierno para concluir la lucha, que incluyen el retiro de las tropas de nuestro país, y se convino un cese del fuego. Este acuerdo vencería a las 10 de hoy. Los efectivos ingleses se encuentran a las puertas de Puerto Argentino, luego de desbordar las líneas defensivas y capturar, pese a la fuerte oposición, lugares clave de esquema de resistencia argentina. El Comité militar y los mandos superiores del Ejército consideraron anoche la situación. Seria inminente un desenlace.

El Clarín, 15 de junio de 1982

“Fue la jornada más difícil”, dijo el jefe de la Fuerza Aérea. El comandante en jefe de la Fuerza Aérea, brigadier general Basilio Lamí Dozo, califico la jornada de la víspera en el teatro de operaciones del Atlántico sur como “una de las más difíciles vividas desde el 2 de abril”, día en tropas argentinas recuperaron las islas Malvinas. Al regresar de bases aéreas de la Patagonia, el brigadier Dozo dijo también en la tarde de ayer que las fuerzas argentinas que defendieron Puerto Argentino no capitularan y que la entrevista entre los dos comandantes de los dos bandos, Jeremy Moore y Mario Menéndez permitió un cese de hostilidades de hecho. En horas de la mañana, al partir hacia el teatro de Operaciones, el miembro de la Junta Militar había expresado que el tiempo se presentaba bueno en las islas Malvinas, “favorable, dijo, para una acción de la Fuerza Aérea contra las posiciones británicas”.

El Clarín, 16 de junio de 1982

Galtieri no habrá paz si las Malvinas son colonia. El general Galtieri se refirió en un mensaje dirigido anoche al país, a la finalización de las acciones bélicas en las islas Malvinas y señaló que en la Argentina se ha producido un cambio que permitiría, sin “rencores, prevenciones y prejuicios”, revisar y corregir “todo lo que sea necesario en política interna y externa” para que quehacer nacional. Gran Bretaña se enfrenta ahora a dos posibilidades, indico aceptar que la situación de las islas no será ya la misma que hasta el 2 de abril y negociar, o restaurar el régimen colonial, con lo que no habrá seguridad ni paz definitiva y recaerá sobre ella la responsabilidad por profundizar el conflicto. El presidente de la nación, el general Galtieri, dijo anoche en un mensaje dirijo a la Nación y referido, en esencia, a la finalización de la lucha armada en las Malvinas, que en el país se ha producido un cambio que permitirá dejar de lado “rencores, prevenciones y prejuicios”, por lo que, “teniendo en cuenta la opinión de los distintos sectores del quehacer nacional, revisaremos y corregiremos toso lo que sea necesario en política interna y externa”. “Rescataremos la republica, reconstruiremos sus instituciones, restableceremos la democracia sobre bases incommovibles de equidad y de respeto, expreso, y encenderemos con antorchas los valores más altos de nuestra argentinidad”.

El Clarín, 16 de junio de 1982

Thatcher anuncio que no negociara con la Argentina el futuro de las Islas. Londres, 15. La primera ministra británica, Margaret Thatcher, anuncio hoy ante el Parlamento la rendición total de las tropas argentinas en las Malvinas, y rechazo cualquier posibilidad de iniciar negociación sobre el futuro del archipiélago con el gobierno de Buenos Aires o de entregarlo para que se establezca una administración a cargo de las Naciones Unidas. Mientras que los observadores señalaban que se encuentra en su momento de mayor popularidad, la Thatcher debió enfrentar hoy nueve cuestionamientos de la oposición laborista con cuyo líder Michael Foot, mantuvo algunos diálogos de singular dureza, cuando reitero su decisión de restablecer la dominación británica sobre las islas sin ninguna otra consideración. En su informe, Sra. Thatcher afirmo que las tropas británicas hicieron prisioneros 14.800 efectivos argentinos, 11.000 de los cuales formaban parte de las defensas concentran en otros puntos de las islas, y que en los momentos en los que ella leía su informe se estaban realizando negociaciones para su entrega a los efectivos británicos. [...] Restablecer la colonia. Los incidentes entre la Thatcher y el líder laborista Michael Foot comenzaron cuando, desde la bancada laborista se

pregunto a la primera ministra si el gobierno contempla iniciar negociaciones con la Argentina para establecer alguna razonable forma de participación de ese país en el futuro de las islas. La Thatcher respondió con un seco “no, señor”, y afirmo que su gobierno no contempla negociar con nadie el futuro de las islas “salvo con quienes las habitan”. Foot planteo entonces la necesidad de entregar las islas a la administración de las Naciones Unidas para elaborar alguna forma de posterior participación internacional. “Fuimos a los Falkland, contesto Thatcher para recuperarlas y restablecer allí la soberanía y administración británicas, era nuestra objetivos e creo que lo alcanzamos”.

El Clarín, 17 de junio de 1982

El gobierno explico los motivos de la caída de Puerto Argentino. El Estado mayor Conjunto informo anoche que la caída de Puerto Argentino constituye un “triumfo parcial” de Gran Bretaña y explico que la derrota obedeció a la evidente superioridad del enemigo. Denuncio la asistencia tecnológica brindada por los Estados Unidos y detallo paso a paso los últimos acontecimientos en las Malvinas. Relata que a las 14 del domingo la situación para las tropas argentinas se hizo insostenible, a raíz de haber sido rebasadas defensivas consideradas vitales.

El Clarín, 17 de junio de 1982

Pym propone un acuerdo comercial con la Argentina en las Malvinas. Londres. El ministro de Relaciones Exteriores, Francis Pym, dijo anoche en un programa difundido por un canal privado de televisión local, que “aunque no inmediatamente, será imprescindible para el futuro de las islas Malvinas un arreglo comercial con la Argentina”. En contraste con la posición de firme rechazo a cualquier negociación con la Argentina, expresada por la primera ministra Thatcher, Pym dijo que “no imponía, pero el futuro, una conversación relacionada con las reclamaciones argentinas”. De esta manera, el ministro de relaciones Exteriores pareció abrir anoche una primera perspectiva de un futuro. El ministro Pym dijo que para la bendición del futuro de las islas “el criterio de los isleños no podría tener el valor de un veto”. Pym se negó incluso en los días de mayor tensión bélica a compartir el criterio de la señora Thatcher de que la decisión de los isleños debe ser preeminente. En otro pasaje del programa televisado, Pym dijo que “al gobierno británico no le interesa directamente el futuro del gobierno del general Galtieri, y que por el momento, Inglaterra solo desea que la Junta Militar argentina expreso lo más pronto posible un compromiso de cese total de hostilidades”.

El Clarín, 18 de junio de 1982

Renuncio Galtieri. El teniente general Galtieri ayer pasar a situación de retiro, por lo que dejara en la fecha la comandancia en jefe del Ejército y la presidencia de la Nación. Una alta fuente gubernamental revelo anoche que procedió a declinar ambos cargos a pedido de los altos mandos del Ejército y con el propósito de lo causar fisuras en la cohesión de la fuerza. Será nuevo comandante del Ejército al general de división Cristino Nicolaides, actualmente comandante del I cuerpo de Ejército, con asiento en Palermo, quien pasara a revistar como teniente general. En cuanto al presidente de la Nación, que sucederá a Galtieri, será designado en los próximos días por la Junta Militar, luego que se incorpore a ella el general Nicolaides.

El Clarín, 18 de junio de 1982

El relevo de Galtieri. El relevo virtual de Galtieri como comandante en Jefe fue decidió en la madrugada de ayer, luego de un planteo de la mayoría de los generales de división sobre la inconveniencia de continuar la guerra. Galtieri llego a la reunión deteriorado por el fallido acto de Plaza de Mayo y su discurso del martes. Posteriormente, en una tempestuosa reunión, fue criticado por los generales del Estado Mayor. Entrada la madrugada, Galtieri se convenció de que su gestión en Ejército y en la Presidencia carecía de respaldo y pidió el retiro.

El Clarín, 18 de junio de 1982

El comandante del cuerpo I de Ejército, general de división Cristino Nicolaides, será a partir de hoy, el nuevo comandante en jefe de arma, en reemplazo del teniente general Leopoldo Fortunato Galtieri. El general de división Nicolaides, de esta forma es ascendido al grado de teniente general, jerarquía militar inmediata superior.

El Clarín, 18 de junio de 1982

Severa critica de la Fuerza Aérea al programa económico en vigencia. El plenario de brigadieres en actividades realizo ayer una abierta y severa critica de la situación socioeconómica nacional que incluyo censuras a la actual conducción económica por la ineficacia de las medidas adoptadas. El comandante en jefe de la fuerza Aérea, brigadier

general Dozo, sostuvo que “callar sería convalidar errores que pueden sentar premiosas que conducirían a peligrosos fracasos en el futuro.

El Clarín, 19 de junio de 1982

Las generaciones futuras me juzgaran”, expresó Galtieri ayer, al referirse a la gestión de gobierno que realizó durante casi seis meses en especial al papel que desempeñó en el conflicto bélico con Gran Bretaña por las islas Malvinas. En la última actividad que realizó en la víspera en la Casa Rosada, el ex presidente se trasladó hasta la sala de periodistas para despedirse de los cronistas acreditados en ese medio.

El Clarín, 19 de junio de 1982

Alfonsín pide una transición civil. El presidente del Movimiento de Renovación y Cambio de la Unión Civil hacia la democracia”, pero al mismo tiempo se mostró escéptico al opinar que “parece que todo lo que pasó no será suficiente para recuperar la sensatez y superar la irracionalidad, la torpeza y la aventura”. En un documento, Alfonsín señaló que “el gobierno se ha ido, ahora el régimen debe terminar”, y sostuvo que “el futuro de la Argentina no puede estar atado al escalafón de las Fuerzas Armadas, el país agregado no puede soportar más conducciones incapaces, llevan a la destrucción”. “Debe saberse, advirtió, que con algún retoque a la economía no se saldrá adelante. “Qué no se hagan ilusiones quienes ahora están dirigiendo el país. No es con cambios de nombres, enfatizó, que se va a revertir el estado de una sociedad que se encuentran al borde de la disolución”. “Que no se pretendan descubrir quienes hoy delatan el poder, remarco luego que en sus manos va a quedar encerrada la voluntad de los argentinos. Ya hemos tenido suficientes salvadores de la patria”. Los Hombres de la Democracia Argentina, concluyó no renuncian a ningún derecho territorial. Para ello comienzan afirmando la soberanía popular. Hemos sido testigos de todo tipo de aventuras.

El Clarín, 19 de junio de 1982

La posición de la EE.UU. Washington. El secretario de Estado, Alexander Haig, reveló hoy que Estados Unidos considera “medidas extraordinarias” para reparar el daño hecho por la crisis de las Malvinas y llamo a una solución que contemple tanto los intereses de su país y

América Latina, como los de Gran Bretaña. Admitió Haig que las relaciones fueron afectadas por el apoyo norteamericano al Reino Unido en el conflicto, pero estimo que “ese daño no es irreparable”. “Incluso, agrego, puede ser incentivo para tomar medidas extraordinarias no solo para reparar el daño sino para mejorar en general nuestras relaciones con América Latina.

El Clarín, 20 de junio de 1982

“Seguiremos postulando la defensa de nuestra soberanía en las islas Malvinas, en todos los foros de interés, repitiendo incansablemente somos los verdaderos propietarios, los verdaderos soberanos de estas tierras”, dijo ayer el comandante en jefe del Ejército, teniente general Cristino Nicolaidis, al despedir a soldados que combatieron en Puerto Darwin y Ganso Verde. Nicolaidis en su alocución señaló más adelante que ese hito importante, bien marcado, bien jalonado por la sangre del soldado argentino, ha de servir, indudablemente, para que en un plazo determinado se acredite definitivamente el derecho que nos corresponde sobre las islas.

El Clarín, 21 de junio de 1982

Luxemburgo, 20. Los diez países que integran la Comunidad Económica Europea (CEE) decidieron hoy levantar las sanciones comerciales impuestas a la Argentina desde el 17 de abril pasado aunque condicionaron su actitud a que no se reanuden los combates en el Atlántico sur, se informo aquí. La noticia fue proporcionada por el presidente del Consejo de Ministros de la CEE y canciller de Bélgica, Leo Tindemans. A su vez el titular de Relaciones Exteriores de Francia, Claude Cheysson, dijo que mañana lunes se difundiría un “detallado informe de la reunión realizada hoy por los ministros”. Cheysson agrego que persiste la prohibición de la venta de equipos militares a la Argentina, hasta tanto no exista un estado jurídico de paz entre Londres y Buenos Aires. Según voceros de la delegación británica, el levantamiento de las sanciones se voto luego que Francia y Alemania Federal argumentaron que con la conclusión de los enfrentamientos bélicos en las islas Malvinas, los objetivos del bloqueo ya estaban alcanzados.

El Clarín, 22 de junio de 1982

El Ejército ratificó anoche “su firme decisión” de que a partir de 1984 deberá iniciarse el camino hacia una solución concertada, institucional y democrática de la situación política que en el plano interno atraviesa el país. En tal sentido, un vocero autorizado del comando en jefe del Ejército salió al cruce, a última hora de ayer, de insistentes versiones relacionadas con la futura conducción política de la Nación y, además, consignaban que también esa arma propiciaba una determinada línea económica.

El Clarín, 23 de junio de 1982

El Ejército designó Presidente al General Bignone. Por decisión exclusiva del Ejército fue designado ayer Presidente de la Nación el general retirado Reynaldo Benito Antonio Bignone, quien asumirá el cargo el 1 de julio próximo. Las fuerzas aérea y la Armada anunciaron, por su parte, que se apartan de la conducción del Proceso de Reconstrucción Nacional. Estos hechos confirmaron las profundas divergencias que se manifestaron en la Junta militar para la elección del sucesor del general Galtieri, retirado a raíz de la crisis de las Malvinas. Antes de anunciar la ruptura, las tres fuerzas anunciaron que el próximo gobierno será de transición y que concluirá “con la plena institucionalización del país en los primeros meses de 1984”.

El Clarín, 23 de junio de 1982

El general de división Reynaldo Benito Antonio Bignone, designado ayer por el Ejército, presidente de la Nación, desempeñó importantes cargos dentro del arma durante la etapa inicial del Proceso de Reorganización Nacional, abierto en 1976, hasta su retiro en diciembre pasado. Fue secretario general de esa fuerza durante la administración del ex presidente teniente general Jorge Rafael Videla y, como él, pertenece al arma de Infantería. Es necesario recordar, en tal sentido, que el general Bignone solicitó su retiro voluntario de la institución militar, junto con otros diez jefes de la más alta graduación, en diciembre último, cuando la Junta militar solicitó la renuncia del ex presidente Viola, en una crisis que culminó con la proyección del teniente general Leopoldo Fortunato Galtieri a la primera magistratura.

El Clarín, 24 de junio de 1982

Gobierno para los Kelpers. La señora Thatcher elevó su habitual tono, ayer plagado de momentos irónicos y fue por demás concluyente al responder a preguntas sobre el eventual restablecimiento de la soberanía argentina en los territorios insulares. La descartó de plano, señalando que en los diecisiete años de diálogos entre Londres y Buenos Aires nunca había estado en discusión la transferencia de la administración de las islas. “Nosotros discutimos el futuro de las Falkland” enfatizó la premier británico aunque luego no dejó de abogar sin dar claras explicaciones sobre la forma de hacerlo, “por una relación amigable con la Argentina”. Ante un gran cantidad de periodistas presentes en la sala especialmente acondicionada dentro del edificio de la ONU, M. Thatcher insistió en un momento de su conferencia en que si será materia opinable la autonomía gubernativa en las Islas Malvinas. Recordó, al respecto, que Gran Bretaña ha posibilitado esa condición a cuarenta y cinco países que alguna vez estuvieron bajo dominación colonial inglesa y que hoy según puntualizó aprovechando el escenario de sus palabras, están integrando la Organización de las Naciones Unidas. “Corresponde a los propios habitantes de las islas decir cuando desean su independencia”, señaló, tras haber proclamado “los beneficios” que a su juicio habían disfrutado los Kelpers desde 1833. “La gente de las Falkland, dijo han tenido libertad, justicia y autodeterminación y esos atributos han vuelto a ellos.

El Clarín, 25 de junio de 1982

El peronismo reclamó elección en julio de 1983. El consejo Nacional Justicialista y las 62 Organizaciones reclamaron elecciones para julio del año próximo y la inmediata vigencia del estado de derecho. La corriente Armonizadora Justicialista, que orienta Julio Romero, formuló una exhortación a la prudencia y a la reflexión. Un pronunciamiento socialista pide la inmediata convocatoria electoral. [...] Las otras demandas formuladas por el movimiento justicialista son:

Vuelta inmediata al estado de derecho y el cese del estado de sitio y toda excepcionalidad jurídica.

Inmediato levantamiento de la veda política, gremial, empresarial y cultural.

Devolución de los sindicatos a sus legítimos representantes al 24 de marzo de 1976 y de las obras sociales a los trabajadores.

Un programa mínimo para la emergencia de tipo socio económico, que revierta en 180 grados la parálisis que afecta el aparato productivo de la República.

Consulta a los partidos políticos, fuerzas gremiales y sectores representativos, sobre el camino futuro de la Nación y libertad de todos los detenidos políticos y gremiales.

El Clarín, 27 de junio de 1982

Un total de 577 soldados argentinos capturados por los británicos en las Malvinas arribaron ayer a la madrugada a Puerto Madryn. [...] La cifra de soldados que regresaron al continente, aproximada por falta de información oficial, ascendería a 8.833, tomando como referencia los viajes de los buques antes citados. Deben agregarse a éstos un número indeterminados de efectivos que volvió del archipiélago a bordo de aviones Hercules y Fokker 28 que establecieron un limitado puente aéreo desde Río Gallegos.

El Clarín, 27 de junio de 1982

Un sacerdote estima en 1.200 las bajas argentinas. Las bajas argentinas en la guerra de las Malvinas ascenderían a 1.200 entre muertos y heridos, muchos de ellos a manos de los gurjas, estimó el capellán castrense Vicente Martínez, en Comodoro Rivadavia, según un despacho de AFP. El presbítero, que permaneció con las tropas argentinas en las islas durante el enfrentamiento bélico, considero que la mayoría de esas bajas se produjo en los cruentos combates librados entre efectivos argentinos y los combates británicos desembarcados en la isla Soledad. El padre Martínez reveló en declaraciones periodísticas que los mercenarios nepaleses gurjas decapitaron a casi medio centenar de soldados argentinos. En cuanto a la actitud de los nativos malvinenses, los “kelpers”, el capellán afirmó que jamás demostraron ser amigos de los argentinos”. El religioso añadió que los malvinenses “suministraron a los británicos datos sobre campos y playas minadas, los cobijaron en sus estancias y hasta se dio el caso de un mujer, en Puerto Darwin, que señalaba con balizas las posiciones argentinas a los aviones ingleses.

El Clarín, 28 de junio de 1982

El general Llamil Reston, comandante del IV Cuerpo de Ejército será ministro del Interior, y el embajador en Venezuela, Juan Aguirre Lanari, canciller del gobierno de transición que encabezara el general Reynaldo Bignone, a partir del 1° de julio. Se realizaron contactos con el economista José María Dagnino Pastore.

El Clarín, 28 de junio de 1982

Santa Fe. El país ha redescubierto su identidad nacional; ha visto que su nostalgia europeísta no era más que un sueño inconsistente, recobro su integración latinoamericana, descubrió amigos a medias, y hasta conocido la traición y el juego sucio. El arzobispo de Santa Fe, monseñor Vicente Zarpe, vertió estos y otros conceptos igualmente significativos en su homilía de los domingos que difunde una emisora local.

El Clarín, 29 de junio de 1982: El presidente completo su equipo de gabinete ministerial. Llamil Reston ocupará la cartera de Interior, mientras que José Dagnino Pastore será el ministro de Economía. Adolfo Navajas Artaza se desempeñará al frente de Acción Social y Hector Villaveiran y Adolfo Battaglia lo harán en Trabajo y Defensa, respectivamente. La Cancillería, como se adelantó, será atendida por Juan Aguirre Lanari.

Adolfo Navajas Artaza: acción social. Conrado Bauer: Obras Públicas. Cayetano Licciardo: educación. Horacio Rodríguez Castells: salud pública. Jaime Lucas Lennox: justicia. José Dagnino Pastore: economía. Llamil Reston: Interior. Juan Aguirre Lanari: relaciones exteriores.

El Clarín, 30 de junio de 1982

Menéndez, detenido en un buque británico. Londres, el general de brigada Mario Benjamín Menéndez y otros 16 jefes militares de alta graduación de las fuerzas argentinas, se encuentran a bordo del transbordador británico "Sir Edmund", que se encuentra anclado en Port Stanley (Puerto Argentina) según informó ayer "the Daily Telegraph", en Londres. El buque se halla anclado desde hace ya varios días en ese puerto y la fuente informante señaló que varios oficiales argentinos pidieron al mando británico el traslado a África del Sur o a otros países sudamericanos. El diario inglés añade que "los prisioneros (argentinos) reciben buen trato y hay un clima apacible entre ellos y las fuerzas británicas, en especial, entre los 30 o 40 argentinos que trabajan con los ingenieros militares de Gran Bretaña para localizar y neutralizar las minas terrestres colocadas durante la ocupación argentina.

El Clarín, 30 de junio de 1982

Naciones Unidas. La cuestion de las islas Malvinas se encuentran en manos de la primera ministra britanica, M. Thatcher. No se estan realizando negociaciones dentro del marco de las Naciones Unidas, expreso ayer el secretario general de este alto organismo, Javier Pérez de Cuellar. Esta mencion, de que caso “se encuentran en manos” de la premier inglesa traslada claramente la carga hacia Londres que ya ha dicho que no desea negociar.

Annexe 6

Extraits littéraires

Sévestre Hélène, *Les îles Malouines*, Paris, Imprimerie Nationale, 1989.

Mouton mérinos, c'est le seul bétail que comptent les îles Soledad et de Gran Malvina qui sont les deux plus grandes îles.

Page 230 : Depuis 1833, plaintes missives par lesquelles l'Argentine proteste contre l'occupation anglaise et qui, si elles sont renouvelées périodiquement suffisent à préserver le droit de l'état lésé. Mais justement il y a eu des coupures !, pinaille l'Angleterre. De 1950 à 1884, le gouvernement argentin est resté silencieux, du fait de la guerre, l'Argentine, le Brésil et de l'Uruguay contre le Paraguay.

José Fernandez, *Martín Fierro ou les îles Malouines*.

Page 235 : en 1946, l'Argentine a conservé des esclaves bien après l'indépendance des provinces de Rio de la Plata.

Page 236 : Pour les Argentins, les Malouines sont un anachronisme colonial.

Page 237 : L'Argentine refuse à ces colons (considérés comme temporaire alors qu'ils sont présents depuis le XIXème siècle ! ! !), le droit que possèdent tous les peuples à disposer d'eux même. Ils répondent " il y a 2 poids, 2 mesures " et en cela elle a raison.

La sapinette : la boisson malouine meilleure que la bière.

Planchar Roger, *La guerre du bout du monde*, Denoël, Paris, 1983, 204 pages.

Planchar Roger, capitaine de la Royal Navy, fait revivre les péripéties souvent inconnues, de la bataille sur mer, sur terre et dans les airs, et commente en expert les enjeux en cause, ainsi que les conclusions qu'il faut tirer au conflit occidental le plus sanglant depuis 40 ans.

Page 12 : 4 pays au moins attribuent le mérite de la découverte des îles Falkland à des navigateurs nationaux ou ayant navigué à leur service :

Le Portugal: Amerigo Vespucci en 1502.

· L'Espagne : la nef Incognita qui faisait partie de la flotte de l'évêque de la Plaisance en 1540, mais les îles figurent sur des cartes nautiques dès 1522, 1529, 1536, 1541, elles ont les noms de San Anton, Sanson, de los Patos ou de los Leones.

La Grande-Bretagne avec John Davies (navigateur) à bord du Désiré en 1591.

· En 1594, Sir Richard Hawkins, les baptisa Hawkin's Maiden-land en l'honneur de la reine Elisabeth I et en mémoire à sa perpétuelle chasteté, mais en 1650 : le capitaine John Strong, baptise le détroit entre les deux grandes îles de Falkland Sound, en l'honneur du Vicomte Falkland, alors 1er lord de l'Amirauté.

Pays-Bas, le 24 janvier 1600, le vaisseau Globe du capitaine hollandais Sebald de Weert y fait également une escale et nomme les îles Sebaldijnen Eilanden (Sébaldives- Sébaldivas).

La carte la plus vieille attestant de l'existence de ses îles, est une carte turque de 1513, de l'amiral Piri Reis.

Page 14 : Louis Antoine de Bougainville fonde le 5 avril 1764, le 1^{er} établissement sur l'archipel. Port Louis sur l'île orientale compte environ 130 habitants originaires de St Malo (d'où le nom des Malouines).

En 1765, les Anglais et John Byron, (qui est le grand-père du poète) fonde l'établissement de Port Egmont sur l'île Sounders.

Le 8 janvier 1766, installation d'une garnison militaire, dont John McBride est le commandant, pendant deux ans les Anglais et les français ne savent pas qu'ils sont ensemble...

L'Espagne : Bulle du pape Alexandre VI (Borgia) du 2 mai 1493: toutes les nouvelles terres à 100 lieues des Açores.

Traité Luso espagnol de Tordesillas du 7 juin 1494 qui porta cette distance à 370 lieues des Açores et du Cap Vert.

Les Français vendirent leurs établissements pour 24 000 livres, Port Louis devint Puerto de la Soledad et les Malouines. Le 1er gouverneur espagnol fut Felipe Ruiz Puente.

En 1770, les Anglais sont chassés par les Espagnols de Port Egmont, grâce aux 1400 hommes de renfort de Buenos Aires, commandés par Juan Ignacio de Madariaga.

Londres menace alors d'une guerre, ils obtiennent le droit de garder un établissement mais ils abandonnent Port Egmont en 1774, car ce n'est pas rentable.

Page 15 : Les Malouines deviennent alors espagnoles jusqu'en 1811 au moment où l'Espagne est conquise par Napoléon, elle perdit toutes ces colonies américaines car elles se sont révoltées, par ordre d'évacuation et d'abandon, pendant ce temps, les Provinces du Rio de la Plata (future Argentine) accédèrent à leurs indépendances et affirmèrent avoir hérité de l'Espagne la souveraineté des Malvinas, par conséquent le 1er gouverneur argentin fut nommé

en 1919 et sa petite garnison prit des quartiers en 1820. Le premier gouverneur Louis Vernet, reçut des droits exclusifs de pêche, mais en 1831, 3 schooners anglais pêchent dans les eaux des Falkland, ce qui provoquent de graves incidents. Un nouveau gouverneur, Jean Mestivier, fut nommé par Buenos Aires, mais il fut assassiné un an plus tard au cours d'une mutinerie de garnison. Le moment fut jugé propice par la Grande-Bretagne pour intervenir à nouveau. En 1833, le *HMS Clio* de la Royal Navy reprit possession des îles et expulsa manu militari, mais sans violences toutefois, les 50 soldats argentins de la garnison. Port Soledad fut abandonné pour Port Stanley.

Depuis, et jusqu'en avril 1982, l'union Jack n'a cessé de flotter sur les îles Falkland.

Pour être complet, il convient aussi de signaler la visite de Darwin, débarqué du *HMS Beagle* pour étudier la faune des Falkland, en 1833. Un autre accident anglo-américain, se déroula en 1949. La ruée vers l'or dans l'ouest américain fit que de nombreux navires à bannière étoilée firent escale à Port Stanley pour réapprovisionner en eau douce, en vivres, ou effectuer des réparations avant d'affronter le cap Horn et de faire route pour la Californie. Au cours d'une de ces périodes de réparations, les capitaines des navires Hudson et Washington furent arrêtés et poursuivis pour maraude et pour avoir, entre autres, tué un grand nombre d'agneaux appartenant aux insulaires. Une fois de plus, une corvette américaine fut envoyée au secours de ses ressortissants et c'est sous la menace de canons de 32 livres du *USS Germantown*, pointés sur les fenêtres du palais de justice de Port Stanley, que le juge condamna symboliquement les deux capitaines à une amende d'une livre pour chacun des 22 agneaux immolés.

C'est en 1852, que la Falkland Island Compagny introduit les 46 premiers moutons de la race cheviot. Actuellement cette compagnie possède non seulement la moitié des terres aux Falkland, mais aussi des hangars où sont entreposées les laines après la tonte du printemps, ainsi que les navires qui transportent cette marchandise en Grande-Bretagne, de même que le marché ouvert où se déroule la vente. Le cheptel ovin compte en 1982 de 650 000 à 700 000 têtes.[...] ajoutons qu'elles reçurent le statut de colonie de la couronne en 1892.

Cet archipel fut aussi le théâtre d'une des grandes batailles navales de la première Guerre Mondiale. C'est en effet le 8 décembre 1914 que l'amiral Sir Frédéric Sturdee, qui coïncidence historique, avait hissé sa marque à bord du croiseur-cuirasé *Invincible*, vengea la défaite de *Coronel* et la mort de l'amiral Cradock, le 30 octobre précédent, en écrasant l'escadre de la Keizerliche Marine Amiral comte Maximilien von Spee.

page 17: Il semble donc que l'argumentation britannique, fondée sur l'histoire, soit bien plus charpentée que celle des Argentins. Cet archipel "inventé" par les Anglais en 1592, et depuis

toujours occupé, sinon revendiqué, est une terre britannique selon l'histoire. L'abandon de fait par l'Espagne en 1811 ne fait que confirmer la thèse de Londres. De plus la population est britannique de sang et de convictions.

Les Argentins n'ont pour eux que le mince espoir de se voir reconnaître "l'héritage espagnol", mais aussi le fait que l'archipel se trouve effectivement sur le plateau continental argentin. Nous savons déjà que ce fait indéniable n'est pourtant pas suffisant pour justifier un changement de souveraineté. Cette faiblesse d'argument n'a cependant pas empêché l'Argentine de continuer, plus ou moins violemment selon les époques, à revendiquer les Malvinas. La Grande-Bretagne forte de son bon droit, a toujours imperturbablement continué à affirmer qu'elle n'avait aucune intention de céder les îles à qui que ce soit, contre le gré de ses habitants. En effet, les Kelpers, dont le nombre étaient de 2 392 en 1931 est tombé à 1830 en 1982, sont en écrasante majorité d'origine britannique (Ecosais, Irlandais, Gallois). Ils ont toujours fait montre d'un attachement indéfectible au Royaume-Uni, même si, dans la vie courante, ils dépendaient pratiquement de l'Argentine pour leur ravitaillement, les communications, les soins de santé, etc....

En 1964, les Argentins portent ce différend devant les Nations-Unies. Une résolution de l'assemblée générale de l'Onu demande en 1965 aux parties d'engager des pourparlers en vue d'aboutir à une solution équitable. Les négociations, une fois engagées, traînent en longueur et prennent même en 1973 une tournure critique, suite à l'envoi dans l'archipel d'une équipe de recherches off shore britannique sous la conduite de Lord Shackleton, fils de l'explorateur enterré en Géorgie du Sud. La tension monte à Buenos Aires et le journal "Cronica popular demande à Isabel Peron d'ordonner l'invasion des Malvinas : cette publication se fait fort de réunir aussitôt 20 000 volontaires pour cette reconquête.

A Londres, on prête une grande attention à toute cette effervescence, sans toutefois prendre des mesures militaires spéciales. Au contraire, la Marine Royale ne dispose plus aux Falkland, que d'un navire de recherches océanographiques, peint en rouge, le HMS Shackleton, qui sert à la fois de navire garde-côte et de soutiens aux expéditions antarctiques.

Au cours d'une sortie de routine, au début Février 1976, ce navire est arraisonné par un destroyer argentin, l'Amirante Storni qui tire quelques obus devant l'étrave du navire anglais, et lui intime l'ordre de stopper. Le capitaine anglais s'en tire en bluffant et en prétendant qu'il transporte une cargaison importante d'explosifs dangereux et rentre à Port Stanley, sans plus se préoccuper du navire argentin. Les raisons de cet incident sont encore obscures, mais on suppose que le capitaine Argentin a voulu mettre en pratique la thèse de ses chefs, selon laquelle la Grande-Bretagne n'avait pas le droit de procéder à des recherches fusent-elles

seulement océanographiques, dans les eaux des Falkland, et pensait probablement que le chef de la mission scientifique, Lord Shackleton se trouvait à bord.

La même année, l'Argentine rappelle son ambassadeur à Londres, déclare *persona non grata* l'ambassadeur britannique à Buenos Aires et le renvoie chez lui. Une vague odeur de pétrole, émanant des recherches off shore au large des îles et dans l'Antarctique ne fait que raidir les positions.

Malgré tout, en 1978, les pourparlers connaissent un nouveau départ et les relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs sont rétablies en 1979. La Grande-Bretagne désireuse d'arrondir les angles et de tirer la chose au clair, soumet alors par référendum trois projets de solution aux habitants des Falkland:

- passage pur et simple sous souveraineté argentine, ou
- mise en place d'un condominium au sein duquel l'Argentine et la Grande-Bretagne, se partageraient la gestion des îles, ou
- un accord de location, où, après avoir reconnu la souveraineté de l'Argentine, la Grande-Bretagne prendrait location de l'archipel pour une durée déterminée de 99 à 999 ans.

Ces propositions furent rejetées en bloc par les Kelpers, de telle sorte que la Grande-Bretagne, possédant ainsi un argument de plus, se vit obliger de défendre ces sujets inconditionnels de la Couronne avec encore plus de vigueur.

Au début de l'année 1982, excédée par l'inutilité du tapis vert, l'Argentine avertit la Grande-Bretagne que, par la force des choses, le recours à des arguments "d'une autre espèce", ne serait plus à exclure. On ne pouvait être plus clair, mais la Royal Navy aux Falkland ne fut pas renforcée d'un seul matelot (Me Thatcher a bien prétendu après coup qu'un sous marin nucléaire d'attaque était assigné en permanence à poste dans cette région. Ceci ne fut en fait qu'une figure de style, ne reposant sur aucune réalité). [...]

L'erreur du général Galtieri fut sans doute de penser que la diplomatie de la canonnière payait encore et que la Grande-Bretagne serait dans l'impossibilité matérielle de réagir autrement que verbalement devant une puissante démonstration de force.

L'erreur des Britanniques fut de mal apprécier l'ampleur de la menace et de laisser les îles pour ainsi dire désarmées. Leur grand mérite, en revanche, fut de réagir promptement et efficacement pour défendre ce principe déjà par trop bafoué, et ce, au prix de la vie de 255 de ses meilleurs soldats.

Chapitre II: " Il n'est pas exclu que l'Angleterre soit en guerre de facto dans un jour ou deux. Notre ministre de la défense devra dans un délai très court, mettre un terme aux provocations

argentines". Déclaration du 28 mars 1982 du député David Godent devant la chambre des Communes.

Page 21 : Récit d'infiltration de la Géorgie du Sud par 3 navigateurs français, Olivier Gouon, Michel Roger, et Serge Briez. A cause d'une pénurie, ils arrivent le 14 mars à Grytviken mais les fonctionnaires de St Martin ne sont pas accueillant, ils vont alors à Leith. Là se trouvent beaucoup de civils argentins, qui font parti d'un établissement de démolition "la Montelmec" présent depuis le 17 mars. Mais il y a le navire "Bahia Bueno Suceso", qui est un navire qui appartient à la marine nationale argentine.

Page 23 : Stephen Martin avise le gouverneur de Port Stanley de la présence des argentins, il demande un détachement de Royal Marine pour rétablir l'ordre dans l'île. Le 25 mars, le Bahia Paraiso débarque un commando de la marine commandé par Astiz (il est appelé par les civils : "le capitaine la mort ou Dillinger"), ils débarquent du matériel, des vivres et des munitions pour soutenir un siège d'au moins un an.

Page 24 : A Londres, la situation est fort grave car on sent l'imminence d'une attaque. On réunit les ministres et les chefs d'état major des armées, mais Lord Carrington (ministre des Affaires étrangères) est en Israël, de même que John Nott (ministre de la Défense) est en Nouvelle Zélande. Ils prennent la décision d'envoyer un corps expéditionnaire, dont le départ est prévu pour le 5 avril, dont notamment le sous-marin nucléaire d'attaque *HMS Sparta*, qui a reçu l'ordre d'appareiller de Gibraltar et de faire route vers le sud.

Le 2 avril, c'est le débarquement des troupes argentines: c'est une puissante armada groupée autour du porte-avions *Veinticinco de Mayo* et des destroyers *Santissima Trinidad* et *Hercules*.

Page 25 : Des frégates Drummond et Granville, pour le transport des troupes (navire populaire), capitulation du gouverneur, car dès le 1er jour, 2500 soldats argentins puis 7500 hommes, les 83 Royal Marines sont prisonniers, ils sont embarqués pour Montevideo en Uruguay, de même que le gouverneur Sir Rex Hunt.

Le 2 avril, en Géorgie du Sud qui devient l'Isla San Pedro, on procède à une cérémonie où l'on chante l'hymne national argentin. La nouvelle de la prise de possession de l'île est signalée par la radio à Buenos Aires.

Grytviken, le 3 avril à 10h30, le Bahia Paraiso envoie un message radio à la base scientifique britannique : suite à notre opération réussie aux Malvinas, l'ex-gouverneur a rendu les îles et leurs dépendances à l'Argentine. Nous vous suggérons d'adopter une attitude semblable afin d'éviter toute effusion de sang inutile. Stephen Martin et le lieutenant Keith Mills refusent l'ultimatum, ils mettent les marines en alerte. Après deux heures de combat, les 21 marines du

lieutenant Mills sont forcés de se rendre et sont faits prisonniers, ils sont alors envoyés en Argentine. Mais il y a 4 morts parmi les Argentins et 15 blessés.

Les 3 français sont témoins de cela, ils remettent au Quay d'Orsay des films et des photos.

Page 32 : Depuis 1976, environ 10 argentins occupent une station météo sur l'île de Thules, dans les Sandwich du Sud, l'archipel est déclarée possession argentine le 3 avril 1982.

Le 7 avril, à Port Stanley, la cérémonie de prestation de serment du général Mario Benjamin Menendez devint le gouverneur de la 23ème province argentine.

Prise de mesure :

- conduite à droite.
- le peso.
- timbre.
- espagnol.
- couvre-feu.

Page 34 : La réaction britannique fut rapide, puissante et efficace. Elle a indubitablement surpris les Argentins et aussi de nombreux observateurs étrangers qui ne tenaient pas pour possible un tel sursaut de la Grande-Bretagne.

En septembre 1981 : Indépendance de Belize.

Page 35 : Réaction britannique du 2 au 22 avril 82.

La situation sociale argentine fort dégradée a poussé à détourner l'attention du peuple des questions sociales en lui offrant un autre motif pour manifester son union, le dernier objectif est atteint mais malheureusement pour la Junte pour un temps très court. La réaction britannique fut rapide, puissante et efficace.

Les relations diplomatiques sont aussitôt rompues.

Page 36: Au même instant, l'ambassadeur britannique à l'Onu est chargé de demander la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité.

Le gouvernement Thatcher fait feu de toute part, les avoirs argentins en Grande-Bretagne sont gelés (environ 1,5 milliard de dollars). Toutes livraisons d'armes à l'agresseur sont bien entendues arrêtées. La R.F.A., la France, la Suisse en font autant. L'Autriche sursoit à l'envoi de 27 chars d'assaut destinés à l'armée de Galtieri.

Les 15 pays de l'Otan sont contactés en vue d'obtenir leur soutien. La Communauté européenne, approchée elle aussi, accorde son appui à la Grande-Bretagne en participant aussitôt malgré les réticences italiennes, au blocus économique de l'Argentine, sans toutefois passer au blocus financier.

La Nouvelle-Zélande rompt les relations diplomatiques avec Buenos Aires. L'Australie rappelle son ambassadeur en "consultation". Bien que soutenant unanimement la Grande-Bretagne, l'Otan se déclare incompétent puisque le litige se situe en dehors des zones géographiques du traité de l'Atlantique Nord.

Le Mexique condamne l'intervention armée argentine.

Le président Reagan est pris entre deux feux: la Grande-Bretagne est alliée des Etats-Unis dans le cadre de l'Otan et l'Argentine ne l'est pas moins dans le cadre de l'OEA (Organisation des états américains). Il tente d'intervenir auprès des deux gouvernements et leur demande instamment de mettre au plus tôt un terme à cette dispute, en offrant la médiation des Etats-Unis.

L'Argentine, de plus en plus isolée diplomatiquement tente de regrouper autour d'elle ses amis de l'OEA: la plupart des membres de cette association lui sont en effet favorables mais ils restent fort réticents, le Pérou et le Venezuela exceptés, lorsqu'il s'agit d'approuver ouvertement l'intervention militaire.

Page 37: Aux Communes, les conservateurs et les travaillistes sont réunis dans un même élan patriotique. Les députés interpellent le gouvernement, l'accusent de ne pas avoir pris à temps des mesures militaires adéquates et exigent la plus grande fermeté dans la riposte. A grands cris, la démission de Mme Thatcher, de Lord Carrington et de ses adjoints aux affaires étrangères, MM. Humphrey Atkins pour l'Europe et Richard Luce pour l'Amérique, ainsi que celle de John Nott, ministre de la Défense, sont réclamées par les députés survoltés. Ils leur reprochent, entre autres, de ne pas avoir prévu à temps cette invasion des Argentins et aussi d'avoir trop sacrifié l'armement conventionnel de la Royal Navy au profit du déterrent nucléaire et du programme des fusées Trident.

Ce même samedi 3 avril, dans la soirée, le conseil de sécurité des Nations unies approuve la résolution présentée par la Grande-Bretagne par dix voix contre une (celle du Panama) et de quatre abstentions (dont l'URSS et l'Espagne). Cette résolution n°502 exige le retrait immédiat de toutes les forces armées argentines des îles Malouines et appelle les gouvernements britannique et argentin à rechercher sans délai une solution.

Cette résolution du conseil de sécurité constitue une complète défaite diplomatique pour l'Argentine, très déçue en outre par les votes positifs du Zaïre, de la Guyane, de l'Ouganda, de la Jordanie et du Togo appartenant tous au groupe des pays non alignés. L'amertume est plus grande encore devant l'abstention soviétique car les deux pays entretiennent depuis quelques années des relations fort suivies et la junte avait espéré un soutien plus décidé des Soviétiques à l'ONU. Dans ce cas particulier, nous pensons plutôt que le vote est intervenu trop vite pour

les Russes, traditionnellement très lents à prendre des décisions graves, puissent se concerter et définir leur attitude future: de là sans doute, leur abstention. Cela ne les empêchera pas toutefois d'aider l'Argentine, mais en coulisses, dans les semaines qui suivront.

Page 38 : L'abstention de l'Espagne, sœur en hispanité, n'est guère plus appréciée. Ce dernier pays s'est souvenu à temps que malgré l'épine de Gibraltar, il venait d'être admis à l'Otan et qu'il était candidat impatient à l'accès à la CEE, cela explique sa neutralité.

L'emploi de tous les procédés diplomatiques possibles ne semble pas suffisant pour M. Thatcher pour faire évacuer les troupes argentines : le gouvernement de la Grande-Bretagne décide d'envoyer une force d'intervention vers l'Atlantique Sud.

Lundi 5 avril, l'armada appareille des ports de Gibraltar et des ports sud anglais, soit environ 1500 marines et parachutistes. L'île de l'Ascension, est la base la plus proche des Falkland, à 3735 milles marins de Portsmouth et à 3150 milles marins de Port Stanley. Cette ville dispose d'un aérodrome qui peut recevoir de gros porteurs, notamment des "*Hercules*" et des bombardiers "*Vulcain*".

Les autres possibilités de base : facilités de la base navale de Simmonstown en Afrique du Sud (c'est la plus proche des Falkland).

La flotte en route, est composée d'environ 40 bâtiments, c'est la plus grande force navale mise sur pied par la Grande-Bretagne depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Page 42 :

Angleterre : pourquoi un si grand effort?

- refuser net le triomphe de la violence dans les revendications territoriales.
- défendre le droit des peuples à disposer d'eux même.
- faire honneur aux engagements pris et laver l'affront fait au drapeau.
- défendre une position stratégique importante en cas de fermeture du canal de Panama.
- défendre tout le potentiel national britannique de l'Atlantique sud, y compris l'Antarctique le plateau continental et la zone économique exclusive de ces îles ou régions.
- et à ceux qui parlent de colonialisme, demandons plutôt où se trouvent les populations colonisées? Sûrement pas les pingouins, ni les éléphants de mer, ni les moutons, car eux aussi sont de race britannique.

Page 43 : le 6 avril : lord Carriole donne sa démission, Sir Francis Pym le remplace. Mais la démission de John Mot est refusée par Margaret Thatcher.

De nombreux journalistes occidentaux ont qualifié l'affaire de "guerre d'opérette", de "guéguerre rétro", de "fantaisie dangereuse" ou de "reconquête de troupeaux de moutons".

Page 43 : Le 6 avril, aux affaires étrangères, la démission de Lord Carrington est remplacée par Sir Francis Pym, leader des conservateurs, et connu pour son opposition aux réductions des forces conventionnelles de la Royal Navy.

Après le 1^{er} départ de la flotte, il y a eu de nombreuses autres vagues, de navires de guerre et de navires marchands réquisitionnés, notamment pour le transport de troupes on réquisitionne le paquebot de luxe *Canberra* (environ 2500 hommes), *Queen Elisabeth II* : 3500 hommes.

Page 45 : Le peuple Argentin qui a bien vite oublié les coups de feu tirés sur lui par la police, moins de 15 jours crie sa joie devant le succès de la reconquête des islas Malvinas y Atlantico. Le sentiment nationaliste est à son paroxysme à Buenos Aires.

Page 46 : Position anglaise, Mme Thatcher au général Haig : "Pas de concessions sur le principe de la souveraineté britannique dans l'état actuel des choses", "respect de la résolution 502 du conseil de sécurité des nations unis, ordonnant le retrait immédiat des troupes argentines, après seulement la discussion pourra reprendre".

Les propositions :

- Le Pérou propose de mettre les Falkland sous le contrôle de l'OEA et l'Espagne propose une gestion commune des Etats-Unis, de l'Argentine et de la Grande-Bretagne. Le Général Galtieri atteint l'extrême de ses concessions et accepterait de faire évacuer ses troupes à conditions que Londres retire la Navy et reconnaisse la souveraineté argentine.

Le lundi 12 avril à 4 heures GMT, c'est le moment choisi par Londres pour décréter le blocus maritime dans un rayon de 200 milles (370 km) autour de l'archipel, tout navire argentin surpris dans cette zone est susceptible d'être coulé sans avertissement.

Page 47 : L'amiral argentin retire ses principaux bateaux, il ne laisse que quelques patrouilleurs à Port Stanley. Le 24 avril : signal d'arrivée de la Royal Navy. Les Argentins ont porté par voie aérienne, (car le blocus aérien ne sera mis en place qu'après) leurs effectifs à plus de 10 000 hommes, ces troupes fortifient les îles et creusent des abris.

Page 50 : Le 22 avril, voit la visite éclair du général Galtieri à Port Stanley, qu'il rebaptise Puerto Argentino.

Page 51 : Les garnisons argentines avaient été évaluées par les services de l'intelligence britannique à plus de 10 000 hommes aux îles Falkland et seulement 140 en Géorgie du Sud. Cette différence de moyen semble montrer le désintérêt pour la Géorgie.

Page 52 : Le climat est inhospitalier, parfois des tempêtes, 11 sur l'échelle de Beaufort.

Page 52: L'union est toujours sacrée autour du drapeau mais, le 24 avril, Saul Ubaldini, secrétaire général de la confédération du travail fait remarquer que la Junte que le soutien des

travailleurs à la cause nationale aux Malvinas ne peut être en aucun cas, être considéré comme un aval de la politique sociale du gouvernement. C'est une première mise au point.

Page 54: La médiation américaine s'essouffle. L'Onu semble vouloir prendre le relais.

Page 55 : Les Britanniques profitent pour reconquérir la Géorgie du Sud. Les troupes argentines commandées par un commandant local se rendent sans avoir combattu. A Grytviken, les marines ont fait 134 prisonniers, soient 50 soldats, et 84 marins du Santa Fé. Dont le capitaine de frégate Astiz, le "bourreau de Cordoba" recherché par plusieurs gouvernements européens. La Suède pour le viol et le meurtre de Dagmar Hagelin (17 ans en janvier 77). La France pour les sœurs Alice Dormon et Renée-Léonie Duquet, enlevées sur la place du 8 mai en décembre 1977.

Les "agies": sobriquet donné aux argentins par les britanniques.

Page 57 : Deux jours plus tard l'Argentine reconnaît la perte de la Géorgie du Sud. L'Argentine se déclare alors agressée par la Grande-Bretagne et donc en état de guerre de facto. La junte demande le secours de l'OEA.

Chapitre 5 : Avant le grand assaut du 25 avril au 5 mai 1982.

Page 61: phase 2: rendre effectif le blocus aérien et maritime, ce dernier est réussi mais le blocus aérien, ne l'est pas, les Argentins ont mis en place un pont aérien, les C-130 Hercules transportent environ 500 tonnes de ravitaillement par jour à Port Stanley. Cela du fait de la supériorité écrasante aérienne des Argentins.

Page 63 : Bombardement aérien : L'aéroport de Port Stanley reçoit 21 bombes de 500 kilos, le Vulcain a accompli sa mission. Pendant 3 heures, une attaque sur Goose Green où sont stationnés des avions légers. Aucune riposte argentine.

Page 64: Il n'y a aucune perte anglaise. Du côté argentin : 3 tués et 7 blessés, de même dans la population civile 11 falklandais tués et 17 blessés. Une reconnaissance aérienne démontre que la piste d'atterrissage n'a qu'un seul cratère de bombe, mais aucun C-130 Hercules n'a atterri.

-Planchar Roger, *La guerre du bout du monde*, Denoël, Paris, 1983, 204 pages.

Page 64: Le 2 mai : "le général Belgrano a été torpillé au large des côtes argentines, à 36 milles en dehors de la zone de guerre des 200 milles décrétés, torpillé par le *Conquerer*, sous-marin nucléaire. *Le Belgrano*: croiseur de 13 645 tonnes et ses deux destroyers d'escorte (L'Hipolito Bouchard et *le Piedra Buena*), il surpasse en puissance tous les navires britanniques, 15 pièces de 152 mm et 8 pièces de 127 mm, ainsi que 8 lance-missiles Sea-Cat. Le Commandant Wreford-Brown du *Conquerer*, demande ses instructions à l'amiral Woodward qui transmet directement au chef d'état major du cabinet de la défense au 10

Downing street. L'amiral Lewin émet l'avis de ne pas épargner le *Belgrano* et pense que l'adage "security first" s'impose. M. Thatcher et le cabinet de guerre donnent l'ordre de faire feu. Le *Général Belgrano*, nom de l'artisan de l'indépendance sud américaine, né à Buenos Aires en 1770. C'est le plus grand navire de guerre coulé dans le monde depuis la bataille navale de la mer du Japon en 1945. Les survivants, la première évaluation donne 125 survivants sur les 1042 hommes, mais au final, il y a 730 survivants, et 312 morts ou disparus, la décision de couler le *Belgrano*, signifie une escalade dans la conduite de la guerre par les britanniques (car au-delà des 200 milles annoncées).

Explication de M. Thatcher : crainte que le *Belgrano* fasse un carton dans les rangs de la royal navy et étendre le champ de la guerre... Donc ils n'ont pas hésité, le *Belgrano* était beaucoup trop dangereux.

Page 67: Autre perte pour l'Argentine, le patrouilleur *Comodoro Somellera*. Le 3 mai 1982, le *Queen Elisabeth II* est réquisitionné.

Page 69: Les super-étendard entrent en fonction : le 4 mai : 2 avions équipés de missiles Exocet touchent le *Sheffield* qui coule 10 jours plus tard. Bilan: 20 morts, 24 blessés.

Page 71: Le torpillage du *Belgrano* en dehors de la zone de blocus de 200 milles, fixée par Londres par conséquent directe de diminuer grandement, dans l'opinion mondiale, l'appui moral dont disposait la Grande-Bretagne. C'est donc maintenant devenu une vraie guerre, qui n'a plus rien d'une opérette et avec de nombreux morts.

Page 72: La perte du *Belgrano* a en Argentine un impact important qui dilue l'enthousiasme patriotique pour une guerre aux relents folkloriques, à la sud-américaine, pour le transformer en crainte, fureur et désir de vengeance. La destruction du *Sheffield* exauce ses vœux.

Page 73: Les alliés européens de la Grande-Bretagne ébranlés par le torpillage du *Belgrano*, commencent à se désunir de l'Irlande et est le premier des 10 à retirer son soutien à Londres.

Page 77: Au conseil de sécurité: M. Perez de Cuellar qui est chargé de la médiation. Soutien réservé des pays de la CEE, mais USA et l'Otan, soutien sans réserve.

Argentine est de plus en plus esseulée: le Pérou et le Venezuela sont les seuls pays de l'Amérique Latine qui sont prêts à aider par des actes concrets. Le général Cisteros, ministre de la défense au Pérou proclame que son pays aidera militairement l'Argentine si cette dernière le demande.

A Buenos Aires:

- situation sociale et économique est catastrophique. Le peso est dévalué de 17%, un dollar US équivaut à 14 000 peso. De plus, pays au bord de la faillite connaît des sanctions

économiques. Le peuple s'interroge et la ferveur patriotique reste le seul point d'union, les exploits des pilotes argentins.

- armée régulière : 170 000 hommes (total).

- armée de terre : 130 000 hommes.

- marine : 21 000 hommes.

- armée de l'air : 19 000 hommes.

Plus le rappel des 180 000 réservistes qui sont envoyés sur la côte atlantique.

A Buenos Aires, il y a une très nombreuse communauté anglaise, mais ils ne sont pas du tout inquiétés. Seuls 3 reporters sont molestés et retrouvés dans les faubourgs sans matériel et dépouillés de leurs vêtements.

Page 78: En Grande-Bretagne, c'est la guerre des journaux, le *Sun* conservateur charge contre le *Guardian* et le *Daily Mirror*.

Le 7 mai: la Grande-Bretagne élargit la zone de blocus maritime et aérien à 12 milles.

Le 11 mai: l'Argentine proteste et déclare que tout navire britannique rencontré dans l'Atlantique sud et faisant route vers les Falkland pourra être attaqué sans préavis. Le ministre britannique de la défense, M. Nott s'empresse alors de décréter une zone de surveillance de 100 milles.

Les deux parties s'interdisent mutuellement l'accès des eaux de l'Atlantique sud.

Le vendredi 14 mai, l'URSS sort de son mutisme pour rompre une lance en faveur de Buenos Aires (mais soutien mitigé, il donne la position des bateaux de la Navy), et donne un avertissement à Londres en déclarant illégales les zones d'exclusion décrétées par Londres.

Page 79: Diplomatie bloque sur :

- La reconnaissance préalable de souveraineté pour les Argentins.

- Et le retrait immédiat et contrôlé de troupes occupantes pour Londres.

Les 15 et 16 mai, réunion des Dix au Luxembourg décide de prolonger d'une semaine les sanctions contre l'Argentine mais l'Irlande et l'Italie refusent plus longtemps de participer aux sanctions. Pour l'Italie, cela s'explique par le fait d'une importante colonie italienne, soit 1.700.000 personnes vivant en Argentine mais qui votent en Italie. C'est un bon point pour les argentins car ils parviennent à désunir les Européens et la cohésion des 10.

Le 17 mai, c'est l'Otan qui réitère sa confiance.

Page 80: M. Costa Mendez, ministre des affaires étrangères apporte quelques espoirs aussitôt brisé par Galtieri.

Mme Thatcher déclare: 48 heures pour la diplomatie pour régler le problème, sinon recourt aux armes. Le 20 mai, l'amiral Woodward reçoit carte blanche pour entreprendre la conquête des Falklands, mais économique en vie humaine.

Page 83: Thatcher demande le 6 mai des avions cargos aux USA, Reagan refuse craignant une implication directe de militaires américains.

Page 85 : Le dimanche 9 mai: *Narwal* coule un bateau de pêche mais pense à un bateau espion.

Perte à la date du 9 mai : Argentins, 348 tués et disparus, 329 marins et 19 soldats et aviateurs, plus 150 prisonniers capturés en Géorgie du Sud (84 marins et 66 soldats), les Britanniques : 23 tués ou disparus, 20 marins et 3 aviateurs.

Page 95 : Du 21 au 27 mai 1982 :

Mme Thatcher a fait connaître à l'amiral Woodward qu'il avait le feu vert mais 3 conditions :

- épargner au maximum les vies humaines.
- si possible reprendre Port Stanley en 2 semaines.
- éviter tout bombardement des bases continentales argentines.

SAS: Special air service : unité spéciale de commandos opérant habituellement par voie aérienne.

Page 103 : les britanniques ont perdu 2 navires dans les attaques du 21 au 23 mai.

Le lundi 24 mai, les Argentins ne sont pas encore passés à la contre-attaque annoncée avec éclat par le général Galtieri depuis 3 jours. Cependant le général Lami Dozo pousse ses pilotes au combat et, sans répit, lance de nouvelles attaques sur la flotte de débarquement et les navires ancrés dans la baie de San Carlos et le détroit des Falkland.

Page 104 : Les Anglais affirment avoir détruit 1/3 de toute l'aviation de Lami Dozo (des mirages surtout). Les pertes anglaises s'élèvent à : 7 hélicoptères, 5 sea-harriers.

Page 105: Mardi 25 mai: destruction du destroyer *HMS Coventry* qui fait 21 morts. Destruction du porte-conteneur *Atlantic Conveyer* (12 morts), et de nombreuses pertes matérielles.

Le soir du 26 mai, le bilan anglais est de 99 tués, et de 401 argentins.

Page 106 : activités diplomatiques :

Le lundi 24 mai, les ministres des affaires étrangères de la CEE changent d'idée et décident de prolonger les sanctions économiques contre l'Argentine pour une durée déterminée, mais pas l'Irlande (cause= la situation en Ulster) et l'Italie.

L'Argentine proteste et retourne les mêmes sanctions. La cause du revirement de la CEE est dû à une meilleure entente intérieure (prix agricoles) et aussi en raison de l'opinion de ses

membres qu'il serait malséant d'abandonner la Grande-Bretagne alors que la crise atteint son point chaud.

Le Vatican : une proposition de médiation papale est refusée par l'Angleterre qui préfère attendre la reddition des troupes argentines pour de nouvelles négociations alors que Galtieri accepte. De plus, visite papale en Angleterre est prévu pour la semaine prochaine, le climat est tendu. Le pape annonce que si sa visite est malvenue et que les circonstances politiques l'exigent, le gouvernement britannique peut remettre sa visite.

Page 107 : Annonce officielle le 26 mai de la venue du pape du 28 mai au 2 juin, mais la visite sera essentiellement pastorale. Il rendra cependant visite à la reine Elisabeth II à Buckingham Palace, en sa qualité de chef de l'église anglicane. Le pape a aussi un voyage prévu en l'Argentine pour les 11 et 12 juin.

Onu : le conseil de sécurité donne mission au secrétaire général Perez de Cuellar d'entreprendre une nouvelle tentative de médiation, mais peu d'espoir, la mission est impossible, soit obtenir un cessez-le-feu dans les 7 jours.

Page 108 : USA : Le secrétaire d'état Alexander Haig se retire de toutes les négociations car son pays est ouvertement à la cause britannique.

Londres : même position de M Thatcher, pas de négociations sans reddition. De plus, elle annonce l'envoi de renfort de l'armée du Rhin, et des batteries de fusées antiaériennes Rapier. Astiz est transféré d'Ascension en Grande-Bretagne, suite à la déclaration d'un député tory selon lequel il aurait torturé des anglais.

Buenos Aires demande le 25 mai, la réunion du conseil de sécurité, et accuse l'Angleterre de ne pas vouloir négocier. Visite papale en Grande-Bretagne est jugée inopportune mais compensation par sa venue en Argentine le 11 et 12 juin.

Les relations entre la CEE et les Etats-Unis sont à leur niveau le plus bas.

Crainte d'une déstabilisation de la Junte et du régime.

Difficultés pour recevoir des armes (exocet) par le biais du Pérou et du Venezuela.

Le 27 mai, l'Argentine annonce qu'elle quitte le camp occidental et qu'elle assistera aux travaux de la prochaine conférence des pays non-alignés à Cuba, dès lors Fidel Castro fait ses premières approches vers la junte.

Page 112 : L'offensive du 27 mai au 13 juin 1982.

Le jeudi 27 mai les anglais commencent leur reconquête. Une attaque sous-marine est signalée contre la flotte britannique mais rien n'en découle. Jeudi 27, pendant la nuit, c'est la reconquête de Darwin pendant la nuit. Cependant la reprise de Goose Green est beaucoup plus meurtrière, de plus il y eut une polémique car les reporters avaient annoncé à la radio l'attaque

surprise, donc les argentins étaient préparés. Le bilan est de 250 morts et de 121 blessés du côté argentin et 17 morts, et 35 blessés du côté anglais.

Commentaire de l'auteur : "Il n'y a que 121 blessés argentins, c'est une proportion anormale si on compare ce chiffre avec le nombre de tués et qui semble démontrer l'efficacité des paras".

Page 116: M. Eric Goss, maire de Goose Green à M. Thatcher, le 3 juin une lettre de remerciements :

"Nous exprimons toute notre reconnaissance à votre égard ainsi qu'à vos conseillers pour la ténacité dont vous avez fait preuve. Que Dieu garde la reine!!! Eric Goss".

Page 124: "le vendredi 4 juin, une résolution est présentée par l'Espagne et le Panama au conseil de sécurité de l'Onu. Ce projet de résolution exige un cessez le feu immédiat sur les Malouines, sans pour autant demander expressément le retrait des troupes argentines. Comme prévu la Grande-Bretagne y oppose son veto, et à la surprise générale, Mme Kirpatrick, ambassadrice des USA à l'Onu aussi. Mais quelques minutes plus tard, elle demande à prendre la parole et annonce que le secrétaire d'état A Haig aurait préféré qu'elle s'abstienne, mais les instructions sont arrivées trop tard (fait historico-comique qui illustre les différences entre Haig et Kirpatrick)

Page 127: Mardi 9 juin :

Destruction du *Sir Galahad* et *Sir Tristram*, il y a environ 250 ou 300 tués anglais (chiffre anglais), l'Argentine compte 400 à 500 morts....

Page 130 : Astiz ne peut être extradé pour les crimes qu'il aurait commis dans son propre pays. La décision de le rapatrier est prise le 11 juin en accord avec la convention internationale et qu'elle libérera bientôt trois journalistes britanniques considérés comme espions : Simon Winchester (*Sunday Times*), Ian Mather et Tony Prime (*The Observer*) qui sont en prison.

Chapitre 9 : La victoire.

Page 137 : "Les îles Falkland sont à nouveau sous le gouvernement souhaité par leurs habitants. Dieu garde la reine!"

Le porte-parole de M Thatcher annonce au 10 Downing street, la reddition des forces argentines, le lundi 14 juin 1982 à 21 heures locales. Un accord conclu à 19 heures par le général Waters commandant adjoint des forces terrestres britanniques et le général -major Menendez, gouverneur des Malvinas et commandant en chef des troupes argentines d'occupations. Cessation des combats, négociations pour établir les modalités de la reddition complète et d'un retrait des troupes argentines.

Le général-major des marines John Jeremie Moore, commandant en chef des troupes terrestres envoie un message des Falkland à M Thatcher.

Page 138 : Guerre du 2 avril au 14 juin 1982, soit pendant 74 jours.

La population civile souffre beaucoup des bombardements notamment sur Port Stanley, c'est grâce d'ailleurs à l'épouse du directeur de la Falkland Islands Compagny, le docteur Alison Bleaney que les pourparlers ont pu avoir lieu entre les deux commandants, le 14 juin 82.

Page 140: Le dimanche 13, championnat mondial de football à Barcelone, défaite argentine contre Belges.

La croix rouge propose une zone neutre à Port Stanley où pourront se réfugier civils et soldats blessés des deux camps, mais cela ne devient possible que le 15 juin.

Galtieri et la junte, situation critique des troupes. Ils donnent au gouverneur Menendez une procuration presque complète pour négocier avec les Britanniques.

Page 141: Le cessez-le-feu est une victoire pour Thatcher, même le leader de l'opposition Miche Foot la félicite. Le général Water obtient une reddition totale des troupes argentines, même de l'île occidentale, les soldats remettent leurs armes aux britanniques contre un retour rapide des prisonniers. A Londres, c'est la joie, la fierté du devoir accompli.

Bilan britannique : 255 morts, 777 blessés, les pertes matérielles: 10 avions, 25 hélicoptères, 7 navires perdus, et environ une dizaine endommagée.

A Buenos Aires : consternation et désespoir, des désordres en centre ville, le peuple crie à la trahison.

Le blocus aérien et naval est un échec, le blocus a manqué d'étanchéité, notamment les Britanniques avaient compté 8 000 argentins, en réalité 10 000/11 000. Le chiffre exact des prisonniers est de 11 313, ce qui engendre des problèmes logistiques et matériels, car Londres garde les prisonniers tant que la Junte n'aura pas déclaré la cessation totale des hostilités (il y a toujours des craintes de représailles d'autant qu'une communication argentine, datée du 18 juin aux Nations Unies affirme que la guerre continue aussi longtemps que les troupes britanniques resteront aux Malvinas.

Galtieri : il est obligé de partir avec la pression de 12 des généraux réunis en conseil. Galtieri se défend pendant plus de 7 heures, mais il doit finalement capituler et demander sa mise à la retraite anticipée. Il est remplacé à la tête de l'armée par le général Cristino Nicolaidis.

Le général Basileo Lami Dozo, commandant de l'aviation semble être le futur successeur pour la présidence de la junte. Il propose des changements radicaux, et propose dès le mois de juillet de rétablir les partis politiques interdits depuis 1976. Les 12 généraux "modérés"

étaient d'avis pour cesser les hostilités et reprendre le chemin de la diplomatie. Le président intérimaire de la junte est le général Alfredo St Jean (ex-ministre de l'intérieur).

Une reprise en main s'annonce vitale, le marasme économique est sans précédent avec une dette publique plus grosse que la Pologne en faillite, et l'inflation atteint les 110%.

Le rapatriement est maintenant possible mais la soupape de sécurité. Les Anglais gardent 600 prisonniers (officiers ou experts militaires, dont le général Mario Menendez).

Page 146 : Les îles Sandwich du sud libérés le 19 juin. L'occupation argentine se matérialise depuis 6 ans, c'est un observatoire météorologique 9/10 des scientifiques sont des militaires, ils se rendent.

Application de la résolution 502 du conseil de sécurité de l'Onu du 3 avril, retrait de toutes les troupes des îles britanniques.

Le cessez-le-feu est violé, les Argentins déclarent que cela s'applique seulement aux Falkland.

Page 147 : Le 27 juin à Luxembourg, les dix de la CEE décident de lever les sanctions contre l'Argentine. A condition qu'elle s'abstienne de toute opération militaire dans le présent et le futur sur les îles Falkland.

Page 148: Les 600 prisonniers sont sur un navire de la Sea Link St Edmund. Le 22 juin, le général en retraite Reynado Bignogne est officiellement nommé président de la république Argentine. Il prête serment le 1er juillet.

La junte exprime sa volonté de rendre le pouvoir aux civils au plus tard en 1985 et de permettre ainsi un retour à la démocratie.

L'ancien gouverneur des Falkland dependencies, Sir Alex Hunt, retourne à Port Stanley, mais avec le titre de commissaire civil, au lieu de celui de gouverneur, qui est trop colonialiste.

Page 149 : Peu après la fin des hostilités, les forces de Royal marines et de la Navy était :

- aux Falkland : 5 500 hommes.

- en Géorgie du Sud : 100 hommes

- aux Sandwich du Sud : rien.

Page 151 : Le 22 juillet, la Grande-Bretagne lève la zone d'exclusion totale des 200 milles autour des Falkland et la zone d'exclusion militaire de 120 milles mais que Londres demande à Buenos Aires de respecter autour des Falkland pour éviter tout incident, c'est une décision illégale, car les droits de haute mer sont limités à 12 milles, selon Genève en 1958.

La junte ne pensait pas à la guerre, n'avait pas envisagé une réponse militaire britannique. Elle pensait profiter du fait accompli, tout comme les Turcs à Chypre, les Chinois aux Paracels, les vietnamiens aux Spratleys, les iraniens dans les îles du détroit d'Ormuz, et l'Indonésie à Timor.

Page 156 : Les raisons.

- agression armée ne doit pas obtenir gain de cause (encouragement avec Gibraltar et l'Espagne, Hong Kong et la Chine, et L'Ulster)
- défense de sujet britannique : 1850 kelpers.
- les Falkland : base principale de tout le dispositif britannique de l'Antarctique, car à côté de la Géorgie du Sud et des îles Sandwich du Sud. La souveraineté britannique s'étend aussi sur les Orcades du sud et les Shetland du sud, et revendication d'un secteur du continent Antarctique entre le 20° et 80° de longitude Ouest, mais abandon de ces revendications, laisser cela aux argentins. En ce qui concerne l'Antarctique, son plateau continental a de nombreuses et importantes réserves en minerai et charbon. Il y a des chances de trouver du pétrole, d'autre part la zone d'exclusion des 200 milles contient dans ses eaux une des plus grandes réserves naturelles mondiales de protéine soit la crevette Krill.
- ces îles commandent le passage sud : détroit de Magellan, de Lemaire ou Cap Horn.
- "Last but no least" : sentiment de fierté nationale, ne pas laisser éclabousser par une puissance de 3ème zone...

Page 158 : Respect du droit de l'autodétermination, les kelpers au cours d'un référendum organisé avant l'invasion argentine, avait clairement indiqué par une majorité écrasante de plus de 90% de rester britannique.

Page 161 : Les soviétiques ont placé 9 satellites sur orbite au-dessus des Falkland au cours de cette période (du 31 mars au 15 mai).

Page 179 : Défaut de l'aviation argentine :

- manque de lanceur de leurres.
- le mauvais fonctionnement de ses bombes : si toutes avaient fonctionné, probablement 4/5 navires de plus auraient été coulés, cela s'explique par le fait que les pilotes argentins sont beaucoup trop fougueux, ils lançaient leurs bombes beaucoup trop bas et qu'ainsi le mécanisme d'armement des bombes n'avait pas le temps de s'armer (mauvais réglage).

Page 182 : l'Argentine n'a pas été battue par la technique ou l'électronique mais par le savoir faire et l'expérience des hommes.

Page 199: Annexes.

En Argentine (continent):

Président de la junte (armée) : général Leopoldo Fortunato Galtieri.

Membre de la junte (marine) : amiral Jorge Isaac Anaya.

Membre de la junte (aviation) : général Basileo Lami Dozo.

Affaires étrangères : M. Nicanor Costa-Mendez.

Défense : M. Amadeo Frugoli.

Intérieur : général Alberto Saint-Jean.

Chef d'état-major de l'armée : général Cristino Nicolaidis.

Cdt de la zone de guerre : amiral Jose Lombardo.

Aux Malvinas:

Gouverneur de las Islas Malvinas y Atlantico : général-major Mario Benjamin Menendez.

Chef d'état major aux Malvinas : général-major Oswaldo Garcia.

- Aux abords de Port Stanley :

Général de la brigade Joffre (10ème brigade) avec :

les 3, 4, 6, 7 et 25ème régiments d'infanterie (1000 hommes par régiment).

5ème bataillon de fusiliers marins (600 hommes).

3ème bataillon d'artillerie (30 pièces de 105 et 4 de 155 mm).

Un escadron blindé (12 véhicules Panhard).

181 compagnies de police militaire et d'intelligence.

601 bataillons d'artillerie A.A.

Une escadrille d'hélicoptères comprenant : 2 chinook, 9 huey uh1h, 2 Augusta 190 et 3 Puma.

- A Goose Green et Darwin :

Vice-air commodore Wilson Dozer Pedroza.

Eléments des 2 et 12 régiments d'infanterie.

Eléments du 601 bataillon d'artillerie A.A.

Eléments d'artillerie (3 pièces de 105 mm).

Eléments de l'aviation (un certain nombre de Pucara's et Macchi's)

- Dans l'île occidentale :

Général de brigade Paral (3ème brigade).

A Fox Bay : 8ème régiment d'infanterie.

une compagnie du 9ème du génie.

A Port Howard : 5ème régiment d'infanterie

une compagnie du 9ème du génie.

- Dans l'île Pebble :

1200 hommes de l'aéronavale avec entre autres des Pucara's.

- Commandant les troupes d'invasion le 2 avril à Port Stanley : contre amiral Carlos Alberto Busser.

- En Géorgie du Sud :

Une unité de fusiliers marins sous le commandement du capitaine de frégate Alfredo Astiz.

- Aux Sandwichs du Sud (île de Thule du Sud) :

8 soldats + 1 civil scientifique commandés par le sous-lieutenant Martinez.

En Grande-Bretagne

Premier ministre : Mme Margaret Thatcher.

Affaires étrangères : Lord Carrington puis Sir Francis Pym.

Défense : The Righth Hon. John Nott.

Intérieur : Sir William Whitelaw.

Président parti conservateur : Lord Cecil Parkison.

Les cinq personnalités ci-dessus formaient le cabinet de guerre.

Chef d'état major de la défense : amiral de la flotte Sir Terence Lewin.

1er Lord de l'amirauté C-in C-FLeet : amiral Sir John Fieldhouse, GCB, Mvo, DSC, commandant d'opération.

Chef d'état-major/cdt en chef : vice-amiral David John Halifax.

Ile de l'Ascension :

Forces britanniques de soutien : capitain Robert McQueen.

La question des Malouines (actes du colloque du 2 avril 1987), Union Latine, Paris, 1988?
124 pages.

Surface : 11718 km².

Population 1813 habitants (recensement de 1981), 850 habitants sont employés de la couronne britannique, avec des contrats temporaires).

Capitale : Port Stanley, qui compte 1050 habitants.

L'archipel est formé par deux grandes îles, l'occidentale ou Grande malouines et l'Orientale ou Soledad séparés par le détroit de St Charles et quelques deux cent îlots mineurs, ce sont de multiples petites îles, presque inhabitées (Géorgie du sud ou Sandwich du sud avec 4132 km² dépendent des Malouines).

Quand le conflit de l'Atlantique de l'Atlantique sud éclata en 1982, il y avait déjà 17 ans d'infructueuses négociations, engagées par décision de l'assemblée générale des Nations Unies en 1965.

Page 15 : par Michel Anfrol, journaliste.

Le général Daher, à la tête de la 9ème brigade d'infanterie, avait reçu pour mission, le 15 mars 1982, du général Galtieri et du commandement en chef stratégique et opérationnel de l'armée argentine de s'assurer la maîtrise de l'archipel afin d'y établir une sorte de gouvernement provisoire. En attendant, un règlement international de la question. La mission de ces troupes

leur avait été fixée au départ comme un séjour très limité, en attendant un règlement qui devait être international. C'est pour cela qu'on avait réuni quelques centaines de soldats, en fait 500 qui faisaient partie de cette 9^{ème} brigade, 500 soldats incorporés le 15 mars. C'est dire que la plupart d'entre eux, en ce 2 avril 1892, n'avait encore jamais effectué une séance de tir, qu'ils avaient pratiquement touché pour la première fois de leur vie un fusil la veille de leur embarquement des ports du continent en direction des îles malouines. Et que comme le disait le général Daher, on aurait tout aussi bien fait de les envoyer sans armes, comme le gouvernement argentin d'ailleurs avait pensé le faire à une certaine époque, c'est à dire monter une opération où le seul nombre des participants devait impressionner la garnison britannique, et obtenir sa reddition.

Page 17 : "En 1749, le roi d'Espagne refusera aux anglais l'autorisation d'installer sur les îles malouines une espèce de place forte. Cela aurait pu leur servir de pied à terre permanent pour d'autres voyages et d'autres visites des environs des îles Malouines. En tout cas l'autorisation est refusée en 1749 par le roi d'Espagne, ce qui provoque un vif ressentiment, un vif courroux de la part de la couronne britannique, mais qui finalement s'en accomode.

Page 18 : C'est le comte de Bougainville qui en 1764, va établir la première colonie permanente sur ces îles de l'hémisphère austral. Il va fonder une ville qui prendra le nom de Port-St-Louis, sur l'île orientale des Malouines que l'on appelle île de la Soledad. Et ce nom de Malouines, hispanisé en Malvinas, lui sera donné à ce moment là. Malouines, en hommage aux marins de St Malo qui étaient venus aux îles Malouines, qui étaient allés en Acadie, au Québec, et dont les descendants acadiens ou bretons se trouvaient à quelque 13 000 ou 14 000 kilomètres de cette ville de St Malo... le roi d'Espagne fait donc valoir ses droits auprès de la cour de Versailles. Le roi Louis XV accepte, semble-t-il, les récriminations, les plaintes et les protestations de la couronne espagnole, puisque, en 1767, sur la demande du roi de France, le comte de Bougainville remet officiellement au roi d'Espagne ces îles Malouines. [...] A ce moment là, la couronne de Madrid décide de rattacher ces îles Malouines au vice-royaume de la Plata. Ce qui fait que le vice-roi n'est pas du tout satisfait de la présence des anglais à Port Egmont. Il envoie en 1770, une expédition, de Buenos Aires, pour détruire cette garnison britannique et pour appliquer le principe de souveraineté totale de la couronne espagnole sur les Malouines. En 1776 d'ailleurs, officiellement la couronne de Madrid confirmera de façon solennelle et officielle l'appartenance des îles Malouines au vice-royaume de Buenos Aires, vice-royaume de la Plata. Ce qui fait que tout naturellement, comme cette terre vient à faire partie de ce vice-royaume, en 1810, au moment de l'indépendance de l'Argentine, ces terres

seront considérées par Madrid comme terres argentines et remises au gouverneur de Buenos Aires qui, jusqu'en 1933, continuera régulièrement d'y envoyer des gouverneurs.

Page 19 : Il y a toujours aujourd'hui à peu près 1800 à 1850 habitants, il y a en plus 4 000 soldats britanniques stationnés en permanence.

Page 23 : Hervé Coutou-Begarie.

Novembre 1914 : une escadre britannique entame une dégringolade de près de 15 000 km vers l'Atlantique sud pour courir sus à l'amiral Von Spee qui a coulé le 1er novembre, sans beaucoup d'efforts, les croiseurs poussifs de l'amiral Cradock à Coronel au large des côtes chiliennes, la rencontre a lieu le 8 décembre devant Port Stanley.

Le combat est inégal car les anglais ont des croiseurs de batailles avec des canons de 305 mm alors que Argentine 210 mm, ce qui permet à Strudde de se tenir hors de leur portée. La victoire est sans gloire, mais l'affront fait à Coronel est vengé.

Avril 1982 : Partit le 5 mai 1982 de Portsmouth, la force d'intervention commandée par l'amiral Woodward arrive sur la zone le 24 avril. Dès le 25, elle réoccupe les îles de Géorgie du Sud, à 1000 km au sud-est des Falkland, qui vont servir de base avancée. Le 1er mai, l'aérodrome de Port-Stanley est bombardé par un bombardier Vulcain, venu de l'île de l'Ascension. Le lendemain un sous-marin nucléaire d'attaque britannique coule le croiseur argentin le général Belgrano ce qui amène en retour la destruction du destroyer Sheffield deux jours plus tard. Après que toutes les tentatives diplomatiques ont échoué, les troupes britanniques débarquent le 21 mai dans la baie de San Carlos. Malgré les furieuses attaques de l'aviation argentine qui provoquent la perte des navires, la tête de pont s'élargit progressivement au bout d'une semaine, elle englobe le terrain d'aviation de Goose Green et la ville de Port-Darwin. La bataille de Port-Stanley s'engage le 1er juin : le 9, la capitale est encerclée et l'assaut final peut commencer : il se produit le 12. Deux jours de combat suffisent à provoquer la capitulation argentine.

Page 24 : Cette guerre (car guerre il y a eu, même si elle n'a pas été précédée d'une déclaration formelle) a été commentée abondamment par la presse. Le fait qu'un des adversaires soit européen explique qu'elle ait bénéficié d'une couverture médiatique beaucoup plus large que la guerre irako-iraquienne, pourtant infiniment plus meurtrière et dont les suites seront à terme certainement plus importantes. Mais l'attention s'est naturellement portée en priorité sur les opérations militaires, qui ont comporté des épisodes très spectaculaires avec le torpillage du Belgrano, la destruction du Sheffield, les débarquements de San Carlos et de la baie de Fitzroy. [...] L'Argentine se serait lancée dans cette aventure dans un accès de fureur

nationaliste et anticolonialiste comme en connaissent beaucoup d'état du Tiers-monde, sans prendre conscience des risques qu'elle comportait...

Page 25 : La récupération des "Malvinas" est un effet pour l'Argentine, un enjeu énorme, qu'on a du mal à saisir en Europe où l'on n'y voit qu'une revendication tiers-mondiste classique, alors qu'il s'agit de quelque chose de beaucoup plus profond, viscéralement enraciné dans le cœur des Argentins. En Amérique Latine, les conflits territoriaux ont une intensité qu'ils atteignent rarement ailleurs, certains ayant abouti à des guerres très meurtrières (en 1864, le Paraguay dut faire face à la triple alliance, du Brésil, de L'Argentine et de l'Uruguay; au bout de 6 ans de guerre, sa population était tombé d'un million à 200 000 d'habitants).[...] Historiquement, l'Argentine a succédé dans ses droits à l'Espagne et a occupé effectivement les îles de 1820 à 1833 (on passe pudiquement sur le fait que la colonie se réduisait à un pénitencier) avant d'être chassé par un coup de force.

Page 26 : Dès lors la tension du coup d'éclat international "truc classique" des gouvernements en difficultés, devient de plus en plus forte: reprendre ces îles, c'est se refaire à bon compte une légitimité et assurer ainsi la pérennité du pouvoir des militaires. Se pose alors le problème du risque : l'opération a-t-elle une chance sérieuse de réussir? Trois éléments sont à prendre en considération : l'ampleur de la réaction britannique, les oppositions possibles, les appuis éventuels.

Sur le premier point, il est toujours possible de supposer que les militaires argentins ont pensé que la dame de fer manquerait d'énergie. Au pays des machos, cela n'a rien d'étonnant. Mais la réputation de la dame de fer a ce sujet ne laissait que peu d'espoir à ce sujet. Plus vraisemblablement, ils ont dû considérer que le Royaume-Uni n'avait plus les moyens de riposte appropriés. La décision de Mme Thatcher de sacrifier la flotte de surface au renouvellement des sous-marins stratégiques impliquant la renonciation définitive à toute intervention outre-mer, le dernier livre blanc sur la défense n'en faisait d'ailleurs pas mystère. La Royal Navy n'avait plus de porte avions conventionnels capables d'assurer la couverture aérienne de la flotte, plus assez de navires en amphibies et logistiques pour amener une force d'intervention à 14 000 kilomètres de ses bases. En s'appuyant sur les leçons de la seconde guerre mondiale, les experts affirmaient qu'un débarquement ne pouvait réussir que si l'assaillant était deux à trois fois plus nombreux que la garnison retranchée. Manifestement les Britanniques ne pouvaient pas amener 20 à 30 000 hommes de troupe sur place.

L'élément déterminant de la décision argentine est là : la junte a vu qu'elle n'avait pas à redouter une riposte militaire massive ayant pour objectif la reconquête des Malouines. Tous les indices vont dans ce sens : si elle avait eu le moindre doute, elle n'aurait pas commis

autant d'erreurs. Elle n'aurait pas fixé le débarquement au 2 avril, laissant aux britanniques le temps d'arriver avant les tempêtes de l'hiver austral. Elle n'aurait pas installé sur l'île une garnison entièrement composée de conscrits. Et probablement elle aurait encore attendu un an, le temps pour elle de compléter son armement (elle n'avait reçu que 5 des 14 Super-Étendard commandés et autant d'exocet; ses missiles antiaériens Roland n'étaient pas encore pleinement opérationnels) et pour son adversaire de perdre ses moyens d'action (le porte-aéronefs *Invincible* devait être vendu à l'Australie en décembre 1982; le transport de chalands de débarquement *Intrepid* allait être désarmé en 1983 et la réduction de la flotte logistique avait déjà été commencé avec la vente de pétroliers ravitailleurs *Lyness et Tabarness* à l'US Navy). En 1983, l'entreprise ne pouvait échouer. Mais dès 1982, les Argentins ont estimé qu'elle était sans risque sur le plan militaire.

Page 27 : Ils attendaient en revanche une rude bataille diplomatique.

Contre le colonialisme, la solidarité tiers-mondiste devait jouer et la junte escomptait l'appui des pays de l'est, notamment de l'Union Soviétique, qu'elle avait bien aidé lors de l'embargo des céréales et dont elle attendait en retour qu'elle fit usage de son droit de veto au cas où une condamnation serait votée par le conseil de sécurité. [...] Enfin devait jouer à plein, quels que fussent les sentiments réels, la solidarité latino-américaine. L'assistance prévue par le pacte de Rio serait difficile à obtenir, les Etats-Unis s'y opposant, mais la pression des membres de l'OEA sur Washington devait constituer un atout précieux.

Page 28 : Le plan argentin a échoué lorsque le 3 avril, devant le Parlement réuni en séance extraordinaire le samedi matin, Mme Thatcher a flétri l'agression et annoncé l'envoi de la flotte, tandis que le conseil de sécurité condamnait l'Argentine à une écrasante majorité. Ensuite, l'étau diplomatique et militaire n'allait cesser de se resserrer autour de Buenos Aires et des Malouines jusqu'à la défaite finale.

Page 29 : Pour comprendre la décision de Mme Thatcher, il suffit de lui appliquer la même grille qu'à la décision argentine. On y retrouve l'élément passionnel, la honte nationale devant l'humiliation ; le refus du compromis si typique de la Dame de fer, l'affirmation des grands principes sur lesquels le Royaume-Uni ne peut transiger : "l'agression ne doit pas payer" et "les Falklander doivent choisir eux-mêmes leur destin". [...] Réagir au contraire, peut susciter un climat d'unité nationale qui fera taire l'opposition, reléguera au second plan les trois millions de chômeurs, fera oublier les bavures du gouvernement au cours des jours précédents le coup de force et, finalement ne manquera de profiter au parti conservateur dans les élections locales qui approchent. On sait que sur tous ses points, le calcul s'est révélé juste.

Les anglophobes impénitents se satisferont de ce parallèle entre le général Galtieri et Mme Thatcher, deux chefs de gouvernement prêts à mettre en danger la stabilité internationale pour rester au pouvoir.

Page 30 : L'attitude des Etats-Unis peut surprendre. Après avoir essayé d'imposer leur médiation et de rester neutres au sein de l'OEA, ils ont brutalement choisi leur camp en désignant l'Argentine comme l'agresseur et en apportant un soutien logistique à la flotte britannique, lequel s'est révélé capital (pétrole, pièces de rechange, munitions, informations recueillies par les satellites).

Page 31 : L'objectif prioritaire était d'éviter de perdre le dernier allié européen vraiment fidèle. [...] Officiellement, les Etats-Unis ont choisi la démocratie occidentale contre la dictature militaire.[...] Quant au projet de l'OTAS, auquel l'administration Reagan semblait beaucoup tenir, il se heurtait déjà à des obstacles insurmontables : Brésil et Argentine se souciaient beaucoup plus de leur rivalité que de la défense des lignes de communications dans l'Atlantique Sud et ne tenaient pas à se compromettre aux yeux des Africains en coopérant avec Prétoria. Avec l'OTAS ont été enterrés un rêve plus qu'une réalité stratégique.

Page 39 : Les Bases de la contestation territoriale.

Pour l'Argentine, le titre juridique dont se prévaut la Grande-Bretagne est vicié, pour 3 raisons : cf Planchard;

L'Espagne possédait donc un titre juridique à exercer la souveraineté sur les Malouines corroborées par l'occupation effective du territoire en 1820, date à laquelle les Espagnols évacuèrent les îles pour transférer les titres de la jeune république Argentine.

Mais le Royaume-Uni: on ne lui reconnaît pas le droit avant 1820, soutient que le départ des troupes espagnoles, les Malouines inhabitées sont devenues une "terra nullius" dont il était libre de s'emparer. Mais l'Argentine oppose à cela l'uti posseditis juris. Ce principe affirmait que les frontières des républiques récemment constituées en Amérique Latine seraient celles des provinces espagnoles auxquelles elles se substituaient. Or les îles Malouines étaient rattachées à la circonscription de Buenos Aires, comme cela il n'y a pas de territoire sans maître!!! Mais le territoire est inoccupé d'où les problèmes. En 1833, Anglais ont recours à la force pour occuper le territoire, pour l'Argentine, c'est le vice majeur.

Page 41 : Le traité de droit international public de Fauchille, on doit distinguer 2 hypothèses d'abord celle de la conquête qui n'est pas illicite à cette époque, mais seule la conquête totale du territoire est un mode de transfert de la souveraineté. Par contre l'acte de force engendré contre une partie du territoire d'un état constitue seulement une occupation de facto qui n'a pas pour effet de transférer la souveraineté en l'absence d'un traité de paix ou de cession, fut-il

imposé par la violence. Mais il n'y a aucun traité de ce genre entre l'Argentine et le Royaume-Uni. Tous ces éléments contribuent à montrer que l'occupation britannique était illicite à la base.

Mais l'occupation anglaise existe maintenant depuis plus de 150 ans. Mais l'occupation effective n'a pas engendré à son profit un droit de souveraineté, c'est une notion de prescription acquise.

Page 43 : En parcourant les nombreuses chroniques que le professeur Charles Rousseau a consacré à ce problème dans la revue générale de droit international public, on constatera aisément que tous les actes et manifestations de l'Argentine depuis 1833 sont assez fréquents pour attester la volonté réelle de ne pas reconnaître la situation illicite, elle a doublé ses efforts depuis la création des Nations Unies pour se défendre.

Page 43 : La prise de considération des droits et intérêts de la population soulève deux séries de problèmes : le droit à l'autodétermination des habitants et éventuellement les garanties auxquelles ils peuvent prétendre en accord de cession ou d'association.

Page 44 : L'autodétermination : c'est la résolution 1514 (XV) de l'assemblée générale des Nations Unies, la charte de la décolonisation est consacrée dans son ensemble à l'affirmation du droit des peuples à l'autodétermination.

Page 51 : Les droits historiques de l'Argentine sur les Malouines, territoire à décoloniser. L'archipel des Malouines est à environ 300 milles de l'Argentine et à 480 milles au nord-est du cap Horn.

Page 53 : Le 25 mai 1810, le premier gouvernement patriotique argentin (la première junte) est constitué à Buenos Aires. En 1816, l'indépendance de l'Argentine est proclamée. En novembre 1820, David Jewet prend possession des Malouines au nom des autorités de Buenos Aires et hisse le drapeau argentin sur les îles. En 1829, il organise le commandement politique et militaire de ces territoires.

Cependant les Britanniques n'ont pas oublié les Falkland. Le 3 janvier 1833, ils viennent planter leur drapeau sur ce chapelet d'îles. C'est le début d'une occupation illégitime de ces territoires.

Bilan :

A l'arrivée des britanniques, les Malouines ne constituaient pas un territoire sans maître, un "res nullius". Qui plus est, le principe de l'uti possidetis juris permettra de considérer, à partir de 1810, que les frontières des républiques d'Amérique Latines coïncident avec celles des anciennes provinces espagnoles auxquelles elles ont succédé.

La Grande-Bretagne s'est emparée des Malouines par la force. Elle a chassé, manu militari, les Argentins qui s'y trouvaient. Les autorités argentines n'ont cessé de dénoncer ces faits depuis 1833, interdisant, dès lors de se prévaloir d'une prétendue "prescription acquisitive".

Depuis la fin de la deuxième Guerre mondiale et, plus spécialement depuis l'adoption de la charte des Nations Unies en 1945, l'Argentine s'appuie également, pour faire valoir ses droits, sur le droit de la décolonisation. Le conflit des Malouines est, selon elle et à juste titre, nous semble-t-il, un conflit de décolonisation.

Page 54 : Si les Malouines constituent bien un territoire colonial, elles ont droit à être décolonisées. Le problème est de savoir comment.

En 1945, en signant la Charte des Nations unies, l'Argentine faisant état de ses droits sur les Malouines. Depuis lors elle réitère à l'occasion de chaque session de l'Assemblée générale. Le 8 septembre 1964, elle a porté le différend qui l'oppose au Royaume-Uni devant le comité de décolonisation des Nations Unies.

Page 54 : Pour ce qui est de l'Amérique, on citera deux prises de position importantes:

En 1933, à Montevideo, les participants à la 7e Conférence internationale des Etats Américains déclarent que les territoires des Etats est inviolable et ne peut être l'objet d'occupation militaire ni d'aucune pression exercée par les autres états.

En 1954, les participants à la 10e Conférence interaméricaine de l'OEA proclamaient, à Caracas, dans une résolution 96, la solidarité des républiques américaines associées avec les justes réclamations des peuples d'Amérique en relation avec les territoires occupés par des pays extra-continentaux.

Le Tiers-monde :

Certes, l'Amérique latine ne participe pas à la conférence afro-asiatique de Bandoung, mais il n'est pas sans intérêt de rappeler que dans leur communiqué du 24 avril 1955, ses participants se déclarent d'accord pour déclarer que le colonialisme, dans toutes ses manifestations, est un mal auquel il doit être mis fin rapidement. Ils énoncent également, parmi les dix principes de coexistence pacifique, le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale dans toutes les nations.

Plus tard, le mouvement des non-alignés en fera application aux Malouines.

A Colombo, le 19 août 1976, le point 119 de la déclaration politique, adopté par la 5e Conférence des chefs d'état ou de gouvernement dispose : en ce qui concerne le cas spécial et particulier des îles Malouines, la conférence a soutenu fermement la réclamation de la république de la République argentine et elle a exhorté le Royaume-Uni à poursuivre activement les négociations recommandées par les Nations unies en vue de faire passer ce

territoire sous la souveraineté argentine et d'en finir ainsi avec cette situation illégale dans l'extrême sud du continent américain.

Page 55 : Le 6e sommet reviendra sur cette question. Le point 168 de la Déclaration de la Havane, en date du 9 septembre 1879, énonce : "en ce qui concerne le cas spécial et particulier des îles Falkland (Malvinas), les chefs d'états et le gouvernement ont soutenu de nouveau le droit de la République argentine à voir ce territoire revenir sous la souveraineté et demandé que les négociations sur ce point soient accélérées.

La 7e conférence des chefs d'état ou de gouvernement des pays non-alignés se tient à New-Delhi au lendemain des événements de 1982. La déclaration finale, en date du 11 mars 1983, s'en fait ainsi l'écho (points 156 à 158)

156. Les chefs d'état ou de gouvernement ont fermement réaffirmé leur appui au droit de la République Argentine à obtenir sa souveraineté sur les îles Falkland par le biais de négociations. Ils ont instamment demandé la reprise de ces négociations entre les gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni, avec les bons offices du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies et ont affirmé qu'il était nécessaire que les parties tiennent dûment compte des intérêts de la population des îles. Ainsi assurait-on une solution rapide, pacifique et juste de la question, conformément aux principes de mouvement des pays non-alignés et aux décisions qu'il a prises à ce sujet, ainsi qu'aux résolutions 1514 XV, 2065 XX, 3160 XXVIII, de l'Assemblée générale des Nations Unies.

157 La conférence a reconnu que les îles Falkland, les îles de la Géorgie du sud et les Sandwichs du sud font partie intégrante de l'Amérique Latine et a remercié les pays latino-américains et autres pays non-alignés de la solidarité et du ferme soutien qu'ils ont témoigné à la république argentine dans les efforts qu'elle a déployé pour résoudre cette question de souveraineté et s'opposer à la consolidation de la situation coloniale qui existe dans les îles.

158 En même temps, la Conférence a considéré que la présence militaire et navale massive et les activités du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dans la région des îles Falkland constitue une source de profonde inquiétude pour les pays de la région et sont préjudiciables à la stabilité de la zone.

Page 62 : Si on voulait admettre un droit des peuples, on devrait reconnaître un droit à la sécession à toutes les populations qui se sentiraient distinctes des autres et qui voudraient réclamer cette indépendance (Ulster?).

Page 85 : Les conséquences du conflit de 1982 sur les négociations diplomatiques.

Il est évident que, si l'on observe objectivement la position britannique, il existe un durcissement des relations avec l'Argentine, sensible dans le refus systématique, non

seulement de négocier mais aussi de chercher une solution pacifique à un conflit qu'on pourrait difficilement nier mais que l'on présente soudain comme étant lié à une série d'éléments dont le fondement est l'issue du conflit par un triomphe militaire.

Page 86/87 :... La Charte des Nations Unies, lequel proscrit l'usage ou la menace d'usage de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un état.

D'un strict point de vue dogmatique, l'exigence d'une déclaration unilatérale de cessation formelle des hostilités de la part de l'Argentine n'aurait pour seul effet juridique qu'une regrettable présomption des réparations dues en conséquence de la violation d'une norme du droit international.

En conséquence, la mise en demeure britannique doit être interprétée comme étant essentiellement destinée à placer l'Argentine dans une position compromettante quant à ces intentions, ce qui lui ferait perdre de son crédit auprès de la communauté internationale. En ce sens le gouvernement argentin ne rencontrait pas d'obstacle pour faire une telle déclaration, les conditions émises par les britanniques perdraient tout intérêt. Ainsi, lorsque l'Argentine a montré au mois de juillet 1985 qu'elle était destinée à déclarer formellement la cessation des hostilités, le Royaume-Uni considéra que l'acceptation de satisfaire à cette exigence n'était plus une garantie suffisante pour le début des négociations.

Page 87 : A partir de 1947, moment où la Grande-Bretagne a inscrit les îles Falkland en tant que territoire non autonome conformément au chapitre XI de la Charte des Nations Unies...

Page 93 : O.E.A. : Organisation des états américains.

La Colombie se trouve dans la même situation que la Grande-Bretagne vis-à-vis du Nicaragua qui lui réclame les îles de San Andrés et Providencia. Elle n'a pas condamné l'Argentine.

Cuba, qui avait été mis au ban de l'OEA, à travers Fidel Castro, a manifesté son soutien à l'Argentine et trouvé là un moyen de revenir sur la scène latino-américaine.

Page 94 : Le 15 novembre 1984, une résolution de l'OEA a approuvé l'attitude de l'Argentine dans son différend avec la Grande-Bretagne sur les Malouines : 21 pays ont voté pour, 9 pays se sont abstenus (pays anglophones des Caraïbes), la Dominique a voté contre.

Le 16 mai 1985, l'Argentine a prononcé un réquisitoire devant le conseil permanent de l'OEA en session extraordinaire pour dénoncer la menace qui faisait peser sur elle, l'installation aux Malouines à Mont Plaisant, d'une base militaire, le dispositif pouvant permettre des offensives éclaires sur le sud du continent latino-américain.

Le TIAR: Traité Interaméricain d'Assistance mutuelle, les USA font parti de l'accord.

De Vita Alberto A, *Malvinas/82, Como y por qué*, Instituto de publicaciones navales, Buenos Aires, 1994.

Página 17: "No sé planifico el "después " de la toma de las Islas, es decir la defensa de las mismas, a consecuencia de no haberse previsto la reaccion militar britanica.

Página 18: Vale decir, la intencionalidad en la conducta de los tres ex comandantes, distribuida asi:

- la planificación: actos preparatorios.
- el desembarco: decision politica.
- los hechos militares posteriores: actos de ejecucion.

Este estructura de razonamiento, este preconcepto esta presente en la investigación preliminar que efectúa la comisión Rattenbach (CAERCAS). Esta presente en los interrogatorios que efectúa el consejo supremo de las fuerzas armadas.

El incidente Georgias, en marzo de 1982, fue el detonante de la situación.

Página 19: No hay tal reaccion britanica de magnitud. Hay una acción de agresión británica planeada desde mucho tiempo atrás.

El desarrollo de este tercer punto permitirá entender por qué el desembarco argentino en Malvinas el 2 de abril de 1982 fue un acto defensivo y por qué los sucesos posteriores se hallan justificados en un contexto de estado de necesidad y de legitima defensa.

Capitulo uno: Los hechos en la republica Argentina.

Página 21: La planificacion ordenada no tenia fecha prevista de ejecucion.

La designación del equipo de trabajo:

Entre fines de diciembre de 1981 y principios de enero de 1982, la junta militar decidió comenzar estudios preliminares tendientes a la preparación de una serie de planes de contingencia en relación con las islas Malvinas.

La tarea del equipo de trabajo fue designada el 12 de enero de 1982. Queda compuesto por el general de división Osvaldo Jorge García (era comandante del V Cuerpo de Ejército) el vicealmirante Juan José Lombardo (comandante de operaciones navales y el brigadier mayor Sigfido Martín Pless.

Un ordeno: mantener el maximo secreto.

Página 25: La fecha en la cual el equipo de trabajo debia presentar sus conclusions.

El teniente general Galtieri (foja 923) expresa: "No recuerdo que como no habia perentoria exigencia en tiempo, se hablo inclusive de mediados del ano 1982".

Página 26: La aclaracion dice el presidente es cuando debia ser presentado ese trabajo, no lo fecha de iniciacion de las operaciones. Insiste entonces el presidente del tribunal militar: el trabajo debia ser presentado a mediados de ano? Existía una orden que apurara ese tema?

Y el general Galtieri respondió: "no, no existia ninguna orden que apurara la presentacion de ese trabajo..."

La fecha en que hipotéticamente se podía contemplar la posibilidad de emplear la alternativa militar.

El vicealmirante Suárez del Cerro, expresa (Página 27) fecha más temprana 15 de mayo de 1982, con un preaviso no menor de quince días, y como fecha deseable o aceptable, digamos, entre agosto y septiembre de 1982", aclarando que no había urgencia en la elaboración de los documentos... El teniente general Galtieri dice: "Podria haberse realizado, como a fines de 1982, a fines de 1983, 1984, o no realizarse".

Hasta aquí no hay ningún elemento que nos hable de lo inmediato.

Ni siquiera se cuenta con una fecha precisa. Ni siquiera se prevé concretamente para el ano 1982. La clave de todo este proceso es el tiempo.

La fecha es clave porque demuestro dos cosas:

Que el gobierno argentino creía seguir contando el tiempo a su favor, es decir, con todo un largo plazo para efectuar estudios completos.

Estamos a menos de un mes del 2 de abril.

Página 29: Paralelamente a este hechos, debemos destacar que la ofensiva diplomática argentina a la que hacemos mención, ya había comenzado. En ella se inscribe la propuesta para la reactivación de las negociaciones que el gobierno argentino le había presentado al gobierno británico (Página 30) en Nueva York, en febrero de 1982, proponiendo un calendario de reuniones mensuales para resolver el litigio. Esta ronda negociadora de Nueva York fracaso: no arrojó resultados positivos para la republica Argentina.

Página 32: Que se ocurrió el 20 de marzo de 1982? Lo que ocurrió es que en esa fecha comenzó la ofensiva británica en el Atlántico Sur, a través de la explotación de los hechos ocurridos en las islas Georgias del Sur.

Este incidente será objeto de un estudio detallado cuando veamos de qué manera Gran Bretaña lo magnifica. En este punto veremos de qué manera afectó los planes argentinos.

Página 33: El general de division Osvaldo Jorge Garcia expresa: "cuando se desencadenaron los acontecimientos en una forma que ya era imparable y la conducción política llama a los comandantes que habían hecho los planes el comité de trabajo dice: deme la fecha más cercana que se pueda realizar esta operación", esto fue el día 24 o 23, no me acuerdo, tal vez

23 de marzo, y agrega: "por imperio de las circunstancias se nos obligo a presentar la fecha más cercana.

Secundo : Análisis del incidente en las islas Georgias del Sur: el izamiento de la bandera Argentina.

Un detonante.

El barco: Bahía Buen Suceso cuyo comandante es Sr Davidoff propuesta un equipo medical al "British Antarctic Survey" (una base científica británica en las islas Georgias) pero... el 20 de marzo de 1982 se produjo el desembarco de los obreros de Davidoff en las islas Georgias del sur. Gran Bretaña emite una queja relativa al hecho, basada en estos puntos.

Página 42: Que el personal del desembarco tenía carácter civil y militar.

Qué se enarbolo en el lugar una bandera Argentina y que se consideraba la presencia del personal como ilegal.

El punto al cuanto al personal militar, será posteriormente desmentido, como veremos al estudiar los hechos en Gran Bretaña. O sea la presencia del personal será el argumento utilizado posteriormente por el gobierno británico para emitir su ultimátum y justificar el envío de unidades navales a la región. Correspóndanle, por lo tanto su análisis en el capítulo de los hechos ocurridos en Gran Bretaña y la magnificación que se hace de los mismos.

El supuesto izamiento de la bandera Argentina por parte del grupo de trabajadores de Davidoff: "Davidoff se negó este hecho, aduciendo que cuando sus hombres desembarcaron la bandera ya ondeaba en el lugar".

La conclusión de la comisión Rattenbach acerca de que el izamiento de la bandera Argentina "no provoco problemas mayores" es antojadiza... Es decir, si la bandera Argentina fue izada por obreros argentinos, evidentemente la provocación fue Argentina. Pero si la bandera no fue izada por argentinos... la explicación debemos buscarla en otra parte, pues entonces quien pudo haberla enarbolado si en el lugar había tan solo británicos y animales. Y, fundamentalmente, con qué fines fue enarbolada?

¿De qué gobierno fue la provocación?

Página 44: La operación Alfa: la cancillera dice que se prevea la instalación de una Estación científica en Georgias (mayo de 1981) semejante a la de Thule en 1976 (islas Sándwich).

Página 47: "La operación Alfa quedaba anulada totalmente. En una palabra, la Operación Alfa no tenía nada que ver con el episodio protagonizado por los obreros de Davidoff en las islas Georgias del Sur.

Página 47: La operación Alfa, tal como también lo dice el brigadier general Lamí Dozo se suspendió: "no se autorizo", como hemos visto, el 2 de febrero de 1982.

La explicación acerca de como y de por qué se llega al conflicto bélico entre la republica Argentina y Gran Bretaña en 1982, se halla en el hemisferio norte, específicamente en Londres... Gran Bretaña busca un enfrentamiento bélico en el Atlántico Sur por las islas Malvinas en el año 1982.

Capitulo II: Los hechos en Gran Bretaña. Como se adopta la decisión política de instalar la fortaleza Falkland.

Primero : El único antecedente de negociación para transferir la soberanía: 1968.

Página 54: Poco tiempo después de la sanción de la Resolución 2065 por parte de las Naciones Unidas que como se recordara, es del año 1965 y que constituye un importante avance diplomático para nuestro país, Gran Bretaña decide encarar con seriedad las negociaciones con la Republica Argentina.

Sin embargo, el intento fracasara.

El brigadier Eduardo Mc Houghlin- embajador argentino en Gran Bretaña, en una entrevista que se le efectuó el 8 de junio de 1982..., dio a conocer públicamente la cláusula que contenía el principio de acuerdo al que habían llegado la republica Argentina y Gran Bretaña en 1968: Dicha clausa establecía:

"el gobierno británico de su majestad reconocerá la soberanía Argentina sobre las islas Malvinas a partir de una fecha a ser acordada. Dicha fecha será fijada tan pronto como el gobierno de su majestad. Este satisfecho con las garantías y salvaguardias ofrecidas por el gobierno argentino para defender los interés de los habitantes".

Página 54 : Al respecto citaremos-integro-el articulo publicado por el periódico ingles "*the Guardian*" el 19 de junio de 1982.

"El abogado William Hunter Chrisite (cuya actuación se repetirá en 1982) ex miembro de ministerio de relaciones exteriores británico al comienzo de 1968 fue informado por una fuente secreta dentro del ministerio de defensa inglés sobre las negociaciones que se realizaban entre Argentina y Gran Bretaña por la soberanía... la fuente indico a Hunter Christie gran admirador de las islas y de su modo de vida, que se estaba a punto de concretar el reconocimiento de la soberanía Argentina. De inmediato Hunter Christie fue a persuadir a la Falkland Islands Company de establecer un comité (léase lobby) para mantener las islas bajo el absoluto dominio y soberanía de Gran Bretaña.

Página 55: "Finalmente, concluye el articulo del diario "*the Guardian*" con la expresión de que : los debates de marzo de 1968 demostraron que las Malvinas eran un campo minado político listo para explotar en las paginas principales de los diarios y de encender de forma extraña los viejos instintos imperiales de los conservadores... las negociaciones de 1968

trajeron como en consecuencia la creación de un Comité destinado a activar (lobby) en el parlamento este comité se ampliara en 1973, pasando a llamarse United Kingdom Falkland Island Defense Committee.

Su función, en 1982, será la misma que en 1968 presionar el parlamento para entorpecer y obstaculizar cualquier entendimiento con la republica Argentina. (Fuentes: The Guardian del 19 de junio de 1982).

Secundo : el cambio de óptica: informe Shackleton. El año 1976 es muy importante en toda esta narración de hechos.

Porque en ese año se produce el cambio de óptica por parte de Gran Bretaña respecto a que hacer con Malvinas... es que a partir de 1976, Gran Bretaña pasa de una posición negociadora rígida, que no contemplaba en absoluto las posibilidades de negociar la soberanía de las islas. Página 59: y finalmente... un sustancial apoyo logística: conclusión de 1976 (= el HMS Ark Royal) lo que surge nítidamente del análisis de este punto es que paralelamente a la adopción de la postura rígida en las negociaciones, Gran Bretaña comienza a planear su propia alternativa militar.

Tercero : Los acontecimientos en Gran Bretaña en 1981.

Página 61: Ridley intento explorar la vía de comprometer a los isleños a aceptar una solución tipo arriendo (Hong Kong) a 99 años. Esta única propuesta del foreign Office fue ridiculizada en un debate del parlamento británico el día 2 de diciembre de 1980.

Página 63: El 1º de mayo de 1981 se reunió el ministro de defensa con los funcionarios de la oficina de Asuntos Exteriores y de Commonwealth. Según el informe Francks (punto 110) "se convino que era requerido (el ministro para hacer una breve evaluación político militar de capacidad de Gran Bretaña para responder militarmente a una serie de posibles acciones argentinas...".

Página 64: El 30 de junio de 1981: el gobierno británico adopta la decisión definitiva de congelar las negociaciones con la republica Argentina.

Página 66: Une autre réunion en juillet 81 dans les services de la CIA: "el documento concluía que para lidiar con una invasión total, se necesitaban fuerzas navales y terrestres con un apoyo aéreo orgánico a una escala importante y que los problemas logísticas de una operación de ese tipo serian cuantiosos.

Página 67: "Cuando estudiemos el incidente Georgias, veremos que los motivos por los cuales la republica Argentina desembarca el 2 de abril son lo suficientemente graves como para justificar la decisión.

En segundo lugar, el informe expresa que existía el peligro de que su envío pudiera precipitar justamente la acción que se quería disuadir.

Si esto ya lo sabían los británicos en 1981, mes de septiembre, como juzgar entonces los envíos de buques apenas ocurrido el incidente Georgias si ya eran de conocimiento de Gran Bretaña las consecuencias de esa acción?

La respuesta se impone en relación con los hechos estaban ya previstos y sin embargo se producen igual, es porque Gran Bretaña desea que así sea, lo que nos lleva a afirmar que fueron los británicos quienes provocaron el conflicto bélico de 1982.

Página 68: El director de la Falkland Company es Brian Frow (comodoro militar).

Página 69: Vale decir entonces que, tal como lo expreso Dennis Healey, ministro de la defensa, en la Cámara de los Comunes, el 23 de enero de 1983. "Como todos sabemos, el gobierno había decidido, a partir de octubre de 1891, que sería imposible negociar seriamente con la Argentina.

La republica Argentina y Gran Bretaña debían sostener una nueva ronda de negociaciones por el tema de la soberanía durante el mes de diciembre de 1981, cuyo inicio se daría el día 18 en Ginebra, Suiza. Sin embargo, a causa del cambio de canciller argentino, las negociaciones se postergaran hasta nuevo aviso (el Doctor Nicanor Costa Méndez). Esta postergación fue aceptada por Gran Bretaña y las negaciones finalmente se realizaron en Nueva York, en el mes de febrero de 1982, las ultimas antes del conflicto bélico.

Página 72 : Al mes de febrero: Davidoff se comunico con la embajada Británica en Buenos Aires, disculpándose e informo, simultáneamente, que pensaba regresar a las Georgias con un plantel de hombres para realizar la tarea de salvamento de los equipos. Solicito en consecuencia, instrucciones de como proceder en el futuro. El embajador Williams requirió asesoramiento al gobernador Hunt, pero no recibió respuesta.

Cuarto : La reunión de nueva York de febrero de 1982.

Página 75: La ronda de negociaciones de febrero de 1982 era importante para la estrategiaca britanica? ¿Por Qué? Porque la falta de resultados de las mismas reforzaría la convicción Argentina de que el camino de las negociaciones con Gran Bretaña era una vía muerta para solucionar el conflicto.

La propuesta Argentina del 27 de enero de 1982:

- establecer una comisión permanente negociadora integrada por representante de ambos países.

- el objetivo inmediato de dicha Comisión lo constituía "mantener la continuidad e impulso de la negociación, no quedando supeditada esta a encuentros esporádicos sin objetivos claros ni resultados concretos".

Página 76: Que la comisión tendría un año de duración, durante el cual debería: "proponer soluciones a los gobiernos", esta propuesta descarta la posibilidad de que en febrero de 1982 hubiera otra idea en el gobierno argentino que no fuera tratar de resolver pacíficamente el conflicto (pero Comisión Ratabach). Pero el jefe de la delegación británica se limitó a rechazar todas las sugerencias argentinas.

Página 77: El único elemento relevante a destacar estaba dado por el reconocimiento británico de que la disputa por la soberanía incluía a los territorios de Malvinas, Georgias de Malvinas, Georgias del Sur y Sandwich.

Quinto : El incidente Georgias su análisis, comparación con Thule del Sur (1976) otros antecedentes del uso de la fuerza (1976/1977).

El incidente Georgias: su análisis.

Página 80: Desde el momento en que Gran Bretaña comienza a magnificar los hechos y a enviar buques de guerra a la región, la República Argentina se vio obligada a acelerar sus decisiones. En este punto de vista el desembarco del 2 de abril es un acto netamente defensivo que, explicado jurídicamente, cae dentro de un contexto de estado de necesidad y de legítima defensa.

La oportunidad del conflicto bélico del Atlántico Sur fue buscada y fijada por los británicos.

Página 81: Comparación con Thule del Sur (1976): "el 20 de diciembre de 1976, un helicóptero del HMS *Endurance* descubrió la existencia de un grupo militar argentino en Thule del Sur.

Página 81: El 5 de enero de 1977 el encargado de negocios argentino en Londres fue llamado a la oficina de Asuntos Exteriores y del Commonwealth y el jefe del departamento de América Latina le pidió explicaciones sobre la presencia Argentina. Al mismo tiempo, el encargado de negocios británico en Buenos Aires recibió instrucciones para obtener una explicación de parte del ministerio argentino de relaciones exteriores.

20 diciembre 1976, 5 de enero de 1977: Pedidos explicaciones. Quince días más tarde. Compárese con el incidente Georgias, donde como veremos, los plazos se cuentan por horas.

El 19 de enero de 1977 se envió una protesta formal manifestando que el gobierno británico consideraba el establecimiento de la estación científica, efectuado sin previo aviso a las autoridades británicas como una violación de la soberanía británica.

Recién en mayo de 1978, por presión del lobby parlamentario de la Fic, el caso termina por ser conocido públicamente en Londres.

Otros antecedentes del uso de la fuerza (1976/1977).

Página 84: ¿Cómo se explica entonces que antes una crisis similar, los británicos hayan tomado exactamente las medidas contrarias a las que se deberían haber tomado para reducir un incidente como el sucedido en Georgias?

La respuesta surge con toda evidencia, la intención manifiesta de magnificarlo, con el objeto de que fuera, el detonante de la situación en el Atlántico Sur.

Sexto : El incidente Georgias: su magnificación. Por vía diplomática en el parlamento británico en los medios de difusión británica. Desde la BAS se había observado al Bahía Buen Suceso en el puerto de Leith y en tierra a un grupo bastante numeroso se había ignorado una nota de advertencia sobre los desembarcos no autorizados. La BAS informó a los argentinos que debían haberse presentado en Gruytviken pero éstos contestaron que estaban autorizados por la embajada británica a Buenos Aires.

El gobernador manifestó su punto de vista de que la Marina Argentina estaba utilizando al Sr. Davidoff como cobertura para establecer la presencia Argentina en las Georgias del Sur.

Página 86/87: el embajador británico en Buenos Aires informó que el ministerio de relaciones exteriores manifestó no haber tenido conocimiento de la visita.

La oficina de Asuntos Exteriores y del Commonwealth y los ministros de defensa dispusieron que el HMS Endurance debía partir para las Georgias del Sur al día siguiente, con algunos infantes de marina adicionales a bordo, a menos que los argentinos obedecieron las instrucciones del gobernador. El comandante en jefe de la flota impartió las instrucciones necesarias el HMS Endurance hacia medianoche del 20 de marzo de 1982. Se indicó al gobernador que debía mantener en secreto el destino del HMS Endurance, a fin evitar las apariencias de que se estaba agravando el incidente.

Página 88: El 9 de marzo el Sr Davidoff envió a la embajada Británica en Buenos Aires una notificación formal de que 41 trabajadores iban a viajar a las Georgias del sur el 11 de marzo en el Bahía Buen Suceso un buque de apoyo de la marina Argentina e iban a permanecer allí durante un periodo inicial de cuatro meses. Se ofreció a transportar provisiones a la BAS y de poner a disposición de esta los servicios de un médico y una enfermera que viajaba con el grupo. La embajada británica informó sobre esto al gobernador y a la oficina al Sr. Davidoff que suministrara información más detallada sobre el buque y los trabajadores.

El 21 de marzo, el comandante de la base de Grytviken informo que la bandera Argentina había sido arriada, pero que no había indicios de que los argentinos se estuvieran preparando para partir.

Página 89: En Malvinas, se había violado el acceso a la oficina del representante argentino en el lugar y se había colocado una bandera británica sobre la Argentina con inscripciones injuriosas, hecho que fue denunciado por el representante argentino a las autoridades británicas y se aguardaban explicaciones al respecto.

Página 90: El 22 de marzo por la mañana, el encargado de negocios argentino en Londres se entrevistó con el director del departamento América del Sur del Foreign Office, el Señor Robin Fearn. En esta reunión, Fearn admitió que la embajada británica en Buenos Aires tenía conocimiento con anterioridad de la tarea de Davidoff, aunque pretextó que los había conocido solo un día antes y cuestionó infundadamente el hecho de que el personal argentino no hubiera pasado previamente por Grytviken. También reconoció la condición no militar del personal.

El Foreign Office emitió un comunicado el día 22 de marzo a las 12 horas.

Este comunicado es reproducido en el diario vespertino "The Standard", que lo anuncia como una invasión de las islas Malvinas.

Página 92: En el punto 206 del informe Francks se expresa "los informes de inteligencia que circulaban... indicaban que el 23 de marzo el gobierno argentino en general, aun no tenía serias intenciones de invadir las islas".

Página 94: Lord Carrington envió una nota a la primera ministra y a otros miembros de la comisión de defensa acerca de la disputa sobre las islas Malvinas en general. Manifestó que desde la última vez que envió información, el 15 de febrero de 1982, la disputa había evolucionado hasta un punto en que podría ser necesario encarar un enfrentamiento con la Argentina a la brevedad.

Página 97 : El 28 de marzo, se le entrega al embajador británico la respuesta argentina al ultimatum presentado por Gran Bretaña. " Las actividades del grupo de trabajadores desembarcados en Leith son de carácter privado y pacífico basadas en el hecho indiscutible de que eran conocidas de antemano por el gobierno de su majestad británica y en todo caso en el hecho indiscutible de que eran conocidas de antemano por el gobierno de su Majestad británica y en todo caso en el hecho de que están siendo llevadas a cabo en un territorio sujeto al régimen especial acordado en 1971 entre Argentina y Gran Bretaña. Además es de conocimiento de su Excelencia que estos territorios son considerados por la Argentina como

propios y que la soberanía sobre los mismos que esta en discusión había sido reconocida por las Naciones Unidas en sus resoluciones pertinentes".

Página 98 : La reacción a la que me refiero constituye de este modo una respuesta desproporcionada y provocativa, agravada por el hecho de haber recibido una amplia difusión en la prensa lo cual ha tenido un efecto negativo sobre los acontecimientos que no es responsabilidad del gobierno argentino.

Página 101: Esto, hasta el 26 de marzo, fecha en la que la presión diplomática y militar, con el anuncio del envío de buques de guerra y un submarino nuclear que aplico Gran Bretaña, se torno insostenible. El 2 de abril de 1982 : el presidente dirige un mensaje al país en el cual explica los motivos de la decisión.

"La situación que se planteo se refería al virtual emplazamiento a un grupo de argentinos para que abandonara las islas Georgias del Sur donde este grupo desarrollaba legalmente un trabajo común, siendo que su situación jurídica estaba protegida por acuerdos establecidos oportunamente por los dos países. Él envío de una fuerza naval y él termina perentorio que se quiso imponer son demostraciones claras de que se persiste en encarar la cuestión con argumentos basados en la fuerza y solo ve la solución en el desconocimiento liso y llano de los derechos argentinos. En Gran Bretaña, la "reacción" fue de... sorpresa.

Página 102: La magnificación del incidente Georgias en el parlamento británico.

El 23 de marzo de 1982 se reúne el parlamento británico a los efectos de considerar la cuestión planteada en las islas de Georgias del Sur.

Página 103: En la cámara de los Comunes, el vicescanciller británico expreso que el gobierno seguía comprometido a apoyar a las islas Malvinas y sus dependencias y a defenderlas al máximo (23 de marzo).

Página 105: Las intenciones de gran Bretaña de revalorizar estratégicamente el área del Atlántico Sur, el mantener apostado el Endurance junto con una posible flota permanente, la no-continuación de las negociaciones por la soberanía.

Página 107: Déclaration de Lord Carrington le 30 mars :

"No tenemos dudas sobre la soberanía británica sobre las islas Malvinas y la dependencia de las Georgias... Mantenemos la posición de que la presencia de ciudadanos argentinos en las Georgias sin autorización no es aceptable".

En la prensa (Página 108) :

El periódico "The Guardian" expresa en un titular Gran Bretaña envía a la marina y dice en el Artículo "la soberanía Británica ha sido defendida en la Antártica. El honor nacional y la

presuntuosa banda de comerciantes argentinos ha sido expulsada por cuatro bravos británicos".

Página 109: La cadena británica ITV informa de la partida desde Gibraltar de un submarino nuclear de la clase "Hunter Killer" (pas démantie par le gouvernement Grande-Bretagne).

Eso : "tuvo una capital importancia en el análisis de situación que efectuó el gobierno argentino el 26 de marzo. Porque el poderío que representa una nave de esta clase, estacionada en la zona de las islas impediría cualquier intento de desembarco argentino, y su mero estacionamiento en la zona le permitiría a Gran Bretaña ganar el tiempo necesario para reforzar militarmente las islas.

También el 25 de marzo se informa que el destructor misilístico británico Exeter, desde Belice, zarpa con rumbo al Atlántico Sur (información dada por el London Evening Standard).

Página 111: El 30 de marzo, el diario The Sun menciona que los señores (los argentinos) se interesaron por las islas solo cuando escucharon que los informes indicaban una gran cantidad de petróleo. Fue un error de Gran Bretaña haber comenzado negociaciones con ellos. Ahora no deben quedarles dudas que las Falkland fueron, son y seguirán siendo británicas.

Destacaba también que el gobierno de Gran Bretaña estaba bajo la presión de los Kelpers, quienes solicitaban el envío de destructores y de un portaaviones a las islas en forma inmediata.

Página 112: Entre ambas fechas (26 de marzo y el 1 de abril), las noticias predominantes son amenazas, ultimátum, envío de buques de guerra, de submarinos nucleares, etc... Esto tiene una sola explicación : habiendo llegado los acontecimientos al nivel al que Gran Bretaña quiso elevarlos, lo único que le interesó entre el 26 de marzo y de expresión militar por parte de la República Argentina para así poder presentarse como "agredida" internacionalmente y poder despachar una flota que, como vimos y veremos ya estaba alistada.

Séptimo : El apresto de la Marina Británica.

Página 119: El 6 de abril, llegó a la isla Ascensión para reabastecerse, el primer buque de guerra británico. El diario "El País" de Madrid, del sábado 3 de abril de 1982 expresó: "fuentes fidedignas londinenses citadas por la agencia France presse, precisaron que 24 barcos de guerra británico destructores, lanzamisiles fragatas, submarinos y buques nodriza, zarparon desde Gibraltar el lunes 29 de marzo tras haber participado en maniobras de la OTAN.

Página 122: Para preparar y adaptar una flota así se necesita tiempo: mucho más de las 48 horas que van desde el 3 de abril de 1982 hasta el 5 de abril de 1982.

Octavo : Conclusiones.

Página 126: Después de la fracasada reunión de New York de febrero de 1982, la Republica Argentina emite un comunicado, el 2 marzo de 1982, para dar cuenta del resultado negativo de la ronda de negociaciones y expresar al gobierno británico que en caso de no registrarse progresos sustanciales en el plazo de tres meses "se considerara en libertad de elegir el procedimiento que mejor resulte a sus intereses".

Página 127: Ahora bien, este comunicado fue interpretado en muchos medios como demostrativo de las intenciones argentinas de ocupar las islas.

No es así. El comunicado se inscribe dentro de la ofensiva diplomática.

Página 130: John Nott: "Los preparativos estaban en marcha desde hacia varias semanas. Estábamos listos.

Capitulo 14: Los hechos en Gran Bretaña. Intereses y motivos por los cuales se adopta la decisión política de instalar la fortaleza Falkland.

Introducción: Página 133. Primero : el interés económico por las Islas Malvinas y sus adyacencias marítimas.

Página 135: "Cuya opinión era afirmativa en cuanto a la posibilidad de la existencia de hidrocarburos en la plataforma que rodea a las Malvinas.

El 8 de diciembre de 1975, Gran Bretaña anuncio que no dejaría explotar los hidrocarburos de las Malvinas a ningún país. Esto provoco el reclamo argentino que obtuvo como respuesta del canciller británico James Callaghan, que era "estéril" la disputa entre ambos países por la soberanía de las islas.

Página 136: El 16 de enero de 1976, el Comité Jurídico Interamericano sentencio (después de la manda de la misión Shackleton.

1°) La republica Argentina tiene inobjetable derecho de soberanía sobre las Islas Malvinas, por lo que la cuestión fundamental a resolver es el procedimiento a seguir para el reintegro de su territorio...

3°) Que constituyen amenazas a la paz y a la seguridad del continente, así como flagrantes violaciones a las normas internacionales sobre no-intervención, la presencia de naves de guerra extranjeras en agua adyacentes de estados americanos, así como el anuncio intimidatorio por parte de las autoridades británicas del envío de otros barcos.

Página 139: El 19 de julio 1984 se anuncio públicamente en Londres la concesión otorgada por derechos de prospección petrolífera a la empresa First land Oil and Gas Company, sobre un territorio de 55 000 hectáreas en Douglas Station. La aprobación de esa concesión se oficializo el 3 de enero de 1985, el día del 152 aniversario de la ocupación de las islas Malvinas por la fuerza por parte de Gran Bretaña.

Página 140: El informe Shackleton, que se ocupó de hacer un relevamiento completo de las posibilidades económicas del archipiélago también trató del tema de la pesca. Los mares que rodean a las islas Malvinas son la mayor fuente virgen de proteínas del mundo. En realidad, la pesca podría muy bien superar todas las actividades económicas, existentes o planeadas, de las islas y agregaba la estimación de que la explotación de esas zonas pesqueras dentro de un radio de 200 millas en torno de las islas "podrían" tener un rendimiento dos veces superior a la pesca actual mundial. Este informe económico es de 1976. En octubre de 1986, el gobierno británico declaró su jurisdicción de 150 millas en torno de las Malvinas.

Página 141: En la misma fecha de octubre de 1986 se creó la Falkland Islands Development Corporation, presidida por el Sr. Gordon Jewkes, empresa que a su vez estableció como subsidiaria a la "Stanley Fisheries limited" con la cual comenzó la pesca en gran escala ya que se trata de una firma dedicada especialmente a la captura de centollas y entre sus planes se halló la posibilidad de establecer el cultivo del salmón en la bahía del Corro, en el oeste de las islas.

Página 142: En 1980, el producto bruto interno obtenido por los habitantes de las islas Malvinas ascendía a 4 millones y medio de libras esterlinas.

En 1987, ascendió a 31 millones de libras las utilidades de las empresas pesqueras alcanzaron en 1987 los 7 millones de libras (publicado en marzo de 1987 en el Falkland Islands Newsletter de Sr. Peter Pryn).

Página 142: En materia de minerales, las evaluaciones precisas también se hallan en el marco de la potencial pero entre ellos cabe citar la posibilidad de extraer hierro, níquel, cobalto, silicio ferroso, manganeso y fosforita. Explotación de gas.

Secundo : proyección de las islas hacia el continente antártico: el ventimiento del Tratado Antártico.

Página 146: Entre 1908 y 1942, Argentina, Australia, Chile, EE.UU., Francia, Gran Bretaña, Noruega y Nueva Zelanda exhibieron sus derechos sobre estas tierras por razones de su exploración.

El Año Geofísico Internacional de 1957/58 abrió los cauces para materializar el Tratado Antártico firmado en 1959, cuya entrada en vigencia se produjo en 1961 para un período de 30 años. Este acuerdo con el mismo se estableció que a partir del paralelo 60 de latitud sur, se crea una zona desnuclearizada, sometida exclusivamente a la cooperación científica internacional (países citados antes, más Bélgica, Japón, Ex-Unión Soviética, África del Sur y Polonia).

Página 146: Y por otro lado, controversias planteadas en la ONU por países del tercer mundo que entienden que los derechos sobre esas tierras no deben ser privilegios de unos pocos, sino patrimonio de la humanidad.

Página 147: Los países que reclaman derechos sobre los territorios antárticos, basan sus reclamos en el argumento de la proximidad geográfica o en los derechos derivados de la exploración.

Página 148: Sabemos que Chile, hace años, colabora estrechamente con Gran Bretaña, y después del conflicto obtuvo de esta la base Adelaida.

Página 148: La República Argentina considera que las pretensiones Chilenas son arbitrarias al abarcar un sector que va desde el meridiano 90 (que es la proyección de la isla de Pascua) hasta el meridiano 53.

Página 149: Chile ha obtenido la base Adelaida, Chile ha cedido a los EE.UU., la isla de Pascua en el océano pacífico, que es la isla que precisamente, le otorga proyección al meridiano 90 en la Antártica. La "fortaleza Falkland", en su proyección de poder tiene 2 ámbitos territoriales donde reflejarse hacia el sur (Antártica), o hacia el... oeste (territorio continental patagónico).

Todo esto enlaza en los porqués Gran Bretaña decide provocar un conflicto en el Atlántico sur en 1982.

Página 151: Tercero, congelamiento definitivo de las negociaciones por la soberanía con la República Argentina. Presión de los "Kelpers", interés de la Falkland Islands Company.

"Gran Bretaña logró que la atención pública mundial se centrara sobre el hecho bélico, sin que se discutieran los títulos históricos o legales que podrían tener sobre las islas y que como sabemos, son nulos.

Página 152: La constante afirmación acerca de que Gran Bretaña no tenía la más mínima duda acerca de soberanía sobre las islas Malvinas fue comenzado a utilizar por la señora Thatcher el mismo 3 de abril.

Página 153: Después de 1982, específicamente el 28 de marzo de 1983, se sancionó en Gran Bretaña la ley que incorpora a los Kelpers como miembros plenos de la población británica. Desde un punto de vista jurídico, la sanción de esta ley que hace a los Kelpers tan británicos como miembros plenos de la población británica. Desde un punto de vista jurídico, la sanción de esta ley que hace a los Kelpers tan británicos como los nacidos en el corazón de Londres, fue un error. Porque al identificarlos como ciudadanos británicos, les quita el carácter de "tercera parte" en el conflicto. Vale decir: si para obtener la autodeterminación son exigibles como requisitos.

Página 154: Una identidad nacional diferenciada de la potencia colonista.

- una relación legítima con el territorio e
- idoneidad como para ser reconocidos como unidad política del derecho Internacional, ninguno de estos requisitos es satisfecho por los Kelpers.

Página 155: La Falkland Island Company (la FIC) es una empresa de características y organización coloniales cuya Fundación data de 1951. Su paquete accionario pertenece totalmente a la empresa "Charringtons Industrial Holding", y el de esta, a su vez, es de la propiedad del grupo "Coalite", uno de cuyos directores es el esposo de Margaret Thatcher.

Controla además todo la económica: es dueña del 42% de los casi 7 000 km² y domina el 66% de los negocios de la esquila de lana, a través de otras compañías independientes, pero más pequeñas. La FIC opera como un grupo de presión.

Página 157: Brian Frow est aussi un directeur de la Société mère : el comodoro del aire retirado Brian Frow, agresivo, mordaz, y despreciativo hacia los argentinos, el 30 de marzo de 1982 en la ocasión que el parlamento que el parlamento británico debatía la crisis de Georgias, declaro : "No hay dudas de que la acción Argentina fue deliberada para analizar el agua y ver hasta donde estamos decididos a llegar... Hay petróleo en la plata forma marítima de la zona, los argentinos la saben y huelen el dinero..."

Cuarto : Necesidades de política interna británica situación socioeconómica en 1982.

Página 159: Este era el marzo económico y social que se vivía en el Reino Unido durante 1981. Como vemos, muchísimo más grave y complejo que el que pudiera vivirse en nuestro país, aquejado, sin duda, por graves problemas, pero que no tenían la envergadura de los que se suscitaban en Gran Bretaña.

Página 160: Como consecuencia de lo expuesto, resultaba ser que la señora Thatcher se había convertido en la más impopular de los gobernantes de las últimas décadas.

Basta con destacar que en el mes de marzo de 1982, el 75% del electorado opinaba negativamente acerca de su política.

Tom Dalyell, parlamentario del partido laborista y acérrimo enemigo de M. Thatcher, expreso que la primera ministra fue la que provoco la guerra de 1982, "por exclusivas razones de política domestica británica (Clarín del 10 de junio de 1986).

Página 161: "El diario británico The Guardian, que al finalizar 1982 señalo que dicho ano seria recordado por una guerra innecesaria, efectuada sin ninguna otra razón que asegurar la supervivencia del gobierno de la señora Thatcher.

Página 162: La guerra de las Malvinas ha sido el tema de una prolongada campana de propaganda en la cual la señora Thatcher busco presentarse como habiendo salvado a Gran

Bretaña de la humillación infligida por un dictador fascista. Todo esto demuestra que existían poderosos intereses políticos en Gran Bretaña como para provocar un conflicto armado en el Atlántico sur que permitiera desviar la atención de los problemas internos y de algún modo, levantar la moral del Imperio, con tantas frustraciones (léase descolonización) sufridas a partir de 1945.

Página 163: En 1983, triunfo en las elecciones, con el voto de algo más de 42% del cuerpo electoral.

Quinto : Intereses de la Armada Real Británica.

Página 166: Los gastos de defensa previstos para el periodo 1981/1983 rondaban los 14 400 millones de libras.

Página 168: Cuando estallo el conflicto, Gran Bretaña estaba empeñada en un proceso de reducción de las unidades de superficie de la Armada, en beneficio del aumento y modernización de los submarinos nucleares provistos con misiles balísticos. Es decir, el programa de reducción no estaba suficientemente avanzado cuando las hostilidades estallaron en abril. Y ese es el principal motivo y explicación de por qué estallaron en esa fecha.

Página 170: La Marina Real tenía un temor que la Task Force realizara todo el viaje hasta el Atlántico sur y regresara de nuevo sin haber luchado. Tenía que haber un conflicto militar normal de ver cualquier problema en términos de una solución por la fuerza de la arma.

Sexto : Geopolítica: triangulo Ascension, Malvinas, Diego Garcia.

Página 175: Cierre del canal de Panamá. Las barcas deberían derivarse a la zona sur del Continente: esto es: el estrecho de Magallanes, el canal de Beagles, y el pasaje Drake. Y las Malvinas, por su situación constituyen la llave de control situada frente a estos accesos.

Página 178: El 15 de mayo de 1982, el secretario general del OTAN era Joseph Luns. Él expresaba: sucesos recientes, particularmente en torno de las islas Falkland, han demostrado que lo que ocurre fuera de la jurisdicción de la organización, también puede afectarla.

Página 183: Isla Mauricio: independencia 1968.

Página 192: "La agresión británica, que comienza en el incidente Georgias, interrumpe la planificación a todo nivel.

Alejandro Rovira, *Malvinas Ahora*,

Página 13: El establecimiento de Inglaterra en las Islas Falkland es injusto porque no tiene ningún derecho a esas islas; Imprudente, porque expone a la nación a los peligros de una guerra, impolítico, porque es imposible, sin gastos desproporcionados con su objeto, sostener un establecimiento tan alejado... la reparación del insulto, único punto interesante para Gran Bretaña en esta cuestión, es satisfecha"... Lord Holderness, Cámara de los Lores, 1845.

Página 1: Radio Fenix, 2 abril: "Y bien, por lo visto Argentina decidió hacer lo que mucha gente considera que debió hacer lo antes, es decir, tomar posesión de las islas, sujetas por derecho a su soberanía y que tienen un posición económica y estratégica de suma importancia.

Página 2/3: Radio Fénix, 2 abril: Rovira : Ahora, Estados Unidos es una superpotencia mundial, con alianzas, con intereses vitales en casi todas las partes del mundo, con pactos y alianzas, entre ellos con Gran Bretaña y con Argentina, en grados diferentes es un miembro importante del OTAN, como lo es Gran Bretaña, pero, en definitiva creo que no podría haber dudas que en la cuestión de fondo Estados Unidos tendrá que reconocer la razón Argentina.

Presentador : Piensa que lo hará en forma pública o en otro campo?

Rovira : Seguramente a través de declaraciones de voceros autorizados del departamento de estado, manifestaciones, en el congreso, en el senado, en la prensa, Ud. sabe como se manejan estas cosas.

2) Malvinas, volverlas a Argentina (El Diario, 3 abril):

En definitiva, las Malvinas deben ser devueltas a la Argentina, dado que el único interés real y concreto que hace Gran Bretaña reivindicar su soberanía en ese territorio es su riqueza petrolera, expresó el ex-canciller de la República, Alejandro Rovira.

Página 6/7: Tiar, foro propicio (Radio "Monte Carlo", 13 abril)

Presentador : Considera Ud. que la OEA tratara el caso de las Malvinas?

Rovira : La OEA es el campo propicio, el Tratado de Asistencia Reciproca, TIAR, prevé que hay una conferencia de Consulta de Cancilleres, las medidas aplicables, etc.. Todo un mecanismo diseñado expresamente para situaciones semejantes.

P : Ud. entiende que habría apoyo de los países Miembros de este tratado?

R : Si se analizan los términos del TIAR, parecen muy claros. Un ataque de una potencia extracontinental contra un país americano supone una agresión a todos los restantes. Esto hay que interpretarlo y adecuarlo a la realidad. Se sostiene que los hechos se habrían producido como consecuencia de una provocación Argentina, pero a su vez, Argentina fue la agredida en sus derechos soberanos, por lo que volvemos a los términos del viejo pleito de una discusión

más que centenarias, que se estaba llevando a efecto y que nunca se terminaba, hasta que Argentina aparentemente dijo basta, no podemos seguir en esta discusión eterna.

P : En las últimas horas se recibió un cable señalando que se duda que Argentina pueda recurrir al tratado mencionado, pues también se duda que jurídicamente sea territorio argentino, qué comentario le merece esto?

R : A mi juicio, lo he expresado anteriormente, creo que no hay discusión en ello, que las islas Malvinas o Falkland como las llaman los ingleses, pertenecen a Argentina, están en la órbita de su territorio y bajo la soberanía de la Argentina. Históricamente pertenecieron a España, integraban lo que fueron las colonias hispanas en estas latitudes, y después, cuando se independizaron, pasaron a formar parte del territorio de los nuevos países que surgieron a la vida Independiente en el caso, la República Argentina.

De modo que no conozco, no ya la procedencia de ese cable, pero fundamentalmente ni su vigor, ni su fuerza como argumento de tipo jurídico. Será posiblemente uno de los tantos argumentos que invocan, pero frente a los términos del TIAR no pesa a mi entender.

P : Ante el momento tan difícil que vive el mundo y en el momento de considerarse la posibilidad de dar apoyo a Argentina a través del tratado interamericano de asistencia recíproca, no pesaran en los distintos gobiernos las posibles consecuencias que puedan tener sobre ellos?

R : Esto es muy lamentable, lo que habría sido de desear es que pacíficamente y en torno de la mesa de negociaciones, como es política tradicional uruguaya, se resolviesen este y otros puntos discutibles que existe esa disposición, no se llega a ello, y esto no es un hecho que dependa del Uruguay sino de una decisión tomada soberanamente por otro gobierno y se acude a la fuerza, las realidades están planteadas.

5) Radio Carve, 17 abril: "El Tiar fue suscripto en Río de Janeiro, en la conferencia Interamericana del 47 y reformado luego en el 75, en San José de Costa Rica, mediante un Protocolo adicional, pero este no llegó a cobrar vigencia. El Tiar encara la hipótesis de la defensa de los países americanos en la eventualidad de un ataque por un estado extracontinental, o también por otro estado americano. Su fundamento es preservar la seguridad, la paz, reprimir los actos agresivos contra cualquier país americano dentro de la orientación general que el sistema interamericano dentro de la orientación general que el sistema interamericano, la unión Panamericana, primero, la organización de los estados Americanos, después, han tenido tradicionalmente por considerar a la paz, a la libertad y a las relaciones internacionales amistosas entre los pueblos una vocación genuinamente americanista.

Página 13: El ataque de Gran Bretaña, le coloca en la actitud del agresor, por lo que las normas, mundiales y regionales y la opinión de los pueblos libres, así como la historia, condenaran seguramente a Gran Bretaña por su actitud.

Página 14: Tiar, Malvinas (Radio "El espectador", Palabras Mayores y Ultimas Noticias, 22 y 23 abril)

P : Embajador, podría decirnos qué el TIAR?

R : Tiar es la sigla del tratado Interamericano de Asistencia Reciproca, aprobado en 1947 en Río por los Estados Americanos en la Conferencia Interamericana para el Mantenimiento de la Paz y la seguridad del continente. [...] En gran síntesis, y en lo que interesa, la finalidad del Tiar, lo que este instrumento internacional americano persigue, dentro del marco de las normas de la OEA y conjugadamente con los propósitos y principios de la carta de la ONU, es defender la soberanía, la integridad territorial y la independencia política de los estados Americanos y preservar la seguridad y la paz del continente.

P : ¿Qué requisitos son necesarios para que entre en funcionamiento?

R : - un ataque armado de un estado cualquiera contra un Estado parte.

- un segundo requisito, o condición, seria este: cuando el ataque es de origen extracontinental, como el caso actual del litigio de Gran Bretana con Argentina por las Malvinas, el estado, o estados, atacados pueden determinar las medidas inmediatas que adopten en ejercicio de su legitima defensa individual o colectiva, hasta que el organo de consulta adopte una decision.

Página 15: -Otro requisito o condición, seria la agresión. El concepto de agresión, de ataque, es definitivo por el Tiar como el uso de la fuerza armada por un estado contra la soberanía, la integridad territorial o la independencia política de otro estado.

Página 16: - En fin, otro requisito seria el que obliga a que las decisiones o recomendaciones que adopte el Órgano de consulta lo sean por el voto de los 2/3 de los estados partes.

Página 28/29: Interrogantes Interpress service, 25 abril.

El presidente argentino Galtieri, es anticomunista, nacionalista y pro-occidental, como entiende que personalidades políticas y militares de su país puedan sugerir la ayuda militar de la URSS.

R : No conozco esa sugerencia, pero si advierto que al mediar EE.UU. en el conflicto se ata a una obligada imparcialidad, mientras Gran Bretaña y sus socios del MCE se unen contra Argentina. Ello crea un vacío geopolítico en la disputa Este-oeste, que la URSS tratara seguramente de capitalizar tácticamente en su carrera por el poder mundial, defendiendo un proveedor importante de alimentos, así como el campo de operaciones de su flota pesquera...

IPS : El bloqueo que anuncia Gran Bretaña, como considera usted?

R : Como una agresión material, así como la medida del MCE, es una agresión económica.

IPS : La ocupación de las Malvinas por el Ejército argentino, no constituye un acto de agresión?

R : No, significa la recuperación de un territorio de su pertenencia, arrebatado por la fuerza, reclamado hasta el cansancio sin ser oído, que puso por fin a una afrentosa situación colonialista y ojala! Lo sea definitivamente.

Página 35: Radio "Fenix", 3 de Mayo.

P : Usted entiende que llegaremos a una solución en el campo diplomático, o que llegaremos, le pregunto ya en mi calidad de americano a manos de Juan Pablo II?

R : No creo, le he dicho hace muy poco, que lamentablemente el Papa pueda hacer nada porque sus justas, sus justísimas reclamaciones de paz y de concordia, pese a toda la gravitación que tienen moralmente, difícilmente puedan llegar hasta quienes están ya combatiendo. No creo que pueda tener, por lo menos rápidamente, ninguna salida diplomática tampoco, pues Gran Bretaña no va a acceder, al contrario esta intentando obtener una solución de fuerza que le permita instalarse de nuevo en la isla, para no ceder luego un ápice en el terreno de la soberanía que es lo que le importa y esta reclamando, ilegítimamente a mi juicio.

Página 52: Ultimas Noticias, 24 de mayo: El secretario de la ONU, señor Perez de Cuéllar, fracaso en su mediación y lo dio por terminada.

El gobierno británico sostiene que las negociaciones fracasaron por intransigencia Argentina, según manifestó la señora Thatcher en los comunes; la guerra, entonces, se volvió perentoria, habiéndose impartido ya al Almirante Woodward la orden de realizar ataques parciales, incursiones de comandos, hostigamientos aislados, preparatorios de una invasión. El canciller Pym declaró a la BBC que Gran Bretaña seguirá usando la presión diplomática, económica y militar como un torniquete para bemostrar a las fuerzas argentinas y lograr sus objetivos. El gobierno argentino, en palabras del Canciller Costa Méndez, expresó que la mediación del Secretario de la ONU se frustró antes la obcecación británica que dijo no a todas las propuestas, agregando: EE.UU puede evitar una guerra si vuelve al lado de sus hermanos latinoamericanos, si sigue apoyando a Gran Bretaña el camino será más difícil.

Página 53: En cuanto al mundo, al que este conflicto de alguna manera ya roza pero que puede derivar en una Tercera Guerra Mundial, que a toda costa debiera evitarse, cabe puntualizar.

Página 58: Ultimas Noticias, 2 de junio.

"El izquierdista régimen de Nicaragua y el derechista de Guatemala tienden simultáneamente su mano a la derechista Argentina en apoyo contra el ataque del derechista gobierno británico. Otro tanto hacen los gobiernos de Cuba prosoviética, y del Salvador pro estadounidense. De igual modo actúan los países no alineados. El especialista argentino en temas de hidrocarburos, Dr. Alfredo Silenzi de Stagni, autor del libro, las Malvinas y el petróleo, que afirma que el archipiélago atesora 4 o 5 veces más reservas que el mar del norte, responsabiliza al ex-ministro Martínez de Hoz de entrega de las islas a Gran Bretaña, y a los gobiernos argentinos de haber negociado muy mal estos últimos 15 años "ya que fuimos cediendo hasta entrar en el problema de la cooperación económica, la tesis de los británicos y las transnacionales que Martínez de Hoz acepta incondicionalmente.

Página 64: Últimas Noticias, 7 de junio. La prensa divulga el supuesto intento de Gran Bretaña de bombardear posiciones argentinas desde bases en Chile, lo que ambos Gobiernos desmienten, no obstante que informes periodísticos de EE.UU. señalan que sus autoridades habrían reaccionado de modo "furibundo" contra semejantes desatinos. Se difunde también la entrega a Gran Bretaña por EE.UU. de amplia gama de armas, entre otras, de perfeccionados misiles tierra-aire, con sistemas de radar orográficos, especialmente adaptables al de los aviones "Pucara" utilizados con éxito por los argentinos.

Página 72: Entre muchas y valiosas realizaciones, que la humanidad debiera agradecerle, la Onu proclamó solemnemente "la necesidad de poner rápido fin al colonialismo en todas sus formas y manifestaciones (Resolución de la Asamblea General, 1514, XV, diciembre, 1960). Poco después, examinada la situación de las Malvinas y en vista de existir una disputa entre Gran Bretaña y Argentina por la soberanía, invitó a ambos Gobiernos a proseguir "sin demora" las negociaciones para aplicar la concesión de independencia a los países y pueblos coloniales mediante "una solución pacífica", conforme a las disposiciones y objetivos de la carta, de la resolución 1514, XV y de los intereses de la población de las islas, debiendo informar luego sobre el resultado al Comité especial y a la Asamblea General en el XXI período de sesiones (resolución de la Asamblea General, 2065, XX, diciembre 1965).

Página 75: "El santo Padre, apóstol internacional de la paz, de la dignidad y de la fraternidad humanas, ha traído a la Argentina un mismo y emotivo mensaje que el que pocos días antes llevara a Gran Bretaña, en procura de tan elevados fines. En hora buena tal mensaje encuentre sincera acogida en todos corazones. Pero, descuento que la verdadera paz no podría ser alcanzada en desmedro de la soberanía, la dignidad, el honor y los inalienables derechos de la Nación Argentina, que dieran mérito a la incruenta y ya histórica reivindicación del 2 de abril. Una paz sin honor, significaría traición a esos principios y a quienes, para preservarlos, están

haciendo ofrenda de sus vidas. Bienvenido, pues, un alto el fuego y una paz que signifiquen la realización de la justicia y el derecho, pero no su abjuración. Pues ello podría traer la caída del régimen militar por omisión de su fundamental deber de defender la soberanía nacional y precipitar a la Nación en el descreimiento, en la anarquía y hasta en la guerra civil misma... "

Página 76: Contra quien, por qué y para qué lucha Argentina. (Agencia TELAM, 14 de junio). Si en general pueden ser claros los hechos a la luz de anteriores análisis, tal vez no lo sean tanto en lo relativo a la individualización de los enemigos contra los cuales lucha Argentina, así como por qué y para qué lo haría:

- En un rápido esquema el vecino país, quiérase o no, lucha contra:

-el colonialismo representado por

*el actual sistema bancario, financiero y sus redes;

*los grandes consorcios petroleros: Standard Oil y Royal Dutch interesados en explotar la cuenca petrolífera malvinense;

*la industria armamentista mundial que prueba y experimenta sus nuevas armas con argentinos y empales;

*la crisis de la industria pesada y naval británica: un 80% de los astilleros y establecimientos siderúrgicos están paralizados y la guerra del Atlántico Sur, trágico suceso para todo el mundo, deviene un auspicioso evento para los mercaderes del armamentismo pues los hundimientos y averías de la chatarra obsoleta, inservible o superada por los nuevos medios de ataque, exigen su remodelación, adaptación o sustitución con suculentos créditos, OTAN mediante;

*la cumbre del partido conservador de Gran Bretaña, derrotado por la crisis más profunda de toda su historia y de la cual, con la ayuda norteamericana y la experiencia de las Malvinas espera emerger, respondiendo armas y bagaje en el ejército, para poder continuar en el gobierno, impidiendo el acceso del opositor partido laborista que, como Mitterrand en Francia, nacionalizaría las industrias y servicios principales, liquidando el poder del actual sistema bancario-financiero norteamericano que respalda al régimen conservador.

- Argentina también lucha por y para obtener:

*la verdadera independencia política y económica, suya y detrás de ella, de Latinoamérica, que la apoya;

*el control del Atlántico Sur fuera del dominio de las grandes potencias;

*su proyección geopolítica sobre la Antártica y adyacencias;

*el resurgimiento del nacionalismo, argentino y Latinoamérica, como palanca para el entendimiento que permita generar una política anticolonialista de amparo mutuo;

*un nuevo y más equitativo planteamiento político-económicas continental y mundial;

- *una estrategia conjunta para la defensa de las materias primas y los mercados;
- *el surgimiento de la OELA en sustitución de la fallida OEA;
- *un nuevo enfoque revitalizador de los frustrados TIAR y junta Interamericana de la Defensa suplantados por un TLAR y una JLD respectivamente;
- *un renacimiento de la confianza publica ante los acontecimientos del 2 de abril en adelante que conduzca al desenmascaramiento de los mediadores de las transnacionales verdaderos 5 columnas del colonialismo enquistados en puntos claves y que durante anos han hecho fracasar las justas reivindicaciones populares.
- *el acrecentamiento del territorio y las riquezas adyacentes y, ante el nuevo planteamiento de la política internacional, la obtención de mayores recursos y poder de maniobra para lograr un justo trato y no prestamos de usura ni subsidios a la miseria;
- *mayor capacidad negociadora en el campo internacional con la apertura hacia los nuevos mercados del bloque comunista y los países árabes para lograr mayor justicia y asegurar la paz por las que con su sangre la juventud Argentina esta combatiendo;
- *petróleo y krill, nuevas de energía y proteínas;
- *manejo y control de la minera en los fondos oceánicos profundos, ricos en níquel, cobre, cobalto, manganeso, etc., de su plataforma marítima;
- *utilización de la experiencia administrativa, eficiencia productiva, transferencia de tecnología e inversiones de las compañías transnacionales en beneficio del desarrollo nacional y no en perjuicio de los países pobres, como hasta ahora;
- *la democratización interna, como una etapa política importante del proceso de renovación nacional que en la nueva fase post 2 de abril, dinamiza las actividades y las expectativas de toda la ciudadanía Argentina con énfasis y apoyo popular.

El anterior esquema permite ver con perspectiva más amplia que esta lucha no es solo una causa de Argentina sino de toda Latinoamérica.

Página 81: Argentina y las relaciones interamericanas. (Agencia, TELAM 15 junio).

Aunque con la relativa provisoriedad de todo lo político los anteriores hechos y análisis permiten sacar conclusiones en cuanto, a:

Argentina :

-frente interno:

- *Galtieri, figura prácticamente desconocida, rebasa la frontera de su país y se sitúa a un nivel americanista, mediante;
- *la justificación de la presencia militar no como aparato represivo antipopular, sino defensivo de la soberanía y del honor nacional,

*la reafirmación del nacionalismo

el renacimiento de una esperanza colectiva ante la inminencia de un retorno a la libertad y a la participación ciudadana en la vida interna del país a través de toda la gama de su espectro político.

*pueblo argentino: descubre una razón valedera y una motivación plausible y energética para su postergado reencuentro y unidad.

-frente externo:

*emerge como una nación unificada en el ejercicio pleno de la soberanía, con capacidad de decisión independiente presidiendo la elección de su destino.

*se suma y consolida anteriores actitudes anticolonialistas latinoamericanas.

*pero, al hacerlo abiertamente mediante un recio enfrentamiento armado con una poderosa potencia mundial de Europa occidental, adquiere características gravitantes de excepción

*aumenta su aptitud negociadora al tener bajo control mayor ámbito espacial y el enclave geopolítico malvinense, sentida obligada de los grandes petroleros y nudo estratégico de la defensa marítima del Atlántico Sur y de las rutas aéreas transpolares a Australia, China y Japón

*acrece su riqueza petrolífera y alimentaria en un mundo deficitario de energía y proteínas multiplicando su capacidad de maniobra

*el desarrollo de esas capacidades le ubica en posición para negociar el perfil de su deuda externa de igual a igual evitando desfavorables condiciones e, incluso, fijando las propias.

*arriesgase la aparición de un nuevo factor geopolítico alterante, de efectivizarse la presencia soviética y su concurrencia diplomática en el área.

-relaciones latinoamericanas:

*junto con otras reivindicaciones surge la perspectiva de un nuevo esquema de imprevisibles proyecciones determinado por la errática conducción de la política exterior para con América Latina por parte de la EE.UU., cuyas dirigencias políticas se han mostrado incapaces de comprender la verdadera importancia del subcontinente y el hecho de que ya viste pantalones largos.

-Relaciones EE.UU. América Latina:

*EE.UU. no podrá ya actuar con éxito como father omnipotente en las relaciones hemisféricas

*ni imponer autoritariamente políticas unilaterales simplistas de mimeógrafo, condicionadas a préstamos, dádivas, ayudas o aranceles, derechos humanos, ni cronogramas, por haber toda América visto y comprobado que las promesas y compromisos de su ayuda y su protección militar, supeditadas a servilismos y a leoninas intereses, son ineficaces o ineficaces o

inexistentes en el momento de cobrar efectividad, y que la fuerza y la ayuda verdaderas están en nuestro propios pueblos hermanos y en la mutua confianza;

*ese es el trascendente replanteo histórico que-sea cual fuere el resultado concreto de la guerra, fructifica en el reencuentro de toda Latinoamérica crónicamente desunida y dividida cuando el 28 de abril por primera vez y con toda la timidez atribuible a la eficacia practica de las medidas, 18 países discrepan con EE.UU. y respaldan la altiva actitud del pueblo argentino, al que los poderosos cerraron sus puertas, revelando que el desarrollo, la ayuda y el poder residen, como las exigencias de la propia dignidad latinoamericana, en nuestros países, en nuestra unidad solidaria, en nuestra unidad solidaria, en nuestro esfuerzos, y en nadie más...

Página 85: Malvinas a la ONU (La Marana, 21 de junio).

P : ¿-Qué puede traer aparejada la no capitulación Argentina en el conflicto de las Malvinas?, Pregunto anoche Rovira "Encuestas" del diario "la Mañana".

R : -Esta situación se presenta un poco confuso, dado que el conflicto bélico no ha cesado, pues no hay una rendición incondicional ni una capitulación, sino un cese de hostilidades, como se anuncio inicialmente.

Ello dará lugar a que Argentina aproveche para plantearlo en todos los foros, a fin de ver si puede encontrar una solución negociada para el conflicto.

De todos modos no importa la entrega, pues va a traer lo que estamos presenciando, la posibilidad de una continuación de la lucha, el intento de Gran Bretaña de fortalecerse militarmente en las islas, por un lado, y la Argentina de no ceder, por otro. Tendremos que ver en qué termina esto. Creo que es la oportunidad para que las Naciones Unidas especialmente, que estimo es el único foro que puede hacer algo, tome alguna determinación, pese a que allí se tropieza, como sabe, con el famoso veto, donde la manifestación unilateral de voluntad de Gran Bretaña, puede impedir toda decisión eficaz o deseable.

Página 94: Paises de America Latina, sin unidad y fuerza, no son nada. (El País, 28 de julio).

La necesidad de refinanciar su deuda externa llevo al gobierno argentino a realizar un inventario de todos sus activos incluidas las cartas de negociación geopolíticas. Surgi así nítidamente el verdadero valor "Malvinas", en su proyección antártica; en la riqueza de su plataforma en hidrocarburos, proteínas y minerales; en su utilidad como llave de las rutas al Pacifico para el dominio de los mares y del comercio, en su significacion como base militar y misilistica dentro de una estrategia defensivo-ofensiva. [...]

En EE.UU., el Pentágono, la Standart Oil, la banca financiera, Citicorp, Chasse Manhatam Bank, la política interna, la futura reelección, los presidenciales, las candidaturas senaturales,

en Gran Bretaña, la R.D Shell, el gobierno, auto-estimado dueño del archipiélago sobre el que impera desde siglo y medio, ligado estrechamente a EE.UU. por los lazos de la defensa de Europa contra el comunismo, el espionaje y los intereses financieros y comerciales, en la URSS, moderna competidora por el dominio de los mares y potenciada por su política hegemónica mundial, naturalmente interesada en no verse relegada ni quedar el margen de ningún nuevo reparto. En realidad, de un repartito porque el reparto grande del orbe ya se consumo con preponderante participación rusa, cuarenta años atrás. [...]

Página 95: El tratado de Tiatelolco y la Opanal fue una quijotesca ilusión destinada a hacer pensar que, proscribiendo las armas nucleares en América Latina, estos países permanecerían afuera e inmunes de un apocalíptico conflicto. Pero, en realidad, solo sirvió a un propósito de exclusión y sometimiento, pues, como lo demostró la guerra de las Malvinas, impunemente deambularon por estas zonas submarinos nucleares y armas atómicas. Gran Bretaña, una nación que se jacta de la defensa de los principios morales no hesito en apelar a la fuerza y aun al poder atómico, que detenta, con lo que legalizo la presencia del átomo en nuestra jurisdicción pese a la aparente protección de los tratados, para hacer prevalecer sus razones en amparo de los históricos repartos.

Página 96: “Últimas Noticias”, 24 julio: Interasado en las buenas relaciones con el laborismo británico y la cofradía socialista mundial, pero también con América Latina, el gobierno Mitterrand preciso que su respaldo a Gran Bretaña se debió a la invasión argentina, más, Francia nunca reconoció la soberanía británica sobre las islas, como dijo el Canciller Cheysson. No obstante, según adelanto al secretario General de la ONU, la señora Thatcher se niega rotundamente a toda posibilidad de discutir nada con Argentina, en flagrante violación del párrafo tercero de la resolución 502 del consejo de Seguridad. Lo que llevo a concluir a los periódicos británicos “The Observer” y “Sunday Times” que el gobierno conservador jamás estuvo interesado en negociar ninguna solución pacífica.

La comunicación interoceánica a través del Estrecho de Magallanes, Beagles o Pasaje Drake, choca su vez con la posibilidad de una creciente gravitación soviética en la región antártica artillada por los desfavorables resultados de la guerra para Argentina, el intercambio comercial y las decisiones internas e internacionales que este país pueda tomar respecto de las islas.

Virgina Gambia, *Estratégica: intervencion y crisis*, Buenos Aires, Sudamerica, 1985, 278 pages. còte : 185 830.

III) Política de defensa del Reino Unido

Página 125: En el caso de 1981, la inminente reducción de la marina fue simbolizada mediante los ataques al portaviones es muy vulnerable en cualquier escenario belico contemporaneo en el Atlantico Norte, y que incluso su función específica de guerra antisubmarina era mejor cumplia por los submarinos de ataque a propulsión nuclear (hunter-killer). No es de extrañar que tras estos ataques el gobierno congelara el proyecto de construcción de dos portaviones gemelos al "Invencible", y que este ultimo fuese vendido a Australia. Sin embargo, en la guerra de 1982, la marina volvió a colocar la revaporización justamente en su flota de superficial, aquella misma que había sido reducida un año atrás. Es interesante notar como en el mes de septiembre de 1981 y 3 de meses después de la decisión oficial del gobierno británico de reducir la flota de superficial y vender el "invencible", el informe del comité Conjunto de inteligencia Británico refiriéndose al potencial problema del Atlántico Sur, sugerencia en ese momento respaldar la posición pedida por los isleños de las islas Malvinas de no negociar más la soberanía con la Argentina con el establecimiento de una fuerza de disuasión que comprendería un portaviones, cuatro fragatas y dos submarinos. ¿Cómo podía ser que en ese momento se estuviera aconsejando la utilización de una pequeña flotilla, que a todo efecto no existía más?

Página 126: "para marzo de 1982 la senora Thatcher habia pasado a ser el gobernante británico más impopular en los últimos veinticinco años (justamente en la época de su par, Eden). Esa impopularidad se reflejada en forma abierta en relación a su política de defensa.

Página 135: Aspiración de ser el país hegemónico.

Página 136: En relación con otro conflicto territorial como ser el de las islas Malvinas, es interesante notar como EE.UU siempre mantuvo una posición ambivalente debido a que ellos sostenían que la doctrina Monroe no era aplicable al área en relación con el Reino Unido, por haber ocupado el Reino Unido dichas islas con anterioridad a la enunciación de la doctrina. Es necesario señalar que en 1823 las relaciones entre nuevas república sudamericanas y Europa, así como con EE.UU., estaban afectadas por la reclamación de la doctrina Monroe referente a lo no-intervención europea en América.

Página 138: Esta serie de relaciones entre los países sudamericanos (que se reflejan en las organizaciones internacionales regionales), incluyen la rivalidad tradicional entre Argentina y Brasil, evidente en sus relaciones con Uruguay, Paraguay y Bolivia. Las disputas limítrofes entre Argentina y Chile que explotaron nuevamente en 1968 y 1978; los conflictos entre Chile

por un lado y Bolivia y Peru por el otro; la guerra del Chaco entre Paraguay y Bolivia, y finalmente los conflictos entre Ecuador-Colombia, Peru que culminaron en varias luchas armadas, la última de los cuales se desarrollo en enero de 1981.

Página 143: Chile : casi entra en guerra con la Argentina en 1978. tes ennemis sont mes amis.

Página 144: La nueva política de reinserción en el mundo hizo que entre 1979 y 1980, el general Pinochet tratara de restablecer vínculos con Europea Occidental. Esto se logro parcialmente entre enero y diciembre de 1980, con el gobierno de Gran Bretaña, primer país en levantar el embargo de armamentos a Chile, coincidente con la ratificación del laudo arbitral ya básico en la primera sugerencia del Vaticano. Esta última posición es a su vez coincidente con la nueva posición de dureza de Gran Bretaña ejemplificada en el debate del 2 de diciembre de 1980, en la cámara de los Comunes, con la exigencia de que el asunto de las Malvinas no fuera más un tema bilateral. Se pedía que este incluyera como tercera parte interesada a los propios isleños de las Malvinas, lo que llevo a un endurecimiento, prolegómeno de la crisis que luego en 1981 y llevaría a la guerra del Atlántico Sur.

Página 149: El estratega noruego Anders Kjolberg se hizo eco de estas informaciones, de la siguiente manera: "el nuevo gobierno era considerado pro estadounidense. El nuevo embajador británico en Buenos Aires tenía confianza en el nuevo gobierno. No obstante, se comprobó que la nueva Junta militar no estaba mejor calificada para resolver los problemas económicos del país; dado que la presión política era mucho menor entonces, hubo una serie de manifestaciones de protesta en febrero y marzo de 1982. Al mismo tiempo, la prensa comenzó de nuevo a concentrarse sobre las problemáticas de las Malvinas. Las negociaciones aplazadas se reanudaron a principios de 1982 y los argentinos exigían un claro cronograma para la entrega de las islas, y exigían que se llegara a una unanimidad de criterios sobre problema, antes de finalizar el año. No obstante, fueron problemas de procedimientos los que caracterizaron las negociaciones, sin que se llegara a una solución. La prensa Argentina reacciono con demandas de invasión cada vez más enérgicas. Mientras tanto, la Argentina se estaba convirtiendo en una ficha importante para la política estadounidense del presidente Reagan.

¿Qué fue lo que ocurrió en 1982 para que la Argentina abandonase sus constantes de política exterior para buscar una solución real y terminante a un conflicto antiguo? El recrudecimiento del asunto Malvinas se genero en la coyuntura de la determinación de interés nacionales, como vimos en este capítulo, y también en el tipo de gobierno de la Argentina y de otros países del Cono Sur dentro del marco de benigna negligencia estadounidense en el área y de su poco valor internacional.

... Cual es su valor real y perceptual en la geopolítica austral: "visto contra el panorama de los asuntos argentinos en la zona subantártica, el control de las Malvinas, Argentina tiene una disputa con Chile sobre tres islas, y la entrada al canal Beagle. La disputa del canal de Beagle tiene puntos en común con la disputa de las Malvinas: 1) ambos marcos subantárticos de las disputas están separados por solo trescientas millas náuticas de las aguas del Atlántico Sur, 2) ambas disputas se relacionan con islas que tienen grandes jurisdicciones marítimas, y 3) a quinientas millas al sur de ambas áreas de disputa, están los reclamos territoriales que se superponen de Argentina-Chile-Gran Bretaña. En verdad, en ambas disputas se encuentra el meollo del futuro antártico argentino. El Tratado Antártico provee una revisión de la Conferencia en cualquier momento luego del 23 de junio de 1991.

Página 150: Una atención reciente a los recursos antárticos especialmente Krill e hidrocarburos, aumenta la posibilidad de que la soberanía sobre el antártico será una consideración importante en un nuevo régimen antártico sur, por lo tanto, tiene una significancia antártica a largo plazo.

Página 154: "En muchos sentidos, las tres regiones: Gran Bretaña, Argentina y las islas Falkland, están marcadas por el retroceso económico. Tanto el gobierno de Thatcher en Londres como la Junta de Buenos Aires, han mostrado poca capacidad para resolver los problemas políticos y económicos de los países respectivos. Ambos eran, por lo tanto, políticamente débiles y no podrían dejar de comprometerse cuando veían amenazados los valores nacionales, o perder en una confrontación cuando esta era un hecho. Esto aumentó las apuestas que las partes estaban dispuestas a hacer para obtener sus objetivos, e incrementó la tendencia de aceptar riesgos para la Argentina, y militar para Gran Bretaña. Partiendo de una perspectiva de tratamiento de crisis, esta era una situación muy difícil.

Página 158/ 150: La señora Thatcher, minimizando como lo hace y lo hizo, el problema de fondo, prefiere ignorar las resoluciones de la ONU, lo que difícilmente se puede compatibilizar con la justificación relativa a una obligación moral contra la agresión, argumento que utilizó durante la guerra de 1982.

Página 162/163: La dura política económica del primer ministro, con el énfasis en el desempleo, hizo que se convirtiera en la más impopular de los gobernantes de las últimas décadas (75% del electorado opinaba negativamente acerca de su política, en marzo de 1982). Era evidente que la Dama de Hierro tendría enormes dificultades para conseguir su reelección en diciembre de 1983. El nacimiento de una nueva fuerza política en Londres y el debilitamiento del partido laborista, indicaban la repartición del tradicional poder en un futuro no muy lejano.

Página 163: En cuanto a la Argentina, en 1976 había sufrido otro golpe de estado, característica recurrente de su política como la de la mayoría de los países de la región. Este golpe de estado venía dramatizado por un virulento movimiento terrorista que había asolado al país, armándose una ofensiva oficial durante el gobierno de la señora Perón. El proceso de reorganización nacional, que se inauguró en 1976, indicó la intención de permanecer en el poder por espacio de dos periodos electorales (hasta marzo de 1984) y también señaló las dos prioridades que alentaría: Vencer el terrorismo y recuperar la economía.

Página 163: El objetivo primero se logró durante los primeros años del proceso, pero a costa de combatir en forma directa y frontal, dando pie a los reclamos de varias comisiones de derechos humanos, que hoy han ganado peso internacional. Si bien la ofensiva principal contra el terrorismo se concentró en 1976 y 1977, se mantuvo el estado de alerta hasta que poco a poco, fueron reduciéndose, los casos de atentados, y se pudo ir restableciendo la seguridad. Para 1980, la situación se había comenzado a estabilizar, cosa advertida por la comunidad internacional llegándose, incluso, a recomendar en el congreso de EE.UU., el levantamiento de las sanciones a la Argentina ante la evidente mejoría de la situación interna del país. Por supuesto, las denuncias de los excesos antiterroristas siguió siendo la responsabilidad de las organizaciones internacionales de los derechos humanos, y continúan exigiendo una respuesta clara sobre los sucesos ocurridos durante los primeros momentos de ese proceso de reorganización nacional. En cuanto a la economía, siguiendo un programa económico que en su momento alcanzó el calificativo de milagroso por parte de los medios de difusión de EE.UU., llegó a un límite que comenzó a sentir con mayor fuerza este proceso, la relación entre el conflicto y la crisis de las Malvinas.

Página 185: "es interesante notar que los habitantes de las islas Malvinas eran solamente ciudadanos de segunda categoría dentro del Reino Unido, conforme a la política de inmigración existente a esos momentos".

Página 188/189: El gobierno del general Pinochet había sido apoyado en el poder por el gobierno británico, no solamente a partir del laudo arbitral británico de 1977, sino mucho más claramente a partir del comienzo de las ventas de armamentos británicos a Chile desde 1980, año coincidente con la ratificación de la soberanía chilena en la zona austral de acuerdo con la primera sugerencia papal referida a la mediación del canal de Beagles (que al fin y cabo, volvía a dar la razón en la parte jurídica al gobierno de Chile). Por otra parte, Gran Bretaña vendía información de carácter técnico nuclear a Chile, y sostenía una excelente relación diplomática económica con ese país. De todos los países del área de América Latina eran quizá Chile el país el más se prestaría a dar ayuda a los británicos a pesar de la condena que los

foros regionales habían hecho a la política colonial británico en el área y a Chile por su política de violación de derechos humanos.

Página 193: La estrategia argentina estaba basada en forzar a Gran Bretana a proseguir con la negociacion que habia estado efectuando durante los ultimos 17 anos, no en terminos más favorables a la Argentina, sino en los terminos originales de 1965 a 1968, antes que hiciera su entrada el grupo de presion de las islas Malvinas, liberado por William Hunter-Christie y sostenido con los fondos de la Falkland Islands Company.

Página 204: En Gran Bretana , el actor principal de la crisis a partir del 25 de marzo de 1982, fue la senora Thatcher ha primer ministro sabia que su flanco politico más debil era su politica de defensa, la mismo que enfatizaba que el 30 de marzo se ventilaria el tema de defensa en el parlamento y que el incidente de las Georgias del Sur la perjudicaba. Debido a su ignorancia del problema de fondo de las Malvinas y su subestimación hacia la Argentina, prefirió actuar en forma expedita y dura, rechazando las posibilidades de deflacionar el incidente mientras aun se pudiera haberlo hecho. Se explica así por qué la cancilleria británica permitió la manipulación del incidente a partir del 23 de marzo, sin dejar que la Argentina solucionara pacíficamente la disputa de los "chatarreros". La evidente falta de voluntad británica de solucionar pacíficamente la disputa entre el 24 de marzo y el 1° de abril, obedece a que la señora Thatcher deseaba utilizar este incidente para fortalecer su posición antes del debate del 30 de marzo. La señora Thatcher privilegio el uso de la fuerza a la salida negociada durante la última semana del mes de marzo de 1982.

Página 218: Por otra parte, la actitud de la senora Thatcher al hacer el anuncio del envio del 80% de la flota pocas horas antes de la reunion del consejo de seguridad, que luego rubricaria la resolucion n°502, hacia suponer una maniobra de presion sobre ese foro internacional, para colocar un prejuicio importante en contra de la Argentina y evitar la salida pacifica del problema.

Página 220: La resolucion n°502 no era del todo negativa para la Argentina trataron de utilizar el texto de la resolucion n°502 para sostener sus respectivas posciones Argentina, por supuesto, indico que consideraba que los tres puntos a tratar, segun la resolucion, eran simultanéos y debian asi ser considerados : ya que se habia logrado un cese de hostilidades, la Argentina ya se encontraba a partir de la tarde del 2 de abril retirando gradualmente las tropas y solamente restaba comenzar las negociaciones de fondo sobre el problema de la soberania de las islas.

Página 221: "El ambiente en la Argentina era euforica (libro operacion Rosario).

Página 221: " El 5 de abril la senora Thatcher exigico la renuncia de su canciller Lord Carrington, aquel hombre que se habia negado a dirigir la campana de educacion de los islenos malvinenses en octubre de 1981 asi como negado a considerar el arriendo de las islas a la Argentina y que llevara a la situacion que se habia desencadenado en 1982. El remplazante de este hombre fue un personaje que ya había estado en el gabinete de la primer ministro Thatcher en 1981. Casi de inmediato se ve el poder que alcanza la armada Real a partir del 25 de marzo. No solamente va a ser el asesor principal de la señora Thatcher un almirante tan conservador como Sir Henry Leach (que seguramente había estado muy opuesto a la primer política de reducción de la flota de superficial de 1981) sino que la persona escogida para remplazar en este momento de crisis a Lord Carrington fue nada menos que el señor Francis Pym aquel que había perdido su puesto como ministro de defensa (en 1981) por haber defendido "demasiado vehementemente" al almirantazgo británico en desmedro de los submarinos Tridente que quería comprar la primer ministro.

Página 226: La enorme ignorancia del problema de fondo y el hecho de que se asumiera la crisis como una cuestion de honor nacional, en referencia justamente a lo que habia cualquier parte del mundo, hacia que:

- condicionar a los negociadores argentinos máximo, resultara contra producente y restaura espacio de maniobra.
- que en Londres, justamente al aumentar la presión popular y la opinión publica sobre la base de la ignorancia de la masa de la gente británica, el gobierno de la señora Thatcher pudiese obviar las voces de la oposición que trataban de hacer que también se buscara la negociación y no la fuerza en la disputa.

Página 230: La situacion al 21 de abril de 1982 indicaba el reiterado ofrecimiento de varias propuestas argentinas o a Gran Bretana, por intermedio del canciller Haig. La política de Haig generalmente se reducía a efectuar modificaciones o sugerencias sobre las propuestas argentinas, pero no entrego texto británico o estadounidense alguno sobre el cual el gobierno argentino pudiera trabajar antes del 27 de abril.

Página 236: A partir del 30 de abril Gran Bretana creo nuevas medidas de exclusion en el Atlantico Sur. Una vez recuperadas las Georgias del Sur, la fuerza de tarea comenzó a dirigirse hacia las islas Malvinas. El 1° de mayo de 1982 se realizo la mayor demostración de fuerza por parte del instrumento de poder británico y por ende de la OTAN, en los últimos treinta años. El adversario era un país que no tenia alianzas especiales y que defendía precariamente un grupo de islas. El optimismo y la falta de seriedad con que en Europa y en EE.UU. se veía la formula militar Argentina enfrentando a esta poderosa fuerza militar

británica hizo que incluso en los medios financieros de Londres no se temieran altibajos financieros durante ese largo fin de semana (el lunes siguiente sería feriado) y se estimaba que cuando se reabriera la bolsa no existiría crisis alguna. El ataque británico del 1° de mayo resultó ser un gran fracaso. Ninguna de las misiones de bombardeos tuvo éxito.

Página 245: Gran Bretaña hubiera querido que así como el 2 de mayo la Argentina no continuó negociando debido al hundimiento del Ara "General Belgrano", se repitiera.

Página 251: Por lo tanto, en lo expuesto anteriormente se puede resumir que, en el manejo de la crisis, la declaratoria estadounidense y británica referida a la caída de Puerto Argentina, sirvió para varios propósitos: como presión sobre los países de Latinoamérica en la votación del Tiar, que se produciría entre el 26 y el 28 de mayo; evitar que el día 31 de mayo España y también Irlanda propiciaran en el Consejo de Seguridad de la ONU, la rectificación de la resolución n°502, exigiendo el cese inmediato de las posibilidades, el retiro mutuo y la negociación; restarle fuerza a la presencia del Canciller argentino en la reunión cumbre de los países no alineados, que se realizaría en la Habana a partir del 31 de mayo. Si este tercer punto se concretaba, resultaría una victoria para los enemigos de EE.UU., especialmente teniendo en cuenta el tipo de régimen militar imperante en la Argentina, y la política estadounidense en Centroamérica.

Página 256: El 19 de julio de 1984, el grupo de presión de las islas Malvinas desde Londres hizo público anuncio de una concesión de derechos de explotación de petróleo en las islas Malvinas sobre una extensión de 55 000 hectáreas en Douglas Station, y otorgado a la flamante e inexistente Firstland Oil & Gas Company sucesora de la Purmah Oil Company. La aprobación de dicha concesión se oficializó el 3 de enero de 1985, es decir, el día del 152 aniversario de la captura de las Malvinas por el Reino Unido.

Leo Kanaf, *La batalla de las Malvinas*, Buenos Aires, Tribuna Aierta, 1982, còte : 190.681.

"Las guerras son productos de una política nacional o de la carencia de ella".

Página 28: "Debe quedar aclarado que nuestro país no es guerrero y no ha elegido la industria guerrera como una fuente de ingreso, como lo hacen Francia, Estados Unidos, o Japón. Nosotros no podemos darnos el lujo de tener una tecnología que nos permita fabricar el misil Exocet, para utilizarlo cada 150 años. Si fuéramos un país de guerrero, o se nos hubiera ocurrido tener una industria de guerra... pero no, tenemos otra mentalidad. No tenemos una

bomba atómica, no porque no estemos en capacidad de desarrollarla, sino porque no hemos creído conveniente tenerla...

Página 34: Una vez finalizada la reunión, al salir, notó en la puerta un cartón impreso con una cita del escritor Bernard Shaw que decía: nunca se encontrara a un ingles que no tenga razon; Todo lo hace por principios, te guerra por principios patrióticos, te esclaviza por principios, te guerra por principios patrióticos te esclaviza por principios de comercio, sostiene a su rey por principios de lealtad y lo decapita por principios democráticos.

Página 40: Los espanoles que permanecieron cuarenta anos más en Puerto Soledad, nunca superaron las noventa personas. Desde el 1 de abril de 1767 hasta el 13 de febrero de 1811, las islas tuvieron 20 gobernadores españoles (y sus nombres y grados).

Página 41: Las Georgias y las Sandwich en 1756, marinos espanoles que navegaban los frios mares australes, divisaron una formacion rocosa que emergia de una densa niebla en 1775: el navegante inglés James Cook redescubre las Georgias del Sur.

Página 48: Una vez consumada la ocupacion britanica la Argentina se defendio con el envio de notas de reclamos que fueron entibiando las primeras reacciones. Mientras Gran Bretaña se convertía en nuestro principal "socio" comercial, un pequeño contingente de la Royal Navy guardaba las costas del archipiélago de las Malvinas. Hasta entrado el ano 1841, un oficial de la marina inglesa estuvo a cargo de las islas y dos anos más tarde, un acto del parlamento estableció una administración civil encabezada por un gobernador.

Página 61: En 1823, cuando el presidente Monroe anuncia su famosa doctrina, la politica norteamericana encuentra su filosofía con respecto al hemisferio Gran Bretana, contrariamente a lo que suele creerse veia con muy buenos ojos al doctrina Monroe, pues sabia que solo estaba dirigida como advertencia a los paises de la Santa Alianza, o sea Francia, Espana, Prusia y Austria.

Página 81: Ano 1977: La prensa: "La Argentina y Gran Bretana acordaran crear grupos de trabajo... el valor economico del archipelago... ha asumido nuevas proporciones en tiempos recientes debido al hallazgo de petroleo..."

Financial Times: "Más de 180 parlamentarios británicos firmaron una moción para que las Falkland sean libres e independientes".

Página 83: Herald Tribune: los estudios geologicos de Estados Unidos sugieron que habia 9 veces más petroleo en las afueras de las Falkland, que bajo el mar del norte.

Página 84: ano 1978: Clarin : "En la reunion de Lima, donde Argentina y Gran Bretana negocian sobre las islas Malvinas, Argentina hizo una propuesto de cooperacion economica

que consta de 3 puntos: impulso de la ganadería en el archipiélago; realizar un periodo de pre-industrialización y la instalación de bancos argentinos en las islas, hay gran optimismo.

La opinión: la conferencia de países no alineados exhorto a Gran Bretaña, a devolver las islas Malvinas a la Argentina.

Observer : Aclamamos a los argentinos que nunca vamos a entregar nuestra soberanía sobre los Falkland año 1979.

Convicción : Gran Bretaña tiene interés en reservarse derechos para la explotación petrolera submarina de los mares circundantes a las Malvinas, lo cual entra en colisión con la legislación Argentina, sobre la plataforma continental y mar patrimonial.

Página 88: año 1980: La Prensa: el embajador argentino Haroldo Failkes afirma: el lobby de la Cámara de los comunes, en que se mezclan laboristas conservadores y liberales deseosos de mantener británicas a las islas, es muy poderoso. Detrás de ellos, existen intereses económicos y de prestigio,... en el mar argentino se ha calculado la existencia de unos 200 000 millones de barriles de petróleo y de unos 80 millones de toneladas de Krill, proveedor futuro de proteínas para la humanidad... petróleo, algas, krill, y el control geopolítico del Atlántico sur y Antártica.

Página 91: 1981 : The Wall Street Journal: la tasa de desempleo en Gran Bretaña aumento a un 11,3% de la fuerza de trabajo en octubre, de un 11,1% en septiembre.

Página 95: 1982 : la Nación, febrero, Argentina no esta dispuesta a esperar indefinitamente una solución.

Página 96: Time Magazine: febrero:... Los estados Unidos comenzo un programa de entrenamientos de 1 500 tropas salvadoreñas, en Fort Bragg, N C Fort Benning, Ga. Es el programa más amplio de este tipo realizado por U.S para entrenar tropas extranjeras en su suelo".

Página 97: La Prensa, día 2: "Delegaciones gubernamentales argentinas y británicas realizaron una reunión a nivel ministerial en Nueva York entre los días 26 y 27 de febrero de 1982 para tratar la cuestión de las Malvinas, dentro de un marco negociador a que se refieren las resoluciones relevantes de la Asamblea General de las Naciones Unidas". "... la Argentina ha negociado con Gran Bretaña con paciencia, lealtad y buena fe, durante más de 15 años... la Argentina tiene derecho a poner término a ese mecanismo y de elegir libremente el procedimiento que mejor consulte a sus intereses". Declaración del ministro de Relaciones Exteriores.

Página 97: La Nación: la cancillería Argentina... evitar explicar los cursos de acción a seguirse en el caso de continuar recibiendo demoras por parte del gobierno británico".

Página 97: "... parece absolutamente desproporcionado que se asigne a un escasisimo grupo de habitantes la atribucion decisoria en un asunto que afecta a la soberania de una nacion de veintiocho millones. No ha sido ese el criterio que presidio el proceso británico de descolonización de las vastas regiones que en Asia y África constituyeron su imperio. Pero aun si así fuera, tampoco la posición británica se corresponde en la realidad con este hecho, ya que si el único argumento que obstruye la devolución de las Malvinas consistiera en la oposición de sus pocos residentes, no se comprende por qué razón no ha reintegrado ya los archipiélagos de las Georgias y Sándwich del Sur, donde aquella no se da, y sin embargo prosiguen las dilatadas negociaciones en tramite"... "debe señalarse que la Argentina en estos pocos anos, ha hecho más que Gran Bretaña a lo largo de siglo y medio en favor de ese grupo humano, como lo prueba el establecimiento de comunicaciones periódicas con su territorio continental, así como la instalación de un aeropuerto..."

Página 100 : La Prensa, 28: "Se mantuvo en la vispera el clima de tension suscitado como consecuencia de la situacion planteada con Gran Bretana, debido a la firmeza de ambas posiciones..." "...Gran Bretaña decidió reforzar la guardia de las Malvinas con una dotación de infantes de marina, cuyos integrantes llegaron a Montevideo por vía aérea y continuarnos viaje hacia aquellas islas a bordo del carguero británico John Briscoe..." "...en las ultimas horas de la noche del dia 24, zarparon desde Mar del Plata, las corbetas misilisticas Drumont y Granville, naves que habían zarpado el dia anterior con dotacion completa, desde la base de Puerta Belgrano..."

Página 101: Abril de 1982: La Prensa, 1°: "Arribo ayer a este pais en visita oficial, el jefe de operaciones de la armada de los Estados Unidos, Almirante T.H. Hayward... quien dijo que, respecto de la critica situacion con Gran Bretana, los Estados Unidos son totalmente neutrales en este pleito".

Página 117: La Armada Argentina: la Armada cuenta por lo menos 20 navios importantes de superficie y 5 submarinos. Irónicamente la mayoría son de origen británico y norteamericano.

Página 118: La infanteria de Marina con los 10 000 hombres altamente entrenados, es una de las más importantes del mundo, muy inferior a la de Estado Unidos pero similar a la de Inglaterra y Rusia.

Página 164: Satelites espias: De los satelites soviéticos que circundan el hemisferio sur, dos tienen la funcion de interceptar las comunicaciones, otros dos captan las trasmisiones de radar de los barcos y los restantes cumplen misiones de reconocimiento fotografico y eyectan las capsulas con los films, cuando pasan sobre la URSS. Las cápsulas descienden con paracaídas. El numero de satélites lanzados es dejado debido a que no pueden permanecer en orbita por

más de dos semanas. Por eso la Unión Soviética aumenta su cantidad de lanzamientos en épocas de crisis políticas... Durante el conflicto (USA) de las Malvinas poseía por lo menos dos sistemas en órbita el Big Bird de 12 Tn y el KH-11. Ambos son más sofisticados que los soviéticos.

Página 199: En Londres, Margaret Thatcher ofrece al gobierno una última chance para evitar la batalla final si aceptan retirarse de las islas en los próximos 10 días.

Página 211: El presidente Galtieri informara al país los hechos en lenguaje criptico: "el combate de Puerto Argentino ha finalizado. Por su gesto y tono vociferante parece acusar a los telespectadores por la finalización".

Rubén O Moro, *La guerra inaudita, Historia del conflicto del Atlántico Sur*, Pleamar, Buenos Aires, 1985.

Página 21: "El día 26 de marzo de 1982 a las 19 h 15, se efectuó en el edificio "Libertador", sede del Comando en jefe del Ejército una de las periódicas reuniones del comité Militar. En ella participaron los tres miembros de la junta Militar, el canciller y el jefe del Estado Mayor Conjunto, además de otras autoridades militares".

Página 22: "La junta considero en la oportunidad los posibles modos de acción que se le presentaban: continuar las negociaciones, denunciar el caso ante el consejo de Seguridad, o tomar las islas por la fuerza. La primera alternativa no era garantía alguna para evitar el incremento de la presencia naval británica en el área ni aseguraba, dadas las circunstancias, las mínimas aspiraciones de la Nación; la segunda posibilidad se estimaba que tenía pocas probabilidades de éxito, ya que el consejo de seguridad difícilmente se reuniría para tratar una supuesta amenaza de esas características, mientras que el tercer modo de acción, según la junta, era el más propicio para obligar a negociar a Gran Bretaña desde una posición de fuerza propia. De esa manera, se procuraba evitar que los archipiélagos fueran militarizados y se establecieran en ellos sistemas defensivos que harían mucho más costosa en el futuro su recuperación por parte de las fuerzas armadas argentinas.

Página 23: Con la creación de la ONU al finalizar la segunda Guerra Mundial, en 1945, se inició el proceso de descolonización en el mundo, lo cual modificó el statu quo de las islas Malvinas. El Reino Unido, signatario de la carta de las Naciones Unidas, al igual que la Argentina, presentó en 1946 ante el alto organismo y en respuesta a su pedido, una lista de 43 territorios que se comprometía a descolonizar. En este listado se hallaban las islas Malvinas.

Página 24: En búsqueda de un acuerdo. En enero de 1966 viajó a Buenos Aires el canciller británico Michael Stewart para iniciar las negociaciones. Hacia 1968, las delegaciones de

ambos países habían llegado a un principio de entendimiento Gran Bretaña reconocería la soberanía Argentina y traspasaría la administración del archipiélago en un lapso no menor de cuatro años, ni mayor de diez. La aparición de este acuerdo en la prensa británica y las luchas intestinas en el Parlamento hicieron fracasar prematuramente el proyecto.

Página 25: En 1975 y 1976, las conferencias de ministro de relaciones exteriores de los países no alineados reunidos en Lima y Colombo, respectivamente, se pronunciaron en favor de los derechos argentinos y de la no aplicación del derecho a la autodeterminación de los islenos en el caso Malvinas.

Página 27: En febrero de 1981 se realizó una nueva ronda de negociaciones en Nueva York. Esta vez la novedad estuvo constituida en que los Kelpers formaban parte de la delegación británica convirtiéndose así en negociadores de facto. Ridley explicó que los isleños procuraban congelar el tema soberanía por diez años, lo que fue rechazado por los delegados argentinos, que señalaron que primero se debía restituir la soberanía Argentina sobre las islas, y que luego serían explicitadas las demandas británicas.

Página 32: La conclusión final, es que el incidente de las Georgias del Sur produjo las siguientes consecuencias inmediatas:

1º) La República Argentina se perjudicó, pues su planeamiento operativo no estaba concluido y su fecha de realización más próxima se remontaba al 15 de mayo.

2º) Gran Bretaña se benefició, ya que creó con esos elementos un incidente de envergadura que convenía a sus fines políticos, si bien la guerra que sobrevino luego escaparía a todo cálculo previo por sus proporciones y pérdidas materiales y en vidas humanas.

Página 33: Londres instruyó a Puerto Stanley para que comunicara a Grytviken las siguientes instrucciones.

1º) Que los que habían desembarcado debían abandonar Leith.

2º) Que se debían presentar en Grytviken.

3º) Que se debía arriar la bandera.

4º) Que no se debía interferir con las instalaciones del Bas.

5º) Que no se debían alterar las señales.

6º) Que no se debía permitir desembarcar personal militar.

7º) Que no se debía permitir llevar armas a tierra la respuesta Argentina:

-Que en “Bahía Buen Suceso” era un buque bien conocido de las autoridades británicas de transporte comercial y que abandonaría Leith al día siguiente cuando hubiese finalizado el desembarco de materiales de la empresa “Islas Georgias del Sur”.

-Que dicho transporte se realizaba con este buque por no existir otro medio de transportar el personal y material de la empresa contratante.

-Que no había personal militar a bordo, y que por consiguiente ningún militar desembarco en Georgias y que tampoco había armas de guerra entre la tripulación y pasaje; o sea que se había faltado a la verdad en este punto.

-Que el acondicionamiento del muelle para la descarga hizo necesaria la manipulación de elementos que había en el mismo.

-Que el contrato de la Davidoff era perfectamente conocido por las autoridades británicas, que lo había autoridades británicas, que lo habían autorizado.

-Que los hechos de Georgias no tenían significación ni importancia, y que no tenían por qué tener influencia alguna en las negociaciones.

Página 35: Mientras tanto en Buenos Aires, el embajador Williams presentaba una nota ante el ministerio de relaciones exteriores comunicado a la Argentina que el HMS Endurance llegaría a Leith el 24 de marzo a fin de desalojar a los obreros argentinos y que esperaba la colaboración de las autoridades para que esta intención se realizara sin mayores problemas. Evidentemente, el tono de la nota denunciaba que la diplomática británica volvía a las viejas andanzas de las épocas imperiales, antiguos hábitos que al parecer la marcha de la realidad histórica no habían aun logrado desterrar de sus métodos actuales casi en los albores del siglo XXI.

Página 37: “Mientras la prensa británica continuaba utilizando la palabra invasión para referirse al incidente, las novedades producidas en el parlamento preocupaban cada vez más a Buenos Aires. En la cámara de los comunes (comenzó a reunir una cantidad alarmante de adhe) el secretario de estados de defensa informaba que en el futuro las islas serían apoyadas por la Marina Real, además del Endurance, mencionando incluso la posibilidad de formar una OTAS (organización del tratado del Atlántico Sur) dada la importancia estratégica de la región.

Página 37: Por su parte, en Santiago de Chile la prensa se hacía eco de la situación, editorializando en forma elíptica pero veladamente antiargentina, textualmente: “Cuando algunos países adoptan como norma política la violación sistemática del derecho internacional y de sus reglas básicas cabe esperar como resultado una situación de creciente violencia y confrontación. La comunidad internacional, a veces de una manera sutil, sabe en definitiva reaccionar en contra de quebrantamientos graves del derecho más aun cuando comprometen la suerte de núcleos de población cuya voluntad no debe ignorarse. En casos de esta innoble

parece indispensable una reacción oportuna, pues de lo contrario se estimula a que se continúe por un camino al margen de la ley internacional.

Página 39: En Buenos Aires, mientras tanto, el climax de la situación era reflejado ampliamente por diarios y revistas, llamando la atención la publicación del semanario “siete días”, en el cual se informaba con lujo de detalles una supuesta invasión argentina a las islas Malvinas, noticia esta que alertó a los medios de información extranjero que reportaron la inminencia de la invasión a sus agencias en el exterior.

Página 40: 1 abril de 1982: A las 22 horas 10, 04 horas 10 después de la hora considerada de no retorno para las operaciones “azul”, el presidente Galtieri recibió un llamado telefónico del presidente Reagan. El primer mandatario de los EE.UU. se expresó en términos de honda preocupación por el empleo de la fuerza, de serena advertencia por los riesgos que se corrían y se ofreció enviar el vice presidente de los EE.UU. para buscar una solución. La respuesta del mandatario argentino estuvo expresada en términos corteses pero firmes que la Argentina era una nación soberana que ya había esperado demasiado tiempo, que los organismos internacionales le habían reconocido sus derechos, pero que la obcecada negativa de Gran Bretaña para negociar la soberanía de las Islas había inducido a su gobierno a este paso extremo. Una indeterminación fatalista se traslucía de la expresión y tono de sus palabras.

PLUS AU SUD : POSSESSION ARGENTINE, ISLAS ORCADAS DEL SUR.

Capítulo II: En el Atlántico Sur.

Página 43: Argentina : 4725 km de frente oceánico.

Página 45: Para el Reino Unido, su presencia en los archipiélagos del Atlántico Sur por su perspectiva antártica, infiere sus aspiraciones territoriales sobre el continente blanco, y por su perspectiva antártica, infieren sus aspiraciones territoriales sobre el continente blanco, y por su proximidad geográfica la posibilidad de brindar bases de apoyo a sus operaciones en la región.

Página 45: El tratado Interamericano de Asistencia Recíproca (TIAR), también denominado Tratado de Río, se halla vigente desde 1947, es el máximo instrumento jurídico continental y fue suscripto para el mantenimiento de la paz y de la seguridad del continente. Tiene su génesis en la Doctrina Monroe...”

Página 46/47: El ámbito operacional: “sobre la superficie del mar dos fenómenos característicos: la ola de viento y la onda marina. Las dos se producen por efecto local del viento sobre la masa líquida, y es tanto más grande cuando mayor es la fuerza eólica. Así por ejemplo un viento de 60 nudos (110 km/h) que son frecuentes produce olas de 10 metros de altura en las cuales la navegación comienza a hacerse azarosa; en oportunidad los vientos

pueden alcanzar 70 u 80 nudos (130/150 km/ horas), con la cual la superficie del mar se transforma en una voragine de agua y espuma de características dificiles de describir, donde las olas pueden tener hasta 17 metros de elevacion. La onda marítima, en cambio, tiene su génesis en zonas alejadas del área del observador, y se produce en zonas de tormentas, en ocasiones a muchos miles de kilómetros del lugar.

Página 47: Las islas Malvinas, basadas en la plataforma continental argentina, estan rodeadas por aguas de profundidad inferior a los 200 metros, distantes aproximadamente 760 kilometros de Rio Gallegos, capital de la Provincia de Santa Cruz. La distancia insular menor esta dada por los 346 kilómetros que separan el cabo San Juan de Salvamento en la isla de los Estados, de la costa sud-occidental de la Gran Malvina.

Página 49: En materia de doctrinas de guerra, Gran Bretana se halla capacidad para desarrollar conflictos de tipo nuclear o convencional, en la alianza de la Otan, contra los paises de Pacto de Varsovia. Posee una elevada tecnológica, dispone de uno de los más modernos arsenales del mundo, sus fuerzas armadas están altamente profesionalizadas y se hallan permanentemente adiestradas para entrar en combate. Su capacidad logística es muy importante y su grado de movilización optimo si bien su hipótesis de conflicto o de guerra, luego de la invasión de Suez del ano 1956, se circunscribían al teatro de operaciones europeo. La republica Argentina por su parte, dispone de fuerzas armadas mucho más modestas, de tipo convencional, y su hipótesis de guerra se limitan a considerar la posibilidad de conflicto con algún país limítrofe. Las restricciones impuestas por la enmienda Humphrey-Kennedy de los EE.UU. privaron a las fuerzas armadas de la oportunidad de reequiparse con material de guerra de esta procedencia, e incluso de obtener los reopuestos esenciales para varios sistemas de armas, especialmente de su fuerza Aérea.

Así mismo, la experiencia de combate de su Ejército y de su armada se remontaban al siglo pasado, mientras que su fuerza Aérea no habían aun tenido su bautismo de fuego.

Página 49: Gran Bretana se encuentra a 8000 millas nauticos (14.816 km) de las islas Malvinas, y a 4.225 millas (7.816 km) de la Isla Ascension. La distancia del territorio continental Argentina más próxima a las Islas se encuentra a unas 400 millas (740 Km.).

Página 50: El primer contacto con los isleños. En la primavera de 1970, la Cancilleria Argentina tuvo la iniciativa de hacer conocer nuestras facilidades portuarias y aéreas en la Patagona a un grupo de personas de la embajada británica en Buenos Aires y dirigentes Kelpers. La intención era hacer los contactos previos para establecer líneas de comunicación entre la Argentina y el archipiélago malvinense la proximidad de las costas argentinas permitieron eventualmente, establecer un servicio de viajes más frecuentes y menos

condicionado por las distancias, para disminuir el peculiar aislamiento en que vivían los pobladores de las islas, quienes estaban limitados al servicio del buque “Darwin”, con el puerto de Montevideo de escasa frecuencia, cuyas reservas debían hacerse con casi un año de anticipación.

Página 51: Observando los beneficios que se podrían lograr con la apertura de una línea aérea con la Argentina, y debido a las pérdidas que producía la operación del “Darwin”. (En el período abril 1961/1970, la FIC tuvo 146.227£ de erogaciones para el mantenimiento y operación del Barco, y solo 69.195£ de ingresos, y por consiguiente un déficit de 77.032£) el gobierno británico inició conversaciones con la Argentina que culminaron con la firma de la declaración conjunta de Buenos Aires, el 1° de julio de 1971. El 03 de julio, dos días después de firmarse el acuerdo, el puente aéreo se inauguraba con el primer vuelo comercial en lo que sería el comienzo del servicio regular de líneas aéreas del estado (LADE), rompiendo así el secular aislamiento de los pobladores isleños.

Página 51: En mayo de 1972, las autoridades argentinas y británicas decidieron dar un paso adelante en la integración: se resolvió construir una pista de aterrizaje para aviones biturbohélices de pasajeros.

Página 52: Los primeros vuelos a Georgias y Sandwich del Sur. EL 20 de noviembre de 1980, la FAA en su tarea de precautelar la soberanía nacional sobre las Georgias y Sandwich del Sur, logró el galardón del primer sobrevuelo realizado sobre ambos archipiélagos, utilizando para ello un avión KC-130.

Página 54: Las palabras pronunciadas por el representante del gobierno argentino el 15 de noviembre de 1972, al inaugurar el aeródromo construido en Puerto Stanley, con un mensaje de esperanza, no se habrían de cumplir: “Los habitantes de estas islas y los del territorio continental argentino...anhelan reencontrarse en el diálogo fecundo... Quiera Dios que este aeródromo consagrado a tan noble propósito sirva permanentemente para hacer realidad la paz y la concordia y la intercomunicación entre los hombres de buena voluntad.

Segunda parte: entre la paz y la guerra.

Página 57: El día “D” de la operación Azul. “ En estas islas vamos a encontrar una población con la que debemos tener un trato especial. Son habitantes del territorio argentino y, por lo tanto, deben ser tratados como lo son todos los que viven en la Argentina. Ustedes deberían respetar estrictamente la propiedad y la integridad de las personas. No entrarán a ninguna residencia privada si no es necesario por razones de combates. Respetarán a las mujeres a los niños a los ancianos y a los hombres (Comandante de las fuerzas del desembarco)

Página 59: La toma de Puerto Stanley. Ya a las 00.30 horas y de acuerdo con los previstos los helicópteros de la “Santísima Trinidad” y el almirante Irizar se hallaban desembarcando la agrupación de comandos anfibios en Puerto Enriqueta (Port Harriet), unos 4 kilómetros al sur de Stanley, iniciando así la operación de desembarco que fue denominada con el nombre código de Carlos. Los comandos llegaron a tierra firme sin novedad y comenzaron su marcha hacia los objetivos previamente asignados: las barracas del destacamento de marines en el apoyo Caprichoso y lugares vitales de la capital islena.

Página 61: Solemnemente a las 11.20 horas la bandera británica fue arriada de su mástil y en su lugar se izó la bandera celeste y blanca de la República Argentina ante conmovidos soldados que con lágrimas en sus ojos entonaron las estrofas del himno nacional.

Página 64: El grupo de tareas 60.1 había cumplido su misión: tomar Grytviken produciendo el menor daño posible al enemigo, pero debió pagar un precio excesivamente alto por ello: 3 hombres muertos y 7 heridos... Mientras tanto, el consejo de seguridad votaba la resolución n°502 que significaría para la Señora Thatcher un pasaporte omnipotente para emplear en forma indiscriminada y violenta, todo el poder de fuego de su fuerza de tareas contra las fuerzas argentinas.

Página 65: La reacción en la Argentina. El 2 de abril a la mañana, los habitantes de la Argentina despertaron con la noticia de que las FF.AA habían recuperado las islas Malvinas. Tratándose de una legítima e histórica aspiración nacional, se descontaba la aprobación hasta esos momentos. Pero la reacción popular fue algo más que de aprobación: un júbilo indescriptible y contagioso se esparció por todos los ámbitos de la República.

Página 67: La reacción en Gran Bretaña: las ediciones matutinas del día 3 de abril mostraban en primera plana, en enorme letra, los titulares: “humiliation” (humillación) en el Daily Telegraph y “Shame” (Vergüenza) en el Daily Mail. Los restantes de información no se quedaban atrás. Poco o nada, sabían los ingleses a cerca de unas islas “Falkland”, en el Atlántico Sur. Pero el hecho de que un país de tercer orden hubiera osado desafiar al león británico era algo que incitaba a su curiosidad, por un lado, y a la irascibilidad, por otro.

John Silkin, portavoz laborista del subcomité de defensa de la Cámara de los Comunes, salió al aire por el importante programa de radio denominado World at one, recomendando una actitud beligerante por parte de la oposición. El primer ministro considero que sus planes podían contar con su aprobación del laborismo.

Página 68/69: La renuncia de John Nott fue rechazada y con las tres víctimas mencionadas, los ocupantes de las bancas del gran circo británico se sintieron satisfechos y la Señora Thatcher podía a partir de este momento, centrar sus esfuerzos en despachar la flota británica,

cuyos preparativos se efectuaban de hecho desde el 31 de marzo, para luchar por mal enunciados principios, y sus hombres, a morir por las decisiones de aquellos que solo hablaban de morir. La frase del pirata James Morgan volvía a tener vigencia: “la buena bandera protege a la mala mercancía”. Lo cierto es que los soldados argentinos irían a morir por la integridad territorial y la dignidad de su nación mientras que los soldados británicos no tenían tan claro el panorama.

Página 71: Europa: Así las cosas en América, en el viejo mundo se presentaba un panorama muy distinto. Mal avenidos hacia la Argentina por el problema de los derechos humanos y aferrados por sus intereses económicos o políticos que a razones de otro orden los países europeos apoyaran casi sin excepción a Gran Bretaña, quien ejerció una conspicua presión política y económica sobre ellos, particularmente utilizando los pactos de la organización del Tratado del Atlántico Norte (OTAN) y la comunidad Económica Europea (CEE)

Página 72: Otros Países

“En el extremo Oriente, es destacable la actitud de amplio ofrecida por la republica Popular China si bien su reacción no fue lo suficientemente rápida para evitar la sanción de la resolución 502. Israel sostuvo la posición del gobierno argentino, atendiendo no solo sus intereses económicos por la venta de armamentos y otros productos, sino también por ser la Argentina uno de los únicos países del mundo que le abrió sus fronteras en la 2 guerra mundial para recibir a los judíos perseguidos por el nazismo, al extremo que Buenos Aires contiene una de las mayores colonias hebreas del orbe pues es la tercera ciudad con población de ese origen pues es la tercera ciudad con población de ese origen. Nicaragua : simular, reclamo las islas San Andrés y Providencie que están a Colombia.

Página 73: Nueva Zelandia adopto tambien una actitud sin precedentes. Fue el único país además del Reino Unido que decidió unilateralmente romper relaciones diplomáticas con la Argentina por haber recuperado las Islas Malvinas.

Finalmente, en el continente Africano, Senegal y Sierra Leona permitirían que buques de la flota británica se reaprovisasen en sus puertos cuando se dirigían hacia la zona del conflicto.

Página 82: El doctor Costa Mendez es el canciller argentino: las naciones unidas se han ocupado en todas sus resoluciones sobre la cuestion de los intereses, teniendo en cuenta el llamamiento de la asamblea general. ¿Quiénes son estos pobladores? Son 1800 personas británicas enviadas allí desde 1833 para reemplazar a aquellos habitantes argentinos expulsados. Estas personas constituyen una población fluctuante que decrece continuamente compuesta en gran parte por funcionarios del gobierno británico o por empleados de la

Falkland Islands Company, típica empresa colonial con privilegios monolitos que constituyo el medio instrumento para consolidar los intereses del entonces Imperio....

Página 83: Una cerrada salva (el magma asamblea americana) de aplausos culmina las palabras del canciller argentino.

Página 83: La entrevista A.Haig y Nicanor Costa Méndez:

-Haig: no entiendo bien como es posible lograr que los ingleses salven su honor si uds no transigen con la soberania, habria que hablar de un periodo de administracion conjunta hasta que se haga efectivo el traspaso, pero no (se firmaria un tratado para salvar el problema de la soberania) creo que esta solucion sea muy potable para la senora Thatcher.

Costa Méndez: ellos en otras oportunidades han estados dispuestos a hacer concesiones en materia de soberania, no seria la primera vez, entonces nosotros retiramos las tropas, dejamos que ellos entren a las islas y posteriormente se firmaria un tratado para salvar el problema de la soberania.

Haig : la idea puede andar.

Página 84: La comunidad britanica en Buenos Aires, el dia 7 de abril envio el siguiente telex a la primer Ministro M. Thatcher, expresado en estos terminos: “En representacion del consejo de la comunidad britanica que centraliza las actividades culturales filantropicas y caritativas de todos los subditos britanicos y sus descendientes que viven en la Argentina y cuyo numero es superior a las 100 000 personas deseamos respetuosamente senalarle que estimamos que nuestra situacion no ha sido debidamente considerada en el dificil problema planteado entre la Argentina y Gran Bretana.... Es por ello (población) que enfáticamente le solicitamos que busque una solución pacifica a la presente situación y que tome en cuenta la fuerte presencia británica en la Argentina y el tamaño de la comunidad que aquí reside.

Página 91: El dia 12 de abril se realizo una reunion de gabinete en Buenos Aires donde se analizo la situacion entre otros temas la enorme motivacion de la poblacion que obligaban al gobierno a no transar en las negociaciones respecto del tema soberania, gobierno y bandera argentina en las islas. Durante la reunión, se recibió una llamada del general Haig desde Londres para el canciller, dando cuenta que no había podido hacer ningún avance y pidiendo que no se convocara al “TIAR”, a lo cual se contesto que no se adoptaría esta decisión si la flota británica detenía su avance hacia el Atlántico Sur. Pero nada se adelanto respecto de la posición de Gran Bretaña referente a las islas, como no fuera la idea de retornar al status previo al 2 de abril.

Página 92: En las naciones Unidas, el dia once de abril, la delegacion britanica hizo acircular la nota n°14.964, por la cual respondia a la censura argentina que calificaba de bloqueo y

afresion la aplicacion de la zona de exclusion maritima, arguyendo que no era pertinente puesto que las islas eran territorio britanico, y la definicion de bloqueo involucra el rodeo de una zona perteneciente a un estado, por fuerzas de otro estado.

Página 101: El general Haig contesto que en derecho y opinion internacional.

Página 108: La culpa es de la Argentina. El dia 28 el doctor Costa Méndez concurrió al departamento de estado para reunirse con el general Haig. Este le habría manifestado que la flota británica no podría regresar sin justificación, y que la guerra era lo único previsible.... Costa Méndez le contesto que esta era la causa de una nación y no de un gobierno militar, que se había recibido el apoyo solidario de la OEA, y que los países americanos reconocían la soberanía Argentina sobre las islas, y que se debía continuar la búsqueda de una solución negociada.

Página 121: El alistamiento britanico:

Si bien las fuerzas armadas británicas no habían sido empleadas en conflictos bélicos desde la crisis de Suez del año 1956, Gran Bretaña se encontraba preparada para enfrentar las contingencias derivadas de sus obligaciones en la Alianza Atlántica, para la defensa de un eventual ataque de las naciones del Pacto de Varsovia.

Max Hastings and Simon Jenkins, *The Battle for the Falklands*, Michael Joseph, London, 1983.

Page 17: “in September 1966, a group of armed Peronist youths attempted to take the matter in their own hands. They hijacked a Dakota over Patagonia, flew to Port Stanley landed on the racecourse (their then being no airstrip) and arrested two British officials who approced them. The group was called the New Argentina Movement and the exploit, codenamed Operacion Condor, turned to force as the plane sank into the soft ground. The group were rounded up by the marines and later returned to Argentina.

Page 29: Shackleton’s report was delivred to the governement in june 1976, shortly after Harold Wilson had given way to Jame Callaghan as Prime Minister. Antony Crosland was now foreign secretary, with Ted Rowlands as his junior minister, yet another new face on the Falklands desk. The 400 page document immediately became, and remains, the point of departure for all the discussion of the Falkland Company Economy and Society. It admirably illustrates it’s author’s maxim that an island is an area of land entirely surrounded by advice. Shackleton’s ninety proposals presented the island as a potencial paradise of economic progress trawler fishing, land improvement, aliginates from seaweed, salmon farming, road construction, tourism and oil exploration.

Page 41: Falkland island politics now followed the commons in a duch auction of intransigence. The legislative council formally voted for a freeze on all negociation other than purely economic ones. Ridley did not return to Cabinet.

Page 46: In November (1981), Galtieri paid another lightning visit to Washington, where his appointments included dinner with Gaspar Weinberger and a meeting with Reagan's national security adviser, Richard Allen. Already regarded as the next ruler of his country, Galtieri was described in public by Allen as possessed of a majestic personality.

Page 86: The Royal Marines are a small tightly knit family of some 6 thousand officers and men.

Page 102: Argentina's economy in fact suffered far more from an almost automatic consequence of the invasion. In April 1982, she was one of the world's most severely overdrawn nations with international debts totaling 32 dollar billion.

Page 109: Pym pointedly told a press conference he was sure "the US wouldn't be neutral between a democracy and a dictatorship". It was even quietly put (between a democracy and a dictatorship) about that the Queen was less than enthusiastic about welcoming an "even-handed" president Reagan on his proposed June state visit.

Page 110: The power of decision clearly by with Admiral Anaya. Without him, a Costa Mendez concession was no concession at all.

Page 111: Haig: He said that Washington would not tolerate the fall of Thatcher's government. Argentina had to enter realistic the negotiations on the basis of resolution 502 or America would side Britain.

Cf : les cartes.

Haroldo Foulkes, *Las Malvinas, una causa nacional* (2da edición actualizada), Edición Corragidor, Buenos Aires, Marzo 1982, 165 paginas.

Página 9: "El 3 de enero de 1833, día de la ocupacion por la fuerza del archipiélago malvinense por parte de quien constituia en el siglo pasado, el imperio más extendido y poderoso de la tierra.

Página 12: La capital y unica ciudad de las islas, es Puerto Stanley, que hoy dia cuenta con 953 habitantes. El total de la población del archipiélago es de 1908, de los cuales 1203 son varones y 705 mujeres, según datos actualizados a junio de 1977.

Página 14: En verdad, me resulto extraño pisar esa tierra argentina, y septiembre apresado por un ambiente típicamente inglés. Extraño y al mismo tiempo chocante. Porque no se trataba solamente del idioma. El estilo de las cosas, el compartimiento humano distinto al nuestro más sosegado, menos llamativo, me avisan que estoy en un mundo distinto. Pero si en verdad es chocante para nuestra idiosincrasia, no podemos eludir el hecho concreto que esa es la realidad actual de las Malvinas. Hay que aceptarla como es, si se quiere intentar una comprensión de la totalidad del problema suscitado por el atropello británico de hacer 145 años.

Página 28: La gente: el malvinense es un tipo humano en el que se advierte su origen británico, la mayoría de ellos es descendiente de escoceses, con él curtís curtido por la intemperio isleña. Las mujeres son en general guapas, de ojos azules y cabellos claros. Los domingos van religiosamente a la iglesia. El mayor número concurre a la catedral anglicana, un centenar al templo católico y algunas decenas de feligreses adonde se oficia el rito baptista. No vive en las islas nadie que no sea cristino.

Página 32: “Hablo del relativamente elevado standard de vida que disfruta el malvinense en general, tanto en la capital como en el campo. Y explico:

-cada estancia provee gratuitamente de techo, carne y turba para la calefacción a su personal da, instrucción primaria a los chicos y les funciones cinematográficas una vez más por semana.

(Página 33) Esto es importante, enfatiza creed, porque el campo absorbe un alto porcentaje de mano de obra, alrededor de medio millar de trabajadores rurales, empleados fundamentalmente en las tareas de cría y esquila de ovinos.

Página 36: En las islas existe un fuerte sentimiento en favor de Gran Bretaña, especialmente entre las mujeres.... Yo se le puedo decir con seguridad porque conozco a todo el mundo, pues soy nacida en Puerto Stanley. Queremos a la Argentina, no vaya a pensar lo contrario. Deseamos ser buenos vecinos, visitar Buenos Aires, comerciar en mayor escala... pero políticamente preferimos seguir siendo británicos.

Página 37: -Conoce la Argentina?

-Si estuve cuatro veces en Buenos Aires. No estoy acostumbrada a las grandes ciudades, pero me gusta visitar las. Me pareció muy hermosa, terriblemente extensa. Y a una isleña le cuesta acostumbrarse a ese ritmo, diría, enloquecedor. Fíjese que mis dos hijas mayores estudiaron nivel secundario en Montevideo y extrañaban muchísimo a esta pequeña ciudad, que es Puerto Stanley. ¡Es que pertenecemos a una familia con cuatro generaciones malvinenses!

-Me han comentado que la población de esta capital va disminuyendo año tras año. Es cierto ello?

-Es verdad. La población va disminuyendo porque principalmente los jóvenes se marchan en busca de otros horizontes, y las jovencitas se casan con los “marines” o con los ejecutivos que vienen de Inglaterra, y también se van. Hay también algunos que miran hacia la Patagona.

-Y en caso que se transfiera la soberanía a la Argentina, piensa usted, como dicen muchos malvinenses, en dejar las islas vacías?

¿-Por qué habría de hacerlo? Le repito: me quedaré aquí con mi esposo y mis hijas y seguiremos trabajando. Es más, le diré que muchos hablan demasiado, pero la gran mayoría no ha salido jamás de estas islas, y no creo que las abandonen bajo ninguna circunstancia.

Página 41: Puerto Stanley no tiene diarios. Pero si unas hojas mimeografiadas, llamadas “The Falkland Islands Times”, por cierto al servicio del interés colonial lo escribe Dave Ryan, un comerciante que se llama a sí mismo periodista.

Página 72: Y con la misión del Lord Shackleton estuvo un joven científico especializado en hidrocarburos de nombre Richard Johnson. [...]

-Usted, como experto, qué puede decirme concretamente: Hay o no hay petróleo aquí en Malvinas?

Pensó la respuesta. Y dijo:

Es muy temprano todavía para determinarlo con seguridad.

-Pero ha trascendido, de alguna manera, que usted es optimista.

-Eso significa tanto que sí como que no.

Página 76: Y en su opinión, de qué calidad son las algas marrones del mar que circunda a las Malvinas?

-De la mejor del mundo.

¿-Y qué posibilidades ciertas existen para una explotación futura?

-Muchas. Es solamente cuestión de costos. Hemos probado que las algas malvinenses pueden dar alginatos con mayor viscosidad que la obtenida en otras partes del orbe.

Página 78: Este pequeño crustáceo, muy parecido al camarón en su aspecto externo, aunque diferenciado en su conformación orgánica, mide aproximadamente cinco centímetros. Los científicos han descubierto que el krill contiene un alto porcentaje de proteínas y, en menor grado, vitaminas del complejo B. Estas características y su condición de plato exquisito en una buena mesa han convertido al krill en la gran vedette de los mares australes.

En lo que correspondería solamente a las aguas atlánticas de jurisdicción Argentina, la existencia del crustáceo desde las Malvinas, encierra un tesoro incalculable que espera ser explotado.

Página 121: (15 de diciembre de 1977) La Argentina prefirió Nueva York a Washington por la inmediata resonancia que las discusiones pudieran tener, llegado el caso, en el más alto foro internacional, las Naciones Unidas cuya asamblea general seguía sesionando para entonces.

Marcos de Estrada, *Una verdad sobre las Malvinas* (secretaría de cultura de la presidencia de la nación), Ediciones culturales Argentinas, Buenos Aires, 1982.

En 1820, el gobierno argentino tomó posesión de las islas en nombre de la república como heredera legítima de España, por medio de una expedición embarcada por un don Patricio Julián Lynch, al mando del coronel de marina David Jewett, quien izó la bandera Argentina saludándola con una salva de 21 cañonazos.

Durante la etapa de los gobernadores y posteriormente del virreinato, las islas fueron gobernación y comandancia militar y en Bahía Soledad se desarrolló su colonia y establecimiento. Los gobernadores hispanos, después de Ruiz Puente, fueron treinta y terminaron su gobierno con el piloto don Pablo Guillén Martínez, que las administró de 1810 a 1811.

En 1820 el gobierno Argentina tomó posesión de las islas en nombre de la república como heredera legítima de España, por medio de una expedición embarcada en la fragata “la Heroína”, suministrada por don Patricio Julián Lynch, al mando del coronel de marina David Jewett, quien izó la bandera Argentina saludándola con una salva de 21 cañonazos.

El gobierno de Buenos Aires publicó, el 10 de junio de 1829, un decreto-ley que, después de establecer que la República Argentina había heredado todos los derechos de la corona de España, sobre las tierras situadas en la proximidad del cabo del Hornos, contenía las disposiciones siguientes: “Art 1: Las islas Malvinas y las islas adyacentes al cabo de Hornos, en el océano Atlántico, recibirán un gobernador político y militar, que será nombrado inmediatamente por el gobierno de la República. Art. 2: El gobernador político y militar residará en la isla de la Soledad, donde será emplazada una batería y enarbolado el pabellón de la república. Art. 3: El gobernador velará, en las islas susodichas, la ejecución de las leyes

de la republica y contribuirá a la observación de los reglamentos concernientes a la pesca de focas y de la ballena en las costas”.

En 1823 el gobierno otorgo al ciudadano don Jorge Pacheco “en premio de servicios, treinta leguas cuadradas de terreno en la isla Oriental de Malvinas y el derecho de la pesca. Para realizar la empresa se fletaron tres barcos y se transporto caballada en cuanto era necesaria”.

En 1826 partió otra expedición con el mismo destino. En 1826 el comerciante don Luis Vernet, nacido en Hamburgo pero de linaje francés, pidió al gobierno la concesión de todos los presidios que en la Soledad no hubiesen sido concedidos a Pacheco y además la isla de los estados para fundar una colonia. El gobierno aprobó el pedido el 5 de enero de 1828, conservando diez leguas cuadradas en la ensenada San Carlos. A los colonos se los libero de impuestos. El 5 de enero de 1828 el Gobernador de Buenos Aires brigadier general Martín Rodríguez confirió a don Luis Vernet “la propiedad de ciertos terrenos en las Malvinas (Soledad) y en la isla de los Estados, bajo la condición de establecer una colonia dentro del termino de tres anos. El concesionario contrato el transporte de familias y adquirió naves apropiadas para la pesca”. Fue designado Comandante político y militar de las Malvinas. Al y a su socio don Jorge Pacheco, se le otorgo a cada uno la mitad de la concesión oficial del Puerto Soledad por veinte anos y formaron una sociedad. Vernet partió con su familia y cuarenta colonos para fundar el establecimiento proyectado. Exploro la isla Soledad dividiéndola en once secciones administrativas. Construyo residencias de piedra. Logro asentar una colonia dos anos después con la colobaracion de Jorge Pacheco, de hombres idóneos en la cría de ganado y algunos extranjeros dedicados a la pesca. Fueron fundadas siete estaciones de industria (loberías). En agosto de 1828 una nave transporte “Fiburtina” y un bergantín “Combine” llevaron a Puerto Soledad treinta negros de ambos sexos, el primero y una recua de caballos, el segundo.

“El citado capitán ataco la colonia, destruyo las propiedades publicas, arrebató los efectos allí depositados a disposición de nuestros magistrados y acometió a los colonos, quienes huyeron despavoridos al interior de la isla, siendo otros apresados. A su regreso prometía libertarlos, siempre que el gobierno argentino diera una seguridad de que dichos colonos habían procedido bajo su autoridad. Muchos, entre ellos el señor “Brisbane” fueron dados en el buque norteamericano y maltratados. Se los condujo prisioneros a Buenos Aires donde fueron entregados al gobernador (Juan Manuel de Rosas) en el mes de febrero de 1832.” “Las autoridades de nuestro país, señalan Gómez Langenheim, interpusieron una formal reclamación diplomática ante la de los Estados Unidos por el ultraje cometido por el capitán Silas Duncan, y debemos hacer constar que dicho sujeto no tomo posesión de las islas a

nombre de su país, contándose en su extravío con haber así protegido a sus conciudadanos, de modo que la republica Argentina continuo ejerciendo sus derechos de soberanía sobre Malvinas. Los Estados Unidos aprobaron la conducta brutal del capitán Duncan y reclamaron no solo indemnizaciones por el perjuicio causado al comercio de la Unión sino también una reparación ruidosa por los pretendidos danos que los ciudadanos norteamericanos habían sufrido personalmente”.

Mientras que los Estados Unidos y Buenos Aires perdían, su tiempo en interminables discusiones, Inglaterra que nunca había dejado de considerarse como única soberana de las Islas Falkland, y que había oficialmente protestado contra la instalación de la colonia republicana ordeno al comandante de su estación naval en América del Sur de enviar buques de guerra a este archipiélago para enarbolar de nuevo sus colores nacionales, confirmar los derechos de su dominio, y hacer desaparecer todo lo que pertenecía al gobierno de Buenos Aires.

El cónsul norteamericano Slacum, anota Gómez Langenheim, no quedándole otro arbitrio para desconocer el legitimo derecho de apresamiento efectuado por el gobernador de Malvinas, comenzó por desconocer su autoridad y, ultrapasando sus facultades llego a negar la misma soberanía territorial, ofendiendo al gobierno argentino, ante el cual hacia la reclamación. Era este un contrasentido que en mucho vino a perjudicar al país.” Toda esta ofensa de Estados Unidos sirvió para dar aliento a los designios de Inglaterra, ocupada en aumentar su imperio con la dominación y explotación comercial e industrial de todos los pueblos.

El 10 de septiembre de 1982 el gobernador de Buenos Aires Juan Manuel de Rosas nombro comandante civil y militar, mientras continuaba la ausencia de Vernet, a José Francisco Mestivier que llego a las Malvinas en la goleta de guerra “Sarandi”, que permaneció en el puerto. La nueva autoridad fue desobedecida por los colonos, el atenido de Duncan había reducido la población por el destierro de cuarenta colonos, y la guarnición se amotino. El comandante de la goleta, José Maria Pinedo restauo el orden. El 2 de enero de 1933 las fragatas de guerra “Clio” a las ordenes del capitán John James Onslow y “Tyne” anclaron una en el abra de Berkeley y la otra en el Puerto Ruiz o Soledad. En esos dos lugares, el 3 de enero arriaron la bandera Argentina (pues Pinedo y sus hombres se negaron a hacerlo) y el pabellón británico fue desplegado al son de salvas de artillería. La pequeña guarnición Argentina con el oficial Pinedo se embarco hacia Buenos Aires en la goleta armada “Sarandi” que se hallaba en la rada. Un informe ingles, anota 25 soldados argentinos. Gómez Langenheim apunta : “Ante la imposibilidad de resistirse, el comandante de la Sarandi” se

retiro, no sin antes haber formulado también su protesta por tan incalificable invasión del territorio argentino”. La ocupación británica fue una violación de la doctrina Monroe. A mediados del siglo XIX, el gobierno británico tuvo idea de instalar un presidio en las islas, iniciativa propuesta por autoridades al servicio de la Corona basadas en que la localidad era sumamente adecuada para ese propósito. El gobierno colonial y los abogados de Emigración recomendaron al parlamento, con entusiasmo, esas islas como un lugar más que conveniente para el comercio, estación naval y emplazamiento de una prisión para convictos. Felizmente para sus habitantes este proyecto no se concretó, por su elevado costo, a pesar de los factores eran favorables: clima saludable y que la colonia se adaptaba para la custodia y clasificación de los convictos.

Desde entonces la soberanía Argentina en las Islas Malvinas, heredada de la Madre Patria, fue reclamada permanentemente a los gobiernos británicos y a los organismos internacionales, sin éxito. Esa protesta, avalada por incuestionables razones jurídicas, históricas y geográficas, representa la reivindicación de un derecho indiscutible. Una actitud soberana frente al avasallamiento colonialista.

Turolo Carlos M, *Así lucharon*, Editorial Sudamericana, Buenos Aires, 1983, 327 paginas.

Testimonio de Teniente 1º H.L., nacido en Capital Federal, 30 años, casado, tres hijos. Arma : Infantería.

Página 17: Fui a Malvinas con la Compañía de comandos 602, compañía que se formó en segundo término puesto que la compañía que se formó en segundo término puesto que la compañía 601 ya operaba desde abril en las islas. Nuestra compañía se formó en campo de mayo el 22 de mayo de 1982 y en 3 días fue organizada y equipada para operar en el teatro de operaciones del Atlántico Sur.

Le 27 mai au soir “: este vuelo táctico fue a ras del agua, eludiendo radares...”

Página 20: A las islas Malvinas habíamos llegado nosotros, la compañía 602, el día 27 a la noche, durante el día 28 realizamos la instrucción y el reconocimiento del terreno y de las posiciones y el día 28 a la noche nos daban la misión. Estaba muy nublado y llovía, pero en ese momento pasó a ser secundario el clima.

Página 27: La mayoría de la gente se cayó dentro del agua, por las famosas piedras, el agua estaba ahora no por debajo sino por arriba, y llegamos todos mojados al otro lado. Ya era la noche, temperaturas bajo cero, vientos, y muchas probabilidades de nevada. ... Estábamos

todos mojados y no teníamos absolutamente nada seco. Nada del equipo, nada, ni una manta, bueno... manta no llevábamos, era bolsa de dormir y abrigo.

Página 33: A partir de que escuché la orden de rendición el combate duro diez minutos más: el enemigo seguía tirando. Yo no sabía si responder el fuego, porque las reglas de honor en la guerra se tienen que respetar, porque si no sería una guerra despiadada, y se respetaron en este caso. Pensaba : si yo estoy pidiendo la rendición y sigo combatiendo, lo estoy engañando al enemigo. Eso lo pensé pese a estar herido y todas las cosas. No quería matar a nadie más.

Página 41: “Entonces el comandante del buque vino vestido de gala, se me acerco y me dijo: lieutenant, mejor lo digo en castellano”: Teniente quiero informarle que Puerto Argentino ha sido tomado por tropas inglesas. No vengo a jactarme de esto, sino a decirle que en la guerra unos ganan y otros cosas. No le contesté absolutamente nada. Esto nos cayó muy mal, sentí una congoja, una sensación de impotencia, de angustia y bueno... a partir de ese momento, ya nos dijeron donde estábamos, que era cerca de San Carlos”.

Página 41: “Mi mayor preocupacion era como nos iba a recibir la gente aca. Éramos, no nos engañemos nos iba a recibir la gente acá. Éramos, no nos engañemos, un Ejército que había perdido una guerra. No estábamos acostumbrados a perder nada, y menos una guerra.

Página 42: “No habia nadie, pero lo que ocurría es que no los habian dejado entrar porque las calles de Puerto Madryn el pueblo se volco con banderas, vi hombres y mujeres llorando, sin ninguna duda, cosa que yo hacia tambien. Lloraba, me aflojé un poco por la emoción de llegar al continente, pero sobre todo por no haber podido darle a esa gente que lloraba por nosotros la satisfacción de la victoria, congoja que aun mantengo reservada en mi espíritu. No haber podido darle la victoria al pueblo, que tanta expectativa tenia en nosotros.

Testimonio : Capitán C.A.L.P., nacido en Capital Federal, 33 años, casado, cuatro hijos. Arma :

Infantería.

El regimiento llego entre el 24 y el 27 de abril.

Página 50”:Nosotros, por suerte, habiamos tomado todas las provisiones necesarias y teniamos el abastecimiento ahi. Si bien éramos el regimiento más alejado, no tuvimos problemas con la comida. Se comía normalmente debido a lo corto del día y a lo peligroso de hacer fuego de noche una o dos veces al día, una comida bien poderosa que era suficiente además del desayuno lo importante era poder comer en caliente y no raciones frías.

Página 75: No sé si por su facilidad de transporte o qué, pero ellos tiraban a cualquier “bicho que se movía”, Además, todo el día”.

Testimonio : Teniente 1°HAPC, nacido en Capital Federal, 33 años, casado, 1 hijo. Arma : Infantería.

Página 93: Despegamos en la madrugada del 6 de abril.

Página 94/95:Esta actividad se mantuvo en forma practicamente continua en ese mes de abril “pacifista” porque todaviano habia pasado nada. Llego la madrugada del 1° de mayo y bastante temprano se produjo un bombardeo inicial en la zona del aeropuerto. En alguna medida fue una sorpresa, a pesar de que lo esperábamos. El gran interrogante era cuando iba a ser el asunto porque teníamos comentarios de que la flota estaba próxima.

Teniente 1° JAE, nacido entre Ríos, 30 años, casado, una hija. Arma : Infantería.

Página 123: Fuimos bajando toda la costa hasta Río Gallegos y luego cruzamos a Malvinas. Primero hubo problemas con la jefatura porque todos queríamos ir en el primer avión. Por las dudas, nadie quería esperar porque estaba próximo el bloqueo y si alguno se quedaba, por ahí no embarcaba. Realmente el jefe tuvo que poner su carácter para ordenar eso”.

Capitán F.T, nacido en Capital Federal, 34 años, casado, dos hijos. Arma : Artillería

Página 165: El problema que teníamos era el transporte del material a las islas. Es un material pesado y de mucho volumen. Finalmente, el material es embarcado en el Puerto de Mar del Plata aproximadamente el 13 de abril y dos días después sale el personal por avión a Comodoro Rivadaria.

Página 166: “Lo habia tomado el problema del bloqueo. No estaban claros si el barco se tiraba a cruzar o no hasta que se ordeno descargar el material para hacer el traslado por avión. Esto produjo una seria de inconvenientes, hasta hubo que seleccionar material porque los vuelos de los Hércules no podrían llevar todo. Así fue que dejamos vehículos y también algunos medios que quizás hubieran sido necesarios. Este fue un problema común con otras unidades que tampoco pudieron ser cruzadas en su totalidad y quedaron disminuidas.

Página 178: Me llamo la atencion dentro de la catedral, las placas recordarias a los muertos Kelpers caidos en lugares distantes durante las guerras britanicas. Pensé como ellos que nos criticaban porque teniendo una enorme extensión territorial peleábamos por dos islas, sin embargo pelearon y murieron por una Inglaterra que los consideraba ciudadanos de segunda....”

Subteniente GAT, nacido en Santa Fé, 25 años, soltero. Arma : Caballería.

Página 237: Al desembarcar en las islas nos sentimos con ese orgullo que siente el que inicia una empresa que tiene como fin hacer justicia, y todo los soldados querían tomar el primer avión para llegar. Era un privilegio embarcar primero para entrar en acción. No sabíamos si

iba a haber combate. Como siempre se confió en las negaciones pero yo, no es por ser pesimista, desde un primer momento encaré todo como si las cosas ocurrienesen de verdad.

Página 243: Realmente, desde un primer momento, una de las directivas que se dio a las tropas fue el bienestar y el respeto de la propiedad privada de todos los isleños.

Página 243: La gente coexistió, convivió en una forma normal con nosotros. Yo estuve varias veces en la ciudad y no hubo ningún tipo de problemas las tropas se portaron muy bien con la población y la recomendación era primordial. Bien sabemos que donde hay tropas puede haber problemas pero esta vez no los hubo, y si los hubo fueron severamente castigados.

Página 250: Nosotros hemos sorprendido a los ingleses por el nivel tecnológico. Por ejemplo, teníamos una batería de misiles Exocet terrestres, adaptaba en el país: no eramos un Ejército africano con diez armas y aviones de la segunda Guerra Mundial. Ellos tuvieron que recurrir a los Estados Unidos y a las armas de la NATO, porque si lo hubieran hecho por sus propios medios, no creo que hubieran podido vencernos.

Michielli Julio César, *Son uruguayas las Malvinas?*, Montevideo, 1983, 44 paginas.

Página 5: “El debate de Montevideo”, Montevideo, viernes 19 de marzo de 1982: Uruguay posee derechos indiscutibles sobre las altas latitudes circumpolares, siendo esos derechos muchos más vastos e importantes de lo que en principio podamos imaginar. Derechos que nacen en la época colonial cuando España organiza el Apostadero Naval de Montevideo cuyas naves llegaban hasta el archipiélago de Malvinas donde la Madre Patria ejercía una soberanía que solo termino cuando se retiro definitivamente del Río de la Plata a principios del siglo pasado, dejando así a Uruguay un legado histórico que ha servido de fundamento para que prestigiosos historiadores compatriotas hayan considerado a las Malvinas como parte de la herencia que España dejo eventualmente, a los futuros gobiernos orientales.

Página 25: En 1820 Montevideo era provincia unida a Buenos Aires. En 1829 era absolutamente independiente. Pero hasta estos años era un gobierno argentino no pasa de ser un hábil golpe timón muy bien calculado para sus intereses.

Página 30: El disimil enfoque geopolítico de Argentina e Inglaterra es, consecuentemente, absoluto. Argentina mirando por sus pequeños grandes problemas: Beagle, la Antartida, las Malvinas, si acaso los límites con Uruguay, hecho este aparentemente zanjado en el acuerdo Bordaberry. Perón en 1974.

Página 42: En ese periodo, desde ahora hasta su dilucidación y con las credenciales históricas más inobjetable, reitero, Uruguay podría ofrecer y ejercer sus antiguos servicios administrativos en el control gubernativo de las Malvinas o Falkland.

Pineiro Armando Alonso, *Malvinas: los debates en la OEA*, Temas militares, Buenos Aires, 1982, 80 paginas.

Página 15: La posición del gobierno de Bolivia (canciller Gonzalo Romero.

-Bolivia, tradicionalmente, ha reconocido los derechos históricos de la Republica Argentina sobre el archipiélago de las Malvinas, al que considera como parte legitima e inalienable de su territorio nacional.

-Bolivia adhiere a los principios consagrados en la carta de las Naciones Unidas y en la carta de la Organización de los Estados Americanos sobre la solución pacífica de las controversias internacionales; y

-finalmente, Bolivia formula un ferviente llamado a las partes en disputa con objeto de agotar todos los medios para una solución pacífica y negociada del conflicto y evitar el uso de la fuerza como recurso extremo en la presente circunstancia.

Página 19: Colombia : Canciller Carlos Lemos Simmons: mi país considera que el derecho que invoca la Argentina para afirmar su plena soberanía en las islas Malvinas, queda controvertido por las propias alegaciones que durante más de un siglo ha hecho por las vías diplomáticas en busca del reconocimiento pleno de ella.

Página 23: Costa Rica, Canciller Bern Niehaus. Es una realidad histórica incuestionable que la Gran Bretaña, en 1833 tomó la fuerza las islas Malvinas, en desconocimiento de los principios más elementales del derecho de gentes y en perjuicio directo de los intereses soberanos de la Argentina que desde entonces no ha escatimado esfuerzos en demandar justicia, sin recibir respuesta. Hasta que el pasado 2 de abril acontecieron los hechos que todos conocemos. [...] Hemos apoyado y apoyamos los justos reclamos territoriales de la Republica Argentina con respecto de las Islas Malvinas.

Chili : Embajador Pedro Daza : pas de soutien mais expose le danger de la situation.

Página 33: Estados Unidos: Secretario de Estado Alexander Haig. “Argentina esta motivada por un profundo compromiso nacional a establecer la posesión de las islas: se siente frustrada por los años de lo que considera negociaciones infructíferas, Gran Bretaña recalca su antigua posesión de las islas y afirma que deben respetarse los deseos de los habitantes de las islas en cualquier arreglo duradero.

Cichero Felix Esteban, *las Malvinas (grieta del mapa Argentina)*, Buenos Aires, Editorial Stilcograf, 1968, 141 paginas.

Página 13: “Es una de esas heridas que recibe un cuerpo vivo, resistente a toda cicatrizacion. Evocación de Gibraltar.

Oscar Allende, *Complot contra la democracia 1930-1982*, Buenos Aires, El Cid Editor, mayo de 1983, 256 paginas.

Página 10 y 11: ”En una publicación del diario ingles “The Time”, Galtieri explico que no podía entender la reacción militar británica a la recuperación Argentina de las Malvinas. Nunca esperé, indico, una respuesta tan desproporcionada. Nadie la espero, por qué un país situado en Europa podía preocuparse tanto por unas islas que no sirven a ningún interés nacional? Me pareció insensato. En lo que se refiere a la alianza de los EE.UU. con Gran Bretaña, manifestó sentir mucha amargura y tremenda desilusión. Nos llevamos realmente bien con el gobierno norteamericano, dijo. Debíamos hacer muchas cosas juntas en este continente. Por eso es que acepté sin dudas... el ofrecimiento del secretario Haig para actuar como mediador”.

Página 197: Digamos finalmente que durante este secundo ciclo peronista la diplomacia Argentina mantuvo su tradicional incoherencia, acentuado por las convulsiones políticas que dieron al país un matiz permanente de inestabilidad.

Página 217: El tema ligado es el de la información. Sin la debida información, agregué, no hay democracia. En la Argentina no se vota desde hace diez anos. Una juventud desinformada no puede cumplir con el rol histórico que le compete. E hice a los medios de información en manos del Estado, responsables en gran medida de la protesta existente de la crisis de confianza popular, debido a sus juicios deformados e incompetentes lo que se ha hecho más grave en la última crisis de Malvinas.

Página 218: La soberanía reposa en la defensa del bien común, esto es en la defensa de los deberes y derechos de los ciudadanos, en la custodia de sus valores culturales y en la salvaguarda de su patrimonio económico y estilo de vida.

Página 218: La trágica cuestión de los desaparecidos, la aplicación de la doctrina de la seguridad nacional, las denuncias sobre intervenciones en problemas internos de países latinoamericanos, las persecuciones y atentados políticos, los escándalos financieros y la frigidéz social del liberalismo económico dieron al proceso un notario desprestigio internacional. A ciertos intereses les resulto cómodo encuadrar a Malvinas como una lucha entre las democracias, la inglesa, y una dictadura. Se asienta en vez imperial, contra el

colonialismo, en la procura de cumplir el mandato de los fundadores, que nos instaron a la brega constante por la liberación nacional, aun no completada, como lo señalé el 24 de junio. Página 219: “este episodio no se inserta en la pugna Este-Oeste. Es orientale en la Norte-Sur. Lo que ocurre es que en el manto de algunas tituladas democracias se encubren intenciones bastardas. Es legitimo defender las nacionales, pero sin ropajes falsos. Por eso debemos decirle a los franceses que en nuestra tierra no tenemos Lávales o Petains; a los alemanes que contamos en nuestros gobiernos con ex-oficiales de Hitler; A los norteamericanos que recuerden se anexaron la mitad de México, que asesinaron en Vietnam y se olvidaron de Lincoln y por ultimo, a los ingleses que conocemos su vieja histórica. El pirata, luego Sir Francis Drake ya paso por el estrecho de Magallanes en 1578, al asalto de buques, dineros y joyas y diez anos después lo hizo Tomas Cavendish, asaltando y matando por placer.... Es lo que podrían entender jamás los sancionadores de la comunidad económica Europea.

Página 222: En la conferencia internacional de prensa dada por el canciller Costa Méndez el 20 de mayo de 1982, con participación de la prensa extranjera, manifestó que la opinión publica internacional, comenzó con una dura critica a la Argentina porque ignoraba realmente los hechos. Yo me acuso de no haberlos explicado en el comienzo, en debida forma.

Página 228: Haig llevo a Buenos Aires el viernes 9 de abril por la noche. Muy suelto de cuerpo afirmo al pisar de tierra: “como usted saben, la Argentina y EE.UU. son socios hemisféricos y tenemos anos de cooperacion conjunta, que fue más cordial en tiempos recientes. En la mañana siguiente, al reunirse con el general Galtieri, se encontró con la formidable concentración de la Plaza de Mayo. Galtieri desde el balcón, pidió moderación al gobierno y al pueblo inglés “en sus expresiones y en sus hechos. El gobierno argentino y su pueblo pueden enardecerse y presentar a las ofensas, mayores ofensas.

Página 239: El dia 30 de abril, Haig declaro oficialmente que la crisis entrada en una fase nueva y peligrosa, con probable acción militar en gran escala. En esa tarea de ablande, el gobierno de los EE.UU. aplica sanciones de todo tipo al país argentino. El documento de la junta militar califico duramente la medida como “injustificada e intempestiva”. “Pareciera ajustarse”, destaco, “a los tiempos que ha previsto para sus operaciones la flota británica y acuso al gobierno norteamericano de haber desconocido la resolución del TIAR, organismo del que los EE.UU. son parte”.

Landeiro José A, *Cronología de un despojo*, Adrogué Grafica Editora, 1982, 63 paginas.

Note de fin: “A los Argentinos nos enseñan desde que nacemos, que las islas Malvinas nos pertenecen. Pero desde cuando y de donde parten nuestros derechos soberanos sobre el archipiélago se diluyen en las brumas de un pasado de casi cinco siglos”.

1823 : El gobierno argentino nombra un nuevo comandante de las islas. Don Pablo Areguati, que fue expresamente encomendado a establecer una colonia en aquellas islas. Asimismo el gobierno realizo una concesión de tierra, con derechos de pesca a los vecinos de Buenos Aires, Jorge Pacheco y Luis Vernet. Embarcados en tres naves, tuvieron mala suerte ya que naufragaron antes de llegar. Otra expedición a cargo de los mismos tuvo mejor suerte y nueva empresa se estableció de optimas condiciones. En este año Estados Unidos reconoce la independencia de la nueva republica.

1825 : Inglaterra también reconoce la independencia de nuestra republica, y nombra como encargado de negocios a Mr. Woodbine Parish.

1929 : El general Martín Rodríguez, nombra nuevo comandante político y militar de las islas Malvinas a Luis Vernet realiza una magnifica labor de colonización y comercio, habiendo exportado ochenta toneladas de pescado salado a Brasil. Emitió papel moneda para uso local y la colonia situada en Puerto Soledad tenia ya un centenar de personas.

1931 : Como los actos de transgresión a la ley de pesca, establecida por Vernet en los territorios de las islas Malvinas, habían recrudecido considerablemente, el comandante en acto de salvaguarda de los derechos establecidos, en agosto de ese año, apreso a tres embarcaciones norteamericanas, el “*Breckwater*”, el “*Harriet*” y el “*Superior*”. El primero logro escapar e informo en los Estados Unidos lo acontecido. El “*Harriet*”viajo a Buenos Aires, con el comandante y su familia y el “*Superior*” obtuvo permiso para continuar sus tareas de pesca en las condiciones establecidas en las islas. El gobierno Argentino al tener cuenta de los hechos, declaro al “*Harriet*”presa legal, lo que desato la cólera del cónsul americano Slacum, quien no tuvo empacho en manifestar que la Argentina no tenia jurisdicción alguna sobre las islas Malvinas y menos autoridad sobre los ciudadanos de los Estados Unidos que estuvieran en las islas. Acto seguido se traslada a Montevideo, donde se hallaban fondeada la Corbeta norteamericana “*Lexington*” y solicito a su capitán Silas Duncan le asistiera con la fuerza a sus reclamaciones. Silas Duncan, iracundo, se traslado a Buenos Aires, y remitió a las autoridades la siguiente declaración:

“Señor: he recibido informes jurados de que Luis Vernet, que se halla actualmente en Buenos Aires, ha saqueado el barco “*Harriet*”, de bandera americana, mientras se hallaba en las islas Malvinas. Pido que dicho Luis Vernet, culpable de piratería y robo, sea entregado a las

autoridades de Estados Unidos para ser juzgado, o, en caso contrario sea arrestado y castigado según las leyes de la republica. 7 de diciembre de 1831.”

Como es suponer el gobierno Argentino no contesto los términos de esta nota, por lo que el Capitán Duncan zarpo de inmediato hacia las islas Malvinas. Arribo a Puerto Soledad del 28 de diciembre y para entrar al mismo sin inconvenientes lo hizo enarbolando la bandera francesa, que cambio por la americana cuando fondeo sin novedad en el puerto. Bajo del navío con sus tropas, apreso a seis argentinos a Matew Brisbane, inglés radicado en las islas, desmonto los cañones, quemo la pólvora, destruyo los depósitos incendiándolos y luego enfáticamente declaro ante los presentes que la Isla quedaba libre de todo Gobierno, recogió sus tropas y maniatados traslado los prisioneros a Montevideo, con una ración de galletas y agua y una libra de carne por todo alimento durante la travesía.

1834 : Una nueva reclamación de nuestro gobierno ante el conde de Aberdeen, con posibilidades de que nuestro país doblase una suma a considerarse tampoco tuvo éxito.

1848 : En julio 25, Sir William Molesworth, en la cámara de los Comunes, pide que se restituyan a Buenos Aires las islas Malvinas “que justamente reclama”.

1849 : Nueva reclamación Argentina buscando hallar alguna solución viable para darle oportunidad a Gran Bretaña a reparar la injusticia cometida, aun con beneficios para el que la cometió que termina en un fracaso.

1884 : Esta vez la reclamación del gobierno argentino va dirigida a Washington, por intermedio del ministro acreditado en aquella ciudad Luis L. Domínguez, tendiente a recibir una reparación por el asunto de la Lexington, nuevo fracaso.

1925 : El gobierno Argentino no da curso a la protesta entregada por el embajador ingles, en nombre de la Corona, por la instalación de una estación inalámbrica Argentina en las Orcadas del Sur.

1927 : A consecuencia de una solicitud presentada por un ciudadano nacido en las islas Malvinas, el gobierno declara que toda persona nacida en las islas debe ser considerado ciudadano natural de nuestro país (6 de Mayo).

1929 : El 11 de enero, las autoridades argentinas deciden que todas las encomiendas y valores que procedan del extranjero, no sean considerados en transito, sino como enviadas a territorio argentino.

1933 : El 9 de enero, el gobierno Argentino, ante una emisión lanzada por Gran Bretaña, conmemorando el centenario de la ocupación de las islas por parte de los británicos, decide no darle valor alguno a la misma y por el contrario emitir a su vez sellos postales en los que incluye como territorios propios a las Malvinas, lo que origina a su vez una protesta de los

ingleses ante nuestro gobierno. El 17 de febrero las autoridades argentinas disponen que los pasaportes que extienden los ingleses a las personas nacidas en las islas Malvinas, no sean admitidos como validos.

1934 : El congreso argentino emite la Ley N°11904, que en su articulo primero dice: “encomiendase a la Comisión Protectora de Bibliotecas Populares, la traducción al español y la publicación oficial de la obra de Paúl Grussac “Les iles Malouines”, 22 de septiembre de 1934. La finalidad es difundir entre nuestro pueblo una de las mejores obras publicadas sobre dichas islas por un escritor extranjero, donde se fundamenta ampliamente nuestros derechos a la posesión de las islas Malvinas.

1940 : El 31 de agosto y en la conferencia de la Habana, convocada igualmente para preservar la soberanía de los países de América, nuestro país adopta idéntica postura que la que hiciera conocer en la conferencia de Panamá.

El 30 de abril de ese ano, se crea la Comisión Nacional del Antártico, con carácter permanente, dependiendo dicha comisión del Ministro de Relaciones Exteriores y Culto.

1954 : El gobierno argentino, dicta normas para la administración de algunos territorios, en la que esta incluida Tierra del Fuego de quien dependen las islas Malvinas, lo que motiva el 24 de noviembre una protesta del Reino Unido, la que es enérgica y formalmente rechazada por nuestro Gobierno, que declara, que ni directa ni indirectamente consideraba legal la ocupación británica de las Islas. El 17 de noviembre la republica Argentina reafirma sus derechos ante la ONU sobre las Islas Malvinas y en la Antártica, pidiendo a las Naciones Unidad usasen aquel nombre en lugar de Falkland.

1957 : En la sesión del 14 de octubre, realizada por la comisión de Asuntos fiduciarios de la ONU, el delegado argentino hizo hincapié en que su país dejaba constancia expresa de que las islas Malvinas, Sándwich del Sur, Georgias del Sur, y tierras incluidas dentro del sector Antártico, no constituyan colonias o posesión de Gran Bretaña. El representante ingles contesto que su gobierno, respecto a las dependencias de las Malvinas, estaba dispuesto a acatar la jurisdicción de la Corte Internacional de la Haya. Nuestro país no acepto esta sugerencia por estimar que sus derechos a las islas se basan en títulos legítimos fundados en hechos geológicos e históricos.

1966 : En el mes de septiembre, un grupo de nacionalistas argentinos que viajaba en un avión con destino a Rió Gallegos, obligo a este a aterrizar en las Islas Malvinas, significando de este modo su disconformidad con Gran Bretaña por la usurpación del territorio de las islas.

La ONU sigue insistiendo ante Gran Bretaña y Argentina para que cuando antes, lleguen a una solución en su diferendo sobre las islas. Nuestro país ofrece amplias garantías a los

habitantes de las islas y rechaza el proyecto de referéndum de Inglaterra, alegando nuestro país que el reconocimiento de la soberanía Argentina en dicho territorio no podía estar supeditado a una voluntad de expresión de los habitantes de dichas islas, toda vez que una gran parte del mismo esta compuesta de empleados administrativos del Reino Unido.

1971 : El mes de julio, los representantes de Inglaterra y Argentina se reunieron con el secretario General de la ONU, entregándole una declaración conjunta de las negociaciones sobre las islas, sin que este documento constituya una renuncia por parte de los gobiernos a derecho alguno sobre las Malvinas, sino que va dirigido, teniendo en cuenta los intereses de la población, hacia una amistosa y definitiva solución de la disputa sobre la soberanía.

1975 : Se suspenden las negociaciones entre el Reino Unido y Argentina sobre la devolución por parte de Gran Bretaña de las islas a nuestro país.

Osiris Troiani, *Operación Malvinas*, Martinez de Hoz en Londres, El Cid Editor, Buenos Aires, 1982.

Página 31: La hipótesis de que Gran Bretaña deseaba restituir las islas, pero que necesitaba convencer a la población local, para la cual se abstenía de atenuar sus penurias y dejaba que lo que hiciera la Argentina, ganándose su gratitud se viene al suelo cuando, a fines de los años 60, todas las fuentes de información coinciden: en las islas Malvinas hay petróleo.

Página 35: Hasta dos años más tarde no se sabrá que en el verano de 1969/70 la empresa Shell Capsa (Compania Argentina de petroleo S.A) subsidiaria de la Royal Dutch Shell, de capitales anglo-holandeses, realizo un reconocimiento superficial de la plataforma submarina con un costo estimado por la empresa del orden de 1,5 millones de dólares.

Página 36: No se conoce, hasta hoy, el resultado de aquellos trabajos de la Shell. Sin duda, fueron bastante alentadores, pues la compañía, a fines de 1970, solicitaba autorización formal para un reconocimiento superficial en la zona y el posterior prorroga para hacer sus propios reconocimientos previos, y en agosto del año siguiente YPF localizo un nuevo yacimiento de petróleo, que seria bautizado San Luis, en Tierra del Fuego, al sur de Río Grande y próximo a Cabo Pena. Los ensayos de terminación produjeron 130 metros cúbicos al día por cada orificio de 12 milímetros.

Página 41: Esto era inaceptable para la Argentina. ¿Cómo se pueden negociar con supuestos “representantes” de una población local considerada intrusa? (1974). Lord Shackleton (ex-ministro del trabajo)

Página 79: “Negociaciones o diálogos de sordos”.

Página 85: Casi toda la población de Puerto Stanley, unas 800 personas, trabaja para la FIC y buena parte de ella, tal vez la mitad, no es de nacionalidad británica. Los verdaderos colonos autóctonos viven, con sus hatos de ovejas, completamente aislados, ajenos a las condiciones mínimas de la vida civilizada.

Página 85: “Seis diputados, pertenecientes a cuatro partidos (conservador, laborista, nacional escocés y liberal Escocés), presentaron a la cámara de los comunes una moción para que el gobierno no discutiera con la Argentina el futuro de las Falkland sin antes obtener el consentimiento expreso de las Falkland sin antes obtener el consentimiento expreso de los 1800 pobladores. Fue aprobada, naturalmente.

Página 88: Después de aludir a las recomendaciones del Informe Shackleton, mejorar el rendimiento de la agricultura para aumentar la producción de lana, establecer una nueva industria para procesar el Kelp (variedad local de las algas), desarrollar el turismo, insertaba estos dos párrafos, relativos a los recursos naturales que Gran Bretaña no pueden explotar sino con la cooperación Argentina.

Página 90: Dialogo de sordos: Durante los dos años siguientes se efectuaron cuatro rondas de conversaciones en Roma, del 13 al 15 de julio de 1977, en Nueva York, del 13 al 15 de diciembre del mismo año, en Ginebra, del 18 al 20 de diciembre de 1978, y nuevamente en Nueva York, del 21 al 23 de marzo de 1979.

Página 95: Una nota de la misión del Reino Unido reconoció que efectivamente, las autoridades locales “concedieron una licencia a la geofísica servicio para realizar un estudio de los fondos marinos hasta la isobara de 100 brazos.

Página 99: Adolfo Silenzi de Stagni, las Malvinas y el petróleo, escribo:

“Es público y notorio que el actual gobierno se refería al que iba a caer dos semanas después, no tiene el menor consenso, sin embargo, como el tiempo apremia, y debemos tener la firme resolución de recuperar las islas antes del 3 de enero de 1983, día en que Gran Bretaña se propondría festejar el sesquicentenario de la ocupación, no queda otra alternativa que instar a los integrantes de la junta militar a que asuman la responsabilidad histórica de ocupar las Malvinas, y en ese momento contara sin retaceos con el solidario aplauso de todos los argentinos cualquiera sea su ideología”.

Había en ese párrafo una incitación y un pronóstico. La incitación era patriótica y oportuna, el pronóstico se cumplió.

Página 100: Sin el desembarco del 2 de abril, el reino Unido jamás habría accedido a negociar. Lo sabíamos por la experiencia de un siglo y medio [...] hasta ahora no las

habíamos tomado porque las queríamos tomar, por más que protestásemos todos contra la usurpación. Era una humillación permanente y voluntaria, y ya no podía ser.

Pero además, existía la amenaza de que, [...], los ingleses nos explicaran de una vez por todas la “solución Hong Kong”. Esa amenaza queda eliminada con el desembarco del 2 de abril.

Página 140: Los responsables culpables en Argentina: los diplomáticos, los militares, y los periodistas.

El ex canciller Nicanor Costa Méndez revelo hoy que la decisión de ocupar militarmente las islas Malvinas se tomo “en pocos días y anuncio que oportunamente dará detalladas explicaciones sobre el manejo diplomático previo al 2 de abril (La razón, 14/10 y Clarín, 15/10).

Página 142: Visto el resultado de la guerra, es evidente que ni los comunicados del comité militar y/o del Estado Mayor Conjunto, ni las noticias que hacia llegar a diario el padre José Fernández, ni los vaticinios del ministro de Economía Alemann, ni las palabras del coronel Carlos Cordero, se ajustaron a la realidad. Para cada una de estas personas todo ocurría como debía ocurrir. Nada era necesario cambiar. Nada estaba mal o resultaba insuficiente. Todo estaba previsto. Inclusive la victoria. Luego, el gran fracaso. La realidad. En pocos minutos, de una “arrolladora, metódica y eficiente” victoria Argentina, se pasa a una vergonzosa y repentina rendición. Y decimos vergonzosa rendición, porque antes todo eran bramabas y autosuficiencia, declamación y alharaca. La frustración, la vergüenza, fueron posibles por la imprudencia sin par en los juicios que emitieron quienes condujeron las operaciones. De los periodistas, que tendrían que haber brindado noticias verídicas. De quienes debieron cotejar informaciones, sacando sus propias conclusiones e informar la verdad.

Página 143: También su cuota de responsabilidad para el capellán, padre José Fernández, de las islas Malvinas. Fue responsable por sus mensajes de falso optimismo, carente de contenido, como confirmaron luego el resultado de la guerra y los comentarios de los que la vivieron. Durante los mismos días en que el padre José Fernández aseguraba con pertinacia que en las islas todo era excelente, los soldados continuaban muriendo, quedaban amputados, con las extremidades congeladas, sin alimentación ni higiene alguna. Sin embargo, el padre José Fernández continuaba con predica de optimismo suicida. En lugar de llamar la atención sobre las carencias, como era su doble deber como argentino y mucho más como sacerdote, debió cumplir con los mandamientos.

Página 168: La lección del 14 y 15 de junio de 1982:

Uno, referente a la manera de ser del argentino en general. En este aspecto notamos que el rasgo dominante, en el transcurso del conflicto, ha sido el de la suficiencia sobredora en

cuanto a la efectividad de nuestros medios. El creer que ya todo esta hecho. Se dio por consolidada la victoria el primer día.

El otro: la improvisación que regla la conducta del argentino. Ni aun viendo que las cosas se complicaban, se decidió, ni siquiera a nivel de conducción nacional, por organizarse metódicamente para una larga lucha.

Página 169: El defecto esta en nosotros. Si ponemos empeño en lograr la victoria, es posible otra guerra y es posible una victoria arrolladora. Pero para ello hay que prepararse y hay que quererlo.

Página 172: Soluciones propuestas.

“La fuerza Aérea sostiene que no se debe renegociar la deuda externa bajo presiones británicas para que se levante el bloqueo de fondos dictado por Buenos Aires. Propone investigar a los responsables del endeudamiento del país y estima que se deberían formar un fondo de reparo con el dinero ingles bloqueado por la ocupación ilegal de las islas y por los danos económicos del mantenimiento de la zona de exclusión. El desbloqueo seria progresivo, a medida que las negociaciones aseguren la soberanía Argentina". (Jorge Wehbe, ministro de economía argentino, en Toronto, Canadá, Clarín el 4/09/82).

Página 172: Soluciones políticas: Reforma inmediata de la constitución nacional y de los estatutos del movimiento militar de marzo de 1976 para incorporar la institución que hemos expuesto: “la Dictatura como Magistratura Extraordinaria en la republica argentina”, 1982. Una vez hecha la reforma antedicha, convocar a elecciones generales en la Nación, sin restricciones de ninguna naturaleza por razones ideológicas.

Página 174: Soluciones militares propuestos.

Continuar con la practica del servicio militar obligatorio. Cambiar los planes de instrucción militar, no solo de los conscriptos, sino también de los suboficiales y oficiales. Endurecer al máximo la disciplina y la instrucción militar.

Gambini Hugo, *Crónica documental de las Malvinas: la historia*, Sánchez Teruelo S.A., Biblioteca de redacción, Buenos Aires, 1982.

Página 387: El caso de las Malvinas: Para la Republica Argentina, explica el tracista C. Díaz Cisneros, “las Malvinas, cuyo nombre de Falkland Islands tampoco es aceptado, no son colonias ni posesión de Gran Bretaña, pues de jure, de derecho, son argentinas y solo de facto, sin derecho alguno, están en poder de Gran Bretaña”.

Página 389: El premier británico Harold Wilson envió a la Argentina en 1966 al canciller Stewart a discutir el problema. Durante el gobierno laborista inglés las negociaciones siempre avanzaron mucho más que con los conservadores.

Página 390: Por intermedio de su representante, la Argentina reclamó el restablecimiento de su integridad territorial dañada por la ilegítima posesión inglesa de las islas y señaló que no se aceptaría la desnaturalización del derecho de autodeterminación de los pueblos aplicándolo para consolidar una situación anacrónica.

Página 391: El 10 de noviembre la posición Argentina fue defendida por el embajador Lucio García del Solar; este diplomático marco la trascendencia del debate al apuntar que es el tema de las Malvinas ha quedado definitivamente incorporado a la agenda de las Naciones Unidas y esto significa un enorme paso de avance obtenido por nuestro gobierno hacia el objetivo nacional del futuro restablecimiento de sus derechos soberanos sobre dichas islas". Fue el mismo embajador, comenta Juan Carlos Moreno quien "obtuvo que se incluyera la nomenclatura islas Malvinas, en castellano, en toda documentación escrita en idioma extranjero, expedida por las Naciones Unidas".

Página 392: "Soy argentino y vine a traer este mensaje": El 8 de septiembre de 1964, mientras en la ONU se iniciaba el debate generado en el seno del comité, un pequeño avión Cessna monomotor salvo en unas tres horas de vuelo la distancia que separa la costa patagónica de las islas Malvinas, sobrevoló la isla Soledad y aterrizó en un precario campo deportivo de Puerto Stanley. Su piloto era Miguel Fitzgerald, argentino de ascendencia irlandesa, que plantó en el lugar una bandera nacional y presentándose a un ocasional testigo, le entregó una carta para el gobernador británico Thompson.

Página 393: La resolución 2065: El 16 de diciembre de 1965, la Asamblea General de las Naciones Unidas después de escuchar el alegato del representante argentino, doctor Bonifacio del Carril, aprobó por 94 votos a favor, ninguno en contra y 14 abstenciones la resolución 2065, que encuadrada el caso de las islas Malvinas en la Resolución 1514, y "tomado nota de una disputa entre los gobiernos" argentino y británico, los invitaba a proseguir, "sin demora" las negociaciones "a fin de encontrar una solución pacífica al problema", teniendo en cuenta la Carta de la ONU, así como los intereses de la población de las islas.

Página 395: También en 1964, entre julio y octubre, surgió en las Malvinas el primer partido político de su historia. Se trataba del Progresive Nacional (Partido Nacional Progresista), cuyo programa repudió las presiones argentinas y cuya meta era la autonomía bajo soberanía británica o la adhesión al Commonwealth.

Los Argentinos y las islas Malvinas. Corresponde hacer ahora una breve digresión. Que significaba, en toda esta época, la cuestión de las islas Malvinas para el grueso de los Argentinos? Muchos pueblos, a lo largo de la historia, han tenido territorios irredentos. Mencionaremos, por citar algunos al azar, los antiguos reclamos italianos sobre Trieste o la Dalmacia, los anhelos de los franceses por Alsacia y Lorena entre 1871 y 1914, los españoles por Gibraltar. Son casos diferentes, las pretensiones en cada uno de diferentes, las pretensiones en cada uno de ellos diferentes; las pretensiones en cada uno de ellos pueden ser analizadas desde distintos puntos de vista. Pero lo que interesa aquí destacar son los sentimientos populares que, en todos esos casos acompañaron apasionadamente los respectivos reclamos.

Por un lado no hay duda de que ningún argentino (o residente en el país), que concurrió a la escuela primaria y curso (o no), el secundario y que trazara allí, bajo la dirección de empeñosos docentes, las inexactos mapas escolares o estudiara la historia nacional, dejó de sostener luego que “las Malvinas son argentinas”.

Página 398: El premier inglés Winston Churchill (en otra visión de Levine), quien utilizó a las Malvinas en las dos guerras mundiales pero jamás aceptó negociar con la Argentina.

El general Pedro Eugenio Aramburu, en cuya Presidencia se estableció el territorio nacional de Tierra del fuego e Islas del Atlántico Sur, que comprende a las Malvinas, por decreto del 28/11/57.

Página 402: Los socialistas y las Islas Malvinas: los hombres que fundaron el Partido Socialista, en junio de 1896, tuvieron una especial preocupación por el problema de las islas Malvinas.

Página 403: El legislador socialista Alfredo L. Palacio planteó sus protestas en la cámara de diputados en 1936 y en el senado en 1936 y en el senado en 1961. Poco antes de morir insistió en la cuestión.

Página 406: Los diputados radicales y las Malvinas: En el famoso bloque de legisladores radicales que componían la oposición al gobierno peronista surgido en 1946 hubo algunos diputados que plantearon el problema de la soberanía en las Malvinas con su fervor inusitado. Dos de ellos, los doctores Ernesto Sammartino y Alfredo Roque Vitolo, pronunciaron arengas inolvidables en el recinto, ante el respetuoso silencio del bloque mayoritario.

Página 407: Ernesto Sammartino uno de los más famosos diputados de la oposición radical al primer gobierno peronista, fue escuchado y aplaudido por toda la cámara en su arenga en defensa de las Malvinas en 1946.

Página 411: El instituto de las Malvinas. Unas de las primeras disposiciones tomadas por el gobierno del doctor Illia al comenzar el año 1966 fue crear el instituto y Museo Nacional de las Malvinas y Adyacencias, presidido por el doctor Ernesto J. Fitte.

Página 414: En las primeras horas del 28 de septiembre de ese año, el piloto Fernández García, comandante del vuelo 648 de la empresa Aerolíneas Argentinas, fue sorprendido por la irrupción en su cabina de hombres armados.

Página 415: A bordo de la aeronave viajaba el gobernador de Tierra del Fuego, almirante José M. Guzmán, desconocedor, también de las circunstancias que le tocaría vivir. Fue testigo de los hechos el conocido periodista Héctor Ricardo García, director del diario Crónica de la Capital Federal, a quien los secuestradores de la maquina habían contactado para que los acompañara sin informarle, según manifestó, cuales eran sus propósitos.

Página 417: Juan C. Moreno, que visitó las Malvinas más tarde, opina que “el vuelo del grupo negativa, por el temor que produjo en los isleños la llegada de un aparato grande, de donde descendió gente armada; y otra positiva, porque significó una advertencia a británicos y malvinenses de que subsiste el litigio con la Argentina que debe resolverse pronto y con justicia”.

Página 418: Barton lanzó entonces el lema “Conservad británicos a los Falklanders” (Keep the falklanders british), y buscó contactos con gentes de Gibraltar y Belice tras similares ideas.

Página 433/434: En forma amistosa y cooperativa. En septiembre de 1969 el ministro argentino de relaciones exteriores, Juan B. Martín, expresó en la ONU la posición de su gobierno y manifestó que una solución sería posible si el Reino Unido se avenía a considerar la cuestión sin preconceptos; Opino también, que en el caso de las Malvinas (como en los Belice y Gibraltar a los que se hizo entonces referencia), no parecía que la solución final estuviera cerca (la bandera Argentina flamea en las costas malvinenses durante uno de los tantos viajes de los buques que cumplían el plan de comunicaciones entre 1972 y 1982).

Página 439: Las noticias de las actividades de los británicos, a partir del informe Griffiths, motivaron la reacción del gobierno militar (por entonces era presidente María E. Martínez Perón), través del comunicado emitido por el Palacio San Martín el 19 de marzo de 1975.

Antes el informe “acerca de la eventual existencia del petróleo en la plataforma continental Argentina y en las proximidades de las Islas Malvinas [...] el gobierno argentino reconocerá la titularidad ni el ejercicio de ningún derecho relativo a la explotación de minerales e hidrocarburos por parte de un gobierno extranjero. Por consiguiente, tampoco reconoce ni reconocerá, y considerara insanablemente nulos, cualquier actividad, medida o acuerdo que

podiera realizar o adoptar Gran Bretaña con referencia a esta cuestión, que el gobierno argentino estima de la mayor gravedad e importancia”.

Página 442: Guerra con Chile? En las semanas finales de 1978 los titulares de los diarios, los noticiosos y espacios publicitarios oficiales, así como los corrillos callejeros y todos los ámbitos del país, fueron ganados por el tema del conflicto en torno de la delimitación en la zona de Beagles. Tras el rechazo argentino del desfavorable laudo arbitral, más negociaciones con la republica vecina se estancaron y el peligro de guerra parecía inminente. Movilización de efectivos militares, ominosas declaraciones y comentarios y la misma propaganda oficial crearon en la opinión publica nacional la certidumbre de una estallido armado. Lo cierto es que por días solos muy pocos argentinos suponían que cuando las armas de la republica abrieran fuego, el objetivo no serian las islas de la región del Beagles.

Ceballos Enrique Mariano, Buroni José Raúl, *La medicina en la guerra de Malvinas*, Circulo Militar, Buenos Aires, 1992.

A los compartías que con su sangre regaron nuestro territorio insular.

Página 9: Terreno : la geologia es similar a la Patagonia continental, con terrenos cristalinos y otros sedimentarios.

Página 38: A partir del 1 de junio se pudo disponer en la zona de combate de 2 buques hospitales denunciados e identificados segun las normas de la convencion de Ginebra del 12 de agosto de 1949. Los buques de la armada “Bahía Paraíso”, y el “Almirante Irizar”, fueron adaptados a tal fin. Se presentaron numerosas dificultades y dudas en el montaje y organización de estos buques, ya que la armada Argentina no tenia experiencia anterior en buques hospitales.

Página 39: La cadena de evacuacion argentina, en su primer tramo, en la frente ofrecio serias dificultades, debido, a:

-los heridos debían ser transportados a pie, desde las elevaciones, por la dificultad de la llegada de vehículos a esos lugares.

-la imposibilidad del uso de vehículos terrestres por la falta de caminos y por la detección de los mismos por las tropas británicas.

-la mayor parte de las bajas fueron nocturnas en virtud de la hora en que se producían las acciones.

-la geografía impuso la instalación de los puestos de Socorro lejos del frente y cerca del hospital Militar de Puerto Argentino.

-El difícil empleo de helicópteros, por el escaso número disponible, la falta de viseras nocturnas y la pérdida de la superioridad aérea...

Página 40: Hasta el 20 de mayo la evacuación desde la Gran Malvinas se efectuó en helicóptero, pero a partir de ese momento quedó interrumpida y librada la atención de los heridos a los medios disponibles en ese lugar.

Página 44: El ARA "General Belgrano" era un crucero que la Argentina adquirió en el año 1951, que había sido puesto en servicio en el año 1939 por los Estados Unidos de Norte América con la denominación de U.S.S Phoenix, y que había sido uno de los pocos navíos que sobrevivieron al ataque japonés a Pearl Harbour. [...]. El abandono del crucero por parte de los naufragos se realizó aproximadamente a las 16'30 horas y debieron permanecer en las balsas entre 40 y 44 horas. Durante este período la temperatura del agua del mar estaba entre los 2 y 3 grados C, con un viento de entre 50 a 60 nudos (90 a 108 km/ hora) de dirección del cuadrante 310, con estado del mar 6 (olas hasta 6 metros) y sensación térmica de entre 7 y 10 grados C bajo cero.

Página 47: la búsqueda, recolección y evacuación de los cadáveres se realizó hasta el 21 de mayo en ambas islas de la misma manera que se hacía con los heridos.

Página 70/71: De los heridos por armas de guerra atendidos en el hospital militar de Puerto Argentino, más del 70% tenían las lesiones localizadas en los miembros, una proporción desmedida en relación al miembros corresponde el 54% de la superficie corporal.

Página 98: Esta experiencia la relato en el anátesis, en cuyo libre cuarto hace una clara referencia a la acción del frío y de la inmovilidad en la producción de las lesiones, cuando dice: "Igualmente se quedaban atrás los soldados que habían perdido la vista debido a la nieve y aquellos a los que el frío había helado los dedos de los pies. A fin de preservar los ojos de los efectos de la nieve, bastaba con llevar algo negro delante de ellos, y para los pies, moverse, no permanecer nunca inmóvil, y por la noche descalzarse. A los que se acostaban calzados se les metían en los pies las correas y las sandalias se les quedaban congeladas...".

Informe Rattenbach, *El drama de Malvinas*, Ediciones Espartaco, Buenos Aires, 1988.

Página 17: El objetivo de la comisión: Designar como integrantes a la comisión de Análisis y Evaluación de las responsabilidades políticas y estratégicas militares en el Conflicto del Atlántico Sur a los señores Teniente General (R) D. Benjamín Rattenbach y en general de División (R) D. Tomás Armando Sánchez de Bustamante por el Ejército, al almirante (RE) D. Alberto Pedro Vago y al Vicealmirante D. Jorge Alberto Boffi por la Armada, y al Brigadier

General (R) D.Carlos Alberto Rey y al brigadier Mayor (R) D. Francisco Cabrera por la Fuerza Aérea.

Página 21: Ambito geoestrategico.

El marco geográfico Atlántico Sur comprende una extensa zona costera de tres continentes (América, África y Antártica), que encierra una de las superficies oceánicas más extensas del mundo.

Se comunica al norte con el Atlántico Norte a través del estrechamiento situado entre la saliente Nordeste del Brasil y la zona del cabo Blanco en África, al Este con el océano Indico entre la saliente Sudafricana y las costas de la Princesa Ragnhild en la Antártica, y al Oeste con el océano Pacifico a través del Pasaje de Beagle y el estrecho de Magallanes.

Página 23: Al respecto, el control de los pasos interoceanicos del Cono del Sur puede llegar a asumir una importancia significativa en caso de un conflicto regional o mundial que pudiese afectar al Canal de Panama, via de comunicacion maritima vital entre el Pacifico y el Atlantico, cuyo trafico se veria asi derivado el Estrecho de Magallanes, al Canal de Beagles y particularmente, al Pasaje Drake.

Página 38: El día 20 marzo 1982, el presidente Galtieri recibio al Doctor Eduardo Roca, recientemente designado embajador argentino en las Naciones Unidas. En esa audiencia, Galtieri le comunico “la decisión de ocupar las islas en el futuro, porque no quedaba otra salida.

Méndez Costa Nicanor, *Malvinas, esta es la historia*, Editorial Sudamericana S.A., Buenos Aires, 1993. 335 paginas. Biblioteca Mitre, Buenos Aires. Côte: 214-4-96.

Una carrera dedicada, entre otras muchas cosas, a la investigación y el análisis de los conflictos entre Gran Bretaña, y una posición clave en abril de 1982, el ministro de Relaciones Exteriores, hacen que el punto de vista de este libro resulte de importancia decisiva para el entendimiento de la Guerra de las Malvinas.

Página 45: A partir de la decision que el parlamento tomo al finalizar el ano 68, quedo definida la nueva estrategica britanica: las conversaciones podían continuar, pero ellas no deberían conducir a ningún resultado positivo. La nueva conducta británica seria esta: prometer y prometer, nunca ofrecer nada concreto, menos aun conceder, diferir todo acuerdo, prolongar sin termino las negociaciones. Los deseos de los isleños deben ser escuchados, afirmaban.

Página 47: Por otra parte, no es difícil anticipar la decisión de los habitantes de las islas. Ella es por demás conocida, esta manipulada por la compañía monopoliza y por los intereses representados por el Committee de las islas; nadie necesita consultar esos deseos para saber en qué consisten. El resultado de la encuesta estaba y esta a la vista; estaba y esta proclamado de antemano. Los británicos sabían y saben que si lograban minar la resolución 2065 o debilitarla, el caso estaba ganado; sabían y saben también que, en cambio, si la resolución mantiene su plena vigencia y la Argentina exige su respeto y cumplimiento, tarde o temprano deberán reconocer la soberanía argentina sobre las islas. Esta cuestión constituye el fondo del problema actual.

Página 53: Shackleton describía la situación social de las islas y decía que los isleños vivían en una etapa feudal; que desde hacía muchas generaciones su vida o su crecimiento estaban condicionados y detenidos por la falta de interés del gobierno de Londres y por la actitud monopolítica y mesquina de la Falkland Islands Company. Pero fue sin duda su última conclusión la que resultó más sorprendente e incómoda para los británicos. Los isleños, decía Shackleton con sorprendente sinceridad, no están, debido a su lejana independencia, en condiciones de analizar la situación con realismo y elegir con libertad.

Página 53: Pasados estos incidentes y analizado el informe Shackleton, el Foreign Office advirtió una vez más la debilidad de su posición y comenzó a temer las represalias argentinas. Sabía que la Argentina podía suspender los servicios aéreos y las comunicaciones con las islas y dejarlas aisladas, obligando a Gran Bretaña a llevar a cabo un esfuerzo económico y administrativo que no tenía deseo alguno de cumplir. El gobierno de Londres empleó entonces un recurso de emergencia, que volvería a utilizar en el momento culminante del incidente de las islas Georgias: propone el envío a Buenos Aires de un funcionario del más alto rango para negociar el problema concreto y eventualmente toda la cuestión.

Página 59/60: Ridley vuelve a las islas en noviembre de 1980. Londres había comenzado a evaluar y temer el riesgo de negarse a la posibilidad de una negociación seria. Ridley es franco con los isleños, les dice como no le había dicho antes Rowlands, que aislados de la Argentina carecían de futuro económico, les dice además que Gran Bretaña no puede asumir la defensa militar de las islas. Pero agrega algo nuevo y muy importante: afirma que no podía descartar que la Argentina, cansada, pudiera intentar una solución militar; los isleños, acaso por primera vez, advierten el peligro. Ridley estuvo a punto de convencerlos; algunos consejeros comenzaron a discutir el tema; Otros llegaron a manifestar que si el gobierno argentino le diera 10.000 libras y un boleto para viajar, la mayoría de los propietarios abandonarían las islas.

Página 60: Ridley debio hacer personalmente la presentacion en los comunes. El fracaso de Ridley fue total. Ridley fue destrozado por lo representantes laboristas y atacado sin piedad tambien por los conservadores, sus propios correligionarios, que no estaban dispuestos a permitir que los laboristas les robaran las banderas nacionalistas ni los beneficios de los reditos que siempre aportan estas actitudes. Ridley termino esa tarde su carrera política.... Ni Lord Carrington ni Ridley habían medido el valor y la fuerza de su oponente: el Falkland Islands Company, el Comité de las Islas en Londres.